ANALES HISTÓRICOS

DE LA REVOLUCION

DE LA AMÉRICA LATINA,

ACOMPAÑADOS

DE LOS DOCUMENTOS EN SU APOYO.

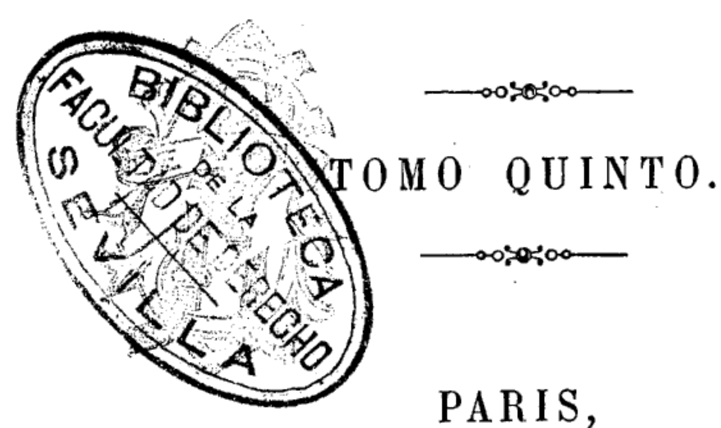
DESDE EL AÑO 1808

HASTA EL RECONOCIMIENTO DE LA INDEPENDENCIA DE ESE EXTENSO CONTINENTE.

POR

CÁRLOS CALVO,

MIEMBRO DE LA REAL ACADEMIA DE LA HISTORIA DE MADRID,
DEL INSTITUTO HISTÓRICO DE FRANCIA,
DE LA SOCIEDAD DE ECONOMISTAS DE PARIS, ETC., ETC.



TOMO QUINTO.

PARIS,

EN LAS LIBRERÍAS DE

A. DURAND, Rue Cujas, 7. | FRANCISCO BRACHET, Rue de l'Abbaye, 8. | Mme DENNÉ-SCHMIDT, Rue Favart, 2.

ESPAÑA, EN LA LIBRERÍA DE BAILLY-BAILLIÈRE, Madrid, plaza del Príncipe Don Alfonso, 8.

BUENOS AIRES, EN LA LIBRERÍA DE LA VICTORIA, Calle de la Florida, 46.

1867.

Esta obra sirve de *segundo período* á la *Coleccion histórica de los Tratados de la América Latina* del mismo autor.



BIBLIOGRAFÍA.

El Instituto histórico de Francia ha publicado en su Revista número 372 un informe crítico sobre los tres primeros tomos de los *Anales de la Revolucion,* el cual reproducimos en seguida, dándole un lugar preferente, no solo porque su autor es uno de los miembros mas distinguidos de esa sociedad literaria, sino tambien porque como publicista honra á la América del Sud (1).

AMÉRIQUE LATINE.

ANNALES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION,

PAR M. CARLOS CALVO.

M. Carlos Calvo a déjà publié six volumes de son ouvrage, dont il a été fait mention dans l'une des précédentes séances de l'Institut

(1) El señor Tórres Caicedo es autor de las siguientes obras, publicadas en Paris :

Religion, Patria y Amor, coleccion de Poesias originales; 1 vol. en 8º.

Ensayos biográficos y de crítica literaria sobre los principales publicistas, historiadores, poetas y literatos latino-americanos; 2 vol. en 8º.

De la Peine de mort; folleto en 8º.

Les Principes de 1789 en Amérique; 1 vol. en 12.

Union latino-americana, pensamiento de Bolívar para formar una liga americana, etc.; 1 vol. en 12.

En prensa :

La autoridad y la libertad. El derecho y el deber; 3 vol. en 8º.

Estudios sobre el gobierno ingles y la influencia anglo-sajona; 2 vol. en 8º.

Ensayos biográficos y de crítica literaria sobre los principales publicistas, poetas, historiadores y literatos de la América Latina. — Segunda serie.

Historia de la literatura latino-americana, dividida en tres períodos; 1 vol.

Historia de los empréstitos contraidos por las Repúblicas latino-americanas desde la época de la independencia hasta nuestros dias; 2 vol.

Historia de la diplomacia extranjera en las Repúblicas latino-americanas; 2 vol.

historique. Cette partie comprend la première période de l'histoire de l'Amérique, celle du régime colonial, et contient les principaux traités, conventions, capitulations et autres actes diplomatiques relatifs à cette époque.

Aujourd'hui, cet infatigable écrivain présente trois volumes de la seconde période, à partir de l'année 1810, où fut proclamée l'indépendance des peuples de l'Amérique latine, jusqu'à la reconnaissance de ces républiques comme Etats indépendants. M. Calvo a donné à cette seconde partie de son œuvre le titre d'*Annales de la Révolution*.

Il faudrait une étude de plusieurs pages pour analyser le travail du publiciste argentin, et apprécier les nombreux documents qu'il a recueillis, et l'on nous a engagé à présenter quelques lignes à peine.

Ce qu'il y a de plus important dans la seconde partie de l'ouvrage de M. Calvo, c'est la démonstration que fait l'auteur des progrès surprenants réalisés par les républiques de l'Amérique latine, depuis qu'elles se sont constituées en nations indépendantes, et cela malgré les luttes politiques constantes qui ont ensanglanté leur sol, luttes naturelles dans l'enfance des peuples, et qu'explique facilement le passage d'un régime de compression et d'obscurantisme à celui de la république, qui, suivant l'expression de Sismondi, exige un état de civilisation très avancé, beaucoup de lumières et de grandes vertus. Les citoyens de ces républiques ont des vertus et des lumières, mais il manque là quelque chose qui ne s'improvise pas, et qui est une condition essentielle de l'ordre et de la liberté, comme l'a démontré M. Chevalier, — les conditions matérielles, les voies de communication, et surtout la population, pour donner l'impulsion au développement des immenses richesses dont la Providence a d'une main prodigue doté ces vastes pays.

M. Calvo a compulsé les documents les plus précieux et recueilli les données statistiques les plus complètes ; aussi lui a-t-il été facile, dans son Introduction, de réfuter les injustes assertions de l'éminent M. Thiers, dans la séance du Corps législatif du 26 janvier 1864.

M. Calvo a démontré que les républiques de l'Amérique latine ont vu leur population s'accroître, de 1810 à 1864, de 14 à 24 millions d'âmes (nous croyons qu'il faudrait dire de 11 à 24 millions). Leur commerce général était, en 1810, de 340 millions de francs ; en 1864 il atteint le chiffre de 1,310 millions. Suivant l'honorable M. Rouher, le commerce entre la France et les Etats de l'Amérique latine absorbe

aujourd'hui les trois cinquièmes de tout le commerce maritime du puissant empire français.

M. Calvo mérite les plus grands éloges pour la persévérance avec laquelle il a réuni les documents les plus importants pour l'histoire des pays latino-américains, les classant scientifiquement, et illustrant la collection par des appréciations qui révèlent l'historien, le publiciste et le diplomate. L'ouvrage de M. Calvo est un service rendu à la fois au continent américain, auquel il consacre sa plume de patriote, et à l'Europe, à laquelle il fait connaître la véritable situation de ces républiques du Nouveau-Monde, si maltraitées parmi nous.

Pour démontrer combien ces républiques ont progressé, il suffira de savoir que chez les nations de l'Amérique latine (ainsi que nous l'avons fait voir dans notre ouvrage sur la littérature américaine), la liberté de réunion, de pétition, d'association, la tolérance des cultes, la liberté de la presse, sont garanties; — dans la plupart de ces Etats, la navigation fluviale est illimitée pour tous les navires du monde; dans presque tous, la peine de mort est abolie pour les délits politiques, dans quelques-uns même elle est abolie d'une façon absolue. Un sage système de décentralisation administrative régit ces républiques, bien qu'il soit exagéré dans quelques-unes d'elles, où il arrive à l'établissement du système fédératif le plus absurde. Le gouvernement gouverne peu, et la voie la plus large est laissée à l'initiative individuelle; les impôts sont très légers, les tarifs de douane ont un caractère fiscal et non un caractère de protection; aucun droit ne pèse sur l'introduction des livres, des journaux, des imprimés, ni sur rien de ce qui peut contribuer à répandre les lumières.

Enfin, qu'il nous soit permis de reproduire ici, pour mettre mieux en évidence les progrès que font les républiques latino-américaines, les données que nous avons publiées dans l'*Economiste français*, à la date du 13 octobre 1864.

« En Espagne, nation de 16 millions d'habitants, d'après le recensement de 1860, de 14 millions suivant d'autres données, il y a une école sur 149 habitants. Dans la république la moins favorisée de l'Amérique latine, il existe une école sur 110 habitants, et dans chacune de ces républiques, l'instruction primaire est obligatoire et gratuite; mais à côté des écoles officielles, chaque citoyen a toute liberté pour établir des écoles particulières.

» En Espagne, la relation entre le nombre des élèves et celui des

habitants est de 1 élève pour 100 habitants. Dans les républiques du Nouveau-Monde, cette relation est de 1 élève pour 70 habitants.

» En Espagne, le 65 0/0 de la population ne sait ni lire ni écrire. Dans les Etats de l'Amérique latine, cette proportion est de beaucoup moins considérable.

» En 1810, point de départ de l'indépendance des républiques américaines, la population de l'Espagne dépassait 12 millions d'habitants; celle des colonies qu'elle avait en Amériqne n'arrivait pas à 11 millions.

» Aujourd'hui, en admettant les données qui portent le chiffre le plus élevé, l'Espagne compte 16 millions d'âmes. Les républiques de l'Amérique latine, en ne tenant compte que des documents qui leur assignent le moins d'habitants, en comptent 24 millions, répartis comme suit :

	Habitants.
Mexique	8,000,000
Républiques de l'Amérique du Centre . .	2,000,000
Etats-Unis de Colombie (Nouvelle-Grenade)	2,750,000
Vénézuéla.	1,250,000
Equateur	1,000,000
Pérou	2,750,000
Bolivie.	1,500,000
Chili	1,750,000
République Argentine.	1,250,000
Uruguay	250,000
Paraguay.	1,500,000
Total	24,000,000

» Les exportations de l'Espagne, dans une année très heureuse, 1860, s'élevèrent à 64,910,000 piastres. Les anciennes colonies de l'Espagne, aujourd'hui républiques indépendantes, dont le commerce était nul en 1810, font maintenant un commerce d'exportation de 156,500,000 piastres, c'est-à-dire qu'il est deux fois et demi plus grand que celui de leur ancienne métropole.

» Le commerce de la France avec les colonies espagnoles était nul en 1810. Le commerce de la France avec les républiques indépendantes de l'Amérique latine arrive actuellement au chiffre de 750 millions de francs. »

J.-M. TORRES CAICEDO,
Membre de la 2e classe.

PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA,

BRASIL Y PORTUGAL.

AÑO 1819.

El reino de Portugal. — Afligente situacion en que se encuentra. — El gobierno de Rio Janéiro exige el envío de las existencias en el tesoro nacional. — Irritacion causada en Lisboa por el nuevo embarque de tropas. — Empréstito forzoso. — Conspiracion de Lisboa : juicio, sentencia y ejecucion de los jefes principales. — Resultados lamentables que tuvo la ocupacion de Montevideo. — Habilidad de la diplomacia portuguesa. — La situacion desgraciada en que se hallaban entónces las Provincias Unidas salvó á la monarquía portuguesa. — Continuacion de la guerra en la Banda Oriental. — Operaciones del ejército portugues para la ocupacion total del territorio oriental. — El baron de la Laguna toma posesion por tercera vez del campo de Casaballe. — El teniente general Píntos desembarca en San Miguel. — El general Rivera asedia su columna. — Refuerzo enviado á Píntos : este se dirige á Montevideo. — Marcha del general Silvéira. — Los Portugueses son encerrados por la cuarta vez en Montevideo. — Batallon formado de 300 desertores portugueses. — La Colonia se entrega á un jefe portugues. — El teniente general Píntos se embarca con una division en auxilio de la Colonia. — La guerra continúa sobre los muros de Montevideo. — Los patriotas, coronel Bausá, capitanes Don Manuel y Don Ignacio Oribe, Velasco, San Vicente y Lapido con sus tropas abandonan las filas de Artígas ; capitulan con el baron y se dirigen á Buenos Aires. — Otorgues es perseguido por sus propios subalternos. — Las guerrillas. — Derrota del Canelon Grande — Los Portugueses toman posesion de las islas de la barra de Santa Lucía. 1819.

1819 — Yúpes situado en el paso de la Arena. — El baron de la Laguna destaca al coronel Marquez de Souza. — El general Curado. — Artígas abandona la Purificacion. — Rivera se retira del sitio de Montevideo. — Béntos Manuel derrota á Artígas apoderándose de sus bagajes y municiones. — Don Miguel Barréiro es tomado prisionero. — El general Rivera destruye á su vez la division de Béntos Manuel y recupera las pérdidas sufridas por Artígas. — Circula en Montevideo la noticia de un convenio celebrado entre España y Portugal. — Doblez de la política de Don Juan VI. — Ratificacion del armisticio de 1812. — La diplomacia argentina no estuvo á la altura de su mision. — Los artículos adicionales del armisticio no tenian utilidad práctica. — Instrucciones que reciben los representantes de S. M. Fidelísima en Montevideo. — Convenio secreto entre el cabildo de Montevideo y el baron de la Laguna. — Resolucion tomada por el cuerpo municipal de Montevideo.—Conducta inhábil del general portugues. — El sistema de terror y persecucion adoptado como medio de persuasion. — Política imprevisora de Don Juan VI. —El general Artígas organiza una contra-revolucion española. — La *Gaceta de Buenos Aires* la explica.

Hemos narrado en los capítulos VII y VIII del tomo precedente, la serie de acontecimientos y complicaciones que habian surgido de la ocupacion de la Banda Oriental del Rio de la Plata por el ejército de Su Majestad Fidelísima, los esfuerzos é insuficiencia de Artígas para resistir á la invasion extranjera, sus desastres, la ruina del comercio marítimo de Portugal, el curso de la conferencia de Paris y la revolucion de Pernambuco; réstanos referir á vuelo de pájaro la afligente situacion á que habia reducido el reino de Portugal la ambiciosa política de los consejeros de D. Juan VI, para completar el cuadro sombrío que ofrecian los negocios de los reinos unidos de Portugal y Brasil al principio del año 1819.

Afligente situacion del reino de Portugal.

La mala administracion de la regencia, las considerables remesas de numerario que se hacian de Portugal para Rio Janéiro de las rentas de la casa de Braganza, de la alta nobleza y ricos propietarios que residian en la corte de D. Juan VI; la despoblacion que se manifestaba cada dia en mayor escala, ya por la miseria que obligaba á familias enteras á emigrar al Brasil, ya por las numerosas tropas que reclamaba la autoridad central en apoyo de sus planes ambiciosos; todo concurria

en fin, para hacer inhabitable aquel reino debilitado por la larga ocupacion extranjera, y sobre el cual pesaban tan hondas desgracias. 1819.

Tal era la situacion de ese pueblo activo y emprendedor, cuyo pabellon dominó por largo tiempo los altos mares (1), cuando el gobierno de Rio Janéiro ordenó que se le enviasen las existencias que habia en el tesoro nacional para hacer frente á las atenciones urgentes impuestas por la revolucion de Pernambuco, así como una suma mensual de cincuenta contos de reis para sustentar la division portuguesa (2).

El gobiern de Rio Jan exige el en de las existei en el tesoro nacio

La regencia de Portugal, cumpliendo con la órden de la corte, remitió las insignificantes economías que encerraba su tesoro, no obstante la oposicion manifiesta de los súbditos portugueses de Europa, y se regularizó desde la marcha de la expedicion la cuota mensual con que contribuía el Portugal á los gastos, sin que esas exigencias abrumantes impidiesen los saques que á menudo se hacian de Rio Janéiro sobre el erario de Lisboa (3).

La irritacion llegó á su colmo cuando en el mes de agosto de 1817 se embarcó en Lisboa el nuevo contingente de tropas, compuesto de cerca de cinco mil plazas para el Brasil, destinadas á reforzar las guarniciones de Pernambuco, Bahía y Montevideo. En esas circunstancias se dictó ademas, una nueva dis-

Irritacion que produc en Lisboa el nuevo emb de tropas.

(1) El abate de Pradt, comparando el poder que tuvo en los mares esa monarquía con su pupilaje presente, decia el año 1817 :

« Lorsque la résurrection des souverainetés abolies par Napoléon et par ses devanciers eut lieu en 1814, le retour du roi en Portugal fut annoncé. Nous devons au parlement d'Angleterre, seul moyen qui existe en Europe de recevoir des instructions un peu étendues sur les colonies, d'avoir appris, par l'organe de lord Castlereagh, qu'à cette époque le roi projetait de repasser en Europe, et qu'il avait demandé une flotte au gouvernement anglais pour l'y transporter. Chose étrange, aussi contraire à l'honneur actuel du Portugal qu'à sa gloire passée, de voir le successeur des souverains auxquels l'Europe dut la connaissance de tant de terres, et dont le pavillon domina si hardiment les mers de l'Inde, réduit à ne pouvoir traverser l'Océan et se rendre chez lui qu'à l'aide du pavillon anglais ! » (*Les trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil*, pág. 11.)

(2) Correspondencia del duque de Palmella.

(3) Souza Montero, *Histoire du Portugal.*

1819.

Empréstito forzoso.

posicion de la regencia imponiendo un empréstito forzoso á la poblacion para hacer frente á la situacion. Los clamores que arrancó esa medida exasperaron á los pueblos. La regencia, muy léjos de atenderlos, nombró una comision de negociantes, presidida por el magistrado Duarte, con el objeto de formar una lista de los súbditos cuyas fortunas les permitiesen contribuir y fijando las cantidades con que debian cotizarse.

No obstante los medios violentos de que se sirvieron, no se alcanzó á recolectar la tercera parte de la suma marcada; tal era la miseria que agobiaba al país. La agitacion crecia, la permanencia del monarca fuera de su capital metropolitana, y sus manifiestas intenciones de permanecer en el Brasil con su corte y gobierno supremo, era por otra parte un motivo constante de inquietud y de perturbacion para el pueblo portugues, cuyos sufrimientos se hacian intolerables.

Conspiracion descubierta.

En esta situacion se descubrió, á fines de junio de 1817, segun lo publicó la *Gaceta de Lisboa*, una conspiracion que tenia el proyecto de obligar al rey á volver á Europa, ó en caso contrario colocar en el trono de sus antepasados otro monarca (1), y fueron prendidos los principales cabezas y con ellos numerosos

(1) El ilustrado M. de Pradt apreciaba entónces con un acierto notable la posicion en que se habia colocado Don Juan VI, y las dificultades con que lucharia para conservar su doble trono de Europa y América :

« Les causes du complot de Lisbonne sont là : il est bien superflu d'aller les chercher ailleurs. Ce n'est point contre le roi de Portugal que l'on a conspiré en Portugal, c'est contre le gouvernement du Portugal exercé au Brésil ; ce n'est point pour n'avoir pas de roi, mais au contraire pour en avoir un en Portugal : voilà ce qu'il faut bien entendre et ce qui était inévitable.

» Il y a deux intérêts incompatibles, celui du roi, qui, au Brésil, ne veut pas se désister du Portugal, celui du Portugal qui ne veut pas se désister de son roi à Lisbonne, et là seulement. Ce qui vient de se passer aurait eu lieu à Rio Janeiro, si le roi était repassé en Portugal : ce n'est donc qu'un combat pour la présence du roi. Les intérêts sont inconciliables : celui du roi, qui veut régner à la fois dans les deux pays, et celui des deux pays, qui veulent, avec une égale force, garder chez eux le prince, qui cependant ne peut rester que dans un des deux, et qui font de son séjour dans leur sein la condition de leur obéissance. Le mal vient donc de la nature de cette double propriété ;

militares y algunos paisanos. La denuncia de la revolucion fué comunicada por el mariscal Beresford á la regencia. 1819.

Generalmente se creyó entónces que la supuesta conspiracion era fraguada para imprimir el terror en la poblacion y satisfacer venganzas personales; y en efecto la opinion de los historiadores mas autorizados de Portugal y del Brasil están de acuerdo en que la conspiracion, si la hubo, no pasó de palabras. Entretanto el proceso se activó, y fueron juzgados y sentenciados á la pena de muerte — Gómez Fréire de Ardrade, cabeza presumida de la revolucion, el coronel Manuel Montero de Carvalho, los mayores José Campello de Miranda, José da Fonseca Néves y cuatro oficiales mas: — á todos ellos debia cortárseles la cabeza y quemarse sus cuerpos, siendo los demas deportados para los presidios de África.

Juicio, senten[cia] y ejecucion de los jefes principal[es]

Así quedaron consumados esos nuevos actos de opresion y

le prince a un autre intérêt que le pays, et le pays un autre intérêt que le prince; elle est très bonne pour le prince, mais elle ne vaut rien pour un des deux pays. Il faut choisir, être roi de Portugal en Portugal, ou du Brésil au Brésil; les deux à la fois ne sont plus possibles. Aujourd'hui les hommes en savent trop pour ne considérer les gouvernements que du côté de la satisfaction des titulaires; ils veulent aussi y trouver la satisfaction des besoins de la société.

D'un autre côté, les colonies, devenues fortes, riches, peuplées, en savent autant que les métropoles, sont aussi exigeantes qu'elles, et veulent être gouvernées pour elles, et non plus par des préposés envoyés d'un autre monde, et toujours prêts à y retourner. Dans ce conflit, qui cédera, des colonies ou des métropoles? Tout ce vieil ordre a donc croulé; il est désormais impossible que le même souverain règne en Europe et en Amérique, à Lisbonne et à Rio Janeiro. En vain torturera-t-on les hommes pour leur faire accepter cet imbroglio; la nature des choses, plus forte que ces tortures, finira par les surmonter; c'est elle qui conspire et qui prend pour organes quelques hommes dans le sang desquels on va chercher le remède au mal que l'on a fait soi-même... Ils mourront, mais le sentiment qui a créé l'acte qui les conduit à la mort ne mourra point, parce que, si l'on peut tuer les hommes, on ne peut pas tuer la nature des choses. Quelque sévérité que l'on déploie contre le complot de Lisbonne, on n'empêchera point le Portugal de regretter son roi, de l'envier au Brésil, d'être affecté des inconvénients de son absence, et, finalement, de chercher à s'y soustraire, en remplaçant à Lisbonne le siége du gouvernement. (*Les trois derniers mois de l'Amérique méridionale*, par M. de Pradt, pág. 42; Paris, 1817.)

1819. de venganza, que si bien contuvieron por el momento la explosion, no lograron decapitar las ideas de libertad profundamente arraigadas en el corazon de los pueblos subyugados.

Resultados lamentables que tuvo la ocupacion de Montevideo

Este cúmulo de hechos lamentables puso en evidencia los errores y la responsabilidad de los que habian aconsejado la ocupacion militar de Montevideo, cuyas inmediatas consecuencias fueron :

La intervencion de las cinco grandes potencias en favor de la España.

La actitud amenazadora de esta, contra el reino de Portugal.

La revolucion republicana de Pernambuco, cuyo hecho espontáneo y uniforme daba la medida de las ideas dominantes en el Brasil.

La conspiracion de Lisboa.

La destruccion de la marina mercante de Portugal por los corsarios americanos con patentes de Artígas (1).

(1) Un historiador portugues, desaprobando la pol[illegible] ambiciosa de Don Juan VI, refiere esos acontecimientos del modo sig[illegible]:

« *Continúa la guerra contra Artígas. Sus desa[illegible]s consecuencias.* — Continuó la guerra contra Artígas siendo victoriosas las tropas portuguesas en todos los encuentros, sin poder aun aniquilar las fuerzas de aquellos jefes de guerrillas que, peleando á la manera de los Beduinos y de los Tártaros, se dispersan despues de derrotados para reunirse en un lugar conveniente. Sin bagajes, montados en caballos lijeros y rápidos, diestros en el manejo de todas las armas, tan listos á cabalgar como á desmontarse en medio de la carrera, con ellos solo pueden competir los Rio-Grandeses del Sur, igualmente diestros á todos los ejercicios. Miéntras así combatia Artígas á los Portugueses con gloria y sin fruto, quien ya no poseía un solo puerto de mar, arruinaba el comercio portugues, concediendo cartas de marca á los corsarios ó ántes piratas (Americanos los mas de ellos), que cubrian el Océano y descaradamente arbolaban la bandera de Artígas, sin que hubiese muchas de las veces entre la tripulacion un solo natural del Rio de la Plata ó de las márgenes del Uruguay. La incuria é incapacidad del ministerio sufrió por muchos años estas depredaciones sin tentar medio alguno eficaz para poner un término á tan infame sistema, tolerado por el gobierno de los Estados Unidos con tanto escándalo. Muchas de las personas mas eminentes de Baltimore estaban interesadas en el corso pirático contra los navíos portugueses, de acuerdo con el gobernador de la isla dinamarquesa de Santo Tomas y otros. El ministro que entónces residia en Washington (José Correa da Serra) nada consiguió, y aun se dejó engañar por la conce-

Es cierto que la habilidad de la diplomacia portuguesa y la actividad de las resoluciones militares habian detenido la marcha de los sucesos y las graves complicaciones interiores, disipando en parte los negros nubarrones que cubrian el horizonte de la política exterior, pero todo eso era transitorio, y la realidad, la tremenda realidad, debia mostrarse por las desastrosas consecuencias que tuvo la ocupacion de la Banda Oriental.

1819. Habilidad de la diplomacia portuguesa.

Es incuestionable que sin las luchas civiles que desgraciadamente dividian las Provincias Unidas de Sud-América, la política anti-americana (1) adoptada por el gobierno de D. Juan VI le

Situacion desgraciada en que se hallaban entónces las Provincias Unidas.

sion de una ley aparentemente destinada á castigar á los piratas americanos, pero que solo sirvió á protegerlos, suministrándoles ante los tribunales abundantes subterfugios y escapatorias. La audacia del gobierno de los Estados Unidos llegó á tal punto que un buque mercante portugues (la *Mariana Flora*) fué apresado por un navío de guerra americano y conducido á Boston como pirata, y poco despues restituido á su capitan por órden del secretario de Estado Juan Quiney Adams, por ser evidente el engaño. Poco mas de un año despues vino á figurar en una lista *de embarcaciones de piratas apresadas por la marina americana*, presentada al congreso por el ministro de la marina, siendo aun ministro de Estado el mismo Adams. « En vano reclamé (*) inmediatamente contra tal falsedad; solo obtuve satisfaccion tardía, y ninguno de los ministros tuvo la buena fe de contradecir esa falsedad odiosa y voluntaria : esta atroz mentira quedó consignada para siempre en el archivo de las sesiones del congreso. » ¿ Qué se podia esperar de tal gobierno que quebrantaba los usos del derecho de gentes, en favor de nuestro comercio, víctima de la insaciable codicia de los píratas de Baltimore? Un medio único se ofrecia, que hubiera sido eficaz; pero no habia en el gabinete de Don Juan VI un hombre bastante resuelto para ponerlo en práctica. Consistia en apresar un número de buques americanos suficiente para indemnizarnos de nuestras pérdidas, precediendo un embargo de los buques nacionales en nuestros puertos, para que no cayesen en poder de los Americanos. *Tales fueron las calamidades que una pueril ambicion del ministerio suscitó al comercio nacional. Esta malhadada conquista de la Banda Oriental costó caro al Portugal y al Brasil.* » (*Historia do Brazil*, por CONSTANCIO, tomo II, pág. 214 á 217; Paris, 1839.)

(1) M. de Pradt, que seguia los acontecimientos que se desarrollaban en la América del Sur con ojo investigador, decia en esa época lo siguiente :

Qu'avait donc à faire le roi de Portugal transplanté au Brésil? *Se faire*

(*) El señor Constancio, autor de la *Historia do Brazil*, era en esa época encargado de negocios de Portugal.

1819. habria colocado entónces en una situacion desesperada, porque los victoriosos ejércitos argentinos, sin las resistencias y hostilidades del general Artígas, habrian obligado al general Lecor á desocupar la Banda Oriental, expulsando por segunda vez

franchement Brésilien; cesser, de l'Amérique, de regarder le Portugal d'un œil de regret, d'avancer, et puis de reculer dans la route qui y amenait. C'est là être mené par les événements, et non point les diriger, comme il appartient au chef d'un Etat de le faire.

Au lieu de s'amuser à regretter un Etat aussi borné que le Portugal, une âme élevée aurait remercié le Ciel de la nécessité qui l'avait porté sur des terres sans bornes par leur espace, sans limites dans leurs richesses, sans termes dans les nouvelles destinées que la révolution de l'Amérique prépare à l'univers. Vassal ou inférieur de tout le monde en Europe, le roi du Brésil, en touchant la terre d'Amérique, acquérait un volume immense : il entrait dans la politique de l'univers, dans laquelle par ses Etats d'Europe il tient une si petite place. Assujetti dans son ancien séjour, il devenait indépendant dans le nouveau et participait au système d'émancipation, qui est la nouvelle vie des contrées qui l'entourent. Par lui la royauté conservait un point d'appui en Amérique, avec un représentant, et les trônes de l'Europe lui devaient de n'y avoir pas perdu toute espèce de ressemblance.

Voilà le rôle sublime auquel un intérêt bien entendu appelait le nouveau roi du Brésil... *Ajoutez qu'expulsé de l'Europe par une invasion, il ne devait jamais se permettre d'envahir...* Ajoutez qu'habitant l'Amérique, *il devait être tout Américain;* que, placé sur une terre où tout tressaille *au nom de la liberté*, il ne devait point présenter un gouvernement despotique à aucune de ses parties, et en élevant ses vues encore plus haut, ajoutez que, puisque le sort l'avait donné à l'Amérique, *il devait se faire adopter par elle en se liant franchement à sa cause*, et en abrégeant par là les douleurs que lui causa l'enfantement de la liberté. Alors le *nouveau-né* de l'Amérique devenait son égide, et la reconnaissance attachait l'Amérique à son char. Il a eu le choix entre ce rôle et celui qu'il a joué. Pombal et Richelieu n'eussent pas balancé. Mais il y a des hommes bien étranges sur la terre; ils s'imaginent que, dans l'humanité, tout est attaché à leurs seules personnes, à leurs idées, à leurs habitudes; que le monde s'abstient de tourner et s'arrête dès qu'il arrive jusqu'à eux; qu'il respecte leur commode fixité; qu'une abnégation éternelle et universelle de leurs intérêts propres est, de la part des hommes, la seule loi qu'ils se soient imposée à leur égard, et qu'heureux de leurs sacrifices, ils marcheront toujours sans détourner la tête, dans la route où l'on daignera les pousser.

J'ignore jusqu'à quel point ces idées ont dominé au Brésil; mais il est bien évident qu'il y a régné une forte méprise sur la nature du système que l'on avait à suivre : que l'on en juge par l'état dans lequel se trouve ce gouvernement. Menacé de représailles par Buénos-Ayres, de soulèvements

las armas portuguesas del Rio de la Plata. Sin la atencion de los caudillos Artígas, Ramírez y López, el gobierno argentino se hubiera puesto en combinacion con los revolucionarios republicanos del Brasil, y con tan eficaz apoyo las ideas demo- 1819.

par une partie de ses sujets d'Amérique, d'une attaque par l'Espagne en Europe, d'une séparation par Lisbonne, d'une intervention irrésistible de la part des puissances, comment peut-il sortir de ce cercle d'embarras qu'il s'est créé, par un autre cercle d'erreurs, sans dommage pour ses intérêts matériels et pour sa considération morale et politique ? Il faut plaindre les malheureux peuples dont le sort se décide par des hommes qu'aucune lumière véritable n'éclaire, qu'aucun exemple n'amende, et qui datent tous leurs actes d'un monde antique et usé, au milieu d'un monde renouvelé.

Le Ciel a paru se complaire, au Brésil, à rapprocher le châtiment de la faute qui l'avait provoqué. Pendant que le roi du Brésil s'amusait à envahir le territoire espagnol au sud de ses Etats, ses sujets du nord lui échappaient. Il déclarait à Montevideo qu'il lui appartenait, et Fernambouc lui déclarait à lui-même qu'il avait cessé de lui appartenir : il conquérait sur les indépendants d'Amérique, et l'on se faisait indépendant chez lui.

Tout ceci est curieux et prête à beaucoup de réflexions. Nous négligerons toute espèce de considération sur les droits et le personnel des nouveaux indépendants. Assez d'autres s'en chargeront : c'est toujours la partie la plus facile des affaires. Nous n'aurons pas non plus l'inconsidération de prononcer sur l'issue d'une lutte qui est à peine commencée.

Nous nous bornerons à rechercher les effets de ce mouvement relativement au roi du Brésil, en particulier, et à la cause générale de l'indépendance en Amérique.

Quant au premier point, vainqueur ou vaincu, le roi du Brésil n'a rien à gagner. Que l'insurrection succombe ; que Fernambouc, une des meilleures villes du Brésil, soit détruite, ainsi que le veut M. le comte d'Arcos, très humain gouverneur de Bahia, le roi n'en sera pas plus riche : une ville ruinée n'a jamais enrichi personne ; mais il n'y aura pas moins eu un exemple terrible d'insurrection donné à son pays ; mais il n'aura pas moins fallu tuer des hommes, dans un pays où la rareté de la population lui donne une si grande valeur : il n'aura pas moins fallu employer l'armée et vider le trésor ; car l'on ne tue pas des insurgés pour rien ; il faudra redoubler les frais de surveillance : en pareil cas on dépense plus, on retire moins. Une insurrection étouffée peut en cacher dix autres derrière elle. Où suivre, où prendre les agents des insurrections dans ces contrées sans bornes et sans police ? Ce n'est point comme dans notre Europe, où de quart de lieue en quart de lieue, tous les postes sont occupés, tous les visages sont connus, tous les noms sont enregistrés, où un coup de sifflet suffit pour faire sortir, comme de dessous terre, une armée auparavant invisible d'arrestateurs, de gardiens, de juges, d'exécuteurs de leurs ordres. L'Europe vit sous une loi

1819. cráticas habrian adquirido un desarrollo tal, que D. Juan VI se habria visto en la necesidad de asilarse en su leal capital del viejo reino de Portugal, abandonando la rica joya del Brasil á la revolucion, y esta, como el resto de la América Latina, habria sostenido á pié firme la independencia absoluta de Portugal y de la dinastía de Braganza. Los hechos posteriores han confirmado ampliamente este juicio.

de police générale qui forme une chaîne dont divers ministres tiennent les deux bouts depuis Pétersbourg jusqu'aux colonnes d'Hercule; chaîne qu'il n'est donné à personne de pouvoir percer ou franchir : mais que les terres nouvelles de l'Amérique sont loin de posséder ces moyens perfectionnés d'une surveillance redoublée ! Elle est au *minimum* de ce dont le *maximum* afflige l'Europe. Il est donc très probable que les troubles continueront au Brésil en tout ou en partie.

A ce premier effet, il faut ajouter : 1º que cette insurrection interdit au roi de quitter le Brésil. Ce qu'il vient d'oser en sa présence lui montre ce qu'il ferait en son absence ; et cela est d'autant plus fâcheux pour lui que jamais le Portugal n'eut plus besoin de sa présence. 2º *Que cette insurrection lui fait une loi de se retirer au plus vite de Montevideo pour employer à son propre compte les troupes qu'il y occupait contre d'autres.* 3º *Qu'il a à remercier les puissances d'une intervention qui, au fort de ses embarras, le soustrait à la vengeance bien légitime de l'Espagne.*

Quant au second point, il est bien évident qu'ici tout est profit pour la cause de l'indépendance.

1º L'évacuation de Montevideo le rend forcément aux indépendants de Buénos-Ayres, et les préserve de nouvelles tentatives de la part du Portugal. Par là, toutes leurs forces resteront disponibles contre l'Espagne. 2º Il n'est point dit que cette retraite apaisera Buénos-Ayres, et le portera à son tour à ménager le territoire portugais du Brésil. *Quelque généreux que soit le caractère espagnol, en général, cependant il ne passe point pour être porté à l'oubli des injures.* Ce peuple appartient au midi de l'Europe, et cette zone à son tour appartient à la vengeance. De plus, la différence du mode de gouvernement peut agir sur la détermination des républicains de Buénos-Ayres, et si, par le plus grand des malheurs, ils venaient à mettre en mouvement les esclaves, que deviendrait le Brésil? Si l'indépendance de Fernambouc prévaut, celle du Brésil en devient la suite nécessaire : ce qui complète l'indépendance de toute l'Amérique du Sud, et sa formation en républiques. Si elle ne prévaut pas dans ce moment, l'exemple ne restera pas moins. Une partie des chefs et de leurs adhérents passeront chez les indépendants espagnols, et de là ne cesseront de fomenter des troubles dont l'indépendance sera toujours le prétexte et l'objet. » (*Les trois derniers mois de l'Amérique Méridionale*, par M. PRADT, pág. 25 á 34. Paris, 1817.)

Infelizmente los Argentinos estaban demasiado ocupados en destruirse unos á otros y en oscurecer las glorias conquistadas por sus invencibles legiones, y no supieron aprovecharse de las favorables circunstancias que les ofrecia la anarquía interior del reino del Brasil, para recuperar la provincia invadida y llevar sus armas victoriosas en apoyo de la idea republicana á los confines del Brasil. Fué pues la presencia, ó mas bien la influencia, del elemento bárbaro, la que salvó del naufragio la corona de D. Juan VI, y desacreditó la república. Con todo, su dominio sobre los pueblos belicosos de la Banda Oriental duró tanto cuanto duró la influencia ó el terror del caudillaje. El primer gobierno regular que se estableció en Buenos Aires dió en tierra en los campos de Ituzaingo con ese poder efímero del ambicioso monarca, como lo explicarémos oportunamente. 1819.

Continuacion de la guerra en la Banda Oriental.

La guerra entretanto continuaba en el territorio de la Banda Oriental del Plata, siendo tenaz la resistencia que hacian los naturales á las aguerridas legiones lusitanas (1).

Ocupacion por tercera vez de su campo de Casaballe.

Por tercera vez habia vuelto á ocupar el baron su campo de *Casaballe*, haciendo colocar un destacamento de 2,000 hombres en la quinta de D. Manuel Pérez, en las *Pájas Bláncas,* para guardar los depósitos de ganados y caballadas que habia encerrado en el rincon del Cerro. Los patriotas se acamparon en las puntas del Miguelete, y desde allí continuaron hostilizandó dia y noche, con guerrillas, á los invasores, apoderándose de mucha parte de las caballadas que tenian en el rincon del Cerro; hecho que decidió al baron á realizar el proyecto de hacer una cortadura desde la barra de Santa Lucía hasta el Buceo, en la costa del Sur, construyendo reductos para piezas de grueso calibre á distancia de un cuarto de legua uno de otro.

El teniente general portugues Píntos desembarcó en San Miguel.

Las circunstancias apremiantes en que se hallaba el baron de la Laguna le obligaron á destinar al teniente general Píntos á Puerto Alegre con órden de organizar una division, y penetrar en el interior de la campaña de Montevideo. Efectivamente, á últimos de julio de 1818, el referido teniente general desembarcó

(1) Véase el tomo III, pág. 215, de este segundo período.

1819.

en San Miguel, á la cabeza de 2,000 hombres paulistas y curitivanos, y emprendió su marcha despues de haberse provisto de caballadas en aquel punto, atravesó el bañado de San Luis, pasó el Cebollati, en el paso de la Cruz, y se campó en el rincon del Pará; allí fué á hostilizarlo el general Rivera y el capitan D. Julian Laguna con poco mas de 2,000 hombres, los que bastaron para poner en un rigoroso asedio á la bisoña columna del general Píntos, quien se apresuró á pedir al baron el apoyo de algunas fuerzas para poder continuar su marcha sobre Montevideo.

El general Rivera asedia su columna.

Refuerzo enviado á Píntos; este se dirige á Montevideo.

Noticioso el baron del mal estado de la columna del general Píntos, mandó en su auxilio al general Silvéira con una division de 3,000 hombres, que se dirigió á la barra de Barriga Negra, en Cebollati, donde se reunió con la columna del general Píntos, y emprendieron la marcha para Montevideo; en su tránsito fueron hostilizados constantemente por los patriotas. Á las inmediaciones del pueblo de Pando, lograron destrozar el escuadron del capitan D. Julian Laguna, tomándole algunos patriotas, entre ellos á Don Bernabé Rivera, hermano del general, gravemente herido.

Marcha del general Silvéira.

El general Silvéira continuó su marcha y vino á campar al Manga; pero ántes de fijar su campo le cayó por su retaguardia el general Rivera á la cabeza de 800 patriotas, y se empeñó un choque sin resultado decisivo. Al siguiente dia, la columna de Silvéira tomó posesion de los cuarteles de *Casaballe*, *Pájas Bláncas* y demas, de donde habian salido.

Los Portugueses son encerrados por la cuarta vez en Montevideo.

Los Portugueses fueron de nuevo encerrados por los patriotas en Montevideo y suburbios de esta ciudad. Estos, despues de haber dejado 400 hombres de avanzada sobre la capital para continuar el sitio y sus guerrillas, se retiraron con el resto de sus tropas situando su campo en el potrero de Milan, en el Canelon Grande. El ejército portugues habia sufrido considerablemente en moral y disciplina, desertándose partidas de 50 y de 100 hombres con sus armas y municiones para unirse al general Rivera, quien los recibia en su campo dándoles una gratificacion de cinco pesos, como lo tenia ofrecido: les daba licencia á los que querian trasladarse á su país ó emplearse en los trabajos de la cam-

paña; á los primeros los hacía acompañar por el alférez D. Leonardo Olivera hasta pasar el Rio Yaguaron en la frontera del Rio Grande. Los Curitivanos y Paulistas eran los que se pasaban en mayor número, sin embargo que no eran pocos los Portugueses Europeos, pues de estos formó el general Rivera un batallon de mas de 300 plazas, con el cual apoyó sus operaciones en la accion de Batoví y Guazunambí, en las inmediaciones del Cerro Largo.

1819.

Batallon formado de 300 desertores portugueses.

Cesaron algun tanto los apuros del baron de la Laguna, á consecuencia de haberse separado el general Rivera con dos escuadrones para favorecer al general Artígas, que habia sido derrotado y perseguido por la columna del general Curado sobre las márgenes del Uruguay. En este tiempo, el coronel D. Pedro Norberto Fuéntes, jefe del departamento de la Colonia, asociado con el Portugues Vasco Antúnez, antiguo vecino de aquel departamento, se unieron á los Portugueses, entregando el importante punto de la plaza de la Colonia al jefe de la escuadrilla portuguesa, quienes con la mayor parte de los milicianos se refugieron dentro de los muros de la Colonia, desde donde hacian sus incursiones sobre los pueblos del Colla, Víboras, Vácas, etc. El comandante de los Víboras, D. N. Cepeda, se unió tambien á los Portugueses, llevándose consigo una fuerte division de milicianos, los que, al mando de Fuéntes, cometian contra los vecinos de aquella campaña toda clase de robos y violencias. El vecindario, auxiliado por el general Artígas, se organizó bajo las órdenes del teniente coronel D. Juan Rámos, jefe del departamento de Soriano, quien al frente de una division de 300 hombres de caballería, sitió la Colonia. Á últimos de mayo de 1818, Rámos se hallaba en el Pichinango á las inmediaciones del Colla; sobre aquel punto salió desde la Colonia el teniente coronel Gaspar con 200 hombres de caballería de línea y algunos guerrillas de los soldados de Fuéntes, los cuales fueron batidos por el comandante Rámos, quedando en el campo muchos muertos, entre estos el mismo teniente coronel Gaspar y otros oficiales.

Entrega de la plaza de la Colonia á un jefe portugues.

Cepeda se unió á los Portugueses.

Este suceso feliz obligó al teniente general Píntos á embar-

1819.

El teniente general Píntos sale con una division.

carse con una division para la Colonia, no pudiendo hacerlo por tierra, con el objeto de desalojar á los patriotas que la sitiaban. Píntos se movió de la Colonia con mas de mil hombres, entre estos Fuéntes, Vasco Antúnez y todas las guerrillas, llegó al Colla, y de allí pasó á San José; en este pueblo se apoderó de los capitanes D. Julian Laguna, D. Juan J. Toribio, D. Lorenzo Medina y el ciudadano D. José Antonio Ramírez. Siguió su marcha al pueblo de Canelónes, y aprehendió tambien á la esposa de D. José Yúpes, habiéndosele escapado al buen correr de las mulas del coche la esposa del general Rivera. Píntos siguió hasta Montevideo, en donde no pudo presentar al baron otros trofeos de su campaña que los prisioneros de San José.

La guerra continúa sobre los muros de Montevideo.

Las hostilidades habian continuado sobre los muros de Montevideo, aunque débilmente, porque dirigidas estas por el coronel Otorgues, asociado á D. Tomas García como su segundo jefe, situados con algunas tropas en la barra de Canelon Chico, se decretó por influencia de dicho García, por el jefe Otorgues, la apertura de un puerto en el paraje de los Cerríllos, en donde pasaban su tiempo cometiendo toda clase de arbitrariedades.

El coronel Bausá, los capitanes D. Manuel y Don Ignacio Oribe, Velasco, San Vicente y Lapido abandonan las filas de Artigas.

Otorgues tenia á sus órdenes al coronel D. Rufino Bausá, que mandaba un batallon de 600 libertos, tres piezas de artillería, bien provisto de municiones de guerra; pero este jefe, cansado de tantos desórdenes y sin esperanza de resultado favorable, acompañado de los capitanes D. Manuel y D. Ignacio Oribe, D. Gabriel Velasco, D. Cárlos San Vicente, D. V. Monjáime y otros muchos oficiales, entre estos el secretario de Otorgues, D. Atanasio Lapido, resolvieron entenderse con el baron, á quien le propusieron capitular estipulando como única condicion que se retirarian del país si se les permitia embarcarse en Montevideo con destino

Un acuerdo.

á Buenos Aires. El baron aceptó muy complacido tan importante resolucion, y en consecuencia entraron en la plaza con el batallon, la artillería y caballería, despues de un pequeño conflicto con los soldados del regimiento de Otorgues.

Otorgues quedó sin fuerza suficiente.

Este jefe quedó entónces sin fuerza suficiente, ni aun para la guardia de su persona, porque los pocos hombres que le permanecieron fieles, tanto oficiales como soldados, estaban tan desmo-

ralizados, que el oficial D. Justo Miéres, á quien Otorgues habia fusilado un hermano, le asaltó de noche en su casa de Canelónes y quiso prenderle; pero Otorgues logró evadirse escapándose en camisa y calzoncillos, y al dia siguiente se puso en marcha con los muy pocos hombres que le quedaban para Mercédes. 1819.

Partidas de guerrillas.

Todo el frente de la línea de Montevideo quedó confiado á pequeñas partidas que ocupaban Pando, villa de Canelónes, Cerríllos, etc.

Derrota de Francisco Artígas en el Canelon Grande.

El baron mandó salir varios cuerpos del ejército, que llegaron hasta el Canelon Grande, donde derrotaron una division que se hallaba á las órdenes del coronel D. Francisco Artígas, hermano del general, á quien tomaron algunos prisioneros matándole y dispersándose el resto de ese cuerpo, que constaba de mas de 400 hombres.

Las guerrillas portuguesas toman posesion de las islas de la barra de Santa Lucía.

Un Portugues, Manuel Rodríguez, antiguo vecino del país, y un Maximiliano, hijo de San José, reunieron alguna gente autorizados por el baron de la Laguna, y se acantonaron en las islas de la barra de Santa Lucía. Rodríguez y Maximiliano lograron reunir 130 guerrilleros que hacian sus incursiones sobre los vecinos del pueblo de San José y sus inmediaciones. Un Pancho Ortiz, un Justo Almada y su hermano Manuel eran tambien jefes de estas guerrillas, que protegia el baron de la Laguna. En una de sus entradas al pueblo de San José, tomaron prisionero al comandante D. Manuel Francisco Artígas, que se hallaba allí de paseo.

Yúpes situado en el paso de la Arena.

El teniente coronel Yúpes, que habia organizado tambien algunas tropas y situádose en el paso de la arena de Santa Lucía Chico, destacó al capitan D. Bautista López (que despues se naturalizó Brasileño, cuando se pasó el año 25 á las tropas imperiales) con 100 hombres, quien logró destruir las guerrillas de las islas á las inmediaciones del pueblo de San José, matando á unos y capturando á los demas. Este resultado feliz por parte de los patriotas paralizó el efecto de las guerrillas portuguesas por algun tiempo; pero muy luego reaparecieron por haberse retirado el capitan Bautista, continuando sus correrías con tanta ó mas furia que ántes.

1819.

El baron de la Laguna destaca al coronel de Souza.

El baron de la Laguna destacó al coronel Marquez de Souza á Canelónes con una division en busca de D. Tomas García de Zúñiga, con quien estaba en perfecta inteligencia, como se vió por la llegada de este á Montevideo, donde fué recibido por los Portugueses con grandes demostraciones.

Columna del general Curado.

La columna del general Curado, despues de haber ganado la batalla del Catalan, permaneció en la márgen izquierda del rio Cuarein en la confluencia del Catalan con dicho rio, y estuvo hasta el 7 de febrero de 1818. Durante ese tiempo los Rio-Grandeses hacian incursiones sobre el territorio oriental, para extraerse los ganados de aquella riquísima campaña. Se asaltaban los hogares de los pacíficos é inermes moradores, á quienes despojaban de cuanto tenian. Los jefes portugueses que mas se distinguieron en estas correrías, por la frontera del Cerro Largo, fueron el coronel Béntos Gonzálves da Silva (quien entónces solo revestia el carácter de alcalde, con que le agració el general Silvéira cuando pasó por aquella villa), un Álvaro de Olivéira Bueno y un Diego Fillon, quienes en 1818 lograron apoderarse de D. Fernando Otorgues, en la costa del Rio Negro, y del comandante Francisco Delgado en las Cáñas; y derrotaron completamente al comandante D. Gregorio Aguiar en el paso de Olimar Grande. La columna de Curado, al abrir su segunda campaña desde el Cuarein, tomó prisionero en las puntas de Valentin al capitan D. Juan Antonio Lavalleja, que mandaba la vanguardia de las fuerzas de Artígas en la Purificacion. Lavalleja cometió la imprudencia de ir con seis hombres y el ayudante Salado sobre la columna enemiga que habia campado al ponerse el sol, y allí lo hicieron prisionero. El arrojo de este oficial causó grandes males á la causa de los patriotas. Á los cinco dias fué batida su division, la cual habia quedado á las órdenes del comandante D. Pablo Castro en las puntas del Guabiyú.

El general Artígas abandona la *Purificacion.*

El general Artígas tuvo que abandonar la Purificacion con el resto de sus tropas y dejar libre toda la márgen oriental del Uruguay. Curado dirigió una division á las órdenes del mariscal D. Juan de Dios Mena Barreto, á Paysandú, y otra á las de Béntos Manuel á San Salvador, Soriano, Mercédes, etc., quien arreba-

tando cuantos caballos pudo de aquel vecindario, se incorporó al ejército de Curado, que ya ocupaba las barrancas en el puerto de San José del Uruguay; allí repasó Béntos Manuel este rio con 400 hombres, tomó prisionero en la calera de Barquin al comandante Aguiar, que se hallaba con un piquete de 200 libertos; derrotó en Perucho Verna al comandante D. Faustino Tejera, que se hallaba con mas de 400 hombres de caballería; fué en seguida sobre el arroyo de la China, donde obligó á retirarse al comandante D. Francisco Ramírez, que se hallaba con mas de 300 hombres, se apoderó de todo el dinero que tenia D. N. Masanti de las cajas del ejército de Artígas, puso una contribucion al comercio del arroyo de la China, permitió saquear infinitas familias sobre las que cometieron toda clase de desórdenes, y arrió un considerable número de caballadas volviendo á repasar el Uruguay. 1819.

En ese tiempo el general Rivera tuvo que abandonar el sitio de Montevideo, y marchó desde Canelon Grande, el 22 de abril de 1818, para favorecer á Artígas, que ya se hallaba en el paso del Sauce del Queguay. Rivera, al amanecer del 24 de mayo, logró sorprender los puestos avanzados del ejército de Curado, hacerle algunos prisioneros, y llevarse mas de 3,000 caballos de reserva que tenia en la barra de Guabiyú. El 14 de junio sorprendió las grandes guardias de Curado, que ya se hallaba en la Purificacion, arrebatándole algunas caballadas, muchas carretas y ganados. Ese dia tuvo lugar un fuerte encuentro en las puntas de Chapicuy con una division de 700 hombres.

Rivera tiene que abandonar el sitio de Montevideo.

Curado, temiendo á las tropas del general Rivera, abandonó el punto de la Purificacion, y repasando el rio Daiman, fué á situarse al rincon del Corralito, sobre el pueblo del Salto. Ántes de emprender su marcha al Hervidero, destacó á Béntos Manuel con 500 hombres sobre el Queguay, quien el 4 de julio logró sorprender una division de mas de 1,200 hombres que se hallaba sobre la márgen izquierda del Queguay Chico, á las órdenes del mismo Artígas y Latorre. Béntos Manuel penetró en el campo, á las 4 de la mañana, con 100 hombres por un flanco, logró en-

Béntos Manuel batió una partida de 800 hombres.

1819. volver mas de 800 hombres de infantería, que favorecidos por la oscuridad, huyeron al monte : y cuando vino el dia, Béntos Manuel se encontró dueño del campamento, artillería, municiones, caballadas, equipajes, etc.

D. Miguel Barréiro es hecho prisionero con su esposa.

En esta jornada se apoderaron los Portugueses de la persona de D. Miguel Barréiro y de la de su esposa : aquel se hallaba con grillos por disposicion de Artígas, y se le estaba formando causa. Á las 8 de la mañana, el general Rivera con 800 hombres de caballería cayó sobre el campo sorprendiendo á su vez á Béntos Manuel, recuperando en parte los males que habian sufrido los patriotas.

Béntos Manuel perdió sus caballadas y escapó por un milagro, habiendo tenido que retirarse hasta el Daiman, ocultándose en los montes y favorecido por las crecientes de los rios que dificultaban las marchas á la division del general Rivera.

Sitio puesto á 100 patriotas en los Lauréles por Béntos Manuel.

El 19 de agosto logró Béntos Manuel sitiar, en el potrero de los Lauréles, á 100 hombres de los patriotas que se habian ocultado, á las órdenes del capitan D. Bonifacio Ysasa Calderon. Béntos Manuel traía 600 hombres de caballería; los patriotas se hicieron paso, forzando la línea enemiga con solo la pérdida de 3 hombres. Este hecho heróico es digno de una mencion muy especial y merece que la historia consagre al ménos los nombres de los siguientes oficiales que mandaban á esos bravos:

Capitan, D. Bonifacio Ysasa Calderon. — *Teñientes,* D. Felipe Caballero y D. Toribio López. — *Ayudante*, D. Pedro Isaurralde (murió en la retirada del Rabon, en 1819). — *Alférez*, D. Servando Gómez y D. José A. Martínez, que tambien murió en la retirada del Rabon.

Muévese Curado sobre la costa del Uruguay.

El 29 de setiembre se movió Curado con el grueso de la columna por la costa del Uruguay, y el 3 de octubre se hallaba en la barra del Rabon (un arroyo que tiene su confluencia en el Rio Negro). Allí les apareció el general Rivera con 600 hombres, y no habiendo podido penetrar la columna, por haber estado muy acautelada, tuvo que sufrir la carga de mas de 2,000 hombres de caballería, sosteniendo una retirada de mas de 12 leguas. Los

Orientales perdieron 12 plazas y dos bravos oficiales, todos muertos (1). 1819.

Las conferencias de Paris apremiaban, entretanto, á Su Majestad Fidelísima, y los armamentos formidables que se hacian en Cádiz disminuían visiblemente los brios de los diplomáticos lusitanos.

Llega á Montevideo la noticia del convenio celebrado entre España y Portugal.

En esas circunstancias llegó al Rio de la Plata la noticia de que se habia convenido entre Sus Majestades Católica y Fidelísima, bajo la mediacion de la conferencia de Paris, que el Portugal entregaria la plaza de Montevideo á las tropas españolas, lo que era un hecho, pues que solo de Fernando VII dependió la inmediata ejecucion, como lo demostrarémos mas adelante (2).

Doblez de la política del gobierno de D. Juan VI.

La conducta que en esa situacion observó el gobierno de Don Juan VI puso en evidencia la falta de escrúpulos y de lealtad que caracteriza todos sus actos. Hé aquí cómo refiere el digno Argentino Don J. Núñez los procedimientos de la corte del Brasil :

« Al propio tiempo se anunciaba una expedicion que debia salir de Cádiz, como en efecto se preparaba para zarpar en 1820 contra las Provincias Unidas; esto hizo revivir las alarmas de los naturales. Se abocaron algunos al general portugues, y este les permitió dirigir al Janéiro una diputacion para solicitar que S. M. F. volviese á ratificar la capitulacion de 1817, en virtud de la cual no podia entregarse la plaza á los Españoles. El general lo que deseaba era ganar tiempo, y la corte engañar cuanto pudiese; algo mas, conocian la necesidad de conquistar alguna popularidad para sí, y de ningun modo para Fernando ; todo se concedió. Véase, pues, aquí á S. M. F. estipulando en Europa la devolucion de Montevideo á España; á la propia majestad estipulando en América la devolucion de Montevideo á los naturales; y júzguese hasta dónde esta conducta es capaz de conducir los ánimos. »

(1) Véase la *Memoria sobre las operaciones del ejército de S. M. Fidelísima en los años* 1816 *á* 1819. (*Biblioteca del Comercio del Plata.*)

(2) Véase el siguiente capítulo.

1819.

Ratificacion del armisticio de 1812.

Un hecho extraordinario tuvo lugar en esa época : la corte del Brasil envió al gobierno argentino el armisticio de mayo de 1812, que Don Juan VI habia ratificado recien el 23 de julio de 1818, *volviendo á declarar provisoria la ocupacion de la provincia de la Banda Oriental* (1). — Sin duda son estos los artículos adicionales á que se refiere el biógrafo del señor García, amplificando los del citado armisticio. Confesamos que nada ha mortificado tanto nuestro amor patrio como el triste espectáculo que ofrecian las relaciones diplomáticas de la República Argentina con la corte del Brasil, miéntras que sus armas victoriosas daban libertad á medio mundo. En efecto, sin disminuir el respeto y la veneracion que nos inspiran los ilustres patriotas que consumaron la grandiosa obra de la emancipacion sud-americana, y teniendo en cuenta la heróica lucha que tuvieron que sostener en medio de las pasiones encontradas, no comprendemos cómo la influencia que debieron ejercer esos grandes hechos en el ánimo del monarca portugues, robustecidos por las dificultades graves que le rodeaban, no precipitaron la evacuacion de la Banda Oriental. Nosotros creemos que trabajos en armonía con esa situacion habrian convenido mas á los altos destinos de las Provincias Unidas de Sud-América, que los mencionados artículos adicionales sin utilidad práctica. Lo decimos con pena, porque nada nos humilla tanto, en nuestra calidad de Argentino, como el testimonio de este documento. Los hechos que se sucedieron y que vamos á narrar nos darán completa satisfaccion.

La diplomacia argentina no estuvo á la altura de su mision.

Los artículos adicionales del armisticio de 1812 no tenian utilidad práctica.

Instrucciones que reciben los representantes de S. M. Fidelísima en Montevideo.

Los representantes de S. M. F., que habian recibido órden de prepararse en ese sentido, tuvieron al mismo tiempo instrucciones para obtener del gobierno local todas las ventajas territoriales que esa situacion le ofrecia, de modo que llegado el caso de la evacuacion del territorio, pudiesen sostener los derechos adquiridos, dificultando la negociacion de Paris, contando siempre con el apoyo de lo imprevisto; de modo que si la expedicion española no se realizaba, era una conquista asegurada. Con ese

(1) Véase la nota del tomo IV, página 268.

propósito se celebró el convenio secreto que reproducimos á continuacion, en el que los dóciles municipales despojaban *heróicamente* á la Provincia Oriental de la parte mas rica de su territorio; y es de notar la coincidencia de que esa desmembracion se preparaba casi al mismo tiempo que el diplomático argentino acreditado cerca de D. Juan VI se entretenia en redactar los artículos adicionales al armisticio de 1812 (!). Hé aquí ese documento, cuya notable importancia apreciará el lector inteligente:

1819. Convenio secreto entre el cabildo de Montevideo y el baron de la Laguna.

Convenio secreto celebrado entre el cabildo de Montevideo y el general Lecor, jefe de las fuerzas portuguesas que ocupaban esta plaza, relativo á la cesion de una parte del territorio de la Provincia Oriental inmediata á la frontera, en compensacion de los gastos necesarios para la construccion de la torre y fanal de la isla de Flóres.

ACTA RESERVADA.

Miembros del cabildo.

En la ciudad de San Felipe y Santiago de Montevideo, á treinta de enero de mil ochocientos diez y nueve, el Excmo. cabildo, justicia y regimiento de ella, cuyos miembros son, á saber: el Sr. brigadier de los reales ejércitos, alcalde ordinario de primer voto y gobernador intendente interino de esta provincia, D. Juan José Duran, el Sr. regidor decano D. Juan Correa, el Sr. alcalde provincial D. Agustin Estrada, el Sr. regidor alguacil mayor D. Juan Francisco Giró, el Sr. regidor fiel ejecutor D. Juan Méndez Caldéyra, el Sr. regidor defensor de pobres D. Lorenzo Justiniano Pérez, el Sr. regidor juez de policía D. Francisco Joaquin Muñoz, el Sr. regidor juez de fiestas D. José Álvarez, y el caballero síndico procurador general de ciudad D. Jerónimo Bianqui, se reunió en la sala de sus sesiones para tratar de asuntos de interes público, segun sus instituciones, y como lo há de costumbre, presente el infrascrito secretario. En este estado mandaron traer á la vista la comunicacion pasada en virtud del acuerdo de quince del presente al Ilmo. y Excmo. Sr. baron de la Laguna, capitan general de esta Provincia, sobre proponer una nueva línea divisoria de esta

1819. provincia y la capitanía general del Rio Grande de San Pedro do Sul, cediendo los terrenos que quedan en ella á favor de dicha capitanía, con calidad de auxiliar el superior gobierno con dinero y demas recursos la ejecucion y conclusion pronta de la obra del fanal en la isla de Flóres, sin cuyo establecimiento no puede prosperar el comercio del Rio de la Plata, siendo dicha comunicacion á la letra como sigue :

Comunicacion pasada al baron de la Laguna.

« Ilmo. y Excmo. Sr. : — Cada dia tristes experiencias nos enseñan la urgente necesidad de establecer el fanal en la isla de Flóres, cuyo proyecto se ha emprendido bajo la respetable proteccion de V. E.

Naufragio de la zumaca *Pimpon*.

» El desgraciado naufragio de la zumaca *Pimpon*, que acaba de sumergirse sobre el Banco Ingles en su regreso de Maldonado con mas de cincuenta personas y con crecidos intereses, ha cubierto de luto á esta ciudad, y los gemidos de las familias que han quedado por la muerte de sus hijos y esposos en la mas horrible orfandad, penetran el corazon de todas las almas sensibles. El cabildo, entre sus meditaciones por la felicidad de la provincia que representa, busca con anhelo algunos arbitrios capaces de sufragar á las crecidas erogaciones de aquel grande, útil y necesario establecimiento, para que concluida la obra con la prontitud que demanda la voz de la humanidad, no vuelvan á repetirse esas escenas espantosas, que arruinan el país con perjuicio de los intereses de la nacion. Hasta ahora en la ejecucion del proyecto todo camina con una lentitud afligente por falta de recursos para emprender las operaciones con la rapidez que sería de desear. En esta situacion desagradable le ha ocurrido al cabildo un pensamiento, que si merece la superior aprobacion de V. E., sería tal vez el único que allanando aquellos inconvenientes podia dar impulso á las obras del fanal, y asegurar á V. E. y al cabildo la gloria de la conclusion de un establecimiento el mas útil á los intereses de la parte oriental del grande Rio de la Plata.

Linea divisoria de la Provincia Oriental de la del Rio Grande

» V. E. sabe que los límites que separan esta provincia de la del Rio Grande de San Pedro do Sul no están bien demarcados, y que la línea divisoria de ambos territorios podria rectificarse

1819.

de San Pedro del Sud.

con utilidad comun. — Basta examinar el plano geográfico de dichas provincias para convencerse de esta verdad. Si la línea de demarcacion se tirase por los puntos que indica la naturaleza de los terrenos, rios y montañas de sus inmediaciones, desapareceria la confusion de límites, que ha dado mérito á tantas desavenencias, y resultando un superávit á favor del Rio Grande de San Pedro do Sul, podria V. E. hacer un beneficio considerable á aquel territorio con la nueva agregacion de preciosos campos, y á esta provincia con la indemnizacion de los valores respectivos á la parte cedida. — Este cabildo, como sabe V. E., fué electo por todos los pueblos, representa sus derechos, y conservando todavía sus poderes para promover lo que convenga á la prosperidad comun, se cree autorizado en el estado presente de las cosas para intervenir y ejecutar lícitamente la permuta ó cesion de una pequeña parte del territorio limítrofe, cuando sus productos hayan de invertirse con grande utilidad del país en algun establecimiento de importancia. Ninguno puede ser comparable al del fanal de la isla de Flóres; y por eso el cabildo propone á V. E. la demarcacion de la línea de ambos territorios sobre las bases y con las condiciones siguientes:

Demarcacion de la línea.

» Primera. — La línea divisoria por la parte del Sud entre las dos capitanías de Montevideo y Rio Grande de San Pedro do Sul empezará en la mar á una legua al Sud-Este y N.-O. del fuerte de Santa Teresa, seguirá al N.-O. del fuerte de San Miguel, continuará hasta la confluencia del Arroyo San Luis, incluyéndose los cerros de San Miguel. De allí seguirá la márgen occidental de la Laguna Merin, segun la antigua demarcacion, continuará, como ántes, por el Rio Yaguaron hasta las nacientes del Yaguaron Chico; y siguiendo el rumbo de N.-O. caminará en línea recta al paso de Lezcano en el Rio Negro, mas allá de la confluencia del Pirahi: despues continuará por la antigua divisoria hasta Ytaguatiá; y de allí costeará al N.-O. en derechura de las nacientes del Arapey, cuya márgen izquierda seguirá hasta la confluencia en el Uruguay, dividiendo los límites del territorio de ambas capitanías, segun se indica con mas exacti-

1819. tud en el plano topográfico que presentamos á Vuestra Excelencia.

» Segunda. — Si Vuestra Excelencia se digna aceptar la cesion del territorio que se agrega bajo la indicada demarcacion á la capitanía del Rio Grande de San Pedro, se obligará esa superioridad á garantir las propiedades particulares de los vecinos hacendados en el terreno cedido ; porque la cesion solo deberá entenderse con respecto al alto dominio jurisdiccional relativamente al territorio de las dos provincias y á la fortaleza de Santa Teresa yfuerte de San Miguel, que atendido el mal estado en que se hallan, y las relaciones políticas de ambas capitanías, deben considerarse como inútiles á esta Provincia en todos respectos.

» Tercera. — En el caso de merecer la proposicion el fiat de esa superioridad, se obligará Vuestra Excelencia por via de indemnizacion de los valores del territorio cedido á condonar á este cabildo las cantidades que le dió Vuestra Excelencia por via de empréstito á su entrada en esta plaza para las atenciones y establecimientos públicos ; y tambien con las sumas de dinero y demas auxilios que necesite el real consulado para activar y concluir la grande obra del fanal de la isla de Flóres en el ménos tiempo posible.

» El cabildo, Señor Excmo., solo encuentra este recurso como el único para proporcionar arbitrios bastantes á la ejecucion de un proyecto, en que interesan todos los ramos de la prosperidad pública del país; la navegacion, el comercio, la poblacion, la industria y la pastoría : cree que está en los principios de su deber sacrificar una pequeña parte de la vasta extension de este territorio á la felicidad general de la Provincia ; se considera autorizado para este compromiso en virtud de los poderes que le confiaron los pueblos, por la situacion política en que los constituyó la revolucion, y que hasta ahora no le fueron revocados, ni por los representados, ni en fuerza de las variaciones de las circunstancias que se han sucedido desde la revolucion, en que se declararon estas provincias independientes de su antigua metrópoli.

» Si Vuestra Excelencia quiere segundar los votos del cabildo aceptando la cesion del territorio indicado en la nueva línea demarcada, bajo las expuestas condiciones, el cabildo tendrá la satisfaccion de haber hecho un beneficio inestimable á los pueblos que lo constituyeron; y los pueblos constituyentes un motivo mas de gratitud á la generosa proteccion del gobierno portugues, bajo la sabia direccion de Vuestra Excelencia. 1819.

» El cabildo solo espera la contestacion de Vuestra Excelencia para extender sus actas en el caso que el pensamiento propuesto sea digno de la acogida de Vuestra Excelencia.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Sala capitular de Montevideo, á quince de enero de mil ochocientos diez y nueve. — Ilmo. y Excmo. Señor. — JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN BENITO BLANCO. — JUAN CORREA. — AGUSTIN ESTRADA. — JUAN FRANCISCO GIRÓ. — JUAN MÉNDEZ CALDÉYRA. — LORENZO JUSTINIANO PÉREZ. — FRANCISCO JOAQUIN MUÑOZ. — JOSÉ ÁLVAREZ. — JERÓNIMO PIO BIANQUI. — Ilmo. y Excmo. Señor baron de la Laguna, capitan general de esta Provincia. »

Y enterados que fueron de su contenido, se leyó á continuacion la respuesta de Su Excelencia, el expresado baron de la Laguna, capitan general de esta provincia, cuyo tenor es como sigue:

Se conviene en ciertas proposiciones.

« Excmo. Señor: — Convengo desde luego en las proposiciones de Vuestra Excelencia sobre la nueva línea divisoria entre esta capitanía y la del Rio Grande de San Pedro do Sul con todas las condiciones que Vuestra Excelencia expone en su oficio de quince del que rige; y me es muy satisfactorio emplear las facultades que me ha conferido mi soberano para dar á Vuestra Excelencia y á los pueblos de esta Banda Oriental un nuevo testimonio de mis deseos de hacer cuanto esté al alcance de mi autoridad por el bien y felicidad de toda la Provincia. Puede Vuestra Excelencia extender sus actas á la mayor brevedad, insertando en ellas esta comunicacion, en que se obliga este superior gobierno á contribuir, en remuneracion del terreno

1819. cedido en la nueva demarcacion, y de las fortalezas arruinadas de Santa Teresa y San Miguel, con el dinero y demas auxilios que se necesiten para llevar á cabo la grande é importante obra del establecimiento de una farola en la isla de Flóres, tan necesaria para la seguridad de la peligrosa navegacion del Rio, como útil á los intereses del comercio y de la prosperidad pública. Yo espero que Vuestra Excelencia se sirva remitirme por duplicado copia de las actas que se extiendan sobre el particular para remitir á la corte, á fin de que aprobada esta convencion por Su Majestad, se proceda á formar la nueva línea que ha de fijar los límites de ambas capitanías, desapareciendo la incertidumbre y confusion que ocasionó en otro tiempo contestaciones desagradables.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Montevideo, treinta de enero de mil ochocientos diez y nueve. — Baron DE LA LAGUNA. — Excmo. cabildo y ayuntamiento de esta ciudad de Montevideo. »

Con cuyo conocimiento dijeron que en uso de los derechos, acciones y facultades que creían pertenecer á este ayuntamiento, delegadas de los pueblos en situacion que las circunstancias políticas habian reasumido en ellos de hecho las altas atribuciones jurisdiccionales de todo el territorio de la Banda Oriental, y no revocados ni por sus instituyentes, ni en fuerza de la ocupacion interina de las tropas de S. M. Fidelísima, y cierto el cabildo de la necesidad de hacer un pequeño sacrificio á una grande utilidad en favor de toda la Provincia, utilidad permanente é invariable en cualesquiera casos de la fortuna, se obliga del modo mas solemne y legal á ceder á favor del territorio de la capitanía general del Rio Grande de San Pedro do Sul, y del dominio de S. M. Fidelísima la fortaleza de Santa Teresa y el fuerte de San Miguel, en su estado actual de ruina, con todo el territorio que se comprende entre la antigua línea divisoria y la nueva demarcacion de quince del presente enero, y que van señalados en el plano geográfico, con las obligaciones á que se liga el superior gobierno á nombre del soberano de contribuir

por via de indemnizacion con el dinero y demas auxilios necesarios para emprender y concluir la importante obra del fanal en la isla de Flóres á la mayor brevedad posible, bajo la direccion del consulado, y de que se incluirán en la dicha indemnizacion tambien las cantidades que adeuda este cabildo á la tesorería real por via de empréstito, quedando cancelados todos los créditos anteriores, y pasándose por Su Excelencia los avisos oportunos á las oficinas correspondientes para la cancelacion en los respectivos libros. En cuya virtud, y para constancia de este convenio, mandó el Excmo. cabildo, que se extendiese esta acta reservada, y se pasasen con oficio copias por duplicado al Ilmo. y Excmo. señor baron de la Laguna, gobernador y capitan general de esta provincia, para los efectos convenientes. Con lo cual, y no siendo para mas el presente acuerdo, lo firmó Su Excelencia conmigo el secretario, de que certifico. — JUAN JOSÉ DURAN. — JUAN BENITO BLANCO. — JUAN CORREA. — AGUSTIN ESTRADA. — JUAN FRANCISCO GIRÓ. — JUAN MÉNDEZ CALDÉYRA. — LORENZO JUSTINIANO PÉREZ. — FRANCISCO JOAQUIN MUÑOZ. — JOSÉ ÁLVAREZ. — JERÓNIMO PIO BIANQUI. — FRANCISCO SOLANO DE ANTUÑA, secretario. 1819.

La demarcacion de límites designada en el precedente convenio fué ejecutada en los meses de setiembre y octubre del mismo año 1819, por D. Prudencio Murguiondo, diputado del cabildo de Montevideo, y D. Juan Bautista Alves Porto, encargado al efecto por el conde da Figuéira, capitan general de la entónces capitanía de San Pedro. Se ejecutó la demarcacion de límites.

No hay constancia de que el convenio fuese nunca ratificado por el rey de Portugal. Al contrario, el siguiente documento prueba que no se consideraba como un pacto libre de dos poderes capaces de tratar, sino como un arreglo impuesto por el jefe del ejército de ocupacion al cabildo.

«Ilmo. e Excmo Sr.: Parecendo-me importante para o bom serviço de S. M. o que V. E. me diz na sua confidencial de 4 de dezembro do anno proximo passado, sobre as vantagens

1819. que teria a divizoria, de que ali se trata, se principiasse na Angostura; e achando, que além do inconveniente de estarem as diligencias praticadas pelos deputados, por separado, não tem a ultima, relativa á corrente do Arepey, toda a necessaria validade, pois que sendo essencial para a posse real em taes assumptos, que o terreno seja fisicamente andado e feito por aquella operação material ou acto material possessorio, o auto celebrado sobre aquelle particular mostra, que tal circunstancia foi omitida; tenho a honra de enviar a V. E. o incluso unico auto, a que fiz reduzir os quatro, que forão formados por aquella occasião, e que ja vai assignado pelo deputado deste Excmo. cabildo, D. Prudencio Murguiondo, para que V. E. dignando-se mandal-o tambem assignar pelo deputado, por parte de V. E. João Baptista Alves Porto, no lugar indicado com uma linha de lapiz —, tenha a bondade de o ratificar no lugar marcado com duas linhas de lapiz = com a assignatura de V. E., para que, na volta do portador, elle seja ratificado pelo Excmo. cabildo, e confirmado por mim, e fiquemos finalmente descançados a este respeito, não servindo de inconveniente, ó haver V. E. ja enviado a Sua Magestade copias das diligencias passadas; por que só terão validade as que assim ficão reformadas; o que espero seja do regio agrado.

A data da ratificação por V. E. he relativa ao tempo ordinario, para que entre nos podesse haver conhecimento reciproco do que os deputados tinhão practicado; e para que se possa mandar um exemplar authentico a S. M., e ficar outro igual, que levante difficuldades para o futuro, remitto dous exemplares do auto reformado para o fim que a V. E. tenho exposto, e farei limpar os signaes de lapiz, depois que elles não sirvão. — Deos guarde á V. E. muitos annos. — Montevideo, 9 de março de 1820. — Ilmo. e Excmo. Sr. conde da Figueira. — Barão DA LAGUNA.

Las demarcaciones del antecedente convenio jamas se invocaron por parte del Portugal. Muy léjos de eso, cuando la Provincia Oriental se incorporó, en 1821, á los dominios de la

casa de Braganza, se demarcaron con toda prolijidad en el tratado de incorporacion los límites de dicha Provincia; y tan léjos de hacerse mencion del convenio de 1819, se determinaron expresamente los que tenia, y se le reconocian al principio de la revolucion; que son los mismos que hoy tiene (1). 1819.

Resolucion del cuerpo municipal de Montevideo.

No fué el único servicio que hicieron los excelentes municipales Orientales á D. Juan VI.

Los continuados desastres sufridos por los naturales, la impotencia en que estaban sin el auxilio de las armas argentinas para expulsar á los invasores, y sin otros resultados prácticos que el derramamiento de sangre y la destruccion del país por las correrías vandálicas de los pretendidos pacificadores, decidieron á cierto número de personas notables que representaban el cuerpo municipal de Montevideo, de acuerdo con el baron de la Laguna, á influir sobre las gentes del campo para que cesase la guerra, asegurándoles que la ocupacion portuguesa era provisoria, y que segun la capitulacion de 1817, ratificada por el rey de Portugal, la provincia sería devuelta á las autoridades locales. Los esfuerzos hechos por esos patriotas no fueron estériles. Se hizo circular por cada pueblo un documento autorizado por el general portugues, por el cual se declaraba que la incorporacion á la capital se efectuaba bajo las mismas estipulaciones que lo habia hecho la ciudad de Montevideo en el convenio citado. Fácilmente adhirieron todos los habitantes de los departamentos, convencidos que nada tenian que esperar de los caudillos bárbaros que hasta entónces no habian hecho otra cosa que arruinar la provincia. Confiados en la palabra escrita de Don Juan VI, la paz se radicaba, los naturales se entregaron al trabajo y á reparar los perjuicios que habian sufrido durante la guerra; en fin, la promesa hecha por los naturales se habia cumplido con religiosa exactitud, la pacificacion era un hecho, y se aproximaba el momento en que el representante de Don Juan VI debia satisfacer las justas reclamaciones de los muni-

(1) *Biblioteca del Comercio del Plata.* — Montevideo.

1819.

cipales. ¿Cuál fué entretanto la conducta que observó en ese caso el general portugues?

Conducta inhábil del general baron de la Laguna.

Dueño absoluto de toda la extension del territorio oriental, gracias á la deslealtad con que habia sorprendido la buena fe de sus habitantes, su primera medida fué la destitucion de los cinco honrados municipales cuyos respetables nombres habian cooperado de un modo tan eficaz á la pacificacion y sometimiento del país. Despojados del carácter oficial con que podian continuar reclamando el cumplimiento del convenio de 1817, el jefe portuguez acometió resueltamente su obra de dominio absoluto. En efecto, los actos atentatorios del baron de la Laguna no se limitaron á ese indigno procedimiento; para consolidar el poder de su amo, era necesario destruir hasta la última barrera que pudiese dificultar la consumacion de los siniestros planes de absorcion definitiva que abrigaba Don Juan VI, y para lograrlo como medida previa, se adoptó el sistema de terror y persecucion. Se sirvió de algunos caudillos ignorantes, que prostituyó entregándoles la administracion pública, y estimulándolos á adoptar las medidas que podian contribuir al desprestigio del gobierno independiente de los naturales. Los robos, las violencias y el vandalaje tenian en constante alarma á los pacíficos habitantes del campo. Las estancias de ganado vacuno eran asoladas, y los rodeos de ganados, robados por partidas considerables de Brasileños capitaneados por jefes de primera graduacion. Estos se excusaban con que no podian contener á sus soldados, porque no siendo pagados sus sueldos, era el único medio de satisfacerlos. Tales actos de barbarie, si bien imprimian el terror y el desaliento momentáneo entre los naturales, les predisponia cada dia mas contra la dominacion extranjera, acrecentándose el odio que les inspiraba. Por otra parte, nada era mas impolítico ni contrario á los proyectos de dominacion que acariciaba Don Juan VI que esos medios violentos de persuasion.

El sistema de terror y persecucion es adoptado como medio de persuasion.

Política imprevisora de D. Juan VI.

Nada ha sido tan insensato como la política invasora de D. Juan VI en la América española durante su reinado, y pocas cuestiones han podido producir al Brasil consecuencias como la

lucha injusta y anti-americana provocada contra esos pueblos vigorosos (1). El poderoso elemento de que se han servido los Portugueses y que ha hecho mayores estragos que los aguerridos ejércitos de la metrópoli, ha sido el sistema de intriga y anarquía que ha adoptado con los pueblos del Plata, y que su diplomacia ha manejado en todas épocas con notable habilidad. Á él principalmente debe el Brasil los resultados que ha recogido, es decir, la ocupacion de un territorio inmenso cuya sancion ilegal ha recibido el sello de los tratados. ¿Serán estos una barrera indestructible para los despojados pueblos? Tal vez el tiempo demuestre que es tan frágil como fué fácil para la Union Americana la incorporacion de la Florida y de la Luisiana con mejores títulos que los que hoy tiene el Brasil. No pasarán muchos años para que nuestros presagios sean una realidad. 1819.

En esas circunstancias el general Artígas, mas inclinado á re- El general Artígas organiza una contra-revolucion española.

(1) El inteligente M. de Pradt decia en 1817 lo siguiente, con motivo de la ocupacion de la Banda Oriental por el ejército portugues :

« La guerre était loin de ses frontières, car une grande distance sépare ses Etats de la rivière de la Plata. Le théâtre de la guerre s'éloignait en s'étendant vers le Pérou et le Chili : placé dans une direction opposée au Brésil, Artigas n'était pas inquiétant. Buénos-Ayres était trop occupé pour chercher à se créer un ennemi de plus en attaquant le Brésil.

Le maintien de la paix était donc dans les mains du gouvernement du Brésil, et cependant on ne tarda point à voir une flotte portugaise s'avancer contre Montevideo, et les feux de la guerre s'allumer à la suite d'un double hymen. Après beaucoup de marches et de contremarches dont le public ne pénétrait point le but, et dont le Brésil ne déclarait point le motif, Montevideo fut occupé. Les proclamations furent ce qu'elles sont en pareil cas, la justice du droit, la tendresse pour les capturés, le bonheur pour tous. En regardant ces démarches par rapport à l'Espagne, on se demandait comment on faisait marcher de front une double alliance avec une invasion, comment on tirait l'épée en se donnant la main.

En regardant du côté de l'Amérique, on se demandait comment le souverain de l'étroit Portugal, transplanté naguère dans les espaces immenses du Brésil, s'y trouvait déjà trop à l'étroit et y éprouvait le besoin de s'élargir aux dépens de ses voisins. On se demandait comment il s'exposait à la guerre avec des hommes dont le caractère opiniâtre devait lui être connu, car un Espagnol, pour être transplanté en Amérique, n'est pas moins tenace qu'en Europe, et les Portugais sont à portée de le savoir mieux que qui que ce

1819. conciliarse con la madre patria que á someterse al yugo portugues, trató de organizar una contra-revolucion, llamando á las autoridades de la metrópoli, á cuyas órdenes se puso. La *Gaceta de Buenos Aires* del 8 de diciembre de 1819 da cuenta de esos trabajos del modo siguiente :

Proyecto español en la Banda Oriental.

« Hacía dias que habia llegado á esta capital un vecino de las Vívoras, procedente de la Colonia del Sacramento, asegurando bajo declaracion jurada haberse descubierto en dicha plaza una conjuracion combinada entre los Españoles y el caudillo Artígas, con objeto de sustraerse al dominio portugues, y entregarse á la antigua metrópoli : el declarante ilustra esta especie atribuyendo el descubrimiento á un oficio de los conjurados dirigido á dicho jefe, que el conductor presentó al comandante militar del referido punto ; con cuyo antecedente se procedió á

soit. De plus, le Brésil provoquait à la guerre des hommes armés de principes diamétralement opposés à sa propre existence, comme il oubliait à la fois qu'il se trouvait au milieu d'un foyer de républicanisme, et que sa population était formée en grande partie d'esclaves rongeant leur frein et trop disposés à imiter leurs semblables, émancipés en tant d'endroits. Mais rien n'a pu le retenir; l'on a vu comme il s'est précipité dans cette fatale entreprise. Il faut que le bien mal acquis ait bien bon goût, pour vouloir s'en pourvoir à ce prix ; mais s'il a bon goût, quelquefois aussi il est de dure digestion. Les choses en étaient là ; les Portugais établis tant bien que mal à Montevideo (*); Buénos-Ayres les menaçant, lorsque le roi du Brésil a éprouvé coup sur coup trois événements fort propres à le faire rentrer en lui-même et à aggraver ses embarras. Ce sont :

1º L'intervention des puissances ;

2º L'insurrection de Fernambouc ;

3º Le complot de Lisbonne.

(*) *Times*, 10 juin. Nous apprenons que la frégate portugaise l'*Amphion*, arrivée de Montevideo à Rio Janeiro, y a apporté la nouvelle que les troupes portugaises de la Plata étaient dans un état complet d'insubordination, et que leur chef, le général Lecor, avait informé son souverain que, si on ne lui envoyait point de nouvelles troupes et des munitions, il ne pourrait se maintenir longtemps dans le pays qu'il occupait. Il paraît également que le gouvernement de Buénos-Ayres a définitivement déclaré la guerre au Brésil.

Cette demande de renforts n'arriva point à propos. On sait que les Portugais de Montevideo n'en peuvent sortir ; ils y sont comme les Français étaient à Saragosse et dans les villes d'Espagne, enfermés dans leur enceinte, massacrés dès qu'ils en sortaient. Le bétail des plaines qui avoisinent Montevideo a été écarté par les gardiens ; les Portugais y sont livrés à leurs propres ressources. (*Les trois derniers mois de l'Amérique Méridionale*, par M. de Pradt, p. 14 ; Paris, 1817.)

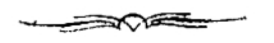
la captura de los indiciados y embargo de sus papeles, entre los que se encontraron referencias á sus cómplices en Montevideo, á donde se dió inmediatamente aviso del suceso, comunicando luces para ulteriores esclarecimientos. — Protestamos que sin estar distantes de creer á Artígas capaz de todo, no tenemos el menor interes en añadir este comprobante á las sospechas de su connivencia pérfida con la corte de Madrid. Su conducta, su sistema y sus calidades son de tal naturaleza, que muy poco puede aumentarse la malignidad de su influencia por su intervencion en un proyecto tan indigno del nombre americano. Sabiéndose lo que es Artígas, ¿ quién no teme todo lo que puede ser?

1819.

Juicio que hace de Artígas la *Gaceta de Buenos Aires*.

» Sea de esto lo que fuere, cuando esta especie se consideraba como un rumor abultado, llegó un buque de Montevideo en el domingo inmediato, y con él la confirmacion del proyecto español, y su descubrimiento y extension. Son muy confusas las ideas que se nos han trasmitido de su verdadera importancia; pero sustancialmente se conviene en la coalicion de un crecido número de Españoles para ocupar el territorio oriental y ponerlo á la obediencia de Fernando; si esto deberia ser ántes ó despues de su evacuacion espontánea por las tropas portuguesas, es lo que no se acierta á discernir. La cosa sin embargo debe ser muy notable; pues que se ha preso y conducido á bordo á un número bastante abultado de personas, de orígen español, ignorándose su ulterior destino. Por lo que pueda interesar la curiosidad, ó á otros fines, copiamos en seguida la relacion de dichos presos, aunque se asegura no estar completa (1). »

(1) *Gaceta de Buenos Aires*, diciembre 8 de 1819.



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA;

BRASIL Y PORTUGAL;

ESPAÑA Y LAS GRANDES POTENCIAS.

AÑO 1819.

II.

1819. La conferencia de Paris. — Proyecto de conciliacion que propone á las córtes disidentes; estipulaciones que contiene; los plenipotenciarios portugueses hacen algunas observaciones á este proyecto; las explicaciones de la conferencia les satisfacen. — El conde de Palmella es llamado á integrar el gabinete de Rio Janéiro. — Se dirige confidencialmente á lord Castlereagh y al príncipe de Metternich. — Acepta *sem restricção* el proyecto de conciliacion. — Cambio total en el gabinete de Madrid: Casa Irujo reemplaza á Pizarro en el ministerio de Estado. — Carácter imponente de los armamentos que se hacen en Cádiz. — Inquietudes que inspiran al conde de Palmella. — Plan de Fernando VII. — Declaracion que hacen los mediadores á Palmella. — Sus deseos de terminar la negociacion. — *Ultimatum*. — Seguridades que reciben del gobierno británico sobre la integridad de Portugal, amenazada por la España. — El señor Ceballos, plenipotenciario español, ofrece someter un contra-proyecto. — La causa de Su Majestad Católica pierde terreno en la conferencia. — Impresion desfavorable que causan las resistencias de la España. — Contestacion de los mediadores. — La España propone ceder una parte de territorio, en sustitucion á la indemnizacion pecuniaria. — Astucia de los diplomáticos portugueses. — Carta confidencial de Palmella á Saldanha. — Vacilaciones de la corte de Madrid. — El duque de Fernan Núñez reemplaza á Ceballos en la embajada de Paris: declaracion que hace á los mediadores.

— Los plenipotenciarios portugueses dan cuenta á su gobierno del estado de la negociacion. — *Memorandum* que los diplomáticos portugueses dirigen á los mediadores protocolizando los trabajos de la conferencia; nuevas concesiones que hacen. — Estado afligente de las finanzas de Portugal. — Lentitud de las negociaciones. — Los diplomáticos portugueses reclaman una respuesta categórica al *ultimatum* que dirigieron el mes de agosto. — Su Majestad Fidelísima adopta los consejos del conde de Palmella. — Temores que le inspira el estado precario del ejército portugues en la Banda Oriental. — Situacion en que se encontraban los asuntos políticos del Brasil y Portugal á fines del año 1819. — La prensa inglesa. — Consideraciones generales. 1819.

Las conferencias de Paris continuaron con lentitud hasta que las exigencias y amenazas de la España dieron nuevo impulso á las negociaciones. Convinieron, en fin, los plenipotenciarios de las cinco potencias en redactar un proyecto de conciliacion, y someterlo á los representantes de las dos córtes divergentes. Este comprendia nueve artículos cuyas estipulaciones encontraban justas y equitativas, tanto para la España como para el Portugal. (Proyecto de conciliacion propuesto por las cinco potencias)

Sustancialmente se reducian á que Don Juan VI abandonase los territorios del Rio de la Plata, ocupando temporalmente una línea que se extendiese desde Maldonado hasta Yaguaron, comprometiéndose á guardar la mas estricta neutralidad en los sucesos que se desarrollasen en la Banda Oriental. (Bases principales. Línea de ocupacion)

La España por su parte enviaria una expedicion militar que ocuparia Montevideo para pacificarlo y reivindicar su dominio en los territorios del Plata. (La España enviaria una expedicion militar, que ocuparia Montevideo.)

Una comision de los mediadores intervendria en el movimiento de las tropas de los dos países para evitar las dudas é interpretaciones equívocas.

La España debia proclamar una amnistía absoluta en el Rio de la Plata, declarando libre el comercio con las naciones extranjeras, poniéndolo en práctica en todos los pueblos en que su autoridad fuese restablecida. (Amnistía absoluta y comercio libre en el Rio de la Plata.)

Restituiria Olivença al Portugal con todos sus territorios adyacentes en el plazo de un año, contado desde el canje de las ra- (Restitucion de Olivença al Portugal.)

1819.

Nueva demarcacion de límites en América.

tificaciones de una convencion que se negociaria con ese objeto, bajo la garantía de las potencias mediadoras, procediéndose á una nueva demarcacion de los límites en las posesiones americanas, con la intervencion de las citadas potencias, y de acuerdo con las conveniencias mútuas para que se retirase el ejército portugues de la línea temporaria y se estableciesen sólidamente las fronteras de ambos Estados.

Indemnizacion que pagaria la España.

La España pagaria al Portugal *siete millones y medio de francos* por los gastos de la ocupacion de Montevideo, en el acto que sus tropas abandonasen la plaza (1).

Únicas observaciones de los plenipotenciarios portugueses.

Este proyecto de conciliacion encerraba dos puntos principales de alta significacion que ofendian el crédito y dignidad del gobierno de Rio Janéiro. El primero era *la entrega de Montevideo á las tropas españolas, despues de haber declarado el general Lecor á sus habitantes, que les entregaria las llaves de la ciudad una vez que cesase la ocupacion de la plaza.* Á esta observacion se objetó que el abandono de Montevideo poco ántes de la llegada del ejército español satisfacia esa obligacion. El segundo punto se fundaba en que el gobierno de Fernando VII podria enviar mayor número de tropas que las que allí tenia Portugal y obligarlas á retroceder de la línea temporal que debian conservar hasta la completa ejecucion de las estipulaciones que comprendia el convenio.

Los mediadores explicaron que en tal circunstancia las fuerzas enviadas por la España serian limitadas á las exigencias de la lucha que tendrian que sostener para restablecer los derechos de S. M. Católica, y someter á sus rebeldes súbditos. Establecidas las bases principales de este proyecto de conciliacion, pidieron que fuese reducido á pacto internacional, declarando los representantes de S. M. Fidelísima que estaban en posesion de los poderes necesarios y debidamente autorizados para aceptarlo y firmarlo.

Los plenipotenciarios portugueses se satisfacen y aceptan el proyecto.

Esta manifestacion satisfizo á los plenipotenciarios interven-

(1) Véase mas adelante el texto del proyecto de tratado propuesto por la conferencia de las córtes mediadoras.

tores de las cinco potencias, pero no sucedió lo mismo en cuanto al de S. M. Católica, quien se limitó por entónces á dar cuenta á su gobierno y á esperar instrucciones. 1819.

Este era el estado de los trabajos de las conferencias de Paris á principios del año 1819.

El conde de Palmella es llamado á integrar el gabinete de Rio Janéiro.

Entretanto, habiendo llamado el rey Don Juan VI al conde de Palmella para integrar el gabinete, este se proponia partir, cuando su colega el marques de Marialva le escribió desde Johannisberg, diciéndole que el príncipe de Metternich deseaba verle ántes que se embarcase para América, y que en su opinion debia permanecer en Europa hasta el fin de las conferencias de Aix-la-Chapelle, donde era probable que se ocupasen de los asuntos de América. El conde escribió entónces confidencialmente al príncipe de Metternich y á lord Castlereagh, instruyéndoles, que estaba munido de un pleno poder, pero que sin embargo esperaria el consejo de ambos ántes de decidirse á asistir á las conferencias, y que solo en el caso que fuera recibido un plenipotenciario español, iria inmediatamente; porque cualesquiera que fuesen las negociaciones de la España, ellas debian interesar á su soberano. En cuanto al estado de la cuestion de la Banda Oriental, el conde creía que si no era mas ventajosa, era á lo ménos mas clara y segura. « Estábamos, decia el 11 de octubre de 1818, perfectamente de acuerdo con los mediadores, es decir, aceptamos *sem restricção* los proyectos de tratado y convenciones que ellos nos propusieron, comprendiendo la estipulacion del número de tropas españolas, intervencion de comisarios mediadores, amnistía y comercio libre en Montevideo, restitucion de Olivença un año despues del cambio de las ratificaciones, neutralidad declarada del Brasil, ocupacion de una línea temporaria, que comprende Maldonado, y siete millones y medio de francos pagados en el acto de la entrega de Montevideo. » En lo relativo á las bases del futuro tratado de límites, agregaba: « Estamos obligados á contentarnos con un artículo en el cual se dice que se procederá inmediatamente, bajo la mediacion de las cinco potencias, á una nueva demarcacion en América, sobre bases de mútua conveniencia, *sem fallar no trac-*

Este se dirige confidencialmente al príncipe de Metternich y á lord Castlereagh.

El artículo sobre los límites no se refiere al tratado de 1777.

1819.

La España no adhiere al proyecto.

tado de 1777. Pero la España no ha adherido aun al referido proyecto de los mediadores, y ofrece otro mucho mas *restricto;* de modo que hallándonos de acuerdo con la mediacion, juzgué deber pedir á los ministros de Estado, reunidos en Aix-la-Chapelle, que usasen ahora con el gabinete de Madrid un lenguaje *análogo* al que usaron con nosotros ántes de oir nuestras explicaciones (1). »

Cambio de ministerio en España.

En estas circunstancias tuvo lugar el cambio de ministerio en Madrid. Pizarro cedió el lugar á Casa Irujo, y la presencia de este último inspiraba ménos recelos que la de su predecesor. Entretanto los armamentos que seguian haciéndose en Cádiz con destino al Rio de la Plata tomaban un carácter formidable. La escuadra reunida hasta entónces se componia de seis navíos de línea y diez fragatas que debian conducir catorce mil hombres de tropas mandadas por el conde del Abisbal. Esta actitud amenazante de la España inquietaba visiblemente á los plenipotenciarios de S. M. Fidelísima, no obstante que el referido conde de Palmella no comprendia la actividad de esos armamentos, « visto que a ratificação de um tractado comnosco, mesmo que se concluisse já, deveria demora-la ainda seis mezes. Na verdade parece que elles intentam romper a negociação comnosco, renunciar á mediação, e entregar a contenda á sorte das armas (2). »

Inquietudes del conde de Palmella.

Plan de Fernando VII.

Segun el mismo testimonio, el plan de Fernando VII era apoderarse de Santa Catalina y allí pedir imperiosamente la entrega de Montevideo en un plazo limitado. En situacion tan inquietante, el plenipotenciario de Don Juan VI dirigió una nueva representacion á los mediadores, para que en el caso supuesto de proyectos tan extravagantes por parte de la España, evitasen el rompimiento de una guerra, cuando acababan de adherir á todas sus proposiciones (3). Hasta entónces no habia recibido Pal-

Declaracion que hacen los mediadores á Palmella.

(1) *Correspondencia del duque de Palmella*, t. I, pág. 45. Carta del conde de Palmella á Don Antonio de Saldanha, del 11 de octubre de 1819.

(2) Idem.

(3) Véase el documento citado precedentemente.

mella contestacion de *Aix-la-Chapelle*, pero segun le habian asegurado todos los mediadores, excepto Pozzo, que habia ido á Rusia, sus asuntos se hallaban en el mejor terreno posible (1). 1819.

Sus deseos de terminar la negociacion.

El 10 de abril de 1819, escribió de Lóndres con este motivo el conde de Palmella á su íntimo amigo y colega Don Antonio de Saldanha, diciéndole que estaba en vísperas de hacer una nueva jornada á Paris, porque era necesario terminar esa tediosa negociacion, para lo cual creía que habia llegado la oportunidad. Le parecia natural que los mediadores se mostrasen inclinados en su favor, *porque comparaban la coherencia y moderacion de sus procedemientos con las extravagancias de la España.* Manifestaba sin embargo su resolucion, en caso que no viniera la respuesta de Madrid aceptando las propuestas de la mediacion, de dirigir un *ultimatum* dando por terminada la negociacion, declarando que exigian una indemnizacion mensual por el período que trascurriese para que la España tomase posesion del territorio oriental en los términos estipulados. « Si se niega á esta última alternativa, agregaba, solo queda otra: ó dejar las cosas en el estado en que están, y en tal caso la indemnizacion mensual irá creciendo hasta el punto que le sea imposible satisfacerla, ó enviar, segun las amenazas que hace ahora, una expedicion para tomar á Montevideo de viva fuerza. Todo está pues en ponernos en estado de resistir la tentativa; y á ese respecto he escrito con la mayor energía á la corte. Si falla la expedicion española, la posicion que hoy solo tenemos de hecho, estará fundada en el derecho, y en el caso que allí se adopten medidas prontas y adecuadas para sacar partido de ella. *Entretanto el Portugal está seguro, porque la Gran Bretaña declaró nuevamente que subsistia la garantía en todo su vigor.* »

Su resolucion de dirigir un *ultimatum* á la corte de Madrid.

La integridad de Portugal estaba garantida por la Gran Bretaña.

El señor Ceballos propone someter un contra-proyecto.

El señor Cebállos, representante de los intereses de la España, hizo algunas observaciones proponiendo someter un contra-proyecto mas limitado, y que satisfaciese los intereses de ambas naciones.

(1) Véase el documento citado precedentemente.

1819. Las dificultades y dilaciones opuestas por el representante de Fernando VII empeoraron la causa de España, obligando á los plenipotenciarios de las cinco potencias á recordarle que á solicitud de S. M. Católica habian aceptado la mediacion en esa cuestion, y que guiados por un espíritu de justicia y equidad habian formulado espontáneamente las bases de un arreglo que, aceptado por el Portugal, no podrian prescindir de sujetar el de Madrid al fallo de los representantes de los monarcas á quienes se habian sometido.

El carácter que tomaban las conferencias de Paris desconcertó á Fernando VII, é hizo entender que abandonaba la mediacion para apoyarse en su derecho, y que recurriria á las vias de hecho para obtener del gobierno de Don Juan VI las reparaciones debidas. En efecto, dió órdenes perentorias para activar en Cádiz la expedicion al mando del conde del Abisbal, destinada á reconquistar el Rio de la Plata, la cual debia comenzar por apoderarse de Santa Catalina, cuya ocupacion duraria miéntras no se efectuase la evacuacion de la Banda Oriental del Rio de la Plata. Los diplomáticos portugueses se apresuraron á instruir á los mediadores de la actitud bélica que asumia la España.

La impresion que estas noticias causaron en el seno de las conferencias fué en extremo contraria á los sentimientos de simpatía y parcialidad con que se habian abierto las negociaciones en favor de Fernando VII. — Manifestaron en términos explícitos, cuán sensible les era observar que la España se separase del buen camino, y lamentaban que se mostrase inaccesible á todo arreglo; le fijaban un plazo razonable para que se explicase, y en último recurso, para que aceptase las bases propuestas, cuyas estipulaciones habia acogido el Portugal de un modo satisfactorio.

Modificaciones propuestas por el representante de España.

Apercibiéndose Fernando VII del carácter peligroso que tomaban estos asuntos, se resolvió á declarar á los mediadores que aceptaria el proyecto de tratado con la única modificacion de sustituir la indemnizacion pecuniaria por una extension de territorio equivalente, que cederia á D. Juan VI en la Banda

Oriental, el cual sería demarcado y entregado por intermedio de comisarios nombrados especialmente. 1819.

Los astutos diplomáticos portugueses se apresuraron á aceptar el cambio propuesto, con tal que se estipulase la nueva línea de los límites que comprendia esa cesion, que inmediatamente ocuparian las tropas portuguesas.

Carta confidencial de Palmella á su colega y amigo Saldanha.

El 15 de julio dirigió el conde de Palmella desde Paris una nueva carta confidencial á su colega Don Antonio de Saldanha, de la cual reproducimos textualmente algunos párrafos, porque explican el estado de la negociacion y ademas ponen de relieve no solo los talentos diplomáticos del representante de Don Juan VI, sino tambien la deslealtad y la falta absoluta de escrúpulos de la política lusitana.

Pago de la indemnizacion; demarcacion futura.

« Não ignoras que os principios todos, que se acham no projecto de tractado dos mediadores, a saber, Olivença, o numero das tropas, os commissarios para a entrega, etc., etc., têem sido, com poucas modificações, consentidos pela Hespanha, e só subsiste a disputa sobre o pagamento da indemnisação que ella pertende fazer, mediante uma cessão equivalente de territorio; mas não quer estipular desde já qual haja de ser a futura demarcação, pertendendo que isso só póde effeituar-se por meio de commissarios, e sobre o terreno, etc., etc. Nós pelo contrario pedimos firmemente ou o pagamento total no acto da entrega de Montevideu, ou a fixação desde já da nova linha de limites, comprehendendo a cessão territorial. Finalmente em abril proximo passado propoz Fernão Nunes, que occupassemos uma linha dos Castillos Chicos até ao passo Chiteno no Rio-Negro, a titulo de *hypotheca*, mas sem dizer qual seria o prazo concedido a Hespanha para resgata-la. Essa linha, como verás na mappa, não é a que nos convem, pois é necessario que apoiemos de todo o modo *a direita da nossa posição sobre o Uraguay,* e julgamos por tanto dever insistir, como fizemos n'uma nota em data do 1° de maio, sobre a alternativa de que acima fiz menção, exigindo uma resposta cathegorica da Hespanha. Comtudo lembrou a algum dos mediadores, que se poderia estipular o prazo de um anno, no fim do qual, se o pagamento

1819. se não effeituasse, a *hypotheca* se tornaria em cessão permanente; se os Hespanhoes consentissem n'isso, e em estender a linha até ao Uruguay, creio que não nos poderiamos negar á conclusão do tractado. Não aconteceu porém assim, antes pelo contrario desde essa epocha até agora não temos podido obter resposta, nem affirmativa nem negativa, d'aquelle gabinete (é verdade que aconteceu n'este intervallo outra revolução ministerial), e ao mesmo tempo recebemos avisos indubitaveis de que os preparos

Expedicion de Cádiz.

da expedição de Cadiz tomam uma actividade, que não era mesmo de esperar de tal governo, e que emfim, segundo todas as probabilidades, no corrente de agosto sahirá a tal expedição. En consequencia d'isso, dirigimos aos mediadores, a quatro ou cinco dias, uma nota queixando-nos da falta de resposta, e mostrando quanto isso era indecoroso, etc., para a mesma mediação: alludimos aos preparos de Cadiz, e ás consequencias que se seguirão se a expedição partir para o Rio da Prata sem um previo ajuste comnosco; e emfim exigimos que á volta do correio se expedisse para Madrid uma resposta *cathegorica* e *decisiva,* para que S. M. Fidelísima pudesse ou terminar o tractado com a Hespanha, ou adoptar as medidas que julgasse convenientes para o bem dos seus vassallos e decoro da sua corôa, etc. Os mediadores em consequencia escreveram tambem a Fernão Nunes com mais energia do que até agora o têem feito, exigindo uma resposta no prazo o mais breve, para que se conclua finalmente de um modo ou de outro esta negociação. Creio que se a resposta da Hespanha fôr negativa, os mediadores emittirão então o seu *ultimatum*, accrescentando alguma observação mais ou menos forte, conforme á influencia de Pozzo, que continua a ser-nos fatal. Eu procuro entretanto vêr se posso espicaçar o ministerio inglez para que previna a sahida da expedição e falle, se não em nome da mediação, ao menos em seu proprio nome; mas creio que o não conseguirei, e não ha outro remedio senão appellar para o *capitulo dos accidentes* de mar, ou de qualquer outra natureza, que possam retardar a expedição, ou faze-la gorar. No meio de tudo isto não podes imaginar *quanto as nossas instrucções são confusas e contradicto-*

1819.

Las instrucciones de los plenipotenciarios de Don Juan VI son contradictorias.

rias, e que immensa responsabilidade somos obrigados a tomar sobre nós, *ao ponto que duvido muito, se o tractado se concluir, que elle seja ratificado.* Bem vês que tudo quanto te digo é com a mais extrema confiança, e que o deves guardar só para ti. Resumindo esta longa exposição, dir-te-hei pois, que dentro de tres semanas deve estar ou ajustado o tractado, ou desmanchada a negociação, e a expedição de Cadiz proxima a partir, e que por tanto seria muito inutil que tomasses o trabalho de vir aqui encontrar-me, pois que de certo não chegarias a tempo para isso (1).»

Vacilaciones de la corte de Madrid.

La corte de Madrid vaciló de nuevo, prefiriendo la indemnizacion pecuniaria á la cesion de territorio; propuso no obstante que esta tuviese efecto, dando la mitad al contado y el resto á un plazo razonable que se fijaria en la convención.

Los diplomáticos portugueses adhirieron á la nueva propuesta, exigiendo solamente que fuese depositada en manos seguras la parte pecuniaria que no reintegraba al contado, dando así por terminada la negociacion.

El duque de Fernan Núñez reemplaza á Cebállos en la embajada de Paris.

Entretanto el gabinete de Madrid habia sufrido modificaciones notables así como su política. Todo se resentia en España de la incapacidad gubernativa de Fernando VII. El duque de Fernan Núñez habia reemplazado en Paris á Cebállos, y munido de instrucciones para arreglar la cuestion pendiente, se presentó á los plenipotenciarios de las cinco potencias, y declaró que estaba autorizado para aceptar como única estipulacion la restitucion pura y simple de la Banda Oriental á las tropas de S. M. Católica mediante una indemnizacion pecuniaria de *siete millones y medio* de francos, mitad al contado y mitad á plazo. Los diplomáticos portugueses quisieron sustentar las bases precedentes ya aceptadas por S. M. Católica; pero el duque de Fernan Núñez recordó que habian sido abandonadas desde que los representantes de S. M. Fidelísima solo habian tratado de indemnizacion pecuniaria.

Declaracion que hizo á los mediadores.

Los diplomáticos portugueses dirigieron entónces un oficio á los mediadores, acompañándolo de una extensa memoria,

(1) *Correspondencia del duque de Palmella*, t. I, pág. 50.

1819. exponiendo los menores hechos de la negociacion (1), dieron cuenta á su gobierno de sus trabajos, y aprovechándose de la persistencia del duque de Fernan Núñez en sostener su propuesta, y de las disposiciones favorables en que estaban los

(1) Documento A. — *Nota dos plenipotenciarios portugueses aos das côrtes mediadoras.*

« Paris, 15 de agosto de 1819.

» Os abaixo assignados, plenipotenciarios de S. M. F., tinham-se lisongeado, depois da ultima communicação do plenipotenciario de S. M. C., que a negociação directa a que S. E. pela primeira vez annuia com elles, traria a prompta conclusão de um tractado sobre as bases já assentadas pela intervenção amigavel da mediação. N'esta esperança elles se apressáram, conforme aos desejos de SS. EE. os plenipotenciarios das côrtes mediadoras, em pedir ao duque de Fernão Nunes uma entrevista, que teve logar na sexta feira passada, 13 do corrente. Desgraçadamente o resultado d'esta entrevista não é tal como teriam desejado os abaixo assignados. O duque de Fernão Nunes declarou-lhes não se achar auctorisado senão para estipular pura e simplesmente a entrega da margem oriental do Rio da Prata ás tropas de S. M. C., mediante o pagamento em duas prestações separadas da indemnisação de sete milhões e meio de francos; e expressou muita admiração logo que os abaixo assignados lhes observáram, que elles nunca tinham podido nem pensar em arredar-se de todas as outras estipulações comprehendidas no projecto de tractado da conferencia dos mediadores, e nas notas officiaes que são o complemento necessario d'elle.

» Parece que o gabinete de Madrid entendêra do extracto da nota dos abaixo assignados, do 1º de maio ultimo, que lhe fóra communicada pelos plenipotenciarios das côrtes mediadoras, que toda a negociação se achava reduzida á alternativa proposta n'essa nota; e é verdade que os abaixo assignados ahi apresentam essa idea, mas era evidentemente na persuasão de que todos os outros pontos, discutidos até então, se achavam ajustados de uma e outra parte, se não quanto aos detalhes e aos termos, ao menos quanto aos principios essenciaes. Os abaixo assignados referem-se sobre este ponto á opinião das côrtes mediadoras, com plena confiança de obterem o assentimento d'ellas. Em consequencia d'este equivoco, de que os plenipotenciarios de S. M. F. estão inteiramente innocentes, foi suspensa a negociação directa com o plenipotenciario de S. M. C., e as disposições conciliadoras, com que elles entendiam do seu dever entrar no arranjo da questão que julgavam unica para discutir-se, ficáram necessariamente sem effeito. Os abaixo assignadas não accrescentarão por agora nenhuma reflexão ao que acabam de expôr aos plenipotenciarios das côrtes mediadoras, e limitam-se a pedir a SS. EE. queiram acceitar a segurança da alta consideração, etc. — Conde de Palmella. — Marquez de Marialva. — A. SS. EE. os plenipotenciarios das côrtes mediadoras de Austria, França, Grã-Bretanha, Prussia e Russia.

mediadores para con el Portugal, presentaron un *ultimatum*.

1819.

Los diplomáticos portugueses dan cuenta de sus trabajos á su gobierno.

Hé aquí los términos de la nota colectiva que los representantes de Don Juan VI dirigieron al ministro de negocios extranjeros :

O conde de Pamella e marquez de Marialva collectivamente, a Thomaz Antonio de Villa-Nova Portugal.

« Paris, 4 de setembro de 1819.

» Illmo. e Excmo. Sr.: — Queira V. E. dignar-se lêr com paciencia os volumosos documentos que temos a honra de remetter inclusos, assim como a narração que vamos fazer dos passos que tem dado a negociação deste á data do nosso ultimo officio. Verificáram-se as conjecturas que haviamos formado sobre o resultado da conferencia, que segundo a insinuação dos mediadores tivemos com o duque de Fernão Nunes. Achámos que não só elle não propunha arbitrio nenhum para assegurar a segunda metade do pagamento da indemnisação estipulada depois da entrega da praça de Montevideu, mas que não se achava tão pouco auctorisado nem para ajustar a entrega de Olivença, nem a futura fixação dos limites, nem a concessão do commercio livre a Montevideu, e que n'uma palavra se pertendia que o tractado se reduzisse a estipular a restituição do territorio occupado pelas nossas tropas, mediante o pagamento immediato de metade dos sete milhões e meio de francos, e a promessa do pagamento da outra metade. Em consequencia rompemos a conferencia, e dirigimos aos mediadores a nota que vai inclusa (letra A). Parece que a pertenção tão desarrasoada da côrte da Hespanha se funda na supposição, manifestamente errada, de que pela nossa nota do 1° de maio, em que propuzemos simplesmente a alternativa do pagamento immediato, ou da cessão territorial, haviamos renunciado a todas as demais condições ; quando pelo contrario é evidente que não haviamos feito expressa menção de cada uma d'ellas, por nos parecer inutil, uma vez que já se achavam em diversas epochas concedidas pelo plenipotenciario hespanhol. Em resposta á nota acima mencionada, recebemos da parte dos mediadores copia do protocollo

Poderes limitados del duque de Fernan Núñez.

Alternativa de pago, ó de cesion de territorio.

1819. da sessão da conferencia do dia 20 de agosto (*Doc. incluso letra B* (1)), pela qual V. E. verá que resolveram pedir-nos, assim como ao plenipotenciario hespanhol, os respectivos projectos de tractados, que estariamos promptos a assignar. Julgámos ser esta a occasião de se poder airosamente pôr um termo a tão protrahida negociação, encostando-nos sempre ao projecto dos mediadores, de modo que elles não pudessem negar-nos a sua approvação; e obedecendo juntamente ao espirito das nossas ultimas instrucções cuidámos em preparar com a maior diligencia uma memoria historica de toda a negociação, e uma analyse do projecto de tractado dos mediadores, comparando-o com os diversos projectos e concessões officiaes, que já haviam sido feitas pelo plenipotenciario hespanhol. Acompanhámos essa memoria com uma nota, que considerámos como o nosso *ultimatum,* pois n'ella declarámos que, em consequencia das nossas instrucções, nos achavamos *invariavelmente* decididos a não desistir jámais de nenhum ponto essencial dos que se continham no projecto dos mediadores, do anno passado, á excepção das duas concessões favoraveis para a Hespanha, a que já haviamos accedido, a saber, a de renunciar á occupação de uma linha temporaria, e a de consentir que o pagamento da indemnisação pecuniaria se verificasse em dois termos successivos. Parece-nos inutil o entrar aqui em maiores detalhes sobre o contheudo dos sobreditos dois documentos, que V. E. achará inclusos (letras C e D) (2), porque respeitosa-

Declaracion del *ultimatum*.

(1) Documento B.

« E o extracto da sessão de 20 de agosto de 1819, em que os plenipotenciarios, tendo-se reunidos em conferencia e tendo a nota antecedente dos plenipotenciarios portuguezes, da qual se ve que a negociação directa que devia estabelecer-se entre elles e o duque de Fernão Nunes se acha suspensa; em razão d'isto, e para removerem as novas difficuldades que se apresentam, os plenipotenciarios convidam os de Hespanha e Portugal para se reunirem com elles em conferencia a fim de se explicarem especialmente e por escripto sobre os artigos que julgarem necessarios de uma e de outra parte para a redacção do tractado definitivo. » (*Seguem-se as assignaturas.*)

(2) Reproducimos el texto del Documento C, *Memorandum dos diplomatas portugueses*, por su importancia.

mente rogamos a V. E. que os queira lêr com attenção, em razão da sua importancia. Lisongeamo-nos de que a exposição que se contém na memoria, e sobre tudo a declaração do *ultimatum* que se encerra na nota, merecerão a benigno approva- 1819.

« Paris, 26 de agosto de 1819.

» A negociação entre as côrtes de Portugal e de Hespanha á que deu logar a occupação temporaria da margem esquerda do Rio da Prata, foi de tal modo complicada e cheia de incidentes, que no momento en que ella parece chegada a seu ultimo periodo, naõ será talvez inutil procurar traçar summariamente as suas principaes circumstancias, a fim de apresenta-la toda debaixo de um só ponto de vista á consideração da conferencia das côrtes mediadoras. Esta negociação foi aberta pela nota (*) que os plenipotenciarios da conferencia de Pariz dirigiram ao ministro dos negocios estrangeiros de S. M. F., na qual SS. EE., fundando-se no desejo de seus augustos soberanos, *de conservar a paz do mondo*, comprada a custa de tantos sacrificios, pediam ao gabinete do Rio de Janeiro que desse explicações ao de Madrid sobre os motivos que tinham occasionado a occupação da margem esquerda do Rio da Prata pelas tropas portuguezas, e annunciáram que S. M. C. recorrêra á mediação das cinco côrtes alliadas para o arranjo das differenças suscitadas entre SS. MM. F. e C. Inmediatamente depois da recepção d'esta nota, S. M. F. autorizou o conde de Palmella (**), em qualidade de seu plenipotenciario, para aceitar a mediação pedida pela Hespanha, e offerecida pelas cinco côrtes alliadas; e reconhecendo formalmente a soberania de S. M C. sobre a provincia temporariamente occupada pelas suas tropas, ordenou ao seu plenipotenciario que desse as mais minuciosas explicações sobre os motivos urgentes que tinham obrigado a mandar uma expedição portugueza a Montevideu, com o fim de garantir as fronteiras do contacto revolucionario, e de repellir as aggressões a que as provincias limitrophes do Brazil estavam expostas ha muitos annos sem que S. M. C. podesse defendé-las.

» A negociação achando-se assim estabelecida em Pariz, e os obstaculos que o gabinete de Madrid oppunha a sua marcha, exigindo do plenipotenciario portuguez uma declaração preliminar considerada impossivel pelas mesmas côrtes mediadoras, tendo sido finalmente removidos, tratou-se de commum accordo de achar os meios de repôr S. M. C. na posse da margem esquerda do Prata, sem por isso comprometter a segurança e a neutralidade do reino do Brazil. Este duplicado fim, que se desejava obtêr, offrecia difficuldades que por algum tempo pareceram insuperaveis, e que obrigáram o plenipotenciario de S. M. F. (***) a propôr ligar esta negociação com a da mediação que S. M. C. acabava de pedir ás mesmas côrtes alliadas, para a pacificação das suas pro-

(*) Nota dos plenipotenciarios das côrtes mediadoras, de 16 de marzo de 1817, ao marquez de Aguiar

(**) Nota do plenipotenciario de S M. F., de 18 de outubro de 1817.

(***) Nota do conde de Palmella, de 17 de março de 1818.

1819. ção de S. M. el rei nosso senhor, e podemos asseverar que a parte historica da memoria é considerada pelos mediadores mesmos como o remate mais conveniente com que se podia fechar a negociação.

vincias insurgidas da America. Esta base, a respeito da qual seria inutil ajuntar mais amplas explicações, sobretudo depois que S. M. C. renunciou á mediação que tinha solicitado, foi julgada inadmissivel pelas potencias mediadoras, e o plenipotenciario portuguez propôz desde logo (*), para se conformar com os desejos d'ellas, novas bases, que pudessem de um modo mas prompto, posto que com menos satisfactorias garantias, preencher aquelle duplicado fim que se tinha em vista. Foi sobre estas novas bases, aceitas pela conferencia, que a negociação assentou desde então. Ellas reduziam-se essencialmente : 1º a repôr S. M. C. na posse do territorio temporariamente occupado pelas tropas portuguezas; 2º a tomar todas as medidas para que esta restituição se effectue sem comprometter a dignidade de alguma das duas potencias, e para garantir, quanto seja possivel, a segurança do Brazil; 3º a fornecer a S. M. F. uma indemnisação equivalente ás despezas que fez com a expedição de Montevideu; 4º a terminar, sendo possivel, simultaneamente e debaixo da mediação amigavel das cinco potencias, todas as questões que havia, além d'esta de Montevideu, entre as duas corôas de Portugal e de Hespanha. Seria superfluo entrar no detalhe de todas as notas e contra-notas, dos proyectos e contra-proyectos, que foram apresentados de uma e outra parte, para ficar os artigos que resultam dos quatro principios enunciados. Os plenipotenciarios portuguezes desejavam acabar com a questão de Montevideu a do arranjo dos limites das possessões das duas corôas na America; a esta pretenção da sua parte era fundada de certo sobre motivos os mais poderosos de justiça e de interesse mutuo; elles comtudo ainda cederam, a respeito de este ponto, á opinião da conferencia, que julgou que esta negociação secundaria teria de longas que era conveniente evitar; e consentiram em que o arranjo dos limites fosse objecto de uma negociação subsequente, que se encetaria debaixo dos auspicios da mediação, immediatamente depois da assignatura do primeiro tractado.

» Achando-se assim removido este obstaculo, os plenipotenciarios das côrtes mediadoras, depois de uma deliberação a mais madura e imparcial, redigiram enfim no mez do agosto de 1818 os projectos de um tractado, de uma convenção, e de muitas notas officiaes, que propuzeram á acceitação das duas côrtes, á fim de terminar as questões existentes entre estas; e os plenipotenciarios de S. M. F. se apressáram em adherir explicitamente por uma nota official (**) ao dito projecto de arranjo. Desde o momento em que os plenipotenciarios portuguezes annunciáram a sua acceitação do projecto proposto por SS. EE. os plenipotenciarios das côrtes mediadoras, elles deviam

(*) Nota do conde de Palmella, de 13 de abril de 1818.
(**) Nota dos plenipotenciarios portuguezes, de 26 de agosto de 1818.

» Não contentes porém ainda com as explicações que lhes haviamos ministrado, tornáram os mediadores a escrever-nos (Doc. letra E), para que reduzissemos a un *projecto de tractado formal* as nossas proposições. A isso respondêmos remettendo

1819.
Indicacion hecha por los mediadores al conde de Palmella.

julgar acabada a negociação, por isso que o projecto não era de facto senão o resultado das concessões formalmente accordadas de uma e de outra parte no decurso da negociação (*). As unicas difficuldades que o gabinete de Madrid ainda teria direito de oppôr, não podiam versar senão sobre a fórma ou redacção d'estes differentes actos; mas nunca devia esperar-se que elle se retractasse sobre o essencial dos artigos principaes, já formalmente ajustados. Comtudo o plenipotenciario de S. M. C. não deu nenhuma resposta desde agosto até dezembro de 1818 ao projecto emanado da conferencia de Pariz; mas de certo n'este intervallo fóram dirigidas representações ás potencias mediadoras, pois que os plenipotenciarios d'estas mesmas potencias, reunidos em Aix-là-Chapelle, declaráram no protocollo da sua conferencia de 22 de novembro (**) : 1º que os seus cuidados haviam tido um primeiro bom resultado, na aceitação que do seu projecto de arranjo fizera uma das partes; 2º que devendo esperar a determinação da outra parte, antes de procederem ulteriormente no negocio, elles não considerariam por esso a mediação como terminada, se a côrte de Hespanha recusasse o todo d'esse projecto, que elles redigiram para interesse das duas partes. Este protocollo, em que se distingue claramente o espirito de moderação que preside aos conselhos das potencias mediadoras, estava portanto bem longe de destruir e annular, como pretendeu depois o gabinete de Madrid, o projecto da conferencia de Pariz, pois que ao contrario as côrtes mediadoras se applaudiam do resultado que o mesmo projecto ja tinha obtido, pela acceitação de uma das partes interesadas; e será permittido observar além d'isto, que sem duvida os plenipotenciarios reunidos em Aix-la-Chapelle, nem mesmo teriam admittido a hypothese da não acceitação do projecto da parte da Hespanha, se elles tivessem presentes n'aquella epocha as notas officiaes do plenipotenciario de S. M. C., em que todos os principios desenvolvidos no todo do projecto haviam sido positivamente acceitos. Como quer que fosse, os plenipotenciarios portuguezes testemunháram de novo a sua consideração pela opinião das côrtes mediadoras, prestando-se a proseguir a negociação que elles tinham direito de dar por acabada; quanto o duque de Fernão Nunes apresentou finalmente um contra-projecto (***), proposto pela sua côrte, os plenipotenciarios portuguezes lhe respondêram (****), fazendo observar, que muitos dos objectos mais importantes, sobre que versára a negociação, não

(*) Vide a nota dos plenipotenciarios de S. M. F., de 15 de julho de 1818, na qual se indicam em detalhe todas as concessões que resultáram da nota official do duque de Fernão Nunes.
(**) Protocollo da reunião de Aix-la-Chapelle, de 22 de novembro de 1818.
(***) Nota contra-projecto do plenipotenciario de S. M. C., de 3 de dezembro de 1818.
(****) Nota dos plenipotenciarios de S. M. F., do 1º de dezembro de 1818.

1819. o projecto de tractado pedido (letra F), e acompanhando-o com una nota (letra G), na qual nos pareceu novamente necessario declarar, que o projecto *não era nosso, mas sim dos mediadores*, e acceito por nos em 26 de agosto do anno passado, só com a

se achavam comprehendidos n'este contra-projecto; mas que assim mesmo elles aceitariam de boa vontade a proposição agora feita, de trocar a indemnisação pecuniaria por uma cessão de territorio, equivalente á somma fixada. Suscitando-se novas difficuldades acerca da occupação de uma linha temporaria, tal como fôra proposta pela conferencia dos mediadores, os plenipotenciarios portuguezes, desejando sobretudo simplificar a negociação, e dar provas irrecusaveis dos sentimentos de conciliação da sua côrte, consentiram espontaneamente em fazer o sacrificio d'esta estipulação (*). Mas o gabinete de Madrid, offerecendo por este modo substituir por uma cessão de territorio o pagamento da indemnisação pecuniaria, recusou-se sempre a determinar (o que os plenipotenciarios portuguezes evidentemente estavam obrigados a pedir) ao menos os pontos cardeaes da nova linha de limites que seria traçada. Os raciocinios, com que o plenipotenciario hespanhol sustentava esta questão, não serviam senão para prolongar a discussão n'um circulo vicioso; e o resultado da estipulação, que elle queria fazer admitir, teria sido o privar S. M. F. do pagamento da somma ajustada, mediante a promessa vaga de uma cessão de territorio, que absolutamente se negava o plenipotenciario a especificar. Para terminar por fim esta inutil discussão, os plenipotenciarios portuguezes não viram outro meio senão o de voltar ao principio d'onde se havia partido, e offereceram pura e simplesmente a alternativa (**) ou de receber de uma vez a somma de sete milhões e meio de francos ao tempo da entrega de Montevideu, ou de receber em troca uma cessão territorial, de que fossem fixados ao menos os pontos cardeaes. Depois de uma nova demora de tres mezes, a côrte de Hespanha decidio responder que ella aceitava a primeira proposição d'esta alternativa (***), mas *modificando-a* pelo pagamento, em duas prestações, da somma ajustada. Era sobretudo para evitar esta divisão do pagamento em duas prestações, que os plenipotenciarios de S. M. F. tinham decidido renunciar á occupação de uma linha temporaria depois da entrega de Montevideu, e elles podiam depois d'esto julgarse auctorisados para rejeitar esta modificação. Todavia, constantes no systema de prestar-se, quanto a sua responsabilidade lhes permittia, a tudo o que pudesse apressar a conclusão de um arranjo tanto tempo desejado, elles ainda se resolvêram a dar esta prova de condescendencia, e declararam (****) que acceitáriam o pagamento em duas prestações, comtanto que a totalidade lhes fosse, como era de razão, garantida de qualquer maneira

(*) Nota dos plenipotenciarios de S. M. F., do 1° de maio de 1819.
(**) Nota datada do 1° de maio de 1819.
(***) Nota dos plenipotenciarios de S. M C., de 5 de agosto de 1819.
(****) Nota dos plenipotenciarios de S. M. F., de 15 de agosto de 1819.

differença das duas modificações acima indicadas *a favor da Hespanha*. Esta declaração era precisa para evitar que depois se nos allegasse, que já haviamos proposto um novo projecto, e que por tanto não tinhamos direito de insistir na acceitação 1819.

plenamente satisfactoria. E depois d'esta ultima resposta que a conferencia dos mediadores julgou dever induzir os plenipotenciarios de S. M. F. a se avistarem com o duque de Fernão Nunes, para se trabalhar na confecção do tractado, do qual todas os bases pareciam com razão accordadas de ambas as partes : e de certo bem longe estava a conferencia de pensar que o plenipotenciario de S. M. C. se não julgava autorizado para mais do que asignar pura e simplesmente a entrega de Montevideu, sem comprehender nenhum dos outros pontos ajustados (*). Tal foi porém o resultado que houve da primeira conferencia, que o duque de Fernão Nunes annuio a têr com os plenipotenciarios de S. M. F. desde o começo da negociação. O facto é por consequencia, que da primeira vez as duas partes estavam realmente de accordo, e que da segunda se retractou uma das mesmas partes sobre pontos anteriormente convencionados.

» Para provar esta asserção de um modo incontestavel, terminará a exposição que se acaba de fazer de todo o andamento da negociação, por uma analyse succinta dos artigos do projecto dos mediadores, a respeito dos quaes os plenipotenciarios portuguezes tinham o direito de crer que havia mutuo accordo.

Projecto do tractado proposto pela conferencia das côrtes mediadoras.

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
Art 1º. Declaração da intima harmonia que subsiste entre as duas corôas.	Admittido no contra-projecto da côrte de Hespanha de 3 de dezembro de 1818 (artigo 1º).
Art. 2º. Obrigação de entregar a praça de Montevideu, e o territorio hespanhol na margem esquerda do Rio da Prata a S. M. C., pela maneira que será indicada nos artigos seguintes.	Admittido (artigo 2º).
Art. 3º. Obrigação da parte de S. M. C. de conceder aos habitantes do sobredito territorio completa amnistia, e esquecimento do passado, etc.	Admittido (artigo 3º).
Art. 4º. As duas partes contrac-	Esta obrigação é estipulada igual-

(*) Nota citada de los plenipotenciarios de S. M. F., de 15 de agosto de 1819.

1819. do dos mediadores. Com a letra H temos a honra de incluir copia de uma carta que o conde de Palmella dirigiu ultimamente a lord Castlereagh, para o prevenir do estado da negociação, e evitar que elle recebesse contra nós impressões desfa-

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
tantes concordam em que a entrega do territorio em questão terá logar com intervenção de commissarios nomeados para esse fim pelas potencias mediadoras.	mente no artigo 4o do projecto mencionado, com algumas alterações de redacção, e com a clausula (inadmissivel) de que a ausencia dos commissarios não estorvará de cumprir todas as obrigações estipuladas no tractado.
Art. 5o. Refere-se, quanto á epocha e aos detalhes da evacuação da margem esquerda do Rio da Prata, a uma convenção addicional ao presente tractado.	Não se faz menção da convenção addicional no contra-projecto da Hespanha, por isso que os principaes artigos d'esta convenção estão refundidos no dito contra-projecto de tractado; é uma pura questão de fórma na redacção d'esses actos, á qual os plenipotenciarios portuguezes não darão nenhuma importancia.
Art. 6o. Estipula-se que o numero das tropas hespanholas enviadas para tomarem posse do territorio occupado, será igual, pelo menos, ao das tropas portuguezas que ahi se acham, e para especificar este numero refere-se á convenção.	O contra-projecto da côrte de Hespanha declara (artigo 5o) que o numero das tropas hespanholas enviadas ao Rio da Prata não será menor de doze mil homens. N. B. No projecto da convenção dos mediadores, o numero d'estas tropas não é elevado a mais de oito mil homens; esta estipulação dos mediadores é mais em favor de S. M. C. do que a do seu contra-projecto.
Art. 7o. S. M. C. obriga-se a pagar, na mesma occasião da entrega de Montevideu, a somma de sete e meio milhões de francos, a titulo de indemnisação das despezas occasionadas pelo arranjo da expedição portugueza.	Esta obrigação contem-se no artigo 8o do contra-projecto, sem especificar comtudo a epocha do pagamento, porque no artigo seguinte S. M. C. propõe troca-lo por uma cessão territorial, que será determinada debaixo da intervenção dos mediadores.
Art. 8o. As duas altas partes contractantes declaram que ellas pro-	Tudo o que se refere n'este artigo á rectificação dos limites esta expli-

voraveis. Lisongeamo-nos de que V. E. approvará o modo com que no fim d'essa carta indicámos a *possibilidade do reconhecimento de Buenos Ayres pela nossa côrte, no caso que a expedição hespanhola intentasse desapossar-nos de Montevideu pela força*

1819.

Probabilidades del reconocimiento de Buenos Aires en caso de que se verificase la expedicion de Cádiz.

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
cederão immediatamente, e debaixo da mediação das altas potencias mediadoras, á confecção de um projecto de tractado separado, que terá por objecto a fixação das bases de um arranjo definitivo de todas as questões territoriaes existentes entre as duas corôas, e especialmente a rectificação dos limites das suas possessões na America, tomando por bases os seus interesses e conveniencias mutuas, assim como a liquidação das suas mutuas reclamações pecuniarias.	citamente concordado nos artigos 9º e 10º do contra-projecto da côrte de Madrid. A liquidação das reclamações pecumarias mutuas não está ahi inserida, mas além de ser este ponto de uma justiça evidente, elle foi de mais concedido pelo plenipotenciario de S. M. C. em a nota de 9 de julho de 1818.
Art. 9º. O presente tratado ficará secreto até á epocha da chegada da expedição hespanhola a Montevideu.	Admittido no artigo 15 do contra-projecto.

Projecto de convenção proposto pela conferencia.

Art. 1º. O numero das tropas hespanholas enviadas a Montevideu, não será menor de oito mil homens.	Já se observou que o artigo 5º do contra-projecto de Hespanha eleva o numero d'estas tropas a doze mil homens.
Art. 2º. Este artigo especifica qual será a intervenção dos commissarios mediadores para a execução das obrigações contrahidas no tractado, e declara que elles obrarão segundo as instrucções que lhes forem dirigidas pela mediação.	Todas as estipulações d'este artigo estão comprehendidas no artigo 4º do contra-projecto.
Art. 3º. Estipula-se que na occasião da entrega de Montevideu, os effeitos, reconhecidos bons e de valor pelos commissarios mediadores, serão entregues ao commandante das tropas portuguezas pelo chefe da expedição hespanhola até ao equi-	Este artigo não se comprehende no contra-projecto, porque a côrte de Madrid propoz, como já se disse, trocar o pagamento da somma estipulada por uma cessão de territorio. Ulteriormente conveiu ella (vide a nota do plenipotenciario de S. M. C.

1819. *das armas :* e tambem os argumentos com que instamos para que o governo britannico intervenha, a fim de fazer entender a razão ao de Madrid. Era de esperar que depois de explicações tão claras da nossa parte, como as que V. E. achará nos docu-

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
valente da totalidade da somma de sete e meio milhões de francos.	de 5 de agosto de 1819) em effectuar metade do pagamento a dinheiro no momento da entrada das tropas na linha que occupavam em 1815. Esta divisão do pagamento em duas prestações é acceita pelos plenipotenciarios de S. M. F., com tanto que elles recebam uma sufficiente garantia da sua completa execução. Parece por isso que tambem n'este artigo se esta quasi de accordo, como em todos os outros.
Art. 4º. Os navios de transporte, que tiverem conduzido as tropas hespanholas, serão postos todos, ou parte, á disposição do commandante das tropas portuguezas, segundo elle os julgar necessario.	Esta estipulação é admittida no artigo 12º do contra-projecto, com a clausula de fazer pagar a S. M. F. o frete dos navios que forem empregados para as suas tropas. Esta clausula é enteiramente secundaria, e sera sem duvida regulada amigavelmente pelo uso seguido em similhantes occasiões.
Art 5º. A entrega de Montevideu as tropas hespanholas será effectuada no espaço de tres dias depois da sua chegada a este porto.	Esta estipulação comprehende-se no artigo 6º do contra-projecto, assim como as que se referem á entrega dos outros pontos do territorio hespanhol, occupado pelas tropas portuguezas; e os plenipotenciarios de S. M. F. se prestarão voluntariamente a enserir todas essas estipulações no tractado que se fizer, pois que elles têem renunciado á occupação de uma linha temporaria, para não trazerem obstaculos ao objecto de que se tracta. Este arranjo deverá ser regulado de commum accordo entre os commandantes das tropas portuguezas e hespanholas.

mentos inclusos, e de provas tão manifestas da versatilidade do gabinete hespanhol, como as que resultavam da conducta ultimamente seguida pelo seu plenipotenciario, a conferencia dos mediadores não hesitaria em declarar que a razão se achava toda 1819.

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
Art. 6º. Estipula-se a occupação de uma linha militar de observação, cuja esquierda sera apoiada no posto de Maldonado, etc , etc.	Os plenipotenciarios de S. M. F. declararam que desistiam d'esta estipulação, posto que estivesse em parte admittida pelo artigo 11º do contra-projecto, porque elle daria occasião a toda a especie de objecções da parte da Hespanha.
Art. 7º. Estipula-se a duração da occupação da linha temporaria.	Ficou sendo inutil.
Art. 8º. S. M. C. dará aviso official a S. M. F. da partida da expedição, tres mezes antes de ella largar os portos da Hespanha, afim de que possam ser expedidas as competentes ordens ao comandante de Montevideu.	Este artigo não está comprehendido no contra-projecto, e nunca foi admittido pela côrte de Hespanha, que sempre declarou no decurso da negociação, que a sua expedição partiria assim que estivesse prompta, houvesse ou não sido concluido o tractado. Não se considerára por isso indispensavel a inserção d'esta clausula; mas os plenipotenciarios de S. M. F. não poderão nunca prestarse como parece desejar S. M. C. a obrigar o commandante de Montevideu a fazer a entrega da praça antes de receber ordem expressa do seu soberano. É bem claro que nunca um tractado se julga em vigor antes de trocadas as ratificações; e no caso actual, todos os inconvenientes da demora ha um anno para cá só podem ser attribuidos ao gabinete de Madrid. Elles consentirão todavia em quaesquer medidas que d'elles dependam para assegurar a prompta execução d'este tractado.
Art. 9º. No caso de não chegar a expedição hespanhola ao Rio da Prata seis mezes depois da troca	Esta estipulação é plenamente admittida no artigo 14º do contra-projecto, e até o quantum da indemni-



1819. pela nossa parte; e em instar com a côrte de Hespanha para que se prestasse a acceitar o projecto tal qual o apresentavamos agora. Não aconteceu comtudo assim, porque o ministro russo Pozzo di Borgo se oppoz aos desejos dos seus collegas, e até

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
das ratificações do presente tractado, S. M. C. obrigase a indemnisar S. M. F. das despezas extraordinarias que resultarem da occupação de Montevideu pelas tropas portuguezas a razão de cem mil francos por mez, a contar d'essa data até á epocha da chegada da expedição hespanhola ao do Rio da Prata.	sação ahi se especifica a trezentos mil francos por mez. Parece por tanto ser ainda facil um accôrdo a este respeito. Quanto aos outros artigos de detalhe do contra-projecto, relativos á entrega da artilheria achada em Montevideu, etc., os plenipotenciarios portuguezes não querem senão adopta-los.

Notas officiaes que fazem parte do projecto da conferencia.

1o. Nota dos plenipotenciarios portuguezes, declarando que a conclução do tractado, que foi negociado pela mediação das altas potencias mediadoras, não faz nenhuma quebra na manutinção das relações pacificas subsistentes entre o Brazil e as provincias do Rio da Prata.	Concordou-se em ser dirigida esta nota logo na assignatura do tractado pelos plenipotenciarios de S. M. F. aos das côrtes mediadoras, accusando estes a recepção, e repetindo o contheudo d'ella. Assim ao plenipotenciario de S. M. C. não será pedido que intervenha no que pertence á indicada declaração, e por tanto parece que n'este ponto esta tirada toda a difficuldade.
2°. Nota dirigida pelos plenipotenciarios de S. M. F. á conferencia dos mediadores, para reclamar de S. M. C. a restituição de Olivença, e dos territorios cedidos á Hespanha pelo tractado de 1801, em virtude do artigo 105o do acto final do congresso de Vienna, de que a Hespanha, assim como as côrtes mediadoras, fóram igualmente signatarias.	O plenipotenciario de S. M. C. declarou positivamente á conferencia das côrtes mediadoras a determinação em que estava a sua côrte, de restituir a Portugal a villa de Olivença e os territorios annexos. Não restará portanto senão concordar sobre os detalhes d'esta estipulação; e os plenipotenciarios de S. M. F. se prestarão voluntariamente a receber só a segurança official da parte da conferencia, na occasião da assignatura do tractado, com tanto que a epocha da dita restituição seja positivamente fixada em um certo

conseguiu sobre alguns pontos, como sobre o do ajuste futuro dos limites e o da promessa da liberdade de commercio para Montevideu, attrahir à sua opinião o plenipotenciario francez. 1819.

» Limitáram-se por isso a comparar o nosso projecto com o

PROJECTO.	OBSERVAÇÕES.
	numero de mezes depois da trocadas ratificações do tractado.
3o. Nota do plenipotenciario de S. M. C. obrigandose, em nome da sua côrte, a que os postos da margem esquerda do Rio da Prata, que forem entregues pelas tropas portuguezas ás tropas hespanholas, fiquem abertos ao commercio estrangeiro segundo regulamentos liberaes, etc., etc.	Esta concessão foi promettida pela côrte de Madrid, e existe um projecto de nota a este respeito, datada de 27 de agosto de 1818, e entregue á conferencia pelo mesmo plenipotenciario hespanhol. A dita nota começa por fazer menção da mediação pedida por S. M. C. para a pacificação das provincias da America, mas sem fazer dependente de modo nenhum a execução da promessa em favor da margem esquerda do Prata do resultado d'esta outra negociação.

Espera-se haver evidentemente provado, pelas observações que se acabam de fazer sobre cada artigo do projecto dos mediadores, que de facto as duas partes já estavam de accordo acerca de todos os pontos essenciaes, e que não deveria existir discussão entre ellas senão em alguns pontos inteiramente secundarios, que de certo nao deveriam obstar, nem de uma, nem de outra parte, á conclusão de um arranjo tão importante. Será inutil recordar ainda, que o gabinete de Madrid se acha em erro manifiesto, quando suppõe que os plenipotenciarios portuguezes, pela proposição da alternativa sobre o modo de effectuar a indemnização ajustada, entendiam desistir de todos os outros pontos comprehendidos no projecto dos mediadores; sendo certo que pelo contrario os ditos plenipotenciarios declaráram positivamente na sua nota do 1o de maio, que elles não tornavam a tractar de todos estes pontos accessorios, porque os consideráram já ajustados, e por consequencia se limitáram á discussão do ponto principal sobre que ainda se não estava de accôrdo.

Finalmente, a leitura d'esta memoria provará que os plenipotenciarios de S. M. F. procuráram desempenhar o seu dever, seguindo em todo o decurso d'esta negociação um andamento coherente ; que não renováram nunca pertenções de que uma vez tivessem desistido: que manifestáram os desejos de conciliação de que S. M. F. esta animado, e as attenções que devem á mediação, conformando-se constantemente, e em quasi todos os pontos da dis-

1819. do plenipotenciario hespanhol, para vêr em que pontos differiam, e assentáram, como V. E. verá do protocollo incluso (letra G), em nos convidar a uma conferencia juntamente com o duque de Fernão Nunes, procurando assim ajustar essas diferenças, se fosse possivel. Communicáram-nos a sua resolução pela nota L, transmittindo-nos ao mesmo tempo o projecto de tractado apresentado pelo duque de Fernão Nunes (letra M), que V. E. achará conforme ao que elle nos havia proposto na conferencia de que démos conta no principio d'este officio. Ainda não respondêmos a esta ultima nota dos mediadores, e se o fizermos, será só para lhes annunciar que nos mantemos firmes na resolução que lhes manifestámos em a nossa nota de 26 do mez passado (1), e que já agora sem novas instrucções, não

Proyecto de tratado.

cussão, com a opinião da conferencia; emfim, que não houve nunca da parte d'elles nem vacillações, nem retractações em toda esta transacção. Ousam elles esperar que as côrtes mediadoras, que já tinham reconhecido que S. M. F., pela acceitação do projecto emanado da conferencia, havia satisfeito a tudo quanto podia justamente pedir-se-lhe, enunciarão agora mais positivamente esta opinião quando tomarem em consideração as novas provas de condescendencia, que os plenipotenciarios portuguezes ainda deram ha um anno, desistindo de dois pontos importantes, que lhes haviam sido concedidos no dito projecto.

(1) Reproducimos á continuacion la nota aludida:

Nota dos plenipotenciarios portuguezes aos plenipotenciarios das potencias mediadoras.

« Pariz, 26 de agosto de 1819.

» Os abaixo assignados, plenipotenciarios de S. M. F., têem a honra de transmittir junto aos plenipotenciarios das côrtes mediadoras um memorial, em que segundo o desejo expressado por SS. EE., elles indicam todos os pontos essenciaes do arranjo final que estariam auctorisados a concluir com o plenipotenciario de S. M. C. Os abaixo assignados lisongeiam-se de que a conferencia tambem verá no memorial uma fiel exposição do que se passou no decurso da presente negociação, fundada sobre documentos os mais officiaes. Resulta d'esta exposição: 1º que S. M. C. já não tinha liberdade de recusar o seu assentimento ao projecto do arranjo definitivo, que foi proposto pela conferencia no mez de agosto do anno passado, por isso que este projecto era inteiramente fundado sobre as concessões feitas officialmente de uma e da outra parte, durante a negociação; 2º que os plenipotenciarios de S. M. F. deram a mais evidente prova dos desejos de conciliação de que esta animada a sua côrte, prestando-se a discutir novamente questões que elles de-

nos apartaremos nem um só ponto essencial do projecto do tractado que ultimamente apresentámos. Porém tal vez será mais acertado não lhes dar resposta alguma por escripto, e repetir de palavra, na conferencia que havemos de têr no dia 9 do corrente, a nossa declaração, fazendo-a inserir no protocollo. Es- 1819.

viam têr como já terminadas, desistindo ainda depois d'isto de muitas estipulações que tinham sido admittidas no projecto da mediação, e que elles com razão consideravam por muito importantes; 3º que logo que os plenipotenciarios portuguezes julgáram que estas ultimas concessões tinham tirado toda a especie de motivo, e até de pretexto de demora, e que só tinham de avistar-se com o duque de Fernão Nunes, para se concordar nos detalhes da confecção do tractado, succedeu que pela segunda vez a justa esperança d'elles fôra illudida pela recusa do plenipotenciario de S. M. C., de nada estipular sobre diversos artigos, que os abaixo assignados desde muito tempo haviam por admittidos. Não pertendem os abaixo assignados actualmente qualificar nem julgar os factos, que ficam provados de maneira que não póde contradizer-se; limitar-se hão a invocar as potencias mediadoras para testimunhas do seu procedimento n'esta negociação, e a repellir para longe d'elles toda a responsabilidade das desgraças que poderão seguir-se. Desejando sobre tudo que as intenções de seu augusto soberano fiquem constatadas de um modo claro e irrecusavel, os abaixo assignados declaram, *que elles estão dispostos a assignar* o tractado, a convenção, e as notas que formam o todo do projecto proposto pelas côrtes mediadoras, e acceito por elles desde o mez de agosto de 1818, com as modificações em que depois consentiram, a saber : a desistencia da occupação de uma linha temporaria, e o pagamento de sete e meio milhões de francos, em duas prestações, uma vez que a totalidade d'este pagamento lhes seja garantida por maneira que elles julguem satisfactoria. Mas as suas instrucções não lhes permittindo desistir de nenhum outro artigo essencial dos que se comprehendem na integra d'aquelle projecto emanado da conferencia, cumpre-lhes declarar, que se não apartarão da invariavel resolução que enunciam, e que esperam obterá a approvação das altas potencias mediadoras. Elles declaram além d'isto, que no caso de julgar a côrte de Hespanha dever differir ainda o adoptar uma definitiva resolução, serão os abaixo assignados obrigados a reclamar desde esta epocha a indemnisação das despezas extraordinarias que resultarem da prolongação da demora das tropas portuguezas na margem esquerda do Rio da Prata, segundo o principio que foi reconhecido, e admittido sem contestação pelo plenipotenciario de S. M. C., no artigo 9º do projecto de convenção da conferencia dos mediadores.

» Os abaixo assignados aproveitam esta occasião, etc. — CONDE DE PALMELLA. — MARQUEZ DE MARIALVA. — A SS. EE. os plenipotenciarios das potencias mediadoras. »

1819. peramos que pelo menos os plenipotenciarios de Grã-Bretanha, Austria e Prussia se declararão mais ou menos explicitamente a nosso favor, sobre tudo se lord Castlereagh neste intervallo responder, como é de suppôr, á carta do conde de Palmella de um modo satisfactorio. E comtudo muito provavel que os plenipotenciarios de França e Russia differirão da opinião dos seus collegas, e que por tanto cada um d'elles consignará a sua opinião no protocollo, que provavelmente terminará (ao menos por agora) a negociação da conferencia de Pariz. Se estas nossas conjecturas se verificarem, teremos, segundo nos parece, conseguido o objecto que El-Rei Nosso Senhor tem em vista, isto é, *o não concluir tractado nemhum com a Hespanha, ficando as nossas tropas na margem oriental do Rio da Prata, sem que as potencias mediadoras o possam levar a mal;* e teremos a satisfacção de haver seguido sempre, no meio de tantas contrariedades, uma marcha coherente na negociação, fazendo sobresahir o espirito de justiça e de moderação d'El-Rei Nosso Senhor, pela comparação do orgulho e das continuas vacillações da côrte de Espanha. Permitta-nos V. E. porém, na supposição de que a negociação actual assim se termine, repetir as mais vivas instancias para que S. M. tome en mui seria consideração a probabilidade da partida da expedição hespanhola, a fim de adoptar, *sem perda de um só instante*, as medidas as mais activas para que as nossas armas não experimentem em Montevideu um desar, que seria tanto mais sensivel, quanto *a Europa toda estará disposta a julgar do acerto da nossa actual conducta pelo resultado que tiver aquella contenda*. Parece-nos portanto *urgente* expedir ao general barão da Laguna, com a maior promptidão, todos os auxilios de que elle necessitar, e sobre tudo expedir-lhe ordens positivas de se defender: e é igualmente necessario que o nosso governo d'antemão determine não ceder nem ás instancias, nem ás ameaças (se as houver) por parte da expedição hespanhola. Esperamos que El-Rei Nosso Senhor se dignará com a sua summa bondade perdoar estas suggestôes, tal vez atrevidas, em consideração dos sentimentos que as dictam. As noticias que temos de Cadiz continuam anunciando a proxima partida

Vacilaciones de la corte de Madrid.

Medidas que deben adoptarse con respecto á la Banda Oriental.

1819.

Reemplazo del conde de Abisbal por el conde de Calderon como jefe de la expedicion de Cádiz.

da expedição, ainda que a conspiração, verdadeira ou imaginaria, descuberta pelo conde de Abisbal, necessariamente causou alguma demora mais do que se suppunha. Pelos officios do ministro de S. M. em Madrid estará V. E. melhor e mais promptamente informado de quanto diz respeito a esse assumpto, e saberá que S. M. C. nomeou o general Calleja (conde de Calderon) para commandar a expedição em logar do conde de Abisbal, a quem muitos attribuem (por motivos até agora inintelligiveis) a invenção de toda a conspiração. O certo é que a desordem não foi tão grande como ao principio se disse, e que a intenção de fazer sahir a expedição subsiste ainda na côrte de Madrid con toda a sua força. Poderão, é verdade, acontecer novos inconvenientes inesperados que a demorem, ou a tornem impossivel: mas para nos não enganarmos com esses calculos, devemos sempre suppôr o peior, e assentar *que irá*, *que levará uma força consideravel, e que intentará apoderarse de Montevideu:* sempre que estejamos preparados para resistir n'essa hypothese, todos os descontos que ella tiver serão a nosso favor. Não devemos omittir uma noticia de summa importancia, ainda que V. E. a terá directamente por Hespanha, e vem a ser, a de se não haver ratificado no prazo estipulado o tractado com os Estados Unidos, para a cessão das Floridas. Parece que S. M. C. quer mandar um negociador a America para pedir explicações sobre alguns artigos que não julga favoraveis, e exigir sobre tudo uma promessa positiva de se não reconhecer a independencia das colonias hespanholas. É provavel porém que acontecerá justamente o contrario de que os Hespanhoes desejam, e que os Americanos se apressarão em reconhecer immediatamente a independencia de Buenos Ayres e de Caracas, e esta noticia nos confirma por tanto ainda mais na resolução de nos mantermos invariavelmente firmes no nosso ultimo proyecto.

Inquietudes de la España sobre el probable reconocimiento de la independencia de Sud-América por los Estados Unidos.

» Proteja-nos o Céo com a conservação das preciosas saudes de El-Rei Nosso Senhor e de toda a sua augusta familia.

» Deus guarde, etc. — Illmo. e Excmo. Sr. Thomaz Antonio de Villa Nova Portugal. — CONDE DE PALMELLA. — MARQUEZ DE MARIALVA. »

1819.

Nuevas concesiones que hacen los plenipotenciarios de S. M. F.

Con todo, los plenipotenciarios de S. M. F., cada dia mas deseosos de poner al rey de España en posesion de su provincia rebelde de Montevideo, para salir de ese *embrollo,* habian cedido gradualmente á todas sus anteriores exigencias, de modo que despues de haber desistido de la línea de observacion, aceptaban como única estipulacion la indemnizacion por los gastos de ocupacion, divididos en dos plazos. Su urgencia por terminar la negociacion era tan grande que demostraban al representante de Fernando VII que la prolongacion de la ocupacion del ejército portugues exigiria una compensacion, como gastos extraordinarios, de *cuatro cientos mil francos por mes*, á contar desde la fecha del proyecto de las cinco potencias (1).

(1) En carta confidencial que el conde de Palmella dirigió á su amigo Saldanha, con fecha 11 de setiembre de 1819, le explicaba las dificultades con que luchaba en los términos siguientes :

« Com effeito, vendo que o gabinete de Madrid se não resolvia a terminar a negociação, e que entretanto os negocios se atrapalhavam cada vez mais, pela resolução de não ratificar o tractado das Floridas, de que se seguirá provavelmente o reconhecimento da independencia das colonias pelos Estados Unidos, na proxima sessão do congreso, resolvemos, o marquez de Marialva e eu, entregar o nosso ultimatum, declarando que estavamos promptos a assignar o tractado proposto o anno passado pela mediação, com duas modificações importantes a favor da Hespanha, a saber : o não occuparmos uma linha provisoria de observação, e o consentirmos que o pagamento se effeituasse em duas vezes, com tanto que a totalidade da somma fosse depositada pela Hespanha em mãos seguras; e declarámos além d'isso que se o gabinete de Madrid differisse ainda o acceitar este offerecimento, reclamariamos desde esta epocha uma indemnisação de quatrocentos mil francos por mez até ao dia da entrega de Montevideu. Finalmente dissemos, que estando *invariavelmente decididos* a não fazer novas concessões, consideravamos a negociação como terminada pela nossa parte, e que por consequencia eu voltava para Londres, ficando o marquez de Marialva auctorisado a assignar o tractado no caso que S. M. C. o acceitasse. Não sei ainda se os mediadores approvaram *in totum* esta determinação. Pozzo di Borgo continua a fazer das suas; mas estou persuadido que teremos ao menos o apoio da Inglaterra, por que lord Castlereagh me declarou que nos achava toda a razão. Tivemos noticias de Rio até 23 de junio. As nossas relações com Buenos-Ayres e com Artigas continuam a ser as mesmas; mas muito seria de desejar que o governo de Lisboa se decidisse a mandar sem perda de tempo alguns reforços para Montevideu, ao menos o que é necessario para completar os corpos que lá se acham; pois não é impossivel que sem embargo

No obstante los movimientos revolucionarios de España, la expedicion de Cádiz inquietaba constantemente á los diplomáticos portugueses, y sin las conmociones interiores por que pasaba la España, no puede abrigarse la menor duda que la entrega de la Banda Oriental se habria efectuado á la sola intimacion de la escuadra expedicionaria, sin indemnizacion ni condicion alguna. 1819.

Apoyo decidido que daba la Gran Bretaña á los negociadores de S. M. F.

La esperanza mas fundada, y sobre todo la que habia dado bríos á los negociadores de Su Majestad Fidelísima, era el apoyo decidido con que contaban de lord Castlereagh, ó, mejor dicho, de Su Majestad Británica. Sin embargo el conde de Palmella comenzaba á desesperar del éxito de sus trabajos diplomáticos, no obstante asegurarles el jefe del *Foreign-Office* la perfecta razon que asistia á su soberano, *e portanto,* exclama en su carta de 6 de octubre al amigo íntimo, *ficaremos tendo razão, mais sem poder sahir da embrulhada en que nos mettimos.*

Los siguientes párrafos de la carta aludida dan una idea clara de las preocupaciones que asaltaban al inteligente diplomático portugues:

« Não tenho mais que accrescentar ao que n'ella te dizia acerca da nossa negociação, senão que achei aqui lord Castlereagh plenamente convencido de que temos razão sobre todos os puntos, e desejando, segundo o manifestou n'uma circular ás outras côrtes mediadoras, que ellas façam unanimemente em Pariz uma declaração n'esse mesmo sentido. Entretanto é certo que nenhuma d'ellas empregará a força, nem mesmo as ameaças, para obrigar o ministerio hespanhol a ceder: *e portanto ficaremos tendo razão, mais sem poder sahir da embrulhada em que nos mettimos.* Comtudo não me parece ainda impossivel que a entrada do duque de S. Fernando no ministerio, as difficuldades que se amontoam para a sahida da expedição de Cadiz, e a opinião unanime das côrtes mediadoras, obriguem a Hespanha

da febre amarella, e da conspiração de Cadiz, o governo de Hespanha faça a loucura de mandar sahir a expedição, sem estar de accôrdo comnosco Vê se podes lá contribuir para persuadir esses senhores a fazerem um esforço, que eu escrevo-lhes hoje no mesmo sentido. »

1819. a assignar. De todo o modo, ou se assigne o tractado, ou não, estou determinado a partir d'aqui para Lisboa no corrente d'este inverno, demorando-me só estes mezes para dar a minha mulher o tempo necessario a fim de se restabelecer do bom sucesso que espera têr qualquer d'elles d'estes dias, e para ver ao mesmo tempo se é possivel adiantar alguns dos principaes negocios que ainda temos pendentes com este governo. Bem vês que, declarando-te tão abertamente a intenção em que me acho, não me resta a este respeito a menor hesitação, assim como me não resta o menor escrupulo de têr retardado a minha ida, porque na verdade me parece que a negociação de que S. M. me havia incumbido, exigia indispensavelmente a minha presença aqui. Agora se me perguntares com que esperanças eu vou para o Brazil, de poder contribuir a melhorar algum tanto os nossos derrotados negocios, dir-te hei que absolutamente *nenhumas,* e que sinto muito bem que vou precipitar-me num abysmo, sem têr, como Curtius, a esperança de salvar por esse meio a minha patria. O que tu me dizes sobre o estado de Portugal, na tua ultima carta, confirma plenamente a minha supposição. Para remediar um tão grande mal, é preciso que a cura seja radical e geral, e isso só poderia obtêr-se começando por atalhar a desordem, que cada dia cresce, das nossas finanças, e discutindo essas medidas e todas as demais de commercio e de administração civil ou militar n'um conselho de ministros, unidos de intenção e de desejos. Em quanto pois eu não vir que S. M. te chama a ti, e a tres ou quatro outras pessoas capazes para o seu lado, a fim de formarem esse conselho, que esperanças poderei conceber de que produzam o menor fructo os meus fracos e isolados esforços? »

Estado afligente de las finanzas: medio de remediarlo.

Progresos lentos de la negociacion.

Con fecha 1° de diciembre, el conde de Palmella escribia de nuevo á su buen amigo Saldanha, y decíale entónces que la negociacion con la España no habia hecho el menor progreso; que pocos dias despues de su salida de Paris, el duque de Fernan Núñez habia dirigido una nota á la conferencia, rechazando perentoriamente la proposicion que le habian hecho de *renunciar á la indemnizacion pecuniaria en el caso que fuese un infante de España á la cabeza de la expedicion*, é insistiendo para que los

mediadores aceptasen el proyecto que propuso en agosto, y cree que ha llegado el momento de pedir una respuesta categórica á estos sobre el *ultimatum* presentado el mes de agosto próximo pasado. Que la respuesta negativa, como era probable, dejaba libre á Su Majestad Fidelísima, para proceder segun conviniese á sus intereses, *sea evacuando el territorio*, ó sea conservándolo, resistiendo á la fuerza (1).

1819.

Los plenipotenciarios portugueses piden á la conferencia una respuesta categórica sobre el *ultimatum* presentado en el mes de agosto.

(1) « A negociação com a Hespanha não tem feito progressos nenhuns desde a minha sahida de Pariz, e somente ha poucos dias apresentou Fernão Nunes na conferencia uma nota, recusando peremptoriamente a proposição que lhe aviamos feito, *de renunciar a toda a indemnisação pecuniaria no caso que fosse um infante de Hespanha á testa da expedição*, e insistindo para que os mediadores acceitassem o projecto informe e parcial que elle propoz em agosto passado, no qual se não tracta de commercio livre para Montevideu, nem de neutralidade, etc., etc. N'estes termos parece-me que está chegado o momento de pedir uma resposta cathegorica aos mediadores sobre o *ultimatum* que offerecêmos no mez de agosto proximo passado; e quando se nos responda negativamente, como não póde deixar de acontecer, declararmos então que S. M. F. se considera d'aqui diante livre de todos os offerecimentos que fez até agora e obrará conforme os seus proprios interesses lhe dictarem, ou seja evacuando, quando lhe convier, o territorio occupado, ou seja conservando-o sem se julgar obrigado a entrega-lo, e resistindo á força, se a empregarem para o obrigar a isso, e que, no caso de se renovarem as negociações para a entrega, desde já protestamos que as despezas que decorrerem desde o 1o de setembro proximo passado, a razão de..... por mez, deverão ser indemnisadas por S. M. C., além da somma já fixada para indemnisar dos gastos da primeira occupação. Tal é em geral o meu plano, e tractarei de conseguir que as côrtes mediadoras o approvem por quanto fôr possivel, declarando unanimemente que a razão se acha pela nossa parte, e que a Hespanha attrahe sobre si mesma toda a responsabilidade da sua obstinação. Bem vês que estas ideas não coincidem inteiramente com as instrucções que me dizes têr recebido, nas quaes se offerece a alternativa ou de enviar *um infante, o que de certo a Hespanha não fará*, ou de *evacuarmos o territorio occupado, quando a Hespanha lá chegar*, cousa que tambem me parece inutil declarar *desde agora, porque com essa certeza deixará o gabinete de Madrid de fazer qualquer sacrificio para obter esse mesmo fim*. N'uma palavra, creio que devemos evitar sobre tudo estabelecer uma dobrada negociação, admittindo ácerca d'este assumpto *practicas directas com a côrte de Hespanha*, em quanto se prosegue a negociação officialmente perante os mediadores Perdoa a estensão que ensensivelmente dei a este objecto, sobre o qual me propunha a ser mais laconico. » (*Carta del conde de Palmella á Saldanha*. — Lóndres, 1° de diciembre 1819, tomo I°, p. 83.)

1819.

Se adoptan en el Brasil los consejos del conde de Palmella.

Entretanto, segun las noticias que se recibian en Europa de la corte del Brasil, los consejos del conde de Palmella á su soberano de reforzar el ejército de ocupacion de Montevideo habian sido adoptados. Se dieron órdenes para que se remitiesen nuevas tropas de Lisboa, y aunque la situacion era crítica, el conde apoyaba la medida como indispensable, para no dejar consumir de inanicion el cuerpo de ejército del Plata: *e peior que tudo seria levar um bofetão, qual o de evacuar aquelle territorio logo que apparecesse qualquer expedição hespanhola, depois de termos luctado e defendido os nossos direitos com bom exito na Europa* (1).

(1) « Vejo o que me dizes acerca das ordens chegadas do Rio de Janeiro para a partida de alguns reforços e petrechos para o Brazil, e conheço que a execução d'essas ordens será difficil para o governo de Lisboa nas circumstancias actuaes, e dará talvez logar a algumas queixas e criticas; porém confesso que me parece necessario não deixar acabar de inanição o corpo que se acha no Rio da Prata, e peior que tudo seria levar um bofetão, qual o de evacuar aquelle territorio logo que apparecesse qualquer expedição hespanhola, depois de termos luctado e defendido os nossos direitos com bom exito na Europa. Creio que a nação portugueza, tão patriotica e sensata, não deixará de se prestar a novos sacrificios, quando se lhe explique que é para mantêr a dignidade da corôa e para conservar o fructo dos sacrificios já feitos. Finalmente creio que esta noticia, espalhada com arte, e ainda exaggerada, não deixará de produzir algum effeito no gabinete de Madrid, e talvez mesmo atalhará a partida da decantada expedição, se ainda se lembram d'ella. Eu aqui mandei inserir nas gazetas alguns artigos a esse respeito, que não deixarão de se espalhar em todas as da Europa. Se es d'esta mesma opinião, muito conveniente será que a manifestes, porque o teu juizo imparcial e reconhecido patriotismo não podem deixar de te dar influencia sobre aquelles que te ouvirem. Concordei com o marquez de Marialva em a nota que vamos entregar á conferencia, na qual declaramos ater-nos invariavelmente ao projecto já proposto, que foi recusado pela Hespanha; e pedimos aos mediadores que enunciem a sua opinião sobre o estado em que fica a negociação. Julgo que a resposta dos mediadores será, que fizemos tudo quanto se podia esperar de nos, e que a Hespanha attrahe sobre si a responsabilidade do mau exito da negociação, porém que elles se não entendem auctorisados a empregar nem a auctoridade nem a força para a obrigarem a acceitar o tractado. Lord Castlereagh pelo menos esta decidido, segundo me disse, a adoptar esse parecer, ainda quando as outras potencias o não adoptem. N'esse caso recahe bem uma ultima declaração da nossa parte, dizendo que S. M. F. se consi-

1819.

Existencia precaria del ejército portugues en la Banda Oriental.

Por estas confidencias íntimas de los dos colegas y notables diplomáticos portugueses, se ve cuán precaria era la existencia del ejército portugues en la Banda Oriental, y cuán fácil habria sido al ejército argentino expulsarlo con solo el amago de las fuerzas reunidas con que podria haber contado el director Pueyrredon, sin la anarquía y las innobles ambiciones que tenian en completa descomposicion aquella sociedad. La responsabilidad en que han incurrido los hombres inteligentes que entónces dirigian esas masas brutas, con el propósito de derrocar del poder la autoridad constituida, es grande, y la historia argentina ha de condenarles, como les condenamos nosotros, con toda la severidad que merece una conducta tan antipatriótica (1).

Responsabilidad en que han incurrido algunos hombres de Estado del Rio de la Plata.

Así terminó el año 1819, sin haber hecho la debatida cuestion hispano-lusitana el menor progreso en el sentido de la conciliacion propuesta por las cinco grandes potencias.

Situacion en que se encontraba la cuestion á fines del año 1819

Su Majestad D. Juan VI, que á fines del año anterior habia logrado paralizar la actitud amenazante de las grandes potencias interventoras en favor de la España, habia retrocedido notablemente en el año que termina, vencido casi por las vacilaciones de la diplomacia española y por el carácter bélico que tomaba la cuestion.

dera em perfeita liberdade de guardar ou evacuar aquelle territorio, conforme melhor lhe parecer e convier aos seus interesses.

» Espero com alvoroço pelo visconde da Lapa, para têr noticias mais circumstanciadas de como as cousas por la vão. Muito estimarei, como bem podes pensar, vêr-te antes de deixar a Europa, mas aviso-te que só estarei em Lisboa nos fins de abril ou principios de maio, porém sem falta estarei então. » (*Carta de Palmella á Saldanha*. Lóndres, 8 de agosto 1819. — Tomo I°, p. 86.)

(1) En el capítulo VI del tomo precedente hemos llamado caudillos bárbaros de la *federacion* á Artígas, Ramírez y otros jefes gauchos, y para que el lector extranjero no confunda esta palabra con el principio federal que rige en los Estados Unidos de Norte-América, y que es hoy la ley fundamental de la República Argentina, que nosotros acatamos, cúmpleme, miéntras amplificamos nuestro pensamiento, hacer la siguiente explicacion en otro lugar : — que esa palabra no representaba entónces principio alguno, y que no era comprendida por los que se sirvieron de ella para proclamar la rebelion contra la autoridad nacional.

1819. Durante el último período, y á medida que la España organizaba la expedicion de Cádiz, las exigencias de los diplomáticos portugueses disminuían al punto de quedar reducidas á una sola las estipulaciones del primitivo proyecto de los mediadores, que la España, segun Palmella, habia aceptado miéntras le representó el Señor Cebállos. La perseverancia y la incontrastable tenacidad del duque de Fernan Núñez cambió totalmente el aspecto de la negociacion, cediendo gradualmente los representantes de Don Juan VI hasta quedar reducidas sus pretensiones á *la evacuacion completa*, como lo manifiestan los documentos que hemos reproducido. Segun el conde de Palmella, tres series de proposiciones se hicieron á la España, que fueron sucesivamente rechazadas :

1° El ejército portugues debia constituirse guardian de los intereses de la España en el territorio ocupado, hasta la total reocupacion por las tropas de Fernando VII, sin otra condicion que una indemnizacion pecuniaria por los gastos hechos.

No siendo aceptada por la España, los plenipotenciarios portugueses propusieron:

2° Que aceptarian la propuesta hecha ántes por la España, que esta indemnizacion se hiciese en tierras adyacentes á sus límites; pero los Españoles habian desistido y se negaron á aceptarla, porque ya no les convenia.

3° Propusieron en definitiva — que harian la evacuacion del territorio de la Banda Oriental con la *única* condicion de que la expedicion fuese confiada á un infante de España, y tampoco fué aceptada por el gabinete de Madrid.

¿Y cómo se explica por parte de la España esta negativa reiterada, sobre todo cuando la única condicion del ocupante para ponerla en posesion de un territorio que habia perdido de hecho, se limitaba á la persona que debia ir á la cabeza de la expedicion?

La solucion de ese enigma la encontrará el lector en los sucesos posteriores que narrarémos en otro capítulo.

Hecho que queda demostrado.

Entretanto, un hecho queda demostrado hasta la evidencia, y es el que Su Majestad Fidelísima y sus dignos representantes

en las conferencias de Paris estaban en 1819 dispuestos y resignados á entregar su acariciada presa por tal de *sahir de la embrulhada* en que se habian metido, sacrificando á los confiados municipales de la ciudad de Montevideo, que en presencia de los desórdenes del general Artígas, habian preferido ponerse bajo la salvaguardia de la real palabra de Don Juan VI, del pabellon y de las armas portuguesas. 1819.

El *Times* de 1° de agosto, que era ya entónces, como lo es hoy, el órgano mas autorizado del pueblo británico, informando á sus lectores del estado de la negociacion de Paris, decia lo siguiente:

Artículo publicado en el *Times* sobre la marcha de las negociaciones de Paris.

« La mediacion que los grandes poderes habian ofrecido á España y Portugal para arreglar sus diferencias, no ha tenido resultado alguno. Las negociaciones entabladas á este respecto han sido sin fruto. Las noticias de Chile, desastrosas como son para España, no han podido abatir su soberbia.

» Si la corte de Madrid hubiera estado dispuesta á una conciliacion ahora un año, todas las cosas se habrian tranzado con Portugal. El gobierno de Buenos Aires no queria arriesgar entónces una expedicion semejante á la que ha progresado en Chile. Permaneciendo quieto aquel reino, el Perú no estaria en peligro. Pero despues de la completa derrota de Osorio, ¿ quién es capaz de detener ya el impulso de la revolucion de América? »

La reconquista de la Banda Oriental era solo cuestion de tiempo.

En efecto, si las valientes legiones de Castilla habian sido en gran parte expulsadas de la América del Sur por las armas victoriosas de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, la reocupacion por estas de la Banda Oriental era solo cuestion de tiempo, y razon tenia el conde de Palmella de lamentar la *embrulhada* en que los habian metido los imprudentes consejeros de Don Juan VI.

Derechos dudosos de ambas partes contendientes.

Con todo, cúmplenos observar que en esta agitada negociacion que hubo de producir una guerra europea, tan dudosos eran los caducos derechos de la España como lo eran las injustificables pretensiones del Portugal á las regiones de la márgen oriental, bañadas por el Rio de la Plata. Esos pueblos habian

1819. declarado en el campo de batalla y á la faz del mundo su independencia de hecho y de derecho de la antigua metrópoli, y esa independencia se habia robustecido por la declaracion solemne hecha por el congreso de Tucuman, el 9 de julio de 1816, en nombre de todos los pueblos que comprendian entónces las Provincias Unidas del Rio de la Plata, representados en esa memorable asamblea. En presencia de tales antecedentes, las Provincias Unidas se inquietaban muy poco de los resultados de una discusion, cuyo fin no podria ser otro que la reivindicacion por la razon ó la fuerza de sus derechos de soberanía al territorio ocupado ilegal é impolíticamente bajo los mas fútiles pretextos por los ejércitos de D. Juan VI.

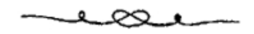
En los siguientes capítulos explicarémos la marcha que siguieron y el modo como terminaron las negociaciones de la cuestion que nos ocupa.



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA,

CHILE Y PERÚ.

AÑO 1819.



III.

Primeros síntomas de independencia en el Perú. — Sublevacion del Cuzco en 1814. — Se suprime la autoridad real. — D. José Angulo es nombrado jefe del ejército revolucionario. — Gobierno político; personas que le componen. — El presbítero Jara y el abogado Ferrandis son enviados á solicitar auxilios del gobierno de las Provincias Unidas. — Oficio del capitan general Angulo al virey del Perú: su circular á las provincias del vireinato del Perú. — Oficio del mismo al virey, adjuntándole copia del manifiesto que ha dirigido á los habitantes del Cuzco. — Impresion causada en Lima. — Situacion crítica del virey de Lima. — Trata de ganar tiempo por medio de la astucia. — Su contestacion al comandante general Angulo. — Proclama del virey á los habitantes del Cuzco. — Respuesta á la proclama del marques de la Concordia. — Pastoral del arzobispo de Lima. — Contestacion del jefe de la revolucion. — Insultos con que pagan los rebeldes la *mansedumbre* del virey, segun el *Pensador del Perú*. — Contestacion de Angulo al virey de Lima. — Oficio del virey á aquel. — Resultado que dieron las proclamas, ofertas, etc. — El mariscal de campo D. Juan Ramírez. — El general Pezuela se pone en movimiento. — Situacion crítica del ejército realista. — Los patriotas al mando del brigadier Pumacahua. — Derrota de los Españoles en Pecheta. — Los patriotas ocupan á Pecheta. — Los jefes patriotas intiman al virey. — Ocupan á Arequipa y Puno. — Abandonan la primera ciudad. — El mariscal Ramírez entra en Arequipa. — Ejecucion del mariscal Picoaga y del intendente Moscoso. — El ejército real marcha sobre el de los revolucionarios. — El del Cuzco le espera á pié firme y presenta su línea de batalla. — Ramírez se prepara á atacarle. — El éxito de los realistas no podia ser dudoso. — Dispersion de los Cuzqueños. — Los Españoles obtienen una victoria completa y ocupan la ciudad del Cuzco. — Ejecucion de Pumacahua, Angulo, Béjar, etc. — Vencida la revolucion, vuelve el ejército realista á su cuartel general. — Reconocimiento que manifiesta Ramírez á sus oficiales y soldados. — El valiente cura Muñécas. 1819.

Las ideas de libertad se habian extendido al poderoso alcázar

1819. de los vireyes del Perú, y sus poblaciones, aunque oprimidas por el despotismo español, no perdian ocasion de cooperar al triunfo de las armas de la independencia. En algunas de sus provincias se generalizó de tal modo el espíritu revolucionario que necesario fué reconcentrar todo el poder real para sofocar las manifestaciones públicas que se hacian abiertamente en favor de la emancipacion. La imperial ciudad del Cuzco, como en tiempo de Tupac-Amaru, fué la primera en adherirse al glorioso programa de la revolucion de mayo de 1810. — En efecto, el 3 de agosto de 1814, la capital de los antiguos monarcas del Perú se declaró en rebelion contra el poder de la metrópoli, y la revolucion cundió con la rapidez del rayo en todos los ámbitos de la provincia. Fatigada la poblacion de las violencias y arbitrariedades de la autoridad real, se armó, y asumiendo el poder, los depuso arrestándoles en el cuartel general. Inmediatamente sacaron de las prisiones á D. José Angulo, persona notable por sus talentos y su espíritu liberal, y le aclamaron como jefe del ejército (1).

Sublevacion del Cuzco.

El comandante general D. José Angulo.

(1) Segun el señor Camba, el elemento argentino fué el alma de esta revolucion:

« En marcha el ejército real, dice el autor citado, para volver á la frontera de la provincia de Potosí, recibió el general en jefe la triste nueva de la revolucion que habia estallado en el Cuzco, precisamente el mismo dia 3 de agosto en que él habia dejado á Jujuy, promovida por los oficiales capitulados y juramentados en Salta, de los cuales hallándose algunos presos en el cuartel de la guarnicion por igual delito intentado en octubre del año anterior, lograron estos seducir la tropa y conmover seguidamente el pueblo, protestando que el ejército real, que mandaba Pezuela, habia sido deshecho en el Tucuman. Apoderados de los ánimos de la muchedumbre y eficazmente auxiliados por los no pocos adictos ocultos de la revolucion, aprisionaron al brigadier gobernador presidente interino D. Martin Concha, natural de Cuzco, y á los ministros de la audiencia y demas empleados del gobierno que no les inspiraban completa confianza: y para dar nueva forma de gobierno á la provincia, nombraron una junta al efecto. Compúsose esta de D. José Angulo, presidente, con el cargo tambien de general de las armas, del hasta entónces fiel cacique de Chicocheros Pumacahua, ya ascendido á brigadier, del doctor Astete y del coronel Moscoso; D. Vicente Angulo, hermano del presidente, fué nombrado segundo jefe superior militar, y todos de consuno y con sorprendente actividad prepararon expediciones contra las provincias de Hua-

Una vez al frente de la revolucion, Angulo convino con las corporaciones que le habian proclamado, que se eligiese un gobierno con atribuciones de jefe político, de acuerdo con las disposiciones de las córtes soberanas para el gobierno económico de las provincias. Aunque segun la práctica debió recaer este en un solo individuo, la opinion general fué que las circunstancias reclamaban precaverse de toda corrupcion que pudiese aventurar y comprometer el reconocimiento de la autoridad de las córtes y del *amado monarca D. Fernando VII*, recayendo el voto uniforme en tres de las personas mas notables, allí residentes, el brigadier D. Mateo García Tumacahua, coronel D. Luis Astete y el teniente coronel D. Juan Tomas Moscoso.

1819

Gobierno político.

Personas que lo componian.

Esta junta de gobierno, previendo las graves dificultades con que debia luchar, por carecer absolutamente de armas y toda clase de artículos bélicos, comisionó cerca de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, al presbítero D. Cárlos Jara y al abogado D. Jacinto Ferrandis, para solicitar su poderoso concurso; pero desgraciadamente no pudieron continuar el viaje, por haberse interpuesto el ejército de Pezuela, teniendo que vagar Ferrandis por las provincias de Puno, donde vivió ignorado; así como Jara, que murió en Arequipa.

El nuevo jefe militar dió cuenta al virey de Lima de este acontecimiento, demostrándole que él solo significaba un cambio del personal administrativo, y en tal concepto ofreció cumplir todas las providencias del virey siempre que estuviesen de acuerdo con las leyes. Reproducimos textualmente ese docu-

manga, Arequipa, Puno y la Paz, para moverlas é insurreccionarlas. El levantamiento del Cuzco, en el corazon del Perú, puso al virey y al general en jefe en aflictivo conflicto, aumentado por la diligencia de los insurrectos en emplear la mas eficaz seduccion cerca de los oficiales y soldados cuzqueños que servian con honra en el ejército real; pero estos bravos militares, superiores á los medios que se ponian en juego para mancillar su reputacion, ofrecieron bien pronto con su noble conducta una prueba insigne de su acendrada lealtad con grandísima satisfaccion de aquellos jefes superiores. » (CAMBA, *Memorias para la historia de las armas españolas en el Perú*, tomo I, página 118.)

1819. mento, que explica de un modo elocuente las verdaderas causas que habian producido ese movimiento sofocado hacía largo tiempo.

Oficio del capitan general Angulo al virey del Perú.

Oficio de Angulo al virey de Lima.

« Excmo. Señor, la alta política de V. E. no ignora que la obediencia de los pueblos y de la fuerza armada que les resguarda no puede conservarse largo tiempo, si aquellos no están persuadidos de la justicia y rectitud de las autoridades y magistrados que los gobiernan. La ciudad del Cuzco se hallaba cabalmente en esta situacion, y la aversion á los gobernantes, por sus multiplicadas arbitrariedades é injusticias, se habia propagado desde los primeros ciudadanos hasta la ínfima plebe, la cual estaba tambien quejosa por los frecuentes denuestos y vejámenes con que era insultada diariamente por varios Europeos Españoles en los portales y plazas públicas, desde la aciaga noche del 5 de noviembre, en que se derramó mucha sangre inocente, segun V. E. se halla individualmente informado por los autos de la materia.

Aversion á los gobernantes realistas.

Suerte cabida á los soldados del ejército del Alto Perú.

» Toda esta provincia murmuraba tambien en silencio del desprecio con que se trataba á las reliquias de sus hijos restituidos á su país natal, despues de haber dejado los cadáveres de sus compañeros de armas hacinados en los campos de batalla; y aun mucho mas de la miseria en que quedaban los unos, de la orfandad de otros, de la multitud de viudas, y del triste espectáculo de familias desoladas. Esos valientes soldados, que tantas veces se habian coronado de gloria en servicio del señor Don Fernando VII, fueron inhumanamente tratados, abatidos y vilipendiados, porque la suerte de las armas no les favoreció en la jornada de Salta.

» Esta ciudad y este cuartel creían haber merecido la consideracion de V. E. para ser tratados, no solamente con justicia, sino aun con cariño; pero al ver que V. E., harto molestado con los recursos contra el cruel gobierno del Sr. brigadier Don Martin Concha, sin conocer el carácter personal del marques de

Valde Hóyos, ó preocupado con los siniestros informes de las antiguas autoridades, destinaba á este para jefe político de esta provincia, no pudo ver sin espanto que se premiase de este modo su ciega obediencia, sus largos servicios, y los copiosos arroyos de sangre derramados en servicio de la nacion y del Sr. D. Fernando VII. El marques de Valde Hóyos se ha hecho célebre en esta época calamitosa por las providencias mas despóticas y por los procedimientos mas absurdos en justicia y en política; á V. E. mismo ha desobedecido, y son demasiado notorias en esta América las determinaciones anti-constitucionales, tomadas á pesar de V. E. y hollando su alto respeto, contra el contador de las cajas nacionales de la ciudad de la Paz, contra muchos particulares y contra todo el vecindario de la misma ciudad. Las reclamaciones hechas de esta, elevadas á V. E., habian producido el deseado efecto de que se le separase de aquella intendencia; pero ciertamente no merecia el Cuzco que se le trasladase aquí, y que se abusase hasta tal punto de su sufrimiento y paciencia. Atestigua la fama pública que el marques de Valde Hóyos es un temerario invasor de la hacienda de los particulares, de la libertad civil, de la seguridad individual, y que no tiene mas principios de justicia que los que le dicta su atroz política.

1819.

El marques de Valde Hóyos.

Su reputacion.

Sus principios.

» Así pues todo el vecindario de esta ciudad y la fuerza armada que se hallaba en este cuartel reconocia con dolor que en el marques de Valde Hóyos no se hallaban las cualidades que para ser nombrado jefe político requiere el artículo 11, capítulo III, de la instruccion para el gobierno económico-político de las provincias, sancionada por las córtes soberanas. El marques de Valde Hóyos no goza de buen concepto en el público, por haber adoptado en su gobierno de la Paz el sistema del terrorismo, porque está acreditado de desinteres, porque con atropellamiento de la confianza pública ha tomado los caudales particulares registrados en los correos de encomiendas, bajo el especioso pretexto de las necesidades del ejército, adonde no se sabe los hubiese remitido; tampoco tiene moralidad alguna, pues que solo bosteza prisiones, calabozos, sangre y muerte;

Mal concepto de que goza.

1819. no pudiéndose esperar despues de esto que sea adherido á la constitucion política de la monarquía, que está fundada sobre los mas sanos principios de política y justicia. Los Cuzqueños, pues, que tanto habian padecido con sus anteriores jefes, que no tenian tan mala reputacion como el marques de Valde Hóyos, temian padecer mas con este, principalmente la fuerza armada de este cuartel, y no puedo dejar de manifiestar á V. E. que estas tristes ideas abreviaron los acontecimientos de la mañana del dia 3 del presente, de que paso á dar cuenta con la sinceridad que exige la importancia de la materia y el alto respeto de V. E.

Causas inmediatas del pronunciamiento de Cuzco.

» Yo me hallaba preso en un calabozo de este cuartel juntamente con D. José Gabriel Béjar y D. Manuel Mendoza (1), calumniados por los desgraciados y sangrientos sucesos de 9 de octubre y 5 de noviembre del año anterior; á las dos de dicha mañana estuvo á nuestra disposicion toda la fuerza armada de este cuartel, aclamándome por su comandante general; á las cuatro de la misma mañana se hallaban ya detenidas en este cuartel todas las autoridades y algunos Españoles Europeos díscolos que se habian acarreado la pública detestacion, dejando á los demas en el reposo de sus casas. Sucedieron algunos desórdenes, robos, insultos que no estuvo en mi mano evitarlos, pero tengo la satisfaccion de tener el honor de participar á V. E. que no se derramó una gota de sangre, lo cual no hubiese sucedido si dejo en libertad á los Señores que todavía se hallan detenidos en este cuartel con todo el decoro que permiten las circunstancias, mas bien por precaverlos de las asechanzas de los quejosos, que por inferirles el menor vejámen.

Angulo, Béjar y Mendoza

Encarcelamiento de las autoridades españolas.

» Inmediatamente excité á las corporaciones nombrasen un jefe político, haciendo dimision en sus manos de la comandan-

Formacion del gobierno político.

(1) Béjar fué pasado por las armas en el Cuzco, y Mendoza asesinado en Andahuaylas por el caudillo Pacatoro, que se pasó luego á la division del teniente coronel de Talavera, que habia reducido á Guamanga. (*Pensador del Perú.*)

cia militar, que tuvieron á bien confirmarla. Despues de los muchos altercados, sobre si el jefe político sería uno ó se formaria una junta de cinco ó tres individuos que copulativamente reuniesen todas las atribuciones del jefe político, con arreglo á la constitucion y leyes posteriores de las córtes soberanas, convinieron finalmente en que como las apuradas circunstancias exigian preservarse de toda corrupcion que pudiese aventurar el reconocimiento á la autoridad de las córtes soberanas, á la de nuestro amado monarca el señor D. Fernando VII, á la de la regencia del reino y á la inmediata de V. E., se nombrasen tres individuos, cuya eleccion recayó por pluralidad absoluta de sufragios en los Señores brigadier D. Mateo García Pumacahua, coronel D. Luis Astete, y teniente coronel D. Juan Tomas Moscoso, personas conocidas por su honor y demas prendas que les han acarreado la aceptacion general y que son incapaces de la mas pequeña corrupcion. Se han dado gracias públicas al Omnipotente en los dias cinco y siete con misas solemnes y *Te Deum*, con universal concurrencia de todas las corporaciones y comunidades, con iluminaciones, repiques, salvas y con extremado placer del pueblo. 1819.

Sus miembros.

» Sin embargo de la fatalidad que parece dirige las convulsiones populares, todas las corporaciones de esta ciudad, la tropa armada, el pueblo en general, han ratificado solemnemente la observancia de la constitucion política de la monarquía, la fidelidad á nuestro amado monarca el señor D. Fernando VII, á las córtes soberanas y á la serenísima regencia del reino. Por mí parte protesto á Vuestra Excelencia, bajo mi palabra de honor, que no abusaré jamas de la situacion en que la divina Providencia me ha puesto á pesar de mi demérito y de haberme hallado poco ántes sepultado en un calabozo; que no tomaré venganza alguna de mis antiguos opresores; que los pondré en libertad oportunamente y de acuerdo con el gobierno político y con la cautela conveniente, y daré cuenta por medio de Vuestra Excelencia de mis procedimientos á las córtes soberanas y á la serenísima regencia del reino, cuyas determinaciones espero, del mismo modo que las de V. E., de cuya sabia política me

Fidelidad del pueblo á la monarquia y á la constitucion.

1819.

No debe confundirse la sedicion con la sublevacion

persuado no confundirá la sedicion con la sublevacion, juzgará con equidad á estos pueblos largo tiempo oprimidos por sus magistrados, y me comunicará todas las prevenciones y órdenes que estime oportunas para la tranquilidad y felicidad de esta provincia, sin chocar las opiniones comunmente recibidas, ni dar márgen para que continúen las quejas de estos pueblos de que los Americanos se hallan excluidos de los empleos por un plan sistemático de todos los gobiernos.

Renuncia de los miembros de la audiencia.

» La organizacion de las salas de la audiencia constitucional de esta provincia es de la primera atencion de V. E. por la renuncia jurada que han hecho los antiguos Señores ministros de ella, á excepcion del Sr. D. Manuel Vidáurre, que se ocultó, que no quiso aceptar el gobierno político, y que últimamente se ha ausentado; para estos destinos recomiendo á V. E. á los abogados de esta ciudad, que despues del trabajo de muchos años, no suelen tener otra recompensa que la miseria y desdicha.

El comandante general demuestra la sanidad de sus intenciones.

» Para complacer la muchedumbre, he estado dictando todas las providencias benéficas á la provincia, y que están en la esfera de las atribuciones de un comandante militar; en las que no he estado excitando á las respectivas corporaciones. Mi situacion es bien apurada, y le protesto á V. E. que quisiera volver á mi calabozo, porque la sanidad de mis intenciones no puede ver con indiferencia hombres angustiados; y las mas veces me hallo precisado á recibir el impulso de las convulsiones civiles.

» Los principales partidos han reconocido á esta comandancia militar, y en algunos se espera que los Españoles Europeos alarmen los pueblos y hagan preparativos hostiles; lo que me será muy sensible, pues seran víctimas de su imprudente celo, porque el entusiasmo es demasiado general, y hay muchos soldados ejercitados en las campañas del Alto Perú, y que apetecen la guerra, como un estado peculiar á su profesion.

Manifiesto que ha hecho circular, dirigido á los intendentes.

» He circulado un manifiesto abreviado á todos los Señores intendentes y á los ayuntamientos de las capitales, dándoles parte del verdadero estado de las cosas, á efecto de que no crean

al Cuzco en sublevacion, y que tal vez quieran imitar un ejemplo que no se les da, y que está muy distante de coadyuvar este noble y fiel vecindario, á cuyo nombre y al mio hago á V. E. esta abreviada exposicion como á primer jefe del reino, esperando sus superiores y justificadas órdenes (1). 1819.

(1) Hé aquí la circular de D. José Angulo, comandante militar de Cuzco, á las provincias del vireinato del Perú:

« Como los rumores populares suelen desfigurar los hechos sencillos, creo propio de mi deber informar á Vuestra Señoría brevemente de los acaecidos en la mañana del dia 3 del presente, en que la Divina Providencia por sus ocultos designios puso á mi disposicion las armas de este cuartel, que me aclamó por su comandante general, nombramiento confirmado auténticamente por todas las corporaciones eclesiásticas y civiles. Las antiguas autoridades que se habian acarreado la comun detestacion por las infracciones de las leyes de la constitucion política de la monarquía, y de las reglas de la justicia primitiva, fueron depuestas dicha mañana, y detenidas en este cuartel en que se mantienen, mas bien con el objeto de precaver sus personas de los insultos de algunos mal intencionados, que con el de inferirles el menor vejámen; pues esta revolucion parcial tiene el carácter original de no haberse derramado una gota de sangre, y de haberse hecho con arreglo á las leyes fundamentales de la monarquía. Digo con arreglo á las leyes fundamentales, porque el artículo 255 concede accion popular contra los magistrados y jueces infractores de las leyes; y como esta accion fuese casi imposible intentarla, segun los trámites forenses por la distancia en que se halla el gobierno superior, se hizo el pueblo justicia por sí mismo en aquellos primeros momentos en que la fatalidad dirige las convulsiones políticas Sin embargo de que estas mismas antiguas autoridades me habian sepultado muchos meses en un calabozo, del cual he salido á mandar las tropas, mi corazon, mas cristiano que el de aquellas, ha olvidado todo resentimiento: y sin querer imitar su ejemplo, solo he tratado de la observancia de las leyes; he excitado, y he convenido gustosamente con las corporaciones que se nombre un gobierno con todas las atribuciones del jefe político, pero que este sea siempre distinto del comandante de las armas en conformidad al artículo 5º, capítulo 3º, de la instruccion sancionada por las córtes soberanas para el gobierno económico de las provincias. Y aunque debiese recaer en uno solo el nombramiento de jefe político, sin embargo como las actuales circunstancias exigen preservarse de toda corrupcion que pudiese aventurar y comprometer el reconocimiento á la autoridad de las córtes soberanas, á la de nuestro amado monarca el señor D. Fernando VII y á la regencia del reino, fué el voto general, que fuesen á lo ménos tres individuos para que así fuera mas difícil la corrupcion; la cual está muy distante de introducirse en los recomendables señores brigadier D. Mateo García Pumacahua, coronel

1819. » Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general del Cuzco, y agosto 13 de 1814.— Excmo. Señor.— JOSÉ ANGULO.—

D. Luis Astete, y teniente coronel D. Juan Tomas Moscoso, que fueron nombrados por pluralidad absoluta de sufragios.

» Consiguientemente se halla ratificada solemnemente la constitucion política de la monarquía, la fidelidad á nuestro amado monarca D. Fernando VII, á las córtes soberanas, y á la serenísima regencia del reino. Las relaciones legales, comerciales y políticas con las provincias limítrofes se observarán uniformemente por todas las corporaciones de esta capital y sus partidos, con entera conformidad á los reglamentos y leyes promulgados por las córtes soberanas, de cuyo solo cumplimiento se trata.

» Por este bosquejo conocerá la penetracion de Vuestra Señoría que en la realidad no ha sido variacion de gobierno, sino variacion de gobernantes que abusaban de la autoridad ; que esta comandancia general y los señores que componen el gobierno político siguen por inclinacion y por sistema las invariables reglas de la equidad y de la justicia; y que los sucesos del dia 3 de agosto son un nuevo testimonio al mundo y á la posteridad, que en países remotos y próximos obliga mas la justicia que la fuerza, y que la obediencia de los pueblos se asegura mejor con la equidad que con el despotismo.

» Así puede Vuestra Señoría sin temor alguno entenderse con esta comandancia general y con el gobierno político en todos los negocios relativos al cumplimiento de las leyes y al restablecimiento de esas provincias desoladas.

» Doy cuenta de mis procedimientos, del mismo modo que el gobierno político á las córtes soberanas, á la regencia del reino, cuyas determinaciones espero, y al Excmo. Señor virey del reino, cuyas providencias se cumplirán con arreglo á las leyes.

» Si algunas de esas personas, poseidas de egoismo y nutridas con las máximas de la bárbara tiranía, confundiendo la sublevacion con la sedicion, osasen tomar armas contra esta provincia y ciudad, entónces haré el uso conveniente de la respetable fuerza armada que la Providencia ha puesto á mi direccion, y emplearán justa y dignamente los valerosos Cuzqueños su conocido esfuerzo, su actual entusiasmo, y los conocimientos militares que han adquirido en los campos de batalla.

» Espero que Vuestra Señoría, despreciando las complicadas y chocantes especies que suelen esparcir los apologistas del despotismo, solamente dé crédito á las noticias oficiales, y que cooperando á la comun felicidad, me comunique las prevenciones que sean conducentes á ella, aun cuando sea necesaria alguna expedicion militar, para la cual le podré mandar á Vuestra Señoría algunos oficiales de pericia y valor ejercitado, soldados bien disciplinados, armas y pertrechos de campaña.

» Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Cuartel general del Cuzco, 11 de agosto de 1814. — JOSÉ ANGULO. — Señor D. Manuel Quimper, gobernador intendente de Puno. » (Del *Pensador del Perú*, p. 146.)

Excmo. Sr. marques de la Concordia, virey del reino del Perú (1). » 1819.

El comandante militar de la provincia del Cuzco publicó un extenso manifiesto el 16 de agosto, que acompañó al virey con el siguiente oficio :

Oficio do Angulo al virey de Lima.

« Excmo. Señor : Deseoso de que el honor de fidelísima con que siempre se ha distinguido esta ciudad no se mancille en manera alguna, publiqué un manifiesto en 16 del presente, del cual paso á V. E. una copia, esperando que la notoria bondad y política de V. E. se sirva hacerme en su razon las prevenciones que estime convenientes.

Se adjunta copia de un manifiesto.

» Dios guarde á V. E. muchos años. — Comandancia general del Cuzco, agosto 27 de 1814. — Excmo. Señor.— JOSÉ ANGULO. — Excmo. Sr. virey del Perú. »

« Don José Angulo, brigadier de los ejércitos nacionales, comandante general de las armas de la provincia de Cuzco, proclamado por el pueblo y confirmado por las corporaciones eclesiásticas y civiles de la metrópoli del Perú,

» Á todas las personas estantes y habitantes en esta provincia.

» En todos los siglos se han reunido los hombres en sociedad por su seguridad y prosperidad : para conseguir estos dos importantes objetos, se han formado las leyes, y para ejecutar estas se han establecido los gobiernos. Como estos no pueden dirigirlo todo por sus manos, es indispensable se valgan de otras subalternas que estén animadas de los mismos sentimientos que el gobierno superior, ó el poder ejecutivo, que segun nuestra actual situacion política reside en la serenísima regencia del reino : pero ¡ qué dolor! las aguas de las fuentes mas puras se corrompen mas y mas segun los largos y diversos cauces por donde fluyen; y las que en sus principios fueron saludables, se convierten despues en brebajes venenosos. Tales son, generosos habitantes de la provincia de Cuzco, los gobernantes remitidos de la Península á estos distantes reinos, sin

Objeto de las leyes y gobiernos.

Comparacion de los gobernantes enviados de la Península.

(1) *Pensador del Perú*, pág. 150.

1819.

otros principios de moralidad y justicia que los que sugiere un atroz despotismo que quiere ser ciegamente obedecido. Esta es una verdad confesada por la actual generacion, y que será mirada con espanto por la posteridad, que juzgará sin duda con mas justicia, así como con mas imparcialidad.

Las justas quejas de la América datan de largo tiempo

» Estas quejas de la América tienen trescientos años de antigüedad, que son los mismos de su descubrimiento; pero por la serie progresiva de las revoluciones humanas, la América se hallaba creciendo y saliendo de esa infancia de las naciones en que de ordinario son presa de otras mas fuertes ó mas astutas. Las relaciones sociales se fueron conociendo mas y mas cada dia; y aunque sistemáticamente atrasada en su industria y artes, se hallaba adelantada en los conocimientos políticos, de los cuales todo hombre tiene el primer gérmen en el mismo derecho natural, en aquellos estímulos de libertad é independencia que le inspiró el autor de su ser, y de los cuales solamente se renuncia la independencia y no la libertad, para cuya conservacion y arreglo se han constituido las asociaciones políticas.

Su atraso en la industria y artes.

Desunion de los poderes elementales.

» Estas pueden viciarse de muchos modos, y hacer así ilusorios los objetos de su institucion. Aun suponiendo justas y equitativas las leyes fundamentales, como lo son en efecto las de la constitucion política de la monarquía española, puede el poder ejecutivo no estar de acuerdo con el poder legislativo, ni con este el poder judiciario. Introducida la desunion y contrariedad de principios en los poderes elementales de la sociedad política, es mas perjudicial al hombre el estado de sociedad que el de naturaleza, y es ménos mal estar expuesto á la voracidad de las fieras de que no puede precaverse, y á las pasiones de nuestros semejantes que están aislados, que al despotismo razonado y á un plan sistemático de opresion, armada con la misma fuerza destinada á promover la seguridad y prosperidad de los pueblos reunidos.

Consecuencia lógica de las calamidades de la América.

» Si estos males pueden reunirse en el pequeño recinto de una ciudad, como en Aténas y en Roma, se hacen mayores segun la extension del terreno y de la poblacion; y en razon directa de las distancias se aumentan las calamidades públicas :

si los recursos á la metrópoli y al centro del poder ejecutivo son difíciles, los males son casi irreparables, pues miéntras viene el remedio, han sobrevenido otros que hacen olvidar los primeros : ¿y qué sucederá si hay por medio un mar inmenso, una dilatada navegacion y la triste necesidad de quejarse por medio de los mismos opresores que no hacen sino aumentar su saña y furor? 1819.

» Para casos semejantes han señalado algunos políticos el remedio de la sublevacion, y era esta permitida por las leyes en la constitucion de los Cretenses. Los políticos modernos distinguiendo analíticamente la sublevacion de la sedicion, han considerado esta como justa en el caso en que los magistrados abusen del poder que les conceden las leyes, se hagan superiores á estas, opriman á los pueblos, y queden impunes los delitos que cometieren, por la distancia ó debilidad del gobierno superior.

Distincion analítica de la sedicion con la sublevacion.

» La provincia y ciudad del Cuzco se hallaba cabalmente en estas circunstancias, pues á mas de las multiplicadas infracciones de la constitucion política de la monarquía, era espantosa la memoria de la noche del 5 de noviembre, en que contra un pueblo desarmado, artificiosamente llamado é inocente hasta en sus intenciones, se dirigió un fuego graneado que derramó mucha sangre miserable y desdichada, que no tuvo ni el pequeño consuelo de ser reclamada segun las leyes, y de que se pidiese su vindicta en los tribunales de la justicia ordinaria, que ó cerró los oidos, ó fué oprimida por el terror y las expatriaciones.

Causas que motivaron la sublevacion del Cuzco.

» El desprecio y anonadamiento con que se trató á los juramentados de Salta, porque no siempre les fué favorable la suerte de las armas; la postergacion del mérito de los Americanos en toda clase de empleos; el advenimiento al gobierno político y militar de esta provincia del marques de Valde Hóyos, tan conocido en esta calamitosa época por la atroz y cruel política con que se ha conducido en la intendencia de la Paz; y porque no se le empleaba con otro objeto, sino con el de que exigiese de este vecindario quince mil pesos mensuales, ademas de los otros ingresos de la hacienda pública, valiéndose al intento de todos

Postergacion del mérito de los Americanos.

Nombramiento del marques de Valde Hóyos.

1819.

los medios del terror y de la tiranía; tantos males presentes y por venir apuraron el sufrimiento de este vecindario y tropa armada, que me aclamó por su comandante general en la mañana del 3 del presente, en la cual, hablándoos con la pureza y sinceridad que me es característica, salí del calabozo en que mis opresores me habian sepultado muchos meses, á mandar las tropas y disponer tranquilamente la deposicion de todas las antiguas autoridades, juntamente con mis compañeros de desgracia, los honrados y generosos ciudadanos D. José Gabriel de Béjar y D. Manuel Mendoza, calumniados como yo por las ocurrencias del 9 de octubre y 5 de noviembre del año anterior.

Las victimas del 9 de octubre y 5 de noviembre.

» Á las cuatro de la misma mañana se hallaban ya detenidas en este mismo cuartel las antiguas autoridades que se habian acarreado la comun detestacion por sus procedimientos injustos y anti-constitucionales : á las diez excité al M. I. ayuntamiento á que tratase de los medios mas conducentes para que no se introdujese la anarquía, que no la ha habido en el hecho; para que acordase los medios mas adaptables á las leyes y á las circunstancias, para que subrogase un gobierno político, magistrados justos y empleados mas dignos de desempeñar el servicio de la nacion. Finalmente he expedido todas las providencias propias á evitar los desórdenes, y no he abusado de la fuerza armada que la Divina Providencia ha puesto á mi direccion por sus inescrutables designios.

Detencion de las autoridades reales.

Providencias propias á evitar desórdenes.

» Todas las corporaciones eclesiásticas y civiles reunidas han nombrado por pluralidad absoluta de sufragios á los individuos que componen la junta que reune, con arreglo á la constitucion y reglamento, todas las atribuciones del jefe político; y la eleccion ha recaido con grande satisfaccion del público en los beneméritos y recomendables señores brigadier D. Mateo García Pumacahua, coronel Dr. D. Luis Astete, y teniente coronel D. Juan Tomas Moscoso, habiéndose tambien nombrado de suplente, para los casos de ausencia ó enfermedad de estos, al Dr. D. Jacinto Fernández y Ustáriz, abogado de las audiencias nacionales del reino, y profesor conocido por la rectitud de sus

Junta gubernativa.

intenciones y por la abundancia de sus conocimientos políticos y legales. 1819.

» El numeroso pueblo, la fuerza armada y todas las corporaciones han ratificado solemnemente la constitucion política de la monarquía, la fidelidad á nuestro amado monarca el Sr. D. Fernando VII, á las córtes soberanas y á la serenísima regencia del reino, cuyas determinaciones espero, y á las cuales doy cuenta instruida con documentos de la sanidad de mis procedimientos.

La constitucion ha sido ratificada por el pueblo y todas las corporaciones.

» Si todas las revoluciones políticas tienen un carácter particular que las distingue, es sin duda muy original el de la acaecida en esta ciudad. Contra el curso regular de ellas, ha sido incruenta, porque no se ha derramado una gota de sangre; no ha habido anarquía, porque algunos pequeños desórdenes, inevitables en un trastorno, han sido prontamente detenidos; los jueces de primera instancia han sido auxiliados, y puesta á su disposicion la fuerza armada necesaria; se trata del cumplimiento de las leyes, y segun las atribuciones del jefe político y comandante militar, se hace la separacion de los asuntos en que respectivamente deben entender.

Carácter original de la revolucion del Cuzco.

» Se ha remunerado el mérito de muchos antiguos vecinos de esta ciudad, que á pesar de su aptitud y servicios habian sido largamente olvidados por colocar á hombres ineptos nacidos en otro suelo. Se han librado providencias para el sembrío y cultivo del tabaco sin perjuicio de su estancacion, asunto olvidado y de utilidad pública, la cual se habia pospuesto por consultar la de los directores de la capital de Lima, que habian establecido un monopolio autorizado por el gobierno, siempre engañado de sus subalternos. Todo el sistema de economía política tomará cuantas mejoras sean asequibles en nuestros varios y fértiles climas; y mi objeto no es otro que promover la felicidad general y afianzar eficazmente la seguridad y prosperidad, por cuyos importantes objetos nos hallamos reunidos en sociedad; á los cuales no proveen suficientemente las legislaciones, y que se hallan enteramente hollados por los déspotas y por los tiranos.

Providencias para el sembrío del tabaco.

1819. Deseo de que se conserve el órden.

» Entretanto espero de todos los vecinos de los pueblos, y partidos de mi mando y de todos los honrados y fieles Americanos, se mantengan en union, paz y tranquilidad, conserven el órden público en el mismo estado dispuesto por la constitucion y leyes de las córtes soberanas, miren con el debido respeto á los párrocos y autoridades eclesiásticas, y comuniquen á esta comandancia general los arbitrios conducentes á su peculiar mejora y ventajas para promoverla eficazmente en cualesquiera tribunal ó corporacion.

Vigilancia sobre la seguridad de la provincia.

» Requiero igualmente cuiden y vigilen sobre la seguridad de esta provincia y sobre los infidentes que quieran atacarla directa ó indirectamente; pues que si algunas de esas personas, nutridas con las máximas de la mas bárbara tiranía, equivocando la sedicion con la sublevacion, osasen tomar armas contra esta provincia y ciudad, entónces, en cumplimiento de las leyes, y en conformidad al derecho natural y de gentes, que hacen legítimas todas las guerras provocadas por una injusta agresion, haré el uso conveniente de toda la fuerza armada que me ha encomendado la Divina Providencia, y del valor de los Cuzqueños, que tantas veces se han coronado de gloria en los campos de batalla.

» Cuartel general del Cuzco, agosto 16 de 1814. — JOSÉ ANGULO. — Marcelino Pinto y Rodríguez, secretario de guerra (1). »

Impresion causada en Lima.

La impresion que la noticia de este acontecimiento produjo en Lima fué en extremo inquietante. La circular de Angulo encontraba partidarios por millares que se dirigian á engrosar sus filas, ó se pronunciaban abiertamente por la causa que proclamaba (2).

Situacion crítica del virey de Lima.

La situacion era en extremo grave para el gobierno de Lima,

(1) Libro citado, p. 173 y 174.

(2) El *Pensador del Perú*, publicado el año 1815 bajo la autoridad del virey, confirma el hecho en los siguientes términos: « Como ántes de circular semejantes escritos en todas partes sobraba disposicion para admitirlos, á poco se habia extendido prodigiosamente el fuego y puesto el gobierno en uno de sus mas estrechos compromisos. » (Véase la pág. 47.)

que no contaba con recursos, y veía extenderse el incendio al centro de su capital. ¿Á quién encargaria de su defensa cuando solo contaba con 120 hombres del regimiento de Talavera? ¿Cómo contener, dice el libro citado, con ese puñado de hombres á millares de enjambres de Indios llenos de orgullo y entusiasmo (1)? El virey hizo sin embargo heróicos esfuerzos á fin de reconcentrar todos los elementos de que podia disponer para caer sobre los sublevados. Reunió en efecto, el 20 del mismo mes de agosto, todos los jefes y oficiales de la guarnicion; explicóles los peligros que corrian y las nuevas glorias que adquiririan las armas de Castilla si lograban sofocar en su cuna el volcan que amenazaba devorarlos. — Ofrecióles que á falta de ejército con que hacer frente inmediatamente á los sublevados, ganaria tiempo por medio de la astucia y de una aparente clemencia.

1819.

El virey se propone ganar tiempo por medio de la astucia.

Entretanto hé aquí cómo contestó al jefe de los revolucionarios, á la vez que ofrecia premios y toda su clemencia á los que abandonasen sus filas:

Su contestacion al comandante general de los patriotas.

« El oficio que V. me dirige con fecha del 13 del pasado manifestando su conducta en el suceso de la noche del 2 al 3 del mismo, está fundado en muchas equivocaciones que no están del todo bien avenidas las unas con las otras. El tribunal de justicia y el juez político militar de esa ciudad desempeñaban mal sus empleos, como V. dice: y si han sido tan maltratados los vecinos de ese pueblo, ¿en dónde están las quejas que se han dado, ni las representaciones que se me han hecho para dictar las providencias convenientes? Si la noche del 3 de noviembre del año anterior fué aciaga para esa ciudad por la muerte de 3 ó 4 amotinados, ¿quién ha causado esta desgracia? Si V. y sus compañeros se hallaban presos en el cuartel por sospechas de motores de él, ¿á quién pueden atribuirlo? ¿Acaso los que mandan están puestos para permitir semejantes desórdenes, ó para evitarlos, valiéndose de la fuerza cuando no son suficientes las persuasiones? ¿En dónde está el despre-

Equivocaciones en que ha incurrido D. José Angulo.

Quién fué la causa del suceso de 3 de noviembre.

(1) Pág. 47.

1819. cio con que V. dice se han tratado las reliquias de la accion de Salta, pues todos aquellos que en virtud del juramento prestado al gobierno de Buenos Aires quisieron regresar á sus casas, á ninguno se le puso embarazo, y los que con mejor acuerdo se quisieron incorporar al ejército, se los ha atendido, de modo que hay alguno que desde entónces ha tenido dos ascensos? V. mismo ha logrado ántes de aquella desgracia los que debia tener muy presentes para no haber incurrido en las notas de ingrato, si es que lo sea. Dice V. que sin conocer el *carácter personal* del marques de Valde Hóyos, ó preocupado de siniestros informes de las antiguas autoridades, lo destinaba para jefe político de esta provincia; pero no solo lo he conocido y tratado personalmente en la Península y en cerca de un año que residió en esta plaza, sino que teniéndole por uno de los mas ilustrados Americanos, tanto en lo militar como en lo político, le envié á la Paz con bastante disgusto suyo, y por lo bien que se portó en aquel gobierno, hallándome en la necesidad de remover al señor Concha, le nombré para sucederle; y la prueba de este aserto es una patética representacion de los vecinos de mejor nota de la Paz, suplicándome que no lo retire de aquel mando, porque no podré encontrar otro que lo desempeñe como él, cuya verdad solo podrán contradecir los pícaros de mala vida y costumbres, á quienes ha sabido tener á raya. Otra impostura semejante es la que da á entender que el marques de Valde Hóyos tomaba el dinero de las carta-cuentas con pretexto de enviarlo al ejército, para quedarse con él, pues siempre lo ha librado contra estas cajas, y el intendente de ejército me participaba haberlo recibido íntegramente. No me detengo en otros particulares que V. alega arbitrariamente, ni en la mala inteligencia que da á algunos artículos de la constitucion; pues al cabo vendremos á parar en que si ha pecado, verdaderamente se halla arrepentido, y es digno de consideracion, como igualmente lo es el modo con que ha sabido contener en lo posible el desórden que pudo haber causado la explosion del levantamiento de la tropa, y el órden con que ha sabido mantenerla y conservar al pueblo sin los estragos que

El virey rechaza los ataques hechos al marques de Valde Hóyos.

Mala inteligencia que da Angulo á los artículos de la constitucion.

son consiguientes en semejantes casos, para cuya continuacion ha sido muy oportuna la junta política gubernativa por los tres recomendables sugetos en quienes ha recaido la eleccion, quienes interesándose á favor de V., con especialidad el Sr. coronel D. Luis Astete, junto con mi invariable propension á la lenidad ántes de emplear la fuerza, me tienen decidido no solo á indultar á todos los que han tenido parte en el suceso, sino á proporcionar á V. la decente y cómoda colocacion á que aspire, siempre que deponiendo las armas y entregando el mando militar y político á la persona caracterizada de ese mismo país que yo elija, ponga en libertad á los magistrados y Europeos que sin causa ni formalidad de juicio se hallan presos, en la inteligencia que no residen en mí facultades para privar á los primeros de sus empleos, ni ménos la de nombrar otros en su lugar.

Proposiciones que le hace el virey.

» Cuando mi representacion ha sido muy inferior á la que en el dia me condecora, no he sabido faltar jamas en lo mas mínimo á mi palabra, y estoy mucho mas distante de incurrir en el dia en semejante flaqueza opuesta á los verdaderos sentimientos de un caballero, hombre de bien, y revestido de los altos empleos á que me ha elevado la Providencia; con cuya protesta puede V. caminar seguro de que no podré dejar de cumplir lo que me prometo, bajo las calidades que le propongo (1).

Este nunca faltó á su palabra.

» Sentiré que á la gente armada de esa provincia introducida en el partido de Andahuaylas, le suceda un trabajo con la tropa del regimiento de Talavera próxima á llegar de Guamanga, como sucederá irremediablemente si no se retira con tiempo de aquel territorio.

» Dios guarde á V. muchos años. — Lima, setiembre 2 de 1814. — EL MARQUES DE LA CONCORDIA. — A Don José Angulo. »

El virey del Perú habia dirigido, el 20 de agosto, á los habitantes del Cuzco la siguiente proclama:

Proclama del virey á los habitantes del Cuzco.

« Cuzqueños : Cuando algunas provincias de América se su-

(1) *Pensador del Perú*, pág. 157.

1819 blevaron contra la madre patria, pretextaron estar esta irremediablemente perdida, por ocuparla casi todas las tropas del monstruo que desolaban la Europa, y cautivo el adorado rey que, como todos los Españoles, habian jurado llenas de extraordinario regocijo. En el dia que por el heroismo de nuestros hermanos de la Península, sacudiendo el yugo á que se les pretendia sujetar, dieron libertad á todas las naciones de aquel continente que gemian en la esclavitud; que Fernando VII ocupa el trono de los Recaredos y Fernandos, que de justicia le corresponde; y que por la próxima paz general que se espera, debiendo retirarse las tropas españolas que ocupan una gran parte de la Francia, le sobrarán 200 mil hombres invencibles y dispuestos á navegar contra las provincias que no se den priesa á deponer las armas que torpe y desapiadadamente han tomado contra una madre amorosa, á quien deben su ser racional y religioso, en el momento que se hallaba mas necesitada de su auxilio; en el dia, digo, en que fundadamente contaba yo, y contaban todos los fieles Españoles de este vireinato, con la firmeza de la paz y tranquilidad que en premio de su buena índole les concedió la Providencia en la terrible convulsion que ha padecido el mundo entero; no es capaz de explicarse la sorpresa que nos han ocasionado las noticias que acaban de llegar de la insurreccion en que se ha puesto la capital de esa provincia el 3 del corriente, poniendo en prisiones á las legítimas autoridades, y á los Españoles Europeos, como si fuese un delito en los unos el administraros justicia para conservaros en paz, y en los otros el daros ejemplo con su arreglada conducta, ayudándoos á llevar las pensiones del Estado.

Ya no existe el motivo que pretextaban las provincias para sublevarse.

No, Cuzqueños, no puedo creer que vosotros hayais mas parte en un atentado semejante que el de haber dado oido á las falacias de algunos malvados que pretenden prosperar á costa de vuestro sacrificio y de vuestras familias. Aunque persuadido firmemente de esta verdad, mi honor y el juramento que tengo hecho de conservar la integridad de este vireinato al rey y á la patria, me ponen en la triste situacion de trataros como enemigos, miéntras no depongais las armas, y volvais á vuestro justo deber. Las tropas que van á salir de esta capital, y las que se

Falacias de algunos malvados.

aprestan en las provincias vecinas á vosotros, llevan la órden de trataros con toda consideracion y fraternal humanidad, si así lo hiciéseis; y con todo el rigor de la guerra si os obstinais en seguir el detestable partido que habéis tomado. — Lima, y agosto 20 de 1814. — EL MARQUES DE LA CONCORDIA (1). » 1819.

Respuesta á la proclama del virey.

Ántes que el virey recibiese la contestacion á su oficio, llegó un correo extraordinario de la imperial ciudad del Cuzco con la siguiente respuesta á la proclama precedente :

Situacion de la madrastra patria.

« Marques de la Concordia : Cuando algunas provincias de la América se sublevaron contra la opresora madrastra patria, conocieron estar esta irremediablemente perdida por ocuparla casi toda, ya la tumultuosa tropa de infames intrigantes matricidas, pérfidos Godoyes, y sus viles secuaces, de cuyo compuesto se honra el gobernador de la desgraciada Lima, ya tambien la destructora tropa del Frances, cautivo el rey, que, como todos los Españoles perjuros, habian jurado lleno de extráordinario regocijo, para venderlo. En el dia que por la afeminada cobardía de los infames Españoles, sujetos al yugo del déspota europeo, dieron la esclavitud á todas las naciones de aquel continente que gimen en su servilidad; que Fernando VII abdicó por la intriga de sus vasallos peninsulares el trono de los Recaredos y Fernandos, que sabe Dios por qué título le correspondia; y que por la dominante esclavitud general que grasa la España, debiendo ocupar las tropas francesas que ocupan una gran parte de la Península, le sobrarán doscientas mil necesidades invencibles en premio de su infamia, intrigas, perjurios, afeminaciones; y estarán dispuestos á vivir arrastrados por el suelo que entregaron á ajeno dominio, lo mismo que la serpiente por razon directa de su maldicion, y á llorar eternamente por las provincias que trescientos años há de generacion en generacion se ocuparon en saquearlas con arrebatada precipitacion, viendo que estas se dan prisa á tomar las armas en su defensa contra una torpe desapiadada madrastra, á quien deben el ser corrompido nacional, irreligioso, hipócrita, en el momento que se hallaba

Abdicacion de Fernando VII.

(1) *Pensador del Perú*, pág. 168.

1819. mas necesitada para ser robada; en el dia, digo, en que mas afilaba sus garras el usurpador de Lima, y contaban domiciliarse los expatriados Europeos Españoles, esparcidos en toda la extension de este reino, con la firmeza de su despotismo que en castigo mas duplicado les permitió la Providencia en la terrible convulsion que ha padecido la Europa entera; no es capaz de explicarse el entusiasmo y valor con que el Cuzco, Puno y Guamanga, virtuosos pueblos cansados de experimentar tanta iniquidad de sus progenitores, han tomado el azote de la justicia contra ellos, segun lo demuestra el misterioso suceso de 3 de agosto próximo pasado; poniendo en prisiones á los injustos magistrados y á los díscolos Europeos, siendo delito en unos el administrar la injusticia, el rencor, partidarios de la injusta causa, usurpadores de los derechos del pobre, viles lisonjeros del rico, torcidos aplicadores de la ley, ignorantes de la legítima, pero sabios intérpretes de la del embudo, crueles, homicidas, díganlo esos expedientes del archivo de la secretaría de cámara, monumentos vivos que califican estos atributos; allí la sangre humeante del justo Aguilar y del inocente Ubalde; allí una desordenada secuela de providencias que consumieron, aniquilaron á los desgraciados demandantes, y que en ellos aun no se ha pronunciado la sentencia definitiva años há; allí el robo autorizado, informes los mas sangrientos á la corte contra la fidelidad de esta ciudad y sus provincias, y en los otros, á excepcion de raros, darnos ejemplo de la mentira y simulacion, la hipocresía, la ingratitud, el adulterio, y de cuanto crímen que ántes en el estado natural de los Incas se ignoraban, y los que se conocian, se castigaban con pena corporal. Estos son los que se jactan de habernos dado el ser racional: ¿semejante conducta es la sana moral, y la acendrada política? Sí, marques de la discordia española: vuestra moral son todos los vicios, y vuestra política la mentira de vuestros bandos, y noticias de rey restituido fraguadas todas en vuestro gabinete: la maquinacion con el brutal Pezuela, destruyendo á la opulenta Lima, que alimenta semejante monstruo de iniquidad. La ley constitucional no es el fundamento de vuestro gobierno, sino la reser-

Entusiasmo y valor de Cuzco, Puno y Guamanga.

La sangre humeante de Aguilar y Ubalde.

Ejemplos dados por los Europeos.

Maquinacion de Pezuela con el virey.

vada de vuestro gabinete; sancionada por las instrucciones experimentales de un estudio continuo de robos y homicidios. ¡Ah, monstruo humano! ¿tienes cara para representar á un pueblo virtuoso lo escandaloso de su conducta, y para blasonar de que vuestros compañeros nos han dado el ser religioso? ¡Ah, religion santa, lo que nos cuestas! ¡Qué cara te han vendido estos simoníacos! Estos son mas ambiciosos que Júdas, que vendió á su autor el Verbo humanado en treinta dineros; pues siglos há que bajeles llenos de oro y plata conducen el precio en que te han vendido, y aun no se han saciado ni saciarán jamas. ¿No es verdad que por su afeminacion y vil ocio se ha atraido la España su última ruina? Sí, todo esto, religion santa, han llevado por tu venta estos sacrílegos: que no te trajeron tan pura y limpia como salistes de las manos de tu divino Autor, sino parecida á la judaizante y farisaica. Testifíquelo la efigie de Jesucristo azotado en la casa del Tambo de Montéros de esta ciudad, que hasta ahora á los verdaderos fieles Cuzqueños los horroriza y los llena de espanto: la otra estampada en una tosca pared de la casa que fué de los expatriados jesuitas de esta misma, ántes casa de oracion, virtud y centro de sabiduría; y despues cueva de ladrones que la sucedieron, apuñaleada por un sacrílego soldado del cuerpo de la tropa europea la primera que la profanó, que fué ahorcado en esta plaza, celebrado milagrosísimamente señor de las puñadas del cuartel: esa obra, imágen del convento de San Juan de Dios de la ciudad de la Paz, desatacada por otras tantas puñaladas, bajo la advocacion de Nuestra Señora de los Remedios: teníais á la vista estampado sobre los arcos fundamentales del lintel de la entrada de la iglesia catedrad de la de Lima mas de quinientos herejes españoles europeos, que fueron quemados. Nuestros sentidos han palpado á tus conductores mercenarios, ellos por la mañana á vista del pueblo toman en sus labios á Jesucristo sacramentado, á medio dia un banquete espléndido, y por la noche asisten al sarao de tanda. Los príncipes de tu iglesia repartian con pródiga mano á vistas del pueblo mendrugos del descuartizado pan, y el grupo que llevan ellos es la de trescientos á cuatrocientos mil pesos. Diria

1819.

Sacrílegios cometidos por los Europeos.

Su conducta.

1819. mucho, pero no es decente que haga historia de lo que tanto te han profanado, ni que se trasmita á la posteridad. Ahora te distinguirán los Americanos con las mismas notas con que te señaló tu autor, te pondrán barreras y muros de todas las virtudes naturales en complexo. Los príncipes ya no se ocuparán en despachos á España; sí, su diaria operacion será partirles segun sus necesidades á cada uno en particular todo pan con tierno afecto; ya no serán los jornaleros mercenarios. Los gobernadores políticos son, no los lobos rapantes, sino el cuidadoso padre de familia; todas las familias ahora formarán una sola familia, las velará en comun, y á cada una en particular. Sí, á mis hermanos compatriotas al cabo les llegó tiempo en que gozarán los empleos de su inclinacion, sin la dificultad de despachos á la impía madrastra, la que por no conceder las gracias que pretendian en su suelo nativo, y en su propia heredad, los ennegrecia con el defecto de ser Americanos.

Porvenir de la América.

» Sí, virey, pasados los dias del trabajo, de la purificacion de las Américas, entrarán los siglos de oro, que la Europa no ha conocido jamas, ni conocerá. Ya no verá el Cuzco esas malévolas divinidades que señalando con sus pasos los ángulos de sus calles, al dueño legítimo lo infamaba con su mordaz crítica; ya no verá, enfin, á ese vano Europeo contar prodigiosos miles sin mas trabajo que el ocio y la vedada tertulia, al paso que el Cuzqueño despues de adorar la Divinidad en sus templos ántes de amanecer, trabajando sin perder momento del dia, no tiene tan milagrosas sumas.

Lo que ya no volverá á ver.

» Ved, virey, el plan que llamais insurreccion, este es el atentado que no creéis, en que todos los Cuzqueños, á excepcion de los negados de la razon, y hechizados por los Europeos, tenemos parte, no oyendo las falacias de vosotros, malvados Europeos, que tantos años habéis logrado prosperar á costa de nuestro sacrificio y el de nuestras familias, sino los gritos de la naturaleza, de la razon y de la ley, atendiendo á las justas persuasiones de los inválidos cautivos que por invisible providencia nos han librado de la esclavitud, y nos dan á gozar el recreo de la libertad. Ved las historias: las obras magníficas de

El plan que llaman insurreccion.

Dios siempre han salido de manos débiles, para que con íntimo convencimiento las confesemos por suyas : esta nota será el motivo de vuestra confusion. 1819.

» Si, aunque persuadido firmemente de esta verdad, vuestro honor y juramento que tenéis hecho de conservar la integridad de este reino al rey frances, ó como es constante al ingles, y á la patria francesa ó inglesa, que todo puede ser, segun es vuestra fe pública, os ponéis en la triste situacion de tratarnos como enemigos; entónces experimentaréis nuestro justo rigor, vos y vuestros cómplices; sí, despachad tropas al pasto de nuestra venganza; nosotros os avisamos que no pasarán de cuatro mil fogueados valientes militares con sus respectivas armas de fuego, que contrarestarán con diez mil que vengan; nuestra causa es justa por íntimo convencimiento, y la vuestra el capricho y el rigor del despotismo : si nos tocase el morir, será gloriosa nuestra muerte, y lograrémos el galardon en los Campos Elíseos; la de vuestras tropas que defenderán la iniquidad autorizada, si les toca igual suerte, será el lugar del destino de sus almas, el profundo Tártaro, adonde os precipitais : nuestra sangre regará el mejor fruto de libertad para los Americanos, y para vosotros la total desolacion; el resto de vuestra vida será igual á la de los Judíos errantes, sin domicilio, sin gobierno, y sin religion : trescientos mil Incas, señores de este suelo, coronarán los cerros; sus cimas serán la atalaya de las operaciones de vuestras tropas, su encadenada secuela los muros impenetrables de nuestra defensa, y sus entrañas la metralla del exterminio de vuestras tropas, si osais oponeros á nuestros sagrados deberes. Nosotros no vivimos si no establecemos nuestra libertad : ya se acabó la infamia de nuestra esclavitud. Sí, virey : ponéos en razon, y restituid el derecho que usurpais al Limeño y provincias limítrofes; entónces, cerrando toda herida, os daremos patria para vuestro domicilio, ley para vuestra seguridad, y medios para vuestra capaz subsistencia.

Los patriotas no se intimidan ante una muerte gloriosa.

300,000 Incas coronarán los cerros.

» La imperial ciudad del Cuzco, setiembre 17 de 1814 (1). »

(1) Libro citado, pág. 162.

1819.

Pastoral del arzobispo de Lima.

El Excmo. Señor metropolitano quiso tambien dirigir la siguiente pastoral, que tuvo la contestacion que la acompaña:

« Nos el Dr. D. Bartolomé María de las Héras, por la gracia de Dios y de la santa sede apostólica, arzobispo de Lima, caballero gran cruz de la distinguida órden de Cárlos III, del consejo de Su Majestad, su capellan de honor, etc., á nuestros muy amados hijos en el Señor los que componen la capital y diócesis del Cuzco.

Amorosos ecos del antiguo pastor del Cuzco

» Mis queridos hijos en el Señor: si aun son accesibles vuestros oidos á los amorosos ecos de vuestro antiguo pastor, si aun prestais á sus tiernas voces esa religiosa docilidad con que las mansas ovejas se dejan siempre conducir al pasto saludable, y que en casi todos los pueblos de esa vasta diócesis cautivó tantas veces mi corazon, cuantas tuve la dicha de dirigirlas mis consuelos, escuchad hoy, os ruego, los caritativos esfuerzos de mi lánguida voz, único desahogo de este pecho oprimido con las infaustas noticias de vuestras desgracias y peligros.

Consecuencias de los espantosos ahullidos del lobo infernal.

» Los espantosos ahullidos del lobo infernal, parece, han resonado ya en el seno tranquilo de ese apacible rebaño; y por el órgano funesto de los novadores políticos intenta descarriarlo. El doloroso y siempre abominable trastorno del sistema civil, á que únicamente afectan dirigir sus empresas los genios sediciosos, es en todas ocasiones seminario de horrores y desastres que detesta la sana moral. Pero cuando á la vuelta de esos planes especiosos vemos romperse sin conmiseracion los dulces vínculos de la caridad evangélica, clavar con furor inhumano el puñal en el inocente pecho del hermano, del pariente, del amigo, hollar descaradamente la honestidad, profanar el templo, insultar sus ministros, y cebar del modo mas impío la vil codicia aun en las propiedades sagradas; ¡ay, mi amada grey! ¿cómo es posible enmudezcan nuestros amorosos pastores, y vean con la mas fria indiferencia á los malvados robaros con necias ilusiones el precioso tesoro de todas las virtudes, y convertir vuestra religiosa sencillez en instrumento sacrílego de sus viles pasiones? Tended la vista por las provincias vecinas; y despues de tan costosos sacrificios por sus imaginadas mejoras, pregun-

Planes de los sediciosos.

1819.

Frutos de la obstinada resistencia de las provincias vecinas.

tad : ¿cuáles han sido los frutos de su obstinada resistencia? Triunfos efímeros, promesas ilusorias, esperanzas vanas. Solo hallaréis de cierto en todas partes inmoralidad, disolucion, desórdenes. Estos son, pues, los preciosos bienes que hoy va á producir, si es que por desgracia no los ha producido ya, ese miserable puñado de tumultuarios. No : vuestro antiguo pastor, cuyos vínculos públicos con aquella iglesia rompió su nueva contraccion con esta sagrada esposa, pero cuya caridad y ternura hácia vosotros, ninguna edad, ni la mayor distancia podrán relajar; vuestro pastor, digo, que se gloría de haber conocido sus apacibles ovejas en cada uno de sus pueblos, no ha sospechado jamas que, olvidada su sana doctrina, os hayais precipitado gustosos al venenoso pasto de este nuevo sistema. Pero se recela que sorprendida la sinceridad por los ilusos, y asociándoos incautamente á sus manadas, teniéndolas por de corderos inocentes, descubrais ya tarde su carácter de lobos, y os hagais, cuando no haya remedio, tristes víctimas de su rapacidad. No permita el Dios de las misericordias tan desastroso acontecimiento, que amargando mis últimos dias me haria descender al sepulcro bañado de un llanto inconsolable. Mas si acaso, por ejercicio de la fe y purificacion de sus escogidos, el Cielo decretase tal desgracia, abjurad al momento, hijos queridos, vuestro engaño, y alejad de vosotros, por medio de una conducta fiel, honrada é inocente, aquel terrible azote anunciado á los pueblos criminales por Jeremías, cuando el Señor dijo por su boca, que hombres engañadores los dominarian : *Illusores dominabuntur eis*. Y ¿cómo, en el caso de esta retractacion honrosa, que cubriria de eterna gloria vuestro nombre, habia de permitir el piadoso y esclarecido jefe protector de nuestra seguridad, que sus respetables armas, tan temidas hasta aquí por las facciones sediciosas, llevasen al seno de la fiel é ilustre capital de los Incas esos horrores militares, digno castigo de aquellos pueblos infames que solo por un principio de injusticia se obstinan en el crímen? Estas, y no otras, creedme, mis amados Cuzqueños, son las nobles y religiosas providencias de este sabio gobierno, cuya justa indignacion, si es que le

Los ilusos han sorprendido su sinceridad.

Sus amenazas con el azote anunciado por Jeremías.

El arzobispo promete interceder cerca del virey.

1819.

viese empeñado en la venganza, me atreveria á desarmar, no lo dudéis, dirigiéndole mis mas eficaces ruegos envueltos en las lágrimas de mi paternal ternura hácia vosotros, á fin de mereceros su generosa clemencia, y con ella un olvido eterno de vuestros inculpables desvíos. Entretanto, son vuestras presentes necesidades la materia continua de mis ardientes votos, para alcanzar del soberano Autor de todo bien el remedio mas oportuno á tanto mal. Por este dulce lenguaje no podréis desconocer á vuestro amante pastor. Solo me resta conoceros á vosotros por el consolante testimonio de vuestra docilidad, sumision y respeto. — Dado en nuestro palacio arzobispal de Lima, en 26 de agosto de 1814. — BARTOLOMÉ, *arzobispo de Lima* (1). »

Contestacion de Angulo.

La contestacion del capitan general patriota D. José Angulo al oficio con que remitió S. E. I. la proclama fué la siguiente:

Religiosos sentimientos propios de un príncipe de la Iglesia

« Excmo. é Ilmo. Señor. — Los religiosos sentimientos que con tanta uncion vierte V. E. I. en su oficio de 31 de agosto último, que recibí el 25 de setiembre siguiente, son muy propios de su apostólico ministerio, de esa caridad ardiente que debe brillar en un príncipe de la Iglesia, y de la particular predileccion que conserva á esta su antigua esposa. Pero desde aquella fecha á esta han variado las circunstancias de un modo inesperado; pueblos y provincias se hallan en el mismo caso que el cuartel de esta ciudad, y pueden no desesperar de su suerte con la mediacion de V. E. I. ante el Excmo. Señor virey del reino.

Un indulto general es indispensable para que se ponga término á la guerra en las provincias del Perú.

» No digo esto porque Puno, el Desaguadero, la Paz y otros pueblos se han unido con el Cuzco, sino porque estas provincias y las demas del Perú, y aun esa misma capital, necesitan de un indulto general que ponga término á la guerra devastadora que hace cinco años aflige estos desgraciados países. Á pesar de poder abrazar el sistema de Buenos Aires, de hallarme con fuerzas y recursos suficientes, y de que pudiera progresar con mas ventajas decidiéndome por una insurreccion; me limito, siguiendo mi conciencia, á pedir en esta fecha al Excmo. Señor

(1) Libro citado, pág. 168.

virey haga la paz, ó á lo ménos unos armisticios con las Provincias del Rio de la Plata, que con la conquista de Montevideo nos oprimirán sin duda con el peso irresistible de sus triunfantes armas. La primera que sentirá los efectos de la fuerza de Buenos Aires, será esa capital, que verá en sus mares una formidable escuadra que no la hay en el mismo Cádiz. Y entónces se perdió el Perú, por una política inflexible cuyas perjudiciales consecuencias harán olvidar las brillantes medidas con que ha hecho célebre su gobierno ese Excmo. Señor virey.

1819.

Una paz ó armisticio con las Provincias del Rio de la Plata.

» Interceda pues V. E. I. con él para que otorgue al Perú una paz general, y supuesto que la caridad es una virtud universal, procure V. E. I. este bien á esa iglesia metropolitana, á esta su antigua diócesis, y á las demas sufragáneas suyas. Un príncipe de la Iglesia es un ministro de paz, y si proporcionándola para una sola provincia deja correr en las demas rios de sangre, no cumple sin duda con su ministerio. V. E. I. se halla cerca del primer jefe del reino, en cuya mano se halla la salud de los pueblos; los del Perú despues de sufrir las calamidades de la mas desastrada guerra, serán al fin víctimas del temerario empeño de ser conquistadores; y por no ceder parte alguna de derechos contestados, nos veremos en el triste caso de perderlo todo. Contribuya pues V. E. I. á que el Excmo. Señor virey ordene al Señor mariscal de campo D. Joaquin de la Pezuela, que se halla muy fatigado, que ha evacuado Potosí, y que se halla errante, *capitule con el ejército del Rio de la Plata en los términos mas decorosos que puedan conseguirse*. Así se evitará la efusion de sangre, se restituirá esta provincia á su antiguo estado, con las garantías correspondientes, y se conservará el Perú para la nacion española, y para nuestro amado monarca el Señor D. Fernando VII; así cesarán las calamidades de estos pueblos, se hará célebre el nombre de ese jefe y de V. E. I.: del uno porque procurará la paz, del otro porque la dió al Perú.

Inculca para que contribuya á una capitulacion honrosa con el ejército del Rio de la Plata.

» Dios guarde á V. E. I. muchos años. — Cuartel general del Cuzco, 28 de octubre de 1814. — Excmo. é Illmo. Señor. — José Angulo. — Excmo. é Ilmo. Señor Dr. D. Bartolomé

1819. María de las Héras, dignísimo arzobispo de la santa iglesia metropolitana de Lima (1). »

Insultos con que pagan los rebeldes la mansedumbre del virey.

« Nunca esperó Su Excelencia, dice el citado libro (2), alcanzar cosa alguna de semejante canalla, y así se preparó á hacer la guerra, despreciando, como siempre lo ha hecho, los insultos é invectivas con que han acostumbrado los rebeldes pagarle su urbana mansedumbre. » — Así lo comprendieron tambien los patriotas Cuzqueños, segun lo revela el notable documento que reproducimos á continuacion, con que el 28 de octubre contestó el comandante general patriota D. José Angulo refutando los argumentos del oficio del virey de Lima de 2 de setiembre.

Contestacion de Angulo al virey.

« Excmo. Señor. — Despues de la detenida lectura del respetable oficio de Vuestra Excelencia de 2 de setiembre último, que recibí en 25 del mismo, he meditado seriamente sobre los puntos principales á que se reduce : he consultado la opinion pública de diversos modos, y he extendido la vista, no solamente por los objetos próximos y someros, sino tambien por los que parecen remotos é impenetrables. La Divina Providencia que me ha puesto á la cabeza de una revolucion, me hace responsable de la suerte de estos pueblos que se hallan entre muchos contrastes. Á mas de esperar los efectos del enojo de Vuestra Excelencia, tiene que gemir con Vuestra Excelencia misma bajo las triunfantes armas del Rio de la Plata. Tamaños males de que acaso Vuestra Excelencia se cree inmune, pero que no por eso dejan de ser ciertos, deben entrar en el plan de la salvacion del Perú; y los grandes políticos como Vuestra Excelencia consideran los objetos bajo todos los aspectos diferentes, y comenzando por el orígen de los males aplican á él el remedio, tratando despues ya de las quejas particulares y asuntos subalternos.

Los triunfos de las armas del Rio de la Plata son males que deben entrar en el plan de salvacion del Perú.

Fundamento de esas quejas.

» Los relativos á esta provincia, y las pocas quejas que expuse á Vuestra Excelencia lijeramente en el parte de 13 de agosto, son de segundo órden y muy fundadas. Detenerme en demostrar

(1) Libro citado, pág. 171.
(2) Véase la pág. 48.

su solidez y justicia sería en vano, pues de los intereses públicos solamente juzgan con sanidad los hombres imparciales y la severa posteridad. No obstante, permítame Vuestra Excelencia le indique con el mayor respeto algunas reflexiones sobre dos particulares de mucha importancia al honor y talentos de Vuestra Excelencia. 1819.

» El primero es acerca de la verdadera idea y concepto del juramento que se vió precisado á prestar en Salta el ejército que mandaba el hábil y valeroso militar brigadier D. Pio Tristan. La plana mayor, los oficiales de la tropa y esta misma en ninguna manera juraron obediencia al gobierno de Buenos Aires, como Vuestra Excelencia lo asegura; sino que capitularon segun las leyes de la guerra, y por no sacrificar unos hombres tan beneméritos, ofreciendo en uno de sus artículos no tomar armas contra el Rio de la Plata desde el Desaguadero para allá, pudiendo hacerlo, sí, desde el Desaguadero para acá. Esta clase de capitulaciones nada tienen de vergonzoso ni humillante, son muy frecuentes en la Europa, como sabe Vuestra Excelencia, las hay mucho mas duras al vencido, los mas célebres generales han pasado por estas antiguas, y los soberanos de las naciones civilizadas aprueban con gusto y las cumplen de su parte; porque los buenos príncipes economizan sobremanera la sangre de sus soldados, y jamas hacen la guerra con el funesto empeño de dejar de existir, ó aniquilar al enemigo.

El primero es el juramento del ejército de D. Pio Tristan.

» Sin embargo, cree Vuestra Excelencia que el conceder un triste asilo á los juramentados de Salta, y no ponerles embarazo para que regresasen á sus casas, ha sido un rasgo de generosidad; pero permítame el respeto de Vuestra Excelencia que diga, que si el juicio público no tuviera otra prueba de aquella virtud de Vuestra Excelencia, sin duda no la pondrian entre las que adornan su ilustre persona. Los que despues de capitular en Salta se incorporaron al ejército, con el acuerdo que Vuestra Excelencia llama mejor que el de retirarse á su casa, han sido víctimas de la errónea opinion de que no les obligaba el juramento; pues, á mas de los que han muerto en los campos de batalla, los que han sido tomados prisioneros han pagado su

Asilo que recibieron los juramentados.

Las víctimas de una errónea opinion.

1819.

perjurio con la última pena. Es mucha la que causan cuantas consideraciones se hacen sobre esta materia tan lastimosa, que es una nueva prueba de que jamas se trata de buena fe con los que se llaman insurgentes.

Debe parecerse al malvado el que hace su apología.

» No seguiré en mi juicio, sobre el segundo particular, esa máxima bien vulgar de que debe parecerse al malvado el que hace su apología, pues las pruebas que tiene dadas Vuestra Excelencia de la sanidad y rectitud de sus intenciones, acreditan que es una excepcion, por mucho que pretenda justificar la conducta del marques de Valde Hóyos. Este malvado, que para alivio de la humanidad doliente ya no existe entre los hombres, y que ha sido pernicioso en su larga vida como en su horrible muerte, es el objeto de la execracion pública. Vuestra Excelencia ha sido el primero y el único que lo ha caracterizado por el Americano mas ilustrado en lo militar y en lo político, por un hombre de bien que recibió con disgusto el gobierno de la Paz, por un hombre á cuyo favor dirigieron los vecinos de esta una patética representacion, suplicándole no se le retirase del mando por haberse portado bien. El marques de Valde Hóyos tuvo sin duda entre sus grandes vicios el de la refinada hipocresía, pues engañó la penetracion de Vuestra Excelencia, y esa representacion de los vecinos de la Paz, obra de la coaccion y de las tinieblas, sería sin duda organizada por el mismo marques de Valde Hóyos, para engañar á Vuestra Excelencia y para hacerse un mérito con lo que lisonjeaba su ambicion. Estas son verdades, Excmo. Señor, que no solamente serán apoyadas por los pícaros de mala vida y costumbres, á quienes se dice supo tener á raya el marques de Valde Hóyos, sino tambien por los hombres de bien, por los mismos Europeos á quienes sacrificó en la ciudad de la Paz el dia 28 de setiembre último. Este grande malvado, que vió frustrados sus atroces designios de envenenar la tropa que se habia posesionado del Desaguadero por consultar la seguridad de esta provincia, tuvo la perfidia de no avisar al comandante militar que tomó la plaza á discrecion, ni á los demas prisioneros de guerra que habia comprometido con la mas obstinada y sangrienta resistencia, de todas las minas que tenia

Refinada hipocresía del marques de Valde Hóyos.

Designios de envenenar la tropa.

preparadas; solamente fué capaz de la flaqueza de denunciar la que estaba bajo de sus piés, mas no la que tenia en el cuartel principal donde se hallaban todos los pobres Europeos que habian sido indultados: el mismo Valde Hóyos estaba comprendido en esta gracia, siendo así que solo él habia sido autor de la guerra, que habian pedido su cabeza todos los vecinos, y que habia sido librado por las plegarias del capellan y por la generosidad del comandante. 1819.

» Puesto en salvo con la excavacion de la mina que habia puesto en la misma casa de gobierno en que habitaba, y donde nunca creyó se le hiciese el honor de custodiarlo, se persuadió estar ya fuera de todo riesgo, y que podia proporcionarse una evasion, aunque fuese á costa de los mayores crímenes. En efecto, cometió el mas execrable que puede imaginarse en el mas despiadado corazon.

La mina secreta del cuartel principal.

» Despues de cuatro dias de prision, admirando la bondad de los oficiales, que cuanto eran intrépidos en la guerra, eran benignos fuera de ella, y abusando de la franqueza con que se le trataba, sobornó á otro malvado como él, para que pegase la mecha de otra mina secreta que tenia bajo del cuartel principal en el cual estaban mas de ochento Europeos, prisioneros de guerra, y que debian ponerse en libertad el horroroso dia 28 de setiembre próximo pasado. ¡Dia funesto! ¡dia horrible! cuya memoria hará gemir á las edades futuras, que ha hecho verter tantas lágrimas á la presente, y que durará en la memoria de los hombres como uno de sus mas horrorosos cuadros. La historia, testigo fiel, escribirá con espanto la conducta del marques de Valde Hóyos: y será muy sensible que repita que hizo alguna vez Vuestra Excelencia su apología.

La explosion.

» Las medidas de Valde Hóyos se desconcertaron en el tiempo y en los resultados. La explosion sobrevino de dia, y cuando se estaba celebrando la misa solemne de gracias, despues de la cual debia ponerse en libertad á todos los prisioneros de guerra: el desórden y turbacion que causó, y á cuyo favor pensó fugar, no embarazó que el pueblo le reconociese inmediatamente por único autor de tanto estrago, y aunque se dejó ver

1819.

Muerte horrible del marques

armado, á palos y pedradas le dieron una muerte peor que la que él causó á los compasibles Europeos que se abrasaron y sepultaron en el incendio y ruina del parque y cuartel. ¡ Qué horror, Excmo. Señor ! ¡ qué desolacion ! ¡ qué aborto de tiranía ! ¿Y este era el buen jefe político y militar que V. E. nos enviaba ? ¡ Qué profunda hipocresía no tendria este malvado, que engañó la perspicacia de V. E., pues la opinion general y de los ménos advertidos jamas se equivocó sobre el concepto de Valde Hóyos, de lo cual tengo documentos originales de todo el Perú y de esa misma capital !

La provincia del Cuzco se ha librado de él.

» La provincia del Cuzco, pues, que con la muerte del marques de Valde-Hóyos ha sido librada por la Divina Providencia de mayores plagas que las que pueden imaginarse en la mas desastrada revolucion ; que ha extendido sus armas por todas las provincias limítrofes, en fuerza de la suprema ley de la seguridad; que tiene aliados con quienes debe correr una suerte y que no tiene otro objeto que una paz general ; debe merecer toda la atencion de V. E., y á su sublime política no se esconde que por una prerogativa natural, si me cree V. E. digno de un indulto, debe este extenderlo á algunas familias de esta misma ciudad, y si á esta ciudad, tambien á las de Guamanga y Puno con todos sus partidos, y mirando los objetos mas en grande, á todo el Perú, sin exceptuar esa misma capital, pues toda se halla en la misma necesidad de morir, sea por órdenes de V. E., ó sea bajo la insuperable fuerza de los ejércitos del Rio de la Plata. Los males del Perú son generales, y V. E. debe curarlos con remedios igualmente generales. En la hipótesis de que el indulto de V. E. sea inalterable, de que sea un lenitivo suficiente y universal á estos pueblos, y de que alivie las angustias de toda esta provincia, la enfermedad política del Perú solamente se paliará, y los nuevos síntomas con que despues se manifieste por los que posteriormente quieran curarla, tal vez serán mucho mas fatales á la causa de la nacion. Cure V. E. pues el mal radicalmente y en su misma fuente, que no es otra que la obstinada guerra que se sostiene con las Provincias del Rio de la Plata. Todos los jefes y prelados eclesiásticos se conmueven con la idea de una

revolucion, tratan con la mayor ignominia á los que la promueven, ó la sostienen, pintan con los mas negros colores los estragos y muertes que acarrean. Pero, ¿qué diferencia hay entre las muertes que suceden en una revolucion y las que suceden para poner término á la guerra? Millares de víctimas se han sacrificado en los cinco años que V. E. ha dejado correr la fatal plaga de la guerra en el vireinato de Buenos Aires. 1819.

» Esta capital se halla ahora con fuerzas navales y terrestres insuperables. La toma de Montevideo ha sido la última ruina del Perú. Dentro de breve V. E. misma y esa capital verán al enemigo con una escuadra y gente de desembarco que traerá la guerra sobre el propio territorio, y que hará experimentar todas sus calamidades á los generosos habitantes de esa costa, porque no es posible que la intrépida política del gabinete de Buenos Aires repose con la conquista que ha hecho. Con ella está inexpugnablemente asegurada en su capital y provincias inmediatas; tiene tropas, buques, marinos, y su gobierno es enteramente militar. ¿Y creerémos que se mantengan en una inercia tan contraria á sus principios y recursos? Aquí es donde debe V. E. manifestar toda su rectitud y política; de lo contrario, aunque V. E. sojuzgue con sus armas esta provincia, me borre con otros millares de la lista de los vivos, y haga llover sobre estos pueblos desolados rayos y tempestades, no conservará V. E. el Perú, será responsable de su pérdida á la nacion y al rey, y solamente aumentaria las desdichas de los tristes Americanos. Este es el indulto que pido á V. E., y no el que me ofrece, que no cura los males de mi patria. Mis dias como los de V. E. han de tocar naturalmente el término, despues del cual solamente quedará entre los hombres la memoria del bien ó del mal que se les hubiese hecho, y en el libro del Eterno las obras de caridad practicadas en su nombre.

El enemigo traerá en breve la guerra al territorio del Perú.

El poder de Buenos Aires.

» Inmediatamente que á lo ménos V. E. ponga término á la guerra por una tregua ó por unos armisticios, entretanto las córtes soberanas sancionen la paz y declaren, ó que las Provincias del Rio de la Plata no son parte de la monarquía española, ó que estipulan con ellas los pactos que fuesen convenientes;

Sostiene la necesidad de que se ponga término á la guerra.

1819.

entónces garantizando V. E. suficientemente el olvido de lo pasado en esta provincia y las otras, entregaré el mando á la persona que tiene indicada V. E. en su citado oficio de 2 de setiembre; entónces se pondrá en libertad á los magistrados y Europeos que se hallan detenidos; y entónces conocerá V. E. que se evitan males sin número : aplaudirá á V. E. toda la nacion, y no se dirá que por una política inflexible ha perdido V. E. á toda la América Meridional.

Único caso en que se dará libertad á los magistrados y Europeos detenidos.

» Así, pues, espero que V. E. tenga la bondad de contestarme con aquella franqueza propia de su alta dignidad; porque en este supuesto tengo comunicadas órdenes á mis comandantes militares para que suspendan toda hostilidad. Esto mismo contestaré al señor mariscal de campo D. Francisco Picoaga, que con fecha de 12 del presente me ha intimado rendicion desde la ciudad de Arequipa, sin acreditar la comision de V. E. Sus fuerzas son demasiado inferiores á las de las tropas que se hallan en observacion, sin penetrar en territorio ajeno : se le puede atacar con ventaja, pues aunque el Sr. Picoaga, enemigo declarado de su patria, en la que tiene mujer, hijos y propiedades, está en el error de que es lo mismo pelear con Cuzqueños que contra ellos, es muy varia la suerte de la guerra, la cual cesará luego que V. E. determine la paz con el Rio de la Plata. De otro modo apuraré todos los recursos de estas provincias, me uniré por la imperiosa ley de la necesidad con los del Rio de la Plata, á los cuales les he declarado oficialmente una neutralidad armada, y estos pueblos jamas serán tachados de insurgentes, pues que tomarán las armas para pedir la paz, por reclamar sus derechos, y por evitar mayores males. La empresa tal vez puede ser desgraciada, pero será justa; y de V. E. pende del mismo modo ser infeliz, y sin duda alguna será injusta. No entienda V. E. que este es pacto de mi debilidad; muy al contrario, la pequeña ventaja conseguida en Huanta por la division de Talavera, que fué la que comenzó la agresion matando alevosamente al parlamentario capitan D. Mariano Castro, es muy poca cosa en la balanza de recursos militares. Tengo millares de Indios, oficiales experimentados y sol-

Medidas que se tomarán en caso contrario.

Recursos con que cuenta.

dados que han acreditado su valor: diez y ocho regimientos provinciales, no igual armamento, pero sí una artillería numerosa. Toda esta fuerza sostendrá la paz, que la pedirémos con las bayonetas en las manos al ejército del Rio de la Plata. 1819.

» Dios guarde á V. E. muchos años.—Cuartel general del Cuzco, 28 de octubre de 1814. — Excmo. Señor. — José Angulo. — Excmo. Señor virey del Perú (1). »

El virey contestó el 16 de noviembre del modo siguiente :

« El oficio de V. de 28 del pasado contestando el mio de 2 de setiembre, me hace ver el cúmulo de errores en que lo tienen los espíritus inquietos que le rodean, y la escasez de noticias en que se halla del Antiguo y Nuevo Mundo. Hace mas de tres meses que sé la rendicion de Montevideo por falta de subsistencias, y que los infames Porteños faltaron en todo á las capitulaciones y al derecho de gentes; sé que la misma plaza está sumamente estrechada, y padeciendo de todos los horrores del bloqueo que le tiene puesto Artígas; sé que sus fuerzas marítimas son ningunas, y que el venir á hacer un desembarco en las costas de este reino es una ridícula quimera, como lo es igualmente el que el marques de Valde Hóyos haya querido envenenar el agua, ni que haya minado el cuartel : patraña inventada por el malvado que mandaba la cuadrilla de asesinos que ocupó aquella desgraciada ciudad, quienes sabiendo que iban á ser atacados por tropas de Oruro, determinaron precipitadamente su evacuacion, pegando fuego á las municiones que no podian llevar, porque preferian los robos de plata, oro y alhajas, sacrificando despues á los miserables criollos y Europeos que habian sido despojados de ellos; sé que Fernando VII está sentado en su trono desde el 14 de mayo, habiendo ántes anulado en Valencia la nueva constitucion en todas sus partes, y disuelto el congreso de córtes; sé que habia decretado 40,000 hombres para venir á sujetar las Américas, cuyos transportes ingleses iban llegando á Cádiz y á la Coruña el 20 de junio, y que para Buenos Aires estaba destinada con otras tropas

Contestacion del virey.

Rendicion de Montevideo.

Sobre el envenenamiento de las fuentes por el marques de Valde Hóyos.

Proyectada expedicion de Cádiz.

(1) Libro citado, pág. 181.

1819. la famosa division del célebre Morillo, con este general á su cabeza; sé que Pezuela está con su ejército atrincherado en Santiago de Cotagaita, sin cuidado ninguno de Rondeau, que no se ha movido de Jujuy, mas que para adelantar algunas descubiertas hasta Cangréjos; sé que la ciudad y provincia de Cochabamba ha escrito á ese gobierno una carta que no le habrá lisonjeado; y sé entre otras muchas cosas que la total derrota y dispersion de los insurgentes de Chile el 2 de octubre en la batalla de Rancagua puso á todo aquel reino á la obediencia del mejor y mas deseado rey de la tierra, cuyo suceso debe trastornar en mucha parte las ideas de los Porteños; y sé por último que si ese gobierno no se aviene pronto á la razon, se arrepentirá ántes de mucho del daño que con harto dolor mio ha causado y causa á sus naturales y á sí mismo. Con lo que contesto al expresado oficio de V. del 8 del pasado.

Derrota de los Chilenos en Rancagua.

» Dios guarde á V. muchos años. — Lima, y noviembre 16 de 1814. — El marques DE LA CONCORDIA. — Á D. José Angulo (1). »

« Partieron en fin, como dice el autor del *Pensador del Perú*,

(1) El virey de Lima impuso del contenido de este oficio á la junta en los términos siguientes :

« Al tejido de patrañas que me escribe ese comandante de armas, cuya suerte infeliz entregada al arbitrio de los pícaros que le rodean, me es sumamente dolorosa, no he podido ménos de contestar con esta fecha para su desengaño lo que al pié de la letra contiene la adjunta copia. Sé que no se creerá nada de lo que digo, porque todo insurgente achaca á invenciones mias cuanto no le lisonjea; pero es necesario que conozcan que un hombre de mi dignidad y alto carácter no es posible que falte á la verdad en lo mas mínimo, y que no ignoren que mi lenidad y deseo constante de un acomodamiento racional solo es hijo de un temperamento humano y opuesto á usar de la fuerza y del derramamiento de sangre, ántes de agotar los recursos de la prudencia, por el bien de mis semejantes. Si Vds. pueden contribuir y contribuyen efectivamente á estos benéficos deseos, se libertarán y libertarán á ese país de una ruina positiva. Con lo que doy respuesta al oficio de Vds. de 27 de setiembre, cuya fecha contemplo equivocada.

» Dios guarde á Vds. muchos años. — Lima, y noviembre 16 de 1814. — EL MARQUES DE LA CONCORDIA. — Señores D. Domingo Luis de Astete, D. Juan Tomas de Moscoso y D. Jacinto Fernández. (Libro citado, p. 191.)

juntamente las proclamas, ofertas y promesas con los 120 Talaveras, al mando del teniente coronel D. Vicente González; y se vió, agrega el mismo escritor, «confirmado á la letra el juicio de S. E., pues las promesas no causaron otro efecto que sublevar la altivez y el desenfreno de los facciosos del Cuzco, que avanzándose con la celeridad del rayo, habian llevado el espanto y el terror á la Paz y Guamanga. Aquella sufrió bajo su yugo de fierro lo que resiste describir la pluma.

1819.

Resultado que dieron las proclamas, ofertas, etc.

El 26 de setiembre salió de Cortagaita una division mandada por el mariscal de campo Don Juan Ramírez, compuesta de 1,200 hombres con órdenes de ultimar á los revolucionarios. Los patriotas entretanto no habian perdido tiempo y habian cortado por su retaguardia al ejército del Alto Perú, con la ocupacion de Guamanga; siendo no ménos difícil por la parte de Arequipa á consecuencia de la insurreccion de Chuquibamba. En esta situacion resolvió el general Pezuela franquearse el camino de la espalda para adquirir noticias de la capital. Necesario fué luchar durante la marcha con numerosas guerrillas que hostilizaban la division española, obligándola á debilitarse por las partidas que tenia que desplegar para hacer frente á las de los patriotas.

El mariscal D. Juan Ramírez.

El general Pezuela se pone en movimiento.

Era, en efecto, sumamente crítica la posicion del ejército español, amagado como estaba por el ejército de Buenos Aires que pudo haber caido sobre Cotagaita. Felizmente para la causa realista, el abandono de la ciudad de la Paz por la revolucion facilitó el plan de Pezuela. La columna expedicionaria ocupó á Puno, y despues de restablecer á las autoridades reales, continuó sus marchas sobre Arequipa. Entretanto el ejército cuzqueño al mando del brigadier Pumacahua se habia dirigido á esta última ciudad, donde se encontraba el mariscal de campo Picoaga, quien habia salido de Lima el 29 de setiembre con refuerzos para sofocar la revolucion. Atacado este por el brigadier Pumacahua y Angulo en el campo de Pecheta el 10 de noviembre, fué deshecho totalmente, cayendo en poder de los patriotas los restos del ejército con sus jefes, oficiales, artillería, así como la plaza de Arequipa. Segun el autor del libro citado, el mariscal Picoaga, jefe del ejército español de Lima, y el inten-

Situacion crítica del ejército realista.

Derrota de los Españoles en Pecheta.

Los patriotas ocupan á Arequipa.

1819. dente Moscoso, en su calidad de Americanos (Cuzqueños), fueron severamente tratados (1). »

En posesion de la importante ciudad de Arequipa, los jefes patriotas dirigieron la siguiente intimacion al virey de Lima:

Los jefes patriotas intiman al virey de Lima.

« Para inteligencia y gobierno de V. E., le anoticio que las irresistibles armas de la patria, por medio de este ejército auxiliar de nuestro mando, han triunfado en esta provincia de Arequipa, á pesar de la mas empeñada pericia militar de los mejores oficiales generales, de los que conservo prisioneros á los de la adjunta, y del obstinado activo fuego que opuso el espirante antipatriotismo en la fuerza total de cerca de dos mil hombres armados, por el espacio de tres horas y media. Esa plaza, que mantiene á V. E., tiene la calidad de ser el depósito de los mas científicos decididos patriotas, á quienes deseo complacer con esta memorable noticia, para que dispongan el ánimo de V. E. á otra mejor causa, debiendo por lo mismo proscribir V. E. todo procedimiento sanguinario, economizando la sangre de nuestros semejantes, opuesto al actual sistema de la humanidad, divina y sólidamente afirmada en América.

» Dios guarde á V. E. muchos años.—Cuartel general de Arequipa, y noviembre 12 de 1814. — MATEO GARCÍA PUMACAHUA. — VICENTE ANGULO. — Excmo. Señor virey de Lima (2). »

El 6 de enero de 1815, los patriotas del Cuzco evacuaron la ciudad de Arequipa llevándose los numerosos prisioneros que habian tomado en esa plaza, entre los que se encontraban el mariscal Picoaga y el intendente Moscoso; y se dirigieron á Puno, cuya ciudad ocuparon sin dificultad encontrando la mas entusiasta acogida por el pueblo que los recibia como á sus salvadores.

Ocupacion de Puno.

El mariscal Ramírez entra en Arequipa.

El ejército español, al mando del mariscal Ramírez, habia entrado en Arequipa, donde reparaba los desastres sufridos en el camino y reorganizaba sus divisiones, considerando sin duda

(1) El sarjento mayor del Real de Lima, D. Luis Antonio María del Valle, electo presidente interino de la Paz, fué tomado tambien, pero logró escaparse.

(2) Libro citado, p. 192.

superior el número de los patriotas á quienes no se atrevió á perseguir. Entretanto, la lucha adquiria el carácter sanguinario que han tenido todas las guerras con los Españoles. En este caso los Americanos dieron un ejemplo lamentable. La inmediacion en que se encontraba el ejército real, y las resistencias que opusieron el mariscal Picoaga y el intendente Moscoso para adherirse á la causa de la patria, indujeron á los jefes de la revolucion en el grave error de castigarlos con la última pena, mandándoles ahorcar en la plaza del Cuzco, donde se encontraban el 1° de febrero de 1815. Ese acto extremo fué generalmente reprobado y contribuyó á desprestigiar la hermosa causa de la patria, que habia contado hasta entónces con un apoyo decidido en todas las poblaciones del Perú.

1819.

Los patriotas ejecutan al mariscal Picoaga y al intendente Moscoso.

Á mediados del mes de febrero se puso en marcha el ejército español, dejando una guarnicion en la plaza de Arequipa. El 11 de marzo se encontraba inmediato al ejército del Cuzco, que le esperaba á pié firme en número de 20,000 hombres, Indios en su casi totalidad, y 40 piezas de artillería de diferentes calibres, en la banda opuesta del rio Llalli, que fertiliza con sus aguas el valle de Santa Rosa. El mariscal Ramírez no se intimidó con el número y la extension de la línea patriota; por el contrario, con su vista militar comprendió los defectos de la organizacion y composicion de ese ejército, y se decidió á atravesar el rio con sus aguerridos soldados y á atacar la inmensa columna patriota.

El ejército de Cuzco.

Ramírez se prepara á atacarle.

Entre estos últimos se encontraban muchos oficiales y soldados que habian pertenecido al ejército real, y la caballería parecia estar en excelentes condiciones. Sin embargo el activo virey de Lima habia enviado órdenes á todos sus subalternos en toda la extension del vireinato para reconcentrar sus mejores soldados y caer sobre el enemigo, robusteciendo la accion y el número del ejército de Ramírez.

Comparando los elementos de que se componian ambos ejércitos, el éxito de los Españoles no podia ser dudoso, y en efecto muy pronto quedó demostrada la ventajosa posicion del mariscal Ramírez al ordenar el pasaje del rio y el ataque al

El éxito de los realistas no podia ser dudoso.

1819. enemigo. Los soldados españoles recibieron un fuego sostenido al hacer esa peligrosa travesía, pero su arrojo impuso á los patriotas y conmovió el espíritu de disciplina en sus filas, de tal modo que, al primer choque de los dos ejércitos, el cuzqueño se dispersó en gran parte, cayendo sucesivamente en poder del general Ramírez el brigadier Pumacahua y todos los jefes y oficiales principales, la artillería, bagajes, etc. Es inútil decir, conociendo el sistema de terror que invariablemente seguian las autoridades reales, que todos ellos fueron juzgados por un consejo de guerra, siendo Pumacahua ejecutado el 17 de marzo de 1815.

Dispersion de los Cuzqueños.

El ejército español continuó sus marchas sobre la ciudad del Cuzco, donde habian llegado los dispersos, imprimiendo el terror y el desaliento á los restos de las tropas patriotas. La disolucion fué completa, y ántes que llegase el general Ramírez, algunos Españoles armados en la misma capital imperial habian amarrado á las autoridades que allí se encontraban, entregándolas al mariscal Ramírez á su entrada al Cuzco el 25 de marzo. La sed de venganza de los vencedores no se habia saciado con el exterminio del brigadier Pumacahua, eran necesarios los Angulos, los Béjares, los Bicerras y otros de los *acusadores, jueces* y *verdugos*, y en efecto sin pérdida de momento fueron juzgados sumariamente y pasados por las armas (1).

Ocupacion del Cuzco por el ejército realista.

Ejecucion de Pumacahua, Angulo, etc.

Restablecidas las autoridades españolas, cuyas vidas habian respetado los revolucionarios, y una vez provisto de lo necesario, el ejército de Ramírez, notablemente aumentado con los reclutas que formaban el ejército cuzqueño y las tropas recolectadas de diferentes provincias, marchó á principios de junio para el cuartel general de Chayapata, punto distante 29 leguas de Potosí y 63 de Santiago de Cotagaita, que ántes ocupaba el general Pezuela (2).

Vuelve el ejército realista al cuartel general.

(1) Libro citado, p. 69.

(2) El virey del Perú, despues de haber decapitado los jefes de la revolucion del Cuzco, dictó un decreto de amnistía concebido en estos términos :

« En el momento que recibí la desagradable noticia de la insurreccion del Cuzco, dirigí á los habitantes de aquella provincia la sucinta, pero paternal proclama de 20 de agosto del año inmediato, estimulándolos á que depusie-

Así terminó esa campaña revolucionaria, emprendida por los inexpertos Cuzqueños, sin órden, sin el menor plan, ni combinacion con los demas centros donde la revolucion americana habia echado raíces, y de donde podian haber recibido el concurso de sus esfuerzos y de su experiencia; así fué que todo se resintió allí de falta de direccion y de oportunidad. 1819.

Hé aquí el expresivo testimonio de reconocimiento que el marques de la Concordia dirigió á los oficiales y soldados del ejército del Alto Perú, que en su totalidad se componia de naturales

sen las armas que injustamente habian levantado contra el mejor de los reyes, al tiempo mismo que acaba de recibirse la plausible noticia de su deseada restitucion al trono de sus mayores, despues de la larga esclavitud que alevosamente le hizo sufrir el mayor de los monstruos; poniéndoles de manifiesto las ruinas á que se exponian, si diesen lugar á que las valientes tropas que dirigia contra los rebeldes entrasen á su territorio tratándolos como enemigos. Pero por desgracia despreciaron mis exhortaciones amorosas, atribuyendo mi humanidad y carácter benéfico á debilidad, y mis aserciones políticas y religiosas á invenciones fraguadas en mi gabinete. Mas habiendo manifestado la experiencia su certidumbre en los varios choques en que han tenido la audacia de pretender hacer frente á las tropas reales, por las que en todas las acciones han sido deshechas como el humo, ocupada la capital, y la mayor parte de las provincias sojuzgadas, con pérdida de su artillería, armamento y municiones, quedando sin recursos para continuar con su infeliz propósito; ha llegado el caso de darles yo la última prueba de mi aversion al derramamiento de sangre, y el tierno amor que profeso á mis semejantes, ofreciendo á nombre de S. M. á todos los habitantes de la presidencia del Cuzco é intendencia de Guamango y Guancavelica indulto general del extravío que han padecido, con olvido absoluto de su delito; cuya gracia hago extensiva á la de Puno y demas que componen el Alto Perú, con tal que en el término de dos meses contados desde esta fecha se reduzcan á sus hogares y á sus respectivos ejercicios y ocupaciones los de este vireinato y tres para los de Buenos Aires; haciendo nuevo y sincero juramento de vasallaje al rey, y obediencia á las legítimas autoridades, entregando en las cabezas de sus partidos todas las armas de fuego y blancas con que se hallaren; sin lo cual no tendrá efecto esta gracia, y serán tratados los contraventores como verdaderos enemigos. En consecuencia de lo cual, y para que llegue á noticia de todos, y produzca los buenos efectos que deseo, se publicará este edicto en todas las subdelegaciones de los distritos que comprende, á cuyo fin se imprimirá competente número de ejemplares. Dado en Lima, á 14 de abril de 1815. — El marques DE LA CONCORDIA. — TORIBIO DE ACEVAL. — Es copia. — TORIBIO DE ACEVAL. » (*Pensador del Perú*, p. 195.)

1819. del país, es decir, de las cuatro provincias del Norte que hicieron parte hasta 1810 del vireinato de Buenos Aires, y que fueron los mas tenaces sostenedores de la dominacion española :

« Lima, y abril 13 de 1815.

Reconocimiento que manifiesta el virey á sus oficiales y soldados.

» Deseando dar un testimonio de mi reconocimiento á los intrépidos oficiales y soldados del ejército del Alto Perú que han dado una prueba que carece de ejemplo, de que por no ver marchitados por la revolucion del Cuzco los copiosos laureles que habian cogido en los campos de batalla contra los insurgentes de Buenos Aires, siendo los mas ó casi todos naturales de aquella provincia, se ofrecieron espontáneamente á venir ellos mismos á sujetarla á la razon y obediencia del soberano, como lo han conseguido á fuerza de armas con el valor y honor entusiasta que han hecho ver al mundo entero ; he venido en concederles los premios que, aunque no correspondientes al mérito que han contraido, por no ser posible, perpetúen la memoria de un hecho que tanto debe honrar la historia del Perú, y son en la manera siguiente : Dos topos de tierra de buena calidad á los tambores, cabos segundos y soldados ; tres topos de igual calidad á los sarjentos primeros y segundos, tambores mayores y cabos primeros ; cuatro topos á los capitanes, ayudantes, tenientes y subtenientes; seis topos á los tenientes coroneles, comandantes de batallon ó escuadron y sarjentos mayores; y ocho topos á los coroneles y brigadieres, sin perjuicio de los ascensos militares á que se han hecho acreedores ; y en la inteligencia de que aquellos que por su domicilio ú otras causas no quieran radicarse en el partido en que se les haga la adjudicacion de dichas tierras, pueden venderlas ó disponer de ellas á su arbitrio. Transcríbase esta providencia al señor general D. Juan Ramírez, para que la haga saber á los individuos del ejército de su mando, y me envíe una declaracion circunstanciada de los que por ser naturales de otras provincias, ó particulares motivos que tengan, quieran disfrutar en otros partidos la gracia que se les concede, á fin de comunicar á los respectivos jefes las órdenes conducentes al

efecto, disponiendo que á todos se les haga el señalamiento sin trámites judiciales, y por el medio mas expedito y arreglado que parezca al señor general D. Juan Ramírez. — CONCORDIA. — TORIBIO DE ACEVAL (1). » 1819.

Varios grupos considerables de los derrotados del Cuzco marcharon sobre el Callao, donde resistieron algun tiempo. El valiente cura Muñécas se dirigió al partido de Larecaja, sublevó allí á todos sus habitantes y los de los pueblos inmediatos, y mantuvo en alarma á la guarnicion de la Paz. Ese patriota sacerdote fué el que proclamó á los habitantes de Arequipa, cuando hacía parte del ejército de Pumacahua, diciéndoles : *No escuchéis á vuestros tiranos, ni tampoco á los desnaturalizados, que acostumbrados á morder el freno de la esclavitud os quieren persuadir que sigais su ejemplo; echáos sobre ellos, despedazadlos y haced que no quede ni aun memoria de tales monstruos. Así os habla un cura eclesiástico que tiene el honor de contribuir en cuanto puede al beneficio de sus hermanos americanos.* Aunque estas doctrinas inhumanas no sean las que mas armonicen con el carácter que investia el exaltado patriota autor de esa proclama, ellas revelan lo arraigado que estaba el sentimiento de independencia en los pueblos americanos, cuando hasta el clero, que tanta influencia ejercia en ellas, se pronunciaba en términos tan violentos. En efecto, en el siguiente capítulo tendrán nuestros lectores ocasion de apreciar cuán puros se conservaron en el corazon de las patrióticas poblaciones del Perú esos sentimientos de elevado patriotismo, sostenidos por el fuego sagrado de la libertad.

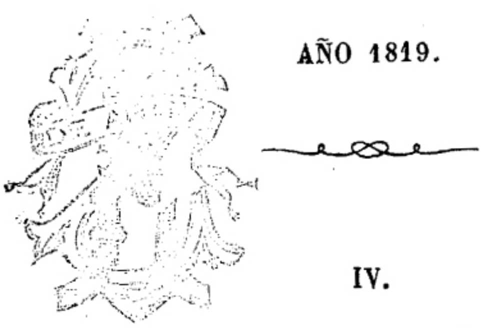
El valiente cura Muñécas.

(1) *Pensador del Perú*, p. 193.



PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA,

CHILE Y PERÚ.



AÑO 1819.

IV.

1819. Acontecimientos que se desarrollan en la parte del Pacífico. — Llegada de lord Cochrane á Valparaíso : se le confiere el título de vicealmirante de Chile. — Desagrado que causó su presencia á los capitanes Guise y Spry: cabala que prepararon. — Fin que se proponian. — Buques de que se componia la escuadra chilena. — Su salida el 16 de enero. — Motin en el *Chacabuco*.— Informes que recibe el almirante.— Plan concebido por Cochrane. — Circunstancia que debia favorecer sus proyectos. — El *Lautaro* se separa de la almiranta. — Primera presa : declaracion que hizo su tripulacion. — Posibilidad de un ataque directo al Callao. — Disposicion en que se hallaban los Españoles. — Ataque de la escuadra. — El *Lautaro* se separa de la línea. — Resultados obtenidos. — La flota chilena se retira á San Lorenzo. — Buques que tenian los Españoles. — Medidas tomadas por los realistas. — Nuevo ataque de los patriotas. — Parte oficial del almirante Cochrane. — Toma de la isla de San Lorenzo : parte oficial. Los prisioneros chilenos en Lima. — Canje propuesto al virey : rechazo descortes. — Parte de las operaciones de la escuadra. — Nuevo plan de lord Cochrane. — Maniobra para distraer la atencion del enemigo. — Ocupacion de Huacho : parte oficial. — Presas hechas á los realistas. — Ocupacion de Payta : partes de lord Cochrane. — La armada española hostiliza al *Chacabuco* y al *Pueyrredon*. — Proclama de lord Cochrane. Derrota de una fuerza realista en Supe. — Los patriotas se retiran á sus buques. — La escuadra vuelve á Valparaíso. — Resultados inmediatos de esta expedicion. — El director O'Higgins visita la escuadra. — Lord Cochrane ofrece su parte de presas. — El gobierno chileno no la acepta. — Fabricacion de los cohetes. — La escuadra se hace de nuevo á la vela:

su tripulacion. — El gobierno chileno no satisface á lord Cochrane. — Construccion de balsas para los cohetes. — Reconocimientos. — Nuevo ataque : se ensayan los cohetes y los brulotes. — Aquellos resultan inútiles. — Partes sucesivos del almirante al supremo director en que lo explica. — Error en que incurrió el gobierno chileno — Cargos injustos hechos al señor Goldeack. — Explosion sin resultado de uno de los brulotes. — La fragata española *Prueba*. — Instrucciones del gobierno chileno. — La escuadra sale en persecucion de la *Prueba*. — La fragata *Macedonia* de los Estados Unidos. — Apresamiento de un bote que envió la *Prueba* al virey con despachos. — Los patriotas se apoderan de Pisco. — El *San Martin*, la *Independencia* y el *Araucano* pasan á Valparaíso. — Lord Cochrane se dirige á Guayaquil. — El *Águila* y el *Virginia*. — Nueva cabala de los capitanes Guise y Spry. — Envío de las presas á Valparaíso. — Cochrane forma el proyecto de apoderarse de Valdivia. — Término de las campañas navales durante el año 1819. 1819.

En el largo intermedio que trascurrió desde los sucesos que terminaron por la decapitacion de la malograda revolucion del Cuzco, hasta los que se desarrollaron el año 1819, de que vamos á ocuparnos, tuvieron lugar en la parte del Pacífico los notables acontecimientos que hemos narrado en los capítulos anteriores y que podemos reasumir del modo siguiente : El prodigioso pasaje de los Ándes por el ejército de las Provincias Unidas de Sud-América, la reconquista de Chile alcanzada por la victoria de Chacabuco, el asalto de Talcahuano, la dispersion de Cancha Rayada, la gloriosa batalla de Maipo, la heróica tentativa del capitan O'Reilly, que dió por resultado el que se levantase el bloqueo de Valparaíso que hacía la escuadra española, la grande hazaña del contra-almirante Blanco apoderándose con su frágil escuadra de la fragata *María Isabel* y de los transportes que conducian la expedicion de Cádiz, y por último la reorganizacion de la escuadra chilena bajo el mando del célebre lord Cochrane, á cuyas memorables campañas vamos á consagrar este capítulo.

Acontecimientos que se desarrollaron en la parte del Pacífico.

Á fines de noviembre de 1818, llegó á Valparaíso este atrevido marino, quien injustamente expulsado del servicio naval de S. M. B., habia convenido con el agente de Chile en Lóndres, D. José Álvarez, en encargarse de la organizacion de la marina chilena, que debia hacer frente á la de S. M. Católica en el mar

Llegada de lord Cochrane á Valparaíso.

1819. Pacífico. El ilustre marino fué acogido por las autoridades y por la parte mas selecta de la sociedad, no solo con la distincion debida á su rango, sino tambien con el entusiasmo que inspiraba su experiencia y sus talentos (1).

La sola adquisicion de lord Cochrane equivalia á un grande triunfo para la causa de la independencia americana, y los gloriosos hechos de armas que la siguieron, demostraron muy luego cuán fundadas eran las esperanzas que abrigaba el pueblo chileno.

Se le confiere el título de vicealmirante de Chile.

El supremo director dictó inmediatamente un decreto confiriéndole el título de vicealmirante de Chile, almirante y comandante de las fuerzas navales de la República. El general Blanco cedió su puesto con admirable abnegacion, siendo tanto mas recomendable cuanto que estaban aun frescos los recuerdos de su gloriosa expedicion á Talcahuano. Ese dignísimo Americano realzó su desprendimiento, haciendo conocer personalmente á su sucesor el personal de la escuadra.

Desagrado que causa su presencia á los capitanes Guise y Spry.

Segun lord Cochrane, los comandantes de los buques de la escuadra miraron con desagrado su presencia, y mucho mas la de varios oficiales que le acompañaban. Con tal motivo dice en sus *Memorias :*

« Aconteció con especialidad que dos de esos capitanes, Guise y Spry, habian llegado tambien recientemente de Inglaterra conduciendo el *Hecat*, que habian comprado á la marina británica por via de especulacion. No habiendo querido comprarlo el gobierno de Buenos Aires, lo trajeron á Chile, y el

(1) La recepcion que se nos hizo por parte de las autoridades y del público fué entusiasta, viniendo desde Santiago el supremo director general O'Higgins á darnos la bienvenida. Nuestra llegada fué celebrada en Valparaíso con diversidad de fiestas, las cuales fueron repetidas en la capital, donde procuró llevarnos el supremo director, y por cuya razon tuve que recordar á Su Excelencia que nuestra mision era batirnos ántes que divertirnos. Sin embargo, la recepcion que se nos hizo nos dió una idea tan elevada de la hospitalidad chilena, que disgustado como me habia visto por la infame persecucion que me arrancára de la marina británica, tomé la resolucion de adoptar á Chile por mi patria futura. — Esta decision no fué mas que un comprobante del proverbio que dice : El hombre propone, y Dios dispone. » (*Memorias de lord Cochrane*, p. 3.)

1819.

Cabala que prepararon.

gobierno lo compró, incorporándole en el servicio de su marina. — Estos oficiales, en union de un Norte-Americano, el capitan Worcester, prepararon una cabala, que tenia por objeto establecer la division en el mando entre el almirante Blanco y yo, ó como ellos decian : « Dos jefes de escuadra y no Cochrane. » — Viendo ellos que Blanco no se prestaba á tal intriga, persuadieron á uno ó dos de los ministros, cuya suspicacia no era difícil despertar, de que era peligroso y en discrédito de un gobierno republicano el permitir que un noble y extranjero mandára la marina, y aun lo era mas el consentirle conservase su título. El plan era poner á la cabeza del mando al almirante Blanco y hacer que yo sirviese de su segundo. Por medio de esta combinacion, y como Blanco no estaba acostumbrado á mandar marineros ingleses, los autores de este proyecto creían que así podrian predominar á sus anchas. El almirante Blanco, con todo, insistió por cambiar nuestros puestos ofreciéndose á servir como segundo, á cuyo arreglo asentí gustoso.

Fin que se proponian.

» No merecia la pena de enumerar esta insignificante disputa, si no fuera por los resultados posteriores á que dió lugar, como por aprovechar de la ocasion de conferir un testimonio lisonjero al desinteresado patriotismo del almirante Blanco, quien es hoy dia uno de los mas ilustres hombres que adornan á la República, que contribuyó á establecer con servicios eminentes. »

Buques de que se componia la escuadra.

Los buques de que entónces se componia la escuadra eran la fragata *María Isabel*, que se llamó la *O'Higgins*, en honor del supremo director ; el *San Martin*, de 56 cañones, antiguamente el *Cumberland;* el *Lautaro*, de 44 cañones ; el *Galvarino*, de 18 cañones, que poco ántes habia sido la corbeta de guerra inglesa *Hecat;* el *Chacabuco*, de 20 cañones, y el *Araucano*, de 16. — Esta fuerza, segun el mismo testimonio, « aunque imperfecta en su organizacion y equipo, hacía honor á la energía de un pueblo recientemente emancipado (1). »

Su salida el 16 de enero.

El 22 de diciembre de 1818, se enarboló la bandera del almirante á bordo de la *O'Higgins*, y sin pérdida de tiempo se

(1) *Memorias de lord Cochrane*, p. 6.

1819. ocupó en aprestar la escuadra. El 16 de enero se hizo esta á la vela compuesta de solo cuatro buques: la *O'Higgins*, el *San Martin*, el *Lautaro* y el *Chacabuco*, quedando al cargo del contra-almirante Blanco, que debia seguirlo, el *Galvarino*, el *Araucano* y el *Pueyrredon*. Poco despues de su salida, tuvo lugar un motin á bordo del *Chacabuco*, obligando á la escuadra á dirigirse á Coquimbo, donde se desembarcaron á los cabezas, juzgándolos en un consejo de guerra.

Motin en el *Chacabuco*.

Informes que recibe el almirante.

Navegaba la escuadra á lo largo de la costa, cuando el almirante fué informado de que el *Antonio* estaba próximo á salir del Callao para Cádiz, llevando un valiosísimo cargamento. La flota permaneció costeando hasta el 21 de febrero, á una distancia suficiente para no ser vistos desde el puerto; pero como no se avistase el expresado buque, el impaciente marino resolvió hacer los preparativos para realizar el atrevido plan que habia concebido al dejar Valparaíso, que era el de atacar los buques españoles surtos en la bahía del Callao, durante las fiestas del carnaval, porque era presumible que entónces habria ménos vigilancia, á consecuencia de los regocijos de esos dias. Segun los informes que habia recibido, la fuerza que habia en el puerto se componia de las fragatas *Esmeralda* y *Venganza*, una corbeta, tres bergantines de guerra, una goleta, veinte y ocho lanchas cañoneras y seis buques mercantes armados con artillería de grueso calibre. Todos estos buques se encontraban juntos y amarrados al pié de las baterías, en donde habia 350 cañones montados, segun el plano de las fortificaciones.

Plan concebido por Cochrane.

Insensata parecia la tentativa de investir con solo cuatro buques una escuadra y baterías que representaban mas de 600 bocas de fuego de grueso calibre; sin embargo, el intrépido almirante resolvió apoderarse de las fragatas, confiando en el auxilio del carnaval.

Circunstancia que debia favorecer sus proyectos

La circunstancia de esperarse en el Callao dos buques de guerra norte-americanos favoreció sus proyectos, y aprovechándose de esta eventualidad, dispuso que entrasen la *O'Higgins* y la *Lautaro* con el pabellon norte-americano, dejando al *San Martin* oculto detras de la isla de San Lorenzo. — Como com-

plemento de este plan debia enviarse una embarcacion á tierra, aparentando conducir despachos; la cual daría la señal para abordar las fragatas. Una de esas nieblas densas tan frecuentes en las costas del Perú separó al *Lautaro*, y no pudo incorporarse á la almiranta hasta cuatro dias despues, haciendo ineficaz el primitivo plan, porque la niebla continuó hasta el 29. « Durante ese intervalo, dice lord Cochrane, se dejó oir un vivo cañoneo, y creyendo que uno de los buques se estaba batiendo con el enemigo, me mantuve con el mio en la bahía; los otros, creyendo lo mismo, se dirigieron tambien hácia el lugar de donde venia el estampido del cañon; por esta circunstancia, al disiparse la niebla por un instante, nos descubrimos mutuamente y á la vez una vela extraña que se hallaba cerca de nosotros. — Hecha esta presa por la almiranta, resultó ser una lancha cañonera española, tripulada por un teniente y veinte hombres, quienes, al caer en nuestro poder, nos dijeron que aquel fuego habia sido salva en honor del virey, que habia ido esa mañana á pasar revista de las baterías y embarcaciones, y que en ese momento se encontraba á bordo del bergantin de guerra *Pezuela*, al cual habíamos visto hacer fuerza de vela con direccion á las baterías.

1819.

El *Lautaro* se separa de la almiranta.

Primera presa; declaracion que hizo su tripulacion.

» Habiendo vuelto la niebla, se me ocurrió la posibilidad de hacer un ataque directo, el cual si no salia bien del todo, á lo ménos daria á los Españoles una idea tal de lo muy resueltas que eran nuestras intenciones, que les haria mirar con respeto la escuadra chilena, y les induciria tal vez á no enviar sus buques en proteccion de su comercio; en cuyo caso, un bloqueo nos ahorraria la necesidad de diseminar nuestras fuerzas pequeñas para irles en persecucion, suponiendo que se resolviesen á salir á la mar. — En efecto, continuando bajo el disfraz de la bandera norte-americana, la *O'Higgins* y el *Lautaro* se dirigieron hácia las baterías, y por poco no encallaron á causa de la niebla. — El virey, que habia, sin duda, presenciado la captura de la cañonera, estaba preparado para recibirnos con la guarnicion sobre las armas y las tripulaciones con sus escuadras. Á pesar de la notable desigualdad, me decidí á ata-

Posibilidad de un ataque directo al Callao.

Disposicion en que se hallaban los Españoles.

1819. car, puesto que el retirarnos sin disparar un tiro produciria en el ánimo de los Españoles un resultado contrario del que me proponia; sabía, por la experiencia que poseía en asuntos de guerra, de que el efecto moral, aunque sea el resultado de un cierto grado de temeridad, no deja á veces de suplir la falta de una fuerza superior.

» Como el viento empezase á calmar, no me aventuré á hacer que la almiranta y el *Lautaro* se atracasen al costado de las fragatas españolas, tal cual lo habia pensado en un principio; sino que me amarré con codera sobre nuestros cables por el traves de las embarcaciones, las cuales formaban una media luna de dos líneas, estando la última fila dispuesta de manera que cubriese los intersticios de los buques de la fila de enfrente. — Sobrevino una calma muerta, y durante dos horas estuvimos expuestos á un fuego terrible de las baterías y del que nos hacian las fragatas, los bergantines *Pezuela* y *Maipo* y siete ú ocho lanchas cañoneras, consiguiendo, sin embargo, apagar con nuestro fuego el del ángulo norte de uno de los principales fuertes.

Fuego mortífero de las baterías.

» De súbito se levantó una brisa, y levando el ancla, estuvimos yendo y viniendo al frente de las baterías y respondiendo á sus fuegos. En estas circunstancias cayó gravemente herido el capitan Guise, que mandaba el *Lautaro*, y su buque se largó no volviendo á entrar en línea. El *San Martin* y el *Chacabuco*, sea por falta de viento ó por otras causas, no llegaron á ponerse á tiro de bala, quedando la almiranta sola para continuar la accion; por lo que, faltando la cooperacion de los otros buques, me ví obligado de mala gana á abandonar el ataque, retirándome á la isla de San Lorenzo, distante de los fuertes cosa de cuatro ó cinco millas. Los Españoles no se atrevieron á perseguirnos, á pesar de que sus fuerzas, independientemente de las cañoneras, fuesen casi el cuádruplo de las nuestras (1). »

El *Lautaro* se retira de la línea.

La escuadra chilena se retira á San Lorenzo.

Hé aquí el número de buques que allí tenian los Españoles :

Buques que tenian los Españoles.

(1) *Memorias de lord Cochrane*, p. 8.

Fragatas. *Esmeralda*, 44 cañones; *Venganza*, 42; *Sebastiana*, 28. 1819.

Bergantines. *Maipo*, 18 cañones; *Pezuela*, 22; *Potrillo*, 18, y otro mas de 18.

Una goleta armada con una pieza de á 24 y 20 culebrinas.

Buques mercantes armados: *Resolucion*, 36 cañones; *Cleopatra*, 28; la *Focha*, 20; *Guarney*, 18; *Fernando*, 26; *San Antonio*, 18.

Es decir, 3 fragatas, 4 bergantines, una goleta de guerra y 6 buques mercantes armados todos y prontos para salir á la mar y 27 cañoneras, con un total de 384 cañones.

Luego que la niebla se disipó, no fué pequeña la sorpresa de los Españoles al ver que en vez de tener á su frente toda la escuadra de Chile, esta se reducia á su propia fragata, la antigua *María Isabel*. « El desaliento que les causó este descubrimiento, agrega el almirante chileno, fué tan grande que tan pronto como les fué posible, despues del combate, desaparejaron sus buques de guerra, formando con los masteleros y berlingas una doble cadena que colocaron al traves del surgidero para impedir la entrada. »

Medidas tomadas por los realistas.

Reparadas las averías sufridas, volvieron al puerto al dia siguiente la almiranta y el *Lautaro*, y dirigieron sus fuegos sobre las cañoneras españolas. Los buques neutrales que habia en el puerto se retiraron fuera de tiro de cañon. —Las lanchas cañoneras se refugiaron bajo las baterías, de modo que los fuegos de los buques chilenos no les alcanzaban. Pero el almirante quedó satisfecho, habiendo hecho conocer á los Españoles la disposicion en que estaba de batirlos.

Nuevo ataque de los patriotas.

Hé aquí el parte oficial del almirante dirigido de á bordo de la fragata la *O'Higgins*, fondeada frente de la isla de San Lorenzo, el 27 febrero de 1819:

« Señor: En todo el espacio corrido desde mi salida de la costa de Chile hasta esta fecha, no ha tenido la escuadra de mi mando ocurrencia que llame particularmente la atencion. Sin embargo yo creo deber aquietar los cuidados de S. E. el supremo director dando á V. S. una idea no cansada de todo lo sucedido.

1819.

Órden dada á una goleta.

» La corbeta *Chacabuco* se unió á la *O'Higgins* en la mañana del dia siguiente al que yo zarpé de Valparaíso; y le ordené regresase á dicho puerto á fin de recibir los estopines y demas útiles que se esperaban de Santiago, y dar la vela inmediatamente á reunírseme en la altura de las Hormígas, donde debia estar tambien cruzando el bergantin *Araucano*. En el curso del mismo dia llegaron el navío *San Martin* y la fragata *Lautaro*, y todos reunidos seguimos rumbo al oeste. Mi primer pensamiento fué tocar en la isla de Juan Fernández, tanto para hacer algunos reparos esenciales como para completar la aguada cuya deficiencia presumia; pero estando muy á su norte y aun mas adelante de su meridiano el dia diez y nueve, creí conveniente no forzar la situacion en que me hallaba, y tomando en consideracion todas las circunstancias, determiné seguir al oeste por varios motivos de séria importancia.

Situacion de la escuadra.

» Cualquiera inmediacion á la costa del Perú ántes de llegar al Callao debia ser alarmante, y sin ser productiva al Estado, dificultaba cualquier golpe de mano que podria facilitar el primer arribo. La escuadra por otra parte no estaba en estado de combate, ni por órden y policía interior de los buques, ni por la calidad de la gente, en la mayor parte forzada, bisoña y viciosa: de consiguiente era preciso tomarse considerable tiempo para arreglar los unos, é instruir y reducir á disciplina á los otros ántes de buscar la oportunidad de hacer valer el honor del pabellon. Últimamente, la altura que me propuse tomar era precisamente la ruta que con milla mas ó ménos de diferencia acostumbran seguir los buques que pasan del Callao para Europa, y de este modo no solo me desviaba del objeto principal, sino que me proporcionaba todo el tiempo y distancia á que me necesitaban los otros motivos ya expresados.

Informes bre unos buques.

» Las relaciones de varios balleneros que fueron abordados me acabaron de persuadir de la conveniencia de mi cálculo; pues los que habian salido del Callao aseguraban hallarse en él las fragatas *Esmeralda* y *Venganza*, y que la corbeta *San Antonio* estaba próxima á dar la vela para Cádiz, con cuyo motivo se habia prohibido la salida de toda otra embarcacion. Con este

conocimiento el 28 de enero hallándome ya en longitud 89 grados 28 min., dirigí el rumbo á Lima para cruzar en las inmediaciones hasta la salida del dicho *San Antonio*. Entretanto los buques tuvieron un reparo y arreglo convenientes, las tripulaciones fueron distribuidas proporcionalmente á la fuerza de cada uno, y ejercicios continuos de fusil y de cañon con pólvora y al blanco ocuparon la mayor parte del tiempo. 1819.

» El 10 de febrero se hallaba ya la escuadra cruzando sobre las Hormígas. En esta situacion se apareció el convoy ingles, que salia del Callao. Preparados para combate, y creyéndolo español, ordené darle caza, cuando en breve la *Andromaca* fué reconocida. Á este efecto determiné al dia siguiente con acuerdo de todos los capitanes el esperar al *San Antonio* hasta el 21 ó 22, formando un estrecho crucero con los tres buques, y el 23, dia último de carnaval en que todas las clases de Lima debian estar sumergidas en la molicie y bacanales de costumbre, verificar mi repentina entrada, y hacer eficiente una sorpresa. La *O'Higgins* y *Lautaro* fueron pintadas y arregladas con la mas perfecta apariencia de buques de guerra anglo-americanos, á fin de mantener la ilusion de las fragatas que se esperaban; y el navío *San Martin* debia quedarse fuera de la isla encubierto para obrar conforme á las circunstancias, miéntras los otros abordaban la *Esmeralda* y *Venganza*, y echaban á pique á todo lo que se presentase enemigo á derecha é izquierda.

Aparicion del convoy ingles en el Callao.

» Concertado el plan en estos términos, arreglados los buques, preparadas y ejercitadas las tripulaciones, animadas del mayor celo, amaneció el 21 con una niebla espesísima, que continuando todo el dia, ocasionó el que los buques se perdiesen de vista y posicion. El 22 en una pequeña clara se divisó y acercó el *Lautaro*, y miéntras su capitan se hallaba á bordo de la *O'Higgins* dando noticia de algunas ocurrencias, volvió á cerrarse la niebla con tanto espesor y duracion que en cuatro dias consecutivos fué imposible nuestra reunion, y quedó desbaratado el proyecto indicado para el 23.

El plan estratégico quedó burlado.

» Perdida inevitablemente la oportunidad del dia, creí que aun no debia perderse la esperanza y conveniencia del designio,

Aparicion del *San Martin* y de otros buques.

1819. que podia realizar en otro sin un probable compromiso. Con este objeto me dirigí el 26 sobre el Callao, donde conceptuaba encontrar á los demas. Empezando á disiparse la niebla, ví al poco tiempo la isla de San Lorenzo, y en seguida aparecieron algunas velas dándose caza unas y otras, y tirando algunos cañonazos, las que reconocidas se hallaron ser el *San Martin* con una presa de Chiloé, y de que hablo á V. S. separadamente, el *Lautaro,* y por primera vez la *Chacabuco*, á mas de un ballenero que se le ordenó retirarse de la costa.

Movimiento de precaucion.

» Las circunstancias de este encuentro me hicieron temer otro desconcierto en el plan concebido : pues el ruido de los cañonazos, y la aparicion de los buques en posiciones tan inmediatas al alcance de las vigías enemigas, podian haber alarmado á estos, y destruir toda la importancia de una sorpresa. Forzados pues, por ocurrencias que no habia sido posible dominar, y envueltos otra vez en la tenaz y perseguidora niebla, viramos de vuelta afuera para ocultar lo que podia haber llamado la atencion del Callao.

Promete iniciar las operaciones con buen suceso.

» Vista por la primera vez la *Chacabuco*, he sido informado del desgraciado motivo de su demora y extravío sobre Coquimbo, cuyos papeles incluiré á V. S. separadamente. Su reunion á la escuadra ha dado una nueva importancia al plan de operaciones, y yo me dispongo á llevarlo á ejecucion, siempre que difíciles circunstancias no sobrevengan y alteren el concierto de medios que me he propuesto. Todo está preparado á este fin, y me atrevo á prometer que alguno de los dias siguientes dará motivo á un resultado, que aunque por la fatalidad de los elementos nos arrebate toda ventaja directa y positiva, al ménos el enemigo no la pueda calcular sobre pérdida alguna de las fuerzas de la patria.

» Hasta aquí he dado á V. S. una idea de los movimientos y preparaciones de la escuadra desde mi salida, y sin el complemento de sus buques. La reunion de los cuatro principales sobre el puerto de su destino hará iniciar las operaciones que pondré en noticia de V. S. oportunamente.

» Tengo el honor de asegurarme con toda consideracion de

V. S., Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Señor secretario de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. » 1819.

Lord Cochrane despachó el 2 de marzo al capitan Forster, con órden de ocupar la isla de San Lorenzo, acompañado de la cañonera tomada á los Españoles y de las lanchas de la *O'Higgins* y del *Lautaro*. Triste fué el espectáculo que allí presenciaron del despotismo de los vireyes; libertar á 37 prisioneros argentinos y chilenos, martirizados por el espacio de ocho años, obligados á trabajar diariamente con cadena, bajo la custodia de una guardia militar, fué el resultado de esa expedicion. El sitio en que dormian, era un techado cubierto de inmundicias, donde se les encadenaba de una pierna á una barra de fierro. Es indescriptible la alegría de esos desventurados al recobrar la libertad cuando ménos la esperaban (1). Toma de la isla de San Lorenzo.

Reproducimos á continuacion el parte oficial que el almirante Cochrane dirigió á su gobierno con fecha 4 de marzo :

« A bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, fondeada delante del Callao, marzo 4 de 1819.

» Señor, la inmovible posicion de la línea enemiga me hizo concebir que su plan no pasaba de una mera defensiva. Esta idea ha sido confirmada por repetidos informes que he recibido de algunos marineros pasados, y otras personas, quienes me han asegurado que, despues de las mas acaloradas discusiones en las juntas que ha celebrado el virey para deliberar sobre el partido que debia adoptarse, ha sido resuelto no correr el riesgo de una accion, sino mantener toda la fuerza encerrada en el puerto, adonde se han remitido dos mil veteranos de tierra. Esta medida tiene el objeto de impedir cualquier desembarco, por estar generalmente impresionados que el ejército unido trata de forzarse camino por el Callao, ó que ha empezado á llamar la atencion por Pizco con el mismo fin. Resolucion del enemigo.

» Este estado de cosas me indicaba las medidas que me con- Determinacion de Cochrane.

(1) Obra citada.

1819. venia adoptar, y así ya no tuve que trepidar en estrechar el bloqueo entre el surgidero del Callao y la isla de San Lorenzo, determinando apoderarme de esta, no solo para quitarle al enemigo la vigía y batería de señales, sino para efectuar en tierra con mas comodidad algunas operaciones que las circunstancias hiciesen necesarias.

Medidas para realizarla.

» Con esta idea, el dia 2 del corriente, á las cinco de la mañana, remití á la vela unos lanchones con ciento treinta hombres entre soldados y marineros de todos los buques, al mando del comandante de la fragata, D. Roberto Forster. En el momento que la gente empezó á desembarcar, los soldados de guarnicion huyeron en todas direcciones, y veinte y nueve prisioneros de Chile y Buenos Aires, que estaban condenados á trabajar con cadenas en este inhabitable é inclemente monton de arena y piedras, recibieron con los brazos abiertos á sus libertadores. Todo lo perteneciente al vigía fué tomado ó destruido : dos ranchos en que habia dos mujeres, y decian pertenecer á pescadores, fueron respetados, ocho soldados con sus cabos respectivos hechos prisioneros, y el resto de los libertados se incorporaron alegres en la tripulacion del navío *San Martin.*

Toma de la isla de San Lorenzo.

» Tengo el honor de repetirme con toda mi consideracion de V. S., Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Señor secretario de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

Los prisioneros chilenos en Lima.

« Con este motivo, dice lord Cochrane, tanto estos patriotas que acababan de ser libertados, como los Españoles que acababan de ser prisioneros, me aseguraron que en Lima habia un gran número de oficiales y marineros chilenos que se encontraban en una condicion mas triste que los de la isla; que los grillos de sus piernas habian comido la carne hasta llegar al hueso, y que al comandante de ellos, por un exceso de crueldad, le tenian condenado á muerte hacía mas de un año. Á vista de eso, envié un parlamentario al virey, D. Joaquin de la Pezuela, pidiéndole un canje con los Españoles que tenia en mi poder y los que estaban en Chile (que eran numerosos y se

Canje propuesto al virey de Lima.

hallaban comparativamente bien tratados), á fin de que esos infelices pudiesen volver al seno de sus familias. — El virey negó el cargo de mal tratamiento, agregando que tenia el derecho de tratar á los prisioneros como á piratas, si lo creyera oportuno, rearguyendo que el general San Martin, despues de la batalla de Maipo, habia tratado de espía al comisionado español y amenazádole con la muerte repetidas veces. — El canje de prisioneros fué descortesmente rehusado, finalizando el virey su respuesta con manifestar su sorpresa, porque un noble Ingles mandase las fuerzas marítimas de un gobierno « que ningun país del mundo habia reconocido. » — Á esta última observacion creí de mi deber responderle : « que un noble Británico era un hombre libre, y por lo tanto tenia el derecho de ayudar á cualquier país que se esforzase por restablecer las garantías de la humanidad ultrajada; que por esto habia abrazado la causa de Chile, con la misma franqueza que habia rehusado el ofrecimiento que poco ántes me hubo hecho el embajador de España en Lóndres del empleo de almirante de la escuadra de ese reino. Este ofrecimiento me lo hizo el duque de San Cárlos, á nombre de Fernando Sétimo. »

1819.

Este rehusa descortesmente.

El 10 de marzo dirigió lord Cochrane el siguiente parte de sus operaciones :

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins,* anclada delante del Callao.

» Señor : — La entrada de la fuerza naval de Chile en la bahía del Callao y el acto de fijar un formal y manifiesto bloqueo de dicho puerto eran operaciones sencillas; pero no llenaban algunos objetos de la gran causa de la América, si no se acompañaban de algun suceso principal por su importancia ó impresivo por sus consecuencias. El plan que he tenido el honor de indicar á V. S. en mi nota anterior preparaba uno y otro, y cuando ménos, aseguraba algunos de ambos resultados. Sobre este convencimiento tomé todas mis medidas el dia y noche del 27 último, pero una nueva y extraordinaria combinacion de accidentes me forzó á adoptar otro partido no desventajoso.

Sustitucion de un nuevo plan al antiguo.

1819. Cañoneo.

» Despues de estar reunidos los buques de la escuadra, la tarde del 27 á distancia de 20 millas de la isla de San Lorenzo, al caer el sol sobrevino una fuerte brisa del sud, que acompañada por una negra y espesísima niebla hizo inútiles los esfuerzos para que los buques conservasen sus posiciones. Perdidos de vista unos de otros en la noche, no fué posible tomar alguna idea ni aun por el auxilio de señales. Amaneció el 28, y la misma niebla destruía toda esperanza de ver buques ú horizonte alguno. Teniendo motivos para creer que el *San Martin* y el *Lautaro* debian haberse dirigido hácia la isla, hice rumbo hácia ella, cuando á las nueve de la mañana se empezó á oir un cañoneo en la misma direccion. Cada momento y cada grado de aproximacion lo presentaban mas empeñado, de modo que, no teniendo ningun otro antecedente, fué preciso y natural concluir que el *San Martin* y *Lautaro*, ó algunos de ellos, envueltos en la niebla y forzados por el viento, se habian hallado repentinamente sobre el Callao en la inevitable necesidad de sostener algun empeño con las fuerzas navales de Lima.

Cesacion del fuego.

» Mi ansiedad crecia á proporcion que el cañoneo continuaba, y que la brisa escaseaba sensiblemente. Al fin haciendo toda fuerza de vela, divisé la punta occidental de la isla á las dos de la tarde, tiempo en que el fuego ya habia cesado. Entrado sobre el cabezo de dicha isla, un feliz momento de claridad me permitió conocer el *San Martin* y el *Lautaro*, que al ruido del mismo cañoneo, y figurándose empeñada á la *O'Higgins*, se habian apresurado á llegar al mismo lugar sin saber ninguno el destino del otro; y al poco tiempo se descubrió tambien la *Chacabuco* conducida por el mismo motivo, pero enteramente á sotavento sobre la costa firme.

Rendicion de una cañonera.

» En este estado nos volvimos á ver otra vez cubiertos de la perseguidora niebla, pero no tan espesa que me impidiese ver una vela extraña. Sin perder instantes, seguí casi á tientas sus aguas, y conociendo á poco que era una cañonera, le tomé el barlovento, y se rindió sin tirar un tiro. El alférez de fragata que la mandaba y 20 prisioneros entre soldados y marineros fueron trasbordados á la *O'Higgins*, y la balandra cañonera con

1819.

un cañon de 24 y dos pedreros fué tripulada con un oficial y doce hombres de la marina de la patria. Sabiendo entónces por los prisioneros que el cañoneo de toda la mañana habia sido con motivo de haber venido el virey al Callao á revisar los castillos y fuerzas navales, y que aun el mismo virey se habia embarcado en el *Maipo* (que en efecto fué avisado por el *San Martin*, que no lo pudo cortar por estar muy á sotavento); creí conveniente seguir adelante con el fin de sorprender á favor de la misma niebla alguna otra embarcacion ó cañonera. El *Lautaro* me seguia á alguna distancia, y de repente en una clara nos vimos á la vista de los buques y baterías del Callao.

Vista de los buques y baterías del Callao.

» El enemigo habia tenido ya noticias el 26 de aparicion de buques cerca de la costa; el *San Martin* y la *Chacabuco* habian sido vistos en la mañana; el vigía de la isla habia tambien hecho hacía poco señales con dos cañonazos, y últimamente la *O'Higgins* y el *Lautaro* se acababan de presentar á la vista. Fué pues ya preciso aparecer con la dignidad que demanda el honor de un pabellon, y enseñarle al enemigo que, cualquiera que fuese su preparativo, las fuerzas de la patria sabian sostener la posicion.

Noticia que sobre los buques habia tenido el enemigo.

» Por otra parte, yo creí que aunque mi primer plan ya no podia tener lugar por la fuerza de elementos extraños, este momento me facilitaria el saber quiénes eran los enemigos y de cuánto eran capaces los patriotas que me acompañaban y jamas habian tenido un empeño naval. Así pues bajo de este concepto y sobre la seguridad de que no habria un compromiso peligroso, viré para entrar en línea sobre la que tenia hecha el enemigo. Esta era en forma de media luna y compuesta de buques de guerra, segun el parte adjunto, y veinte y tantas cañoneras y lanchas. Tras de estas seguia una segunda línea cubriendo los claros de la primera, y compuesta de otras embarcaciones armadas, y á retaguardia estaba amontonado un gran número de buques mercantes españoles. Los extranjeros se veían fondeados sobre la derecha de la línea enemiga.

Disposiciones para entrar en combate.

» Al llegar la segunda vez sobre el cabezo de la isla, hice señal para que el *San Martin* virase en vuelta de la tierra, su-

1819. poniendo que mi direccion y el solo romper el fuego enseñarian á todos los buques su ruta y su deber. El *Lautaro* estando mas inmediato acompañó entónces á la *O'Higgins* hácia el enemigo, y le ordené virase sobre la *Esmeralda*, que al parecer sostenia la derecha de la línea.

Principio del combate.

» Yo procuré todavía mantener alguna perplejidad en el enemigo, aprovechándome de aquella capa de neutralidad que pocas semanas hacía habia cubierto al sobrino y espías del virey del Perú en la corbeta *Ontario* anclada en Valparaíso; pero fué bien visto que la atencion pagada por los castillos y buques de guerra del Estado de Chile á un buque neutral, sin embargo de estar empleado de tal modo, no es la política que regla la conducta del virey del Perú. No bien fueron avistadas la *O'Higgins* y *Lautaro* á las cuatro de la tarde, cuando rompió el fuego la *Esmeralda*, siguió en confusion toda la línea naval, y continuaron los castillos; y tengo el pesar de decir que un casco de una bala perdida hirió gravemente al capitan Guise, del *Lautaro*, y me privó no solo de los importantes servicios de este bravo oficial, sino de la cooperacion que yo me habia propuesto tener del mismo *Lautaro*.

Sensible accidente.

Duracion del combate.

» Dirigiéndome pues á tomar mi posicion, fijada la bandera de Chile, y echada el ancla, empezó la *O'Higgins* á jugar sus baterías; y no pudiendo acercarse los demas buques de la escuadra, esta fragata sola contestó el fuego de los contrarios. Sin duda que hubiera sido temeridad el sostener el empeño aun por un cuarto de hora, si el acierto de los enemigos hubiese correspondido á sus preparativos y al número de mas de trescientas piezas de cañon que obraban á la vez; pero felizmente cada minuto me persuadia del ningun riesgo del siguiente, y de este modo duró el combate dos horas sin experimentar mas daño la fragata que el de una bala que la bandeó sin utilizarla, y tener mas desgracia en la gente que la de ser herido lijeramente en la cabeza un pilotin, y salir contuso un escribiente del buque.

» Á las seis de la tarde, satisfecho ya mi objeto y empezando á caer una densa niebla, viré tranquilamente en vuelta de fuera

á reunirme con los demas buques, á los que encontrados enfrente del cabezo de la isla, á excepcion de la *Chacabuco*, ordené fondear de la parte de adentro, bien seguro que ni la gran línea enemiga, ni buque alguno se atreveria á incomodarnos, como en efecto ha sucedido. 1819.

» Las pérdidas del enemigo deben haber sido muy considerables, pues segun los informes que he recibido esta mañana se han desembarcado gran número de heridos de los buques, y tengo el sentimiento de añadir que se han visto algunos muertos en tierra contra mis intenciones, y debido sin duda á un inevitable exceso en la elevacion de las punterías. Pérdidas del enemigo.

» Yo me habia prometido que la gente que forma la tripulacion de la *O'Higgins* sostendria su puesto con todo el honor propio de los hijos de un Estado libre; pero tengo la mas honrosa complacencia en poder informar á V. S. que la prontitud, alegría y bravura de todos los oficiales, soldados y marineros han excedido mis mejores expectaciones. En particular no puedo dejar de recomendar al capitan de la fragata, D. Roberto Forster, por su actividad y conocimientos, que merecen la suprema consideracion de S. E. Recomendaciones.

» El bloqueo pues está ya puesto, y me atrevo á decir que el enemigo tiene motivos para creer que no le será fácil romperlo, y que puede costarle muy cara cualquiera tentativa. Efectividad del bloqueo.

» Tengo el honor de ser con toda mi consideracion de V. S., Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE.— Señor Secretario de Estado y de marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

El 17 del mismo mes continuó dando cuenta de sus operaciones del modo siguiente:

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, fondeada delante del Callao.

» Señor: — Todos los movimientos del enemigo hasta esta fecha no han tenido otro objeto ni extension que fortificar su línea en el surgidero, despues de haber preparado hornillos de bala roja en los castillos y algunos de los buques, segun las in- Objeto de los movimientos del enemigo.

1819. formaciones que he recibido de tierra, y que el hecho ha comprobado.

Aparicion de dos buques.

» El 3 del corriente aparecieron dos velas casi á un mismo tiempo; la una fuera del cabezo de la isla, y la otra enfrente de los Chorrillos. La primera aparecia un buque ingles ballenero, que á toda vela se dirigia al Callao; y la segunda marchaba á la incertidumbre, y tenia todas las señales de embarcacion española de guerra. Todos los buques de la escuadra estaban fondeados en línea en el canal del Boqueron, cuyo tránsito es sumamente incierto y difícil aun para embarcaciones medianas, y como el ballenero se aproximaba por instantes al surgidero del Callao, era materialmente imposible atender á un mismo tiempo á este y al de enfrente de los Chorrillos.

Movimiento de la *O'Higgins* sobre un ballenero

» Eran cerca de las cuatro de la tarde, y la rapidez con que era necesario obrar no permitia encomendar á distintos buques el dar caza al español, y atajar al ballenero, cuya lijereza y proximidad eran ya tan notables que llamó la atencion de los habitantes del puerto, lisonjeados de que era inevitable su seguro arribo. Así pues, á pesar de la prontitud con que dió á la vela la *O'Higgins*, no pudo obrar sobre el dicho ballenero sin forzarse camino por entre fuegos de las baterías y fuerzas navales del enemigo. Entónces observé la bala roja que cayó á cierta distancia de la fragata; pero siguiendo adelante sin hacerle caso, tengo la satisfaccion de decir que los tiros de la *O'Higgins* fueron tan bien dirigidos, que forzaron al ballenero á virar en vuelta de fuera, despues de haber estado casi en el mismo surgidero y bajo la proteccion de todas las fuerzas de la plaza.

Noticia sobre la corbeta *Trujillana.*

» Abandonado así el enemigo á su propia confusion, determiné llenar el segundo objeto. Lo avanzado del dia y la densa niebla que sobrevino me obligaron á cruzar al este en una altura en que el buque español pudiera ser visto al dia siguiente; todo el 14 estuve sobre las islas de las Hormigas, hasta que, persuadido de que á favor de la niebla podia haber hecho fácilmente su escape en cualquiera direccion, viré en vuelta de tierra y dí fondo á la noche sobre la costa firme y enfrente

1819.

del cabezo de la isla de San Lorenzo. Las noticias recibidas aseguran que dicho buque español era la corbeta *Trujillana*, perteneciente al convoy de Guayaquil, y estando enfrente de los Chorríllos, desembarcó su capitan y algunos otros á tomar informaciones ú órdenes en la costa, en cuyo intervalo el maestre y demas se amotinaron y dieron la vela para Valparaíso, segun la opinion de muchos.

Entrada de un bergantin con bandera portuguesa al Callao.

» La mañana siguiente, me acerqué á la isla, despues de haber hecho algunas observaciones y reconocimientos hasta cerca del tiro de cañon de la plaza. Siguiendo dicho rumbo, observé un bergantin con bandera blanca cerca de los demas buques de la escuadra, que no pude reconocer mejor por sobrevenir una perfecta calma; pero al poco tiempo advertí, no sin sorpresa, que el indicado bergantin hacía toda vela hácia el puerto, y que la *Chacabuco*, que lo seguia, estaba imposibilitada de darle caza, de modo que él entró con seguridad al Callao. Las informaciones que recibí en consecuencia sobre este inesperado caso me hicieron saber que el dicho bergantin con bandera portuguesa habia sido detenido en la mañana por la corbeta *Chacabuco*, siendo su capitan conducido al navío con los papeles que acompaño en el paquete número 1. Por ellos resulta que tanto el capitan como los demas de la tripulacion son Españoles residentes en Montevideo, en donde habilitaron dicho buque con bandera portuguesa; que despues de doblar el cabo de Hórnos con destino á Valparaíso tocaron en Valdivia por falta de agua, segun presentan, en donde el gobernador les obligó á dejar parte del cargamento hasta la cantidad de 40,000 pesos, dándoles libranzas contra las cajas de Lima, las que van adjuntas: con cuyo motivo dice el capitan que se determinaron á mudar destino y venir al Callao á cobrar los dichos libramientos.

Correspondencia que llevaba.

» Por noticias privadas de tierra se ha tenido mayor esclarecimiento de este negocio. El dicho bergantin traía para Lima correspondencia del Janeiro y Valdivia para estos comerciantes interesados en su cargamento. Á su bordo venia un oficial español de Valdivia, que se disfrazó en el acto del

1819. reconocimiento, y luego trazó el plan de escape. Como todas estas circunstancias han sido silenciadas y muy ocultadas por el capitan, se hacen muy vehementes las sospechas contra la pureza y neutralidad de sus intenciones. Sobre todo S. E. el supremo director determinará lo que fuese de su agrado respecto de la persona y papeles del capitan; en la inteligencia de que el buque, si llega á salir y ser tomado, será presa legítima, por el hecho de haber roto el bloqueo en el acto mismo del reconocimiento.

» Tengo el honor de repetirme con toda consideracion de V. S., Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE.— Señor secretario de Estado de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

Nuevo plan de lord Cochrane.

Siendo insuficiente el número de buques con que contaba para dar un golpe decisivo, resolvió lord Cochrane destruir los buques españoles por medio del incendio, para lo cual preparó un laboratorio en San Lorenzo bajo la direccion del mayor Miller, comandante de la tropa de línea. — Miéntras se hacian los preparativos, tuvo lugar una explosion casual que hirió gravemente á aquel esforzado oficial.

Maniobra para distraer la atencion del enemigo.

Terminados los preparativos el 22 de marzo, la escuadra chilena se dirigió nuevamente hácia los buques españoles, pasando con la almiranta muy cerca de los fuegos combinados de los fuertes y las embarcaciones, teniendo por objeto distraer la atencion del enemigo y ocultarle el brulote, que habian dejado ir á merced de las olas con direccion á las fragatas; pero cuando se hallaba este á tiro de fusil, una bala rasa le echó á pique, y frustró así el plan. Encontrándose el *San Martin* y el *Lautaro* á gran distancia, fué menester renunciar al ataque y abandonar el brulote.

Véase cómo continúa el almirante dando cuenta de sus operaciones al gobierno chileno :

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins,* fondeada delante del Callao. Marzo 26 de 1819.

» Señor :— El 24 del corriente apareció á vista de la escuadra

1819.

Reconocimiento de una goleta anglo-americana.

Conducia artículos de contrabando de guerra.

una goleta anglo-americana que se dirigia al Callao. La *Chacabuco* y cañonera fueron enviadas á su reconocimiento, y en consecuencia vino á bordo de la *O'Higgins* el sobrecargo con todos sus papeles y diario. Fué precisa muy poca diligencia para conocer que debia ser apresada en el momento por conducir al enemigo artículos de guerra, como fusiles, sables, municiones y provisiones navales, á mas de otros útiles comprendidos en la relativa significacion de contrabando; y resultando de los mismos conocimientos que los dueños del contrabando eran los mismos de la goleta, no trepidé en mandar un lanchon para tripularla con la marinería de la patria, y hacer trasladar su gente á bordo de esta fragata, para impedir de este modo otra ocurrencia parecida á la del bergantin con bandera portuguesa.

Pormenores.

» El derecho público marítimo es tan claro y terminante en este respecto que no deja la menor duda sobre la legitimidad del apresamiento; pero para mayor satisfaccion los papeles que se encontraron ocultos han demostrado que esta expedicion habia sido recomendada, y aun pedida por el virey del Perú al embajador español en los Estados Unidos, y que este, dispensando su proteccion, negoció con los ciudadanos de dichos Estados Mrs. Realizacen, siendo la casa de Filipínas en Lima el agente principal á quien venia la consignacion del cargamento y goleta. Esta es hermosa, y muy velera como recomendada para burlar toda fuerza en estas costas, y por lo mismo no puede dejarse de calcular la gran importancia de su adquisicion.

Papeles de ese buque.

» El paquete separado número 3 contiene los papeles de su referencia. *A* es el pasaporte del gobierno de los Estados Unidos. El registro con la letra *B* y el rol de marineros con la *C* quedan á bordo de la goleta. *D* es la lista de la tripulacion. *E* regulacion y contrata con los marineros. *F* manifiesto de las facturas y cargas. *G* conocimiento de los efectos embarcados por sus dueños. *H* pasaporte del cónsul español. *I* pasaporte del embajador español con expresion de los efectos del cargamento. *J* carta de recomendacion al virey del Perú. *L* eran dos pequeñas facturas que han sido vueltas al sobrecargo. *M* cartas

1819. conducidas para Lima. *N* varias facturas de negociaciones interiores y copias de cartas y planes remitidos por Abadía desde Lima para llevar á efecto este negocio.

» Yo me lisonjeo de que á presencia de estos documentos no habrá la menor hesitacion en condenar la dicha goleta con toda su carga. Entretanto debo poner en noticia de V. S. que las violentas circunstancias en que ya se hallaba la escuadra por falta de víveres, me han obligado á tomar y distribuir los 500 barriles de harina, de que habla la factura, así como algunos otros útiles para el servicio. — V. S. se servirá elevarlo al conocimiento del supremo gobierno.

» Tengo el honor de repetirme con toda consideracion de V. S., Señor, su mas atento seguro servidor. — COCHRANE. — Sr. secretario de Estado, de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, fondeada delante del Callao. Marzo 26 de 1819.

Tentativa del enemigo.

« Señor: — El enemigo trató en fin de hacer una diversion ó tentativa en medio de sus temores. Al rayar el dia de ayer se descubrió por el *Lautaro*, que era el mas avanzado al canal del Boqueron, una flotilla de lanchas en número de 28, que tratataban de ganar la parte de la isla opuesta al Camotal. Á pesar de la desventaja, de la novedad, de la hora, y de la profunda calma que reinaba, toda la escuadra bloqueadora se puso luego en movimiento. Las cañoneras, acompañadas de un pailebot con un cañon giratorio de 24, rompieron el fuego, que fué contestado por nuestra línea cerca de una hora con tal suceso, que puestas en dispersion tuvieron que acogerse muy pronto bajo el fuego de los castillos, y siendo demasiado felices en que no hubiera soplado alguna brisa, en cuyo caso hubiera sido cortada la mayor parte de ellas.

» El pailebot y algunas otras cañoneras se mantuvieron haciendo fuego despues, pero sin el menor acierto, no habiéndose experimentado de nuestra parte el mas leve daño ó quebranto. Por la del enemigo no me es fácil decir el mal que puede haber

sufrido. Sus lanchas eran 28, y no se vieron regresar sino 27, con la circunstancia de verse despues flotando palos como de embarcacion echada á pique. 1819.

» Segun noticias privadas, parece que los enemigos se proponian el llamar la atencion por la parte del Boqueron para facilitar la salida de un buque por la parte del oeste, y de paso sacar los prisioneros que hacía ya dias habia yo remitido á una de las playas de la isla, de donde habian escapado algunos en balsas las noches anteriores, y dieron aviso del lugar en que estaban los demas.

Disposicion sobre los prisioneros.

» Estoy seguro de que ambos objetos han sido frustrados, si es que se me ha dicho la verdad; pero para que los prisioneros no padeciesen mas en el lugar que tenian por la conducta del virey, he determinado que los que quieran servir á la patria serian incorporados á la tripulacion de la escuadra, y los que no, quedaban libres para volver á sus casas ó servir al virey. Parte de ellos adoptó el primer partido, y al resto se le proveyó de lo necesario para que se embarcasen libremente.

» Todo lo que pongo en noticia de V. S. para que se sirva elevarlo al conocimiento del supremo director.

» Tengo el honor de ser con toda consideracion de V. S., Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Sr. secretario de Estado y de marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

Ocupacion de Huacho.

Faltos de agua y de provisiones, se dirigieron á Huacho, dejando al *Chacabuco* en observacion de los movimientos del enemigo. En esa poblacion encontraron los patriotas chilenos la mejor acogida, y á sus habitantes dispuestos á cooperar en favor de la emancipacion del Perú suministrando á la escuadra cuanto necesitaba. Sin embargo los que suministraron víveres fueron severamente castigados por el comandante de armas, Cebállos, quien mandó fusilar dos de las personas mas influyentes. El almirante chileno hizo desembarcar una compañía que dispersó la guarnicion.

Hé aquí el modo como da cuenta de esa operacion el jefe de la escuadra;

1819.

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, anclada en Huacho. Abril 4 de 1819.

Envío de unos lanchones á tierra.

» Señor : — En consecuencia del plan que tuve el honor de indicar á V. S. en mi nota 18, y fondeados los buques á ménos de tiro de cañon de la playa, mandé á tierra los lanchones con dos pipas, y una partida de tropa al mando del capitan Mora para prevenir algun exceso tanto de nuestra gente como de la del país. No puede ménos que llenar de regocijo el saber que esta, agolpándose á las orillas á recibir á los nuestros con la mayor cordialidad, les ayudaba á desembarcar con tales demostraciones, que excitaban el asombro no ménos que la gratitud.

Remision de un oficio al comandante del partido.

» Yo estaba convencido de las débiles fuerzas de que podia disponer ú oponer el comandante de la costa, pero consiguiente á las supremas intenciones de S. E. el supremo director y á los principios que no puedo dejar de seguir, hice circular la proclama que acompaño en copia número 1 (1), y con ella remití un pequeño oficio al comandante del partido, haciéndole entender mi objeto y miras pacíficas, y que esperaba no solo no ser

(1) N. 1. Habitantes de las costas del Perú : las fuerzas de Chile que se han presentado delante de vuestras playas no tienen otro destino que atacar á sus verdaderos enemigos y á los vuestros. Esta es una reaccion con que la justicia castiga á los tiranos que oprimen y promueven la desolacion de los pueblos. Los jefes del Perú y sus tropas han asolado repetidas veces el territorio de Chile saqueando indistintamente á los pacíficos moradores de las haciendas y costas; y ahora el rayo formidable de la guerra ha revuelto inevitablemente sobre las mismas cabezas que se han complacido en la esclavitud y aniquilamiento de vuestros hermanos. No prestéis oidos á las insidiosas voces con que los hombres empedernidos de España tratan de atar vuestra suerte á la de su despotismo agonizante. Cualquier mal ó privacion que contra toda intencion é indirectamente os ocasione el estado de bloqueo, no tiene otra causa sino la tiranía española, ni envuelve otro interes que el de la tranquilidad y permanente felicidad de todos vosotros. Esperad confiadamente la destruccion de la primera, y el tiempo no distante os hará gozar la segunda. Al acercarme á vuestras costas nunca dejaré de ser enemigo del opresor : al retirarme siempre veréis la mejor garantía de mis ingenuos votos por vuestra fortuna y amistad. — COCHRANE. — Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, 28 de marzo de 1819.

molestado, sino que no lo serian los habitantes que tratasen de vender algunos frutos á mi gente, que pagaria todo con puntualidad. 1819.

» El papel número 2 (1) fué su contestacion original, y tanto por ella como por la conducta tranquila de todos los habitantes, se comenzó á hacer la aguada á entera satisfaccion. Así fué que todo el dia 30 apareció y hubo en la playa un grande y nuevo mercado, en que la abundancia, la armonía y fraternidad se disputaban la admiracion de todos. Estos sin duda fueron los momentos en que se desplomó el edificio de la ilusion y engaño español. Los Americanos de la costa del Perú se acercaron á los patriotas de la costa de Chile, y vieron con la evidencia del sentido mas infalible desaparecer las patrañas y calumnias de asesinatos, herejías, violencias, etc., con que los tiranos del Perú tenian sorprendida la inocente credulidad de los habitantes contra los que llaman insurgentes. Es tan admirable como satisfactorio el añadir que un solo motivo de queja no turbó la paz y contento recíproco de este dia. Contestacion.

» Pero los verdaderos enemigos de la felicidad comun no pudieron dejar de sentir su escandaloso descubierto. Amaneció el 31, y la marinería seguia haciendo su aguada, cuando se notó que ningun habitante se atrevia á acercarse al mismo Arrestos.

(1) N. 2. He recibido el oficio que Vuestra Señoría me dirige rotulado para el comandante general de este puerto, el que no contestó por hallarse este en distancia de seis leguas, á quien en este momento se lo he remitido original; pero sí tengo la órden dada á la tropa que se halla á mis órdenes la suspension de armas, en la inteligencia que Vuestra Señoría deberá ordenar á la suya no pase un solo hombre á esta poblacion, pues de ello resultaria el desórden y tal vez una efusion de sangre: que por lo que respecta al comandante de este puerto no le pondrá á Vuestra Señoría el menor embarazo para que pueda hacer la aguada que necesite, y demas que cualesquiera quiera venderle, pero sí cumpliendo Vuestra Señoría lo que ofrece en su oficio, porque de lo contrario me veré precisado á cumplir las órdenes que se me comuniquen por mis jefes, estando cierto Vuestra Señoría, el que puede mandar lo que sea de su agrado. — Cuartel general de Huacho, y marzo 19 de 1819. — PEDRO RUÍZ. — Al Señor comandante general de la escuadra de Chile.

1819. lugar. Esta novedad llamó mi atencion, y con el mayor disgusto fuí despues informado que no solo habian sido detenidos los habitantes que venian á vender ó regalar á sus hermanos, sino que habian sido arrestados despues de haber arrojado al rio parte de sus frutos. Semejante comportacion bien claramente contrastaba los principios que profesan los tiranos con los que honran á los patriotas; pero este ya no solo era un insulto; era ademas una infraccion de lo prometido.

Oficio dirigido al comandante, recordándole sus promesas.

» Esta infraccion marcaba mi deber. Dirigí un corto oficio al comandante, recordándole el honor de su promesa, y haciéndole responsable de cualquier mal que ocasionase su conducta refractaria. El papel número 3 (1) contiene la contestacion original, en vista de la cual fué preciso manifestar que nuestra moderacion no era debilidad, y que las fuerzas de la patria pueden castigar la insolencia, como saben proteger al oprimido. Sin perder instantes, ordené que una division de 400 hombres al mando del comandante Forster marchase sobre la poblacion de Huaura, donde el comandante general tenia reunidos sobre 400 milicianos, y se creía superior á todo temor y á toda obligacion. El parte número 4 (2) instruirá á V. S. satisfactoriamente del resultado de esta expedicion.

(1) N. 3. Los fieles servidores del rey jamas han dejado de cumplir la palabra que prometen. En esta virtud no me hallo comprometido como Vuestra Señoría me imputa, y por consiguiente nada temo sus amenazas, pues si tratan de ultrajar los derechos de mi soberano, sabré defenderlos con arreglo á las instrucciones que para ello tengo, y en todo tiempo será Vuestra Señoría responsable á sus resultas, pues nunca le considero autorizado para invadir sin que haya sufrido repulsa.

Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Cuartel general de Huaura, y marzo 31 de 1819. — SALÍNAS. — Señor general de la armada de Chile anclada en en el puerto de Huacho.

(2) N. 4. Fragata del Estado de Chile la *O'Higgins*, en la bahía de Huacho, 31 de marzo de 1819.

Señor : — Á consecuencia de las órdenes de Vuestra Señoría desembarqué con la tropa de marina y la marinería de que Vuestra Señoría me hizo la honra de confiarme el mando, é inmediatamente avancé al pueblo de Huacho. — Hallé que las tropas del enemigo lo habian abandonado á medio dia, reti-

» Por una consecuencia indispensable, fué preciso tomar en Huaura y Huacho alguna propiedad pública, y exigir víveres de algunos Españoles enemigos de la libertad de América. El papel número 5 expresa las pocas especies recibidas.

1819.

Exigencia de víveres á algunos Españoles.

» Tengo el sentimiento de agregar de que algunos desórdenes se experimentaron despues en las casas de algunos vecinos, pero se me ha informado que ellos han sido causados no solo por algunos de los nuestros, que inevitablemente se dispersaron la noche del ataque, sino por otros del mismo país que tomaron ocasion de las circunstancias para robar impunemente. He dado por mi parte las órdenes para que el delincuente sea castigado.

» La aguada se ha continuado con la mayor tranquilidad, y estando ya completa la de la fragata, me he dispuesto á seguir mi ruta segun las indicaciones que tengo anticipadas.

rándose sobre Huaura; y al momento mandé adelante una partida de soldados de marina á las órdenes del capitan Mora para impedir que el enemigo destruyese el puente : luego que aquel se presentó, el enemigo se retiró á la plaza despues de haber efectuado en parte la destruccion del puente. Yo marché con el resto de la fuerza á las 3 de la tarde; mas á causa de lo arenoso del camino se retardó mucho el progreso de nuestra artillería, y no pude llegar hasta las 6. Despues de haber disparado nuestras avanzadas algunos tiros, el enemigo se retiró en todas direcciones, perseguido de cerca por el capitan Guise, del *Lautaro*, con una partida de soldados de marina montados. Entrando ya la noche, y perdidas las esperanzas de asegurar al comandante, Guise se me volvió á unir á las 8 en la plaza, en donde yo habia hecho alto con la tropa. Tengo la mayor satisfaccion en decir que los habitantes del campo, no ménos que los del pueblo de Huaura, nos recibieron con demostraciones de la mas viva alegría, auxiliándonos en nuestra marcha con todo cuanto podian. Viendo á las 12 que el enemigo se habia retirado léjos, no juzgué prudente seguirle; y como los habitantes se habian portado tan bien, creí que agradaria á Vuestra Señoría que fuesen respetadas sus propiedades; y así me retiré. Permita Vuestra Señoría le manifieste lo mucho que debo á los capitanes Wilkinson y Guise, y al teniente coronel Bernáles, quienes se han conducido muy bien. Tengo la honra de ser, Señor, de Vuestra Señoría atento servidor. — ROBERTO FORSTER. — Al señor comandante de la escuadra de Chile, vicealmirante lord Cochrane.

(*Gaceta ministerial extraordinaria de Chile*. Santiago, lúnes 26 de julio de 1819.)

1819. » Tengo el honor de renovar á V. S. la seguridad de la distinguida consideracion con que soy de V. S., Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Señor secretario de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

Ese mismo dia llegó el almirante Blanco con el *Galvarino* y el *Pueyrredon*. — Ocupado Huacho, se tomó posesion de cuanto se encontró en la aduana española perteneciente al gobierno. La cooperacion recibida entónces de los habitantes fué sin reserva; á ella se debió el aviso de que en una embarcacion que se encontraba en el rio Barranca habia una gran cantidad de dinero perteneciente á la compañía de Filipínas. En efecto, registrada la embarcacion, el tesoro fué trasportado á bordo de la almiranta. El 4 de abril, dejando al contra-almirante Blanco en Huacho con el *San Martin* y el *Pueyrredon*, el jefe de la escuadra se dirigió á Supe, llevando la *O'Higgins* y el *Galvarino*. — El objeto de esa expedicion era el de apoderarse de una fuerte suma de dinero que de Lima habia partido para Guambacho, destinada á pagar las tropas españolas. El dia 5, desembarcó en Patavilca un destacamento de marinos, el cual se apoderó de las talegas, que ascendian á 70 *mil pesos*, así como de una gran provision de municiones.— El infatigable marino recibió, el dia 8, un nuevo aviso de que á bordo del bergantin frances *Gazelle*, surto en Guembacho, se habia embarcado, por cuenta de la compañía de Filipínas, otro tesoro, y, sin pérdida de tiempo, se hizo á la vela para aquel punto, apoderándose, el dia 10, los marineros de la *O'Higgins* de 60 mil pesos, que se encontraban á bordo.

Dinero perteneciente á la compañía de Filipínas.

70 mil pesos destinados á pagar las tropas realistas.

60 mil pesos encontrados á bordo del *Gazelle*.

Véase cómo refiere estos importantísimos sucesos el activo jefe de la escuadra:

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, en el puerto de Guarmey, y abril 8 de 1819.

Noticia de haber llegado unas cargas de dinero.

» Señor: — En la madrugada del 5 del que gira estuvo la *O'Higgins* con el *Galvarino* y demas buques que le seguian anclada en el puerto de Supe. En el momento tuve noticia de que las cargas de dinero habian llegado el dia anterior y se

hallaban á distancia de cinco ó seis millas, y sin perder instantes, ordené desembarcar las tropas de los buques, al mando del comandante de esta fragata, D. Roberto Forster. El parte que tengo el honor de acompañar instruirá á Vuestra Señoría del suceso de esta operacion, en que no se desatendió el otro objeto sobre la hacienda de García, y de que ya he hablado á Vuestra Señoría (1). 1819.

» Á las doce del dia aparecieron en la playa las cargas de plata traidas por nuestra partida con el irremediable extravío que se indica en el parte citado. Con ellas venia el capitan de la goleta anglo-americana *Macedonia*, llamado E. Smith, quien trató de manifestarse y reclamar como dueño del dinero. Seme-

Reclamacion de ese dinero por Mr. E. Smith.

(1) « Fragata del Estado de Chile la *O'Higgins*, en la bahía de Supe, 5 de abril de 1819.

» Señor. — En cumplimiento de las órdenes de Vuestra Señoría desembarqué con los artilleros y la tropa de marina de este buque y del *Galvarino*; y luego que lo verifiqué, recibí noticias de que por el camino de Guarmey iba una escolta con una suma considerable de dinero. Despaché al capitan Mora con 20 caballos, y tengo la satisfaccion de comunicar á Vuestra Señoría que aunque se escapó la escolta, él logró tomar la mayor parte del dinero, habiendo echado lo restante en un rio que estaban pasando en la actualidad. Al rayar el dia, avanzé con las tropas á la hacienda de D. Manuel García, de la que tomé posesion, informándome varios sugetos que existia en los almacenes una gran cantidad de azúcar y licores.

» Inmediatamente comenzé á enviar azúcar á la playa, como perteneciente á un enemigo tan declarado de la causa de la Independencia, remitiéndola á la disposicion de Vuestra Señoría. Tengo la satisfaccion de decir que este servicio se ha hecho sin haber disparado un tiro; lo cual manifiesta claramente los sentimientos de esta gente : á la verdad, en esta ocasion, lo mismo que el 31 del pasado, fuimos recibidos con la mayor alegría.

» Me tomo la libertad de recomendar á Vuestra Señoría el zelo con que se ha portado el teniente coronel Bernáles, y la cordial cooperacion que he recibido de él. Al capitan Spry, del *Galvarino*, tambien le debo mucho ; haciendo justicia á las tropas, debo manifestar á Vuestra Señoría que se han conducido con el mayor órden, á pesar de que se les presentaban grandes tentaciones.

» Tengo el honor de repetirme, Señor, de Vuestra Señoría su mas atento servidor. — ROBERTO FORSTER. — Al muy honorable lord Cochrane, comandante en jefe de la escuadra de Chile.

» *Nota* de los efectos tomados en esta ocasion : 14 sacos, 3 cajones y 11 barras de dinero ; 2,000 panes de azúcar ; 27 barriles de diferentes tamaños de licores. — FORSTER. »

1819. jante solicitud pareció muy impropia, habiendo sido tomada aquella propiedad de las manos y bajo la escolta de soldados enemigos : pero tratando de pagar aquel respeto que profesa el Estado de Chile á los derechos de los extranjeros neutrales, determiné que se llevase á bordo el dinero, y que juntamente el dicho capitan fuese á la fragata con su equipaje, á fin de esclarecer este negocio, ó de que el reclamante lo discutiera ante el supremo tribunal de presas del Estado.

Medida sobre ella.

Conducta sospechosa de Smith.

» Hecho esto, sin embargo de ser informado por el capitan Mora de que el dicho Smith habia arrojado papeles en el rio inmediato al lugar en que el dinero fué tomado, significué á dicho capitan que él mismo abriese su escritorio y manifestase los papeles relativos á la propiedad y exportacion de las cargas mencionadas. Despues de varios momentos de perplejidad y confusion exhibió solo tres documentos que van marcados de su mano con las letras *A*, *B*, *C*, asegurando que no tenia otro alguno.

Registro del equipaje.

» En consecuencia mando registrar á su vista todo el equipaje, en el que se encontraron los papeles que contiene el paquete separado número 4, y que tocaban mas ó ménos al esclarecimiento de este negocio. Por ellos ya no podia dudarse que el dinero pertenecia á la casa de Filipínas, que se iba á embarcar de cuenta y riesgo de Abadía y Blanco en la goleta *Macedonia*, fondeada en Guarmey, y que debia salir para Manila; que á pesar de la escolta el dinero aparecia un misterioso contrabando; y últimamente, aunque hubiese sido propiedad de Mr. Smith, si se leen los papeles número 1, 2, 10 y 15 del dicho paquete, se convencerá cualquiera que el dicho Smith ya no podia ser considerado con la inmunidad de un ciudadano de los Estados Unidos de Norte-América, sino como un activo agente servidor del virey del Perú, desde que salió improvisamente de Valparaíso, y desde que fué empleado en conducir á Panamá al general Osorio con correspondencia importante al enemigo, y cuyos servicios son reconocidos y recomendados por el mismo virey en los papeles preindicados.

» Entretanto, en la calma de la reflexion se convenció al fin

Mr. Smith que aun apurando toda cavilacion no podia tapar en Chile sus descubiertos, y en consecuencia se determinó á dar el certificado, por el que confiesa que ni él, ni ciudadano alguno de los Estados Unidos tiene el menor derecho al indicado dinero, que era enviado de cuenta y riesgo de la casa de Abadía á bordo de la goleta *Macedonia*. Con esta declaracion Mr. Smith quedó expedito y pasó hoy á bordo de su buque.

1819.

Declaracion de Mr. Smith sobre pertenencia del dinero.

» Como los zurrones y barriles no han sido ni deben ser abiertos, no puedo anticipar á Vuestra Señoría el conocimiento de la suma; pero se calcula que no llega á sesenta mil pesos en razon de las cargas extraviadas.

» Un N. de N. fué tambien tomado con cargas al mismo tiempo; pero en atencion á ser buen Americano, mandé que devolviéndole sus intereses, se le dejase seguir su viaje libremente.

» Espero que elevando todo lo expuesto á la suprema consideracion de Su Excelencia el supremo director, merecerá la aprobacion correspondiente.

» Tengo el honor de asegurarme con toda mi consideracion, Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Señor secretario de Estado y de marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, delante de Guarmey, y abril 8 de 1819.

» Señor: — Las atenciones y servicios que he recibido del pueblo y vecinos de la costa interesan sin duda el mejor reconocimiento. Ellos no solo favorecieron la sorpresa de las cargas de plata proporcionando cabalgaduras á nuestras tropas, sino que llenos del mas tocante entusiasmo facilitaron las mulas de carga que fueron empleadas en el espacio de dos dias para conducir á la playa el aguardiente y azúcar que se sacó de la hacienda de García, y que caminará á esa en la primera oportunidad.

Servicios de los habitantes de la costa.

» El 6 tuve noticia por medio de los mismos patriotas que en Guarmey, puerto donde se habia permitido á los neutrales hacer

Embarco de caudales en Guarmey.

1819. solo aguada y provisiones, se estaban embarcando considerables caudales pertenecientes á los comerciantes de Lima. Poco despues, en el curso de la tarde, se avisó por repetidos conductos, que quinientos soldados veteranos, remitidos de Lima, estaban ya á poca distancia de Supe. Los patriotas, que sin duda lo son todos estos habitantes en general, haciendo su reunion en la villa, me hicieron saber por medio de una diputacion los deseos de empezar la revolucion, siempre que se les auxiliára con armas para rechazar á las tropas del virey que venian. Por otra parte mi gente, empleada en el embarque del azúcar, aun no habia podido atender al ganado que ya estaba reunido en número de mil cabezas, y que era un artículo esencial.

Llegada á Guarmey.

» Todo este agolpamiento de circunstancias empeñaba la mas séria deliberacion. Al fin convencido que los patriotas, á pesar de sus buenos deseos, no tenian los elementos necesarios para fiarles un socorro militar, y que no era prudente exponerlos á un cierto riesgo inutilizando un gran número de personas, que en otra ocasion podrian ser muy importantes; viendo tambien que en todo caso me sería fácil en lo sucesivo el tomar carne de la misma hacienda y que interesaba sobre manera cortar el desagüe de caudales que se observaba en Guarmey, me resolví esa misma noche por este último partido, y tomando todas las medidas que estaban en mi mano, tanto para el bien de aquellos vecinos como para la provision de los buques, dimos á la vela en la mañana siguiente con destino á Guarmey, donde he anclado esta mañana, sin encontrar mas embarcacion que el bergantin ingles *Colombia* y la goleta americana *Macedonia*, que han sido registrados, y no se les ha encontrado carga alguna.

Confirmacion de los avisos sobre la extraccion de caudales.

» Las informaciones que aquí he recibido confirman los primeros avisos. Varios buques extranjeros han extraido considerables sumas de dinero perteneciente al enemigo. Entre ellos se hace particularmente notar el..... capitan N., que es un conocido espía del virey, pues se atrevió aun á pasar á bordo de la *O'Higgins* en el Callao con el objeto de indagar nuestras miras. Él ha salido para Valdivia con cien mil pesos en plata, que envia este gobierno para el ejército enemigo, y despues debe tocar en

Valparaíso para, á pretexto de negociar su cargamento, introducir un espía secreto que lleva á su bordo, y entre ambos tomar una idea completa del Estado de Chile, sus recursos, miras, y situacion del ejército, etc. 1819.

» Este detalle tiene el mas seguro y fidedigno conducto, y debe interesar toda la atencion de Su Excelencia para tomar sábias medidas con respecto al dicho capitan y al espía que lleva entre su tripulacion.

Noticia sobre la violenta salida del bergantin *Gazelle*.

» La otra noticia importante es el haber salido anoche violentamente de este puerto el bergantin frances la *Gazelle*, en que han ocultado mucho dinero los agentes de la compañía de Filipinas, luego que oyeron de nuestra llegada á Supe. He remitido al *Galvarino* á darle caza, y espero el resultado, de que instruiré á Vuestra Señoría oportunamente.

» Tengo el honor de repetirme con toda consideracion de Vuestra Señoría, Señor, su mas atento y seguro servidor. — Cochrane. — Señor secretario de Estado de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins*, delante de Paita, y abril 13 de 1819.

Medida para sorprender un correo.

» Señor : — Miéntras se reparaba un poco esta fragata en Guarmey, remití una partida de soldados á la poblacion á fin de sorprender un correo interesante que me avisaron estaba detenido. Por prontos que ellos anduvieron, y aunque recibieron buen acogimiento y auxilios de los habitantes, el correo ya apercibido habia variado su ruta y no pudo ser tomado. En consecuencia tuve aviso de que los buques pertenecientes al convoy de Guayaquil habian llegado á Paita, y por mejores conductos se me hizo saber el rumbo que habia tomado el bergantin frances con todas las circunstancias que habian motivado su salida aun sin hacer víveres. Ambos objetos eran poderosos para interesar la atencion, tanto mas cuanto el *Galvarino* no era posible hubiera tocado en la bahía de Guambacho sumamente oculta, á la que se habia dirigido el dicho bergantin *Gazelle*.

1819.

Partida llegada á Guambacho.

» Así pues no tuve que hesitar en decidirme, y el 9 á media noche nos hicimos á la vela, habiendo sido tan felices que el 10 á las tres de la tarde fondeamos en Guambacho, habiendo descubierto casualmente al bergantin que buscábamos. Nuestra repentina aparicion no dió lugar á nueva maniobra. La plata fué encontrada á su bordo, el bergantin tripulado por nuestra gente, y el capitan y demas tripulacion fueron trasladados á esta fragata, así como 20 cajones de pesos fuertes haciendo la cantidad de 60,000 pesos.

Apresamiento.

» La legitimidad de esta presa era de suyo incontestable, pues el capitan decia que no tenia papel alguno para acreditar quién era el dueño. Y ciertamente no podia ser de otro modo; porque el apoderado de Abadía en Guarmey iba á embarcar dicho dinero en la *Macedonia*, pero sobreviniéndole temores con lo sucedido á las cargas tomadas en Supe, determinó enterrarlo en la hacienda de un amigo, y luego volviendo á temer se compuso con el capitan frances para que lo embarcára como cacao y se fuese á ocultar á Guambacho, donde se compondrian.

Declaracion del capitan.

Este era el aspecto del negocio, y que el capitan frances y compañeros cuando hicieron sus declaraciones, que aparecen número 1 en los papeles adjuntos, trataron de oscurecer sin suceso. Por ellas solas el dinero era confiscable como embarcado clandestinamente, como propiedad sin dueño tomada en costa enemiga, y como infraccion del bloqueo que el mismo capitan reconocia. Por una aplicacion justa del derecho marítimo, el mismo buque estaba sujeto á juicio y condenacion; pero yo no quise esforzar el rigor de los principios contra un comerciante neutral, siguiendo las intenciones liberales de Su Excelencia el supremo director, y propuse al capitan el que de su parte aclarase terminantemente el asunto, ó que se determinase á seguir viaje á Valparaíso. El capitan adoptó el partido de decir la verdad, y de no correr el riesgo de perder propiedades y tiempo, y en consecuencia despues de haber dado el certificado número 2 se ha recibido de su bergantin sin menoscabo alguno, con la libertad de volver al mismo punto á tranzar sus negocios y esperar noticias de Lima.

» Á mi salida de Guambacho se ofreció una repentina ocasion de escribir á Vuestra Señoría. Apénas pude entónces sino significar el objeto que me conducia á Paita. Acabamos de llegar con el *Galvarino*, que he encontrado en las inmediaciones, y espero comunicar á Vuestra Señoría por separado el resultado de este arribo. 1819.

» Tengo el honor de ser con toda mi consideracion de Vuestra Señoría, Señor, su mas atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Señor secretario de Estado y de marina, coronel Don José Ignacio Zenteno (1). »

Nada manifiesta tanto la disposicion favorable en que se encontraban los Peruanos en general y el apoyo decidido que se apresuraban á dar á sus libertadores, como la seguridad con que se internaban las partidas de la costa para operar en el interior del país, donde las poblaciones les instruían fielmente de los movimientos del enemigo.

Ocupacion de Paita.

El dia 13, la escuadra habia llegado á Paita, como consta del oficio precedente, donde se destacó una compañía, á cuya presencia los Españoles abandonaron el fuerte, quedando en poder de los patriotas varios cañones de bronce, aguardiente y pertrechos de guerra. « Algunos marineros, dice lord Cochrane, desobedeciendo órdenes estrictas, robaron ornamentos valiosos de iglesia, los cuales mandé devolver al momento de saberlo, castigué á los delincuentes y entregué á los sacerdotes mil pesos para que reparasen el daño inferido. Este paso, aun

(1) Los documentos á que se refiere el oficio anterior existen en la secretaría de marina. El número 2 es el certificado dado en frances por el capitan del bergantin, y, traducido al pié de la letra, dice así:

« Bergantin frances la *Gazelle*, su capitan Rouxel. — Certifico que los 20 cajones de dinero que se han encontrado y tomado á bordo del dicho bergantin por órden del señor almirante Cochrane el 10 de abril en la bahía de Guambacho, me fueron entregados por D. Francisco Sornin, como pertenecientes á los señores Blanco y Abadía; y por consiguiente no son de mi propiedad. En fe de lo cual he firmado el presente para esclarecer la verdad, el dia 12 de abril de 1819. — Á bordo de la fragata *O'Higgins*, en la rada de Paita. — M. ROUXEL. » (*Gaceta ministerial extraordinaria de Chile*. Santiago, 2 de agosto de 1819.)

1819. cuando no podia captarnos la voluntad del clero, que miraba con alarma el triunfo de los Chilenos, aumentó nuestra popularidad entre los habitantes. El ver que de tal modo nos absteníamos del pillaje era casi incomprensible para un pueblo que tenia dura experiencia de la rapacidad española, y esto mismo era tambien incomprensible para los indisciplinados Chilenos, que montaban la mayor parte de la escuadra, por cuanto se les impedia el saqueo. »

Hé aquí el parte oficial que dirigió lord Cochrane al ministro de la marina:

« Á bordo de la fragata almirante la *O'Higgins,* delante del Callao. Mayo 7 de 1819.

Motivo de su ida á Paita.

» Señor: — Un enlace de necesidades imperiosas y de ocurrencias interesantes me condujeron casi de puerto en puerto á lo largo de la costa al norte hasta Paita, segun he informado á V. S. en mis números anteriores. El convoy de Guayaquil, á mas de su importancia propia, calculada en cerca de dos millones, tenia la peculiar de haber llamado todos los cuidados del virey, y de consiguiente yo no debia trepidar en sacrificar un poco mas de tiempo, teniendo una gran probabilidad de dar un golpe de tanta consecuencia, estando en via, á corta distancia, y habiendo en fin dejado la seguridad y cuidado de los buques principales á la habilidad y zelo del señor contraalmirante.

» Á los tres dias despues de mi salida de Guambacho entré en Paita el 13 de abril último con el bergantin del Estado el *Galvarino* y el frances la *Gazelle*. La bahía estaba llena de buques grandes, pero al poco tiempo tuve el desconsuelo de reconocer que todos eran balleneros extranjeros, á excepcion de una goleta. Tomando entónces informes por unos Indios que llegaban en una chalupa, de que el convoy, despues de haber estado dias en Paita, habia ya regresado á Guayaquil, no me propuse otro objeto que apoderarme de la goleta, que aparecia en buena condicion y servia de paquete al enemigo, para dar á la vela el dia siguiente. Á este efecto, despaché dos lanchones

para que la abordasen y la sacáran fuera, cuando las baterías de la poblacion rompieron el fuego sobre las dichas lanchas y goleta, que no se hizo empeño en tomar aquella noche. 1819.

» Los fuegos del enemigo y los informes que recibí de existir en aquella aduana una porcion considerable de propiedades del rey de España, que no eran defendidas sino por un pequeño piquete de ciento y cincuenta hombres, me decidieron á hacer un compensativo del viaje. Así, pues, en la mañana del 14, envié á tierra una division de tropa y marinería armada al mando del comandante Forster, y ordené al capitan Spry del *Galvarino* llamase la atencion del enemigo enfrente de la batería contestando sus fuegos, miéntras que la tropa efectuaba su desembarco y tomaba las dichas baterías por la espalda. Esta idea se llevó á ejecucion cumplidamente, como verá V. S. por el parte original que tengo el honor de acompañar con el número 1, siendo sensible el añadir que la obstinacion é insidiosa conducta del comandante de la plaza y sus soldados, tanto como el absoluto abandono y fuga de todo ser vivente, produjeron en mis tropas una irritacion que solo pudo aplacar el conocimiento de que pisaban un pueblo hermano é inocente, aunque seducido por la perversidad de los enemigos.

Llegada de algunos vecinos dispersos

» En la tarde del mismo dia empezaron á llegar algunos vecinos de los dispersos, y yo mandé fijar y circular la proclama que va adjunta número 2. El desengaño empezó á manifestarse, y manteniendo nuestras tropas los puestos convenientes para conservar el órden y seguridad, se comenzaron á embarcar las propiedades públicas encontradas en la aduana y casa de correos.

Sacrilegios.

» Yo tenia la gran satisfaccion de que, en medio del incontenible desórden del dia anterior, los templos habian sido respetados, y aun para mayor resguardo habia mandado poner centinelas á sus puertas. Por desgracia, el 15, tuve noticia de que en la noche inmediata habian sido forzadas algunas puertas de dos iglesias, y habia sido extraida parte de los ornamentos y vestiduras sacerdotales. Yo no podré expresar á V. S. el

1819 grado de indignacion y pesar que dominó mi alma al oir tal informe. Sin perder momentos, mandé fijar un cartel, prometiendo mil pesos al que descubriese al ladron y las cosas robadas de las iglesias, y en seguida ordené se hiciera en tierra y á bordo el mas menudo y serio registro sin distincion de personas.

Castigo de sus autores.

» En el curso del dia se descubrieron los ladrones y encontraron los ornamentos en el equipaje de algunos marineros de la *O'Higgins;* pero, como no hubiese un número suficiente de oficiales para celebrar un consejo de guerra que pronunciase un castigo condigno, y por evitar alguna demora que disminuyese la idea del crímen, mandé que dichos marineros fueran azotados severamente en medio de la tropa, delante del lugar que habian profanado, y á presencia de todos los vecinos que se hallaban en Paita. Esta órden se ejecutó la tarde del 16, y acto continuo puse en manos del vecino mas respetable que estaba presente la cantidad de mil pesos, con el destino que expresa la copia del oficio número 3, dirigido al presidente del convento de la Merced, que se me informó era el eclesiástico mas condecorado y mas autorizado del lugar, en donde regularmente no reside el cura. Todo fué recibido á entera satisfaccion de los habitantes, y yo me atrevo á esperar que mi conducta, en este caso, tan sensible como imposible de prevenir, merezca tambien la suprema aprobacion de S. E. el supremo director.

Razon de los efectos tomados en Paita.

» La razon de los efectos tomados en Paita resulta del documento incluso en el parte citado. Acaso otro tanto mas quedó en almacenes por falta de auxilio para embarcarlo con la prontitud que yo deseaba y que ya se hacía urgente. Así pues completada la carga de la goleta *Sacramento*, el 18 último ya estuvimos á la vela. El *Galvarino* fué á conducir los demas buques dejados en Guambucho, y yo me dirigí á reunirme con los demas buques de la escuadra que debian cruzar en esta altura.

» Tengo el honor de renovar á V. S. la seguridad de la distinguida consideracion con que soy de V. S., Señor, su mas

atento y seguro servidor. — COCHRANE. — Señor secretario de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. » 1819.

Los siguientes documentos completan las operaciones y resultados obtenidos por la escuadra chilena y sus valientes marinos en frente de Paita :

« Fragata del Estado de Chile la *O'Higgins*, en la bahía de Paita, 14 de abril de 1819.

» Señor :—Habiendo efectuado el desembarco un poco al O. del fuerte de Paita con la tropa y marinería que V. S. puso bajo mis órdenes, avancé por el valle, y al llegar á la cima de la montaña, observé que el enemigo estaba formado á la izquierda, y en la batería estaban como unos 80 á 90 hombres con una pieza de artillería de campaña. Pareciéndome que el enemigo se preparaba para hacer resistencia si avanzábamos, y habiéndome manifestado V. S. que deseaba enviase yo un parlamentario en semejantes circunstancias para evitar la efusion de sangre, hice alto y envié un parlamentario á pedir que se rindiese inmediatamente el fuerte y se entregasen las propiedades públicas, dando aviso al comandante de que si su gente hacía fuego sobre nosotros, la ciudad de Paita sería inmediatamente ocupada y él responsable de todo, permitiéndole solo diez minutos para que contestase. Recibieron el parlamento, pero continuando el fuego desde el fuerte, y nos dieron por respuesta que no habia propiedades públicas, y podíamos avanzar si queríamos. Así lo verifiqué en el momento, enviando un destacamento de 14 hombres con el oficial de la tropa del *Galvarino*, para que tomase posesion de un cerro que dominaba un poco al fuerte. Al acercarnos se retiró de allí el enemigo abandonando el cañon; y luego que llegamos á la ciudad, envié otro parlamentario para impedir que sucediese alguna calamidad á la ciudad. ¡Mas cuál fué mi asombro cuando ví que el enemigo nos hacía fuego de fusil! Inmediatamente fué contestado por nuestra tropa : y avanzando esta, abandonó el enemigo otro cañon que procuraban llevarse al cerro opuesto, y huyó en todas direcciones. Cuando llegué, encontré ya á la tropa del *Galvarino*

Movimiento de la tropa.

Fuego de fusilería. Toma del fuerte.

1819 dueña del fuerte, pero esto no pudo ser ántes que los enemigos clavasen los cañones.

» En esta pequeña accion, he quedado muy satisfecho de la conducta de los oficiales, tropa y marinería, y en particular de la del teniente coronel Bernáles, que en esta, como en todas las otras ocasiones en donde hemos servido juntos, ha desplegado el mayor zelo y dado todo el auxilio posible.

» Habiendo hecho fuego el enemigo sobre el parlamentario, y estando la ciudad enteramente abandonada y tomada en cierto modo por asalto, fué imposible impedir algun exceso, á que la rapidez de las circunstancias naturalmente impelia al soldado.

» Tengo la honra de asegurar á V. S. que solo un soldado ha sido levemente herido, y de incluir razon de las propiedades que se tomaron, como tambien de asegurar á V. S. que soy con la mayor consideracion su mas atento servidor. — Roberto Forster. — Al muy honorable lord Cochrane, comandante en jefe de la escuadra de Chile. »

Efectos tomados en Paita.

Hé aquí el detalle de las propriedades y buques tomados en Paita el 14 de abril de 1819 : Goleta *Sacramento*. Tres cañones de bronce de á 18. Dos piezas de artillería de campaña de á 4. Once barriles de pólvora. Doscientos y cincuenta tiros de á 18. Veinticinco cajas de municiones para la artillería de campaña. Ciento sesenta y cinco panes de azúcar. Noventa y ocho tercios de algodon. Veintiun barriles de licor de diferentes tamaños. Veintiseis sacos de cacao. Diez y seis barriles de alquitran. Diez y ocho cueros de alquitran. Diez y seis tercios zarzaparrilla.

Lord Cochrane proclamó á los habitantes de Paita del modo siguiente :

Hace responsables de las calamidades á los mandatarios españoles.

« Cuando me he acercado á vuestras playas, el sentimiento de vuestra amistad y conservacion dirigia todas mis miras. Solo la conducta de vuestros opresores los esclavos de Fernando VII podia haber concitado los furores de la guerra. Convencido de la debilidad de las fuerzas que podria oponer vuestro gobernador, le hice proponer un partido liberal que os pusiera á cubierto de los resultados de su obstinada y temeraria resistencia.

La arrogancia española, siempre insolente en medio de su nulidad, contestó por un desafío. Un nuevo parlamentario repitió en obsequio vuestro un acto de generosidad, y los enemigos rompieron el fuego provocando la irresistible indignacion de los soldados de la patria. ¿Quién será pues el que ha causado la calamidad en que inevitablemente habéis sido envueltos por su tenacidad? ¿Para qué abandonásteis vuestras habitaciones, cuando los ejemplos de Huacho, Supe, Guarmey, Guambacho y toda la costa os debieron haber persuadido que mis intenciones y promesas tienen mas realidad que la ilusion de los mandatarios españoles? Estos son los únicos enemigos de la América, y el gobierno de Chile ha jurado su exterminio con la misma resolucion con que ha protestado promover vuestra libertad é independencia. — Paita, abril 14 de 1819.— COCHRANE. » 1819.

« Se ha llenado mi alma del mas amargo pesar al saber que algunas iglesias han sido en parte despojadas de sus ornamentos. En fuerza de este sentimiento ordené en el instante se hiciese la mas seria y prolija pesquisa para descubrir á los que habian tenido la sacrílega osadía de profanar los templos, y á fin de recoger todas las cosas que hubiesen sido robadas. Felizmente se han encontrado unos y otras : los delincuentes van á recibir el castigo ejemplar que merecen en frente del lugar de su crímen, y los ornamentos y efectos encontrados han sido depositados en manos del facultativo de Paita, D. Hipólito Villavicencio, para que sean restituidos competentemente á todas las iglesias á que pertenezcan. El mismo individuo entregará á V. P. R. la cantidad de mil pesos que le he dado con este objeto, y que, segun los informes que he recibido, repararán completamente las pérdidas ocasionadas, debiendo destinarse el remanente en las atenciones del culto divino; y me atrevo á lisonjear que el conjunto de estas medidas servirá de una satisfaccion pública, que hará sentir la diferencia entre los verdaderos patriotas que se honran en servir bajo el estandarte del Estado libre de Chile, y aquella porcion de malvados que por un inevitable destino se suelen encontrar en medio de las mejores sociedades. — Yo espero que V. P. R. hará toda la justicia que

Sobre los sacrilegios cometidos en Paita.

1819. debe á mis intenciones y á los religiosos sentimientos que animan á las verdaderas tropas de la patria. Todos nuestros objetos están comprendidos en la destruccion de la tiranía española y en la proteccion de la libertad civil y religion evangélica, sin cuyo sagrado y necesario enlace los hombres no pueden dejar de ser miserables, injustos y depravados. — Dios guarde á V. P. R. muchos años. — Paita, y abril 16 de 1819. — COCHRANE (1). »

La armada española hostiliza al *Chacabuco* y al *Pueyrredon*.

Informado lord Cochrane que la armada española habia hostilizado en el puerto del Callao al *Chacabuco* y al *Pueyrredon*, se dirigió el 5 de mayo, con solo la almiranta, á reconocer aquel puerto.

« Las fragatas españolas se hallaban otra vez amarradas al abrigo de las baterías, dice el bravo almirante, por lo cual nos volvimos á Supe, convencidos de que nuestra anterior visita al Callao habia producido el eficaz resultado de disuadirles de salir á la mar en proteccion de sus cortos resultados, que correspondia al pensamiento que tuve por haber dado los ataques que dí, lo cual era una gran ventaja, puesto que así quedábamos dueños de la costa para poder comunicar libremente con los habitantes de ella é investigar el estado de los ánimos, que por cierto era

(1) La *Gaceta ministerial de Chile* del 16 de mayo dió cuenta de las ventajas alcanzadas por la escuadra del modo siguiente :

« Ayer se recibió correspondencia de Valparaíso incluyendo el parte del Señor vicealmirante y una carta del auditor y secretario de la escuadra Don Antonio Álvarez Fonte, de lo que resulta lo que sigue.

» Nuestra escuadra ha tenido encerrados un mes entero á todos los buques del Callao con sus 28 cañoneras, sin que se atreviesen á mover una línea, y estando aquella anclada á dos tiros de cañon de las baterías. Parece increible el estado de efervescencia en que se halla Lima, y lo apurado que está el virey.

» Respecto de presas, hemos hecho algunas de consecuencia, principalmente una goleta americana cargada de harina, fusiles y pertrechos navales. Venia despachada de los Estados Unidos por Onís á peticion de Pezuela; y en las circunstancias en que nos encontrábamos, desprovistos de pertrechos navales, es la presa mas importante que podíamos haber hecho. — En plata se han tomado pertenecientes á la compañía de Filipinas cerca de 200,000 pesos. »

casi unánime para cooperar con Chile en pro de la emancipacion, á vista de nuestro dominio marítimo y de la moderacion que empleábamos. » 1819.

En esas circunstancias hizo circular la siguiente proclama, lá cual produjo un excelente resultado, tanto en Lima como en la costa.

Proclama de lord Cochrane.

« ¡ Compatriotas ! Los repetidos ecos de « libertad » que resonaron en la América del Sur fueron oidos con placer por do quiera en la esclarecida Europa, y muy especialmente en la Gran Bretaña, en donde no pudiendo yo resistir al deseo de unirme á esa causa, determiné tomar parte en ella. La república de Chile me ha confiado el mando de sus fuerzas navales. Á ellas compete el cimentar la soberanía del Pacífico. Con su cooperacion serán rotas vuestras cadenas. No lo dudéis; el dia está próximo en que, derrocado el despotismo y la condicion degradante en que yacéis sumidos, seréis elevados al rango de una nacion, al cual naturalmente os llama vuestra posicion geográfica y el curso de los acontecimientos.

» Pero debéis coadyuvar á la realizacion de este objeto arrostrando todo peligro, en la firme inteligencia que tendréis el mas eficaz apoyo del gobierno de Chile y de vuestro amigo. — COCHRANE. »

Derrota de una fuerza realista en Supe.

El dia 8 regresó la escuadra chilena á Supe, donde fué instruido el jefe que en las inmediaciones habia una fuerza española, y se tomaron inmediatamente las medidas necesarias para sorprenderla, haciendo desembarcar al anochecer un destacamento de marineros por el medio de una fuerte resaca. El enemigo sin embargo se hallaba vigilante, y preparó en la mañana siguiente una emboscada que hubiera causado mucho mal al mayor Miller, que mandaba los marinos, si este no le hubiese atacado á la bayoneta, derrotándolo y tomándole una bandera y la mayor parte de sus armas. El dia 13 llegó á Lima un destacamento de tropas españolas al mando del comandante Camba (1), quien, á pesar de la superioridad numérica con que contaba,

(1) Autor de las *Memorias de las armas españolas.*

1819.

Los patriotas se retiran á sus buques.

no se atrevió á atacar esa pequeña fuerza, dejándola retirar á los buques conduciendo una gran porcion de ganado tomado al enemigo; sin embargo, dice lord Cochrane en sus *Memorias* : « Camba escribió al virey una estudiada descripcion, en la que le aseguraba *haber arrojado al mar al enemigo* , en recompensa de lo cual se le dió un ascenso. »

La escuadra vuelve á Valparaíso.

En fin, despues de una campaña en que se habian obtenido ventajas considerables, se dirigió la escuadra chilena al puerto de Valparaíso por falta de los elementos que les eran indispensables para llenar el objeto principal de la expedicion. El 16 de junio entró en aquel puerto, en donde encontró al almirante Blanco con el *San Martin* y el *Chacabuco*. « Blanco, dice lord Cochrane, se habia visto obligado á levantar el bloqueo del Callao por falta de provisiones, lo cual habia desagradado en alto grado al gobierno, sin acordarse que lo primero que tenia què censurar era su propia negligencia ó falta de prevision para atender en tiempo á las necesidades de los marinos. »

Resultados inmediatos de esta expedicion.

Como resultados inmediatos de esta primera expedicion, se habia logrado hacer reconocimientos importantes para futuras operaciones, con mejores elementos, y sobre todo, se habia apreciado prácticamente las buenas disposiciones de los Peruanos á cooperar en favor de la emancipacion. Por otra parte, la impotencia absoluta en que se encontraban las fuerzas navales del enemigo, no atreviéndose á medirse con las patriotas sino al abrigo de los fuertes, constituíase de hecho el dominio y la superioridad absoluta de la escuadra chilena en el mar Pacífico.

Con todo, el sistema adoptado por los Españoles para la defensa del Callao, hacía sumamente difícil el ataque de la escuadra chilena, miéntras no contase con otros medios mas eficaces que el de los cañones de sus buques, por ser estos muy inferiores en número á los que el enemigo tenia en las fortalezas y embarcaciones combinadas (1).

El director O'Higgins visita la escuadra.

El supremo director visitó la escuadra, y con ese motivo, dice el almirante chileno, « le escribí una carta con fecha 21 de

(1) *Memorias de lord Cochrane.*

junio, en que le manifestaba que temiendo que los recursos del gobierno no fuesen muy abundantes, cederia gustoso, para subvenir á las exigencias de la república, la parte de presas que me correspondia en el corso que acababa de hacer, en cambio de que dicha suma se emplease en manufacturar cohetes á la congreve. Este ofrecimiento fué rehusado, felicitándoseme de parte del supremo director por las ventajas obtenidas ya en haber obligado á los Españoles á encerrarse ignominiosamente en su puerto, á pesar de su inferioridad numérica.

1819.

Lord Cochrane ofrece su parte de presas.

» La fabricacion de los cohetes se emprendió con actividad bajo la direccion del señor Goldsack, ingeniero distinguido que habia sido contratado en Inglaterra para este objeto. Por una economía mal entendida el gobierno entregó el trabajo de hacer y cargar los cohetes á los prisioneros españoles que tenia, dando mas tarde resultados que eran de esperar. »

Fabricacion de los cohetes.

Se emplearon dos meses en esos preparativos, durante los cuales la escuadra fué aumentada con una corbeta construida en la América del Norte, á la que se dió el nombre de *Independencia*.

El impaciente y atrevido marino se hizo á la vela nuevamente con direccion á las costas del Perú el 12 de setiembre de 1819, llevando como segundo al almirante Blanco. La escuadra se componia de los siete buques siguientes : la *O'Higgins*, el *San Martin*, el *Lautaro*, la *Independencia*, el *Pueyrredon*, el *Galvarino* y el *Araucano*. Estos dos últimos no estaban listos. Conducian ademas dos embarcaciones para convertirlas en brulotes y llevaban un considerable número de cohetes de refuerzo. — Las tripulaciones se componian, en su mayor parte, de criollos á quienes si bien era difícil convertir en buenos marinos, se batian con bizarría. « Los oficiales, agrega lord Cochrane, eran casi todos Ingleses ó Norte-Americanos, lo cual compensaba en cierto modo la falta de pericia de los marineros, aun cuando pocos de entre ellos tenian el tacto de enseñar á estos algo que les hiciera asemejarse á tales. — Esta tarea no era fácil, atendiendo á que la mayor parte de los que servian á bordo se encontraban obligados á desempeñar el servicio de marinos y marineros.

La escuadra se hace de nuevo á la vela.

La tripulacion.

1819.

El gobierno chileno no satisface las exigencias del jefe de la escuadra.

» Al gobierno pedí 1,000 hombres, asegurándole que aun con ese número me sería posible tomar los fuertes del Callao y destruir las embarcaciones españolas que habia en el puerto. — Se contestó que dicha fuerza la encontraria pronta para embarcarse en Coquimbo, adonde llegué el 16, recibiendo en vez de los 1,000 soldados pedidos, tan solo 90, y aun estos se encontraban en un estado tan andrajoso, que los habitantes hicieron una suscricion de 400 pesos, que se entregaron al mayor Miller para comprarles ropa.

» Este incidente fué tanto lo que me contrarió, que estuve á punto de volver á Valparaíso á hacer mi dimision; pero considerando que los cohetes los tenia á bordo y que el gobierno podia enviar luego una fuerza militar, me resolví á ir adelante, y el 20 dí fondo en la rada del Callao con toda la escuadra.

Construccion de balsas y de cohetes.

» Los dos dias que siguieron á nuestra llegada los empleamos en construir balsas para los cohetes, y en preparar salvavídas para los hombres que pudiesen caer de aquellas.

Reconocimientos.

» El dia 1° de octubre entraron en la bahía el *Galvarino*, el *Pueyrredon* y el *Araucano* para hacer un reconocimiento, y sufrieron un fuego mortífero de las baterías de tierra. — Mandé que la *Independencia* se adelantára en socorro; pero este buque ancló á algunos millas distante de ellos. — Ese mismo dia, el teniente coronel Charles, oficial hábil y valiente, practicó un reconocimiento en un bote y ensayó algunos cohetes, de los que nos dió malos informes.

» En el encuentro de este dia, una bala rasa dió en el mastelero del *Araucano*, causándole grave daño, y fué necesario, para repararlo, reforzar el palo con el cepo de una áncora tomada del *Lautaro*, siendo preciso, para ejecutar esa operacion, traer de la almiranta una hacha. — Menciono esta circunstancia por solo hacer ver el modo como estaba equipada la escuadra.

» El dia 2 volvió á entrar el *Araucano* en compañía de una flotilla de botes mandados por el capitan Guise, los que lanzaron algunos cohetes sin producir efecto notable, salvo el de que los Españoles desaparejaron sus buques. — El bergantin

recibió daño considerable del fuego que le hacian las embarcaciones y los fuertes. 1819.

» Despues que hubo anochecido, combinamos un ataque de cohetes y bombas. — El *Galvarino* llevaria á remolque una balsa con un mortero á las órdenes del mayor Miller: en efecto, este consiguió colocar dicha balsa á media milla de las baterías enemigas, á pesar del tremendo fuego que hacian. — El *Pueyrredon* le seguiria remolcando otra balsa con las bombas y almacen de municiones; el *Araucano* iba encargado de otra que llevaba los cohetes bajo el mando del capitan Hind; la *Independencia* seguiria remolcando otra balsa con cohetes, mandada por el teniente coronel Charles; y el resto de la escuadra se quedaria sobre las anclas.

Los cohetes y las bombas.

» Las esperanzas que yo y todos teníamos de este plan, por el efecto que producirian los cohetes, eran grandes; pero estaban destinados á frustrarse, porque ellos resultaron completamente inútiles. — Algunos, en razon de la mala soldadura que tenian, se reventaron por la fuerza de expansion ántes de salir de la balsa, incendiando á otros, lo cual produjo se volára aquella y quemase al capitan Hind y trece hombres; otros tomaron una direccion mala, á causa de que las varillas no ardian, porque no eran de la madera que debian ser. — El resultado fué que eran inútiles, y que esto se conoció cuando ya era tarde (1). »

Los cohetes no producen los resultados previstos, por su mala preparacion.

(1) Hé aquí los partes sucesivos que dirigió al gobierno de Chile:

« Fragata almirante la *O'Higgins*, en la bahía del Callao, á 2 de octubre de 1819.

» Señor: — Habiendo anclado la escuadra en el lugar que parecia mejor calculado para dirigir las operaciones meditadas, procedí inmediatamente á preparar tres balsas con el objeto de arrojar los cohetes y bombas bajo la superintendencia del coronel Charles, mayor Miller y capitan Hind, quedando de este modo los botes de la escuadra mas libres para obrar conforme requiriese la ocasion.

» Siendo necesario algun tiempo para estos y otros preparativos, se hicieron varias demostraciones de ataques y alarmas para fatigar al enemigo, los que uniformemente ocasionaron mucho cañoneo de sus baterías y buques. En estos falsos ataques se tiraron algunos cohetes, que desgraciadamente no

1819. Error que cometió el gobierno chileno.

Hé ahí demostrado prácticamente las consecuencias del error que cometió el gobierno chileno, encargando su confeccion á los Españoles prisioneros, por razon de economía. Para dar una idea del modo como fueron preparados los cohetes,

han correspondido á mis esperanzas : atribuyendo, sin embargo, este defecto á los tubos de donde se despedian, fué preciso mudar en parte la obra de las balsas, y todo quedó pronto la tarde del 1º de octubre.

» Al entrar la noche, los bergantines de guerra llevaron á remolque las balsas; y poco despues se principió á arrojar cohetes y bombas. Mas tuvimos el sentimiento de ver que de cada seis cohetes apénas llegaba uno á su debido alcance, reventando algunos en los cilindros, cayendo otros al agua, y girando otros en el aire, tomaban una direccion enteramente contraria de la que se les queria dar.

» Durante este tiempo, el furioso cañoneo dirigido á las balsas y al *Galvarino*, *Araucano* y *Pueyrredon* incendió una porcion de cohetes que reventaron en la balsa del capitan Hind; y la gente que habia en ella sufrió bastante por este motivo, privando aquel accidente al servicio de los útiles esfuerzos del experto y valiente oficial Hind, que está imposibilitado de continuar trabajando por ahora.

» El teniente coronel Charles, que manda la artillería y tropa de marina, tenia á su cargo todo el departamento de los cohetes, y obró con aquella habilidad, energía y celo que le caracterizan. — El mayor Miller mandaba la batería de morteros, y arrojó las bombas con mucho tino dentro del fuerte del N. E., que flanquea y protege la línea de los buques de guerra enemigos, causando considerable daño.

» El haber faltado los cohetes me impidió maniobrar con el resto de la escuadra para aumentar la confusion del enemigo, segun me habia propuesto.

» Tengo el sentimiento de haber perdido en esta ocasion un jóven activo y valiente, el primer teniente del *Galvarino*, D. Tomas Bailie, que fué muerto en la balsa al costado de aquel buque.

» Tengo la honra de asegurar á Vuestra Señoría que soy con la mas alta consideracion su atento seguro servidor. — COCHRANE. — Señor ministro de marina del Estado de Chile, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

« Fragata almirante la *O'Higgins*, en el Callao,
á 3 de octubre de 1819.

» Señor : — No queriendo atribuir todavía el mal resultado de los cohetes á algun defecto irremediable, ó á otra causa que la mencionada, se están preparando bastidores semejantes á los que se usaron en la primera introduccion de los cohetes en Inglaterra ; y mediante los esfuerzos de los capitanes Forster, Guise y Wilkinson, espero que estarán prontos para mañana por la tarde. Los brulotes de explosion están tambien muy adelantados, bajo la inmediata direccion del teniente Cobett, primero de esta fragata, y el teniente

basta decir que se habian intercalado puñados de arena, aserrin y aun de lodo en la pólvora, de modo que la llama no continuaba, imposibilitando la explosion. 1819.

Lord Cochrane se queja amargamente de ese descuido, no

Murgell, del *Galvarino*, dos oficiales intrépidos, que se han ofrecido voluntariamente á este servicio.

» Continuamos molestando al enemigo, quien ha hecho señal de pagar las tripulaciones, probablemente para estimularlas á esforzarse.

» Tengo la honra de asegurar á Vuestra Señoría que soy con la mayor consideracion su atento seguro servidor. — COCHRANE. — Señor ministro de marina del Estado de Chile, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

« Fragata almirante la *O'Higgins*, bahía del Callao,
á 6 de octubre de 1819.

» Señor : — En la noche del 3 se desenvergaron las velas de los buques de guerra enemigos, sin duda con la intencion de engañarnos, pues luego que oscureció el 4, volvieron á envergar. Mas estando nuestros botes sobre la orilla oriental, se alarmaron los enemigos y desistieron de su intento, que probablemente era escaparse. Todo indicaba sus deseos de fugar, si los cohetes ponian en peligro su seguridad, ó si incendiaban los buques mercantes que están reunidos á barlovento de su línea de defensa, formada de la *Venganza*, *Esmeralda*, *Sebastiana*, *Resolucion*, *Cleopatra*, *Trujillana*, *Pezuela* y *Maipo*. La *Resolucion* y la *Cleopatra*, como tambien los castillos, nos han tirado continuamente con bala roja, siguiendo el consejo del arzobispo de Lima.

» Estando completos los nuevos preparativos ayer por la tarde, ordené que los bergantines de guerra condujesen á su posicion las balsas de los cohetes y morteros, y que el brulote de explosion, mandado por el teniente Murgell, procediese á su destino luego que empezasen á dispararse los cohetes, á cuyo tiempo se dirigió en línea la escuadra hácia la orilla occidental con la mira de impedir el escape del enemigo.

» Apénas habian avanzado los bergantines hasta ponerse á tiro de las baterías y buques enemigos, cuando comenzaron sobre nosotros un fuego muy vivo, que se aumentó infinito luego que se aproximó el brulote *Victoria*. Estando ya este dentro del alcance á metralla de las baterías, y cerca de la cadena que circunvala los buques enemigos, y entrándole el agua á torrentes por la bodega, incendió el teniente Murgell un lanzafuego quebrado por estar todas las guias despedazadas por las balas ; y á los diez minutos se verificó la explosion, que habria aniquilado la fuerza naval del Callao si hubiese habido mas viento para que pasase el brulote con velocidad por las baterías.

» Aguardando el éxito del brulote *Victoria*, habia retenido la *Jerezana ;* pero faltando el poco viento, y quedándonos en calma, creí infructuoso hacer nueva tentativa ; confirmándome mas en mi opinion el ver que los cohetes no tuvieron mejor éxito esta noche que en la del primer dia. — La causa de

1819. solo porque su plan fallaba por su base, sino porque, estando el enemigo preparado, habia aumentado los medios de defensa, obstruyendo la rada y perfeccionando á sus artilleros, que muchas veces excedieron á los que guarnecian la escuadra chilena. Felizmente los fuegos certeros que hacía el mortero del mayor Miller, causaron mucho daño al enemigo, echándole á pique una cañonera y matándole algunos hombres en los fuertes. La pérdida de los patriotas fué de veinte hombres fuera de combate, entre estos, un jóven oficial de mérito, el teniente Bealey, cuyo cuerpo fué dividido por una bala roja.

Cargos injustos hechos al señor Goldsack.

« El gobierno de Chile, agrega lord Cochrane, culpó injustamente al señor Goldsack del mal éxito de los cohetes, porque la verdadera culpa la tenia el mismo gobierno en no haberle suministrado los obreros y materiales competentes. — Por economizar se empleó á los prisioneros y un zinc de mala calidad para soldar los tubos, frustrándose por el ahorro de unos pesos el buen resultado de un gran fin. — Este incidente causó la ruina de Goldsack, aun cuando era incuestionable su capacidad, y tenia la recomendacion de haber sido, durante algunos

esto me es ya demasiado palpable: aquellos que revientan, faltan en razon de la mala ó apurada obra en la soldadura de los tubos ó cilindros; y los otros, porque se rompe la cola, que desgraciadamente se les ha hecho de una madera nudosa y quebradiza.

» Me es forzoso manifestar á Vuestra Señoría mi pesar por estas desgraciadas circunstancias, agravadas por las calmas que reinan constantemente en el Callao. — He determinado obrar de otro modo, que espero producirá mas ventaja.

» Los capitanes Spry y Crosbie, y el teniente Prunier, comandantes de los bergantines *Galvarino*, *Araucano* y *Pueyrredon*, se han portado del modo mas gallardo. Las averías que recibieron estos buques en los palos fueron de poca consideracion, y ya están reparadas.

» El teniente Murgell, y dos marineros que le acompañaron en la *Victoria*, merecen por su valor un premio. El zelo y la cooperacion del almirante Blanco son dignos de todo elogio. — Los capitanes, oficiales, marinería, artillería y tropa de marina se han portado todos con la mayor distincion.

» Tengo la honra de asegurar á Vuestra Señoría que soy con la mas alta consideracion su atento seguro servidor. — COCHRANE — Señor ministro de marina del Estado de Chile, coronel D. José Ignacio Zenteno. »

dias, uno de los principales ayudantes del caballero W. Congreve en Wolwich. » 1819.

En fin, el dia 5 se terminó uno de los brulotes, y fué dirigido contra la barra de maderos y los buques, al mando del teniente Morgell, pero habiendo escaseado el viento, el brulote vino á ser el blanco de la excelente puntería de los Españoles. Morgell abandonó el brulote, poniéndole fuego al cebo y abandonándolo al viento, de modo que la explosion se hizo á gran distancia y no tuvo el resultado previsto.

El empleo de los brulotes no fué mas eficaz.

Entretanto se avistó una vela cerca de la bahía. El *Araucano* salió en el acto á darle caza, pero reconociendo que era una fragata, volvió al siguiente dia con la noticia. Inmediatamente salió la escuadra en su persecucion; pero no se logró alcanzarla, teniendo que volver la misma tarde al ancladero. Se supo luego que era la fragata *Prueba*, de 50 cañones, que venia de Cádiz, convoyando un buque cuyo cargamento era estimado en cerca de 500,000 pesos; ambos pudieron entrar al puerto durante la corta ausencia de la escuadra chilena.

La fragata *Prueba*.

Habiendo fracasado el plan, no tenia objeto la permanencia de la escuadra en el Callao, mucho mas cuando las instrucciones que tenia el jefe le ordenaban de una manera perentoria *no acercarse con los buques á tiro de las baterías enemigas, ni acometer á la escuadra de ellos, y que solo emplease los brulotes y cohetes, debiendo volver á Valparaíso en un tiempo dado.* «Estas restricciones, dice lord Cochrane, me las habia puesto el ministro de la marina, considerando como una temeridad de mi parte el haber atacado, en mi viaje anterior, del modo que lo hice; mas esto no significaba otra cosa que una mezquindad de espíritu, que le hacía insoportable el que yo, extranjero, consumase algo que me elevase en la estimacion del pueblo chileno.

Instrucciones del gobierno chileno.

» Á parte de estas razones, yo tenia otras para abandonar el Callao. La fragata española la *Prueba* andaba á lo largo de la costa, y segun datos que tenia, creía que su guarida era en Guayaquil, de donde me habia propuesto desalojarla.

» El gobierno de Chile tampoco habia enviado los socorros prometidos para la escuadra, la cual se hallaba escasa de víve-

1819. res, por cuya circunstancia me ví obligado á recurrir á mi antiguo sistema de proporcionármelos de los Españoles mismos. Las tropas que se me habian prometido enviarme no habian venido, lo cual manifestaba que nunca se habia tenido la intencion de cumplir con tal promesa, y que la palabra del ministro de marina, al asegurarme que me estaban esperando en Coquimbo, habia sido tan solo un ardid para hacerme salir á la mar sin una fuerza militar.

La escuadra chilena sale en persecucion de la fragata *Prueba*.

» Á la vez recibimos parte de que la *Prueba* habia venido acompañada de España por dos navíos de línea que se esperaban en Arica de un dia á otro. Salí en busca de ellos, pero tuve el sentimiento de no encontrarlos. Mas tarde se supo que dichos navíos nunca entraron en el Pacífico, pues uno de ellos, la *Europa*, habia sido declarado inútil para la mar al cruzar la línea, y el otro, el *San Telmo*, se fué á pique en el cabo de Hórnos. »

El dia 5 de noviembre se dirigió á Pisco el capitan Guise, con el *Lautaro* y el *Galvarino*, y trescientos soldados mandados por el teniente coronel Charles y el mayor Miller, con el objeto de tomar víveres á los Españoles.

La fragata *Macedonia* de los Estados Unidos.

Lord Cochrane, presumiendo que los navíos españoles que se esperaban pudiesen dirigirse al Callao y que la *Prueba* aprovechase la ausencia de la escuadra chilena para entrar al puerto, se dirigió á aquel punto anclando en San Lorenzo el dia 8, en donde encontró la fragata *Macedonia* de los Estados Unidos. La presencia de este buque dió ánimo á los Españoles, quienes enviaron 27 lanchas cañoneras, pero á los primeros movimientos de los buques chilenos se retiraron apresuradamente.

Toma de un bote que envió la *Prueba* al virey con despachos.

Al anochecer se avistó la *Prueba*, que buscaba cubrirse con los fuegos de dos fuertes del Callao. Los esfuerzos de los marinos patriotas por darle caza fueron estériles, porque la oscuridad de la noche lo impidió. Al regresar estos, volvieron á encontrarla, pero solo pudieron tomarle un bote que enviaba á tierra con despachos para el virey. Los informes que se recibieron de su tripulacion confirmaron la noticia que ya se tenia de que Guayaquil era su puerto de refugio.

Entretanto los oficiales que mandaban la expedicion á Pisco

tenian órden de desembarcar por la noche y sorprender la guarnicion; pero como el viento les faltase, tuvieron que desembarcar de dia, cuando la referida guarnicion los esperaba, sostenida por artillería de campaña y caballería. No por eso se arredraron los expedicionarios, quienes saltaron á tierra sin disparar un tiro, á pesar del cañoneo y fuego de fusilería que recibian de los techos y torres de la iglesia, abriéndoles brechas en sus filas á cada paso que daban. En tal situacion, los patriotas acometieron á la bayoneta, arrollando á los Españoles y obligándolos corrieron á refugiarse á la plaza de la villa, quedando mortalmente herido el valiente Charles. El mayor Miller, persiguiéndoles de cerca, fué tambien atravesado por tres balas hiriéndole gravemente. El resultado de esa jornada fué la toma de Pisco, de donde se abastecieron de cuanto necesitaban, y destruyeron por órden del capitan Guise 200,000 galones de aguardiente que estaban en la playa para ser embarcados, á causa de no poder contener á las tripulaciones, que se hacian ingobernables por la embriaguez (1).

1819. Los patriotas se apoderan de Pisco.

El dia 16 se reunieron á la escuadra el *Galvarino* y el *Lautaro*. El 21 despachó el almirante para Valparaíso al *San Martin*, la *Independencia* y el *Araucano*, acompañando un transporte cargado de enfermos.

El *San Martin*, la *Independencia* y el *Araucano* pasan á Valparaíso.

Lord Cochrane, con la *O'Higgins*, el *Galvarino*, el *Lautaro* y el *Pueyrredon*, se dirigió en busca de la fragata española *Prueba*. El 27 entró con la *O'Higgins* en el rio de Guayaquil, y dejando á la parte de afuera los otros buques, hizo fuerza de vela durante la noche, sin práctico, para llegar la mañana siguiente á la isla de Puná. Allí encontró al ancla dos buques grandes, á los cuales atacó haciéndoles un vivo fuego por el espacio de veinte minutos, obligándoles á arriar bandera; una vez á bordo se vió que eran el *Águila*, de 20 cañones, y el *Virginia*, de 16, ambos cargados de madera y destinados á Lima. El mismo dia se envió un destacamento que se apoderó de Puná. Cuando la almiranta volvió con las presas para reunirse á los

Lord Cochrane se dirige á Guayaquil.

El *Águila* y el *Virginia*

(1) Obra citada.

1819. otros buques, los encontró preparados para dar á la vela, en razon de que habian creido que el cañoneo habia sido con la *Prueba*, y presumian que la peor parte del combate habria cabido á la *O'Higgins*. En efecto, la *Prueba* se hallaba en Guayaquil, pero la habian alijerado sacándole los cañones y municiones, y llevádola rio arriba, adonde era imposible acercarse por falta de agua, á mas de que era impracticable el cortarla con los botes por hallarse defendida por las baterías de tierra. Con este motivo, dice lord Cochrane en sus Memorias :

Nueva cabala de los capitanes Guise y Spry

« En este lugar debo referir un accidente, que, aunque no debiera mencionarse, conviene tenerlo presente por hallarse en relacion con sucesos posteriores. Los capitanes Guise y Spry, calculando que el éxito nada lisonjero que habia tenido la expedicion, sería imputado á mí al volver á Valparaíso, y no á las instrucciones que se me dieron, ni á los malos cohetes, intentaron promover un motin en las tripulaciones, para que al llegar á Valparaíso presentáran á la escuadra en una situacion desagradable ; propalando para ello, de que yo habia tenido la intencion de privar de la parte de premio en las presas á los otros buques, que con esa intencion habia dejado afuera ; que los oficiales y marineros de la almiranta habian con tal objeto saqueado á discrecion las presas, ántes de salir de la ria, y por último, que yo iba á reclamar una doble parte por haber obrado como almirante y capitan. No quedando duda de que dichos oficiales eran los autores de estas voces, determiné tomar una séria cuenta de la conducta de ellos. Al practicar los esclarecimientos, ambos capitanes me dieron su palabra de honor de no haber sido los autores ni aun oido semejantes voces. Pero como mi resolucion era no volver á Valparaíso, ni mucho ménos el dar á conocer mis planes á oficiales que me eran hostiles, despaché el *Lautaro* para Valparaíso, escoltando las dos presas y los preciosos cañones de bronce cogidos en el *Virginia*. Al *Galvarino* y al *Pueyrredon* los dejé para observar los movimientos de la *Prueba*.

Envío de las presas á Valparaíso.

» Habia ejecutado la anterior resolucion el 13 de diciembre, despues de haber trasbordado á la almiranta al mayor

Miller, que se encontraba restablecido de sus heridas. 1819.

» Yo me encontraba bastante contrariado, continúa lord Cochrane, por no haber conseguido mi intento en el Callao. Las causas que hubo para ello las he expuesto ya; por otra parte, el pueblo de Chile esperaba imposibles, y á fin de satisfacerle y satisfacer mi amor propio herido, trabajé por encontrar un hecho que ejecutar y que correspondiese á tales esperanzas. En el dia no tenia mas que un solo buque y por consiguiente no habia que consultar á nadie. Del concurso del mayor Miller estaba seguro, aun cuando habia recibido una bala en el brazo, otra en el pecho y tener invalidada la mano derecha. Él conservaba intacta la fuerza moral, y á fuerza de experiencia su capacidad era mayor para llevar adelante mis planes.

Cochrane forma el proyecto de apoderarse de Valdivia.

» Tenia el designio de capturar con la almiranta, y de un solo golpe de mano, los numerosos fuertes y la guarnicion de Valdivia, punto que se habia creido hasta entónces como inexpugnable. De este modo se neutralizaria en Chile el mal efecto que produciria la falta de resultados en nuestro empeño delante del Callao.

» La empresa era arriesgada; sin embargo, estaba resuelto á no emprenderla ántes de haberme asegurado de la practicabilidad de ella. La temeridad, bien que se me haya imputado varias veces como una cualidad, no es inherente á mi carácter. Hay temeridad en aquellas empresas en que no se calculan las consecuencias; pero cuando estas son previstas, aquella desaparece.

» Encontrándome libre de las gentes que no quisieron secundarme en mis operaciones anteriores, me resolví á tomar á Valdivia, siempre y cuando lo creyese practicable. »

Término de las campañas navales durante el año 1819.

Aquí terminan las gloriosas campañas navales de los intrépidos marinos chilenos durante el año de 1819. En el próximo año de 1820 continuarémos narrando los importantes acontecimientos que señalan en la historia de la independencia sudamericana una época memorable para los ejércitos aliados de las Provincias Unidas del Rio de la Plata y de Chile.

PROVINCIAS UNIDAS DEL SUD-AMÉRICA

Y LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE-AMÉRICA.

AÑO 1819.

V.

1819. Esfuerzos hechos por el director Pueyrredon para obtener el reconocimiento de las Provincias Unidas. — Esperanzas legítimas que abrigaba. — Acredita un comisionado. — El gobierno de los Estados Unidos recibe friamente los votos del gobierno argentino. — Móvil de la política del gobierno de Washington. — Los diputados de la América del Sur, Thompson por Buenos Aires, Clemente por Venezuela, Gual por Nueva Granada, y Zárate por Méjico, autorizan al general M'Gregor para posesionarse de la Florida. — Documento. — Llegada de D. Lino Clemente á Washington. — Solicita una entrevista con el presidente. — Credencial de su gobierno. — Contestacion. — El secretario de Estado se niega á recibirle. — En lo qué funda su negativa. — La expedicion confiada al general M'Gregor tiene un éxito completo. — El gobierno de los Estados Unidos envia una escuadra con tropas que se apoderan de la isla Amelia, expulsando á los expedicionarios. — Los diputados sud-americanos protestan contra ese acto agresivo del gobierno de los Estados Unidos. — Don Lino Clemente se adhiere á esa protesta. — La expedicion de M'Gregor afectaba directamente los intereses del gobierno de Washington. — Negociaciones con la España para la compra de la Florida. — El presidente Monroë presenta al congreso un mensaje sobre las representaciones hechas por los gobiernos de la América del Sur, para que se les reconozca su independencia. — Se queja de los procedimientos del diputado de Venezuela. — Les niega el derecho de autorizar el armamento contra una nacion extranjera. — El diputado de Venezuela lo sostiene, apoyándose en el ejemplo de Franklin. — El presidente no encuentra analogía entre ambos procedi-

mientos. — El general Bolívar, jefe supremo de Venezuela, declara no haber autorizado la expedicion del general M'Gregor. — El presidente de los Estados Unidos cesa desde entónces toda comunicacion con D. Lino Clemente. — Carta patente del director Pueyrredon nombrando cónsul general al señor de Forest. — Este solicita del gobierno de Washington su exequátur. — El presidente explica por qué no puede acordárselo. — M. de Forest se manifiesta satisfecho. — Documentos. — De Forest renueva su solicitud. — El gobierno de los Estados Unidos declara que el reconocimiento del cónsul general significaria el de la independencia. — Observaciones que se hacen sobre las razones emitidas por este. — Distincion entre la España y las Provincias Unidas de Sud-América. — Se apoya en la opinion de Vattel sobre el carácter del cónsul. — La América del Sur, en relacion á la España, es considerada en el caso de guerra civil. — Nueva entrevista de M. de Forest con el presidente. — Los Estados Unidos desean saber si el gobierno argentino aspira á un reconocimiento absoluto ó imperfecto. — Si adoptará el principio de reciprocidad. — Reserva que hace el gobierno argentino en favor de la España. — El presidente cree que esta cláusula haria prematuro el reconocimiento de la independencia de aquellos pueblos. — El señor de Forest sostiene que la reserva en favor de la España no es incompatible con el reconocimiento de la independencia. — Consideraciones generales sobre este punto. — Reclamacion hecha por los excesos cometidos por los corsarios con bandera argentina. — Composicion de su tripulacion. — El presidente espera que el gobierno argentino tomará medidas de represion. 1819.

El director Pueyrredon se esforzaba en obtener de las naciones extranjeras el reconocimiento de las Provincias Unidas, apoyándose en el estado de independencia de hecho en que se encontraban aquellos pueblos desde la memorable revolucion del 25 de mayo de 1810, robustecida por el acto solemne de la declaracion del congreso argentino, reunido en la provincia de Tucuman, el año de 1816. Para llegar á ese resultado, abrigaba, como debia, las mas legítimas esperanzas en el concurso que le daria la República hermana de los Estados Unidos del Norte, y en tal concepto manifestó su viva simpatía y el interes preferente que daria al establecimiento de relaciones de amistad y comercio entre ambos países. En efecto, acreditó un comisionado con el fin de solicitar el reconocimiento de su independencia y su concurso indirecto para terminar la campaña de emancipacion sud-americana. El

El director Pueyrredon se esfuerza en obtener el reconocimiento de la independencia.

1819. gobierno de los Estados Unidos recibió sin embargo friamente los votos del gobierno argentino, y aun se negó á ratificar las estipulaciones que debian preceder ese acto, firmadas en Buenos Aires por el comisionado de los Estados Unidos cerca del gobierno argentino, despues de la declaracion de la independencia hecha por el congreso de Tucuman, fundándose en la nulidad de esas estipulaciones por la falta absoluta de autorizacion del referido agente.

Política del gobierno de Washington.

Entretanto, ¿cuál era el móvil que dirigia la política del gobierno de Washington? ¿Era esta hostil al pensamiento de emancipacion sud-americana? No lo pensamos; pero creemos que un interes mas inmediato se oponia entónces para que ese concurso fuese leal y desinteresado, como vamos á explicarlo.

Los diputados de la América del Sud residentes en los Estados Unidos.

Los diputados sud-americanos nombrados cerca del gobierno de los Estados Unidos, D. Lino de Clemente, de Venezuela, D. Pedro Gual, de Nueva Granada, D. J. Zárate, de Méjico, y D. Martin Thompson, de las Provincias Unidas del Plata, apoyados en el derecho de la guerra en que estaban estas repúblicas con la España, autorizaron en nombre de sus respectivos gobiernos al general sir Gregor M'Gregor para expedicionar y tomar posesion inmediata de las Floridas Orientales y Occidentales por el siguiente documento :

Comision de sir M'Gregor.

Nombramiento de sir M'Gregor.

« Filadelfia, 31 de marzo de 1817. — Los diputados de la liberal América, residentes en los Estados Unidos del Norte, á su compatriota Gregor M'Gregor, general de brigada al servicio de las Provincias Unidas de Nueva Granada y Venezuela, salud :

» Siendo muy importante para los intereses de los pueblos á quienes tenemos el honor de representar, de tomar inmediata posesion de las Floridas Oriental y Occidental, así como para el bien de las instituciones libres y seguridad de los derechos naturales de sus habitantes ; en conformidad á nuestras instrucciones y al deseo de nuestros respectivos gobiernos, hemos comisionado al brigadier general Gregor M'Gregor con el objeto de poner en ejecucion, en parte ó en totalidad, una empresa

tan interesante á la causa gloriosa en que estamos empeñados. 1819.

» Por consiguiente, tomando en consideracion vuestro zelo y devocion á la República, encargamos á Vd., en nombre de nuestros constituyentes, de obrar bajo vuestra propia responsabilidad, adoptando hácia las dichas provincias nombradas tales medidas como en vuestra prudencia juzgáreis mas eficaces en favor de nuestros hermanos de las Floridas Oriental y Occidental, á cuyos beneficios están convidados por la importancia de su situacion geográfica; y al efecto autorizamos á Vd., sin por esto apartarse de las reglas, usos y costumbres de las naciones civilizadas en casos semejantes, y de la observancia debida á las leyes de los Estados Unidos, y particularmente aquellas que rigen la neutralidad con potencias extranjeras, en armar buques, adentro de los límites de su jurisdiccion, y provisionalmente nombrar oficiales de marina y de ejército, hasta que el gobierno que ha de establecerse por la voluntad de los dichos pueblos, haya provisto del modo mas conveniente al arreglo de sus varios ministerios ó incumbencias. En todo lo cual le servirán de norma y de guia las instrucciones que le han sido entregadas en esta fecha.

Órden que se le da para tomar posesion de las Floridas Orientales.

Se le autoriza á armar buques y nombrar oficiales.

» Firmado, sellado y entregado en la ciudad de Filadelfia, á 31 de marzo de 1817. — Lino de Clemente, diputado de Venezuela. — Pedro Gual, diputado de Nueva Granada y apoderado de F. Zárate, diputado de Méjico. — Martin Thompson, diputado del Rio de la Plata. — Cuya copia verdadera del original quedó en mi poder. — Filadelfia, 15 de enero de 1818. — Lino de Clemente (1). »

En esas circunstancias llegó D. Lino de Clemente á Washington, y solicitó del presidente una entrevista para presentarle la credencial de su gobierno acreditándole en el carácter de representante de Venezuela cerca del de los Estados Unidos. Hé aquí el texto de ese documento :

« Don Lino de Clemente al secretario de Estado. — Was-

(1) Véase el texto ingles de que ha sido traducido este documento, *State Papers*, tomo VI, año 1819.

1819.

D. Lino de Clemente participa su llegada á Washington.

Pide una audiencia del presidente de la República.

hington, 11 de diciembre de 1818 (año octavo de la República). — Excelentísimo Señor : Habiendo sido nombrado por el gobierno de la República de Venezuela su representante cerca del gobierno de los Estados Unidos de Norte-América, tengo el honor de informar á Vuestra Excelencia de mi llegada á esta ciudad, con el objeto de desempeñar el cargo que se me ha confiado; á cuyo efecto ruego á Vuestra Excelencia se sirva informarme de la hora y dia en que le será conveniente recibirme para ofrecerle mis respetos y comunicarle el objeto de mi venida á esta ciudad federal.

» Aprovecho esta ocasion para ofrecerme, etc., etc.—LINO DE CLEMENTE. — Al honorable John Quincy Adams. »

El secretario de Estado contestó á esta comunicacion negándose á recibirle, fundándose en argumentos que no nos parecen concluyentes, como lo juzgará el lector por el siguiente documento:

Contestacion del secretario de Estado á D. Lino de Clemente.

Motivos que se dan para negarle audiencia.

« Washington, 16 de diciembre de 1818. — Muy Señor mio : Vuestra nota del 11 corriente ha sido sometida al presidente de los Estados Unidos, quien me ha encargado informaros que habiendo figurado públicamente vuestro nombre en un documento autorizando á un oficial extranjero para emprender y ejecutar una expedicion en violacion de las leyes de los Estados Unidos, ademas de otro en el cual reconoceis el acto, faltando al respeto debido á este gobierno, cuyos documentos han sido trasmitidos al congreso con el mensaje del presidente, fechado 25 de marzo último, no estoy autorizado á entrar en comunicacion con vos, y debo deciros que toda correspondencia ulterior no será admitida en este ministerio.

» Ínterin quedo, etc. — Firmado : JOHN QUINCY ADAMS. — Á D. Lino de Clemente. »

Agresion del gobierno de los Estados Unidos.

El gobierno de los Estados Unidos no limitó su accion á las severas palabras empleadas en esa nota; tan pronto como supo el éxito obtenido por la expedicion de sir M'Gregor, envió una fuerza naval y militar que fácilmente desalojó y expulsó á los expedicionarios de la isla Amelia, apoderándose de los buques y elementos bélicos de los republicanos que allí encontró y tratándoles como piratas.

En esta situacion, los diputados de las Repúblicas sud-americanas dirigieron una protesta en forma, en nombre de sus gobiernos, al de los Estados Unidos, cuyos fundamentos encontramos en la siguiente comunicacion que con tal motivo dirigió D. Lino de Clemente, representante de Venezuela, á D. Vicente Pázos, diputado por Nueva Granada y encargado de trasmitirla al gobierno de Washington : 1819.

« D. Lino de Clemente á D. Vicente Pázos. — Filadelfia, 15 de enero de 1818. — Muy excelente Señor : Por cartas del general D. Luis de Aury y D. Pedro Gual, con fecha Fernandina 26 de diciembre último, he sido informado que le han comisionado á Vd. para presentar al presidente de los Estados Unidos una protesta en nombre de los gobiernos independientes de Sud-América, contra la invasion de la isla Amelia por una fuerza militar y naval de los Estados Unidos, el dia 23 de diciembre último, y para pedir la restitucion de los buques apresados por la escuadra americana y mandados á varios puertos. Protesta de los Estados de Sud-América.

» Bien que el gobierno de Venezuela, cuyo representante soy, está incluido en vuestra comision, en compañía de aquellos en cuyo nombre se ha tomado posesion de la isla Amelia, sin embargo me ha parecido conveniente autorizar á Vd. especialmente, como lo hago por la presente, para que proteste, en nombre de dicho mi gobierno, contra la invasion de la isla de Amelia, y contra todo otro acto ulterior del gobierno de los Estados Unidos, como siendo contrarios á los derechos é intereses de las varias Repúblicas, y de las personas navegando bajo sus banderas respectivas, debidamente autorizadas; y para que pueda Vd. establecer de un modo satisfactorio que la isla Amelia fué tomada á los Españoles por medio de una autoridad competente, le incluyo copia de la comision dada al general M'Gregor, el dia 31 de marzo último, por los diputados de las Repúblicas independientes. Comision dada á M'Gregor.

» Los motivos alegados por el gobierno de los Estados Unidos en justificacion de su medida hostil, sirve solo para probar su propia futilidad, demostrando claramente que su único objeto

1819.

Futilidad de los motivos producidos por los Estados Unidos.

era la adquisicion de las Floridas, sin formar otro cálculo que el del estado mas ó ménos precario al que pueden los patriotas reducir el gobierno español, y pretextando, en consecuencia, unas veces la falta de autoridad de los que tomaron posesion de Amelia y de Galvestown, y otras veces de que estos establecimientos fueron formados para abrigar piratas y contrabandistas, y por fin, que á ninguna potencia extranjera le era permitido apoderarse de las Floridas, en virtud de un acto otorgado en 1811, el cual es aplicable al caso presente. Muy fácil me será el probar que los Estados Unidos no tienen otro motivo que su propia conveniencia, apoyada en la fuerza. Repetidas veces he trasmitido á mi gobierno informes sobre los sucesos de la isla de Amelia, despues de su ocupacion por el general M'Gregor, pidiendo que se comunicáran al gobierno de Nueva Granada, en Casanare; y para que pueda continuar mis comunicaciones en las actuales circunstancias, que no dejan de ser interesantes, ruego á Vd. se sirva informarme cuanto ántes del resultado de su mision. Ínterin, etc. — Firmado : Lino de Clemente. — Señor D. Vicente Pázos. »

El documento que precede explica elocuentemente nuestra asercion, así como la causa real de la aparente susceptibilidad de los Estados Unidos en cuanto á la pretendida violacion del territorio extranjero.

Los Estados Unidos se interesaban en la anexion de la Florida.

Sabido es que en esta misma época el gobierno de Washington se ocupaba asiduamente de obtener de la España la cesion, por medio de compra, de la Florida, la que en efecto fué anexada despues á la Union americana, y era lógico suponer que para lograr y facilitar su negociacion diplomática, se constituyese en guardian de los intereses transitorios de la España, halagándola con la adopcion de una política neutral sino parcial en la contienda que sostenian los pueblos sud-americanos con la madre patria. No fué esta, por otra parte, la única hostilidad de los Estados Unidos durante la discusion que tuvieron que sostener los representantes de las Repúblicas hispano-americanas por la mala voluntad del gobierno de Washington.

El 29 de enero del año 1819, el presidente de los Estados Unidos, Mr. James Monroë, presentó al congreso un mensaje ó informe del ministro de Estado en el departamento de relaciones exteriores sobre los trabajos hechos por los gobiernos de las Repúblicas hispano-americanas para obtener el reconocimiento de su independencia, acompañándolo de los documentos en su apoyo. Por ese informe y por los documentos á que se refiere, se verá la acogida que mereció del presidente Monroë tanto el señor de Forest, nombrado cónsul general de las Provincias Unidas de Sud-América por el director Pueyrredon, como los demas representantes (1). 1819.

(1) Reproducimos el texto ingles de ese mensaje, por las incorrecciones que puedan encontrarse en la traduccion española.

« Washington, 29th january 1819. — I transmit to the house of representatives, in compliance with their resolution of the 14th of this month, a report from the secretary of State, concerning the applications which have been made, by any of the independent gorvernments of South America, to have a minister or consul general accredited by the government of the United States with the answers of this government to the applications adressed to it. — JAMES MUNROE. — The honorable the speaker of the house of representatives.

» Report of the secretary of State. — Department of State, Washington, 28th january 1819. — The secretary of State, to whom has been referred the resolution of the house of representatives, of the 14th inst., requesting of the president information, whether any application has been made by any of the independent governments of South America, to have a minister or consul general accredited by the government of the United States, and what was the answer given to such application, has the honor of submitting copies of applications made by Don Lino de Clemente, to be received as the representative of the republic of Venezuela; and of David C. de Forest, a citizen of the United States, to be accredited as consul general of the United Provinces of South America; with the answers respectively returned to them. The reply of Mr. de Forest is like wise enclosed, and copies of the papers, signed and avowed by M. Clemente, wich the president considered as rendering any communication betwen this department and him, other than theat now enclosed, improper.

» It is to be observed, that, while M. Clemente in march 1817, was assuming, with the name of deputy from Venezuela, to exercise within the United States, powers transcending the lawful authority of any ambassador, and while, in january 1818, he was commissioning, in language disrespectful to this government, Vicente Pazos, in the name of the republic of Vene-

1819.

Mensaje del presidente de los Estados Unidos.

« Ministerio de Estado, Washington, enero 28 de 1819. — El secretario de Estado, á quien fué referida la resolucion de la cámara de representantes del 14 del corriente, pidiendo in-

zuela, to « protest against the invasion of Amelia island, and all such » further acts of the government of the United States, as were contrary to » the rights and interests of the several Republics, and the persons sailing » under their respective flags, duly commissioned, » he had himself, not only never been received by the government of the United States, as deputy from Venezuela; but had never presented himself to it in that character, or offered to exhibit any evidence whatsoever of his being invested with it. The issuing of commissions, authorizing acts of war against a foreign nation, is a power which not even a sovereign can lawfully exercise within the dominious of another in amity with him, without his consent. M. Pazos, in his memorial to the president, communicating the commission signed by M. Clemente, at Philadelphia, and given to general M'Gregor, alleges, in its justification, the example of the illustrious Franklin, in Europe; but this example, instead of furnishing an exception, affords a direct confirmation of the principle now advanced. The commissions issued by the diplomatic agents of the United States in France, during our revolutionary war, were granted with the knowledge and consent of the french government, of which the following resolution from the secret Journal of Congress, of 23 december 1776, is decisive proof:

« Resolved, that the commissioners (at the court of France) be authorized to arm and fit for war any number of vessels, not exceeding 6, at the expense of the United States, to war upon British property; and that commissions and warrants be for this purpose sent to the commissioners, provided *the commissioners be well satisfied this measure will not be disagreeable to the court of France.* »

» It is also now ascertained by the express declaration of the supreme chief Bolivar, to the agent of the United States at Angostura, that, « the government of Venezuela has never authorized the expedition of general M'Gregor, nor any other enterprise against Florida or Amelia. » Instructions have been forwarded to the government of Venezuela, of the motives for declining further communication with M. Clemente, and assurances that it will readily be held with any person not liable to the same or like objection.

» The application of M. de Forest to be accredited as consul general of the United Provinces of South America, was first made in may last; his credential war a letter from the supreme director of Buenos Ayres, Pueyrredon, announcing his appointment, by virtue of articles concluded in the name of the United States of America, and of the United Provinces of Rio de la Plata, between persons authorized by him, and W. G. D. Worthington, as agent of this government who neither had, nor indeed pretended to have, any power

forme al presidente sobre si se habian hecho manifestaciones por parte de algunos de los gobiernos independientes de Sud-América, para que se les acrediten ministros ó cónsules gene-

1819.

Las repúblicas sud-americanas piden el reconocimiento de su independencia.

to negotiate such articles. M. de Forest was informed and requested to make known to the supreme director, that M. Worthington had no authority whatsoever to negotiate, on the part of the United States, any articles to be obligatory on them, and had never pretended to possess any full power to that effect. — That any communication interesting to the supreme director, or to the people of Buenos Ayres, would readily be held with M. de Forest, but that the recognition of him, as a consul general from the United Provinces of South America, could not be granted, either upon the stipulation of supposed articles, which were a nullity, or upon the commission or credential letter of the supreme director, without recognizing there by the authority from which it emanated, as a sovereing and independent power.

» With this determination, M. de Forest then declared himself satisfied. — But, shortly after the commencement of the present session of congress, he renewed his sollicitations, by the note dated the 9th of december, to be accredited as the consul general of the United Provinces of South America, founding his claim on the credentials from the government, which had been laid before the president last May.

» A conversation was shortly afterwards held with him, by direction of the president in which the reasons were fully explained to him, upon which the formal acknowledgement of the government of Buenos Ayres, for the present, was not deemed expedient. They were also, at his request, generally stated in the note, dated the 31st of december.

» It has not been thought necessary, on the part of this government to pursue the correspondence with M. de Forest any further; particularly as he declares himself unauthorized to agitate or discuss the question, with regard to the recognition of Buenos Ayres as an independent nation. Some observations, however, may be proper with reference to circumstances alledged by him, as arguing that a consul general may be accredited, without acknowledging the independence of the government from which he has his appointment. The consul of the United States, who has resided at Buenos Ayres, had no other credential than his commission. It implied no recognition by the United States of any particular government; and it was issued before the Buenos Ayres declaration of independence, and while all the acts of the authorities there, were in the name of the king of Spain.

» During the period while this government declined to receive M. Onis as the minister of Spain, no consul received an exequatur under a commission from the same authority. The consuls who had been received before the contest for the government of Spain had arisen, were suffered to continue the exercise of their functions, for which no new recognition was necessary. A similar remark may be made with regard to the inequality alledged

1819. rales por el gobierno de los Estados Unidos, y la contestacion dada por este, tiene el honor de incluir copias de las representaciones hechas por D. Lino de Clemente, para ser reconocido

by Mr. de Forest to result from the admission of spanish consuls, officially, to protect before our judicial tribunals, the rights of spanish subjects generally, while he is not admitted to the same privileges with regard to those of the citizens of Buenos Ayres. The equality of rights to which the two parties to a civil war are entitled, in their relations with neutral powers, does not extend to the rights enjoyed by one of them, by virtue of treaty contracted before the war; neither can it extend to rights, the enjoyment of which depends essentially upon the issue of the war. That Spain is a sovereign and independent power, is not contested by Buenos Ayres, and is recognized by the United States, who are bound by treaty to receive her consuls. Mr. de Forest's credential letter asks that he may be received by virtue of a stipulation, in supposed articles concluded by Mr. Worthington, but which he was not authorized to make; so that the reception of Mr. de Forest, upon the credential on which he founds his claim, would imply a recognition not only of the government of the supreme director Pueyrredon, but a compact, as binding upon the United States, which is a mere nullity.

» Consuls are, indeed, received by the government of the United States from acknowledged sovereign powers, with whom they have no treaty. But the exequatur for a consul general can obviously not be granted without recognizing the authority from which his appointment proceeds, as sovereign. « The consul, says Vattel (Book 2, chap. II, § 34) is not a public minister; but as *he is charged with a commission from his sovereign*, and received in that quality by him, where he resides, he should enjoy to a certain extent, the protection of the law of nations.» If, from this state of things, the inhabitants of Buenos Ayres cannot enjoy advantages of being officially represented before the court of the United States, by a consul, while the subjects of Spain are entitled to that privilege, it is an inequality resulting from the nature of the contest in which they are engaged, and not from any denial of their rights, as parties to a civil war. The recognition of them as such, and the consequent admission of their vessels into the ports of the United States, operate with an inequality against the other party to that contest, and in their favour. It was stated in conversation, to Mr. de Forest, and afterwards in the note of 31st december, that it would be desirable to the United States to understand whether Buenos Ayres, itself, claims an entire, or only an imperfect independence. That the necessity of an explanation upon this point arose from the fact, that in the negotiation of the supposed articles with Mr. Worthington, the supreme director had declined contracting the engagement, though with the offer of reciprocity, that the United States should enjoy at Buenos Ayres the advantages and privileges of the most favoured nation. That the reason given by him for refusing such an en-

en el carácter de representante de la República de Venezuela, y por D. David C. de Forest, ciudadano de los Estados Unidos, en el de cónsul general de las Provincias Unidas de Sud-Amé-

1819.

M. de Forest, cónsul general de las Provincias Unidas de Sud-América.

gagement was that, Spain having claims of sovereignty over Buenos Ayres, the right must be reserved, of granting special favours to her for renouncing them, which other nations, having no such claims to renounce, could not justly expect to obtain. Without discussing the correctness of this principle it was observed that the United States, in acknowledging Buenos Ayres as independent, would expect, either to be treated on the footing of the most favored nation, or to know the extent and character of the benefits which were to be allowed to others, and denied to them; and that, while an indefinite power should be reserved, of granting to any nation advantages to be withheld from the United States, an acknowledgement of independence must be considered premature.

» Mr. de Forest answers, that this reservation must appear to every one contrary to the inclination, as well as interest, of the government of Buenos Ayres; that it must have been only a proposition of a temporary nature, not extending to the acknowledgement by the United States of the independence of South America; which he is confident would have rendered any such reservation altogether unnecessary, in the opinion of the governement of Buenos Ayres, who must have seen they were treating with an unauthorized person, and have suggested the idea, from an opinion of its good policy; and, he adds, that Portugal is acknowledged by te United States as an independent power, although their commerce is taxed higher in the ports of Brazil than that of Great Britain.

» It had not been intended to suggest to Mr. de Forest, that it was in any manner incompatible with the independence or sovereignty of a nation, to grant commercial advantages to one foreign State, and to withhold them from another. — If any such advantage is granted for an equivalent, other nations can have no right to claim its enjoyment, *even thought entitled to be treated as the most favoured nations*, unless by the reciprocal grant of the same equivalent.— Neither had it been meant to say, that a nation forfeited its character of acknowledged sovereignty, even by granting without an equivalent, commercial advantages to one foreign power, and with holding them from another. — However absurd and unjust the policy of a nation granting to one, and refusing to another, such gratuitous concessions, might be deemed, the question whether they affected its independence, or not, would rest upon the nature of the concessions themselves. — The idea meant to be conveyed was, that the reservation of an indefinite right to grant hereafter special favors to Spain for the renunciation of her claims of sovereignty, left it uncertain whether the independence of Buenos Ayres would be complete or imperfect, and it was suggested with a view to give the opportunity to the supreme director of explaining his intentions in this respect, and to intimate

1819. rica, acompañadas de las respuestas respectivas dadas á ambos señores. Tambien se incluye la contestacion del señor de Forest, así como las copias de los documentos firmados y autorizados

to him that, while such an indefinite right was reserved, an acknowledgement of independence must be considered as premature. — This caution was thought the more necessary, inasmuch as it was known that, at the same time that the supreme director was insisting upon this reservation, a mediation between Spain and her colonies had been solicited by Spain, and agreed to by the five principal powers of Europe, the basis of which was understood to be a compromise between the spanish claim to sovereignty, and the colonial claim to independence. Mr. de Forest was understood to have said, that the congress at Tucuman had determined to offer a grant of special privileges to the nation which should be the first to acknowledge the independence of Buenos Ayres. — He stated, in his notes, that he knew nothing of any such resolution by that congress; but that it was a prevailing opinion at Buenos Ayres, and his own opinion also, that such special privileges would be granted to the first recognizing power, if demanded. — It has invariably been avowed by the government of the United States, that they would neither ask nor accept of any special privilege, or advantage, for their acknowledgement of South American independence; but it appears that the supreme director of Buenos Ayres, for from being prepared to grant special favors to the United States, for taking the lead in the acknowledgement, declined even a reciprocal stipulation, that the should enjoy the same advantages as other nations. — Nor was this reservation, as Mr. de Forest supposes, defeasible by the acknowldegment, on the part of the United States, of South American independence. — The supreme director could not be so ignorant, as not to perceive, that it was impossible for this government to ratify the articles prepared by his authority with Mr. Worthington, and yet to withhold the acknowledgement of independence. — He knew that, if that instrument should be ratified, the United States must thereby necessarily be the first to grant the acknowledgement, yet he declined inserting it in an article, securing to each party, in the ports of the other, the advantages of the most favored nations. — It is, nevertheless, in conformity to one of those same articles, that Mr. de Forest claimed to be received in the formal character of consul general.

» With regard to the irregularities and excesses committed by armed vessels, sailing under the flag of Buenos Ayres complained of in the note of the 1st of january, it was not expected that Mr. de Forest would have the power of restraining them, otherwise than by representing them to the supreme director, in whom the authority to apply the proper remedy is supposed to be vested. — The admission of Mr. de Forest in the character of consul general, would give him no additional means of suppressing the evil. — Its principal aggravation arises from the circumstance that the cruizers of Buenos Ayres

por el señor de Clemente, cuyo conocimiento ha considerado oportuno el presidente. 1819.

» Conviene observar que, miéntras el señor Clemente, en el mes de marzo de 1817, asumia, con el nombre de diputado de Venezuela, un carácter que excedia la autoridad legal de un embajador, y despues de haber comisionado, en enero de 1818, en términos inconvenientes para este gobierno, á un cierto Vicente Pázos, en nombre de la República de Venezuela, para protestar contra la ocupacion de las islas de Amelia y otros actos del gobierno de los Estados Unidos, como contrarios á los derechos y á los intereses de las varias Repúblicas y de las personas que navegaban bajo sus pabellones respectivos, legalmente autorizados, este mismo señor Clemente no solamente no habia sido reconocido por el gobierno de los Estados Unidos en calidad de diputado de Venezuela, sino que jamas se ha presentado á él en tal carácter, ni ha ofrecido producir prueba alguna de estar revestido de semejante encargo. El acto de expedir comisiones autorizando actos de guerra contra una nacion extranjera, es una facultad que ni un soberano puede

D. Lino de Clemente, diputado de Venezuela.

El presidente se queja de la irregularidad de los procedimientos del representante de Venezuela.

are almost, if not quite, universally manned and officered by foreigners, having no permanent connexion with that country, or interest in its cause. — But the complaint was not confined to the misconduct of the cruizers. — It was stated that blank commissions for privateers. their commanders and officers, had been transmitted to this country, with the blanks left to be filled up here, for fitting out, arming, and equipping them, for purposes prohibited by the laws of te United States, and in violation of the law of nations.

» It was observed that this practice, being alike irreconcilable with the rights and the obligations of the United States, it was expected by the president, that, being made known to the supreme director, no instance of it would again occur hereafter. No reply to this part of the note has been made by Mr. de Forest; for it is not supposed that he meant to disclaim all responsibility of himself, or of the government of Buenos Ayres, concerning it, unless his character of consul general should be recognized.

» As he states that he has transmitted a copy of the note, itself, to Buenos Ayres, the expectation may be indulged, that the exclusive sovereign authority of the United States, within their own juridiction, will hereafter be respected.

» All which is respectfully submitted. — John QUINCY ADAMS. — The hon. James Monroe. »

1819.

El representante de Venezuela se apoya en el ejemplo que ofrece la mision de Franklin en Francia.

ejercer legalmente contra los dominios de otro país con quien está en relaciones de amistad, sin su consentimiento. El señor Pázos, en su oficio al presidente, da comunicacion de la comision firmada por el señor Clemente en Filadelfia, y entregada al general M'Gregor, y trae en apoyo, para su justificacion, el ejemplo del ilustre Franklin en Europa; mas este ejemplo, léjos de formar una excepcion, confirma mas bien el principio establecido aquí. Las comisiones libradas por los agentes diplomáticos de los Estados Unidos en Francia, durante nuestra guerra revolucionaria, fueron concedidas con el conocimiento y consentimiento del gobierno frances, y en prueba de ello, hé aquí la siguiente resolucion tomada del diario secreto del congreso, con fecha 23 de diciembre de 1776.

El presidente niega la identidad de circunstancias.

« Resuelto, que los comisarios (á la corte de Francia) sean autorizados á armar y equipar en guerra cierto número de buques que no excedan de seis, á expensas de los Estados Unidos, para apoderarse de la propiedad británica; y que al efecto se expidan á los dichos comisarios las autorizaciones y comisiones; *con tal que tales providencias no desagradaren á la corte de Francia.*

El general Bolívar declara que él no habia autorizado la expedicion de M'Gregor.

» Tambien queda ahora comprobado, por la declaracion expresa del jefe supremo Bolívar, dirigida al agente de los Estados Unidos en Angostura, que « el gobierno de Venezuela nunca ha autorizado la expedicion del general M'Gregor, ni ninguna otra empresa contra Florida ó Amelia. » Á cuyo efecto se expidieron explicaciones satisfactorias al gobierno de Venezuela, deduciendo los motivos que obligaban á declinar toda comunicacion ulterior con el señor Clemente, y dando seguridades que el gobierno estaria siempre dispuesto á entrar en correspondencia con cualquiera otra persona que no se halláre en las circunstancias del señor Clemente.

El presidente cesa toda comunicacion con don Lino Clemente.

El señor de Forest solicita su reconocimiento como cónsul argentino.

» La solicitud de Mr. de Forest para ser recibido como cónsul general de las Provincias del Sud-América, fué hecha primeramente en mayo último; su credencial era una carta del señor Pueyrredon, director supremo de Buenos Aires, en la que participa su nombramiento, en virtud de artículos celebra-

dos en nombre de los Estados Unidos de América y de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, entre personas autorizadas por él y W. G. D. Worthington, como agente de este gobierno, cuyas personas ni tenian, ni en verdad pretendian tener poderes algunos para tratar de tales artículos (1). 1819.

» Se contestó al señor de Forest, para que lo comunicára al director supremo, que Mr. Worthington no tenia autoridad alguna para entrar en negociaciones por parte de los Estados Unidos, y que en efecto no habia declarado poseer poderes amplios al efecto; que cualquiera asunto que pudiese interesar al director supremo ó al pueblo de Buenos Aires, sería comunicado y recibido con gusto por intermedio del señor de Forest, pero que el reconocimiento de este individuo en el carácter de cónsul general de las Provincias Unidas de Sud-América no podia admitirse, ni bajo la estipulacion de los supuestos artículos, sin valor alguno, ni bajo la comision ó credencial del director supremo, sin reconocer, por este acto, la

El exequátur no es acordado.

(1) No teniendo el texto español, hacemos la traduccion del ingles tomada de la coleccion *State Papers* :

« El director supremo de las Provincias Unidas de la Plata al presidente de los Estados Unidos. — Excelentísimo Señor : El gobierno supremo de estas Provincias se ha esforzado de mucho tiempo á esta parte en formar unos vínculos estrechísimos de amistad con los Estados Unidos de América, á lo que les convidan sus mas eficaces intereses mutuos. Tan deseado objeto ha sido hasta ahora frustrado por los sucesos de los tiempos ; pero parece haber llegado por fin el momento del cumplimiento de tan vivos deseos expresados por los pueblos de estas Provincias.

» En consideracion de estas circunstancias, y en conformidad del artículo XVIII de los artículos estipulados con el ciudadano William G. D. Worthington, agente de vuestro gobierno en estas Provincias, he nombrado el ciudadano David C. de Forest cónsul general cerca de los Estados Unidos, con los poderes especificados en su comision y con las instrucciones respectivas.

» Ruego, pues, á V. E. se sirva concederle la atencion y consideracion que en semejantes casos son concedidas á los agentes de vuestra nacion, fundando de este modo la base de las relaciones que harán en adelante tan glorioso el nombre de V. E. en estas regiones.

» Interin, etc. — J. M. DE PUEYRREDON. — Al presidente de los Estados Unidos. »

1819 autoridad de que procedia, como una autoridad soberana é independiente.

De Forest se manifiesta satisfecho.

» Estas explicaciones satisfacieron á Mr. de Forest, quien así lo manifiestó. Mas poco despues, al principio de la presente sesion del congreso, de Forest renovó sus representaciones en una nota fechada 9 de diciembre, pidiendo que se le reconociese como cónsul general de las Provincias Unidas de Sud-América, fundando su pretension en las credenciales de su gobierno, comunicadas, en el mes de mayo último, al presidente (1).

(1) Traducida del texto ingles, tomado de la coleccion *State Papers :*

« M. de Forest al secretario de Estado. — Georgetown, 9 diciembre de 1818. — Muy Señor mio : Tengo el honor de participar al señor Adams, que he vuelto á este distrito, á fin de renovar mi solicitud para ser admitido por este gobierno en el carácter de cónsul general de las Provincias Unidas de Sud-América, fundando mi reclamacion en las credenciales de mi gobierno, las que fueron entregadas al presidente en el mes de mayo último.

» Por los informes que este gobierno ha adquirido, consta sin la menor duda que Buenos Aires, su capital, y una grande porcion de su territorio, se hallan, y se han hallado libres é independentes por mas de 8 años del gobierno de España, y poseen bastante poder para consolidar en adelante su independencia; que un sistema regular de gobierno se ha establecido por sus habitantes, quienes, por la sabiduría de sus instituciones, dan muestras de ser bastantemente ilustrados para gobernarse por sí mismos ; y que tienen su vista fija en esta gran República como su modelo y como su hermana mayor, de cuyas simpatía y amistad ellos esperan al ménos una simple proteccion.

» Los mensajes del presidente de los Estados Unidos, tanto el del año pasado como el del presente, han formado la creencia general que los Estados Unidos nos han colocado en el mismo pié que á la España, en cuanto á nuestras operaciones comerciales ; pero, Señor, esto no es el hecho. — Un cónsul de España está conocido y respetado como tal por vuestros tribunales de justicia, lo que le permite, *ex officio*, proteger y defender los intereses de sus conciudadanos ; miéntras que no bastará para vuestros tribunales el permiso verbal que yo tengo para desempeñar los cargos de mi oficio, habiendo ocurrido varias ocasiones en que la propiedad de mis compatriotas ausentes ha estado expuesta, por falta de un protector legalmente autorizado á este efecto.

» El caso de la goleta española capturada por nuestros buques de guerra el *Buenos Aires* y el *Tucuman*, que fué llevada á Scituate, poco hace, por

» Poco despues se tuvo con él una conferencia, de órden del presidente, en la que se le dieron amplias explicaciones sobre el motivo por el cual el gobierno de los Estados Unidos no habia hasta entónces juzgado oportuno reconocer formalmente el gobierno de Buenos Aires. Estas explicaciones fueron hechas tambien por escrito, segun el deseo de Forest, en la nota del 31 de diciembre (1).

1819.
Conferencia acordada á M. de Forest.

su tripulacion rebelada, despues de haber asesinado al capitan y al segundo, echándoles al mar, es una prueba evidente de la necesidad de tener un agente acreditado en esta residencia, para vigilar los negocios comerciales de Sud-América; y faltando el tal agente, nunca podrán nuestros compatriotas considerarse completamente protegidos en sus derechos.

» Ruego á Vd., Señor, se sirva mandar cuanto ántes esta comunicacion al señor presidente de los Estados Unidos, asegurándole que yo aprecio debidamente la acogida amistosa que he recibido por parte de su gobierno al llegar á este país; y que habiéndose mudado materialmente las circunstancias desde entónces, no dudo que recibiré en breve su autorizacion para obrar en la forma acostumbrada.

» Ínterin, etc. — *Firmado:* DAVID C. DE FOREST. — Al honorable John Quincy Adams. »

(1) Traducida del texto ingles, tomado de la misma coleccion *State Papers.*

« Mr. Adams al señor de Forest. — Washington, 31 de diciembre de 1818. — Mr. Adams ofrece sus cumplimientos á Mr. de Forest y tiene el honor de asegurarle de todo el interes que toma el presidente de los Estados Unidos en el bienestar y prosperidad de las Provincias de la Plata, y de su disposicion á reconocer la independencia de Buenos Aires, tan pronto como haya llegado el tiempo en que semejante paso pueda darse con ventaja para los intereses de Sud-América, así como para los de los Estados Unidos.

» Miéntras tanto, siente mucho no poder conceder á Mr. de Forest el exequátur de cónsul general de Sud-América, por las razones expuestas en parte por el presidente, en su mensaje al congreso, á principio de la presente sesion, y explicadas mayormente á Mr. Forest por Mr. Adams en la conversacion que tuvo el honor de tener con él. Mr. Forest se habrá persuadido que cualesquiera privilegios relativos al carácter de cónsul no puede tener influencia alguna en los tribunales judiciales de este país, y en cuanto á lo de la goleta española llevada á Scituate, se tomarán las medidas correspondientes á las circunstancias del caso y á las leyes vigentes.

» Con respecto al reconocimiento del gobierno de Buenos Aires, ya se ha dicho á Mr. de Forest que aun cuando se adoptára esta medida, sería solamente el reconocimiento de un hecho, sin formular una opinion en cuanto á la extension del territorio ó provincias bajo su autoridad, y particularmente sin

1819. »El gobierno no ha creido deber continuar con de Forest ninguna correspondencia ulterior; ya que este declara, con parti-

que por esto sea decidida su pretension sobre la Banda Oriental, Santa Fé, Paraguay ó cualquiera otra provincia que pudiera rechazar su supremacía ó su dominio. Tambien se ha dicho que al reconocer aquel gobierno como independiente, sería necesario para los Estados Unidos saber si Buenos Aires reclama una independencia absoluta ó solamente imperfecta. De resultas de ciertas transacciones entre unas personas autorizadas por el supremo director, y un agente de los Estados Unidos (aunque este no haya sido autorizado por el gobierno), parece que el director supremo se negaba á contraer la obligacion de conceder á los Estados Unidos las ventajas ó privilegios que se acuerdan á las naciones mas favorecidas, á pesar de ofrecerse la reciprocidad por parte de los Estados Unidos, dando el director supremo por motivo que teniendo España derecho á la soberanía de Buenos Aires, se le debia conceder unas ventajas especiales, como premio de su renuncia á tales derechos.

» Es menester que el gobierno de Buenos Aires, miéntras se reserve semejante facultad, diga si se considera enteramente independiente, y hasta qué punto pueden las otras potencias considerar la autoridad de España en el caso de ser restaurada.

» Tambien se ha dicho por Mr. Forest que el congreso de Tucuman habia pasado una resolucion ofreciendo ventajas especiales á la primera nacion que reconociera su independencia; sobre lo cual importa saber si semejante resolucion no sería la dependencia en vez del establecimiento de una independencia. Los Estados Unidos no se proponen exigir favores de Buenos Aires por el reconocimiento de su independencia, mas al reconocerla, esperan ó merecer los mismos favores concedidos á las naciones extranjeras, ó saber con precision la extension y el carácter de los beneficios concedidos á los otros y los que se les niegan. Finalmente conviene que el director supremo sepa que, miéntras existe la reserva de conceder á otras naciones las ventajas que se niegan á los Estados Unidos, todo reconocimiento de independencia debe considerarse prematuro.

» Al hacer alusion á estos principios, se hizo observar á Mr. de Forest que su importancia era debidamente apreciada por los Estados Unidos, como habiendo sido su guia constante é invariable, tanto hácia el país á quien ellos habian pertenecido, como al país que fué el primero en reconocer su independencia.

» Contestando á la nota de Mr. de Forest fecha 12 del corriente, Mr. Adams tiene el honor de asegurarle que el presidente ha recibido con suma satisfaccion el contenido de ella, y siempre experimentará grande placer de cualquier suceso que pueda contribuir á la estabilidad y al honor del gobierno de Buenos Aires. Ínterin, etc. — JOHN QUINCY ADAMS. — Mr. de Forest. »

cularidad, no hallarse autorizado para agitar ó tratar la cuestion, por lo que toca al reconocimiento de Buenos Aires como nacion independiente. 1819.

La comision dada al señor Worthington no se extendia al reconocimiento de la independencia.

» Sin embargo, conviene hacer algunas observaciones relativas á las razones emitidas por él, sosteniendo que un cónsul general puede ser recibido sin reconocer la independencia del gobierno que lo ha nombrado. El cónsul general de los Estados Unidos, que ha residido en Buenos Aires, no tenia otra credencial que su comision. Esta no implica el reconocimiento por los Estados Unidos de ningun gobierno particular; y fué librada ántes de la declaracion de la independencia de Buenos Aires, y miéntras que todos los actos de aquellas autoridades tenian lugar en nombre del rey de España.

Cuando fué el comisionado, los actos públicos tenian lugar aun en nombre del rey de España.

» En el período en que este gobierno rehusó admitir al señor Onis como ministro de España, ninguno de los cónsules nombrados por esta recibió el exequátur; á los cónsules que habian sido admitidos ántes de la suspension de las relaciones diplomáticas con el gobierno español, se les permitió continuar en el ejercicio de sus funciones, porque no era necesario nuevo reconocimiento.

Distincion entre el gobierno español y el de las Repúblicas sud-americanas.

» Se puede hacer igualmente la misma observacion en cuanto á la desigualdad mencionada por Mr. de Forest, resultando de la admision oficial de cónsules españoles para la proteccion de los derechos de los súbditos españoles ante nuestros tribunales de justicia, miéntras que á él no se le concede los mismos privilegios en cuanto á los derechos de los ciudadanos de Buenos Aires. La igualdad de privilegios á que tienen derecho los dos partidos en una guerra civil, con relacion á potencias neutrales, no se extiende á los derechos de que uno de ellos disfruta en virtud de un tratado contraido ántes de la guerra; ni tampoco puede extenderse á derechos cuya posesion depende esencialmente del resultado de la guerra. Buenos Aires no disputa á España el ser un país soberano é independiente. Este derecho tambien lo reconoce el gobierno de los Estados Unidos, quien está obligado, por medio de tratados, á admitir sus cónsules. Mr. de Forest solicita su exequátur en virtud de las estipula-

1819.

El reconocimiento de la independencia de las Provincias Unidas debe preceder el reconocimiento del cónsul general.

ciones de ciertos artículos concluidos con Mr. Worthington, para los que este no estaba autorizado, de modo que el admitirle por la patente en que funda su derecho, sería reconocer no solo el gobierno del director supremo Pueyrredon, sino tambien dar un carácter obligatorio para los Estados Unidos á un tratado que es esencialmente nulo.

Los Estados Unidos han recibido cónsules de gobiernos no reconocidos, pero soberanos.

» Es verdad que el gobierno de los Estados Unidos admite cónsules nombrados por algunas potencias soberanas, con quienes no tiene tratados; pero es claro que no se puede dar el exequátur á un cónsul general, sin reconocer como soberana la autoridad de que emana este nombramiento. Vattel dice : « El cónsul no es un ministro público, pero *como se halla* » *encargado con una comision de su soberano* y admitido por él » en este carácter, debe disfrutar, en el lugar donde reside y » hasta cierto punto, de la proteccion de la ley de las na- » ciones. » (Libro II, cap. II, § 34.)

Opinion de Vattel.

El presidente considera la América del Sur en estado de guerra civil.

» En este estado de cosas, si los habitantes de Buenos Aires no pueden gozar de las ventajas de ser representados oficialmente ante las cortes de los Estados Unidos, por via de un cónsul, miéntras que los súbditos de España disfrutan de este privilegio, es una desigualdad que resulta de la naturaleza de la contienda en que se hallan empeñados, y no de la negacion de sus derechos como partes en una guerra civil. El reconocimiento de estos derechos como partes en guerra civil y la admision de sus buques en los puertos de los Estados Unidos, obrarian con desigualdad contra la otra parte, y en favor de ellos.

¿ El gobierno argentino desea el reconocimiento absoluto ó imperfecto ?

» Se informó verbalmente á Mr. de Forest en una conversacion, y ulteriormente por via de una nota con fecha 31 de diciembre, que los Estados Unidos desean saber si Buenos Aires reclama una independencia *absoluta* ó solamente *imperfecta;* que importaba aclarar este punto, pues que habiéndose negado el director supremo á conceder á los Estados Unidos, por via de reciprocidad, las ventajas y privilegios de las naciones mas favorecidas, fundándose en que teniendo España derechos de soberanía sobre Buenos Aires, se debia

reservar el de concederle favores especiales en cambio de su renuncia á esos derechos de soberanía, miéntras que no encontrándose las demas potencias en igualdad de circunstancias, no podian tampoco pretender iguales beneficios. Sin querer discutir la legalidad ó la propiedad de este principio, se observó que los Estados Unidos deseaban saber si al reconocer Buenos Aires como nacion independiente, tendrian el derecho de ser tratados bajo el pié de las naciones mas favorecidas, y hasta dónde se extenderian los beneficios concedidos á otros, y los que á ellos se negaban. En suma, que si se reservaba una facultad indefinida de conceder á otros las ventajas que se les negaban, se debia considerar como prematuro todo reconocimiento de independencia. Mr. de Forest contesta que semejante reserva es de todo punto contraria á la inclinacion, así como al interes del gobierno de Buenos Aires; que esa proposicion era de un carácter temporario, y que no debia extenderse al reconocimiento, por parte de los Estados Unidos, de la independencia de Sud-América; la que, segun su parecer, habria anulado toda reserva en la opinion del gobierno de Buenos Aires, quien se habia persuadido que trataba con una persona sin autorizacion, y que si habia sugerido esta idea, era considerándola de buena política; y añade que el Portugal está reconocido por los Estados Unidos como una potencia independiente, á pesar de que el comercio de dichos Estados alcanza en los puertos del Brasil un grado superior al de la Grande Bretaña.

1819.

Reserva que hace el gobierno argentino en favor de la España.

» Mr. de Forest no cree que sea incompatible con la independencia ó soberanía de una nacion el conceder á un Estado extranjero las ventajas comerciales que se niegan á otro. Cuando se conceden semejantes ventajas á título de reciprocidad, no tienen derecho otras naciones de reclamarlas, *aunque tuvieren el de ser tratadas bajo el pié de naciones mas favorecidas*, á no ser que fuera por via de reciprocidad. Ni tampoco se ha querido decir, que una nacion perdiese su carácter de reconocida soberanía, aunque concediese sin reciprocidad á otra nacion las ventajas comerciales negadas á otra.

El señor de Forest sostiene que la reserva del director Pueyrredon no es incompatible con el reconocimiento de la independencia.

» Por absurdo é injusto que fuere en la política de una na-

1819. cion el conceder á uno y rehusar á otro tales concesiones, la cuestion de averiguar si estas concesiones dañan á su independencia, no puede resolverse sino considerando la naturaleza de estas mismas concesiones. Lo que se ha querido establecer es, que la reserva de un derecho indefinido de conceder ulteriormente á España unos favores especiales, en cambio de la renuncia á sus derechos de soberanía, dejaba en duda si la independencia de Buenos Aires habia de ser absoluta ó imperfecta; y se emitió esta idea con la sola mira de dar al director supremo la ocasion de explicar sus intenciones á este respecto, y de intimarle que, miéntras existiere semejante derecho, debia considerarse el reconocimiento de la independencia de Buenos Aires como prematuro.

Lo que ha querido establecer principalmente el gobierno de los Estados Unidos.

» Esta medida prudente era tanto mas necesaria, cuanto que se habia sabido que, al propio tiempo que el director supremo insistia en esta reserva, la España habia solicitado una mediacion con sus colonias, mediacion aceptada por las cinco potencias principales de la Europa, y cuya base debia ser un compromiso entre el derecho de España á la soberanía y el derecho de las colonias á la independencia.

» Mr. de Forest agregó que el congreso de Tucuman se proponia ofrecer el goce de privilegios especiales á la nacion que primero reconociese la independencia de Buenos Aires. En sus notas decia, que ignoraba del todo cuál fuere la opinion del congreso en este punto; pero que era una opinion general en Buenos Aires, y que él tambien lo creía, que tales ventajas se concederian (en el caso de ser pedidas) á la primera potencia que reconociese la independencia de Buenos Aires.

¿Cuál era la opinion general en Buenos Aires?

» Siempre ha sido la norma del gobierno de los Estados Unidos de no pedir ni admitir tales privilegios especiales en cambio de su reconocimiento de la independencia de Sud-América; pero parece que el director supremo, léjos de estar dispuesto á acordar ventajas especiales á los Estados Unidos, en caso de ser los primeros en reconocer la independencia del Sud, se negaba aun á acordarles las estipulaciones de reciprocidad de que podrian disfrutar las otras naciones.

La norma de los Estados Unidos.

» El señor de Forest cree que el director Pueyrredon mantendria esta reserva aun en el caso de que los Estados Unidos fuesen los primeros á reconocer la independencia de Sud-América. El director supremo no podia ignorar que era imposible que este gobierno ratificase los artículos estipulados por Mr. Worthington, sin reconocer la independencia de las provincias de Sud-América; sabiendo muy bien que si este acto se ratificase por los Estados Unidos, estos debian necesariamente reconocer la independencia de las Provincias Unidas; y sin embargo se negó á estipularlo en un artículo que asegurase á ambas partes, en sus puertos respectivos, las ventajas de naciones mas favorecidas. Y á pesar de esto, fué en conformidad de uno de aquellos mismos artículos que el señor de Forest reclamó el ser admitido con el carácter formal de cónsul general. 1819.

Excesos cometidos por buques armados de Buenos Aires.

» En cuanto á las irregularidades y excesos cometidos por unos buques armados que navegan bajo la bandera de Buenos Aires, de que se queja en la nota de 1° de enero, no era de suponer que Mr. de Forest tuviese poder para impedirlos, sino haciéndolo presentes al director supremo, único que tenia autoridad suficiente para remediarlos de un modo conveniente. La admision de Mr. de Forest como cónsul general no le daria medios adicionales de acabar con estos abusos, los cuales provienen de que los cruceros de Buenos Aires son casi todos tripulados y mandados por extranjeros, que no tienen vínculos permanentes con aquel país ó interes en su causa. Pero no se limitó la queja á los excesos cometidos por los cruceros. Tambien se decia que se habian expedido á este país unas comisiones en blanco autorizando la creacion de cruceros, con sus comandantes ú oficiales, y que los blancos se debian llenar aquí, para armarlos y equiparlos por medios prohibidos por las leyes de los Estados Unidos y en violacion de la ley de las naciones. Igualmente se decia que siendo semejante práctica incompatible con los derechos y obligaciones de los Estados Unidos, el presidente esperaba que informado de ello el director supremo, pondria pronto término á este abuso. El señor de Forest no dió contestacion alguna á esta parte de la nota, pero

1819. se supone que su intencion no es negar su responsabilidad personal ó la del gobierno de Buenos Aires hasta que sea reconocido en su carácter oficial de cónsul general. Como el señor Forest dice que ha enviado á Buenos Aires una copia de la nota consabida, es de esperar que en adelante la soberana y exclusiva autoridad de los Estados Unidos será debidamente respetada en el límite de su propia jurisdiccion.

» Todo lo cual está sometido con respeto. — Firmado : QUINCY ADAMS. — Al honorable James Monroë (1). »

DOCUMENTOS.

Mr. de Forest al secretario de Estado (traduccion).

Georgetown, 12 de diciembre de 1818.

Muy Señor mio : — El dia 9 del corriente tomé la libertad de dirigir al secretario Mr. Adams una nota relativa á mi admision como cónsul general acreditado de las Provincias Unidas de Sud-América, y ahora tengo el honor de informar á Mr. Adams que recibí últimamente un parte oficial del gobierno de Buenos Aires encargándome haga presente al gobierno de este país que la supuesta conspiracion contra la persona del director supremo es una mera invencion de un individuo oscuro y desengañado, el cual, para atraerse algunos partidarios, pretendia estar en relacion con personas de alta respetabilidad é influencia, varias de las cuales nombró, pero quienes han convencido al gobierno que no tenian el menor conocimiento de tan vil

(1) Por el tratado celebrado el 22 de febrero de 1819, entre los Estados Unidos y la España, ratificado por esta el 20 de febrero de 1821, es decir dos años despues, la España hizo cesion absoluta á los Estados Unidos de todos los territorios al este del Mississipi, conocidos bajo el nombre de Florida occidental y Florida oriental, comprendidas las islas adyacentes y dependientes de esa provincia, mediante, entre otras concesiones, la suma de cinco millones de dollars. (Véase *Coleccion histórica de tratados de la América latina*, tomo VI, pág. 142-168.)

proyecto. Ansioso el supremo director de borrar cualquiera impresion desfavorable que puede haber causado á esa distancia tan desagradable asunto, me ha autorizado para asegurar al presidente de los Estados Unidos que el gobierno de Sud-América nunca estuvo mas firme, ni su porvenir mas brillante que ahora. Ínterin, etc. — DAVID DE FOREST. — Al honorable John Quincy Adams. 1819.

Mr. Adams á Mr. de Forest (traduccion).

Washington, 1° de enero de 1819.

Mr. Adams ofrece sus cumplimientos á Mr. de Forest, y en cuanto á lo de la goleta llevada á Scituate, y á otros casos ocurridos por el mismo estilo, le informa de la necesidad que hay de tomar medidas propias para reprimir los excesos é irregularidades cometidos por muchos buques armados en corso navegando bajo bandera sud-americana. Los Estados Unidos tienen motivo para creer que muchos de estos buques se armaron y se tripularon en los puertos de los Estados Unidos, y en directa violacion de sus leyes. En cuanto á la tripulacion del buque existente en Scituate y ahora encarcelada por asesinato y piratería, se ha sabido que tres de ellos son súbditos británicos y uno ciudadano de los Estados Unidos. Se ha sabido tambien que se han expedido desde Buenos Aires unas comisiones para armar nuevos buques, con oficiales, etc.

Es claro que semejantes hombres no pueden tener relaciones permanentes en Buenos Aires, y si se ha de juzgar del carácter de esos hombres, no se puede esperar de ellos sino actos de atrocidad, semejantes al que han cometido las personas implicadas en el caso del buque conducido á Scituate.

El presidente se complace en creer que semejante práctica ha sido ejecutada sin el conocimiento del gobierno de Buenos Aires, y espera de la disposicion amigable manifestada por el director supremo hácia los Estados Unidos, que tales ocurrencias no volverán á tener lugar. Ínterin, etc. — JOHN QUINCY ADAMS. — Mr. de Forest.

1819.

Mr. de Forest á Mr. Adams.

Georgetown, 8 de enero de 1819.

Muy Señor mio : — No es mi intencion ocasionar molestias al ministerio de Estado, pero habiendo recibido dos notas de Mr. Adams el dia 4 del corriente, fechas 31 de diciembre y enero 1°, es de mi obligacion contestarlas.

En primer lugar, yo no creo que los privilegios inherentes al cargo de cónsul puedan tener influencia ninguna en los tribunales judiciales de este país, pero creo que un cónsul legalmente acreditado es, *ex officio,* el representante legal de sus conciudadanos, y que los tribunales admiten la legalidad de semejante representacion. El señor Adams no ha comprendido bien otra de mis observaciones, la que, en sustancia, es « que era una opinion general en Buenos Aires que el gobierno concederia ciertos privilegios (en el caso de ser pedidos) á la nacion que primera reconociera nuestra independencia. » Pero no me consta que se haya tomado ninguna resolucion al efecto en el congreso de Tucuman.

De resultas de un hecho referido en la nota de Mr. Adams, fecha 31 último, parece que el gobierno de Buenos Aires habia manifestado el deseo de reservarse el derecho de conceder unos privilegios extraordinarios á España. Esta reserva parecerá, sin duda, á todo el mundo contraria tanto á su inclinacion como á su interes.

En cuanto á la nota de Mr. Adams del 1° del corriente, relativa á la conducta irregular de buques navegando bajo bandera de Buenos Aires, me ha causado mucha mortificacion y la he expedido luego á mi gobierno por el *Plattsburg ,* así como una copia de la comunicacion franca y amistosa de Mr. Adams, fecha 31 último. Sin duda el director supremo adoptará el modo mas pronto y eficaz para remediar semejantes abusos. Pero ¿qué puedo yo hacer, no teniendo un carácter oficial? La mayoría de nuestros marineros son de orígen extranjero que han entrado voluntariamente á nuestro servicio.

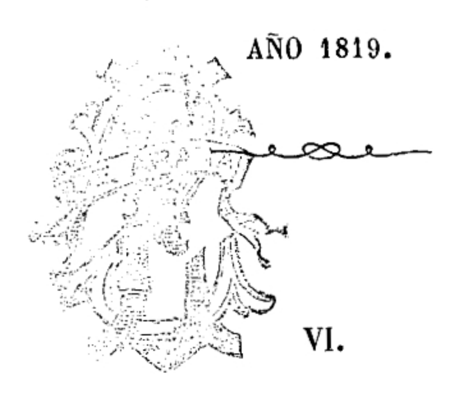
Ántes de terminar esta nota, debo hacer algunas observaciones en contestacion á una de las razones que Mr. Adams ha dado para no recibirme, á saber : que mi reconocimiento como cónsul general sería igual á reconocer formalmente la independencia del gobierno que me ha nombrado. Yo no me lisonjeo de ser hábil en la ley de las naciones ó en la diplomacia; pero debo decir que no puedo comprender cuál es la diferencia que existe entre mandar á Buenos Aires un agente consular debidamente autorizado, y el admitir uno aquí. Tambien he de añadir que yo me encontraba en este país poco despues de la llegada del actual ministro de España, el caballero de Onis, y que oí decir que, siendo un agente político, no estaba acreditado, porque la soberanía de España se hallaba en cuestion ; pero que los cónsules que reconocian el mismo gobierno, estaban autorizados á ejercer sus funciones. Si eso fuera exacto, la opinion del gobierno de los Estados Unidos debia ser entónces diferente de la que ahora tiene. Mr. Adams recordará que no he pretendido otro reconocimiento que el de agente consular, sin haber jamas agitado la cuestion de la independencia como nacion, lo que seguramente desean con ansia tanto el gobierno como el pueblo de Sud-América. 1819.

Ínterin, etc. — DAVID C. DE FOREST. — Al honorable John Quincy Adams.



PROVINCIAS UNIDAS DE SUD-AMÉRICA Y CHILE.

AÑO 1819.



VI.

1819. Situacion política de las Provincias Unidas del Rio de la Plata. — Narracion metódica de la marcha de los acontecimientos durante el año 1819.—Toma de los trasportes españoles *Rosalía* y *Carlota*. — El supremo Director de Chile comunica al de las Provincias Unidas haberse apoderado de los restos de la expedicion española hecha en Cádiz el año 1817. — El jefe de la marina chilena notifica el bloqueo de los puertos del Perú. — Las Provincias Unidas de Sud-América reconocen solemnemente la independencia de Chile. — Consideraciones en que funda ese reconocimiento el congreso argentino. — La *Gaceta* ministerial. — El general Balcarce es nombrado jefe del ejército de operaciones al sur de Chile. — Persecucion de los restos del enemigo en la provincia de Concepcion. — Primeros encuentros con el enemigo. — Los patriotas ocupan las islas de Loja y Nacimiento. — El general Balcarce comunica al capitan general San Martin las ventajas obtenidas por su division, y los movimientos que practicó. — El general español Sánchez se refugia con los restos de su ejército en Valdivia. — Termina la campaña del Sur. — Parte detallado. — Mencion honorífica que hace el capitan general San Martin de los servicios hechos por el general Balcarce. — Este recomienda al capitan general la brillante conducta de los coroneles Escalada y Alvarado. — El general del ejército del sur de Chile se retira á Santiago, dejando el coronel Freira al mando político y militar de la provincia de Concepcion. — Discurso pronunciado por el diputado argentino en Chile con motivo del aniversario de la independencia. — El general San Martin se decide á emprender la nueva campaña de emancipacion al Perú. — Tratado de alianza ofensiva y defensiva entre las Provincias Unidas de Sud-América y Chile. — Organizacion del ejército

aliado. — Anuncio de la nueva expedicion española que se preparaba en Cádiz. — Maquinaciones de los caudillos López, Carréras y Ramírez contra el gobierno nacional. — Se alistan en sus banderas los descontentos. — Las provincias de Entre-Rios y Santa Fé se declaran en abierta rebelion contra el gobierno nacional. — Juicio del general Don Tomas Iriarte sobre esos caudillos. — Sublevacion de los jefes y oficiales españoles detenidos en la provincia de San Luis. — La mayor parte son fusilados y ultimados por el pueblo. — Influencia atribuida en ese hecho al doctor Monteagudo. — El gobernador Dupuy asume la responsabilidad. — Documentos oficiales. — Lista de los jefes y oficiales españoles que conspiraban.— Alianza de estos con los caudillos de Santa Fé, Entre-Rios y Banda Oriental. — Proclama del gobernador Dupuy al pueblo de San Luis. — Parte detallado del mismo al supremo director sobre la conjuracion de los oficiales españoles. — Se acusa al general Alvear de estar en inteligencia con los conspiradores de San Luis. — Juicio del historiador español Torrente.—Este conviene en que existia un plan de conspiracion. — Apertura del soberano congreso argentino. — Discurso del director Pueyrredon. — Contestacion del presidente del congreso. — El diputado argentino cerca del gobierno de Chile da cuenta de las operaciones de la escuadra en las aguas del Pacífico. — El gobernador López ataca sucesivamente las divisiones del general Don Juan R. Balcarce y la del coronel Bústos. — El supremo director ordena á los generales Belgrano y San Martin de venir con sus ejércitos á sofocar la revolucion. — Belgrano obedeciendo sus órdenes marcha sobre Santa Fé. — Intimidacion de López. — Instrucciones dadas por Belgrano al general Álvarez. — Armisticio firmado en San Lorenzo á 12 de abril.

1819.

Situacion política de las Provincias Unidas.

¿Cuál era entretanto la situacion política de las Provincias Unidas de Sud-América?

Buenos Aires, la cuna de la libertad americana, que habia regado los campos en cien batallas con la mas preciosa sangre de sus hijos, arrojando las numerosas legiones realistas al otro lado de los Ándes y dando libertad á Chile, la gloriosa Buenos Aires y la nacion entera estaban amagadas á principio del año 1819 de la mas espantosa anarquía, no obstante los nobles esfuerzos que hacian los verdaderos patriotas por constituirla dándole una constitucion adecuada al sistema de gobierno acariciado por la mayoría de sus habitantes ilustrados como la base mas sólida de estabilidad y de un órden durable.

Pero no anticipemos los sucesos y ensayemos de narrar metódicamente los acontecimientos que se produjeron durante el año de que nos ocupamos.

1819.

Comunicacion oficial del general O'Higgins.

Á fines de 1818, recibió el supremo director del Estado una comunicacion oficial, con fecha 23 de noviembre, del general O'Higgins, supremo director de la república de Chile, en la cual le acompaña el parte del gobernador de Valparaiso, informándole que los últimos restos del convoy de tropas españolas, los trasportes *Rosalía* y *Carlota*, acababan de entrar en aquel puerto conducidos por la escuadra chilena, y con tal motivo agrega el director de Chile : « De este modo ha terminado la célebre expedicion que el gabinete de Madrid dirigia á nuestras costas para esclavizarnos, y tal ha sido el ensayo feliz de la naciente marina de Chile. »

Terminacion de la célebre expedicion española de 1817.

Parte del gobernador de Valparaiso.

El parte aludido dice así : « Ha fondeado en este instante la corbeta de guerra nacional denominada *Chacabuco*, y dos fragatas mas españolas, últimos restos del convoy. El parte de la capitanía del puerto es como sigue : « Señor gobernador : va á fondear la corbeta del Estado *Chacabuco*, su comandante D. Francisco Díaz, que conduce dos fragatas españolas prisioneras, resto del convoy español. Son dos trasportes : la una se llama *Rosalía*, y la otra *Carlota*. Ambas salieron de Cádiz bajo la escolta de la fragata *Reina María Isabel*, y conducen las dos ciento cuarenta hombres de tropa. — En la *Rosalía* fueron trasbordados esta mañana á las 9, de la fragata ballenera inglesa *Sevinga Papatan*, que salió del Callao el 16 de octubre, los pasajeros D. Francisco Caldera y D. Ramon Bose, que se embarcaron en dicha fragata furtivamente para restituirse á su patria. — Capitanía del puerto y noviembre 22 de 1818. — JUAN JOSÉ TORTEL. — Señor gobernador de la plaza. »

» Tengo el honor de trascribirlo á V. S. para su conocimiento y el del Sr. supremo director. — Dios guarde á V. S. muchos años. — Valparaiso, noviembre 22 de 1818. — LUIS DE LA CRUZ. — Sr. ministro de Estado en los departamentos de guerra y marina, coronel D. José Ignacio Zenteno. — Es copia : Zenteno (1). »

(1) El 1º de marzo de 1819 se publicó la siguiente notificacion del bloqueo de los puertos del Perú por la escuadra chilena :

En la misma época, el congreso general constituyente de las Provincias Unidas de Sud-América, accediendo á las manifestaciones del gobierno chileno por intermedio de su representante el honorable señor Zanartú, reconoció solemnemente su independencia segun el decreto soberano que trascribimos á continuacion : « El congreso general constituyente de las Provincias Unidas en Sud-América, habiendo tomado en consideracion la nota del diputado del supremo gobierno de Chile en que exige á esta soberana corporacion por conducto del supremo poder ejecutivo el reconocimiento de la independencia de aquel Estado, ha expedido, con fecha 12 de este mes, el decreto siguiente :

1819.

El gobierno argentino reconoce la independencia de Chile.

Resolucion del congreso constituyente.

Declaracion del almirante chileno, 1º de marzo de 1819.

El lord Cochrane, vice-almirante de Chile, almirante y comandante en jefe de los navíos y buques del Estado,

Estando autorizado por el gobierno supremo de Chile á bloquear estrechamente los puertos, bahías, ensenada y la costa entera del reino del Perú, declara por la presente lo que sigue :

1º Que el puerto de Callao y todos los otros puertos desde Guayuaquil hasta Atacama en el Perú se hallan en estado de bloqueo estrecho;

2º Está prohibido á todos buques de hacer ningun tráfico ó de tener ninguna comunicacion con los puertos y otros lugares que se hallan dentro de los límites de la mencionada línea de bloqueo.

3º No será lícito á ningun buque ó navío pertenecientes á potencias amigas ó neutrales, existentes al presente en el puerto de Callao ó en cualesquiera puertos ó ancorajes comprendidos dentro del mismo bloqueo, de salir de ellos despues de ocho dias de la fecha de la presente.

4º No se permitirá á ningun pabellon (y en ningun caso) de cubrir ó de neutralizar la propiedad de Españoles ó de los habitantes de los países bajo el dominio del rey de España.

5º Todo buque neutro que navegase con papeles dobles ó falsos, ó que carezca de documentos propios para probar su legítima propiedad, incurrirá en las penalidades aplicables á los géneros y mercancías enemigas.

6º Los barcos neutros que tengan á su bordo oficiales militares, patrones, sobrecargos ó mercantes de los países sometidos al rey de España, se les mandarán á Valparaíso para ser allá juzgados segun la ley de las naciones.

7º La presente declaracion será trasmitida á todos los que pueda interesarles. — Dado á bordo del *O'Higgins*, que lleva el pabellon del comandante en jefe, en la bahía de Callao, el dia 1º de marzo de 1819.— Firmado : COCHRANE.— Por órden de S. Exc. : Alv. A. Jonte, secretario. (Traducida del ingles de la coleccion publicada en Lóndres con el título de *State Papers*, año 1818-1819, tomo 6º.)

1819. » El ilustre pueblo de Chile, disolviendo para siempre los vínculos que lo ligaban al trono del rey de España, nuestro comun opresor, justificando este acto noble y heróico con los mismos convencimientos y principios de eterna verdad y justicia que presidieron á la mudanza política de estas provincias, y sosteniendo con su sangre en los campos de batalla y con todo género de sacrificios su nuevo puesto de dignidad, no ha podido dejar de presentar á estas provincias un espectáculo cuyo interes solo es comparable á la identidad de situaciones, y al mundo todo un comprobante decisivo de que por su poblacion, por sus riquezas, y por todos los elementos de un sólido poder, es muy capaz de afianzar de un modo inalterable el rango de nacion libre que dignamente ha ocupado. Sin otro móvil para los felices esfuerzos que realizaron la libertad de aquel Estado, que la felicidad y seguridad comun de los pueblos hermanos y limítrofes, el pueblo de las Provincias Unidas reposa en la satisfaccion de haber llenado estos santos deberes cooperando á la formacion de aquel nuevo antemural de la libertad americana. Así al congreso, órgano fiel de estos nobles sentimientos del buen pueblo que representa, le es tanto mas fiel y satisfactorio verificar el reconocimiento solemne de la independencia del Estado de Chile, cuanto que á la presencia de los hechos y relaciones continuadas con aquel Estado desde la memorable jornada de Chacabuco, este acto no puede calificarse sino por una mayor formalidad al reconocimiento ya ejecutado.

Único móvil del gobierno argentino.

» Por tanto el congreso, á nombre y por la autoridad de las Provincias Unidas, reconoce en la forma mas solemne al expresado Estado de Chile por un Estado libre, soberano é independiente, con todas las atribuciones y plenitud de poderes que son inherentes á este grande y elevado carácter; queda en consecuencia expedito el supremo poder ejecutivo para ajustar con dicho Estado, en la misma forma que con cualquiera de los otros poderes reconocidos, todos los pactos y tratados que fueren necesarios para consolidar la seguridad y mutuos intereses de ambos países.

Reconoce su independencia.

» Comuníquese al supremo director para su publicacion y

demas formalidades de estilo. Dado en la sala del congreso, sellado con el sello provisional, firmado por el presidente en turno y refrendado por su secretario en Buenos Aires, á 12 de diciembre de 1818. — TOMAS GODOY CRUZ, presidente. — Dr. José Eugenio de Elías, secretario. — Es copia : Tagle (1). » 1819.

Aunque, como consta del documento precedente, la resolucion fué tomada el 12 de diciembre, no fué publicada ni comunicada hasta el 12 de febrero de 1819, aniversario del dia en que se proclamó la independencia de Chile, y fué solemnizado en medio del estruendo de la artillería, de los repiques generales de campanas y del regocijo público. Al mismo tiempo que tenian lugar esas manifestaciones públicas, se dirigió una comision compuesta del jefe de estado mayor y de los jefes de mas alta graduacion, á la legacion chilena, encargados por el director supremo de cumplimentar al representante de la República hermana y aliada. La *Gaceta ministerial* del 10 del mismo mes dice con motivo de este acto : « Los que por pura malignidad han querido atribuir á la capital de Buenos Aires aspiraciones ambiciosas sobre el Estado de Chile, contra tantos testimonios que lo contradicen, no tendrán á lo ménos cómo tergiversar el hecho. »

El 12 de febrero.

Entretanto, la persecucion de los restos del enemigo, que ocupaba aun el territorio chileno, continuaba con ardor.

El general Balcarce habia marchado en los primeros dias del año 1819, con una division de 3,000 hombres, en busca del general español Sánchez, que se concentraba en la provincia de Concepcion, donde habia reunido mas de 2,000 partidarios.

Los primeros encuentros tuvieron lugar en las islas de Laja y de Nacimiento, fortificadas por los Españoles, pero fueron ocupadas sin grande resistencia por los patriotas.

El 18 de enero, comunicó el general D. Antonio González Balcarce al general San Martin, en el siguiente oficio, las ventajas obtenidas por las divisiones á su mando en persecucion de los restos del enemigo :

Ventajas obtenidas por la division del general Balcarce.

(1) *Gaceta oficial de Buenos Aires* del mes de febrero de 1819.

1819.

Parte oficial.

Movimiento de la division.

«Excmo. Señor: — Cuando anuncié á Vuestra Excelencia desde Chillan el movimiento que hacía el ejército de mi mando con el designio de aproximarse al caudaloso rio de la Laja, guarnecido por los enemigos con mas de seiscientos hombres al cargo del coronel Lantaño, habia tomado cuantas providencias me fueron posibles para ocultárselo. Con esto conseguí que no tuviesen una noticia positiva de mi marcha, hasta que descubrieron al ejército sobre la márgen del vado del Salto.

Retirada de Lantaño.

» En el mismo momento abandonó Lantaño la fuerte posicion con que resguardaba este interesante paso, poniéndose en precipitada retirada para este punto. Á las cuatro de la tarde quedó todo el ejército acampado á esta parte del rio, habiendo tomado diez prisioneros de las guardias avanzadas, que no pudieron retirarse con la velocidad que lo hizo su comandante.

Sánchez huye con direccion al Biobio.

» El coronel Sánchez, comandante en jefe de todas las fuerzas enemigas, se encontraba en este pueblo con mas de ochocientos hombres de sus mejores tropas, y cuatro piezas de artillería; pero inmediatamente que tuvo el aviso de quedar allanado por nuestra parte el paso de la Laja, se dispuso para huir con direccion al Biobio, donde conservaba preparadas porcion de balsas para su trasporte al fuerte del Nacimiento. Lantaño tuvo órden de seguir este movimiento, y al entrar la noche se pusieron en acelerada marcha. Á mí no me fué posible tener un pronto aviso de este movimiento del enemigo, porque á los espías que habia introducido para que me lo diesen, les fué imposible regresar por las medidas que se adoptaron para impedirlo. En precaucion de que sucediese, y con el designio de atacarlos, si esperaban, determiné que hoy al aclarar se pusiese en marcha el regimiento de granaderos á caballo, con la órden á su comandante de que si los enemigos se habian retirado, los persiguiesen hasta donde les fuese posible, y cuando no, que los entretuviesen miéntras llegaba el resto del ejército que en la misma hora se puso en camino. Á la llegada aquí de los granaderos supieron que los enemigos habian salido en la noche, y sin embargo de haber andado mas de siete leguas con

Dispersion de la fuerza al mando de Lantaño.

sus caballos en muy mal estado, siguieron inmediatamente adelante venciendo las ocho que restaban hasta llegar á la márgen del Biobio, donde dieron alcance á una partida de los enemigos segun partes verbales, que son los que he recibido por conducto de un oficial comisionado á traérmelos; los enemigos se pusieron en defensa contra los granaderos, quienes los cargaron inmediatamente, dispersando la fuerza del cargo de Lantaño, con muerte de diez y siete dragones cazadores, de los venidos últimamente de Cádiz, y diez prisioneros. 1819.

» La infantería que se encontró en el mismo paso, no pudo ser atacada, por la fuerte posicion que ocupaba dentro de un bosque. El batallon de cazadores de los Ándes, con dos piezas, sale lo mas pronto posible á ver si alcanza á la citada infantería ántes que concluya su tránsito del rio.

Equipajes y municiones tomados al enemigo.

» En el alcance seguido por los granaderos han tomado una porcion de equipajes de los enemigos. Tambien han dejado estos en el campo treinta cargas de municiones, y aquí se han encontrado otras con varios repuestos de víveres, lanzas, sables y otros pertrechos de guerra.

» Luego que el ejército descanse algun tanto de las repetidas marchas que ha seguido, pasará á incorporarse sobre el Biobio con los granaderos y cazadores de los Ándes, á fin de obrar contra los restos que hayan entrado en Nacimiento. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general del ejército del Sud en los Ángeles, 18 de enero de 1819. — ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE. — Excmo. señor D. José de San Martin. »

Fin de la campaña en la provincia de Concepcion.

El 22 de febrero publicó la *Gaceta ministerial de Buenos Aires* los documentos importantísimos que vamos á reproducir, en los que el general San Martin informa al director argentino de la terminacion de la campaña encargada al honorable general Balcarce en la provincia de la Concepcion, despues de haber destruido los restos enemigos. Por este hecho de armas Chile quedó totalmente libre del poder español. El general en jefe al acompañar esos documentos agrega las siguientes palabras que mucho enaltecen los servicios hechos á la causa de la inde-

1819. pendencia americana por el referido general D. Antonio González Balcarce.

Elogio que hace el Libertador de los servicios del general Balcarce.

« La inteligencia y la celeridad de las medidas que ha adoptado en esta campaña el señor Balcarce, dice el general San Martin, redundarán en todo tiempo en honra y gloria de su nombre. Yo recomiendo á Vuestra Excelencia estos importantes servicios, porque si la campaña no ha sido lenta, fatigosa é interminable, se debe á la prudencia del general, y á la rapidez con que los jefes á sus órdenes han sabido llenar las que se le comunicaron : así es que no porque haya dejado de ser sangrienta esta campaña, recomienda ménos el valor y la energía de los bravos que la han conducido; todos son recomendables y acreedores á la consideracion de ese gobierno supremo (1). »

Parte oficial.

Hé aquí el parte oficial dirigido por el general D. Antonio González Balcarce al capitan general San Martin : « Excmo. Señor : El ejército acaba de entrar en esta fortaleza, de donde salieron ayer los enemigos con la mayor precipitacion, luego que tuvieron aviso de que aquel pasaba el Biobio. Este movimiento solo me fué posible ocultárselo hasta el momento de poner las balsas en el rio, que habia hecho construir reservadamente dentro del arroyo de Guaqui. Han dejado montadas y clavadas cinco piezas excelentes de artillería de batalla, y sin clavar una de fierro de á doce. Tambien ha quedado un considerable almacen de tabaco y azúcar, con todos los equipajes que ántes habian salvado. Se me han presentado hasta ahora dos oficiales y cinco músicos, y como treinta soldados que quedaron ocultos, habiendo mandado se recojan otros muchos que me han avisado se encuentran por los cerros de esta circunferencia. La direccion que han llevado los restos del enemigo que van reunidos, es para Valdivia por las montañas mas fragosas que pueden imaginarse.

Fuga del enemigo.

Auxilio que recibe de los Indios.

» Los Indios de esta inmediacion les han auxiliado hasta ahora, y han entorpecido notablemente mis operaciones. No

(1) *Gaceta ministerial extraordinaria de Buenos Aires*, febrero 22 de 1819.

pienso dar un paso adelante de este punto, tanto por el fatal estado de la caballada con que cuento, pues solo se me han remitido 160 caballos de los mil que debian venirme, como porque sería muy peligroso internarme por montañas y estrechos desfiladeros, ántes de poner á los Indios de mi parte, para lo cual practico cuantas diligencias están á mis alcances. 1819.

» Yo supongo que los enemigos quedarán muy pronto enteramente concluidos sin necesidad de que se les persiga. Van sumamente faltos de municiones de guerra y de víveres. La subordinacion y la moral del soldado se han perdido en términos que ya ninguno obedecia, y así el general Sánchez se marchó en el momento de tener la noticia de que pasábamos el Biobio, dejando la tropa en la mayor confusion y desórden. Los Indios saquearon el pueblo é incendiaron algunas casas, habiendo luego cubierto la retaguardia para recoger á cuantos soldados encontrasen. Tengo noticia de que se han llevado muchos y que otros de temor de ellos no se han quedado.

Atrocidades que cometieron.

» No me es posible en el instante dar á Vuestra Excelencia parte mas circunstanciado; pero lo practicaré á la mayor brevedad. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general del ejército del Sud en el fuerte de Nacimiento, 31 de enero de 1819. — Antonio González Balcarce. — Excmo. señor D. José de San Martin. — Es copia : Dionisio de Vizcarra. »

Con fecha 28 de enero, el general San Martin dirigió el nuevo oficio que reproducimos á continuacion, acompañando varios partes sobre el mismo asunto :

Oficio del general San Martin.

« Excmo. Señor: Tengo el honor de acompañar á Vuestra Excelencia en copia los partes que acabo de recibir de la victoria que han conseguido las armas de la patria contra los tiranos opresores de nuestra libertad en la provincia de Concepcion. Yo dejaria oculta la bravura de los jefes, oficiales y tropa del batallon de cazadores y granaderos á caballo de los Andes, si no recomendára como recomiendo á Vuestra Excelencia esta accion heróica debida al entusiasmo, valor y patriotismo de los que lo componen, como de las ciertas y distinguidas dis-

Notables disposiciones del general Balcarce.

1819. posiciones de su digno general D. Antonio González Balcarce. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general en Curimon, enero 28 de 1819. — Excmo. Señor. — José de San Martin. — Excmo. supremo director de las Provincias Unidas del Sud. »

El general Balcarce al capitan general San Martin.

« Excmo. Señor: El parte de que tengo el honor de acompañar copia á Vuestra Excelencia, contiene lo sucedido con el regimiento de granaderos á caballo en el alcance que dió al enemigo cuando verificó la retirada de este punto, que participé á Vuestra Excelencia en oficio de 18 del actual. El número de cargas que se le tomaron en esta ocasion fué muy considerable, así como la dispersion que experimentó de su caballería al verse atacado en un tiempo que no lo esperaba.

Menciones honorables.

» Me ha merecido el mayor aprecio la eficacia con que el coronel D. Manuel Escalada practicó su marcha, andando sin cesar mas de catorce leguas, hasta que logró caer sobre el enemigo. Tambien recomiendo á Vuestra Excelencia el mérito contraido por los demas oficiales y tropa del regimiento que le acompañaron, y muy particularmente el del sarjento mayor D. Benjamin Viel, capitanes D. José María Rivera y D. Manuel Olazával, teniente D. Féliz Aldao, y alférez D. Bautista Fuensalida, que cargaron y acuchillaron al enemigo, matándole 16 hombres y haciéndole varios prisioneros. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general del ejército del Sud en los Ángeles, 20 de enero de 1819. — Antonio González Balcarce. — Excmo. señor capitan general D. José de San Martin. — Es copia : San Martin. »

El coronel D. Manuel Escalada al general Balcarce.

« He marchado catorce leguas hasta encontrar los enemigos en su retirada. Vuestra Señoría habrá visto las cargas y municiones que han dejado en los Ángeles, al mismo tiempo que algunos soldados de los pasados españoles, que tengo la satisfaccion de

remitir á Vuestra Señoría. Me hallo á media legua del rio Biobio, y habiéndome sido de necesidad reconocer la montaña por donde se retiraron los enemigos, destiné al sarjento mayor D. Benjamin Viel con 60 granaderos, que á muy corta distancia se encontró con una partida de 80 cazadores á caballo, situada en una pequeña llanura, que acuchilló completamente á pesar de las dificultades del terreno, distinguiéndose con él los capitanes D. José María Rivera, D. Manuel Olazával, el teniente D. Féliz Aldao y el alférez D. Bautista Fuensalida. Con esta ventaja me retiro á ocupar el llano inmediato, á donde espero el dia de mañana para hacer nuevas tentativas con el objeto de entretenerlos que les sea mas fácil embarcarse, pasar la caballada y ganados que tienen á la orilla del rio, y dar tiempo á que llegue la infantería que me avisa Vuestra Señoría se halla en marcha, y es de primera necesidad por lo montuoso del camino, que no permite mas que dos hombres de frente. Se han escondido en el monte gran número de soldados y milicianos que se me están pasando.

1819.

Nueva accion con 80 cazadores enemigos.

» Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — Santa Fé, 18 de enero de 1819. — MANUEL ESCALADA. — Señor brigadier D. Antonio González Balcarce. — San Martin. »

El general Balcarce dirigió el mismo dia el siguiente oficio, acompañando un nuevo parte sobre la persecucion hecha al enemigo :

« Excmo. Señor : Los enemigos han sufrido ayer una pérdida, que en mi concepto los ha dejado en absoluta imposibilidad de poderse sostener, á pesar de haberse reconcentrado con los restos que han salvado en la fortaleza de Nacimiento. El batallon de cazadores que en 18 del actual avisé á Vuestra Excelencia marchaba á ver si alcanzaba alguna infantería de la que estaba pasando el Biobio, consiguió llegar en tiempo que aun no se habia embarcado una considerable parte. Inmediatamente procedió á atacarla en union con el regimiento de granaderos á caballo, y quedó completamente destrozada, segun se manifiesta del parte que en copia tengo el honor de incluir á Vuestra Excelencia. El mérito contraido por el coronel D. Rudesindo

Derrota de una partida enemiga.

1819. El coronel Alvarado.

Alvarado, que fué el que mandó la accion, le hace la mas distinguida recomendacion. Es tambien digno del mayor aprecio el adquirido por los demas jefes, oficiales y tropa que le acompañaron, y de que hace mencion el citado parte. Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Cuartel general del ejército del Sud en los Ángeles, 20 de enero de 1819. — ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE. — Excmo. señor capitan general D. José de San Martin. — Es copia : San Martin. »

El coronel D. Rudesindo Alvarado al mismo general.

Oficio del coronel Alvarado.

«Tengo el honor de participar á Vuestra Señoría como reunido al regimiento de granaderos á caballo á las doce de este dia, y situado á distancia de una legua de este rio, deseoso de dar el debido lleno á las órdenes de Vuestra Señoría, me determiné, no obstante la larga jornada que tenia hecha el batallon de mi cargo, á emprender un ataque sobre los enemigos. En efecto, á las dos y media de la tarde emprendí mi marcha, disponiendo que el regimiento de granaderos á caballo la verificase por el camino de la derecha, que era el mas descubierto que se presentaba, al mismo tiempo que por el de la izquierda marchaba el batallon de cazadores con una pieza de artillería á su derecha y cubierta con 30 granaderos al mando del alférez de granaderos Fuensalida, y la primera compañía de dicho batallon al de su capitan graduado de sarjento mayor D. Lucio Salvadóres, ambos oficiales con órden de reconocer y descubrir unas densas montañas casi impenetrables, y que reducian el camino á una suma estrechez. En mi marcha advertí que una guerrilla se habia puesto sobre mi izquierda, y temiendo que hiciese movimiento sobre mi retaguardia, donde se hallaban las municiones, equipajes y un cañon de batalla, dispuse que una compañía de infantería regresase, y que puesta al abrigo de unas casas y cercos los contuviese en caso que los ocupase el objeto propuesto; continué en este órden mi marcha hasta ocupar una altura que dominaba sus posiciones, aunque sin proporcionarme la menor ventaja, por lo quebrado del terreno y enteramente montuoso, así es que me ví precisado á hacer cargar la partida

Persecucion del enemigo.

Guerrilla realista.

Los patriotas ocupan una altura.

de caballería y compañía de infantería, lo que se verificó con tal intrepidez que obligaron á los enemigos á perder unas arboledas que les cubrian, correr precipitadamente sobre el paso del rio, y arrojarse al agua muchos, dejando en el campo una porcion de muertos.

1819.
Carga de caballería y fuga del enemigo.

» En este mismo momento bajó á la playa el señor coronel de granaderos D. Manuel Escalada con su regimiento, que concluyó completamente con los que por allí corrian, y aun iban entrando al agua : no lo hizo ménos el batallon de cazadores sobre las balsas conductoras de granaderos é isletas que tenian cubiertas con tropa, sobre los que dirigieron sus fuegos con tal acierto, que se observó que del gran número de gente que se hallaba dentro del rio no llegó al otro lado uno solo, mirando con bastante dolor que el rio era el sepulcro de cerca de 200 hombres, y entre ellos algunos paisanos. El enemigo con tres piezas de artillería puestas sobre la playa opuesta hizo sus fuegos con bastante viveza, pero despreciados por nuestros valientes soldados que á cuerpo descubierto le mantenian y aun atravesaban hasta la primera isla, donde se encontraban muchas familias que se pusieron en salvamento y algunos soldados que se hicieron prisioneros, quitándose consiguientemente el ganado que se llevaban, mulas, caballos y un gran número de equipajes de que se aprovecharon las milicias que se habian reunido de este lugar, como de una considerable parte de ganado, por no haberme sido fácil prevenir esto en los momentos del ataque.

Trofeos de la victoria.

» El teniente Olavarría, que se hallaba al cargo del cañon que conduje, obró con él cuanto le fué posible, destruyéndoles con sus fuegos las balsas en que se retiraban, y causándoles gran daño ; actualmente se halla reuniendo el armamento y demas pertrechos que han dejado, y he recibido ya de 4 piezas de artillería, dos de fierro del calibre de á 12 y dos de bronce de á 4 en el mejor estado de servicio, y quedo haciendo diligencia para sacar del rio una pieza mas que botaron. La milicia que habia de este lado fué la primera en dispersarse por toda esta montaña, y le siguió gran número de tropa que se va presentando.

El teniente Olavarría.

1819.

Número de prisioneros y pasados.

Por ahora remito á V. S. con el capitan Escribano de granaderos á caballo un teniente de caballería, 106 soldados entre prisioneros y pasados, y cuidaré de ir sucesivamente remitiendo los mas que se presenten y aprehendan.

Las pérdidas de ambos lados.

» Aunque no he podido personalmente reconocer el número de muertos del enemigo, por las informaciones que he recibido de oficiales que he remitido al efecto, pasan de 300 hombres, sin incluir los que deben haber quedado en las islas mas distantes, ni los que han muerto ahogados. Nuestra pérdida es muy corta, aunque sensible por la muerte del valiente abanderado del regimiento de granaderos D. N. Bruin, y una grave herida que ha recibido el teniente 2° de la 1ª compañía de mi batallon D. Atanasio Matus; quedo tomando las noticias sobre nuestros muertos, que cuidaré de ponerlas en manos de V. S. con oportunidad; pero puedo asegurar no pasan de 20 hombres entre muertos y heridos. — Dios guarde á V. S. muchos años. — Santa Fé, enero 19 de 1819. — RUDESINDO ALVARADO. — Señor brigadier general en jefe del ejército D. Antonio González Balcarce. — Es copia: Balcarce. — Es copia: San Martin (1). »

Refugiado Sánchez y sus restos en el territorio ocupado por los Indios Araucanos, se acampó en el pasaje llamado Angol, á distancia de diez leguas del cuartel general de los patriotas. Allí logró que tomáran parte los Indios, y por medio de regalos pudo reunir cerca de dos mil, con los cuales hostilizó el fuerte de los Ángeles. El general Balcarce, sin embargo, comprendiendo la ventaja que resultaria para su plan de la expulsion definitiva de los realistas, trabajó hábilmente el ánimo de los caciques indios, quienes al fin no solo negaron su cooperacion á los Españoles, sino que les hostilizaron. En efecto, la conversion de los Araucanos obligó al general Sánchez á abandonar Angol y á dirigirse por las cordilleras á Valdivia.

En fin, el 1° de marzo de 1819, el capitan general don José de San Martin dirigió al jefe de estado mayor, para que fuese

(1) *Gaceta ministerial de Buenos Aires* del 24 de febrero de 1819.

elevado al conocimiento del supremo director de las Provincias Unidas, el parte del general en jefe del ejército del Sur, en que da cuenta de la conclusion de la campaña. El capitan general renueva en esa ocasion su expresiva recomendacion en favor de los servicios hechos por el general D. Antonio González Balcarce. « Recomiendo, dice San Martin, el mérito de este distinguido general en jefe, que ha sabido dirigir las operaciones de esta campaña con tanta actividad y acierto, como tambien la de los jefes de los cuerpos que han contribuido á ella (1). » 1819.

Sánchez se establece en Angol.

« Excmo. Señor : — El comandante general de las armas españolas coronel D. Juan Francisco Sánchez, constante opresor del suelo chileno, y el mas tenaz y empeñoso en conservar la ocupacion de esta provincia, queda arrojado de ella, en forma que es muy fundado asegurar no volverá jamas á repetirle los horrores y desgracias en que por el dilatado tiempo de ocho años la ha tenido sumergida.

Alcanza con los Indios.

» Cuando verificó su salida de esta fortaleza, luego que tuvo la noticia de que el ejército estaba pasando el Biobio, se internó al territorio de los Indios, y tomó posicion en un paraje nombrado Angol, distante de aquí como diez leguas. En este destino tocó cuantos recursos estuvieron á sus alcances, para que los citados Indios nos continuasen la guerra, pretendiendo que de los mismos se pusiesen á su disposicion dos mil al propio efecto. En los primeros dias del fomento de este nuevo plan, consiguió que algunas partidas de aquellos, aprovechándose de la facilidad con que cruzan el rio nadando en sus caballos, llegasen con sus correrías hasta ponerse á la vista del pueblo de los Ángeles. Yo habia dejado este punto bien guarnecido, y por consiguiente no alcanzó ventaja alguna. Los Indios en cuanto advertian que se salia á perseguirlos, retrogradaban precipitadamente á repasar el rio, y ampararse á sus terrenos.

(1) Los cuerpos argentinos que hacian parte de ese ejército eran el regimiento de cazadores de los Ándes, coronel D. R. Alvarado, y el regimiento de granaderos á caballo, coronel D. M. Escalada.

1819. » Luego que hubo tiempo de que surtiesen su efecto las diligencias que entablé inmediatamente, para que los Indios se negasen á llevar adelante los proyectos de Sánchez, le abandonaron, y me prometieron entregarlo con la fuerza que habia salvado; lo que no se realizó, porque les faltó resolucion para echarse sobre los pocos caballos y ganado que tenia, como habíamos convenido. Solo se logró le acabasen de quitar los cortos restos de equipaje que le habian quedado, y que le prohibiesen absolutamente continuar sus marchas para Valdivia por el camino de los llanos, como se interesaba en practicarlo. De estas resultas desocupó prontamente la posicion de Angol, y dirigió su viaje por el fragoso camino de las cordilleras, por donde debe ir á salir á Tucapel, para seguir por la costa á la plaza donde unánimes convienen todos los pasados que ha resuelto refugiarse. Por los contestes informes que tengo de lo destruido de recursos que es el expresado camino de las cordilleras, y de los pésimos pasos que presenta, creo muy difícil que termine tan dilatado viaje, sin experimentar un estrago muy considerable. El equipaje de cuantos le acompañan ha quedado reducido al vestido que llevan puesto: sus municiones á las que han podido conservar en las cartucheras: la mayor parte siguen la marcha á pié, y sin calzado: sus víveres no pasaban de veinte reses á su partida de Angol: le siguen un crecido número de mujeres, inclusas las monjas de Concepcion, todas á pié y descalzas, que van regando con sus lágrimas cada paso que dan, y que le entorpecen el adelantamiento de sus marchas. La consideracion de cuadro tan lamentable no pudo dejar de compadecerme, y traté de remediarlo ofreciendo á Sánchez la capitulacion mas generosa, por medio de una comunicacion que le condujeron los Indios; pero hasta ahora no he tenido ningunas resultas. Son tan horrendos los crímenes que ha cometido en este país, que nada podrá persuadirle que cabe sobre ellos indulto.

Estado del equipaje y municiones del enemigo.

Capitulacion que se le ha propuesto.

» Desde que los enemigos evacuaron este destino, se les ha dispersado una grán parte de su fuerza, y continuaba sucediendo lo mismo en la marcha que seguian. Se me ha presentado un número crecido, y estoy impuesto de que se encuentran muchos

en los bosques y cordilleras de esta circunferencia, y en las tolderías de los Indios. 1819.

» Á cuantos han venido á buscar la proteccion del ejército, y á los prisioneros naturales del país, les he dejado en plena libertad, para que se restituyan tranquilos á sus casas, ó tomen el partido que mas les convenga. La fuerza que acompaña á Sánchez consiste en cuatrocientos á quinientos hombres, últimos restos de la expedicion venida de Cádiz, bajo la custodia de la fragata de guerra apresada *María Isabel*. Van tambien algunos particulares de los que siempre han sido afectos á su rey Fernando. Al cacique Venancio, que desde el principio de la revolucion ha sido inclinado á la causa de los patriotas, le he dirigido varios propios, interesándolo para que persiga en su retirada á los enemigos, ofreciéndole las gratificaciones que exija, si consigue apresarlos.

Fuerza que acompaña á Sánchez.

El cacique Venancio.

» La pérdida del enemigo, entre muertos, pasados y dispersos, puede calcularse en 1,200 hombres de tropa de línea, cuando ménos; pues se habian aumentado con varios reclutas los batallones de Valdivia y Concepcion y el cuerpo de dragones de la frontera. Se les han tomado 11 piezas útiles de artillería, un crecido número de municiones, habiendo incendiado é inutilizado el resto de las que tenian en los ataques que sufrieron á la otra parte del Biobio, todos sus equipajes, y han dejado en los almacenes de esta fortaleza cantidad considerable de tabaco, de muy buena calidad, y algun azúcar. Se ha gratificado á la tropa con una parte de estas especies, y á la comisaría se han entregado á beneficio del Estado como 200 arrobas de azúcar y 135,900 mazos de tabaco.

Pérdidas del enemigo.

» De nuestra parte, en los distintos encuentros que se han tenido con los enemigos, han muerto, del regimiento de granaderos á caballo, el teniente D. Eustoquio Buisse, y ocho soldados, con un sarjento, un cabo y diez soldados heridos. Del batallon de cazadores de los Ándes, muerto el teniente D. Antonio Matus con dos soldados, y heridos un sarjento, un cabo y un soldado. De la artillería de los Ándes, un soldado muerto. La conducta que ha acreditado el ejército en todo el curso de

Pérdidas de los patriotas.

1819. la campaña me merece el mas alto reconocimiento. En los frecuentes pasos que se han ofrecido de varios rios caudalosos, y en cuantas ocasiones se ha presentado algun motivo de peligro, siempre se le ha advertido el mayor entusiasmo para vencer los obstáculos, y el mas ardiente deseo de llegar cuanto ántes al enemigo.

El coronel D. Ramon Freyre.

» El coronel D. Ramon de Freyre, que abrió la campaña con la feliz jornada sobre Chillan, y que desde el mismo punto siguió á Concepcion con el objeto de hostilizar por aquella parte al enemigo, como lo ha verificado, destruyéndole algunas de sus principales guerrillas, se ha hecho acreedor á toda distincion, y ha dado un justo motivo de recomendacion á su conocido mérito. El jefe del estado mayor coronel D. Juan Paz del Castillo ha desempeñado sus funciones con el mejor acierto y eficacia, y me ha ministrado con utilitad del servicio sus luces y conocimientos.

Jefes y oficiales que se han distinguido.

» Los jefes de los cuerpos coroneles D. Rudesindo Alvarado, D. Manuel Escalada y D. José María Rivera, y tenientes coroneles D. Isaac Tompson y D. Santiago Díaz, son todos acreedores á una particular consideracion, por el órden con que han conducido las tropas de su respectivo cargo, y honor con que se han desempeñado en cuantas ocasiones han sido empleados, aspirando siempre á la gloria de querer ser los primeros en los casos de atacar al enemigo. El comandante de la artillería capitan D. Juan Pedro Macharratini ha llenado del modo mas completo sus deberes, así como el capitan de ingenieros D. Pedro Cusqui. Debo igualmente recomendar á V. E. el mérito contraido por mi ayudante de campo el sarjento mayor D. Pedro Barrenechea: su constante actividad, sus conocimientos y relaciones en el país me han facilitado las mas importantes diligencias y servicios. El sarjento mayor graduado D. Luis Salvadóres, que fué el primero que pasó el Biobio, se ha hecho tambien acreedor al mayor aprecio. Los boletines que se pasan por el estado mayor darán á V. E. una idea exacta de los movimientos del ejército, y de lo demas que ha sucedido durante la campaña. En ella he arreglado mis operaciones en cuanto me

ha sido posible á las instrucciones de V. E., y sin duda alguna es debido á ellas el feliz éxito que ha tenido. — Dios guarde á V. E. muchos años. — Cuartel general del ejército del Sud en Nacimiento, 12 de febrero de 1819. — ANTONIO GONZÁLEZ BALCARCE. — Excmo. Sr. D. José de San Martin. » 1819.

Terminada felizmente esa campaña, el general Balcarce se retiró á Santiago, dejando al coronel Freyre con el carácter de jefe militar y político de la provincia de Concepcion.

El general Sánchez logró entrar en Valdivia despues de una travesía penosísima, en la cual luchó no solo contra las dificultades del terreno, sino contra los sufrimentos y privaciones del desierto, despojándose de los últimos recursos que poseía para saciar las exigencias de los Indios, á quienes fué preciso regalar cuantos objetos de metal quedaban á los jefes y soldados para conservarlos amigos.

Discurso pronunciado por el diputado argentino en Chile.

En la misma época publicó la *Gaceta ministerial de Buenos Aires* el siguiente discurso, pronunciado por el señor D. Tomas Guido, diputado de las Provincias Unidas acreditado cerca del gobierno de Chile, con el objeto, segun el diario oficial, de patentizar la lealtad de la política argentina y confundir á los que atribuían á Buenos Aires miras ambiciosas sobre aquel Estado :

« Excmo. Señor : Hoy hace un año que al felicitar á V. E. por la declaracion de la independencia del Estado de Chile, tuve la gloria de reconocerla á nombre de mi gobierno con todas las atribuciones de su proclamacion, anticipando los honorables sentimientos de la suprema autoridad de las Provincias Unidas, que ví muy breve ratificados con júbilo comun de mis conciudadanos.

Vínculos de una santa alianza

Actos repetidos de union y de fraternidad han probado al mundo que mi gobierno, respetando los derechos imprescriptibles del Estado chileno, ha procurado estrechar los vínculos de esa santa alianza, que ha de dar el poder y la seguridad respectiva de las dos naciones. Sin embargo, aun era necesario que apareciese á la faz de la Europa un testimonio mas augusto de los votos intergiversables de las Provincias Unidas, en un acto que empeña su honor y gloria nacional. V. E. ha publicado el acta del 12 de diciembre de 1818 del soberano congreso de aquel Estado,

Acta de la independenci de Chile.

1819. en que á nombre y por la autoridad de las Provincias Unidas reconoce en la forma mas solemne á Chile por un Estado libre, soberano é independiente, con todas las atribuciones y plenitud de poderes inherentes á este grande y elevado carácter. Mi gobierno ha trasmitido ya á V. E. su alta satisfaccion por el acta del augusto congreso, pero me manda anuncie á V. E. será nombrado un embajador extraordinario, con el solo objeto de felicitar á V. E. y duplicar del modo mas vivo los votos cordiales de emocion con que las provincias del Sud dan los plácemes al Estado de Chile. Yo me regocijo de cumplir este encargo, y de ver que una nacion libre en la América del Sud ha sido por fin el fruto de la sangre de aquellos heróicos guerreros, que espiraron en este dia sobre los campos de Chacabuco.

» Es una verdad que la especie humana ha adquirido en la emancipacion de Chile un nuevo asilo, un nuevo consuelo para sus desgracias. ¡Qué glorioso será para Vuestra Excelencia corresponder á la expectacion de las naciones, desarraigar bajo una constitucion liberal los males de un gobierno absoluto, animar la virtud en sus conciudadanos, y mantener siempre dominante á la ley, y abatidos los vicios!

Palabras aplicables al gobierno de Chile.

» Yo me glorío poder aplicar á Vuestra Excelencia las palabras con que un filósofo moderno se explicaba respecto de otra de las naciones de la América. «Ningun gobierno ha encontrado » en el globo circunstancias tan favorables á su establecimiento. » Tierra nueva, inagotable, dotada de todas las riquezas de la » naturaleza, rodeada de inmensos mares, fácil de defender, » distante de las bajezas y atentados del despotismo; siglo de » luces y de tolerancia, ejemplos recientes de revoluciones » semejantes, sucesos y faltas que las han señalado; cuerpo » de nacion ya temible; principios y aun preocupaciones favo- » rables : gérmen de buenas leyes; bosquejo de una constitu- » cion reflexionada; hombres de genio; jefes valientes. »

» Estas ventajas que por la naturaleza y por un órden nuevo de acontecimientos disfruta Chile, marcan el dia de su nacimiento político como una época importante á los hombres; pero todas ellas se convertirán en nuestro daño, ó servirán solo

para renovar una memoria triste, si el sueño de la paz afloja los resortes de la administracion actual, si los celos y las parcialidades públicas y particulares no se extinguen con la misma actividad con que se propagan, y si los pueblos bajo los auspicios de Vuestra Excelencia se olvidan que la division acaba siempre por el silencio vergonzoso de la esclavitud. 1819.

» La guerra ha concluido ya en Chile á esfuerzos de la union con las Provincias Unidas : esta sola ha podido resistir los sangrientos choques de los ejércitos españoles ; esta sola ha contenido las pasiones inquietas de los enemigos domésticos ; esta sola romperá las cadenas del resto de la América del Sud, y esta sola conservará la paz, é infundirá respeto á las demas potencias del globo. Quiera Vuestra Excelencia contribuir siempre á unir ambas naciones con vínculos de amor y de fraternidad. Quiera Vuestra Excelencia desvelarse por conservar esta, como lo ejecutará mi gobierno. Vea la Europa que en medio de su indiferencia á los clamores de la humanidad en el Nuevo Mundo, dos naciones independientes entre sí, y libres del dominio español, á esfuerzos del poder asilado en sus habitantes, se dan la mano para defender sus derechos contra la arbitrariedad y el despotismo. Así la independencia de Chile será la fuente de su prosperidad : durará lo que el tiempo ; y los hijos de este precioso país en las generaciones venideras bendecirán la libertad, y besarán las cenizas de sus ilustres padres, que salvaron la patria. »

Vínculos entre las Provincias Unidas y Chile.

Entretanto el gran proyecto del general San Martin de libertar al Perú adquiria todas las proporciones de un grande acontecimiento político.

El solemne reconocimiento de la independencia de la República chilena habia sido el primer paso dado por el gobierno argentino en la via de la legalidad y del derecho. El segundo fué la negociacion de un tratado de alianza ofensiva y defensiva entre ambos Estados, con el objeto de poner término á la dominacion española en el Perú y de garantir su independencia. Este tratado fué firmado en Buenos Aires, el 5 de febrero del mismo año, por D. Gregorio Tagle, ministro de relaciones

Pasos del gobierno argentino en la via de la legalidad y del derecho.

1819. exteriores de las Provincias Unidas, y por D. Antonio José de Irisarri, enviado extraordinario y ministro plenipotenciario de Chile. Reproducimos á continuacion ese documento internacional, tanto mas notable cuanto que fué el primero que tuvo lugar entre los nuevos Estados, dictado por sentimientos del mas elevado patriotismo y apoyado por el brazo fuerte del futuro protector del Perú.

TRATADO PARTICULAR ENTRE EL ESTADO DE CHILE Y EL DE LAS PROVINCIAS UNIDAS DEL RIO DE LA PLATA.

Tratado de alianza entre ambos Estados.

D. Bernardo O'Higgins, director supremo del Estado de Chile, brigadier general de los ejércitos de la patria, presidente de la Legion de Mérito de Chile, etc. Por cuanto, en virtud de plenos poderes conferidos por nos al señor coronel D. Antonio José de Irisarri, suboficial de la Legion de Mérito de Chile, nuestro ministro de Estado y enviado para tratar del ajuste de un tratado con el gobierno de las Provincias Unidas del Rio de la Plata; y de haberlos este dado igualmente al señor D. Gregorio Tagle, ministro de Estado en los departamentos de gobierno y relaciones exteriores, han acordado, concluido y firmado, en cinco de febrero de este año, un tratado, que se compone de un preámbulo y seis artículos, todo en lengua castellana, cuyo contenido es del tenor siguiente :

Objeto : poner término á la dominacion española en el Perú.

El Excmo. Señor director supremo del Estado de Chile y el Excmo. Señor director supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, en uso de las facultades que les conceden las constituciones provisorias de sus respectivos Estados, deseando poner término á la dominacion tiránica del gobierno español en el Perú, y proporcionar á sus habitantes la libertad é independencia de que tan injustamente se hallan despojados, todo por medio de una expedicion dirigida en la forma y términos mas convenientes al logro de esos importantes objetos, han resuelto proceder á la conclusion de un tratado particular sobre el asunto.

Por lo cual, las partes contratantes han nombrado por sus plenipotenciarios, á saber :

El Excmo. señor director supremo del Estado de Chile al señor coronel D. Antonio José de Irisarri, suboficial de la Legion de Mérito de Chile y su ministro de Estado;

1819. Plenipotenciarios.

Y el Excmo. señor director supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata al señor doctor D. Gregorio Tagle, ministro de Estado en los departamentos de gobierno y relaciones exteriores;

Los cuales, despues de haber canjeado sus plenos poderes y halládolos en buena y debida forma, han acordado los artículos siguientes:

Convienen ambas partes en costear una expedicion.

Artículo 1. — Conviniendo ambas partes contratantes con los deseos manifestados por los habitantes del Perú y con especialidad por los de la capital de Lima, *de que se les auxilie con fuerza armada para arrojar de allí al gobierno español, y establecer el que sea mas análogo á su constitucion física y moral,* se obligan dichas dos partes contratantes á costear una expedicion, que ya está preparada en Chile con este objeto.

Duracion del ejército.

Art. 2. — El ejército combinado de Chile y de las Provincias Unidas, dirigido contra los mandatarios actuales de Lima, y en auxilio de aquellos habitantes, dejará de existir en aquel país luego que se haya establecido un gobierno por la voluntad libre de sus naturales, á ménos que por exigirlo aquel gobierno, y siendo conciliable con las necesidades de ambas partes contratantes, se convengan los tres Estados de Chile, Provincias Unidas y Lima en que quede dicho ejército por algun tiempo en aquel territorio. Para este caso deberán ir autorizados los generales ú otros ministros de Chile y de las Provincias Unidas para tratar sobre este punto con el gobierno que se establezca en Lima, sujeta siempre la ejecucion de aquellos tratados á la ratificacion respectiva de las supremas autoridades de Chile y de las Provincias Unidas.

Se arreglará el pago de los gastos con el gobierno de Lima.

Art. 3. — Para evitar todo motivo de desavenencia entre los dos Estados contratantes y el nuevo que haya de formarse en el Perú, sobre el pago de los costos de la *Expedicion libertadora*, y queriendo alejar desde ahora todo pretexto que pudieran tomar los enemigos de América, para atribuir á esta expedicion

1819. las miras interesadas que le son mas extrañas, se convienen ambas partes contratantes en no tratar del cobro de estos costos hasta que pueda arreglarse con el gobierno independiente de Lima; observando hasta entónces el ejército combinado la conducta conveniente á su objeto, que es el de proteger, y no el de hostilizar á aquellos habitantes. Sobre todo lo cual se darán las órdenes mas terminantes por ambas cortes á sus respectivos generales.

Cuentas y modo de cubrirlas.

Art. 4. — Las cuentas del costo de la expedicion libertadora, y de la escuadra de Chile que la conduce, despues de haber franqueado el mar Pacífico al efecto, se presentarán por los ministros ó agentes de los gobiernos de Chile y de las Provincias Unidas al gobierno independiente de Lima, arreglando con él amigable y convenientemente las cantidades, plazos y términos de los pagos.

Ambas partes garantizan la independencia del Perú.

Art. 5. — Las dos partes contratantes se garantizan mútuamente la independencia del Estado que debe formarse en el Perú, libertada que sea su capital.

Término de la ratificacion.

Art. 6. — El presente tratado será ratificado por el Excmo. señor director supremo del Estado de Chile y por el Excmo. señor director supremo de las Provincias Unidas del Rio de la Plata, dentro del término de sesenta dias, ó ántes si fuere posible.

Fecho y firmado en la ciudad de Buenos Aires, á cinco de febrero de mil ochocientos diez y nueve. — ANTONIO JOSÉ DE IRISARRI. (L. S.) — GREGORIO TAGLE. (L. S.)

Ratificacion.

Por tanto, habiendo visto y examinado los referidos seis artículos y oido el dictámen del Excmo. senado, he venido en aprobar y ratificar cuanto contienen, como en virtud de la presente los apruebo y ratifico; todo en la mejor y mas amplia forma que puedo, prometiendo solemnemente cumplirlos y observarlos, y hacer que se cumplan y observen enteramente. En fe de lo cual, mandé despachar la presente, firmada de mi mano, sellada con el sello del Estado y refrendada por el infrascrito secretario de Estado en el departamento de gobierno y relaciones exteriores.

Dada en el palacio directorial de Santiago de Chile, á quince dias del mes de marzo de mil ochocientos diez y nueve años, segundo de nuestra independencia. — BERNARDO O'HIGGINS. — JOAQUIN ECHEVERRÍA. 1819.

Organizacion del ejército expedicionario al Perú.

Establecidas las bases fundamentales de la nueva campaña, ambas repúblicas se ocuparon activamente de reconcentrar los elementos que habian de concurrir para la organizacion de la doble expedicion terrestre y marítima con que el gran capitan argentino iba á dar el último golpe á los restos del poder realista.

Momento que aprovechan los caudillos para provocar un conflicto.

Los grandes armamentos que se preparaban en Cádiz seguian entretanto, preocupando seriamente los ánimos en el Rio de la Plata. Los inquietos caudillos Artígas, Carrera, Ramírez y López, aprovechándose de esa situacion, reunieron sus gauchos y provocaron un conflicto al gobierno nacional. La bandera que entónces levantaron fué la de la *federacion*, apoyada en las ideas de libertad é igualdad con que Carrera, el mas inteligente de ellos, trataba de minar el crédito del directorio y del congreso, que él llamaba tiránico (1). Todos los partidos descontentos se reunieron bajo sus banderas; y desde entónces se vieron aquellas grandes aberraciones de que mas tarde ha ofrecido tantos ejemplos la historia de las luchas civiles del Rio de la Plata, es decir, muchos de los hombres mas notables del país, llama-

Influencia que ejerce en los destinos del país el elemento bárbaro.

(1) El general Don Tomas Iriarte, actor en esa lucha memorable, dice en su libro *Glorias argentinas*, página 39, lo siguiente :

« Hemos dicho en otra ocasion, y, porque lo consideramos muy conducente para desvanecer errores, volvemos á repetirlo, que aquel vandalaje soez no era la federacion; que los desorganizadores la invocaban poniéndola de pantalla para ocultar la deformidad de sus prácticas subversivas del órden social; que no era tampoco la realizacion de la idea que la palabra representa el objeto de su nueva y repugnante bandera disfrazada con la denominacion postiza de un sistema de gobierno que, por su excelencia, tiene en América y en Europa el voto y la sancion de eminentes estadistas. Lo verdadero y único que aquellos demagogos se proponian, era el dominio absoluto de las localidades en que tenian su hogar, sin perjuicio de salir del estrecho círculo de tan criminales aspiraciones, si la fortuna les favorecia, extendiéndolo á toda la República. — Caudillos de barrio, sin otro *Credo* político que una ambicion extraviada y sin nobles propósitos. »

1819. dos unitarios ó centralistas y federales, que habian hecho servicios valiosos á la causa de la libertad y de la civilizacion, aliados alternativamente á los caudillos malos con el único propósito de satisfacer ambiciones personales. El Entre-Rios y Santa Fé en plena insurreccion obligaron al directorio á distraer sus fuerzas de línea, desguarneciendo la capital y debilitando los medios de represion, obligándole á llamar la guardia nacional, que minada tambien trató de amotinarse, pero que felizmente fué reprimida á tiempo.

La provincia de San Luis es el teatro de un hecho sangriento.

En esta situacion alarmante se recibió la noticia de un hecho sangriento que tuvo lugar en la provincia de San Luis, hecho que consternó la poblacion entera de los pueblos argentinos. Los prisioneros españoles tomados en la batalla de Maipo habian sido confinados á aquella provincia. Entre ellos se encontraba el bravo é inteligente brigadier Ordóñez, los coroneles Primo de Rivera, Morgado, Berganza, etc., cuando el dia 8 de febrero, á las 11 de la mañana, sin previo consejo de guerra y sin otra forma que justifique ese acto extremo de rigor, fueron fusilados ó muertos todos ellos en la ciudad de San Luis. Es incuestionable que existia un proyecto de conspiracion, en el que debian figurar como aliados de Artígas y Carrera (1), pero aun

Proyecto de conspiracion.

(1) Torrente conviene en que los prisioneros habian formado el plan de recobrar la libertad con el propósito de reunirse á Carrera y Artígas, quienes les habian ofrecido todo apoyo, con tal que les ayudasen á hostilizar el gobierno central de Buenos Aires. Hé aquí cómo refiere el mismo historiador el suceso :

« Llegó el aciago dia 8 de febrero, en que debia darse el golpe : en la noche anterior habian sido exhortados todos los oficiales para acudir á la madrugada á casa del valiente capitan Carretero ; concurrieron en realidad, y fueron informados de los medios propuestos para adquirir la apetecida libertad. Se formaron á las siete de la citada mañana tres partidas con sus respectivos comandantes : una de ellas, al mando del capitan Butron y Salvador, *habia de forzar la cárcel y dar soltura á 53 individuos que allí se hallaban detenidos de las tropas de dicho Carrera*, quienes deberian servir de guia hasta salir de aquellos peligrosos caminos ; otra partida mandada por el intendente D. Miguel Berroeta, por el teniente coronel D. Matías Aras y por el capitan D. Felipe La Madrid, habia de apoderarse del cuartel y de las armas que allí se custodiaban; y la tercera debia proceder contemporánea-

en este caso el gobernador de San Luis no debió haber procedido como lo hizo. La presencia del doctor Monteagudo en aquella provincia, llegado en esas circunstancias del ejército de operaciones en Chile, ha dado mérito para que los enemigos de la independencia hayan atribuido su viaje á una combinacion de planes siniestros, como poco ántes se le habia atribuido influencia directa en la ejecucion de D. Juan José y Don Luis Carrera, por haberse encontrado en Mendoza cuando tuvo lugar la ejecucion; pero aun en el caso de un peligro inminente como lo era la alianza de los caudillos Carrera, Artígas, Ramírez y

1819.

Cargos infundados que se han hecho al doctor Monteagudo.

mente á la *captura* de D. Bernardo Monteagudo, *insurgente de los mas furibundos que haya abortado la América.*

» Miéntras que estas partidas salieron á ejecutar sus respectivas comisiones, que se malograron todas, y aun la del cuartel, si bien habian llegado ya á desarmar la guardia, porque no tuvieron tiempo ni modo para apoderarse de las armas, se habian dirigido á la casa del gobernador el coronel D. Antonio Morgado, el teniente coronel D. Lorenzo Morla y el referido capitan D. Gregorio Carretero, que fueron los primeros que entraron en su cuarto á fin de arrancarle las órdenes necesarias para lograr su objeto único, que era el de la libertad.

» El brigadier D. José Ordóñez, el coronel D. Joaquin Primo y el teniente D. Juan Burguillo, que se habian quedado á la entrada del aposento, pasaron á unirse con sus compañeros, tan pronto como oyeron las voces descompasadas de un pueblo desenfrenado, que clamaba para derramar la sangre de todos los Españoles. La prontitud con que dicho pueblo se armó y concurrió á los puntos de mayor peligro, indica suficientemente el anticipado conocimiento que tenia de aquel suceso.

» Sorprendidos en el acto aquellos desgraciados oficiales, dieron crédito á las fingidas promesas que le hizo el pérfido Dupuy de salvarles la vida, así como ellos habian respetado la suya. Salió con efecto á reunirse con el pueblo, y apénas se vió apoyado por sus armas, cuando pronunció el horrible grito de muerte contra aquellos militares, dignos por cierto de una suerte muy distinta de la que les estaba preparada.

» Todos ellos fueron asesinados inhumanamente; Morgado lo fué por la misma mano del furioso gobernador; á los pocos instantes se hallaban yertos cadáveres en aquel mismo sitio, en que acababan de dar una prueba inequívoca de que sus sentimientos no eran de marcar con actos sangrientos los pasos hácia su evasion.

» Se hizo á su consecuencia una pesquisa con todos los caractéres de cruel é ilegal contra cuantos Españoles hubieran tenido parte en aquella tentativa; y por este medio desfogaron su rabia sobre un número considerable

1819.

El gobernador Dupuy es el único responsable de este hecho.

López con esos experimentados jefes realistas, el Dr. Monteagudo, jurisconsulto habilísimo, habria, cuando ménos, llenado las fórmulas por medio de un consejo de guerra, ejecutándolos legalmente. Esta consideracion nos induce á creer que la responsabilidad de ese acto extremo cae exclusivamente sobre el impetuoso gobernador de San Luis.

Documentos oficiales.

Vamos á reproducir á continuacion los documentos oficiales que explican las causas que lo provocaron; el lector inteligente no podrá dejar de lamentar con nosotros ese exceso de celo por parte de las autoridades de la provincia de Cuyo, no obstante

de personas, cuya existencia les era demasiado embarazosa. Un brigadier, tres coroneles, dos tenientes coroneles, nueve capitanes, cinco tenientes, siete alféreces, un intendente de ejército, un empleado civil, un sarjento, un soldado y diez paisanos, fueron las víctimas sacrificadas por el execrable monstruo que mandaba en San Luis.

» Otros dos ilustres prisioneros debieron su salvacion en este aciago dia al respeto que inspiraban sus venerables canas y á la calma con que sufrieron su riguroso destino, sin haberse atrevido jamas á dar un paso que pudiera inspirar á los rebeldes la menor desconfianza. Fueron aquellos el antiguo presidente de Chile D. Francisco Marco del Pont y el brigadier D. Ramon Bernedo : el primero, sin embargo, murió de tristeza en este mismo año en Lujan, adonde habia logrado ser trasladado por empeño de sus parientes que tenian bastante influjo en la capital de Buenos Aires ; el segundo habia sido encerrado en un calabozo la víspera de dicha degollacion ; y esta providencia, al parecer violenta y tiránica, le libertó de ser contado en el número de las víctimas. El pueblo desenfrenado no pudo penetrar en aquel horrible recinto para cebarse en su sangre ; pero como estuvo abandonado por el espacio de cuatro ó cinco dias, cuando el segundo de Dupuy en el mando, un tal Becerra, pasó á sacarle de él, le halló próximo á morir de inanicion ; y aunque se pudo volverle á la vida por entónces, sus padecimientos y miserias, sin embargo, alteraron visiblemente su salud ; afectada asimismo la parte moral al pensar la triste suerte que temia hubiera podido caber á su familia que habia dejado en Lima, perdió enteramente el juicio, y para su curacion fué enviado al hospital de Mendoza, en donde permaneció hasta mediados de 1822.

» Habiendo dicha su familia obtenido del gobierno de Chile el permiso de embarcarle para la Península, logró ver este desgraciado su país natal ; pero en el mismo estado de incapacidad mental y con sus piernas cubiertas de úlceras, á cuyos males rindió su alma á los veinte dias de permanencia en la corte. ¡ Cuántas desgracias ocasionadas por tan terrible lucha ! ¡ Cuántos beneméritos realistas sacrificados al bárbaro furor de los autores de la injusta

las graves consideraciones que hemos apuntado y que hacian en extremo crítica la situacion política del país. 1819.

Oficio del gobernador de la provincia de Cuyo.

D. Toribio Luzuriaga, gobernador intendente de la provincia de Cuyo, dió cuenta del suceso al supremo director del Estado, acompañando los documentos oficiales con el siguiente oficio :

« Excmo. Señor : Las copias que tengo el honor de acompañar á Vuestra Excelencia le darán una idea de la perfidia de los jefes y oficiales prisioneros existentes en San Luis, los cuales expiaron con la vida el atentado y crímen que cometieron : en el dia hay el mejor órden y tranquilidad en aquel pueblo, como tambien en los demas de esta provincia. Lo pongo en el supremo conocimiento de Vuestra Excelencia para los fines que convengan. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Mendoza, 12 de febrero de 1819.— Excmo. Señor.— TORIBIO DE LUZURIAGA. — Excmo. Señor supremo director del Estado. »

rebelion americana ! La noticia del horroroso atentado de la Punta de San Luis llenó del mas vivo furor é irritacion á todos los realistas, y aun á aquellos independientes cuyos corazones no estaban empedernidos en el crímen. Todos los cuerpos militares del Perú hicieron las mas enérgicas representaciones al virey para que se vengasen los manes de aquellos protomártires de la fidelidad y del honor. Si su odio á los insurgentes hubiera sido susceptible de aumento , habria rebosado indudablemente en esta ocasion todas las medidas de su sufrimiento ; pero en medio de furiosa indignacion, que cual chispa eléctrica se comunicó por todas partes , se vieron repetidos ejemplos de nobleza y generosidad, y ninguno de cobardía ó de baja venganza.

» Habia en aquella época varios depósitos de prisioneros insurgentes, sobre los que el derecho de retaliacion autorizaba á consumar iguales atentados ; mas todos ellos fueron respetados en medio del volcan que ardia en los pechos de aquellos valientes.

» Deseaban todos que les hubiera sido posible cruzar con el pensamiento los largos espacios que los separaban de los cobardes asesinos para vengar en su alevosa sangre un crímen tan horrendo ; mas la consideracion de conservar aquellos dominios, que estaban confiados á los esfuerzos de su brazo, sofocó por entónces su justo furor, hasta que cumpliendo con tan sagrado deber pudiesen dar un libre desahogo á sus nobles sentimientos. Los verémos pues en los años sucesivos cubrirse de gloria y desagraviar con sus ilustres victorias la memoria de sus ultrajados compañeros de armas, á pesar de haber sufrido al principio terribles contrastes que sirvieron para poner á toda prueba su constancia y bizarría. (TORRENTE, *Historia de la Revolucion hispano-americana*, t. II, pág. 511.)

1819. *El teniente gobernador de la ciudad de San Luis al gobernador de la provincia.*

Oficio del teniente gobernador de San Luis.

Tentativa contra el gobernador.

La ciudad de San Luis acaba de dar un nuevo ejemplo de heroismo y fidelidad, y los Españoles europeos de presentar una escena de horror, de ingratitud y de barbarie. Hace dos horas que se presentaron en mi casa de visita el brigadier D. José Ordóñez, el coronel D. Joaquin Primo de Rivera, el coronel D. Antonio Morgado, el teniente coronel D. Lorenzo Morla, el capitan D. Gregorio Carretero, y el teniente D. Juan Burguillo, y despues de las expresiones de etiqueta se pusieron en pié, y tomando la palabra Carretero me dijo : *Só pícaro, estos son los momentos en que debe espirar V.; toda la América está perdida, y de esta no se escapa V.;* y en el momento cargaron sobre mí con puñales el mismo Carretero, Burguillo y Primo, disponiéndose los demas á lo mismo. Entónces volviendo hácia atras gané un estrado desde el cual le dí un puñetazo á Morgado, que cayó en tierra; pero inmediatamente cargaron todos sobre mí, y no pude evitar el venir al suelo, donde recibí algunas contusiones en la cara y diferentes partes del cuerpo en la brega para ponerme en pié, lo que al fin conseguí justamente en los momentos en que ya se dejaba oir el tiroteo y la resistencia del pueblo en los demas puntos que trataron de ocupar el resto de prisioneros.

La tropa y el pueblo toman las armas.

Debo observar á Vuestra Señoría que la circunstancia de que ellos se prometieron el triunfo, ha sido la que ha trastornado sus planes ; tal es la simultaneidad de accion, porque habiendo atacado el cuartel en el mismo momento que invadieron mi casa y la sitiaron, la tropa se alarmó, y el pueblo, como por una explosion eléctrica, se puso en armas, y observando que la puerta de mi casa estaba cerrada hicieron esfuerzos para abrirla, lo que hizo conocer á los que se hallaban conmigo que su plan habia abortado. Entónces, sobrecogidos del terror, empezaron á pedirme que les asegurase las vidas, y con el pretexto de aquietar al pueblo que se hallaba á la puerta, salí de mi habitacion, y cargaron rápidamente sobre ellos habiendo hecho la resisten-

cia que pudieron, y herido mortalmente Burguillo á mi secretario el capitan D. José Manuel Rivéros. 1819.

Dupuy hace degollar á los jefes que se hallaban en su casa.

Este fué el instante en que los deberes de mi autoridad se pusieron de acuerdo con la justa indignacion del pueblo. Yo los mandé degollar en el acto, y expiaron su crímen en mi presencia, y á la vista de un pueblo inocente y generoso donde no han recibido sino hospitalidad y beneficios : el coronel Morgado murió á mis manos ; y yo no tengo expresiones para ponderar á Vuestra Señoría la cobardía de seis asesinos que habiéndome tomado desprevenido y apoderado de mis armas, no me dejaban mas recurso que la firmeza y la justa confianza que tenia en la disposicion del pueblo y en las medidas que siempre he tenido tomadas para iguales casos. Yo no me he engañado en mis esperanzas : todo este vecindario sin excepcion ha obrado con la mayor energía y con tanta moderacion cuanta ha sido compatible con un atentado que amenazaba la vida de todos.

Resistencia de Barroeta y Aras.

Los que se hallaban presos en el cuartel combinados con los demas que vivian fuera experimentaron la misma suerte, sin embargo que en el primer momento de sorpresa se apoderaron de las armas; pero bien pronto las perdieron y murieron con ellas en la mano; entre estos se distinguió el intendente de ejército D. Miguel Barroeta y el teniente coronel Aras, pues aquel con sable en mano, y este con un fusil, defendieron su puesto hasta espirar. — Á mas de la sensible desgracia del capitan Rivéros, por nuestra parte no hemos tenido sino dos soldados mas heridos, y entre ellos mi asistente Ferreyra, que no da esperanzas de vida.

Sumario.

Sin demora organizaré un sumario para descubrir el resto de los cómplices y daré á Vuestra Señoría cuenta. La tranquilidad pública se ha restablecido con la misma prontitud que la interrumpieron estos malvados.

Tengo tomadas las providencias oportunas, y cada dia es mayor mi confianza en la opinion y sentimientos que distinguen á estos habitantes. — Acompaño á Vuestra Señoría la lista de los que han muerto en el combate con la tropa y el

1819. pueblo, y todos los que han sobrevivido quedan puestos en seguridad hasta las resultas de la investigacion que voy á hacer. — Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — San Luis, febrero 8, á las once de la mañana, de 1819. — VICENTE DUPUY. — Sr. gobernador intendente de la provincia de Cuyo.

Lista de los oficiales prisioneros muertos, con expresion de sus clases.

Lista de los oficiales prisioneros muertos.

Brigadier : D. José Ordóñez.

Coroneles : D. Antonio Morgado, D. Joaquin Primo de Rivera, D. José Berganza.

Tenientes coroneles : D. Lorenzo Morla, D. Matías Arras.

Capitanes : D. Gregorio Carretero, D. José María Butron, D. Ramon Cova, D. Dámaso Salvador, D. Francisco María González, D. Manuel Sierra.

Tenientes : D. Juan Burguillo, D. Juan Betbecé, D. Antonio Peinado.

Graduado de capitan : D. Jacinto Fontealba.

Tenientes : D. Sántos Elgueta, D. Antonio Romero.

Subtenientes : D. Juan Sea, D. Antonio Bidaurrisaga, D. Joaquin Sea, D. Juan Caballo, D. Manuel Balcacer, D. José María Riesco, D. Liborio Bendrel.

Intendente de ejército : D. Miguel Barroeta.

Oficial de la intendencia : D. Pedro Mesa.

San Luis, y febrero 8 de 1819.— DUPUY.

Acusacion no comprobada contra el general Alvear.

Poco despues de haber recibido el supremo director el oficio precedente, recibió otro directo del teniente gobernador de San Luis, y la *Gaceta ministerial* que los reproduce, afirma estar la autoridad nacional en posesion de documentos que revelan la combinacion que existia entre los jefes españoles y los caudillos que amagaban nuevamente el órden público. Con todo nosotros no podemos dejar de hacer una observacion que nos parece justa á la acusacion no comprobada que se hace al general Don Cárlos M. de Alvear, asociándolo á los conspiradores de quienes nos ocupamos, y aunque cometió errores que deben lamentarse por el gran nombre que le han conquistado los

eminentes servicios que hizo á la causa de la independencia de que hemos de ocuparnos oportunamente, debemos decir que no hemos encontrado testimonios de su connivencia con los jefes españoles detenidos en San Luis de que se le ha acusado en esa época con notable persistencia. 1819.

El general Alvear habia sufrido una persecucion que no podemos dejar de calificar de impolítica, por lo mismo que era personal. Despues de la revolucion que le habia derrocado del poder, se habia asilado en la corte del Brasil (1), donde permaneció algun tiempo, hasta que viendo que las puertas de la patria permanecian cerradas para él y sus amigos, miéntras que

Su alianza con los caudillos.

(1) La siguiente carta que desde Rio Janéiro escribió el 6 de setiembre de 1814 al Dr Chiclana, da una idea del estado en que se encontraba su ánimo; la reproducimos copiada tal cual está en el autógrafo que existe en nuestro poder, sin variar la ortografía:

« Amadísimo tio: Es la segunda que tengo escrito á V. desde mi llegada á esta siuda á donde an ocurído algunos casos graciosos, entre ellos el aberme venido ayer aqui con Bigode que a benido a tratar asuntos que no se con esta corte, y á traer el retrato del rei para la Infanta con la cual disen que se casa. Ya ve V. que diabolico conpromiso del cual que se yo como podre salir, y seguramente saldria mui mal, a no ser que la bonda y generosida deste principe que es seguramente el mejor y mas justo de todos los soberanos del mundo, en que conpromiso nos an puesto. Dios los perdone á los que an tenido la causa de nuestros daños, aseguro á V. que no les deseo mal de ninguno espesie sino que Dios los ylumine para aser felises desa ermosa parte del mundo.

» Despedicion despaña no se dice nada por aora y probablemente no saldra de Cadiz asta febrero ó marzo del año en trante, pues abiendo salido mal Napoleon, debera segun mi opinion estar ya concluida la guerra de Fransia y libre la España desa gran atension podra acudir con fuerte fuerzos.

» Benegos el que hestubo en Mejico ba á Lima a relebar á Abascol, y a *buen seguro que heste se sublebe por eso* antes al contrario entregara el mando y de ya pa dora las grasias. En el ultimo correo sabremos que hes de la Fransia y si Luis 18 buelve al trono, yo soi desta opinion.

» *Bigode a benido premiado con el grado de teniente general gran cruz y una comision onorifica esto por aber perdido á Montevideo, y yo que tome la plasa desterrado confiscados mis bienes y proclamado como un ladron y asesino, conpare V. y piense lo que se debe sacar desa conparasion.*

» Considero a V. no mui contento con su suerte pero es preciso pasiensia, y en la situasion de V. ubiera sido morir sibilmente si V. ubiera sido espatriado fuera de las provinsias á paises estrangeros, pues asi mal ó bien está

1819. se abrian para otros de los proscritos, entró en los planes revolucionarios que se desarrollaron en Montevideo, con el tácito consentimiento del jefe portugues de aquella plaza; pero eso no prueba que estuviese unido al plan de conspiracion de los jefes españoles de San Luis, como lo manifiesta el teniente gobernador Dupuy en el siguiente oficio dirigido al director supremo :

« Excmo. Sr.: Por el adjunto parte que dirigí el 8 del presente al gobernador intendente de esta provincia, y remito en copia á mano de V. E., se impondrá de la horrorosa conspiracion que intentaron realizar en esta ciudad los oficiales prisioneros de guerra, y demas enemigos de la causa del país. El proceso se halla á punto de concluirse, y cada vez mas se descubre la atrocidad de estos malvados, por los pocos cómplices que les han sobrevivido, salvando del furor de un pueblo irritado, solo en fuerza de su subordinacion y respeto á las autoridades. Apénas se concluya, tendré la honra de remitirlo á V. E. con una parte circunstanciado, que hasta este momento no ha sido posible dar. La tranquilidad pública no ha vuelto á interrumpirse, y tengo tomadas todas las providencias que exigen las circunstancias.

Plan de los conjurados.

» Por ahora solo creo de necesidad informar á V. E. que está plenamente probado que el plan de los conjurados era irse á unir con la montonera, en virtud de comunicaciones que decian haber recibido de D. José Miguel Carrera y D. Cárlos Alvear : estas no se han encontrado, y aun no hay razones bastantes para darlas por ciertas; pero es indudable que su proyecto era irse á unir con los montoneros. Dios guarde á V. E. muchos años. San Luis y febrero 11 de 1819. — Excmo. Sr. — VICENTE DUPUY. — Excmo. director supremo de las Provincias Unidas de Sud-América. »

V. mas serca de sus yjos y muger á quienes dara V. mil memorias de mi parte y de la de Carmensita.

» Yo dije á V. en mi anterior que podia V. escribirme bajo cubierta de Larramendi y dando ai las cartas al gun yngles de V. como siempre. — C. ALVEAR. »

El mismo Dupuy decia, en carta que escribió al editor de la *Gaceta*, con fecha 15 de febrero, estas significativas palabras : 1819.

« Por el parte que conduce Escalada al supremo director, te impondrás de la pelotera que hemos tenido aquí con el godaje y oficiales prisioneros de guerra : mas la han pagado bien. — ¡ Qué pícaros habian sido el *Carretero, Primo*, *y Burguíllos!* los destinados á asesinarme. Ellos al fin han concluido degollados, y por mis manos el bribon de Morgado. Hoy hace ocho dias del suceso y ya está concluido el proceso, descubierto plenamente el proyecto y fusilados todos los cómplices. »

Conclusion del proceso.

El 15 de febrero dirigió el teniente gobernador Dupuy la siguiente proclama al pueblo de San Luis :

Proclama de Dupuy al pueblo de San Luis.

« Habitantes de esta ciudad : el rayo de la justicia acaba de exterminar á los malvados que se salvaron de vuestra indignacion en la hora que conspiraron contra el órden. Hoy hace ocho dias que los padres estuvieron expuestos á llorar la suerte de sus hijos, los maridos á ver violentadas sus esposas, los magistrados á perder la autoridad y la vida, los propietarios sus fortunas, y todos á ser envueltos en sangre, lágrimas y desolacion. Esta es la tercera vez que os habeis visto en conflictos de esta clase, desde que tengo la honra de ser vuestro jefe : en todas habéis mostrado un heroismo que honraria á los pueblos mas grandes é ilustrados ; en todas habéis acreditado que cuanto es mayor el peligro, es mayor vuestro coraje, y que la indignacion misma es incapaz de perturbar vuestro amor al órden. Gloriáos de pertenecer á la ciudad de San Luis, como yo me glorío de mandarla. Yo os felicito con toda la efusion y fuerza de mis sentimientos, porque sois Puntanos, porque sois bravos y virtuosos, y porque habéis triunfado de esas fieras, á quienes cada uno de vosotros ha tratado con la mayor hospitalidad, siguiendo el ejemplo generoso del gobierno y la propension del carácter americano.

Felicitaciones del gobernador.

» Recibid igualmente las felicitaciones del señor gobernador de la provincia, y del señor teniente gobernador de San Juan, de las municipalidades de ambos pueblos y de todos sus habitantes, que por el órgano de aquellos me encargan con el mas

1819. vivo encarecimiento os dé la enhorabuena por el triunfo que habéis obtenido y por la moderacion con que os habéis conducido. ¡Puntanos : mis caros compatriotas! vuestro destino es tener siempre una parte activa en la destruccion de los enemigos de la América. Unas veces exponiendo vuestros pechos al lado de los bravos del Sud como en Chacabuco y Maípo, y otras exterminando los perversos que en esta misma ciudad han intentado rasgar vuestro seno en recompensa de vuestra sencillez y generosidad. Pero ya no existen los inicuos profanadores de este suelo : la sangre de que quedó teñida la casa de vuestro jefe y el cuartel que asaltaron ha expiado su crímen, y los cadalsos que tenéis á la vista han consumado la obra de la justicia. Basta de generosidad con los Españoles : ellos deshonran la especie humana, y no son mas dignos de consideracion que las fieras que habitan en los bosques. ¡Puntanos! acordáos que hoy hace 15 dias que os hablé en un lenguaje semejante, como si la Providencia, que vela sobre vosotros, me hubiese hecho prever lo que debia suceder una semana despues. ¡Padres de familia! id á vuestras casas desde aquí, reunid vuestras familias y exhortadlas á que detesten el nombre español : dejad todos en herencia á vuestra posteridad la abominacion de esos monstruos. De este modo consolidarémos nuestra independencia, y todos gozaréis sin zozobra de vuestras fortunas, de vuestras esposas, de vuestros tiernos hijos, y de las dulces relaciones que unen á los individuos de cada familia, y á todas las familias entre sí.

Basta de generosidad con los Españoles.

Misa de gracias.

» Pero un beneficio tan marcado del Ser Supremo exige se le tributen homenajes dignos de la religiosidad de vuestros corazones. El dia de mañana nos reunirémos todos en la iglesia matriz, á las diez de ella, á la misa de gracias que debe celebrarse y á que deberán concurrir todos sin excepcion. Igualmente mando que en la noche de este dia y en la de mañana se iluminen todas las calles, y que cada uno contribuya á celebrar la memorable victoria que ganó la ciudad de San Luis el 8 del corriente. Magistrados, oficiales militares, soldados, habitantes de esta ciudad, todos habéis cumplido vuestros deberes,

y esta persuasion en que debéis estar es la mejor recompensa de vuestro zelo, y la mayor satisfaccion para vuestro jefe. — San Luis, 15 de febrero de 1819. — VICENTE DUPUY. » 1819.

El 21 de febrero recibió el supremo director el siguiente parte circunstanciado, redactado con testimonios de los autos obrados, sobre la conjuracion de los prisioneros españoles, remitido al gobernador intendente de la provincia, y fué publicado con comentarios por la *Gaceta oficial*, de donde le hemos tomado :

Oficio al supremo director.

« La conspiracion del 8 del presente es un acontecimiento cuya memoria debe trazar en lo sucesivo la política del país con respecto á los prisioneros españoles, sea cual fuese su clase ó graduacion. Si las órdenes de Vuestra Señoría sobre el trato que debian estos recibir, al ménos hubiesen tenido por objeto una justa retaliacion de nuestra parte, podria decirse que los prisioneros españoles tenian la misma razon para exasperarse, que la que tienen nuestros valientes en los calabozos de Lima, donde son tratados como facinerosos públicos. Pero ni las máximas del gobierno supremo, ni la fuerza invencible del carácter americano, han permitido hasta hoy que los vencidos por las armas de la patria experimenten la ley de la reciprocidad, que es la mas sagrada en el código de la guerra. Cualquiera que no conozca á fondo el carácter de la nacion española creeria que esta diferencia, despues de justificar la moderacion de nuestros sentimientos, era capaz de excitar alguna idea de gratitud en los prisioneros españoles; pero á las muchas pruebas que hay de lo contrario, debe añadirse la que acaban de dar en esta ciudad, y que para algunos sería increible, si un pueblo entero no hubiese sido testigo de ella (1).

La pena del talion.

(1) Los enemigos de la América querrán persuadir, para desacreditar nuestra causa, que el suceso de San Luis ha sido un efecto de siniestras maniobras por parte del teniente gobernador Dupuy, y quizá se extiendan á que por parte de otra autoridad superior. Pero el hecho tiene por testigos, como dice el parte, á todo un pueblo : el hecho es ruidoso, y tal por su naturaleza que está al alcance de todos desde el grande al pequeño, por ménos curioso é interesado que sea en los sucesos públicos : el hecho no ha po-

1819.

Número considerable de prisioneros

» La batalla de Maípo aumentó considerablemente el número de prisioneros destinados provisionalmente á este depósito, y entre ellos vinieron los jefes de mayor graduacion que tenia el ejército real : el nuevo estado político de estas provincias despues de aquella victoria, la calidad de valientes que acreditaron los vencidos en los llanos de Maípo, la generosidad que distingue al general San Martin, y la opinion de que los prisioneros del 5 de abril eran acreedores por sus cualidades personales á mayor consideracion que los que ántes habian tenido igual suerte en Chile, en el Perú y en Montevideo, hicieron que este gobierno los tratase con doble humanidad que á los demas. El brigadier D. José Ordóñez fué alojado con toda la comodidad que permite este pueblo, y así los otros jefes y oficiales : el comandante D. Lorenzo Morla ha vivido en mi casa hasta el fin, y siento que las circunstancias me obliguen á decir los beneficios que le he hecho : mi mesa, ropa y dinero han estado siempre á su disposicion. Á pesar de las escaseces de esta casa, nunca les ha faltado lo preciso para su subsistencia ; y alguna suma cuesta al Estado el esmero con que han sido asistidos en los casos de enfermedad. Por lo que hace á estos habitantes, basta decir que su hospitalidad arrancaba continuos elogios de los mismos prisioneros, y que la correspondencia que se les ha encontrado á estos, no respira sino alabanzas del buen trato que recibian indistintamente de todos (1).

Humanidad con que se les trató.

dido esconderse en las tinieblas de la noche, pues ha sido practicado en una hora que el sol alumbraba á los criminales, al crímen y á los que lo han vengado. El pueblo de San Luis no está situado en un rincon de nuestras provincias, sino en el tránsito harto frecuentado de Chile á esta capital : cuantos hagan esta carrera serán otros tantos testigos del hecho, que confundan en su ciego despecho á los que osen calumniarnos. La negativa, esta arma ruin de los culpables, no podrá ménos de convertirse en este caso contra los mismos que la emplean. (*Gaceta ministerial* del 10 de marzo de 1819.)

(1) El editor en su reciente tránsito por el pueblo de San Luis ha sido testigo de la suma distincion con que eran tratados los prisioneros por el vecindario y por su jefe ; mil veces los he oido admirar el buen trato que se les dispensaba : ¿ sería que deseaban ponerse en aptitud de retribuirlo á sus bienhechores? (*Gaceta ministerial* del 10 de marzo de 1819.)

» Tal era la franqueza y liberalidad con que eran tratados los prisioneros hasta principios de este mes, en que mandé publicar un bando, que limitaba los abusos que hacian de la libertad que gozaban, sin que por esto su condicion empeorase en lo demas. Prohibí que saliesen de noche, y que visitasen las casas de familia, porque supe que insensiblemente extraviaban la opinion, disponiéndola en favor suyo (1) : el resultado ha hecho ver que mis presentimientos seguian la marcha de los peligros, y que cuando yo tomaba medidas de precaucion, ellos ya afilaban los puñales para asesinarme. 1819.

» El 8 del presente entre 8 á 9 de la mañana, se me avisó por la ordenanza de mi casa, que los oficiales prisioneros pedian permiso para entrar : mandé que pasasen adelante, pero extrañé la visita por lo intempestivo de la hora, y porque el dia anterior, que fué domingo, habian estado en mi casa, segun la costumbre que tenian : yo me hallaba con el médico cofinado José María Gómez y mi secretario el capitan D. José Manuel Ribéros : los primeros que entraron fueron el coronel D. Antonio Morgado, el teniente coronel D. Lorenzo Morla, y el capitan D. Gregorio Carretero : este último tomó el asiento inmediato á mi izquierda, y despues de las expresiones mas refinadas de afecto, arrancó un puñal del seno y me dirigió un golpe, que pude evitar levantando con violencia el brazo izquierdo, en términos que le hice arrojar el puñal : al descargar el golpe me dijo Carretero : *Só picaro, estos son los momentos en que debe V. espirar : toda la América está perdida, y de esta no se escapa V.* : yo no tuve mas recurso que subir á un estrádo que se hallaba

Visita de los prisioneros.

Tentativa de asesinato.

(1) El espíritu público ha criado hondas raíces en el corazon de todos los Americanos, y si es prudente no exponerlo inútilmente á pruebas de suyo peligrosas, la necesidad en que nos hemos visto de conservar en el seno de los pueblos mas sencillos á estos agentes astutos del antiguo despotismo, recomienda la firmeza de los que han sabido resistir á sus seducciones tanto mas temibles, cuanto que para insinuarse tenian la ventaja de ser compadecidos. ¡ Qué vano empeño, qué ilusas esperanzas las que pueden concebirse de hacernos mudar de resolucion ! (*Gaceta ministerial* del 10 de marzo de 1819.)

1819. á mi espalda, y desde allí rechazé al coronel Morgado, que arremetió contra mí despues de Carretero : en el momento entraron el brigadier Ordóñez, el coronel Primo y el teniente D. Juan Burguillo, que se habian quedado á la puerta para asegurar á mi ordenanza, á quien traian amarrado y le hicieron tender de bruces en mi habitacion. Entretanto el médico Gómez habia salido ya precipitadamente á la calle dando voces, y al tratar de lo mismo mi secretario Ribéros, fué herido gravemente en la espalda por el teniente Burguillo : yo quedé solo en el conflicto con los seis asesinos que cargaban contra mí alternativamente, hasta que caí en tierra y recibí varias contusiones (1). Despues de una brega de que solo pudo salvarme el mismo terror pánico de los asesinos, estos empezaron á temblar al oir la vocería del pueblo, que rodeaba mi casa, y no pudiendo entrar por la puerta que habian cerrado los conjurados, se disponian á saltar por encima de las paredes. Entónces unos me pedian municiones, y otros me rogaban que les asegurase la vida : yo les dije que me dejasen salir á aquietar el pueblo, y que para ello me restituyesen uno de mis sables, de que se habia apoderado Morla, quien por haber vivido conmigo, sabia muy bien dónde tenia todas mis armas.

El pueblo rodea la casa.

» Al fin consintieron en que saliese al patio, y corrí á abrir la puerta de la calle. Se agolpó el pueblo, y cargó lleno de furor sobre los conjurados, que ni aun tuvieron tiempo para sentir los remordimientos de su conciencia, ó el pesar de no haber

(1) El parte no explica bien cómo solo fueron contusiones las que debieron ser heridas ; pero es de inferir que la resolucion de asesinar al teniente gobernador, bastante indicada por la accion de Carretero, quedó posteriormente indecisa por la alarma que simultáneamente observaron los conjurados se habia hecho en el pueblo. El temor hizo disminuir los conatos del crímen, y el hecho solo de implorar la vida prueba bien que alegaban como mérito el no haberlo consumado. Pedian que se les perdonase lo que ellos habian perdonado. Así se explica la indecision en el asesinato : y los actos posteriores á esta misma indecision, aunque violentos (pues dieron en tierra con el jefe), no eran mas que una tregua que se tomaban, esperando el resultado de las alarmas causadas en el vecindario. (*Gaceta ministerial* del 10 de marzo de 1819.)

consumado su crímen. El coronel Primo en su despecho se mató con mi propia carabina, y yo vengué por mis manos los asesinatos que cometió en Chile el de la misma clase Morgado (1). 1819.

» Así concluyó el ataque que hicieron los conjurados á mi casa; voy ahora á detallar á Vuestra Señoría las circunstancias del que realizaron en el cuartel, el que sucedió simultáneamente, y por haberse decidido con un poco mas de anticipacion, aceleró el conflicto en que me hallaba. Pero ántes es oportuno indicar el plan general de ataque combinado por los conjurados, segun resulta del proceso.

D. Dámaso Salvador.

» El 7 por la noche pasó al cuartel el capitan D. Dámaso Salvador, comisionado por los jefes del complot, y convidó á todos los oficiales prisioneros que se hallaban allí para que en la madrugada del dia 8 fuesen á casa del capitan Carretero *á matar los bichos de la huerta*. Ántes de las 7 de la mañana se reunieron en ella, y sin demora los llevó Carretero á una era de la huerta, adonde les dijo « que la matanza de bichos se habia reducido á » que ántes de 2 horas iban á conseguir su libertad; que tenia » tomadas todas las medidas, y que á las 24 horas evacuarian

Complicidad de Carrera y Alvear.

(1) Nuestros enemigos, y aun algunos que no parecen serlo, encuentran poca lenidad en la ejecucion de unos hombres que ya estaban rendidos : así se discurre á sangre fria, pasados los riesgos y sin haberlos corrido. Considérese : 1º Que San Luis es un pueblo tan indefenso que solamente por un efecto de entusiasmo heróico puede hacer frente á un ataque tan violento de hombres tan resueltos, expertos en la guerra, y que tenian ademas tan combinado su plan. ¿ Quién podia prever los resultados de dejar á los cabos de la conjuracion con vida ? ¿Quién los podia prever en aquellos instantes? ¿ Qué otro medio podia adoptarse para suplir la falta del poder ? 2º El simple proyecto de evasion no habria acarreado á los prisioneros el rigor con que han sido tratados : los asesinatos que iban á cometer si no hubiesen sido reprimidos, este es su crímen : cualquiera otro escarmiento no haria sino animarles para plantear su proyecto con mas seguridad, y la clemencia debe empezar por nosotros mismos. Debe economizarse la sangre, no debe hacerse un placer de derramarla : estamos en estos principios, y los hemos practicado como no hay ejemplo en las revoluciones del mundo. ¿ Se cree que no se ha obrado así en San Luis ? Esto va en el modo de ver. (*Gaceta ministerial* del 10 de marzo de 1819.)

1819. » esta ciudad dirigiéndose á la montonera, donde estaban sus » hermanos Carrera y Alvear, de quienes habia recibido correspondencia, en que le aseguraban que los recibirian con los » brazos abiertos; y que contaba en fin con los 53 montoneros » que se hallaban presos en la cárcel, para que les sirviesen de » baqueanos (1). »

Los conjurados se dividen en tres partidas.

» Inmediatamente nombró tres partidas con sus respectivos comandantes : una para que se asaltase el cuartel, á las órdenes del teniente coronel graduado D. Matías Aras, y el capitan D. Felipe La Madrid ; otra para la cárcel, á las de los capitanes Butron y Salvador, y la tercera para que se apoderase de la persona de D. Bernardo Monteagudo, al mando del teniente D. Juan Burguillo, que se infiere fué subrogado por otro, respecto á haber sido uno de los que me atacaron. Hecha esta distribucion, les presentó Carretero un número de puñales que tenia dispuesto para que se armasen todos, y entre otras cosas añadió, *que corria por su cuenta mi persona,* siendo muy de notar que el comandante Morla, que fué destinado al cuartel, pidió que se le nombrase para venir á mi casa : este es el oficial á quien yo habia colmado mas de beneficios.

Ataque del cuartel.

» Como á las 8 de la mañana salieron los conjurados á ejecu-

(1) El editor ha dicho que conserva documentos para probar la conexion que el movimiento de los prisioneros de San Luis tenia con el complot de Montevideo, y que los reserva para el caso oportuno : lo repite ahora sin obligarse por esto á su publicacion sino cuando crea convenir á los intereses del país : tratándose de los intereses personales del editor, ¿qué cosa le podia convenir ménos que hacerse enemigos tan enconados cuales los ha tenido jamas? ¿Habrá algun placer en buscarles? Confieso públicamente que escribo con repugnancia cuando es preciso atacar personas, acusarlas y convencerlas de sus extravíos; metan la mano en su pecho cuantos excusan comprometerse en estas materias : esto mismo debe dar algun valor á mis asertos y probar que solo el zelo público, y el cumplimiento de mis deberes como editor, me mueven á arrostrar los inconvenientes de esta clase de escritos. Digo pues que las correspondencias á que se referia Carretero deben ser efectivas, y que no se necesitaba que Carretero lo dijese para creerlo así en fuerza de los antecedentes que podemos justificar con documentos : el dicho de Carretero es una confirmacion, ó un nuevo comprobante cuando mas. (*Periódico citado.*)

tar su plan, la partida destinada al cuartel se presentó con intrepidez : sorprendieron la centinela y se apoderaron del cuerpo de guardia : la tropa del piquete se puso en defensa, la voz de alarma se difundió por todo el pueblo, y con una rapidez proporcionada al peligro, los conspiradores se vieron atacados por el pueblo y la tropa, y murieron con las armas en la mano. El intendente D. Miguel Barroeta y el capitan La Madrid se distinguieron en esta agresion ; y me es en extremo sensible decir á Vuestra Señoría que en ella fueron gravemente heridos el cabo Juan Sosa, y los soldados Cornelio Escudero y José Benito Ferreyra : este último falleció al dia siguiente, y la patria ha perdido en él un bravo. La derrota del cuartel previno la ejecucion á que fueron destinadas las otras partidas, que puestas en dispersion fueron sacrificadas á la cólera del pueblo. 1819.

» Apénas ví que cesó el peligro que amenazaba la seguridad pública, mandé que todos los prisioneros y confinados por enemigos de la causa que hubiesen sobrevivido, fuesen puestos en seguridad, con el fin de descubrir el orígen, progresos y trascendencia de esta maquinacion. Sin demora comisioné á D. Bernardo Monteagudo para que organizase el sumario : á los 4 dias me dió cuenta de hallarse concluido, y con su dictámen he mandado pasar por las armas á los capitanes D. Francisco María González, D. Manuel Sierra, y el graduado D. Antonio Arriola; á los subtenientes D. José María Riesco, D. Antonio Vidaurrazaga y D. Juan Caballo ; al soldado Francisco Moya, y al cocinero José Pérez, haciendo respecto de los demas las declaraciones que aparecen del dictámen definitivo y sentencia referente á él. El sumario.

» Dejo á la consideracion de Vuestra Señoría el graduar los horrores que habria sufrido este pueblo, si la providencia del Eterno no nos hubiese salvado del furor de asesinos españoles : aunque estos no hubiesen consumado su intento, como es indudable, la ciudad de San Luis habria quedado profanada por la inmoralidad de estos monstruos, y la sangre de todos ellos no habria bastado para indemnizarnos de los ultrajes que habria recibido el sexo, ni de los ciudadanos que hubiesen tenido la

1819. desgracia de perecer á sus manos; toda la provincia de Cuyo habria sentido las consecuencias de esta castástrofe, y hoy estaria nuestro corazon dividido entre el sentimiento de la calamidad pública y el horror estéril de la ingratitud española.

Mérito y valor de la tropa patriota.

» Por último yo quisiera tener expresiones bastante fuertes para recomendar á Vuestra Señoría el mérito y valor con que se han conducido los individuos de esta honorable municipalidad, los Sres. oficiales y tropas así de milicias como del piquete, y en fin todos los habitantes de San Luis: desde el alcalde de 1er voto hasta el último ciudadano, todos se presentaron en la hora del peligro con las armas que les proporcionó la indignacion: á este concurso y predisposicion general se debe la rapidez del triunfo y la inalterable conservacion del órden. La jornada del 8 de febrero hará ver en adelante á los Españoles, que ni en los campos de batalla, ni en medio de los pueblos desarmados, pueden prometerse otro resultado de su perfidia ó de su fuerza, que bañar con su sangre la tierra que han ofendido por tres siglos.

» Acompaño á Vuestra Señoría el proceso en testimonio, y la lista circunstanciada de los muertos.

» Dios guarde á Vuestra Señoría muchos años. — San Luis y febrero 20 de 1819. — VICENTE DUPUY. — Sr. coronel mayor y gobernador de esta provincia D. Toribio Luzuriaga. »

Cargo infundado hecho al general Alvear.

En nuestra opinion, lo repetimos, solo un espíritu de partido muy pronunciado es el que ha autorizado el cargo de traicion con que se ha tratado de mancillar el nombre del general Alvear. Del estudio que hemos hecho de todos los documentos publicados en esa época, no resulta un solo testimonio que autorice la acusacion. El mismo Torrente, tan vehemente y apasionado como es al narrar la revolucion americana, no le incluye entre los jefes americanos complicados en el movimiento de San Luis, que debia ejecutarse simultáneamente en las provincias en que dominaban los funestos caudillos de esa época de prueba para los defensores de las instituciones patrias. En efecto, Torrente, al referir los sucesos del 8 de febrero, dice estas textuales palabras:

Juicio de Torrente.

« Quedaba reservada tan solo la ejecucion del atroz proyecto para los infelices de la Punta de San Luis. Parece *innegable que los prisioneros hubiesen formado el plan de recobrar su libertad*, pero sin cometer la menor extorsion ni mas actos violentos que los meramente precisos para *pasar á incorporarse con las partidas de Carrera y Artígas*, que vagaban por aquellas cercanías, y que les habian prometido todo su apoyo para trasladarlos al Brasil, en el caso de que no quisieran tomar partido con ellos para hostilizar al gobierno central de Buenos Aires. Hubo entre los mismos realistas un aborto de la villanía y crueldad que informaba al gobernador insurgente don Vicente Dupuy de todas las medidas que se habian tomado para llevar á cabo aquella arrojada empresa (1). »

1819.

Apertura del soberano congreso.

El 25 de febrero tuvo lugar la apertura de las sesiones del soberano congreso, á cuya solemnidad asistió el supremo director del Estado, brigadier D. Juan Martin de Pueyrredon, y pronunció el siguiente discurso :

Discurso del general Pueyrredon.

« Soberano Señor : Lleno hoy con satisfaccion mi deber, felicitando á Vuestra Soberanía en la apertura de sus sesiones. Los amigos del país esperan de ellas el término de las vacilaciones en que fluctúa el Estado ; y sus enemigos temen el dia de ver afirmado para siempre el órden interior y el imperio de la ley ; y trabajan con el teson que inspira la desesperacion por alejarlo, ó porque no amanezca jamas.

» Son públicos, y son constantes á Vuestra Soberanía los varios medios de que se valen para destruir nuestra paz y nuestra libertad. Seducciones, engaños, conspiraciones contra las vidas de las primeras autoridades, libelos para infamar su reputacion, pasquines los mas inmundos son las armas que diariamente emplean para alterar la armonía en que reposan las Provincias Unidas. Es amargo al corazon ménos sensible tener que emplear la proscripcion y el destierro con la frecuencia que lo piden los delitos de perturbacion : aun mas, Soberano Señor, es contra el crédito del Estado ver á la autoridad siem-

(1) *Historia de la Revolucion hispano-americana*, tomo II, pág. 511.

1819. pre armada, y siempre castigando á los turbulentos. Situacion tan violenta, ó cansa á los pueblos que la ven, ó desalienta á la autoridad que ejecuta. Es pues de primera y de la mas urgente necesidad buscar un remedio que aniquile eficazmente el gérmen de los males que se observan. No hay otro, Señor, que la conclusion de la constitucion, que ocupa las tareas de Vuestra Soberanía, y que tiene á los pueblos en una ansiosa expectacion.

Remedio para aniquilar los males.

» Constituida la autoridad, y fija la ley para los que mandan y para los que obedecen, se verá destruido ese espíritu de aspiracion, que ha hecho tantas veces los conflictos del Estado; tendrá en una regla segura todo el nervio y fortaleza que requiere el poder ejecutivo; y se verá desembarazado de tantas asechanzas que lo perturban con forzoso perjuicio de la atencion que demandan los grandes intereses á su cargo.

» Sabe ademas Vuestra Soberanía en qué turbaciones encontré al país cuando recibí el honor del lugar supremo. Obraron por algun tiempo muy saludables efectos los medios de conciliacion, olvido y beneficencia. Renació el órden, y por todas partes se vieron sus ventajas. Pronto se cansaron algunos genios inquietos, y me fué preciso reprimirlos. Se repitieron los intentos, y me ví obligado á repetir tambien el uso de la autoridad. No han cesado desde aquel tiempo de aparecer agentes del desórden; ni yo he podido dejar de perseguirlos y separarlos como un primer deber de mi ministerio.

Los genios inquietos.

» Una sucesion de actos tan dolorosos me ha hecho el objeto de enemistades, de odios y de venganzas de hombres que en otra situacion podrian ser útiles á la causa de nuestra libertad. Tambien esto, Señor, pide un remedio y pronto. Yo podia presentarlo en este mismo acto á Vuestra Soberanía, pidiéndole mi separacion del directorio; pero no lo creo conciliable con el crédito exterior y aun interior del Estado. La constitucion, Señor, es quien dará ese remedio natural, sin violencia y eficaz. Otro hombre, sin los compromisos personales que yo, neutralizará esas pasiones encendidas con provecho de la causa comun; y con el código de la ley en la mano refrenará y cas-

tigará los males (si aparecen), sin que se equivoquen su justicia con su malignidad, su rectitud con su personalidad. Por otra parte, nuestros implacables enemigos los Españoles preparan en Cádiz con eficaz diligencia una fuerte expedicion para sojuzgarnos. 1819. La expedicion de Cádiz.

» El alma me dice que somos invencibles; pero es preciso prepararnos de un modo no comun, y que aumente nuestra gloriosa opinion; pero es preciso tomar medidas al tamaño del peligro. El Estado debe tomar hoy una actitud mas guerrera; y para ello necesita á su cabeza un jefe mas formado en las campañas, y que reuna mas conocimientos militares que los que yo he tenido ocasion de adquirir. Hablo, Señor, con la ingenuidad que me manda el sagrado interes de nuestra salvacion. Al darnos Vuestra Soberanía la constitucion, debe tambien darnos ese genio que pide nuestra situacion; y, como todo reclama la mayor prontitud, yo ruego á Vuestra Soberanía quiera redoblar sus tareas y su contraccion á este interesante objeto. Entónces completará Vuestra Soberanía los deseos y la gratitud de los pueblos de la Union, que por tantos títulos le es debida: y descendiendo yo entónces de este lugar de amarguras, haré ver á la nacion que es muy fácil obedecer, y muy difícil mandar. »

Hé aquí la contestacion que recibió del presidente del congreso: « Excmo. Señor: Desde que se instaló el augusto cuerpo que hoy tengo el honor de presidir, creyó de su primer deber dar al país una regla constante de administracion capaz de alejar el espíritu revolucionario, y dar al gobierno un carácter mas sólido y respetable; pero desgraciadamente en aquellos momentos reclamaban su atencion objetos mas urgentes. Las continuadas oscilaciones anteriores habian producido un desquicio general: era preciso poner remedio á mal tan grande; y despues de haber arreglado provisionalmente los diferentes ramos de la alta y baja administracion por medio de decretos y reglamentos oportunos, emprendió, há diez meses, la obra de la constitucion permanente. Contestacion. Desquicio general.

» Al conocer la importancia de su pronta publicacion, no lo

1819. ha detenido ni lo arduo de la empresa, ni la asiduidad del trabajo, ni la incomodidad de las estaciones : á la fecha está sancionada su mayor y principal parte : y tengo la satisfaccion de anunciar á Vuestra Excelencia que el resto se concluirá dentro de un mes. Yo cuento para ello con el laudable empeño que observo en los dignos miembros de esta corporacion. Muy pronto ciudadanos no ménos íntegros que ilustrados se constituirán en el lugar que hoy ellos ocupan; pondrán en planta la constitucion sancionada, y elevarán la nacion al rango que le es merecido. Miéntras llegan tan agradables instantes, este augusto cuerpo espera de Vuestra Excelencia emprenderá con nuevo empeño los arduos trabajos que reclama el país en la época presente, para que sean fructuosos los triunfos que sin interrumpir ha conseguido, para que el órden se conserve inalterado, y para que una fuerza militar respetable asegure al Estado contra toda agresion que ataque la independencia en que se ha constituido.

El zelo del soberano congreso.

» Él, por su parte, trabajará con igual zelo en cooperar á miras tan sagradas; su autoridad y la de los pueblos cuya soberanía representa garantirá á Vuestra Excelencia en todas las medidas que tomáre á este fin; y cumpliendo así con los deberes que le impone el alto encargo de sus comitentes, se presentará tranquilo ante el juicio imparcial de las presentes y futuras generaciones.

» Tiene últimamente la satisfaccion de felicitar á Vuestra Excelencia por el venturoso triunfo que acaba de conseguir la patria sobre las sangrientas maquinaciones con que los prisioneros españoles conspiraban contra su libertad. He contestado. »

Comunicacion del diputado argentino en Chile.

En esos dias recibió el gobierno de las Provincias Unidas la siguiente comunicacion del diputado cerca del gobierno de Chile, en que le informa de las operaciones de la escuadra mandada por el almirante Cochrane y otras noticias importantes sobre el estado de los ánimos y las tropas que guarnecian á Lima.

« Excmo. Señor : Con fecha 8 del corriente dije á Vuestra

Excelencia lo que sigue : Anoche se recibió aviso de haber arribado á Valparaiso la fragata de guerra *Andrómaca* de S. M. Británica, procedente del Callao, de donde salió el 13 del pasado. Aun no se han recibido comunicaciones oficiales del señor gobernador de Valparaiso, pero por carta particular de este que tengo á la vista, y por otras de sugetos respetables que he leido, sabemos que el 14 habló el comandante de la *Andrómaca* con el vicealmirante lord Cochrane á 40 millas del Callao, hallándose unidos y en el mejor órden el navío *General San Martin*, la fragata *O'Higgins* y la fragata *Lautaro*, y que á consecuencia de las informaciones que habia recibido dicho vicealmirante del estado del puerto, estaba resuelto á forzarlo el 17.

1819.

Noticias de la escuadra chile

» Los enemigos, segun noticias ratificadas por distintos conductos, habian acoderado bajo los fuegos de las baterías las fragatas *Venganza, Esmeralda, Cleopatra* y demas buques de guerra de la escuadra de Lima, para defender el puerto en el caso de un ataque que comenzaron á temer desde que supieron la llegada del lord Cochrane al servicio de Chile.

» La relacion adjunta comprende la fuerza de tierra á las inmediatas órdenes del virey Pezuela. Parece que el espíritu revolucionario progresa en aquella capital, y que solo el temor de la fuerza contiene al populacho. Luego que adquiera mejores detalles, los trascribiré á Vuestra Excelencia inmediatamente. Y tengo el honor de repetirlo á Vuestra Excelencia por el presente extraordinario por si hubiese padecido el correo algun extravío, acompañando igualmente á Vuestra Excelencia en esta ocasion copia de una carta recibida últimamente de Lima y escrita por un sugeto respetable de aquella capital. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Santiago de Chile, 10 de marzo de 1819 — Excmo. Señor. — TOMAS GUIDO. — Excmo. supremo director de las Provincias Unidas de Sud-América. »

1819.

Razon de la fuerza que tiene Lima actualmente.

Fuerza de tierra que se hallaba en Lima.

	Tropa.	Oficiales.
D. Cárlos 1er bataillon	843	37
Id. 2º —	507	14
Id. 3º —	712	22
Búrgos con negros	576	17
Arequipa con negros	444	16
Cantabria	267	15
Número 4º de milicia	482	20
Concordia	1,500	56
Artillería	500	18
Caballería	350	20
Dragones	354	24
Guardia del virey	150	12
	6,685	271

Es copia : GUIDO.

Concentracion de los elementos revolucionarios en Santa Fé.

Entretanto, como lo hemos explicado en el tomo IV (1), don José M. Carrera en estrecha alianza con Artígas, López de Santa Fé, y Ramírez del Entre Rios, maquinaban contra la autoridad nacional, y con tal propósito concentraban sus elementos revolucionarios en la provincia de Santa Fé. Justamente alarmado el gobierno nacional envió una division de 800 hombres al mando del general D. Juan R. Balcarce, que debia acamparse en territorio de aquella provincia, al mismo tiempo que el general Belgrano desprendia otra division del ejército del Alto Perú al mando del coronel D. Juan Bautista Bústos, quien se situó en la línea divisoria de las provincias de Córdova y Santa Fé. El gobernador López, que comprendió el peligro que le amenazaba, no perdió tiempo, y cuando ménos lo esperaban, se vieron atacadas sucesivamente ambas divisiones, logrando dispersar la caballería de Balcarce y obligando la infantería á fortificarse en el Rosario. El ataque dirigido contra la division de Bústos, que se encontraba en *Fraile Muerto*, no tuvo el

Los Santafesinos dispersan la caballería de Balcarce.

(1) Capítulo IV.

mismo éxito, siendo rechazados los Santafesinos con pérdidas sensibles. La falta de caballería tuvo inactivo al coronel Bústos, impidiéndole perseguir á los revolucionarios, pero fué reforzado con dos escuadrones de húsares y uno de dragones, los primeros al mando del coronel La Madrid, y el segundo al del teniente coronel D. José M. Paz. 1819.

El 19 de enero fué amagado el Rosario por 300 Indios capitaneados por un Ingles llamado Campbell y 200 Santafesinos. En esa situacion marchó para el Rosario el general Viamont con todas las tropas de línea de Buenos Aires y con órden de relevar al general Balcarce.

Le atacan en el Rosario.

El gobierno nacional habia dado las órdenes de reconcentrar las fuerzas necesarias para sofocar la rebelion. La division del coronel Bústos, acantonada á orillas del rio Tercero en la *Herradura,* fué atacada en esos dias por el gobernador López, de Santa Fé, con un cuerpo de Santafesinos y de Entrerianos mandado por López Jordan, y de Indios capitaneados por Campbell, formando un total de 1,500 hombres de caballería. Estos mismos, cayendo despues de improviso sobre la division que al mando del general Viamont ocupaba el Rosario, fraccionada entónces por las comisiones que se habian dado á algunos de sus escuadrones, los destrozaron haciéndoles una grande carnicería.

López ataca á la division del coronel Bústos.

En situacion tan apremiante, los generales Belgrano y San Martin recibieron órdenes del director supremo para venir en auxilio del general Viamont. Belgrano se dirigió desde Tucuman, sin pérdida de tiempo, á la provincia de Santa Fé, con cinco batallones de infantería, dos escuadrones de húsares, cuatro de dragones y ocho piezas de artillería. En presencia de esos refuerzos el astuto gobernador López se mostró mas razonable y entró en negociaciones de un armisticio con el general Viamont. Belgrano se trasladó al Rosario para continuar las negociaciones iniciadas por el intermedio del general D. Ignacio Álvarez, á quien dió las instrucciones que reproducimos á continuacion para terminar las negociaciones entabladas. Este notable documento es un testimonio vivo de la elevacion de miras y de

Auxilio pedido á Belgrano y San Martin.

Instrucciones del general Belgrano.

1819. los sentimientos patrióticos que abrigó esa alma generosa llena de la mas noble abnegacion :

« Mi deseo, decia el general Belgrano, es la conclusion de una guerra tan desastrosa, para emplearme en acabar con los enemigos exteriores. Convengo en la proposicion de que se retire este ejército á San Nicolas, y el auxiliar del Perú fuera de los límites de la jurisdiccion de Santa Fé, con tal que las fuerzas de esta y del Entre-Rios se sitúen de la otra parte del Salado, miéntras se concluye el tratado definitivo.

» Debe prefijarse la época de reunion de los diputados para el 1° de mayo, y no ménos los dias que deban emplearse en el tratado, convencion, ó como se le quiera llamar, para que pueda comunicarse á las provincias de la Union, y se celebre entre las glorias de la América del Sud el 25 la de la concordia y fraternidad entre hermanos que para siempre abandonan sus riñas particulares para el bien de la gran familia.

» Que debe celarse con el mayor anhelo la destruccion de una porcion de reuniones que se han destinado al robo, saqueos y demas vicios, para que los caminos estén francos, y no ménos las postas, á cuyos maestros debe atenderse y protegerse ; pues de otro modo ni me será posible tener los auxilios para destruir y vencer á los Españoles que sujetan á nuestros hermanos del interior, ni las comunicaciones llegarán con la prontitud que es tan precisa, ni el comercio ademas podrá gozar, y el Estado perderá.

» Que si se ama de véras la Union, y se mira por la causa, y estamos decididos á morir ántes que perder nuestra libertad é independencia, que hemos jurado, de la España, se me debe auxiliar para mis marchas, y no ménos á perseguir los desertores que hubiere, con destino á que no se pierda la fuerza que ha de atacar al enemigo comun.

» Que para que esté seguro por ambas partes el armisticio, y no haya un motivo de guerra por el contacto de hombres de ánimos resentidos, soy de opinion que el destacamento de Santa Fé destinado al Arroyo del Medio permanezca en este pueblo como el de las Provincias Unidas en San Nicolas, y el auxiliar

del Perú fuera de la jurisdiccion de dicha ciudad de Santa Fé, habiendo franca comunicacion entre los jefes, para que se conserve la amistad, se ayuden unos á otros, y corten todas diferencias que puedan traer un rompimiento. 1819.

» Que cese todo acto hostil en el Entre-Rios, y que se impondrá al supremo gobierno de la necesidad de separar todo motivo de guerra civil, que solo nos trae la destruccion del país, debilitándonos, para oponernos á las insidias y guerra de los Españoles y Portugueses, ó cualquiera otra nacion que la intentáre.

» Que convido á los que quisieran ayudarme á ir á combatir los enemigos exteriores que nos amenazan por el Perú, apoyados de esta cruel y sanguinaria guerra que llorarémos cuando se hayan abierto bien los ojos, y se vean los males de la desolacion que ha causado.

» Que si quieren los señores Vulny y Urtubey y algunos otros militares ir en mi compañía contra los tiranos españoles, los recibiré á brazos abiertos, sin dudar de que sus esfuerzos á que los han conducido las teorías, serán de todo provecho dirigidos á beneficio de la libertad de nuestro suelo

» En fin, séllese el principio de una union duradera, y hagamos con ella la gloria de la América del Sud, para que entre al rango de nacion, y sea respetada por cuantos existen en el globo; que no nos acordemos mas de nuestras diferencias anteriores sino para soldar mas y mas la amistad y fraternidad tan deseada y anhelada por los buenos. Rosario, 11 de abril de 1819. — MANUEL BELGRANO. — *P.-S.* Á las dos de la mañana he recibido comunicaciones del supremo gobierno con fecha 9 del corriente en que me autoriza para establecer, concluir y sancionar los tratados de paz y concordia tan deseados; por consiguiente puede acelerarse el término de la época de reunion de diputados, teniendo consideracion á las atenciones de que estoy encargado para salvar de las garras del enemigo comun á nuestros hermanos del interior que claman por mi auxilio. — Rosario, 12 de abril de 1819, á las 5 1/2 de la mañana. — MANUEL BELGRANO. — Señor D. Ignacio Álvarez, coronel mayor,

1819. jefe de estado mayor del ejército de observacion sobre Santa Fé (1). »

Armisticio firmado en San Lorenzo

Con esas instrucciones, las negociaciones marcharon rápidamente, de modo que el armisticio fué firmado por el general D. Ignacio Álvarez Tomas, D. Agustin Urtubey y D. Pedro Gómez, en San Lorenzo, el 12 de abril, y ratificado el mismo dia por el general Belgrano y D. Estanislao López. El primero lo acompañó al supremo director con la siguiente comunicacion :

Lo acompaña el siguiente oficio

« Excmo. Sr. : Paso á manos de Vuestra Excelencia la continuacion del convenio de armisticio celebrado el 5 del corriente entre el jefe de los ejércitos combinados, y el general del ejército de observacion, que he aprobado ; pues que así se afianzan las bases de la amistad y fraternidad sobre que se elevará el tratado de concordia y paz tan deseada para la seguridad y prosperidad de la nacion.

» Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Rosario, 12 de abril de 1819. — Excmo. Sr. — MANUEL BELGRANO. — Excmo. Sr. D. Juan Martin de Pueyrredon, director supremo de las Provincias Unidas de Sud-América. »

ARMISTICIO.

« Reunidos en San Lorenzo los comisionados de los ejércitos combinados que firmaron el armisticio de 5 del corriente al frente del Rosario, conforme al artículo 5°, presentó el de las Provincias Unidas la aprobacion que por su parte hace el Excmo. Sr. capitan general y en jefe del auxiliar del Perú, D. Manuel Belgrano, y en seguida acordaron los artículos siguientes :

» 1° Continúa el armisticio con la misma buena fe y mutua correspondencia que hasta ahora se ha observado por ambas partes, y para afirmarlo mas y mas, los ejércitos y escuadra de las Provincias Unidas saldrán del territorio de Santa Fé, y todas

(1) Debemos á la generosidad del honorable señor don Julio Vignal, hijo político del general don Ignacio Álvarez, tanto este documento como todos los que habia conservado su ilustre suegro relativos al largo período de la guerra de la independencia, los cuales irémos publicando á medida que se desarrollen los acontecimientos de esa época.

las fuerzas auxiliares de esta se colocarán al otro lado del Salado, debiendo ponerse respectivamente en marcha el 16 del corriente. 1819.

» 2° Con el grande objeto de un avenimiento general, que ha de sellar para siempre la concordia entre pueblos hermanos, se solicitarán diputados ampliamente autorizados por los gobiernos de Santa Fé, y demas que se hallen al otro lado del Paraná, avisándose de su resultado en este colegio el 8 del próximo mayo, en cuyo dia se acordará la concurrencia de ellos, y de los que por su parte nombrase el gobierno de las Provincias Unidas.

» 3° Las tropas de las Provincias Unidas que operan en el Entre-Rios se retirarán sin demora, á cuyo efecto irá un oficial con pliegos, y acordarán con el jefe de la provincia el lugar de su embarco, facilitándoles los buques y víveres necesarios, para transportarse hasta San Nicolas.

» 4° La franca comunicacion entre los ejércitos de las Provincias Unidas se hallará expedita por el territorio de Santa Fé, mas no podrán pasarse tropas en número que exceda de 25 hombres, toda vez que fuere necesario mandar algun convoy escoltado, y pagarán los auxilios que se les franqueasen.

» 5° Para que el giro se halle en todas direcciones expedito, se habilitarán las postas que por las circunstancias se encuentran despobladas, y todas las vias del comercio y comunicacion con Santa Fé, y otros puntos del Entre-Rios y costa arriba del Paraná, quedarán completamente libres y sin ningun género de trabas, y con igual franquicia todos los puntos sujetos al gobierno de las Provincias Unidas.

» 6° En ambos territorios se perseguirá á los ladrones que puedan perturbar la seguridad de los caminos, y la pacífica posesion de los habitantes en los hogares, requiriéndose, si fueren precisos, mutuamente los auxilios necesarios para el caso, y sin que por este ni otro motivo se introduzca fuerza alguna.

» 7° Durante el presente armisticio, cualquiera dificultad que pueda ocurrir se tranzará por medios amistosos y políticos sin recurrirse á las armas, ántes de haberse hecho las reclamaciones ordinarias, y con lo cual quedó concluido este nuevo conve-

1819. nio, que firmaron dos de un tenor los comisionados para la ratificacion de los respectivos generales. — En el colegio de San Lorenzo, á 12 de abril de 1819. — IGNACIO ÁLVAREZ. — AGUSTIN URTUBEY. — PEDRO GÓMEZ. — Rosario, 12 de abril de 1819. — Apruebo los siete artículos que anteceden, y forman la continuacion del convenio de armisticio celebrado el 5 del corriente. — BELGRANO. — Cuartel general al norte del Carcarañal, á 12 de abril de 1819. — Apruebo la continuacion de este armisticio. — ESTANISLAO LÓPEZ. — Es copia : Belgrano. »



PROVINCIAS UNIDAS DE SUD-AMÉRICA Y CHILE.

AÑO 1819.



VII.

El general San Martin en Mendoza. — Su correspondencia con el director O'Higgins. — Su plan para desbaratar la expedicion española. — La escuadra chilena debia batirla en el mar. — Medios que propone para proveer de lo necesario á la escuadra. — Le comunica las órdenes que ha recibido de su gobierno. — Justas inquietudes y vacilaciones de San Martin. — Su proyecto de emancipar el Perú se robustece. — Para lograrlo, confia en la cooperacion de O'Higgins. — Le dice que está llamado á ser el libertador de la América del Sur. — La órden dada por el director Pueyrredon al general San Martin es revocada. — Documento. — El general D. Matías Irigóyen, ministro de la guerra, explica los motivos en que funda la revocacion. — El gobierno argentino, amagado por una fuerte coalicion de los revolucionarios, renueva la órden dada á San Martin de pasar con su ejército á batir los montoneros. — San Martin la recibe friamente. — Su carta reservada á O'Higgins explica la causa. — Asume la responsabilidad, desobedeciendo la órden de su gobierno, y se decide á emprender la expedicion al Perú. — Con ese fin participa al director de Chile que tiene dos mil caballos prontos. — ¿ Procedió bien San Martin desobedeciendo á su gobierno? — ¿ Cómo juzgará la historia su conducta? — ¿ Los resultados que tuvo su desobediencia le han justificado plenamente? — El general D. Antonio González Balcarce llega á Buenos Aires. — Su grave enfermedad y su muerte, el 6 de agosto de 1819. — Profundo dolor que causa la noticia de esa pérdida. — Sus grandes servicios á la causa de la independencia americana. — Su biografía está escrita en las páginas mas importantes de este libro. — La constitucion unitaria — Duracion de los trabajos preparatorios de la constitucion. 1819.

1819.

— Composicion de los miembros del congreso. — Las provincias del Alto Perú estaban representadas por ocho diputados. — Las otras provincias argentinas por diez y siete. — Cómo se organizó la comision que redactó el proyecto de constitucion. — ¿Fué esta la obra de la mayoría de los diputados provincianos? — El congreso constituyente sanciona la constitucion de las Provincias Unidas. — Su publicacion y promulgacion. — Manifiesto del congreso. — Texto de la constitucion. — Esta no satisface las exigencias de los partidos. — Manifestaciones entusiastas por el aniversario de la revolucion de 1810.— El director supremo tiene una recepcion oficial. — Discurso pronunciado por el ministro de Chile. — Contestacion del supremo director. — Las dificultades con que lucha el general Pueyrredon le obligan á renunciar el mando supremo de la nacion. — La renuncia es aceptada. — El nombre de Pueyrredon está vinculado á las mas grandes glorias argentinas. — Manifiesto que publicó al dejar el mando. — El general Rondeau es nombrado director provisorio. — Medidas que adoptó. — Bando sobre la expedicion española. — Buques de guerra y número de tropas de que esta se componia. — Nuevo decreto reglamentando los corsarios argentinos. — El director supremo proclama á los habitantes de la nacion. — Marchan á su destino los comisarios que debian arreglar las diferencias de acuerdo con las estipulaciones del armisticio de San Lorenzo. — El gobernador López los entretiene bajo fútiles pretextos. — Cambio de notas entre los comisarios nacionales y el gobernador de Santa Fé. — Este infringe las estipulaciones del armisticio. — Término del armisticio. — El gobernador de Santa Fé renueva las hostilidades. — El director supremo da cuenta á la nacion de la situacion política del país, y marcha á ponerse á la cabeza del ejército nacional.

El general San Martin en Mendoza.

El general San Martin, trabajado siempre por la idea de terminar su grande obra, dando la libertad al Perú, se encontraba á mediados del año 1819 en Mendoza, donde recuperaba su salud y hacía nuevas combinaciones para dar cima á su acariciada expedicion. Desde allí se comunicaba con frecuencia con su leal compañero de gloria. En una de esas cartas que reproducimos en seguida, se ve que San Martin subordinaba hasta las órdenes de su gobierno á las patrióticas aspiraciones de terminar la emancipacion de la América del Sur, para lo cual contaba principalmente con la cooperacion del director de Chile. El 28 de julio de 1819 le decia á este:

Su correspondencia con el director O'Higgins.

« El destino de la América del Sur está pendiente solo de Vd.

» No hay duda que viene la expedicion á atacar á Buenos

Aires, y tampoco la hay de que si viene, como todos lo aseguran, fuerte de 18,000 hombres, el sistema se lo lleva el diablo. El único modo de libertarnos es el que esa escuadra parta sin perder tiempo á destrozar dicha expedicion : la falta de la marina de Chile no asegura tanto ese Estado como la fuerza que Vd. tendria disponible para su defensa. Si convencido de mis razones hace Vd. partir la escuadra para batir la expedicion, San Martin ofrece á Vd. cumplir bajo su palabra de honor, y como amigo, los artículos que oficialmente le propongo (1) ; los buenos resultados queden en sigilo, y por lo tanto soy de opinion que solo Vd., Cochrane y Guido deben estar en este arcano.

1819

Su plan para desbaratar la expedicion española.

La escuadra chilena debe batirla en el mar.

» *Se me llama con la mayor urgencia á Buenos Aires, pero no partiré hasta recibir la contestacion de Vd.; le ruego por nuestra amistad no me la demore un solo momento.*

Órdenes que ha recibido del gobierno argentino

» Es la ocasion en que Vd. sea libertador de la América del Sur ; la expedicion española no saldrá de Cádiz sino en todo agosto; de consiguiente da tiempo suficiente para que nuestra escuadra pueda batirlos. Si, como es de esperar, Cochrane lo verifica, terminamos la guerra de un golpe.

» Si Vd. se decide, venga el aviso para hacer salir de Buenos Aires los víveres y demas refrescos para nuestra escuadra al punto que designe Cochrane.

Ofrece auxilios.

» Adios, mi amigo, toda mi amistad se interesa en el buen éxito de este proyecto, pues de él resultará el bien general de la América. Suyo hasta la muerte. — Su SAN MARTIN. »

(1) « Desgraciadamente, dice Vicuña Mackenna, se ha perdido una primera página de estas proposiciones. No hemos encontrado de ellas, á pesar de un prolijo rebusque, sino el siguiente fragmento :

» 4º Estas provincias deberán poner en todo febrero próximo, á mas tardar, la cantidad de seis mil caballos, útiles para el servicio de ese Estado.

» 5º Las Provincias Unidas remitirán al punto que indique el almirante de la escuadra la cantidad de víveres y demas refrescos que necesite dicha escuadra.

» Si estas propuestas son admitidas por V. E., espero que su suprema sancion sea comunicada al señor diputado de estas provincias, á quien con esta fecha doy mi poder. — Dios guarde á V. E. muchos años. — Mendoza,

1819.

El general Pueyrredon ordena al general San Martin de repasar los Ándes.

Segun lo hemos referido en el capítulo precedente, el general San Martin habia recibido, con fecha 9 de abril de 1819, órden del director Pueyrredon para repasar los Ándes y venir con todo el ejército argentino en auxilio de la nacion, amagada por los caudillos montoneros. No tenemos á la vista las observaciones que el general San Martin opuso á esa órden, pero debieron ser concluyentes para el gobierno argentino, si hemos de juzgar por la nota revocatoria de esa órden, dirigida por el ministro de la guerra D. Matías Irigóyen el 3 de mayo del mismo año.

Esa comunicacion, que original se encuentra entre los papeles del general O'Higgins, está concebida en los términos siguientes :

Nota del ministro de la guerra revocando la órden de repasar los Ándes.

« Sin embargo de que con fecha 1° del que rige se dirigió á Vuestra Excelencia la nota oficial revocatoria de la suprema órden de 9 de abril último, sobre el repaso del ejército de los Ándes á estas provincias, con el objeto principal por entónces de allanar las de este Estado ocupadas por enemigos, y facilitar con la fuerza unida los recursos necesarios á la continuacion de la sagrada lucha en que nos hallamos empeñados, siendo importantísimo que á la mayor brevedad posible llegue á manos de Vuestra Excelencia la citada nota oficial del dia primero, me ordena la superioridad que, para evitar su retardo, la trascriba por extraordinario, como tengo el honor de hacerlo, y su tenor es el que sigue : « Cuando el gobierno supremo acordó que el ejército de los Ándes repasase la cordillera en la fuerza y términos prevenidos á Vuestra Excelencia en órden superior 9 del próximo pasado, tuvo en consideracion, no la disidencia de Santa Fé y sus hostilidades, sino otras varias causas que impulsaron aquella medida, consecuente á las exposiciones de Vuestra Excelencia en el particular, y sobre todo los grandes obstáculos que presentaban irrealizable la expedicion proyectada sobre Lima; pero como la supremacía del Estado de Chile

Explica los motivos en que la funda.

y julio 28 de 1819. — Excmo. Señor. — José DE SAN MARTIN. » (*El General San Martin.*)

parece que en el dia calcula mejor sus intereses, y se dispone á los esfuerzos y sacrificios que demanda la citada expedicion, ha acordado esta superioridad quede sin efecto la expresada órden del 9 en la parte que á Vuestra Excelencia pareciere oportuno : es decir, que si en aquella se previno quedasen en Chile los dos mil hombres del ejército de los Ándes, podrá disponer que todo este se detenga, y aunque los escuadrones de cazadores á caballo regresen á aquel Estado, si tambien se creyesen necesarios para la mencionada expedicion, en el concepto de que por estas nuevas incidencias no ha de verificarse el importante proyecto que se propuso este gobierno de allanar con el ejército del mando de Vuestra Excelencia y auxiliar del Perú las provincias que en él ocupa, y desvasta el enemigo. En consecuencia de lo dicho debe quedar igualmente sin efecto la providencia relativa al paso de las tropas desde esa ciudad á la de Tucuman, y Vuestra Excelencia meditando con la prudencia y prevision que le caracterizan, informará á la superioridad lo que estime oportuno en la materia. De órden suprema lo comunico á Vuestra Excelencia, en contestacion á su nota 16 del que feneció. — Dios guarde á Vuestra Excelencia muchos años. — Buenos Aires, 3 de mayo de 1819. — MATÍAS DE IRIGÓYEN. — Excmo. señor capitan general D. José de San Martin. »

El gobierno argentino renueva la órden dada á San Martin de ir con su ejército á batir los montoneros.

Durante el directorio del general Rondeau, este reiteró la órden dada por su predecesor, á consecuencia del carácter grave que adquiria la rebelion de Santa Fé. Pero el general San Martin, seriamente preocupado entónces con su plan de libertar al Perú, recibió friamente esa órden, segun lo revela el modo como la comunicó al general O'Higgins.

Carta reservada de San Martin al general O'Higgins.

« Tengo órden, le decia con fecha 9 de noviembre de 1819, de marchar á la capital con toda mi caballería é infantería que pueda montar, pero me parece imposible poderlo realizar, tanto por la flacura de los animales, como por la falta de numerario, pues los auxilios que me han remitido en letras han sido protestadas por este comercio, siendo así que venian de comerciantes ingleses. »

1819.

Si á este párrafo agregamos los que añadia con carácter *reservado,* deducimos que el general San Martin habia resuelto desobedecer las órdenes de su gobierno. Hé aquí esas notables palabras :

Asume la responsabilidad y se decide á emprender la expedicion al Perú.

« No pierda Vd. un momento en avisarme el resultado de Cochrane, para, sin perder un solo momento, marchar con toda la division á esa, excepto un escuadron de granaderos que dejaré en San Luis para resguardo de la provincia : *Se va á cargar sobre mí una responsabilidad terrible, pero si no se emprende la expedicion del Perú, todo se lo lleva el diablo.*

» Dígame Vd. cómo está de artillería de batalla y montaña para la expedicion, pues si falta, podrémos llevar de la que tenemos en esta.

» Los montoneros se reunian el 14 en el Rosario, y segun comunicaciones de Buenos Aires, su plan era atacar las fuerzas nuestras establecidas en San Nicolas é invadir la campaña de Buenos Aires.

» *Tengo reunidos en esta dos mil caballos sobresalientes, los que marcharán á esa con la division.*

» Si vienen noticias favorables de la escuadra, haga Vd. estén prontas todas las mulas de silla y carga del valle, para que trasporten los cuerpos del pié de la cordillera á esa capital.

» Adios, mi amigo, lo es y será siempre suyo su SAN MARTIN. »

¿San Martin procedió bien desobedeciendo á su gobierno?

¿Procedió bien el general San Martin desobedeciendo las órdenes perentorias de su gobierno?

¿Pudo con el ejército argentino sofocar la rebelion de Entre-Rios y Santa Fé y el contagio de la anarquía que se extendia entónces á otras de las provincias y hasta su propio ejército?

Nosotros creemos que procedió bien, que su resolucion está plenamente justificada por los hechos, y que esos hechos prueban que los ejércitos del Alto Perú y de los Ándes eran impotentes para dominar el espíritu anárquico que habia invadido y amenazaba de disolucion la naciente República de las Provincias Unidas de Sud-América.

Asumiendo pues noble y patrióticamente la responsabilidad

de esa desobediencia, San Martin dió nuevos testimonios de su juicio recto, de una energía superior y de alta prevision política. 1819.

Esa desobediencia engendró, en fin, la libertad del Perú y del Ecuador, inmortalizando el genio argentino que habia sabido elevarse á la altura de su mision, impidiendo con su desobediencia que *todo se lo llevase el diablo.*

Los resultados que tuvo su desobediencia le han plenamente justificado.

Oportunamente volverémos sobre este importante asunto, y narrarémos los grandes acontecimientos de que fué precursor la atrevida inspiracion de San Martin.

Sin embargo, el general San Martin al recibir el aviso de los movimientos anárquicos de los montoneros de Santa Fé y Entre-Rios, desprendió de su ejército algunos de sus mejores jefes y oficiales, con el fin de robustecer la disciplina y la confianza de las tropas que guarnecian la capital. Entre los primeros se contaba al bravo general en jefe del ejército que habia operado recientemente al sur de Chile y libertado á la provincia de Concepcion del poder de los realistas, pero desgraciadamente agobiado por las fatigas de sus laboriosas campañas, llegó con su salud tan quebrantada, que los esfuerzos de la ciencia y los cuidados prodigados por su afligida familia fueron inútiles para combatir los estragos hechos por la grave enfermedad que puso término á su preciosa y corta existencia, el 5 de agosto de 1819, á los 45 años de edad.

Muerte del general Balcarce.

La nacion argentina perdió en el brigadier general D. Antonio González Balcarce uno de sus mas ilustres patriotas, la América del Sud el primero de los defensores de su independencia, y el gran pueblo de Buenos Aires el mas virtuoso y benemérito de sus hijos, cuyos triunfos inmortales constituyen el monumento mas sólido y durable de sus glorias.

No hacemos ahora la biografía de Balcarce, porque ella está escrita con caractéres indelebles en las mas importantes páginas de este libro (1).

(1) El 20 de agosto, pocos dias despues de la muerte del general Balcarce, se publicaron los siguientes apuntes biográficos :

1819. El 8 de mayo informó el presidente del congreso al director supremo del Estado, que el 22 de abril se habia sancionado la constitucion de las Provincias Unidas de Sud-América, y que se habia acordado, en consecuencia, imprimiese y pasase

La constitucion argentina de 1819.

« El dia 5 de este mes será en muchos tiempos para la ciudad de Buenos Aires *dia de triste memoria*. En él perdió la patria uno de sus mas ilustres defensores, uno de sus hijos mas beneméritos. El brigadier general D. Antonio González Balcarce, jefe del estado mayor general, es el objeto de esta lúgubre alegoría. Un accidente repentino cortó el hilo de una vida consagrada siempre al honor, con el que alternaban como en disputa las virtudes morales, militares y cívicas. La máxima social *Honora mortuos* es de observancia tanto mas rigorosa, cuanto mas distinguidos sean los servicios que ellos hayan prestado al cuerpo político, de que fueron un dia miembros honorables. Sobre este principio y sobre la evidencia de que nuestro finado compatriota fué de este número, nos hemos apoyado al tratar de hacer su justo elogio. Mídase la sinceridad de este por la distancia que nos separa de aquel.

» En esta capital vió Balcarce la luz primera. Nació el 13 de junio de 1774: sus padres legítimos lo fueron el teniente coronel D. Francisco Balcarce, comandante de Blandengues de esta frontera, y Dª Victoria Martínez; su abuelo paterno el teniente coronel del regimiento de la Princesa D. Francisco Balcarce, y materno el de la misma clase de infantería D. José Martínez, gobernador que fué del Paraguay. Á los doce años de edad abrazó la carrera de las armas, entrando á servir de cadete en el cuerpo de Blandengues de Buenos Aires (*). Habia corrido por la escala y graduacion respectiva los diferentes cargos subalternos, y se hallaba ya de teniente coronel cuando el órden de los tiempos dió la señal de los nuevos destinos á que era llamada nuestra patria. Inmediatamente se le nombra mayor general de la expedicion al mando del coronel D. Francisco Ortiz de Ocampo, destinada al auxilio del Perú. Se hace cargo de la vanguardia, y con su aproximacion á Córdoba disipa las reuniones que habian hecho los jefes españoles. Se ponen estos en fuga, y Balcarce los aprehende, poniendo en ejercicio una actividad extraordinaria, y haciendo marchas tan forzadas que carecen de ejemplar. De estas resultas se le agracia con el empleo de coronel. Sigue su expedicion con la vanguardia, y ataca al enemigo atrincherado en Cotagaita. La falta de municiones le obliga á replegarse. Las recibe luego con algunos refuerzos en Nazareno, y al siguiente dia logra el dar á la patria el primero de gloria, con

(*) No es nuestro ánimo detallar los servicios que prestó en el régimen antiguo. Al dar una idea en grande de ellos, solo hemos tenido por objeto convencer cuál sería el honor y puntual desempeño con que sirvió al rey de España, cuando al estallar nuestra revolucion obtenia ya el rango de teniente coronel de ejército en medio de la postergacion que sufrian en todas las carreras los hijos del país por un efecto de la política que se habia prescrito el sistema colonial. Por lo demas, nosotros sabemos bien que á los ojos de Americanos regenerados solo deben presentarse los méritos que él contrajo en la balanza de la revolucion; y tal es el punto de vista en que nosotros le consideramos.

al poder ejecutivo para su publicacion y ejecucion en todo el territorio de la Union. El ejecutivo dispuso que inmediatamente se librasen las órdenes convenientes para su publicacion, y para que se jurase en la forma prescrita por el soberano congreso.

1819.

Su sancion y promulgacion.

la memorable accion y victoria de Suipacha. En esta jornada, el enemigo queda enteramente derrotado ; se le toma todo su parque y bagaje, un estandarte y una bandera, y se le hacen muchos prisioneros. Entónces es nombrado general en jefe del mismo ejército. Á su cabeza ocupa la villa del Potosí, aprehendiendo á todos los jefes de oposicion. Entra luego en la ciudad de la Plata, donde por aclamacion el pueblo lo elige por su presidente. Renuncia el cargo, pero acepta el de regidor perpétuo. Por la accion de Suipacha se le concedió un escudo de oro de distincion en el brazo izquierdo, el título de benemérito de la patria en grado heróico, y el empleo de brigadier de los ejércitos de la nacion. Continúa su campaña sujeto al representante del gobierno el Sr. D. Juan José Casteli, que se le incorporó despues de la accion de Suipacha. Entra tambien en la ciudad de la Paz, y acampa en las inmediaciones del Desagüadero. Allí descansaba sobre la fe de un armisticio celebrado por el representante Casteli con el general Goyeneche. Ataca este quebrantando la solemnidad del pacto. Los resultados, por la suerte variable de las armas, no corresponden á los esfuerzos del general Balcarce. Á consecuencia de ellos se ve obligado á retirarse : pide se le forme consejo de guerra para responder de su conducta ; no acepta el arresto en la ciudad con que le brinda el gobierno : contesta que obedece, pero suplica que se le permita seguirlo con mas estrechez en su causa hasta que concluido el proceso se le juzgue ante la ley como corresponde. Últimamente por providencia suprema se manda sobreseer en la causa nombrándolo gobernador intendente de esta provincia en 1814. En las ocurrencias de D. Cárlos Alvear deja este destino para marchar entre una comision destinada al ejército auxiliar del Perú. Regresa de ella, y es invitado por el director interino á servir la inspeccion general, que primero no acepta por razones políticas, pero últimamente admite para renunciarla poco despues por aquellas mismas. En 1815 se le nombra por la H. J. de observacion director interino del Estado...

» En 1816 se le confiere el honorífico cargo de jefe del estado mayor general, y organiza entónces el respetable cuerpo de Argentinos. Con retencion de su empleo pasa en 1817 al Estado de Chile como general sustituyente en las enfermedades ó ausencias del en jefe del ejército de los Ándes ; y sin embargo de su carácter presta todos sus servicios en aquel país á las órdenes del general de los ejércitos unidos D. José de San Martin.

» Tuvo á su cargo 4,000 hombres en el campamento de la Tablada, con cuya fuerza se reunió en San Fernando á las divisiones del Sud inmediatas al general, luego que el enemigo ocupó á Concepcion. Destinado al mando de la caballería, dirige la guerrilla en la Quecheregua ó Cerrillo Verde.

1819. Los trabajos preparatorios de esta constitucion duraron desde el 11 de agosto de 1817, en que se nombró la comision encargada de redactarla.

Composicion de los miembros del congreso.

El congreso se componia de 25 miembros, de los cuales cor-

Con el mismo mando dirige tambien la otra fuerte de Cancha Rayada, en que el enemigo tuvo una pérdida considerable, y fué obligado á encerrarse en Talca. Despues del suceso desgraciado de esta misma noche se incorpora en San Fernando con las fuerzas que conducia el coronel Las Héras, á que dió con sus disposiciones el mayor impulso. Saca todos los auxilios que proporcionaba el país, y marcha con ellos hasta incorporarse con el general en jefe en el campamento de Maipú. Allí es destinado á la direccion de nuestra infantería : opera con ella en la memorable y gloriosa accion de Maipú el dia 5 de abril de 1818... Entónces se le distingue por nuestro gobierno con una medalla de oro, y con el cordon de oro señalado á los vencedores de Maipú. Sus hijos son agraciados con una pension de 600 pesos anuales. El gobernador de Chile le distingue tambien con la banda de la legion de mérito.

» Á los pocos dias, por ausencia del general, le sustituye en el mando en jefe de los ejércitos unidos, en cuya reorganizacion se mantuvo en aquel Estado. Su gobierno le asigna el sobresueldo de 3,000 pesos anuales Si con urbanidad manifiesta su gratitud, con generosidad no acepta la asignacion. Siete meses despues entrega el ejército al general á su regreso, y entónces se le nombra general del ejército del Sud contra los enemigos que talaban la provincia de Concepcion. Sus disposiciones dieron muchos dias de gloria á las armas de ambos Estados, escarmentando al enemigo en todos los encuentros hasta arrojarlo de los límites de Chile, con ocupacion de su artillería, pertrechos y almacenes. Las reliquias de las fuerzas contrarias se abandonan á una vergonzosa fuga por las asperezas y desiertos. De resultas de esta campaña enferma gravemente, y en estado poco mejor viene á esta capital con licencia por dos meses, á fin de consultar el restablecimiento de su salud. Sin cumplirse el plazo y ántes de una total mejoría recibe órden del gobierno supremo para servir su destino propietario de jefe de estado mayor general. Para que admita, se le interesa con que es preciso arreglar los planes de defensa para esperar la expedicion española anunciada tantas veces para el Rio de la Plata á sofocar nuestra libertad. Esta insinuacion era demasiado poderosa para que no se inflamase con ella el celo patrio y espíritu público del general Balcarce. Se presta inmediatamente ; conoce que la causa comun reclama sus servicios ; y esto solo basta para hacerlo olvidarse de sí mismo. En sus tareas firma el despacho del dia 5 del corriente, y acabando de hacerlo le sobreviene un insulto que le obliga á retirarse á su casa, donde fallece pocos minutos despues...

» Tal es en resúmen la historia de la vida pública del general Balcarce en el período de nuestra revolucion. El honor fué siempre su divisa ; la virtud

respondian 8 á las provincias del Alto Perú, y 17 á las provincias argentinas. Los primeros eran Serrano, Malavia, Zuñader, Carrasco, Rivera, Acevedo, Guzman y Pacheco de Melo. 1819.

el sendero de su preferencia. En todos los cargos superiores que obtuvo, siempre se le vió conciliar la circunspeccion con la afabilidad, el brillo del empleo con la simplicidad y llaneza de su trato, la equidad con la rectitud, la inflexibilidad en materias de rigorosa justicia con la racional deferencia en todo lo graciable ó accesible. Su integridad á toda prueba, su manejo puro y delicado, han establecido un objeto de elogio en la boca de sus mismos enemigos. Moderado en la prosperidad, resignado en el infortunio, constante sin tenacidad, religioso sin fanatismo, humilde sin servilidad, virtuoso sin hipocresía, liberal sin ostentacion, ilustrado sin impiedad, valiente sin arrogancia, hé aquí los estimables atributos que reunia este amable jefe. Los que le hayan tratado familiarmente habrán observado que su conducta privada era tan intachable como su vida pública. Buen padre, buen esposo, buen amigo, él supo acumular sobre el depósito de sus virtudes religiosas, morales y militares otras virtudes dulces é insinuantes, las virtudes sociales y domésticas.

» Sus exequias han sido celebradas con el mayor esplendor los dias once y trece en la iglesia del convento del órden de Predicadores. El soberano congreso acordó se le hiciesen honores de capitan general en campaña. Nada se ha perdonado que pudiese contribuir á la brillantez y lucimiento del acto. El R. P. provincial de aquel órden, Fr. Ignacio Grela, dijo en honor suyo el dia 13 una oracion fúnebre, que nada dejó que desear. Una doble circunstancia habia de por medio para que este elogio funeral hubiese sido, como lo fué, el mas completo : los talentos notorios del orador, y el vasto campo que se le presentaba en las virtudes del héroe finado. Digámoslo de una vez. La mayor pompa fúnebre del brigadier Balcarce, el mayor elogio de su mérito, ha consistido en la consternacion universal con que se recibió la noticia de su muerte. Todas las clases de la sociedad recuerdan aun con ternura su digna memoria. Todas han estado prosternadas al pié de los altares dirigiendo sus ardientes votos al Eterno por el descanso de aquel compatriota benemérito. Mas breve. El pueblo de Buenos Aires ha desplegado en esta ocasion una sensibilidad que le hace honor. Él ha llorado en las exequias de Balcarce. Hé aquí el argumento moral mas convincente, hé aquí la tarifa mas segura para regular el verdadero mérito de ese digno hijo de la patria. Todo un pueblo jamas puede engañarse acerca del punto de que parten sus intereses, y sobre lo que debe ser objeto de sus tiernas afecciones...

» Pero tantas virtudes, tantas relevantes prendas no fueron bastantes á impedir que sus conciudadanos mismos le hiciesen beber un dia el cáliz de la amargura. La envidia, la calumnia, el error ó un celo exaltado é indiscreto se pusieron de por medio para contrastar el espíritu magnánimo de Balcarce,

1819

Las demas provincias argentinas estaban representadas del modo siguiente :

El dean Fúnes, Lascaño y Villégas, *Cordobeses;* Gallo y Uriarte, *Santiagueños;* Godoy Cruz, *Cuyano;* Bustamente y Zavaleta, *Tucumanos;* Castro Bárros, *Riojano;* Sáenz, López, Arcuénaga, Passo, Patron, Viamont, Díaz Vélez y Chorroarin, de *Buenos Aires.*

La comision que redactó el proyecto de constitucion.

Los miembros de la comision que redactó el proyecto eran Bustamente, Serrano, Zavaleta, Passo y Sáenz, es decir, que la integraban tres Provincianos y dos Porteños.

De lo cual resulta que el congreso se componia de una mayoría de 17 Provincianos contra 8 Porteños.

Fué la obra de la mayoría de los diputados provincianos.

Los oradores que mas parte tomaron y que pueden llamarse los autores de la constitucion unitaria del año 1819, eran tambien Provincianos. Entretanto muy luego se verá que esta misma obra de los representantes de las provincias interiores fué la causa ó el pretexto que tomaron los revolucionarios de Santa Fé y Entre-Rios.

Contestacion del director supremo.

Hé aquí la contestacion oficial que dió el director supremo D. Juan M. de Pueyrredon:

« Soberano Señor : Al anunciar á Vuestra Soberanía la recepcion de los veinte ejemplares de la constitucion de estas provincias, que con órden augusta de 8 del corriente se sirvió dirigirme para su publicacion y ejecucion en todo el territorio unido, no puedo ménos de felicitar á Vuestra Soberanía por

y como para observar si su fortaleza era á prueba de toda angustia...... Mas dejemos á un lado tristes recuerdos y sírvanos de consuelo saber que nunca brilló mas el mérito de Balcarce, que cuando se vió purificado en el crisol de la afliccion.

» Concluyamos. La muerte del brigadier general D. Antonio González Balcarce formará época triste en la historia de las pérdidas irreparables de la patria. Solo un medio se nos presenta de indemnizarnos de algun modo de tamaño quebranto : seguir sus huellas y hacer esfuerzos contínuos por igualarle en honor y virtudes. No sería poco lograr ponernos con él al paralelo. Excederle es punto ménos que imposible (*).

(*) En uno de los arcos del templo de Santo Domingo, donde fué sepultado, se conservan en un cuadro las condecoraciones que ganó Balcarce en su carrera militar.

haber satisfecho tan cumplidamente el voto y esperanzas públicas. La carta magna, que desde hoy en adelante debe formar el patrimonio mas rico de estos pueblos, será un monumento perpétuo de la sabiduría de vuestros augustos consejos, no ménos que de la justicia y liberalidad de vuestros sentimientos. Como primer magistrado de estas provincias, doy á Vuestra Soberanía por mí y á nombre de todas ellas los plácemes y gracias mas expresivas por el precioso dote que les habéis consignado en la carta constitucional. Ayer mismo ha sido circulada por expresos á los pueblos interiores para su publicacion y jura en la forma mas solemne. Tengo el honor de avisarlo á Vuestra Soberanía en respuesta á su augusta nota. 1819.

» Dios guarde á Vuestra Soberanía muchos años. — 10 de mayo de 1819. — JUAN MARTIN DE PUEYRREDON. — GREGORIO TAGLE, secretario. — Soberano congreso nacional. »

Ceremonial para la jura de la constitucion.

El ceremonial que se observó en la proclamacion y jura de la constitucion sancionada por el congreso general constituyente fué el siguiente :

« 1° La publicacion de la constitucion se hará en la tarde del veinticuatro del corriente por medio de un bando solemne que deberá dirigirse dividido en cuatro secciones por las plazas principales.

» 2° La solemnidad del dia veinticinco se anunciará con salva triple y repique general de campanas al salir el sol. »

La constitucion de las Provincias Unidas de Sud-América fué en efecto promulgada el 25 de mayo de 1819, y jurada por los ejércitos al mando de los generales San Martin y Belgrano, así como por las provincias interiores, con excepcion de la Banda Oriental, Santa Fé y Entre-Rios.

El congreso publicó con ese motivo el siguiente manifiesto :

Manifiesto del congreso.

MANIFIESTO DEL SOBERANO CONGRESO GENERAL CONSTITUYENTE DE LAS PROVINCIAS UNIDAS EN SUD-AMÉRICA, AL DAR LA CONSTITUCION.

Cuando presente la historia á las edades venideras el cuadro

1819. de nuestra revolucion, no podrán excusarse de confesar que hemos andado esta carrera con esa majestuosa simplicidad con que da sus pasos la naturaleza. Borrascas, tempestades, erupciones volcánicas : nada perturba el órden de sus leyes, ni impide el término á que debe llegar. No ménos que en el órden físico hay en el órden moral otros sacudimientos políticos, que nacen del choque violento de los intereses y las pasiones. Estos son los que sufrimos por espacio de nueve años, y los que han concurrido á separarnos de nuestros altos destinos. Con todo, inmóbiles en nuestro propósito, no han podido destruir ese interes que inspira el amor al bien y á la causa de la libertad.

Recuerdo del dia 25 de mayo.

Acordáos, ciudadanos, del memorable 25 de mayo, que nos abrió la vasta y trabajosa carrera de la virtud. Degradados por el largo período de trescientos años, nos veíamos bajo un gobierno que por su debilidad y sus desastres ya no podia ser el agente tutelar de nuestra tímida existencia. Su plaza parecia estar vacante en medio del edificio social, y todo conspiraba á una completa disolucion. Fué, pues, que obligados á asegurar el órden público y la defensa del Estado, dimos el primer paso de la revolucion, reconcentrando en nosotros mismos un gobierno sin mas límites de su beneficencia que los de su poder. Esta resolucion heróica causó una alarma general entre los déspotas subalternos, tanto mas terribles en su opresion cuanto mas vecinos á los oprimidos. Una larga servidumbre, dice un sabio, forma un deber de resignacion y bajeza; besando entónces el hombre con respeto sus cadenas, tiembla de examinar sus propias leyes. Esto sucedió á muchos de nuestros compatriotas (con dolor lo decimos), y de ellos compusieron los tiranos su mayor fuerza. Para oponer á su ímpetu una obstinada resistencia, todo ciudadano se hizo soldado; el coraje se inflama, las espadas se afilan, y el incendio se hace general.

Pero todos creimos que la obra caducaria en su misma cuna sin un congreso general que fuese el centro de la unidad, diese el tono á las Provincias Unidas, y avivase esas semillas de justicia primitiva que la España habia procurado sofocar. Pero ¡ay! ¡qué de escollos vimos levantarse sobre nuestros pasos

Fatal discordia.

desde que la discordia hizo resonar su trompeta entre nosotros mismos, y vino en auxilio de nuestros enemigos! Nada disimulemos. Desde este fatal momento quedaron confundidos el derecho con el interes, el deber con la pasion, y la buena causa con la mala. Los gobiernos se suceden tumultuariamente como las olas de una mar agitada : se instala una asamblea general que desaparece como el humo; sopla España entre nosotros el fuego de la disension; amontona sobre nuestra opinion las calumnias mas groseras; manda ejércitos exterminadores; y los sucesos de la guerra son ya prósperos, ya adversos.

1819.

Sucesion de los gobiernos.

Lo que hace España.

Tanto como era mas fácil nuestra situacion, se hacía mas apetecible ese congreso nacional que destruyese el gérmen diseminado de la discordia, y concertase los medios de poner la patria en seguridad. Un gran designio es siempre independiente de los sucesos momentáneos, y sobrepuja á toda la indisciplina de las pasiones. Á despecho de tantos embarazos, de tantas trabas, de tantas contradicciones, aparece reunida en la ciudad de Tucuman, casi á los seis años de nuestro primer aliento, la misma representacion nacional que hoy os dirige, ciudadanos, la palabra. Ved aquí el segundo paso con que imitamos á la sencilla naturaleza. Todo fué preciso, sin duda, para que se mostrase vuestra obra con esa dignidad que comunican las distancias y los escollos á los grandes acontecimientos.

Congreso nacional.

Las consecuencias de esa nube, que de grado en grado habia oscurecido el horizonte, nos daban por entónces lúgubres presagios de una ruina próxima. ¡En qué estado tan deplorable se hallaba la República, cuando se instaló el congreso nacional! Los ejércitos enemigos extendiendo la desolacion y sus crímenes; los nuestros dispersos y sin subsistencia; una lucha escandalosa entre el gobierno supremo y muchos pueblos de los de su obediencia; el espíritu de partido ocupado en combatir una faccion con otra; una potencia extranjera que nos observa próxima á sacar partido de nuestras discordias; ciudadanos inquietos siempre prontos á sembrar la desconfianza comprimiendo el corazon de los incautos; el erario público agotado; el Estado sin agricultura, sin comercio y sin industria;

Estado deplorable de la República.

1819 la secta de Europeos españoles conspirando por la vuelta de la tiranía; en fin, todo el Estado caminando, de error en error, de calamidad en calamidad, á su disolucion política: ved aquí, ciudadanos, las llagas de la patria que consternaron nuestras almas, y nos pusieron en el arduo empeño de curarlas.

Lo primero que hizo el congreso.

Abatir el estandarte sacrílego de la anarquía y la desobediencia, fué lo primero á que el congreso dirigió sus esfuerzos. Por un cálculo extraviado, en que las santas máximas de la libertad servian de escudo á los desórdenes, se hallaban desunidas de la capital varias provincias. Este ejemplo contagioso tuvo tambien otros imitadores en algunos pueblos. Á fin de calmar estas inquietudes y hacerles ver la demencia de sacrificar la libertad de muchos siglos á la independencia de un momento, tomó el congreso todas las medidas que pudo dictarle la prudencia. La fuerza armada pone límites á la licencia en unas partes; un diputado del cuerpo con el carácter de enviado atraviesa el Paraná, llevando por destino realizar una conciliacion, cuyas bases fuesen la buena fe, la beneficencia recíproca, y la mas estrecha cordialidad. Para que á la luz de una reflexion fria y serena pudiesen desvanecerse los prestigios y convencerse de que los resultados espantosos de la discordia llegaban mas allá de lo que alcanza la imaginacion, dirigió tambien el soberano congreso un manifiesto lleno de vigor, en el lenguaje de la verdad, de la razon y el sentimiento, capaz de convencer al mas indócil y de endulzar al mas feroz. Fácil era reconocer en cada línea las almas de unos ciudadanos que sufríamos las emociones dolorosas de una patria desgraciada.

Medidas prudentes.

Manifiesto vigoroso.

Sentimientos del congreso.

Exigia la justicia, el bien de la patria y aun el interes individual, que renunciando una ambicion consejera de crímenes y usurpaciones, inclinase la balanza el peso de los males presentes y futuros al lado de la causa apoyada sobre el buen juicio. Si no sucedió así, á lo ménos el soberano congreso tuvo la sólida satisfaccion de manifestar que sus pensamientos todos eran á favor de la patria; que estaba libre de ese espíritu de partido que ciega y degrada; que no habia profanado el santuario de la sabiduría, traicionando sus altos deberes; y que hablando á

los disidentes de sus obligaciones, les hizo ver la preferencia que merece una virtud sumisa y modesta al arrojo de los que compran la celebridad por una muerte inútil á la patria. 1819.

El congreso nacional habia previsto de léjos, que en un tiempo en que se hallaba perturbada toda la rotacion de la máquina política, no era posible restituirla á la armonía de su antiguo curso sin la fuerza motriz de un gobierno que, segun la expresion de un sabio, es en el sistema político lo que ese poder misterioso que en el hombre reune la accion á la voluntad. Con esta razon general concurrian otras de suma importancia producidas por las circunstancias del momento. La marcha oscura de la intriga y los manejos atrevidos de la ambicion habian puesto á la capital en un estado de crísis peligrosa. Por todos se deseaba un nuevo director, que con su autoridad activa y vigilante asegurase el imperio de las leyes, protegiese el órden, y volviese al Estado su tranquilidad. Á mas de esto, no sin fundamento se esperaba que un director supremo á nombramiento de toda la representacion nacional fuese mirado por las Provincias con el agrado á que inclinan las propias obras, y no con esa desconfianza oculta que en las de este género merecen las ajenas. Penetrado de estos sentimientos el soberano congreso, puso sus miras en un hombre distinguido por sus servicios, recomendable por sus talentos, y, en su juicio, capaz por su política de cerrar la puerta á los abismos. Fué este el señor brigadier general D. Juan Martin de Pueyrredon, que felizmente tiene en sus manos las riendas del Estado. Vosotros lo sabéis, ciudadanos, con qué pulso y acuerdo ha sabido fijar la suerte vacilante de la patria. Á su presencia, las pasiones agitadas solo nos dieron aquel susurro que dejan en las aguas por algun tiempo las grandes tempestades. Los facciosos fueron dispersos, llevando consigo la confusion y sus remordimientos.

Los servicios hechos por el general Pueyrredon.

El soberano congreso echó de ver que una magistratura suprema sin una regla propia que le sirviese de guia, no podia gozar de sólida existencia. Por desgracia, el estatuto provisorio que regia al Estado, lisonjeando demasiado las aspiraciones de unos pueblos sin experiencia, aflojó algun tanto los nudos so-

1819. ciales. El soberano congreso creyó de su deber la formacion de otro, que provisoriamente llenase el vacío de la constitucion.

El congreso formó otro estatuto.

Aunque sin la recomendacion que da la idea de una obra permanente, él debia conformarse á los principios del pacto social, al genio de la nacion, á su espíritu religioso, á su moral, á sus virtudes y á todas las necesidades del Estado. Vednos aquí, ciudadanos, empeñados en dar á la máquina política una accion sin abusos y un movimiento sin destruccion. No darémos un análisis de su organizacion; porque reservándonos hacerlo en breve de la constitucion, que tomó de él muchos artículos, esperamos esta ocasion para que juzguéis del mérito de nuestro trabajo.

Lo que hizo el poder ejecutivo.

Dirémos, sin embargo, que á virtud de este reglamento, aunque el poder ejecutivo quedó en la feliz impotencia de ser un déspota, con todo recuperó la autoridad de que se hallaba despojado. Su nombre no fué ya un título vano con que se decoraba la nulidad, sino una expresion que acompañada del vigor debia suscitar el respeto y obrar sobre los pueblos con un ascendiente desconocido. Temible al mismo tiempo podria romper estos muros impenetrables, que parecia poner al vicio á cubierto de todos los esfuerzos del poder.

No ménos en centinela para que el abuso de la autoridad no pasase á tiranía, lo estuvimos tambien para que la libertad del pueblo no degenerase en licencia. Huyendo de esas juntas tumultuarias para las elecciones de jefes de los pueblos, reformamos las formas recibidas, y no dimos lugar á esos principios subversivos de todo el órden social. Tuvimos muy presente aquella sabia máxima : que es necesario trabajar todo para el pueblo, y nada por el pueblo ; por lo mismo limitamos el círculo de su accion á la propuesta de elegibles. Fué así como se consiguió la tranquilidad; y que no abandonando los ciudadanos sus trabajos útiles para entregarse al discernimiento de materias erizadas de abrojos, dejasen de correr como al principio todos los períodos del desórden.

Justas medidas que se tomaron.

Á merced de estas justas medidas, y de otras que omitimos, la patria empezó á presentar su frente con otra dignidad, y

tenia en su mano los elementos propios de su fuerza. Seis años iban ya corridos en que por parte de la España sosteníamos una guerra injusta, insensata y ruinosa : solo porque rehusábamos ser sus esclavos. No sin razon creíamos que la vuelta de Fernando VII al trono de sus padres pondria fin á estas calamidades; y que entregándose á los movimientos de una alma virtuosa, cuyas desgracias habian forzado á la fortuna á avergonzarse de su inconstancia, reconoceria nuestros derechos á la emancipacion. Todos los pueblos de la tierra, unidos de interes por la humanidad, tenian fijada su vista sobre este acontecimiento memorable : ó para coronar su nombre de gloria, ó para cubrirlo de una infamia eterna. Siempre rey por autoridad, y siempre padre por ternura, pudo haber hecho la real autoridad amable y cara á los pueblos. Mas, ¿qué hizo? ¿Escuchó con agrado la voz elocuente de la razon? ¿Tuvo acogida en su ánimo la dulce persuasion á favor nuestro? ¿Los lamentables gritos de las víctimas que se sacrifican á su nombre conmovieron sus entrañas? No, ciudadanos, no : en su alma tenia su trono el imperio de la ferocidad. De ella sale una voz que dice, como se dijo en otro tiempo contra los Norte-Americanos : « Con pueblos rebelados, la clemencia es debilidad; el estandarte de la rebelion fué levantado por la fuerza : caiga sobre las manos que lo desplegaron y sobre todos sus secuaces la cruel hacha de la justicia : no demos tiempo á esos amotinados para que se acostumbren á sus crímenes, á los jefes para que afirmen su poder, ni á los pueblos para que aprendan á venerar sus nuevos amos. Á ellos se les dan las pasiones, como las armas. Despléguese á su vista la majestad del trono español : ellos se precipitarán á nuestros piés, pasando luego del terror á los remordimientos, y de los remordimientos al yugo. La piedad en la guerra civil es la mas funesta de las virtudes; la espada una vez desenvainada no debe volver á su lugar, sino por la sumision : perezcan todos si es preciso, y á los que escapen de la muerte, solo les queden en su alivio ojos para llorar. »

1819.

Lo que hubiera podido lograr Fernando VII.

Los hechos de este rey inhumano van todos al unísono de estas palabras. Traed, ciudadanos, á la memoria el torrente de

Hechos crueles del rey Fernando VII.

1819. males que os expusimos en otro manifiesto patético, si acaso no bastan los que sufris, para acreditar su crueldad. Ignoraba sin duda que la paciencia tiene un término, al que sucede la desesperacion; que el terror indigna mas que lo que acobarda á un pueblo armado por su libertad; y en fin, que la naturaleza se venga de todo aquel que se atreve á ultrajarla.

Para conocer todo el fondo de imprudencia que caracteriza los hechos de este rey, echemos la vista sobre los Españoles de la Península, que irresolutos balancean entre si perseveren bajo el yugo ó se proclamen independientes de Fernando. ¡Cómo! ¿será burlándose de sus vidas que se les inclinará á la obediencia? ¿No servirá mas bien esta crueldad para endurecer sus corazones? Sí; nosotros lo sostenemos: en esa escuela de sangre, que ha abierto ante sus ojos, es donde ellos aprenderán á no ser siervos. Si llegan á sublevarse, en ella es donde sus almas vacilantes se habrán fortificado contra sus dudas. Ellos vivian perplejos sobre abandonar á su rey; la voz del respeto paternal les gritaba: Deteneos, es vuestro soberano.... Y tú, legislador imprudente, tú habrás fijado su voz trémula, tú habrás apagado en ellos la dulce ternura del amor filial; tú los habrás precipitado á la insurreccion.

Excesos del dicho rey en los dos hemisferios.

Con respecto á nosotros, los efectos aun fueron mas justificados; sus excesos en uno y otro hemisferio acabaron de borrar toda disposicion á favor de su vasallaje. Perseguidos á todo ultraje por su fiereza, él mismo nos hizo conocer que solo la independencia era la tabla saludable para llegar á una isla afortunada. Dimos por fin el tercer paso que nos indicaba la naturaleza, y nos declaramos independientes. Gracias al odio irreconciliable que nos produjo tanto bien. Ciudadanos, vednos aquí desde esta época en un siglo enteramente nuevo: ya no pertenecemos á la España, sino á nosotros mismos. Enemigos de un rey ingrato, concentrarémos en adelante nuestros proyectos y nuestras fuerzas en el plan único de nuestra felicidad. Las almas tímidas, que solo juzgan de la suerte del Estado por las menguadas dimensiones de su fortuna, creyeron que nuestra existencia exigia siempre estar unida á la de España. Se en-

Decláranse independientes los Americanos.

gañaron. Verá el mundo que podemos ser autores de esta nueva creacion. 1819.

En efecto, ¡ de qué aliento vigoroso no se sintieron esforzados vuestros brazos al pronunciar estas palabras : *Somos ya independientes, somos libres !* Entónces fué cuando los corazones se asociaron para sostener con gloria los empeños de esta feliz metamórfosis. Entónces fué cuando los himnos consagrados á la libertad llegaron á componer una parte del culto. Entónces, en fin, cuando las llamas del regocijo sucedieron en muchos á los incendios de la discordia. Ciudadanos, no sin la mas tierna emocion observa el soberano congreso que un enviado extranjero (1) cerca de nuestro gobierno, penetrado de los sentimientos que os inspiró la independencia, informa al suyo por estas cláusulas : « Esta fué una medida de la mas alta importancia, y ha sido productiva de una unanimidad y decision ántes desconocida.... la saludable influencia de este intrépido y decisivo paso fué sentida á un tiempo en todo el territorio, y dió nuevo vigor y fuerza á la causa de la patria y estabilidad al gobierno. »

Lo que sintieron al verse libres.

Rodney, primer enviado extranjero.

No era poco habernos desembarazado de enemigos domésticos y roto las coyundas de un yugo aborrecido ; pero mucho mas pedia de nosotros nuestro propio instituto. Entablar relaciones amigables con las potencias extranjeras, de quienes podíamos temer que se reuniesen á nuestro comun enemigo, y conseguir el reconocimiento de nuestra independencia : ved aquí, ciudadanos, los grandes objetos que han ocupado las mas sérias y profundas meditaciones del congreso. Nadie hay que ignore, que para no descarriarse en el laberinto de esta carrera, es necesario seguir un órden de consejos, reflexiones y pensamientos que salen de la esfera de los comunes. Nada ménos se necesita que un conocimiento exacto de los intereses que unen ó desunen á las naciones ; de los objetos que las lisonjean ó las irritan ; de las fuerzas que disfrutan ó de las

Lo que reclamaba el propio instituto.

(1) Mr. Rodney, primer enviado de la comision que diputó el presidente de los Estados Unidos de Norte-América.

1819. que carecen; una agilidad de espíritu, que replegándose sin cesar sobre sus propios proyectos para extenderlos ó reprimirlos, suspenderlos ó precipitarlos, se acomoda al tiempo, se presta á los acontecimientos y toma la forma de las circunstancias, pero sin dependencia de ellas; un espíritu de precaucion contra la astuta política que asegura sus negociaciones con las desconfianzas, las dirige con desvíos aparentes, las adelanta con lentitudes estudiosas, y nunca está mas cerca de su término que cuando afecta mas distancia; en fin, un golpe de ojo distinto y rápido que une los objetos á pesar de sus distancias, los distingue á pesar de su semejanza, y los concilia á pesar de su contrariedad.

No creais, ciudadanos, que esta sea una pura teoría con que procuramos entretener vuestra imaginacion. Es, sí, el sumario de nuestros pasos en la difícil carrera de la delicada diplomacia. Puesto en nuestras manos un Estado naciente, inconstituido, ¡qué de difíciles combinaciones no han sido necesarias para introducir la razon, armada de toda su fuerza, en el fondo de los gabinetes: ó indiferentes sobre su suerte, ó desconfiados de su justicia, ó prevenidos contra su causa, ó en contradiccion con sus intereses, ó detenidos, en fin, por el influjo de una política circunspecta! ¡Qué de actividad, qué de diligencia para frustrar en las córtes las sugestiones emponzoñadas de la vengativa España, y dejar sin frutos sus eternos resentimientos! ¡Qué de prudencia y delicadeza para ajustar negociaciones, sin comprometer al Estado, con una potencia vecina que nos observa! ¡En fin, qué de precaucion, qué de paciencia para contener el genio del mal apoderado de algunos pueblos, formando en el seno del Estado otro Estado aparte, sin mas política que la de las pasiones, siempre reprimidas por la autoridad, y siempre en lucha con ella misma!

Tarea difícil del congreso.

Por el mismo interes de nuestra causa, ciudadanos, no nos es permitido correr el velo á los misterios que nos han ocupado con las demas naciones. Ellos son de tal naturaleza que deben obrar en silencio y madurar por progresos insensibles y lentos. La justicia y la utilidad comun con que se recomienda nuestra

causa, son del género sublime y de un órden superior á los obstáculos que suscita la intriga. Así ellas minarán sordamente las opiniones; ellas filtrarán como las aguas mansas, y dejando un depósito fecundo, fructificará el bien con abundancia. Entretanto, contentémonos con disfrutar de las potencias europeas esa neutralidad tácita, fundada sobre el derecho de igualdad entre nacion y nacion, como otras tantas personas libres que viven en el estado de naturaleza. Es sobre este principio incontestable que no creyéndose ninguna de ellas con accion á mezclarse en los asuntos domésticos de cada Estado, retiran su cooperacion activa y dejan á las partes contendoras de la presente lucha en su pleno derecho para obrar segun sus intereses. El comercio, la paz, la beneficencia recíproca que reclama la sociedad universal entre todas las naciones del globo, son los sólidos bienes que en su tribunal merecerán la preferencia sobre las pretensiones injustas y acaloradas de la España. 1819.

Traslacion del congreso á la capital del Estado.

Los cuidados de la guerra y el deseo de tomar un conocimiento mas exacto de todas las relaciones que unen los diversos intereses del Estado, ejecutaban al soberano congreso para trasladarse á la capital, donde mas en contacto con el poder ejecutivo podria darse á la causa otra celeridad, otro acierto. No fué sino despues de haber calmado las agitaciones de varios anarquistas, siempre empeñados en disputarse las ruinas de la patria, que verificó el congreso su translacion.

Deberes del congreso.

Si la naturaleza de un manifiesto breve y sucinto admitiese el detal de nuestras sérias ocupaciones desde esta época, por él deberíais medir, ciudadanos, la extension de nuestros cuidados. Reparar los males del Estado, al mismo tiempo que trabajamos en formarle la constitucion mas ventajosa : ved aquí lo que exigia de nosotros un instinto laborioso.

Autorizacion para adjudicar tierras baldías.

La escasa poblacion del Estado pedia de justicia que nos acercásemos al orígen de un mal que nos daba por resultado nuestra comun debilidad. Este no era otro que el despotismo del antiguo régimen, cuyos estragos son siempre la esterilidad, la incultura y el desierto de los campos. Autorizando el congreso al supremo director del Estado para adjudicar tierras

1819. baldías á nuevos pobladores, quienes cultivasen este árbol de la vida, dió la señal de que se regia por los sentimientos de un espíritu reparador.

Medidas para fomentar las rentas del Estado.

Las calamidades de una guerra larga y dispendiosa tenian agotados los fondos públicos, y gravado el Estado con una deuda enorme. No podia ignorar el congreso que el dinero es para el cuerpo político lo que la sangre para el humano. Aumentar la masa de estos fondos y mejorar su situacion deplorable, fué lo que fijó su solicitud y sus cuidados. Á este efecto sancionó el decreto de amortizacion expedido por el poder ejecutivo, dictó un reglamento que sirviese de guia á la comision encargada del cobro de deudas relativas á la aduana, aprobó la rebaja de su arancel, el establecimiento de la caja nacional de fundos de Sud-América, dió su existencia á un banco de rescate para el fomento del rico mineral de Famatina, mandó establecer una callana de fundicion, tuvo su aprobacion el proyecto de una casa de moneda, y trata de hacerla extensiva á los metales de cobre. No es por movimientos rápidos que se pueden restablecer las rentas agotadas de un Estado. El tiempo y la prudencia son los que darán este resultado feliz.

Escuelas de primeras letras.

La ignorancia es la causa de esa inmoralidad que apaga todas las virtudes, y produce todos los crímenes que afligen las sociedades. El congreso con el mayor interes escuchó y aprobó la solicitud de varias ciudades en órden á recargar sus propios haberes para establecer escuelas de primeras letras y fomentar otras benéficas instituciones.

Educacion pública.

No hay cosa mas consoladora que ver propagado el cultivo de la educacion pública. Los trabajos consagrados por el supremo director del Estado al progreso de las letras en los estudios de esta capital, y los que se emplearán en las demas provincias, servirán con el tiempo para formar hombres y ciudadanos. Sensible el congreso á sus laudables conatos, aplicó la parte del erario en las herencias transversales á la dotacion de los profesores.

Historia natural.

Persuadido tambien de que la instruccion en el ameno y delicioso ramo de la historia natural influye con ventajas con-

siderables en el progreso de los conocimientos humanos, ha protegido las ideas benéficas de un naturalista recomendable por su saber. 1819.

Recompensas nacionales.

Las recompensas nacionales son un homenaje que la patria ofrece á la virtud, un culto público tributado al mérito, y un estímulo de grandes acciones. Con monumentos y signos de honor mandó atestiguar su reconocimiento á los guerreros que han señalado su valor en defensa de la patria, y con algunos privilegios exclusivos á favor de los inventores ó introductores de las artes ha procurado domiciliar las producciones de la industria.

Creacion de un nuevo tribunal.

Crímenes de revoluciones intestinas contra el gobierno tenian atemorizada la patria por la tenebrosa meditacion de los complotados y sus frecuentes animosidades. Ninguna seguridad en el Estado, ningun lugar de asilo, ningun funcionario público sin peligro. El dolor con que el congreso advertia que nuestros códigos legales no eran suficientes para contener la audacia de unos hombres profundamente corrompidos, le hizo concebir que era preciso crear un nuevo tribunal de vigilancia, que con un reglamento acomodado á las circunstancias pudiese detener el curso de estos instrumentos de venganza y proscripcion. Una comision militar fué creada, y ella se emplea en purgar la patria de malvados.

Nunca ha sido el ánimo del congreso, ciudadanos, llamar vuestra atencion al pormenor de los asuntos que vuestras pretensiones particulares han elevado á su conocimiento. No es porque no redunde en su satisfaccion el que advirtiéseis la marcha silenciosa y paciente que ha llevado en un camino escabroso y lleno de aridez. Pero ¿quién podria seguir el hilo en este inmenso cúmulo de operaciones? Con un ardor infatigable trabajábamos en la constitucion que habia de consolidar vuestra felicidad; mas este pesado despacho paralizando nuestros afanes, fué preciso que fiando los ménos arduos al juicio de una comision, quedasen desembarazadas las atenciones del congreso para emplearlas en el principal objeto de su mision.

Cuando nos diputásteis, ciudadanos, á la formacion de este

1819.

Lo que es la constitucion política de un Estado.

congreso soberano, bien penetrados estábais que sin una constitucion permanente no podia entrar el Estado en la lista de las naciones, ni llamarse libre y feliz. En efecto, ¿qué otra cosa es la constitucion política de un Estado, sino ese solemne pacto social que determina la forma de su gobierno, asegura la libertad del ciudadano, y abre los cimientos del reposo público? Desde luego no habríamos desempeñado los sagrados deberes de nuestro encargo, si en la que al presente os alargamos, no viéseis en accion ese derecho incontestable de los pueblos para elegirse la mejor.

En un asunto en que empeñaron todo su saber los Licurgos, los Solones, los Platones y Aristóteles, creyeron vuestros representantes que sin el socorro de la historia, de la política y del cotejo de las mejores constituciones, iban expuestos á traicionar toda vuestra confianza. Así es que para evitarlo, acercándose á estas fuentes puras, han sacado los principios que rigen las sociedades políticas, y los han acomodado al pacto social que vais á jurar.

Lo que es la constitucion actual de las Provincias Unidas.

Seguramente podemos decir con igual derecho que decia una sabia pluma en su caso, que la presente constitucion no es ni la democracia fogosa de Aténas, ni el régimen monacal de Esparta, ni la aristocracia patricia ó la efervescencia plebeya de Roma, ni el gobierno absoluto de Rusia, ni el despotismo de la Turquía, ni la federacion complicada de algunos Estados. Pero es, sí, un estatuto que se acerca á la perfeccion : un estado medio entre la convulsion democrática y el abuso del poder ilimitado.

Por esta idea anticipada ya advertis, ciudadanos, que deseando el congreso soberano haceros gustar de todas las ventajas que los hombres pueden gozar sobre la tierra, ha formado la constitucion presente, organizando de un modo mixto los poderes legislativo, ejecutivo y judicial. Dividir estos poderes y equilibrarlos de manera que en sus justas dimensiones estén como encerradas las semillas del bien público : ved aquí la obra reputada en política por el último esfuerzo del espíritu humano; y ved aquí tambien con la que ha asegurado el con-

greso vuestra prosperidad. Un análisis de sus bases principales os pondrá, ciudadanos, en estado de conocer que ella lleva el sello de la mas profunda reflexion. 1819.

Por la misma constitucion del hombre, por la formacion de las sociedades, y por una grande série de monumentos históricos, descubrió el congreso esta importante verdad — que no puede ser por mucho tiempo un pueblo libre y feliz, sin que sea su propio legislador. Pero cuando quedó convencido de su fuerza, lo estuvo en igual grado, que su concurso inmediato á la formacion de la ley le comunicaria el carácter que llevan siempre las obras del error, del tumulto y las pasiones. Una asamblea numerosa de hombres, por la mayor parte ignorantes, divididos por opiniones, por principios, por intereses, y agitados por todo lo que fermenta al rededor de sí, no puede producir leyes sábias. Para hacer buenas leyes, dice un filósofo, se necesitan cabezas frias y corazones puros. Pero cuando esto fuese posible en pequeños pueblos, no lo sería en los vastos Estados.

Lo que es necesario para hacer buenas leyes.

Estos principios concluyen la necesidad de ejercer los pueblos su potestad legislativa por otras manos distintas de las suyas, pero elegidas por ellos mismos ; y la razon que ha tenido el congreso constituyente para formar otro compuesto de dos cámaras, una de representantes, y otra de senadores. El pueblo es el orígen y el creador de todo poder; pero no pudiendo ejercer por sí mismo el legislativo, es este augusto congreso el depositario de su confianza para este ministerio.

Límites puestos por el congreso en los empleos.

En la amovilidad de los representantes y senadores no ha procurado manifestar menor cordura este congreso. No hay sentimiento mas natural al hombre que el de extender el poder de que está revestido. Pero un hombre transeunte en la carrera de los empleos no puede ser tentado con el goce de una fortuna fugitiva. Fué, pues, por eso que el congreso constituyente puso límites á estos cargos.

Debe tambien reconocerse su prevision, fijando á tiempos señalados las sesiones del cuerpo legislativo. Ha demostrado la experiencia, y parece estar en la flaqueza natural del hombre,

1819. que una asamblea legislativa siempre en fatiga buscando materia á sus perpétuas deliberaciones, nunca puede ser tan feliz que la encuentre tal cual ella conviene para sancionar leyes justas y proporcionadas á las públicas necesidades. En este caso la misma multiplicidad de leyes, que siempre se ha mirado como síntoma de corrupcion, las desnuda de ese carácter sagrado que comunica su importancia unida á su singularidad.

Creacion del poder ejecutivo.

Siguiendo el plan que se habia trazado el congreso constituyente, como encargado para levantar el edificio social, procedió á la creacion del poder ejecutivo. Todo cuanto puede influir á cautivar el entendimiento le habia persuadido, que el hombre nunca puede gozar de libertad bajo un gobierno donde se hallen amalgamados sobre unas manos los dos poderes legislativo y ejecutivo. En efecto, la voluntad del que manda es entónces la suprema ley, tanto mas rápida en su ejecucion, cuanto es mas vivo su propio interes. Obligado, pues, á dividirlo, revistió con este alto poder á un solo director supremo.

Director supremo.

Advertis aquí, ciudadanos, la sabiduría de esta medida. En la ejecucion de las leyes, un centro único de poder siempre ha sido necesario para que ellas sean superiores á todos los obstáculos. Libre entónces el magistrado supremo de concurrentes llenos de las desconfianzas y los celos que inspira una odiosa rivalidad, él sabrá conducir al puerto el bajel del Estado por entre borrascas y precipicios. La anarquía abre la puerta á la tiranía, y la tiranía forja los hierros de la esclavitud. La unidad del poder previene estos inconvenientes. Á su presencia desaparecen las turbulencias; y el trono de la ley se deja ver en todo su esplendor.

Utilidad de la unidad del poder.

Atribuciones del director supremo.

Rodeando la constitucion á este primer magistrado de una grande dignidad y fuerza física, es como se ha propuesto imprimir en los ánimos un respeto saludable y ponerlo en aptitud de proteger las instituciones en que está fundada la prosperidad del Estado. Entre otras muchas atribuciones, él es el jefe supremo de todas las fuerzas de mar y tierra; inspector de todos los fondos públicos; dispensador de todos los empleos; tiene un influjo inmediato en los tratados con las naciones extran-

jeras; publica la guerra; la dirige en todo su curso; propone al cuerpo legislativo proyectos que estima convenientes á la felicidad de la patria; manda ejecutar todas las leyes; examina las que de nuevo se meditan, y goza de un *veto* moderado. Así es como esta suprema magistratura tiene en sus manos todos los resortes del gobierno; y así es, tambien, como se halla autorizada para reprimir la audacia de los prevaricadores, que con ultraje de las leyes procuran ser autores de una política subversiva. 1819.

Con sobrado acuerdo no quiere la constitucion que el supremo director del Estado tenga la iniciativa de las leyes, ni ménos un *veto* absoluto. Nada sería tan peligroso como el revestirlo de estas prerogativas. ¿Qué otra cosa produciria esa iniciativa, sino tener siempre subordinado el ejercicio de la legislatura á los antojos del ejecutivo? Y este *veto* absoluto ¿qué nos daria por resultado, sino abrir la puerta á la discordia; tentar al gobierno para que invada en su totalidad lo que ya en parte le pertenecia; y corromper los miembros que puedan oponerse á su ambicion? Cierto es que el que tiene en sus manos las riendas del gobierno, y que como á un centro comun llama todas las partes de la administracion, debe conocer todas las necesidades del Estado y promover los medios que influyen en su alivio; pero es en fuerza de estas mismas consideraciones que la constitucion le autoriza para proponer proyectos conformes á su carácter, á sus costumbres, á su presente situacion, y aun á producir un *veto* moderado, que no pasando de una simple censura, es mas análogo á la naturaleza de su poder.

Corte suprema de justicia.

Á las dos instituciones sociales de que hasta aquí hemos hecho mencion, añadió el congreso constituyente una corte suprema de justicia con la investidura del poder judicial. Razones no ménos poderosas que las pasadas dieron nacimiento á esta separacion. Un legislador y juez á un mismo tiempo vendria á ser no pocas veces juez en su propia causa. No parece sino que en cierto modo venga el legislador su ofensa personal, cuando juzga del ultraje inferido á su misma ley: teniendo entónces que infligir penas contra el transgresor, se halla expuesto este

1819. á ser víctima de su pasion. Otra es la disposicion de un mero juez, cuyos sentimientos ménos agitados, porque no ve insultada ninguna de sus obras, escucha en silencio la voz de la razon.

Deberes de los legisladores; duracion de sus empleos.

Por lo demas, las funciones de los que ejercen este poder se reducen á sostener con fuerza la verdad en el templo de la justicia. Á fin de que ellos sean órganos fieles de la ley, instruyéndose constantemente de su espíritu, dispone la constitucion, que duren en sus plazas lo que dure su probidad de vida y buena opinion. Poderlo todo á favor de la justicia, y no poder nada á favor de sí mismos, es el estado en que la misma constitucion pone á estos ministros. El texto de la ley claro y expreso es todo lo que ellos pueden sobre el ciudadano. De este modo quedan sin efecto los consejos peligrosos de ese amor propio, que con interpretaciones arbitrarias aspira á capitular con la ley, y encontrar un medio aparente entre el vicio y la virtud.

El congreso equilibra los poderes.

Nada habria hecho el congreso constituyente, si dividiendo los poderes no los hubiese equilibrado, de manera que el ejercicio de cada uno se hallase contenido en sus justos límites. Mas ó ménos autoridad de la que les correspondia, ó hubiese favorecido el desórden, ó provocado á la insurreccion, ó consagrado la tiranía. Demos por ahora, ciudadanos, una ojeada rápida sobre la constitucion presente, y verémos alejados de ella estos escollos.

Ojeada sobre la constitucion.

La facultad de formar leyes sería por lo comun llevada á los últimos excesos, si pudiese perder de vista que su objeto es unir á los ciudadanos por un interes comun. Los hombres entónces, opresores ú oprimidos, sufririan los mismos males que en el estado de naturaleza. Advertid, ciudadanos, la desvelada atencion del congreso constituyente para contrabalancear esa facultad y prevenir todos sus abusos. Pasemos en silencio las formalidades de la constitucion, para que tenga acceso un proyecto de ley; nada digamos en órden á la mayoría de sufragios requerida en su aprobacion; y fijemos la vista, así sobre el influjo de los dos cuerpos deliberantes, como sobre el que tiene el ejecutivo en la formacion de la ley. Persuadido el congreso

Influjo de los dos cuerpos deliberantes.

que sin que esta fuese pesada en distintas balanzas, jamas presentaria la imágen de la imparcialidad, fué que dividió en dos cuerpos de intereses distintos por algunos respectos ese poder legislativo. Una cámara de representantes y un senado son esos cuerpos encomendados de esta augusta funcion. Leyes iniciadas en cualquiera de ellos, discutidas en ambos, pasadas por la prueba de la censura del ejecutivo, revisadas nuevamente y sancionadas por dos tercios de sufragios, jamas podrá dudarse que son el fruto de la reflexion profunda, del juicio severo, de la madurez del espíritu; y que equilibrando así los poderes, la constitucion purifica las leyes de todas las sugestiones del amor propio, y aun de las pequeñas faltas del descuido. 1819.

Medidas sabias del congreso.

No sería ménos funesto á la libertad el poder ejecutivo que el legislativo sin equilibrio, si revistiendo el congreso con la fuerza armada, no hubiese tomado en la constitucion las medidas que dicta la prudencia para mantener la balanza en igualdad. Sabido es que las leyes enmudecen á vista de la fuerza. Un magistrado armado siempre es emprendedor; y de la violacion de las leyes á la tiranía el camino es corto. Pero, ciudadanos, vivid seguros de esta usurpacion. La fuerza física, que en la paz sirve de apoyo al ejecutivo, se halla mitigada por la fuerza moral que sirve de baluarte al legislativo. Esa confianza entera, ese amor sincero de los pueblos á unos representantes de su eleccion, depositarios fieles de su fortuna, de su libertad y aun de su existencia, y cuya causa personal se halla identificada con la suya: ved aquí, ciudadanos, en lo que ella consiste. Sería demasiada presuncion de un magistrado supremo persuadirse que en oposicion de esta fuerza moral podia invadir impunemente los derechos sagrados de la legislatura. En la escuela de todos los siglos deberia haber aprendido que esa fuerza moral, aunque fundada sobre las fibras blandas del corazon y del cerebro, es incontrastable; y que aspirar á destruirla, es destruir su poder mismo. En efecto, los pueblos no tardarian en armarse para vengar una ofensa que mirarian como propia, y aniquilar un temerario que intentaba construir su fortuna sobre las ruinas de la libertad.

1819.

Lo que previno el congreso.

Sin duda que la guerra puede ser la ocasion mas favorable á ese ambicioso para poner en práctica el desdichado talento de no escuchar la razon, y procediendo por la via de hecho atacar vuestra libertad. Pero entrando el congreso constituyente en el corazon del hombre, y conociendo la marcha de las pasiones, previno las consecuencias de este paso resbaladizo. Con ese instinto de precaucion que ha presidido á sus deliberaciones, equilibró los pasos de la guerra. El congreso soberano la medita, la ajusta, y la declara : el poder ejecutivo la publica, levanta los ejércitos y los dirige. Pero aun hay mas : sin los nuevos subsidios que ella exige, no hará ese ambicioso sino vanos esfuerzos con que contentar su pasion. Su facultad se extiende al desnudo hecho de solicitarlos; la del congreso á alargarle la mano con medida, y hacerle siempre sentir su dependencia.

Cuando el congreso constituyente autorizó al poder ejecutivo con la doble facultad de disponer de los fondos públicos, y distribuir honores y dignidades, bien sabía lo que ella puede en las manos de un ambicioso para ganarse aliados, corrompiendo la virtud misma ; pero tambien sabía que la constitucion abria caminos para detenerlos en la carrera de sus empresas. Contra ese principio desorganizador, que nace, crece y se fortifica en el seno de la corrupcion, quiere la ley fundamental que el poder ejecutivo vaya enfrenado por las reglas que establece el legislativo en el manejo de los caudales ; y que, si es de su resorte poner empleados en los puestos, sea tambien del de este último acusarlos por una cámara, y separarlos por la otra. Así se ve que las desviaciones del gobierno supremo se hallan contenidas en esta parte por la constitucion, y reducido su influjo al puro bien social.

Análisis de la constitucion y lo que hace ver.

Si analizamos mas la constitucion, todo nos hará ver que está trazada en justas proporciones. El ejecutivo celebra los tratados con las demas naciones; el senado los aprueba ó rechaza, segun la forma constitucional. Nada mas justo en el órden de los principios, que deben regir á una nacion sábia y celosa de su libertad. El objeto de esos tratados es conservar la balanza política entre sus diversos intereses y fuerzas ; es combinarlo

de tal modo que ninguna potencia pueda prevalecer sobre las otras, oprimirlas ó conquistarlas. La razon clama por que el primer magistrado de la República, cuyo destino es poner en movimiento todos los ramos de la administracion, penetrar por sus embajadores los gabinetes de los príncipes, y arrebatarles sus secretos, tenga una parte muy activa en la celebracion de estos convenios; pero se trata de la suerte del Estado, y en estos asuntos su poder no es mas que un anillo, que enlazado con el legislativo forman la cadena social. La concurrencia de ambos es la que comunica la chispa eléctrica, que da la vida á la sociedad. 1819.

Libertad de la prensa.

Acabando de hacer ver el equilibrio de esta ley constitucional, llamamos vuestra atencion, ciudadanos, á la libertad de la prensa, que os franquea con generosidad. Constituido el pueblo en tribunal censorio, puede decirse que llegó á su perfeccion el equilibrio de los poderes, y aseguró sus bases la libertad civil. Sin esto la verdad, débil en tiempo de vuestros tiranos, no se atrevia á ver la luz, y temblando ante los mismos que debia intimidar, merecia la censura que debia hacer. Pero ¡ qué fuerza varonil, qué energía la de esa verdad, cuando con la libertad de la prensa recobra sus derechos ! ¡ Qué aguijon para los buenos, y qué freno para los hombres que abusan de su poder ! Acordáos, le decia á un príncipe un filósofo, que cada dia de vuestra vida es una hoja de tu historia. Ninguno hay tan inmoral y bajo para el que la estimacion pública no sea en el fondo del alma un decidido objeto de su amor propio. Esta libertad bien empleada os hará hablar con esa noble firmeza que el amor constante de la patria inspira á todo buen ciudadano, y hará que se avergüenzen los malvados de parecer á la faz de vuestro tribunal.

Sus beneficios.

Ventajas de una libertad bien afirmada.

Cuando el congreso constituyente, equilibrando los poderes, se propuso establecer la libertad sobre bases inmóbiles, sabía muy bien que en este choque perpétuo de los pesos daba algun alimento á las agitaciones moderadas. No creais, ciudadanos, que ellas puedan llevarnos al seno de la anarquía. Una libertad bien afirmada previene siempre ese desórden social. La

1819. balanza de los poderes está equilibrada; los derechos tienen garantía, y la licencia un freno. Temed, sí, cuando nos viéseis (por servirnos de la expresion de un sabio) vegetar en un reposo parecido al entorpecimiento de un paralítico. La ambicion siempre se aprovecha del sueño de los demas, y ella nunca duerme.

Declaracion de los derechos del ciudadano.

Para el final complemento de la constitucion no ha omitido el congreso constituyente la declaracion de esos vuestros derechos esenciales, de que ó jamas pudísteis renunciar sino en parte, ó que habia adulterado la corrupcion. Fué preciso á vuestros tiranos que cerrasen los archivos de la naturaleza, para que no pudiéseis encontrar los justos títulos de vuestra libertad, igualdad y propiedad. Ellos se os abren á vuestra vista. Ellos borrarán de vuestra memoria la humillante historia de vuestros antiguos ultrajes. Ellos desterrarán las preocupaciones de esos seres privilegiados, que insultaban con su fausto vuestra miseria. Ellos deben dar emulacion á los talentos, aplicacion al trabajo, respeto á las costumbres. Perpetuamente respiraréis en adelante el amor al bien, á la patria, á la justicia.

Religion católica.

De intento no os hemos presentado hasta aquí la religion católica, apostólica, romana, como la dominante entre nosotros, y como la primera ley del Estado. Acreditar esta resolucion entre pechos tan religiosos, acaso lo miraríais como ofensa y creeríais que se aplaudian vuestros representantes de no haber cometido un delito. Dejemos ese cuidado principalmente para aquellos Estados donde una criminal filosofía pretende sustituir sus miserables lecciones á las máximas consoladoras de un Evangelio acomodado á nuestra flaqueza. Por lo demas, el congreso constituyente ha creido que no eran del fuero de la ley las opiniones particulares que no interesan al órden público, y que el corazon humano es un santuario que debe venerar desde léjos.

Lecciones de la historia.

Al leer la historia de las antiguas naciones, os asombraréis, ciudadanos, de sus disturbios y disensiones sin ribera. Despues de mil debates terribles, era el último resultado abandonar pueblos á la suerte siempre incierta de las armas. Mal combinados

los poderes, sin una línea fija que los demarcase, sin equilibrio las fuerzas, nadie era tan superior á sus flaquezas, que no le hiciesen ilusion sus pasiones. Todo era efecto de que la política aun no habia salido de su infancia. Las luces de los siglos posteriores acabaron de perfeccionarla; y todas han venido en socorro de la constitucion que os presentamos. No ha cuidado tanto el congreso constituyente en acomodarla al clima, á la índole y á las costumbres de los pueblos en un Estado donde siendo tan diversos estos elementos, era imposible encontrar el punto de su conformidad; pero, sí, á los principios generales de órden, de libertad y de justicia, que siendo de todos los lugares, de todos los tiempos, y no estando á merced de los acasos, debian hacerla firme é invariable. 1819.

Despues de nueve años de revolucion, llegó por fin el momento, ciudadanos, que tuviésemos una constitucion. Ella encierra los verdaderos principios del órden social; y está dispuesta de manera que comunicando un solo espíritu, crie el genio de la nacion. Las legislaturas venideras la acercarán mas y mas á su perfeccion, y la pondrán en estado que pueda respetarla la mano del tiempo. Se dice comunmente que todas las naciones corren los períodos de la vida hasta la decrepitud en que perecen. Nosotros desmentirémos esta máxima, si siempre en centinela de la constitucion hacemos que renazca en ella la nacion misma. Lo que encierra la constitucion.

Por lo que respecta á nosotros, no ambicionamos otra gloria que la de merecer vuestras bendiciones; y que al leerla la posteridad, diga llena de una dulce emocion: VED AQUÍ LA CARTA DE NUESTRA LIBERTAD: ESTOS SON LOS NOMBRES DE LOS QUE LA FORMARON, CUANDO NO EXISTÍAMOS, Y LOS QUE IMPIDIERON QUE ÁNTES DE SABER QUE ÉRAMOS HOMBRES, SUPIÉSEMOS QUE ÉRAMOS ESCLAVOS. Sola ambicion del congreso.

Ciudadanos: ó renunciemos para siempre el derecho á la felicidad, ó demos al mundo el espectáculo de la union, de la sabiduría y de las virtudes públicas. Mirad que el interes de que se trata encierra un largo porvenir. Un calendario nuevo está formado: el dia que cuente en adelante, ha de ser ó para Conclusion.

1819. nuestra ignominia, ó para nuestra gloria. — Dado en la sala de las sesiones, en Buenos Aires, á 22 de abril de 1819. — Dr. GREGORIO FÚNES, presidente. — IGNACIO NÚÑEZ, pro-secretario.

Hé aquí la constitucion de las Provincias Unidas en Sud-América, sancionada y mandada publicar por el soberano congreso constituyente el 30 de abril de 1819.

SECCION I. — RELIGION DEL ESTADO.

Religion.

Artículo 1. — La religion católica, apostólica, romana, es la religion del Estado. El gobierno le debe la mas eficaz y poderosa proteccion; y los habitantes del territorio todo respeto, cualesquiera que sean sus opiniones privadas.

Art. 2. — La infraccion del artículo anterior será mirada como una violacion de las leyes fundamentales del país.

SECCION II. — PODER LEGISLATIVO.

Poder legislativo.

Art. 3. — El poder legislativo se expedirá por un congreso nacional, compuesto de dos cámaras: una de representantes, y otra de senadores.

CAPÍTULO I. — *Cámara de representantes.*

Cámara de representantes.

Art. 4. — La cámara de representantes se compondrá de diputados elegidos en proporcion de uno por cada veinticinco mil habitantes, ó una fraccion que iguale el número de diez y seis mil.

Condiciones de admision en ella.

Art. 5. — Ninguno podrá ser elegido representante sin que tenga las calidades de siete años de ciudadano ántes de su nombramiento; veintiseis de edad cumplidos; un fondo de cuatro mil pesos al ménos; ó en su defecto, arte, profesion ú oficio útil. Que sea del fuero comun, y no esté en dependencia del poder ejecutivo por servicio á sueldo.

Duracion de la representacion.

Art. 6. — Durarán en su representacion cuatro años, pero se renovarán por mitad al fin de cada bienio. Para verificarlo, los primeros representantes, luego que se reunan, sortearán los que deben salir en el primer bienio. El reemplazo de estos se hará

por los que con la anticipacion conveniente elijan los pueblos á quienes correspondan.

1819.

Art. 7. — La cámara de representantes tiene exclusivamente la iniciativa en materia de contribuciones, tasas é impuestos, quedando al senado la facultad de admitirlas, rehusarlas ú objetarlas reparos.

Facultad exclusiva de la cámara.

Art. 8. — Ella tiene el derecho privativo de acusar de oficio, ó á instancia de cualquier ciudadano, á los miembros de los tres grandes poderes, á los ministros de Estado, enviados á las cortes extranjeras, arzobispos ú obispos, generales de los ejércitos, gobernadores y jueces superiores de las provincias, y demas empleados de no inferior rango á los nombrados, por los delitos de traicion, concusion, malversacion de los fondos públicos, infraccion de constitucion, ú otros que segun las leyes merezcan pena de muerte ó infamia.

Su derecho privativo

Art. 9. — Los representantes serán compensados por sus servicios con la cantidad y del fondo que señale la legislatura, siendo su distribucion del resorte exclusivo de dicha cámara.

Compensacion á los representantes.

CAPÍTULO II. — *Senado.*

Art. 10. — Formarán el senado los senadores de provincia, cuyo número será igual al de las provincias; tres senadores militares, cuya graduacion no baje de coronel mayor; un obispo, y tres eclesiásticos; un senador por cada universidad; y el director del Estado, concluido el tiempo de su gobierno.

Senado.

Art. 11. — Ninguno será nombrado senador que no tenga la edad de treinta años cumplidos, nueve de ciudadano ántes de su eleccion, un fondo de ocho mil pesos, una renta equivalente, ó una profesion que lo ponga en estado de ser ventajoso á la sociedad.

Condiciones de admision en él.

Art. 12. — Durarán en el cargo por el tiempo de doce años, renovándose por terceras partes cada cuatro. La suerte decidirá quiénes deban salir en el primero y segundo cuatrienio.

Duracion del cargo de senador.

Art. 13. — El ex-director permanecerá en el senado hasta que sea reemplazado por el que le sucediese en el mando.

Art. 14. — Los senadores por las provincias se elegirán en la

1819.

Eleccion de los senadores.

forma siguiente. — Cada municipalidad nombrará un capitular y un propietario, que tenga un fondo de diez mil pesos al ménos, para electores. Reunidos estos en un punto en el centro de la provincia, que designará el poder ejecutivo, elegirán tres sugetos de la clase civil, de los que uno al ménos sea de fuera de la provincia. Esta terna se pasará al senado (la primera vez al congreso) con testimonio íntegro del acta de eleccion. El senado, recibidas todas las ternas y publicadas por la prensa, hará el escrutinio; y los que tuvieren el mayor número de sufragios, computados por provincias, serán senadores. Si no resultase pluralidad, la primera vez el congreso, y en lo sucesivo el senado, hará la eleccion de entre los propuestos.

Senadores militares.

Art. 15. — Los senadores militares serán nombrados por el director del Estado.

Obispos senadores.

Art. 16. — Será senador por la primera vez el obispo de la diócesis donde resida el cuerpo legislativo. En lo sucesivo se elegirá el obispo senador por los obispos del territorio, remitiendo sus votos al senado. Publicados por la prensa, se hará el escrutinio, y el que reuniese el mayor número será senador : no resultando pluralidad, decidirá la eleccion el senado.

Eleccion por los cabildos eclesiásticos.

Art. 17. — Los cabildos eclesiásticos reunidos con el prelado diocesano, curas rectores del Sagrario de la iglesia catedral, y rectores de los colegios (cuando estos sean eclesiásticos) elegirán tres individuos del mismo estado, de los cuales uno al ménos sea de otra diócesis. Remitidas y publicadas las ternas con sus actas, los tres que reunan mayor número de sufragios, computados por las iglesias, serán senadores : en caso de igualdad, el congreso ó senado decidirá la eleccion.

Deber del senado.

Art. 18. — Al senado corresponde juzgar en juicio público á los acusados por la sala de representantes.

Art. 19. — La concurrencia de dos terceras partes de sufragios harán sentencia contra el acusado, únicamente al efecto de separarlo del empleo, ó declararlo inhábil para obtener otro.

Art. 20. — La parte convencida quedará no obstante sujeta á acusacion, juicio y castigo conforme á la ley.

1819.

CAPÍTULO III. — *Atribuciones comunes á ambas cámaras.*

Atribuciones de ambas cámaras

Art. 21. — Ambas cámaras se reunirán por la primera vez en esta capital, y en lo sucesivo en el lugar que ellas mismas determinen; y tendrán sus sesiones en los meses de marzo, abril y mayo, setiembre, octubre y noviembre.

Art. 22. — Cada sala será privativamente el juez para calificar la eleccion de sus miembros, con mayoría de un voto sobre la mitad.

Art. 23. — Nombrará su presidente, vice-presidente y oficiales; señalará el tiempo de la duracion de unos y otros; y prescribirá el órden para los debates y para facilitar el despacho de sus deliberaciones.

Art. 24. — Ninguna de las salas podrá deliberar miéntras no se hallen reunidas ambas respectivamente en el lugar de las sesiones, al ménos en las dos terceras partes de sus miembros; pero un número menor podrá compeler á los ausentes á la asistencia en los términos y bajo los apremios que cada sala proveyese.

Art. 25. — Cada sala llevará un diario de sus procedimientos, que se publicará de tiempo en tiempo, exceptuando aquellas partes que á su juicio requieran secreto. Los votos de aprobacion ó negacion de los miembros de una y otra sala se apuntarán en el diario, si lo exigiese así una quinta parte de ellos.

Inviolabilidad de los senadores y representantes.

Art. 26. — Los senadores y representantes no serán arrestados ni procesados durante su asistencia á la legislatura, y miéntras van y vuelven de ella, excepto el caso de ser sorprendidos *in fraganti* en la ejecucion de algun crímen que merezca pena de muerte, infamia ú otra aflictiva; de lo que se dará cuenta á la sala respectiva con la sumaria informacion del hecho.

Derecho de cada sala para castigar.

Art. 27.—Los senadores y representantes, por sus opiniones, discursos ó debates en una ú otra sala, no podrán ser molestados en ningun lugar; pero cada sala podrá castigar á sus miembros por desórden de conducta, y con la concurrencia

1819. de las dos terceras partes expeler á cualquiera de su seno.

Art. 28. — En el caso que expresa el artículo 26, ó cuando se forme querella por escrito contra cualquier senador ó representante por delitos que no sean del privativo conocimiento del senado, examinando el mérito del sumario en juicio público, podrá cada sala con dos tercios de votos separar al acusado de su seno y ponerlo á disposicion del supremo tribunal de justicia para su juzgamiento.

Art. 29. — Ningun senador ó representante podrá ser empleado por el poder ejecutivo sin su consentimiento y el de la cámara á que corresponda.

Derecho de las dos cámaras.

Art. 30. — Cada una de las cámaras podrá hacer comparecer en su sala á los ministros del poder ejecutivo para recibir los informes que estime convenientes.

CAPÍTULO IV. — *Atribuciones del congreso.*

Atribuciones del congreso.

Art. 31. — Al congreso corresponde privativamente formar las leyes que deben regir en el territorio de la Union.

Art. 32. — Decretar la guerra y la paz.

Art. 33. — Establecer derechos; y, por un tiempo que no pase de dos años, imponer para las urgencias del Estado contribuciones proporcionalmente iguales en todo el territorio.

Art. 34. — Fijar á propuesta del poder ejecutivo la fuerza de línea de mar y tierra para el servicio del Estado en tiempo de paz; y determinar por sí el número de tropas que haya de existir en el lugar donde tenga sus sesiones.

Art. 35. — Mandar construir y equipar una marina nacional.

Art. 36. — Recibir empréstitos sobre los fondos del Estado.

Art. 37. — Reglar la forma de todos los juicios, y establecer tribunales inferiores á la alta corte de justicia.

Art. 38. — Crear y suprimir empleos de toda clase.

Art. 39. — Reglar el comercio interior y exterior.

Art. 40. — Demarcar el territorio del Estado y fijar los límites de las provincias.

Art. 41. — Habilitar puertos nuevos en las costas del terri-

torio cuando lo crea conveniente, y elevar las poblaciones al rango de villas, ciudades ó provincias. 1819.

Art. 42. — Formar planes uniformes de educacion pública, y proveer de medios para el sosten de los establecimientos de esta clase.

Art. 43. — Recibir anualmente del poder ejecutivo la cuenta general de las rentas públicas, examinarlas y juzgarlas.

Art. 44. — Asegurar á los autores ó inventores de establecimientos útiles, privilegios exclusivos por tiempo determinado.

Art. 45. — Reglar la moneda, los pesos y medidas.

Capítulo v. — *Formacion y sancion de las leyes.*

Formacion y sancion de las leyes.

Art. 46. — Las leyes pueden tener principio en cualquiera de las dos cámaras que componen el poder legislativo.

Art. 47. — Se exceptúan de esta regla las relativas á los objetos de que trata el artículo séptimo.

Art. 48. — Todo proyecto de ley se leerá en tres sesiones distintas, mediando entre cada una de ellas tres dias al ménos : sin esto no se pasará á deliberar.

Art. 49. — Los proyectos de ley y demas resoluciones del cuerpo legislativo para su aprobacion, deberán obtener la mayoría de un voto al ménos sobre la mitad de sufragios en cada una de las cámaras constitucionalmente reunidas.

Art. 50. — Aprobado el proyecto en la cámara donde haya tenido principio, se pasará á la otra para que discutido en ella del mismo modo que en la primera, lo repare, apruebe ó deseche.

Art. 51. — Ningun proyecto de ley desechado por una de las cámaras podrá repetirse en las sesiones de aquel año.

Art. 52. — Los proyectos de ley constitucionalmente aprobados por ambas cámaras pasarán al director del Estado.

Art. 53. — Si él los suscribe, ó en el término de quince dias no los devuelve objecionados, tendrán fuerza de ley.

Art. 54. — Si encuentra inconvenientes, los devolverá objecionados á la cámara donde tuvieron su orígen.

Art. 55. — Reconsiderados en ambas cámaras, dos tercios de sufragios en cada una de ellas harán su última sancion.

1819.

SECCION III. — PODER EJECUTIVO.

CAPÍTULO I. — *Naturaleza y calidades de este poder.*

Poder ejecutivo.

Art. 56. — El supremo poder ejecutivo de la nacion se expedirá por la persona en quien recaiga la eleccion de director.

Art. 57. — Ninguno podrá ser elegido director del Estado que no tenga las calidades de ciudadano natural del territorio de la Union, con seis años de residencia en él inmediatamente ántes de la eleccion, y treinta y cinco de edad cuando ménos.

Art. 58. — Tampoco podrá ser elegido el que se halle empleado en el senado ó en la cámara de representantes.

Art. 59. — Ántes de entrar al ejercicio del cargo, hará el director electo en manos del presidente del senado, á presencia de las dos cámaras reunidas, el juramento siguiente:

Fórmula de juramento hecho por el director.

Yo N. juro por Dios Nuestro Señor y estos santos Evangelios, que desempeñaré fielmente el cargo de director que se me confia; que cumpliré y haré cumplir la constitucion del Estado; protegeré la religion católica; y conservaré la integridad é independencia del territorio de la Union.

Duracion de su cargo.

Art. 60. — Durará en el cargo por el tiempo de cinco años.

Art. 61. — En caso de enfermedad, acusacion ó muerte del director del Estado, administrará provisionalmente el poder ejecutivo el presidente del senado, quedando entretanto suspenso de las funciones de senador.

CAPÍTULO II. — *Forma de la eleccion del director del Estado.*

Su eleccion.

Art. 62. — El director del Estado será elegido por las dos cámaras reunidas.

Art. 63. — Presidirá la eleccion el presidente del senado, y hará en ella de vice-presidente el presidente de la cámara de representantes.

Art. 64. — Los votos se entregarán escritos y firmados por los vocales, y se publicarán con sus nombres.

Art. 65. — Una mayoría de un voto sobre la mitad de cada cámara hará la eleccion.

Art. 66. — Si despues de tres votaciones ninguno obtuviese

la expresada mayoría, se publicarán los tres sugetos que hayan obtenido el mayor número, y por ellos solos se sufragará en las siguientes votaciones. 1819.

Art. 67. — Si reiterada esta hasta tres veces, ninguno de los tres propuestos reuniese la mayoría que exige el artículo 65, se excluirá el que tuviere menor número de votos : caso de igualdad entre los tres ó dos de ellos, decidirá la suerte el que haya de ser excluido, quedando solamente dos.

Art. 68. — Por uno de estos se votará de nuevo.

Art. 69. — Si repetida tres veces la votacion, no resultase la mayoría expresada, se sacará por suerte el director de entre los dos.

Art. 70. — Todo esto deberá verificarse acto continuo desde que se dé principio á la eleccion.

Art. 71. — Se procederá á ella treinta dias ántes de cumplir su término el director que concluye : en caso de muerte, deberá hacerse la eleccion dentro de quince dias.

Art. 72. — Entretanto se posesiona del cargo el nuevamente nombrado, subsistirá en el gobierno el que lo esté ejerciendo ; pero al electo se le contarán los cinco años desde el dia en que aquel haya cumplido su término.

Art. 73. — El director del Estado solo podrá ser reelegido por una vez con un voto sobre las dos terceras partes de cada cámara.

CAPÍTULO III. — *Atribuciones del poder ejecutivo.*

Art. 74. — El director del Estado es jefe supremo de todas las fuerzas de mar y tierra. Atribuciones del poder ejecutivo.

Art. 75. — Publica y hace ejecutar las leyes que han recibido sancion.

Art. 76. — Hace la apertura de las sesiones del cuerpo legislativo en los períodos de renovacion de la cámara de representantes en la sala del senado, informando en esta ocasion sobre el estado del gobierno, mejoras ó reformas, y demas que considere digno de poner en su conocimiento ; lo que se publicará por la prensa.

1819. Art. 77. — Convoca extraordinariamente el cuerpo legislativo cuando así lo exija el interes del país, durante la interrupcion de las sesiones.

Art. 78. — Puede proponer por escrito al cuerpo legislativo en sus cámaras los proyectos, medidas, mejoras ó reformas que estimáre necesarias ó convenientes á la felicidad del Estado.

Art. 79. — Publica la guerra y la paz ; forma y da direccion á los ejércitos de mar y tierra para defensa del Estado y ofensa del enemigo.

Art. 80. — Rechaza las invasiones de los enemigos exteriores; previene las conspiraciones, y sofoca los tumultos populares.

Art. 81. — Nombra por sí solo los generales de los ejércitos de mar y tierra; los embajadores, enviados y cónsules cerca de las naciones extranjeras; y los recibe de ellas.

Art. 82. — Nombra y destituye á sus ministros : la responsabilidad de estos la determinará la ley.

Art. 83. — Puede, con parecer y consentimiento de dos terceras partes de senadores presentes en número constitucional, celebrar y concluir tratados con las naciones extranjeras, salvo el caso de enajenacion ó desmembracion de alguna parte del territorio, en que deberá exigirse el consentimiento de dos tercios de la cámara de representantes.

Art. 84. — Expide las cartas de ciudadanía con sujecion á las formas y calidades que la ley prescriba.

Art. 85. — Nombra á todos los empleos que no se exceptúan especialmente en esta constitucion y las leyes.

Art. 86. — Nombra los arzobispos y obispos á propuesta en terna del senado.

Art. 87. — Presenta á todas las dignidades, canongías, prebendas y beneficios de las iglesias catedrales, colegiatas y parroquiales, conforme á las leyes.

Art. 88. — Todos los objetos y ramos de hacienda y policía, los establecimientos públicos, nacionales, científicos y de todo otro género , formados ó sostenidos con fondos del Estado, las

casas de moneda, bancos nacionales, correos, postas y caminos, son de la suprema inspeccion y resorte del director del Estado, bajo las leyes ú ordenanzas que los rigen, ó que en adelante formáre el cuerpo legislativo. 1819.

Art. 89. — Puede indultar de la pena capital á un criminal ó conmutarla, previo informe del tribunal de la causa, cuando poderosos y manifiestos motivos de equidad lo sugieran ó algun grande acontecimiento feliz haga plausible la gracia, salvos los delitos que la ley exceptúe.

Art. 90. — Confirma ó revoca con arreglo á ordenanza las sentencias de los reos militares pronunciadas en los tribunales de su fuero.

Art. 91. — Recibirá por sus servicios en tiempos determinados una compensacion, que le señalará el cuerpo legislativo; la cual ni se aumentará ni disminuirá durante el tiempo de su mando.

SECCION IV. — Poder judicial.

Capítulo único. — *Corte suprema de justicia.*

Art. 92. — Una alta corte de justicia, compuesta de siete jueces y dos fiscales, ejercerá el supremo poder judicial del Estado. Corte suprema de justicia.

Art. 93. — Ninguno podrá ser miembro de ella si no fuese letrado recibido con ocho años de ejercicio público y cuarenta de edad.

Art. 94. — Los miembros de la alta corte de justicia serán nombrados por el director del Estado con noticia y consentimiento del senado.

Art. 95. — El presidente será electo cada cinco años á pluralidad de sufragios por los miembros de ella y sus fiscales.

Art. 96. — La alta corte de justicia nombrará los oficiales de ella, en el número y forma que prescribirá la ley.

Art. 97. — Conocerá exclusivamente de todas las causas concernientes á los enviados y cónsules de las naciones extranjeras; de aquellas en que sea parte una provincia, ó que se susciten entre provincia y provincia, ó pueblos de una misma pro-

1819. vincia, sobre límites ú otros derechos contenciosos; de las que tengan su orígen de contratos entre el gobierno supremo y un particular; y últimamente de las de aquellos funcionarios públicos de que hablan los artículos 20 y 28.

Art. 98. — Conocerá en último recurso de todos los casos que descienden de tratados hechos bajo la autoridad del gobierno; de los crímenes cometidos contra el derecho público de las naciones; y de todos aquellos en que segun las leyes haya lugar á los recursos de segunda suplicacion, nulidad ó injusticia notoria.

Art. 99. — Los juicios de la alta corte y demas tribunales de justicia serán públicos; produciéndose en la misma forma los votos de cada juez para las resoluciones ó sentencias, de cualquiera naturaleza que ellas sean.

Art. 100. — Informará de tiempo en tiempo al cuerpo legislativo de todo lo conveniente para las mejoras de la administracion de justicia, que seguirá gobernándose por las leyes que hasta el presente, en todo lo que no sea contrario á esta constitucion.

Art. 101. — Cada seis meses recibirá de las cámaras de justicia una razon exacta de las causas y asuntos despachados en ellas, y de las que quedan pendientes, su estado, tiempo de su duracion y motivos de demora, instruida con el diario del despacho que deben llevar los escribanos de cámara, á fin de que, estando á la mira de que la justicia se administre con prontitud, provea lo conveniente á evitar retardaciones indebidas.

Art. 102. — Los individuos de esta corte ejercerán el cargo por el tiempo de su buena comportacion; y no podrán ser empleados por el poder ejecutivo en otro destino sin su consentimiento y el de la misma corte.

Art. 103. — El cuerpo legislativo les designará una compensacion por sus servicios, que no podrá ser disminuida miéntras permanezcan en el oficio.

SECCION V. — DECLARACION DE DERECHOS.

1819.

CAPÍTULO I. — *Derechos de la nacion.*

Derechos de la nacion.

Art. 104. — La nacion tiene derecho para reformar su constitucion, cuando así lo exija el interes comun, guardando las formas constitucionales.

Art. 105. — La nacion, en quien originariamente reside la soberanía, delega el ejercicio de los altos poderes que la representan, á cargo de que se ejerzan en la forma que ordena la constitucion ; de manera que ni el legislativo puede avocarse el ejecutivo ó judicial, ni el ejecutivo perturbar ó mezclarse en este ó el legislativo, ni el judicial tomar parte en los otros dos, contra lo dispuesto en esta constitucion.

Art. 106. — Las corporaciones y magistrados investidos de la autoridad legislativa, ejecutiva ó judicial, son apoderados de la nacion, y responsables á ella en los términos que la constitucion prescribe.

Art. 107. — Ninguna autoridad del país es superior á la ley : ellas mandan, juzgan ó gobiernan por la ley ; y es segun ella que se les debe respeto y obediencia.

Art. 108. — Al delegar el ejercicio de su soberanía constitucionalmente, la nacion se reserva la facultad de nombrar sus representantes, y la de ejercer libremente el poder censorio por medio de la prensa.

CAPÍTULO II. — *Derechos particulares.*

Derechos particulares.

Art. 109. — Los miembros del Estado deben ser protegidos en el goce de los derechos de su vida, reputacion, libertad, seguridad y propiedad. Nadie puede ser privado de alguno de ellos sino conforme á las leyes.

Art. 110. — Los hombres son de tal manera iguales ante la ley, que esta, bien sea penal, perceptiva ó tuitiva, debe ser una misma para todos, y favorecer igualmente al poderoso que al miserable para la conservacion de sus derechos.

Art. 111. — La libertad de publicar sus ideas por la prensa es un derecho tan apreciable al hombre, como esencial para la

1819. conservacion de la libertad civil en un Estado : se observarán á este respecto las reglas que el congreso tiene aprobadas provisionalmente, hasta que la legislatura las varíe ó modifique.

Acciones privadas. Art. 112. — Las acciones privadas de los hombres que de ningun modo ofenden el órden público ni perjudican á un tercero, están solo reservadas á Dios, y exentas de la autoridad de los magistrados.

Art. 113. — Ningun habitante del Estado será obligado á hacer lo que no manda la ley, ni privado de lo que ella no prohibe.

Jueces libres ó jurados, Art. 114. — Es del interes y del derecho de todos los miembros del Estado el ser juzgados por jueces los mas libres, independientes é imparciales que sea dado á la condicion de las cosas humanas. El cuerpo legislativo cuidará de preparar y poner en planta el establecimiento del juicio por *jurados,* en cuanto lo permitan las circunstancias.

Art. 115. — Todo ciudadano debe estar seguro contra las requisiciones arbitrarias y apoderamiento injusto de sus papeles y correspondencias. La ley determinará en qué casos y con qué justificacion pueda procederse á ocuparlos.

Art. 116. — Ningun individuo podrá ser arrestado sin prueba al ménos semiplena ó indicios vehementes de crímen por el que merezca pena corporal, los que se harán constar en proceso informativo dentro de tres dias perentorios, si no hubiese impedimento ; pero habiéndolo, se pondrá constancia de él en el proceso.

Art. 117. — Las cárceles solo deben servir para la seguridad y no para castigo de los reos. Toda medida que á pretexto de precaucion conduzca á mortificarlos mas allá de lo que aquella exige, será corregida segun las leyes.

Art. 118. — Ningun habitante del Estado puede ser penado, ni confinado, sin que preceda forma de proceso y sentencia legal.

Inviolabilidad del domicilio. Art. 119. — La casa de un ciudadano es un sagrado, que no puede violarse sin crímen; y solo podrá allanarse en caso de resistencia á la autoridad legítima.

Art. 120. — Esta diligencia se hará con la moderacion debida personalmente por el mismo juez. En caso que algun urgente motivo se lo impida, dará al delegado órden por escrito con las especificaciones convenientes, y se dejará copia de ella al individuo que fuere aprehendido, y al dueño de la casa, si la pidiere. 1819.

Art. 121. — Las anteriores disposiciones relativas á la seguridad individual no podrán suspenderse.

Art. 122. — Cuando por un muy remoto y extraordinario acontecimiento que comprometa la tranquilidad pública ó la seguridad de la patria, no pueda observarse cuanto en ellas se previene, las autoridades que se viesen en esta fatal necesidad, darán inmediatamente razon de su conducta al cuerpo legislativo, quien examinará los motivos de la medida y el tiempo de su duracion.

Art. 123. — Siendo la propiedad un derecho sagrado é inviolable, los miembros del Estado no pueden ser privados de ella ni gravados en sus facultades, sin el consentimiento del cuerpo legislativo, ó por un juicio conforme á las leyes. Propiedad particular.

Art. 124. — Cuando el interes del Estado exija que la propiedad de algun pueblo ó individuo particular sea destinada á los usos públicos, el propietario recibirá por ella una justa compensacion.

Art. 125. — Ninguno será obligado á prestar auxilios de cualquiera clase para los ejércitos, ni á franquear su casa para alojamiento de un cuerpo ó individuo militar, sino de órden del magistrado civil, segun la ley. El perjuicio que en este caso se infiera al propietario, será indemnizado competentemente por el Estado.

Art. 126. — Todos los miembros del Estado tienen derecho para elevar sus quejas y ser oidos hasta de las primeras autoridades del país.

Art. 127. — Á ningun hombre ó corporacion se concederán ventajas, distinciones ó privilegios exclusivos, sino los que sean debidos á la virtud ó los talentos : no siendo estos transmisibles á los descendientes, se prohibe conceder nuevos títulos de nobleza hereditaria.

1819.

Igualdad de los Indios en dignidad y en derechos.

Art. 128. — Siendo los Indios iguales en dignidad y en derechos á los demas ciudadanos, gozarán de las mismas preeminencias y serán regidos por las mismas leyes. Queda extinguida toda tasa ó servicio personal, bajo cualquier pretexto ó denominacion que sea. El cuerpo legislativo promoverá eficazmente el bien de los naturales por medio de leyes que mejoren su condicion hasta ponerlos al nivel de las demas clases del Estado.

Abolicion del tráfico de esclavos.

Art. 129. — Queda tambien constitucionalmente abolido el tráfico de esclavos, y prohibida para siempre su introduccion en el territorio del Estado.

SECCION VI. — Reforma de la constitucion.

Reforma de la constitucion.

Art. 130. — En ninguna de las cámaras del poder legislativo será admitida una mocion para la reforma de uno ó mas artículos de la constitucion presente, sin que sea apoyada por la cuarta parte de los miembros concurrentes.

Art. 131. — Siempre que la mocion obtenga dicha calidad, discutida en la forma ordinaria, podrá sancionarse con dos tercias partes de votos en cada una de las salas, *que el artículo ó artículos en cuestion exigen reforma.*

Art. 132. — Esta resolucion se comunicará al poder ejecutivo, para que con su opinion fundada la devuelva dentro de treinta dias á la sala donde tuvo su orígen.

Art. 133. — Si él disiente, reconsiderada la materia en ambas cámaras, será necesaria la concurrencia de tres cuartas partes de cada una de ellas para sancionar la necesidad de la reforma ; y tanto en este caso, como en el de consentir el poder ejecutivo, se procederá inmediatamente á verificarla con el número de sufragios prescrito en el artículo 131.

Art. 134. — Verificada la reforma, pasará al poder ejecutivo para su publicacion. En caso de devolverla con reparos, tres cuartas partes de sufragios en cada sala harán su última sancion.

CAPÍTULO FINAL.

Art. 135. — Continuarán observándose las leyes, estatutos

y reglamentos que hasta ahora rigen, en lo que no hayan sido alterados ni digan contradiccion con la constitucion presente, hasta que reciban de la legislatura las variaciones ó reformas que estime convenientes.

1819. Observancia de las leyes que rigen.

Art. 136. — Esta constitucion será solemnemente jurada en todo el territorio del Estado.

Art. 137. — Ningun empleado político, civil, militar ó eclesiástico podrá continuar en su destino sin prestar juramento de observar la constitucion y sostenerla. Los que de nuevo fuesen nombrados ó promovidos á cualesquier empleos, ó á grados militares ó literarios, ó se recibieren de algun cargo ú oficio público, otorgarán el mismo juramento.

Juramento prestado á la constitucion.

Art. 138. — Todo el que atentáre ó prestáre medios para atentar contra la presente constitucion, será reputado enemigo del Estado, y castigado con todo el rigor de las penas, hasta la de muerte y expatriacion, segun la gravedad de su crímen.

Dada en la sala de sesiones, firmada de nuestra mano, sellada con nuestro sello, y refrendada por nuestro secretario en Buenos Aires, á veintidos de abril de mil ochocientos diez y nueve, cuarto de la independencia. — Dr. Gregorio Fúnes, *diputado del Tucuman*, presidente.— Dr. José Mariano Serrano, *diputado por Chárcas*, vice-presidente. — Pedro Leon Gallo, *diputado por Santiago del Estero*. — Tomas Godoy Cruz, *diputado por Mendoza*. — Dr. Antonio Sáenz, *diputado por Buenos Aires*. — Vicente López, *diputado por Buenos Aires*. — Alejo Villégas, *diputado por Córdoba*. — Dr. Teodoro Sánchez de Bustamante, *diputado por la ciudad de Jujuy y su territorio*. — Dr. José Severo Malabia, *diputado por Chárcas*. — Miguel de Azcuénaga, *diputado por Buenos Aires*. — Licenciado Benito Lazcano, *diputado por Córdoba*. — Jaime Zudáñes, *diputado por Chárcas*. — Dr. José Miguel Díaz Vélez, *diputado por Tucuman*. — Juan José Passo, *diputado por Buenos Aires*. — Matías Patron, *diputado por Buenos Aires*. — Dr. Domingo Guzman, *diputado por San Luis*. — Dr. Pedro Ignacio de Castro Bárros, *diputado por la Rioja*. — Pedro Francisco Uriarte, *diputado por Santiago del Estero*. —Juan José Viamont, *diputado por Buenos*

1819. *Aires.* — Dr. Pedro Carrasco, *diputado por Cochabamba.* — Dr. Pedro Ignacio Rivera, *diputado por Mizque.* — Dr. Luis José Chorroarin, *diputado por Buenos Aires.* — Dr. José Andres Pacheco de Melo, *diputado por Chíchas.* — Dr. Manuel Antonio Acevedo, *diputado por Catamarca.*

Dr. José Eugenio de Elías, *secretario.*

APÉNDICE Á LA CONSTITUCION.

Apéndice á la constitucion.

I. — Miéntras la legislatura arregla el método por el que pueda verificarse cómodamente la eleccion de un diputado por cada veinticinco mil habitantes, ó una fraccion que iguale el número de diez y seis mil, se hará la que corresponda para la próxima cámara, segun la base y en la forma que previene el reglamento provisorio.

II. — En caso que alguna provincia tenga dentro de su dependencia ménos de tres cabildos, siendo dos elegirá cada uno de ellos para el nombramiento de senadores tres electores, de los que uno sea capitular y los otros dos vecinos con el capital que designa el artículo 14 de la *constitucion*. Si la provincia tuviere dentro de su comprension un solo cabildo, elegirá este seis electores, mitad capitulares y mitad vecinos con el capital indicado; quienes procederán á verificar la eleccion en la forma que expresa el citado artículo.

III. — La legislatura reglará desde qué parte del proceso y en qué forma debe verificarse la publicidad de los juicios de que trata el artículo 99.

IV. — Sin embargo de que el congreso al formar la presente *constitucion* ha procedido sobre principios de incontestable justicia, en uso del derecho que el país actualmente libre tiene para consolidar su libertad, establecer el órden, y procurarse las ventajas de una administracion que constitucionalmente reglada debe lograr con mayor celeridad que cualquiera otra el allanamiento del territorio entero, y el goce de una sólida paz para todas las Provincias de la Union, no queriendo declinar un punto de la liberalidad de sus principios y consideracion á los derechos de las Provincias hermanas, que no han podido

concurrir á la formacion y sancion de ella, ha decretado se conceda á todos los pueblos del territorio del Estado, luego que concurran todos por medio de sus representantes, la facultad de promover y obtener en la primera legislatura reforma de los artículos de la *constitucion* en los mismos términos que se han establecido; de modo que puedan las mociones de dicha clase ser admitidas si se apoyan por dos miembros, y resolverse con un voto sobre dos terceras partes de cada sala. 1819.

TRATAMIENTO.

Tratamiento de los tres altos poderes.

V. — Los tres altos poderes reunidos tendrán el tratamiento de *Soberanía,* y *Soberano Señor* por escrito y de palabra.

VI. — El congreso nacional compuesto de las dos cámaras que constituyen el legislativo, tendrá el de *Alteza Serenísima,* y *Serenísimo Señor*.

VII. — Cada una de las dos cámaras del legislativo, y los supremos poderes ejecutivo y judicial separadamente, tendrán el de *Alteza* solo, por escrito y de palabra, y el de *Señor* al principio de las representaciones que se les dirijan.

CEREMONIAL DE ASIENTOS.

Puesto que ocupará el director del Estado.

VIII. — En la apertura de las sesiones del congreso que hace el ejecutivo en cada renovacion de la mitad de la cámara de representantes, á que deberá concurrir la alta corte de justicia, presidirá la ceremonia el director del Estado á la derecha del presidente del senado, que hará de vice-presidente, ocupando ambos el centro de la testera; por los lados se sentarán á la derecha el presidente de la cámara de representantes, y á la izquierda el de la alta corte.

Puestos que ocuparán los senadores y representantes.

IX. — Ocuparán la derecha de la sala los senadores, y los representantes la izquierda. En seguida de aquellos se sentarán los miembros de la alta corte.

INSIGNIA.

Insignia que llevarán estos.

X. — Los senadores y representantes, miéntras ejerzan el cargo, usarán de la insignia de un escudo de oro que en el

1819. centro tenga grabado este lema — LEY — orlado con dos ramos de oliva y laurel.

Como las llevarán.

XI. — Lo traerán pendiente del cuello los senadores con un cordon de oro, y los representantes con uno de plata; y podrán usar de él dentro y fuera de la sala.

XII. — Los miembros de la alta corte vestirán la toga cuando se presenten en traje de ceremonia, y fuera de este caso podrán usar de un escudo de oro que en el centro tenga este lema — JUSTICIA — orlado del mismo modo que el anterior, y pendiente del cuello con un cordon mezclado de oro y plata.

Sala del congreso en Buenos Aires, abril treinta de mil ochocientos diez y nueve. — Dr. GREGORIO FÚNES, *presidente*. — Dr. JOSÉ EUGENIO DE ELÍAS, *secretario*.

La constitucion no satisfizo á ninguno de los partidos.

Esta constitucion, calcada en la de los Estados Unidos de la América del Norte, no fué acogida favorablemente por todos. El partido centralista ó unitario encontraba que se habia concedido demasiado á las ideas federalistas, miéntras que los federales provincianos veían con inquietud establecerse el gobierno general y el congreso en la ciudad de Buenos Aires, como capital nacional, centro poderoso del partido unitario, y cuyas ideas predominarian.

Manifestaciones entusiastas con motivo del aniversario de la revolucion.

La coincidencia de haberse promulgado la constitucion el aniversario de la revolucion de 1810, dió mérito á algunas manifestaciones entusiastas: entre otras reproducimos el siguiente artículo que tomamos de la *Gaceta ministerial*:

Artículo conmemorativo de la *Gaceta ministerial*.

« Parece que el destino se complace siempre en esperar este dia grande para inclinar á nuestro favor la balanza en que se pesa la felicidad de las naciones. Dése una lijera ojeada á los años pasados, y se verá que casi en todos ellos la celebridad del dia de América ha sido precedida ó acompañada de nuevos motivos de placer; pero estaba reservado para el año diez de la libertad la consumacion de la obra grande, de la constitucion del país. Circunstancias favorables, aunque arriesgadas, unidas al convencimiento íntimo de nuestra justicia, nos determinaron á dar el primer grito en mil ochocientos diez: desde entónces

no hemos omitido sacrificios, ni perdonado medio alguno que condujera á nuestro fin : tanto teson, tantas batallas, tanta sangre derramada en los distintos puntos revolucionados de América, demasiado hacian ver á las demas naciones que nuestra primer resolucion era firme, y que el despotismo peninsular quedaba para siempre desterrado de nuestro suelo. Solo la España, destinada por la inepcia y vicios de su gabinete á no aprovecharse jamas de la experiencia, ni sacar partido de sus mismas pérdidas, ha conservado siempre la ridícula esperanza de volvernos á imponer un yugo tanto mas odioso, cuanto ya hemos conocido las ventajas de haberlo sacudido. Mucho hemos trabajado en nueve años, sin otro objeto que el de nuestra felicidad, pero sin otra guia que el solo deseo de ser libres. Llegó por fin la época en que reunido el soberano congreso en Tucuman, sancionó y juró la independencia absoluta de América, y desde entónces consagró todos sus afanes á formar una constitucion capaz de garantir para siempre la libertad del país. Pero distraido en su marcha por otras mil atenciones del público interes, no le fué posible terminar tan pronto una obra para la que debian pesarse seriamente y en quietud las circunstancias difíciles de una nacion naciente. Se trasladó el congreso á la capital : en contacto con el supremo poder ejecutivo se dió en los dos últimos años un impulso nervioso á la causa comun, sin que por esto desatendiesen los representantes del pueblo el objeto primario á que debian contraerse ; y al cabo se sancionó la constitucion que va á publicarse, y jurarse en el mismo dia en que adquirió el país el derecho de constituirse. ¡ Ciudadanos ! ha llegado el caso en que debéis redoblar vuestros esfuerzos. La PATRIA, en cuyas aras vais á ofrecer nuevos y mas solemnes juramentos, os pide con justo derecho mayores sacrificios. Todo lo presente nos lisonjea : el territorio amigo de Chile libre de tiranos ; el ejército real del Perú enervado y sin recursos ; una escuadra respetable que lleva hasta Lima las alarmas y el terror ; esperanzas bien fundadas de terminar amigablemente nuestras disensiones políticas : todo, todo nos rie en la aproximacion del dia grande, y

1819. nos prepara para recibir con entusiasmo la carta constitucional que nos han dado los dignos intérpretes de la voluntad de los pueblos. ¿Ya qué falta, ciudadanos? El pequeño sacrificio de nuestras pasiones privadas al interes comun. Ya el primer magistrado, como el último miembro de la sociedad, van á conocer sus deberes y sus derechos : ya no se equivocará la arbitrariedad con la ley, y ella medirá con vara igual á todas las clases : vamos á adquirir nueva fuerza y vigor central, y atraernos el respeto exterior, que tanto vale : ¿y pospondrémos todas estas ventajas á nuestros intereses, desavenencias y enemistades privadas? ¡Union, ciudadanos, union! Nada hemos hecho, si jurando la constitucion, no juramos el olvido eterno de nuestros resentimientos personales, sin conservar mas odio que el que debe animarnos contra los enemigos del país. Miembros de una misma familia, vivamos como hermanos. ¡Guerra contra los tiranos de América, y union entre sus hijos! Penetrados de estos sentimientos, esperemos el dia en que podrémos decir : *Nueve años há que somos libres ; y hoy somos nacion constituida.*

¡Guerra contra los tiranos!

» ¡Augustos representantes del pueblo! habéis llenado vuestros deberes : habéis cumplido con lo que la patria tenia un derecho de exigiros. Investidos de la autoridad de dar la ley, llegará el dia en que la depongais por la misma voluntad general que os la dió ; pero la gratitud de vuestros conciudadanos os seguirá hasta en el seno de vuestras familias, y os hará felices hasta la tumba. — Sois virtuosos, y á nada mas tenéis que aspirar. »

Con el mismo motivo el diputado de Chile, D. Miguel Zañartú, pronunció en presencia del supremo director del Estado el siguiente discurso :

Discurso del ministro de Chile.

« Excmo. Señor : Este dia renueva el regocijo que desplegó la patria al romper sus cadenas, y cierra tambien un espacio de tiempo que ha sido peligroso á nuestra libertad. El analista que recoja los materiales de nuestra historia presentará como notables los sucesos corridos en este crítico período, y el historiador que los transmita tomará sobre sí el sublime encargo de valorizarlos. Su pluma perpetuará la gloria del jefe que ha

sabido reglar la elasticidad de las pasiones siempre exaltadas en los recien libres, conservar la organizacion social al traves de mil peligros que la amenazaban, y evitar con golpes de una sábia política la introduccion de la licencia. 1819.

» ¡Con qué satisfaccion no se presentará Vuestra Excelencia ante la ley misma formada bajo sus auspicios y dirá á sus conciudadanos : Yo he alejado para siempre de vosotros el triste recelo de que vuelvan otra vez esos dias lúgubres que solo vieron vuestros padres, he fijado el órden, establecido el imperio de la ley, y cercado de laureles la silla que me habéis entregado erizada de espinas !

» Excmo. Señor : yo felicito á Vuestra Excelencia en nombre de mi gobierno por tantas glorias, y á la patria porque en sus peligros ha encontrado hijos que la salven, dejando en su servicio modelos de difícil imitacion. »

Contestó el director con estas sentidas palabras :

Contestacion del supremo director.

« Ha sido en efecto muy peligroso para la patria todo el espacio de tiempo que se cierra en este dia memorable. Colocado al frente de los negocios públicos en las circunstancias mas difíciles, sin una regla fija que demarcase la extension de mi poder y de mis operaciones, animado siempre de buenos deseos, pero rodeado siempre de escollos y precipicios, nada esperaba con mas ansiedad que la sancion de una ley que garantiera en lo público mis acciones, y que al magistrado y al súbdito redujera en lo posible á la incapacidad de obrar mal. No hubiera cumplido con los deberes de ciudadano ni de primer jefe del Estado, si desde los primeros momentos de mi elevacion no hubiera trabajado con empeño en procurar cuanto ántes la venida del gran dia de la ley. Felizmente los dignos representantes del pueblo estaban penetrados de los mismos sentimientos y conocian mejor que yo las mismas necesidades. Meditaron la ley y la dieron. El mismo dia que nos vió libres, hoy á su vuelta nos ve nacion constituida. Yo no he hecho mas que llenar mis deberes : si me hubiera separado una línea de la carrera del honor, habria frustrado con un crímen las esperanzas de la patria. Ni apetezco mas gloria que la de haber

1819. obrado bien, ni mas recompensa que la gratitud de mis conciudadanos. Yo felicito tambien á nombre de la nacion y al mio al digno gobierno de Chile, de quien Vuestra Señoría es el órgano. Nuestras glorias son comunes, y ambos Estados van á ser en lo futuro el modelo de los libres. »

El aniversario de la independencia fué festejado ese año de un modo espléndido, segun lo refiere la *Gaceta* del 14 de julio :

Celebracion del tercer aniversario de la independencia.

« El 9 del corriente, dice ese periódico, se ha celebrado en esta ciudad, con la solemnidad que permiten las circunstancias, el tercer aniversario de la proclamacion de nuestra independencia. La celebridad empezó desde la víspera, y duró tres dias consecutivos. Iluminaciones y músicas públicas, funcion solemne de iglesia, felicitaciones al soberano congreso y supremo director del Estado por todos los jefes y corporaciones civiles, militares y eclesiásticas, hé aquí en resúmen el modo como se ha solemnizado esta memorable fiesta cívica. Lo que ha faltado en pompa ha sobrado en júbilo y entusiasmo patriótico. Un pueblo virtuoso sabe conciliar el decoro con la pobreza, la decencia, dignidad y circunspeccion con el poco brillo y esplendor material. En el estado en que se halla nuestro erario, toda erogacion que no se haga con el objeto de consolidar la libertad del país, perjudica los intereses públicos. Si todas las fiestas cívicas se reuniesen en una sola, sería lo mejor. Tiempo vendrá en que generaciones mas felices solemnicen con todo el realce debido las épocas célebres de nuestra revolucion. Nosotros debemos prepararles las vias. Para conseguirlo, son necesarios esfuerzos, ahorros y privaciones de toda clase. Sin esto jamas podrémos tener completos los elementos que deben entrar en la consolidacion de nuestra obra. Ánimo, pues, compatriotas, que no os arredren los sacrificios. Nuestra carrera está erizada de espinas. Preciso es pasar por ellas para llegar al término. En él nos aguarda gloria inmarcesible. Ella vale por toda recompensa. »

El señor diputado de Chile, D. Miguel Zañartú, pronunció el siguiente discurso en presencia del director del Estado, con motivo de la recepcion oficial que tuvo lugar este dia :

1819.

Nuevo discurso del señor Zañartú.

« Excmo. Señor : estas bóvedas resentidas del incienso corrosivo que muchas veces ofreció la servilidad al despotismo, indemnizan su profanacion en este dia, volviendo los agradables ecos con que la filosofía felicita el nacimiento de la libertad, su aliada inseparable. Confúndase en el abismo eterno del tiempo... Pero no, permanezca por ahora á nuestra vista la era que fué de degradacion á nuestros padres, para que su presencia avive en los libres el fuego de la santa venganza, é inutilice los esfuerzos que nuevamente hace el despotismo, para continuar los negros anales de nuestras vejaciones.

» ¡Qué gloria, Excmo. Señor, encargarse de la direccion del Estado, cuando este va á defender en el campo de Marte el don mas precioso que recibió de la naturaleza! No es difícil calcular el suceso recordando la resolucion del dia cuyo aniversario celebramos. Cercados de peligros, rodeados de enemigos, privados de recursos, consultando solo su magnanimidad, estos Colombianos se proponen ser libres, y lo obtienen. Desde este momento identifican su existencia con los sentimientos de su dignidad, y juran ante las aras augustas de la patria no respirar jamas el aire pestilente de la servidumbre.

» Bajo tan lisonjeros anuncios me atrevo á anticipar á Vuestra Excelencia, en nombre de mi gobierno, mis felicitaciones por el triunfo, y á doblar el regocijo de este dia, entonando himnos victoriosos á la causa de la libertad. »

El director contestó con las siguientes palabras :

Contestacion del supremo director.

« La heróica resolucion publicada en el dia que hoy solemnizamos, fijó los destinos de la patria, hasta entónces inciertos. Desde ese momento de grata memoria, las Provincias Unidas en Sud-América pertenecen á sí mismas de hecho y de derecho. Honor á los augustos representantes del pueblo, que instruidos de la opinion y votos públicos, conocieron tambien haber llegado la época en que debian desplegarse á la faz del universo. La marcha que se hizo en ese fausto dia preparó las vias para otra no ménos importante, *la constitucion permanente del país*. Ambas allanarán lo que falta para arribar al término, *el reconocimiento de nuestro rango por los altos poderes*.

1819.

» Mucho hemos trabajado y padecido para llegar al estado en que nos vemos; aun nos falta que trabajar y padecer mas para que el fin corone la obra. Al ascender á la primera magistratura he palpado mas de cerca lo que nos resta que hacer para consolidar nuestra dicha. Por grandes que sean las dificultades que se interpongan, son mayores aun los medios de superarlas, que encuentro en mi corazon, en mis intenciones, en las virtudes de los pueblos á que tengo el honor de presidir, y en las que recomiendan al Estado chileno y su supremo gobierno, que tan dignamente representa Vuestra Señoría. La santa alianza que reina entre ambos Estados es el mejor garante de su libertad recíproca. Acaso tambien estén ellos inscritos en el libro de los eternos decretos con el carácter de libertadores universales del resto de la América.

Santa alianza entre ambos Estados.

» Sírvase Vuestra Señoría transmitir á su gobierno los sentimientos de mi justa consideracion, y los ardientes votos de este Estado por la prosperidad del de Chile. Ella formará siempre una parte muy considerable de la de los pueblos de mi mando. »

El general Pueyrredon renuncia el mando supremo.

El general Pueyrredon, fatigado de la lucha tenaz que habia sostenido contra las pasiones encontradas de los partidos que pululaban en toda la república, aprovechó la circunstancia de haberse jurado la constitucion, para hacer su renuncia, que fué aceptada el 9 de junio por el congreso nacional. El señor Pueyrredon creía entónces de buena fe, que constituido el país, el órden se consolidaria y se daria la estabilidad que tanto necesitaba.

El nombre del general Pueyrredon está vinculado á las mas grandes glorias argentinas.

Á Pueyrredon cupo la gloria de haber contribuido muy principalmente á la organizacion del ejército de los Ándes y á la libertad de Chile; su nombre figura en primera línea en todos los documentos oficiales desde la revolucion de 1810 hasta la completa desocupacion del territorio de Chile, así como en el tratado ofensivo y defensivo que se celebró entre ambos Estados, el 5 de febrero de este año, para libertar al Perú. Á él se le debe tambien la disolucion del ejército español que se preparaba á expedicionar de Cádiz en esa época. Pueyrredon es una de las

mas altas celebridades argentinas, y sentimos decir que es tambien uno de los patriotas de ese período glorioso á quien ménos justicia han hecho los biógrafos modernos (1). Entretanto, como un testimonio del respeto que nos inspira la memoria de ese ilustre patriota y del interes con que reunimos todos los elementos que han de servir para escribir con imparcialidad y acierto la historia general de nuestra patria, reproducimos la interesante *Memoria* que publicó el general Pueyrredon despues de haberse retirado del mando supremo de las Provincias Unidas de Sud-América. 1819.

« Corriendo el año de 1817 publiqué una exposicion de los progresos que habia hecho la nacion, durante el período de los quince meses que hacía en aquella fecha hallarme encargado de su administracion suprema (2). Tuve en esto el designio de Memoria del general Pueyrredon.

(1) Torrente, en su *Historia de la Revolucion hispano-americana*, juzga el gobierno del general Pueyrredon del modo siguiente :

« El enunciado Pueyrredon habia sabido conservarse en el mando desde el año 1815 hasta principios de 1820. El apoyo de los congresistas del Tucuman, y sucesivamente el de la gran logia masónica, sus no pequeñas luces, y la astucia y refinada malicia de su secretario Gregorio Tagle, le hicieron triunfar de todos sus rivales, y le mantuvieron en la silla dictatorial mas tiempo de lo que debia esperarse de un país insurreccionado, en el que con tanta frecuencia se habia visto la súbita mudanza de los primeros jefes del Estado.

» Si el espíritu de partido hubiera enmudecido ante los intereses generales, debiera Pueyrredon haber adquirido en el templo revolucionario un nombre glorioso. Haber sabido sostener la nave corsaria en medio de tantas borrascas, era empresa que requeria extraordinarios talentos, un valor á toda prueba y un refinamiento de política, si bien era generalmente mas conforme con las máximas maquiavélicas que con la razon y la justicia. Varias veces estuvo el Estado para disolverse, y Pueyrredon lo sostuvo. Se habia tratado ya de enviar diputados á España para reconocer el gobierno legítimo, y Pueyrredon supo frustrar esta atrevida providencia.

» Cuando llegó á persuadirse de la imposibilidad de resistir á las armas del rey, que amenazaban una próxima invasion en aquel territorio, *ayudó á introducir con sus intrigantes y artificiosos manejos el fuego de la sedicion entre las tropas españolas destinadas á la reconquista de este país ; y á su pestilencial influjo se debió en parte la rebelion denominada de la isla de Leon, cuyas fatales consecuencias quisiéramos borrar de nuestra memoria.* (TORRENTE, tomo III, página 3.)

(2) Este documento se encuentra en el tomo III, página 350.

1819. que viese la España ante los ojos de las demas naciones, que nuestra resolucion estaba fuera de los alcances del arrepentimiento; pues que, contando con los medios ordinarios de sostener nuestra causa, se habia pasado el tiempo de nuestro despecho. Últimamente, y ántes de dejar de las manos el timon del gobierno, han sobrado acaecimientos gloriosos ocurridos en el transcurso de los veintidos meses posteriores, para dar á luz otra exposicion que disipase las calumnias, con que de esta y la otra parte del Océano se ha pretendido eclipsar el brillo, oh ciudadanos, de vuestra fama.

Victoria del Maipó.

» Se habria podido hacer mérito de un ejército que dispersado en Talca por la desesperacion de los enemigos quedó reducido á la mitad de su fuerza, para humillar á los pocos dias *en las llanuras del Maipó* al orgulloso vencedor, y darle la leccion, tan funesta para sus esperanzas, de que contra los favores inconstantes de la fortuna luchaban siempre con nosotros el espíritu inextinguible de la libertad y el amor sagrado de la patria.

Prisioneros.

» Del número respectivamente inmenso de oficiales y soldados prisioneros que conservamos en los depósitos, á que han sido destinados para su seguridad, teniendo en ellos al mismo tiempo los garantes del trato ménos feroz que se dará á los nuestros, y testimonios vivos é intergiversables de nuestro valor.

» Del empleo que se ha hecho de los mismos prisioneros originarios de América forzados ó seducidos á servir en las filas enemigas, dándoles plaza en las nuestras; con lo que hemos encontrado el arte de engrosar nuestros ejércitos en la misma proporcion que se debilitan ó aniquilan los contrarios.

Acogida dada á los Europeos.

» De la acogida generosa que se ha hecho á una porcion desgraciada de Europeos, incluyendo los mismos Españoles; sin que nos haya retraido la ingratitud é inmoralidad de unos pocos, que han violado alevemente las santas leyes de la hospitalidad.

Restablecimiento de un colegio.

» Del restablecimiento del antiguo colegio de San Cárlos, denominado ahora *de la Union del Sud*, en que se han mejo-

rado tan notablemente las bases de la instruccion pública, abriendo el santuario de las ciencias hasta las clases mas desvalidas; destruyéndose así por los fundamentos el sistema oscuro calculado en la frialdad del alma por el gabinete de Madrid. 1819.

Extincion de la deuda nacional.

» De la extincion de la mayor parte de la deuda nacional (1), empresa en que si la crítica ha tenido ocasion de asestar oportunamente alguno de sus tiros, siendo la ciencia económica las ménos veces superior á grandes é imprevistos obstáculos, no puede con todo dejarse de aplaudir el celo que la hizo concebir; y la utilidad de que han participado tantos ciudadanos beneméritos, neutralizándose así los perjuicios que no está prácticamente demostrado pudieran salvarse en otro sistema de los adaptables á las presentes circunstancias.

Establecimiento de un banco.

» Del establecimiento de un banco de ensaye y de rescates para la explotacion y beneficio de los abundantes y preciosos metales del celebrado mineral de Famatina, y fundacion de una casa de moneda en la capital de Córdoba; proyecto grandioso, que en sus miras, en sus resultados, y en las dificultades que manda su ejecucion, de las que al fin ha empezado á triunfarse, no necesita de encarecimientos.

Sancion y publicacion de la constitucion.

» De la sancion y publicacion de la constitucion permanente del Estado, obra digna de las luces y de la probidad del augusto cuerpo que la ha formado; jurada y aceptada con veneracion y regocijo por los pueblos, como la mas conforme al único espíritu que les es dado desplegar en la oscuridad de sus futuros destinos.

Monumentos que podrian enumerarse.

» Podríamos enumerar tantos otros monumentos solo propios de vuestras virtudes, compatriotas, sin salir del período de los últimos veintidos meses de mi mando; no contando entre ellos la perfeccion de que han sido susceptibles los correspondientes á los quince meses anteriores : y los ciegos enemigos que nos dan en rostro con la insuficiencia de nuestros

(1) Se entiende de la interna, porque deuda exterior no se ha contraido en mi tiempo ni en los precedentes. ¿Hay muchos ejemplos de esta especie?

1819. recursos, y que nos amenazan insolentemente con el poder de los que han mendigado de las otras naciones, se habrian confundido, cuando, haciendo el contraste, les probásemos pertenecernos exclusivamente la gloria de haber llegado al *máximum* de la prudencia humana, que consiste en *hacer con pequeños medios cosas tan extraordinarias*.

» Sin embargo, algo habia sucedido en el último período, que sin quitar al ánimo los brios, no le permitia sino ocuparse de poner término á ciertas desgracias; y habria sido preciso ser insensible, para resolverse á insultar con la memoria de tantas imágenes alegres el dolor público (1). Ademas, yo creía haber hecho mucho ménos desde el 25 de julio de 1817 que en la época anterior : nada veía que se pareciese á haber sacado las provincias, que entónces reconocian la autoridad suprema, del abismo de la mas espantosa anarquía al estado de órden y de respetabilidad que han conservado en medio de pocos infortunios : yo he creido deciros con mi silencio, cuán en poco estimaba el honor que podia resultarme de los sucesos felices ocurridos durante mi administracion, si al tiempo de referirlos carecia de poder para hacer que cesase el motivo de vuestros disgustos. Por último, yo hice dimision del alto cargo con que me distinguió vuestra confianza, tanto mas satisfecho cuanto que el renunciar á ella fué en los momentos que aniquiladas mis fuerzas no podia ya corresponderos dignamente.

Testimonios de estimacion que ha recibido.

» Reducido á una condicion privada, he recibido de las autoridades mas respetables, de los ciudadanos mas distinguidos, y de todas las clases del pueblo, los testimonios ménos equívocos de su estimacion. Acostumbrado á estas honrosas demostraciones miéntras ejercia la suprema autoridad, se creeria que no eran capaces de causarme una impresion nueva las distinciones que me hacía despues de mi dimision la bondad siempre noble de mis compatriotas; pero yo he experimentado en esta ocasion la ebriedad del gozo mas puro con una emocion

(1) Las diferencias nuevamente suscitadas con los pueblos disidentes, pero ya á punto de conciliarse.

que me habia sido desconocida hasta en los plácemes de las mas célebres victorias. Analizando este sentimiento, nada he tenido que reconvenir á mi orgullo, porque haya querido apropiar á mis débiles servicios unos homenajes dirigidos á la majestad excelsa de la patria. Yo reconozco en ellos los parabienes que se dan recíprocamente los ciudadanos de una nacion nueva, al ver desaparecer los peligrosos signos de su infancia; y emanciparse por un acto solemne el genio de la libertad pública. Esta es la vez primera que por una feliz combinacion se ha dado entre nosotros el digno espectáculo de no ser vilipendiada la magistratura suprema en la persona de quien la habia ejercido; de renunciar á ella en medio de la seguridad que las asonadas tumultuosas no prevaleciesen contra las potestades legítimas; y de que el sucesor fuese llamado con arreglo á las formas constitucionales por el sufragio universal. En una palabra, al concluir la carrera de mi administracion, creo haber sentido las provincias, como por una especie de instinto, que se habian reducido á sus justos límites el poder que se deposita en el gobierno para reprimir la licencia, y el de la opinion pública, que se reserva siempre el pueblo al delegar el ejercicio de su soberanía, para que no se abuse de su confianza; que despues de tantos errores y de tantas desgracias, y cuando la inexperiencia, que podia disculpar en los principios nuestros yerros, sería una causa débil para los que pudieran cometerse en lo sucesivo, habia empezado ya *el reinado de las leyes*: y á la época de mi mando, en que se han preparado los elementos de este *período crítico* que anuncia un porvenir de *grandes glorias ó de grandes desastres,* le cabrá, al ménos, el honor de que participan los lugares ménos célebres, donde la victoria ofrece sus laureles al mas bravo ó al mas feliz de los combatientes. 1819.

» Yo he venido á caer insensiblemente al *período crítico* en que estamos; y es que tal era el asunto á que me propuse llamar vuestra atencion, cuando he tomado la pluma para daros gracias por las generosas demostraciones que me habéis dispensado á mi salida del gobierno. Apartado de los negocios públicos, y con el tiempo suficiente para traer á exámen los Manifiesta sus sentimientos.

1819. sucesos notables de mi administracion, los medios empleados para reformar los abusos introducidos en el combate de las pasiones, los obstáculos que por la naturaleza misma de las cosas, ó por la reaccion de los conatos reprimidos retardaban ú obstruian mis marchas, la influencia de tantos casos prósperos ó adversos en los resultados inesperados; finalmente todos los motivos, todas las circunstancias que han producido el desenlace de los mas complicados misterios de nuestra política, he sentido gravitar sobre mí aun, como el último y mas importante de mis deberes, el que no os sea inútil mi experiencia. Con la que no me faltaba ántes de entrar á la direccion suprema, despues de haber probado todos los contrastes de la vária fortuna, con el interes íntimo de no engañarme en mis observaciones, y desde un puesto que los domina todos, dudo mucho que no sean mis avisos los que os convienen, compatriotas, para sacar provecho de vuestros sacrificios, de vuestras desgracias y de vuestra constancia. No ocupo ya el lugar donde el interes que se me supusiese de sustraer mis operaciones á la perspicacia de vuestro criterio podia hacer recelar, que quisiese correr un velo sobre ellas á expensas de la verdad y del bien público. Yo me he confundido ya con vosotros, despues de haber sido vuestro jefe; y no debéis temer que abrigue las entrañas de un monstruo en el acto mismo que os manifiesto mi agradecimiento, por el que me habéis testificado con tanta indulgencia. Voy á hablar ménos de lo que se ha hecho, que de lo que debemos hacer, lo repito, *en el período mas crítico* de nuestra regeneracion política. Empleando la memoria de los sucesos pasados, mi designio es que ellos os sirvan de documentos para lo venidero. Si yo soy capaz de vuestra confianza, ¡castígueme el Cielo con negarme el don inestimable de inspirárosla! »

Época de oscurantismo.

Hubo tiempos, que creerá fabulosos la posteridad, en que no eran dueñas de sí mismas estas provincias. Aquellos á quienes pertenecíamos nos enviaban de la otra parte del mundo magistrados y leyes. El mérito carecia de recompensa, de ejemplos la probidad, los genios de esperanzas. Confinados á un vasto

desierto, vivíamos en entredicho con todas las naciones. Se calumniaba á la naturaleza de habernos formado indolentes, para privarnos de los medios que nos sustrajesen á la disipacion y á la miseria. Nuestras costumbres, nuestros honores, nuestros goces, eran de una perpétua infancia. Todo venia aforado de España, lo que se habia de vestir, y lo que se habia de pensar. Entre tantos ultrajes habria sido el colmo de la crueldad no dejarnos nuestra estupidez. 1819.

Apénas rayó en nosotros la aurora de las luces, percibimos la ignominia de nuestro estado. La vergüenza de haber sucumbido á un puñado de guerreros (1) despertó en nuestros *pechos el presentimiento de nuestro valor*. Lo empleamos con suceso en dos jornadas (2), y se apoderó de nosotros el asombro al advertir que la corte de Madrid estaba ménos reconocida á nues tra lealtad que zelosa de nuestros brios (3). Esta negra ingratitud debió ser el término de nuestra paciencia. Quedó reducida la metrópoli á un ángulo de la Península, conservando intacto entre los restos de su antiguo esplendor el hábito de despreciarnos; y mil bravos de esta capital llevaron casi instantáneamente la libertad á los confines del vireinato. Conciencia del valor nacional.

Los pueblos han hecho desde entónces cuanto se les podia pedir. Todos los errores, todas las desgracias, de que han sido los instrumentos y las víctimas, no deben imputarse sino á los que hemos sido sus jefes. Buscando modelos en las repúblicas de la antigüedad, y aspirando en los delirios del entusiasmo á excederles, hemos conseguido que fuesen las provincias cómplices de nuestros extravíos. No hay en la masa de la nacion sino Mala direccion á los pueblos.

(1) Mil y quinientos Ingleses se apoderaron de Buenos Aires en 1806 al mando del general G. C. Berresford.

(2) La reconquista de esta capital en agosto de 1806, y la repulsa del ejército ingles en julio de 1807, hecha por solo el vecindario armado.

(3) Instando como diputado de esta ciudad en la corte de España, en 1808, al ministro Caballero por el pronto despacho de algunas gracias que habia pedido al rey para mi poderdante, me contestó en tono de confianza : « Desengáñese Vmd., Pueyrredon ; las solicitudes de Buenos Aires son avanzadas ; y por mi opinion no debe concedérsele mas adelantamientos que en la minería, en la pastoría y en la teología. »

1819. patriotismo : nosotros hemos hecho á su pesar que participe en cierto modo de nuestros resentimientos. Sin embargo, hallándose casi en contacto los talentos naturales del pueblo con el saber de la clase ilustrada, ha seguido muy de cerca las marchas de los que lo han dirigido; sin que por lo mismo se pueda contar con su docilidad sino hasta cierto punto; enunciando su opinion por signos que no se equivocan, y que jamas se ha ensayado contrariar impunemente. La historia de nuestros dias ofrecerá á los ojos de la posteridad el raro contraste de unos pocos, que presidiendo á los destinos del pueblo, hemos querido subordinar alguna vez los intereses públicos al personal, y la resignacion varonil del resto de los ciudadanos, para prestarse sin interrupcion á experimentos, que se hacian siempre á sus expensas y á sus riesgos; pero usando á su turno del derecho de no permitir obstinarse á quienes los empleaban con poca fortuna.

El mismo asunto. Si se tratatase con ménos imparcialidad este cuadro, ni se acertaria á concebir cómo en medio de la inexperiencia y de la impetuosidad de la clase ménos numerosa se hayan lamentado tan pocos desastres, ni se haria justicia á la dulzura del pueblo, que jamas ha tomado parte en los que no le ha sido dado evitar. Sin una descripcion tan fiel de su carácter se admiraria ménos el valor tranquilo con que, observando á principios de 1816 fluctuantes en sus consejos á los que habian dirigido sus marchas, prefirió conservarse á pié firme al borde de un precipicio, miéntras se conciliaban sus jefes; ántes que dar por sí un solo paso hácia un rumbo incierto, que le expusiera á desviarse de la ilustre carrera de sus glorias. Si no han sido estas la posicion y la conducta de las provincias hasta la época que procedió á la de mi gobierno, si porque en el estilo que es conveniente referir tan esclarecidas virtudes, es compatible la exageracion con la exactitud, se pretende que las haya realzado mi pluma, yo provoco á cuantos testigos dentro de nuestro propio seno tienen interes en oscurecerlas, á que me contradigan.

En esta época, al empezar el año de 1816 fué que se dignó

el soberano congreso encargarme de la suprema direccion. Todos los pueblos que entónces reconocieron mi autoridad se han competido á dar testimonios de su cordura, fruto bastante merecido de tantas experiencias. Se puede decir que en el período de mi mando se propusieron hacer un ensayo de las lecciones que habian recibido en la escuela de sus desgracias, aplicándolas : miéntras duró este período, todos los ánimos estaban en zozobra, como recelando engañarse : no he sido yo uno de los que ménos ha participado, compatriotas, de vuestros cuidados : se han ofrecido ocasiones en que los riesgos han disputado tenazmente el triunfo á vuestro valor : sintiéndome aun con el bastante para acompañaros en nuevos peligros, solo me ha vencido la impaciencia de que os gozáseis cuanto ántes en vuestra obra, poniendo término á tantos sobresaltos. Vosotros habéis visto cómo un gobernante sucede á otro por el llamado de la ley ; cómo se reforman los planes de la administracion precedente, sin ultrajarla; cómo se protegen los establecimientos útiles de un tiempo anterior sin zelosos conciudadanos.

1819. Ojeada retrospectiva sobre su administracion.

Encontrada con tan penosos afanes la única senda que conduce los Estados á la felicidad, y discerniéndola de tantas otras que trilladas por el error y las pasiones dan á pocos pasos con el abismo en que se han sepultado tantos pueblos, la prudencia exige que no nos entreguemos á la necia seguridad de que no la equivocarémos en adelante; hasta que la habitud de andar en ella haga ménos tímidas nuestras marchas, y podamos dejar á nuestros hijos un camino hecho sobre las huellas de nuestras virtudes. Y yo, que tuve la gloria de estar á vuestra cabeza, miéntras hicísteis esta ilustre jornada, me honraré todavía del zelo con que debo demarcar la ruta que hemos traido, empleando por signos que os la recuerden las consecuencias que nacen del mismo éxito afortunado ó adverso de vuestra conducta. Yo tendré al deducirlas la franqueza de no perdonarme mis yerros; porque, ciudadanos, yo no me glorío de haber hecho siempre lo mejor, sino de haberlo intentado.

Idem.

Entre las consecuencias generales que me ocurre deducir es

1819.

Corolario de útil aplicacion.

la 1ª. *Que el correr un Estado naciente con precipitacion á los grandes destinos, es el medio mas seguro de no arribar jamas á ellos.* — Ocupados aun del asombro con que se habian vencido tantos obstáculos para llevar la libertad victoriosa al extremo opuesto de las provincias, nos dividimos precozmente entre los cuidados de conservar lo que habia sido tan admirable adquirir, y la presuncion de extender el teatro de nuestros triunfos. Si los primeros ímpetus del entusiasmo no se hubiesen tomado equivocadamente por signos de robustez, nos habríamos dedicado á fortificar nuestras posesiones, cuidando ménos de engrosar que de organizar nuestras fuerzas; y á la vuelta de muy pocos años hubiésemos ganado mas con la opinion y el ejemplo que con toda la intrepidez de nuestro valor. Por el órden inverso, rehusando hacer la declaracion solemne de nuestra independencia aun en las épocas mas brillantes de nuestro poder, á pesar de las indicaciones decididas de la opinion pública, escapando á las provocaciones, y aun á las sorpresas del zelo impaciente; y verificándolo posteriormente en una coyuntura en que nuestra debilidad podia interpretarse como una retractacion tácita de nuestras resoluciones, hemos hecho entender á la ciega España que ellas habian sido tomadas en la madurez de los consejos, y que no corren el riesgo de revocarse, cuando no era posible que empeorásemos de fortuna.

Otro respecto á la modificacion de las formas despóticas.

2ª. *Que siendo las costumbres el mas firme apoyo de las leyes, debe cuidarse mucho, al modificar ó destruir las formas despóticas, de conservar, si es posible, hasta con los mismos nombres, las que sean compatibles con la libertad.* El haber variado el régimen de gobierno, depositándolo en muchas personas, desautorizó el que lo consignaba á una sola; y cuando la experiencia nos aconsejó que volviésemos á adoptarlo, se echó de ménos aquella fuerza que da á las instituciones humanas el sello de la antigüedad. Por el contrario, sustrayéndose las representaciones municipales de los pueblos á los caprichos del genio novador, han conservado su precedente respetabilidad; y, lo que es mas, para subrogar á la autoridad suprema en las convulsiones, han sido preferidas por la voz pública al tribunal superior de jus-

ticia, por el hecho solo de haberse alterado las formas jerárquicas de este último.

1819.

Otro sobre no fallar ántes de oir á las dos partes.

3ª. « Que en los casos que el público, forzado, seducido, ó » justamente alarmado, se viese en la fatal necesidad de con- » gregarse en masa, para hacer frente á las autoridades cons- » tituidas, se debe tener un interes constante en no prestarse » á fallar contra los miembros de la administracion, por mas » concluyentes que parecieren los cargos que se les deduzcan, » sino que debe oirse á los acusados en la misma forma que » fueron oidos los acusadores. Mas debe obligarse á todos los » ciudadanos conocidos por sensatos á concurrir á tales juntas, » y prestar en ellas sus dictámenes, teniendo derecho cual- » quiera del pueblo para indicar los que pueden ser citados. » Estoy muy distante de que se remuevan unas escenas cuya sola memoria oprime el corazon ; pero el medio mas seguro de que no se repitan, es indicar los de hacerlas inútiles para los que las invocan en su ciego despecho. En las convulsiones que han tenido lugar hasta el año de 1815 se omitieron estas precauciones ; no así en las posteriores hasta principios de 1816 ; y los resultados fueron bien diferentes.

Otro sobre la libertad de imprenta.

4ª. « Que la libertad de la imprenta es el verdadero conducto » y el órgano mas seguro por donde, ejerciendo el pueblo el » saludable derecho de la censura, se interpone entre el que » manda y el que obedece, y conserva el equilibrio entre el » poder de las autoridades y el de la opinion pública. » Si no lo ha sido hasta el presente; si ha parecido alternativamente una red armada contra los escritores, ó una asechanza contra el gobierno ; si este don consolador ha venido á ser inútil y muchas veces funesto, es porque toda la prevision de la ley no alcanza á impedir cierto género de abusos, que no pueden calificarse de tales legalmente. Se puede injuriar, difamar, y perder á un ciudadano y á un magistrado con una sola expresion equívoca, de que no puede hacerse un crímen al autor, y la ley queda burlada. ¿Cómo ocurrir á este inconveniente? es preciso entregarse á discrecion ; abandonarse á la buena fe de los escritores. Pero tengan ellos presente que todos los derechos que

1819. están bajo la egida de la fe pública jamas se profanan impunemente; que el poder de la opinion penetra los asilos donde el ardid de los infractores se sustrae al rigor de las leyes; y que deben estimar en ménos los aplausos forzados de quienes los temen, que el silencio impertérrito de los que los conocen. Si se escribe con intencion sana, debe preferirse el idioma frio de la razon á las exageraciones del estilo satírico, por temor de inspirar un carácter frívolo y rencilloso, extinguiendo en él los gérmenes del juicio y de la probidad con que se honra.

Manera de conducirse con los magistrados.

Cúidese de no vilipendiar á los magistrados, al dárseles consejos; cúidese de no criticarlo todo. No olviden que las leves infracciones de las leyes, que no son frecuentes, ni infieren un perjuicio directo á un tercero, están permitidas tácitamente á los altos poderes; ya porque en el ejercicio de sus graves y complicadas funciones el consultar la exactitud hasta los ápices haría embarazosas sus marchas; ya porque cierta libertad compatible con el respeto á la ley contribuye á dar un grado mas de dignidad y de esplendor al que las dispensa. Esta prudente condescendencia por parte del pueblo envia el concepto de que está seguro de su fuerza, y aleja de los que mandan la presuncion de las suyas, para usurpar unos derechos de que por otra parte se les permite usar con moderacion, sin emplear la coaccion y los crímenes.

Sobre los asuntos con las otras naciones.

Haya una gran circunspeccion al hacer advertencias relativas á la direccion de los negocios con otras naciones. Aquellos que por la felicidad de sus combinaciones, ó por otros motivos, hubieren trascendido los arcanos del gabinete, no deben hacer alarde de sus conocimientos ante el público, profanándolos. Al favor de uno ú otro dato que se escapa al secreto, nada es mas fácil que dar verosimilitud á hipótesis criminales, que llenan de espanto á los pueblos, alarmándolos con la apariencia de hechos de una aplicacion equívoca. Si el estar impuestos de ellos los augustos representantes de nuestra patria, no basta para disipar la desconfianza de los ánimos; si aun en materias tan delicadas y de tanta trascendencia se ha de correr el riesgo de que por el mal uso de la libertad de la imprenta se

ponga en problema la lealtad del gobierno, sería mucho mas cuerdo que estos asuntos se tratasen en asambleas públicas; quitándose á la política el noble oficio de ahorrar el sacrificio de las fortunas y de la sangre de los pueblos. Recuérdese cuanto se ha escrito sobre connivencias culpables con la corte del Brasil; y al considerar los males que ha causado este error, alentando el encono y el despecho de pueblos inocentes engañados, hagamos la resolucion de aprovecharnos al ménos del fruto que dejan unas lecciones tan crueles. 1819.

Esto es por lo que toca á los escritores del país que dirigen la opinion pública: los que escriben fuera no hacen parte de ella, puesto que no están al alcance de las penas que la ley ha dictado contra los que abusan. Si llegan á la posteridad las infelices calumnias con que se ha pretendido mancillar por los escritores *fuera de la ley* la administracion á cuyo frente he estado, no será sino para que se admire la cordura de unos pueblos nacientes á las luces, cuya circunspecta crítica sabe discernir entre lo que se obra y lo que se escribe.

Otro corolario sobre aspiracion á los puestos públicos.

5ª. « Los ciudadanos de mérito, que se sienten con fuerzas » para llevar el timon de los negocios públicos, y que se ven » excluidos de intervenir en ellos, extravian enormemente su » zelo empleando la violencia para apoderarse de los altos » puestos, que juzgan corresponderles. » No se sabe que haya existido un pueblo cuyo primer jefe tuviese el don de elegir siempre para asociar á sus tareas las personas que mas lo mereciesen; y entre nosotros, combatidos de tantas pasiones, habrán sido ellas muchas veces las causas de nuestros desaciertos; pero es justificar el agravio que se les hubiere inferido el excusarse de servicios que está en su mano prestar al Estado, solo porque no pueden rendirlo en cierto rango. Pederátes, excluido del consejo de los trescientos, volvió á su casa dando gracias á los dioses de que hubiese en su patria trescientos ciudadanos que le excediesen en mérito; con lo que logró traer hasta una remota posteridad la fama de que no gozan los que le fueron preferidos. Es pues un deber de los ciudadanos honrados, y á quienes la naturaleza ha favorecido con sus dones,

1819. no solamente cultivarlos poniéndose en aptitud de ser útiles á la nacion; sino tambien de hacerlo conocer con el ejercicio constante de sus virtudes. Alegrándose de los yerros de una administracion que les ha alejado de los primeros destinos, ejercitando sus talentos en desmoralizar la opinion de los que ocupan el lugar á que aspiran, acaso con mas mérito, y ganando al fin la estimacion pública sobre las ruinas de hombres desacreditados, ni deben lisonjearse mucho de tan humilde victoria, ni creerse en lo futuro al abrigo de represalias que justifican con su ejemplo.

No se debe hacer reformas violentas y estrepitosas.

Este método estrepitoso de hacer reformas causa grandes sacudimientos en el Estado; pues que el interes personal de sustraerse á los resentimientos de sucesores ofendidos empeña á los que mandan en actos contrarios á su propia resolucion de abandonar un puesto que ya no les es dado conservar con gloria; ¿pero cómo podrán disfrutarla sin pena los que arriban á presidir á los altos destinos de su patria, envolviéndola en todos los horrores de las guerras civiles? Recuérdese la época que precedió al año de 1816, y no habrá un solo ciudadano que no desee borrar de los anales de una carrera, por otra parte tan ilustre, aquellas escenas lamentables, en que patriotas, mas ó ménos beneméritos, han descendido de sus elevados puestos botados á la execracion pública. En la época posterior hasta la de mi mando se violentaron mas de una vez las formas legales para inducir cambios en la administracion del gobierno; pero la experiencia habia enseñado á dulcificar los enconos, y unos magistrados fueron subrogados á otros, sin inutilizarlos para emplearse en servicios ménos distinguidos, pero siempre dignos de su zelo. Miéntras yo he ejercido el poder supremo, ha prevalecido el de las autoridades contra las asechanzas de los indiscretos novadores, sin experimentar otras dificultades que las que impone al corazon el interes de la salud pública.

Contra la indiferencia en punto á órden público.

Yo no lo tengo en acriminar á los que han sido comprendidos en medidas, atribuyéndoles mas desvío de sus deberes que el que basta para no reconvenirme de sus desgracias. Quizá algunos no han tenido intencion de prestarse á las violencias

con que debian ejecutarse ciertos planes; pero cuando la tranquilidad y el órden de un Estado corren riesgos inminentes de ser subvertidos, todo ciudadano está obligado á deponer la indiferencia, que no es delincuente en circunstancias ménos críticas. El silencio con especialidad de los que gozan de opinion en la del público es un signo convencional de su adhesion á las novedades peligrosas. Este silencio es el que da importancia á las tramas sediciosas de los agentes subalternos, que jamas son temidos, sino en cuanto se les reputa instrumentos de caudillos autorizados : y aquellos á quienes su propio interes no decide á actos que alejen de ellos la presuncion de su complicidad, ¿no muestran que lo tienen en el suceso de los perturbadores? La indiferencia de quienes pueden contribuir activamente con su influjo á la conservacion del órden no es inocente. Este convencimiento es el que ha decidido á muchos ciudadanos respetables, que vivian oscurecidos, á conquistar con la paciencia y una constante adhesion al órden su propia seguridad, y con ella las consideraciones del gobierno y la estimacion de sus conciudadanos : así los que prefieren un rumbo contrario en sus consejos no pueden alegar en su favor el despecho de no ser atendidos. Despues de varios ejemplos con que se ha acreditado que no hay especie de extravíos que cierre las puertas á la resolucion síncera de reconciliarse, los hombres de mérito, que prefieren otras vias mas falibles para restablecer su fortuna, no tienen disculpa en sus errores, ni que imputar á otros sus desgracias. 1819.

¡Compatriotas extraviados por vuestros resentimientos! cesad de turbar el reposo público : aun es tiempo de que la patria deba mas á vuestras virtudes que daños le habéis causado con vuestros yerros. No malogréis esta ocasion, en que analizándose el orígen de nuestros males, se atribuye fácilmente á los delirios de la inexperiencia lo que en adelante no podrá ser sino la obra premeditada del crímen. Tales son las disposiciones del ánimo en el espíritu de todos vuestros compatriotas : ellos no pueden renunciar sin dolor á la esperanza de que algun dia vengais á ilustrar con vuestros talentos una patria que se

Excita al reposo público.

1819. honró alguna vez de que le perteneciéseis. No os despreciamos, creedlo, no os hemos olvidado enteramente. El que imagíne que un jefe supremo puede abatirse á la vileza de emplear el poder en arruinar á sus enemigos por encono, no conoce el corazon del hombre. El que no puede vengarse es el que no perdona. ¿Á quién estará reservada la dicha de que no haya en el tiempo de su mando un solo ciudadano que padezca por causa de nuestras fatales discordias? Este mortal feliz será el primer héroe de nuestra patria.

Condiciones que harán grande y próspera la patria.

Yo no tengo mas que decir, ó no debo decir mas. Para ocurrir á cualquiera otra clase de inconvenientes sobran elementos en la índole del pueblo y en la riqueza inagotable de sus recursos. Será preciso que se conspire el genio del error á inutilizar las felices proporciones que anuncian á nuestra patria los mas venturosos destinos; pero si desdichadamente prevalece, el mas cruel de nuestros quebrantos lo causará el triste remordimiento de haber labrado á sabiendas nuestra ruina. Todo está previsto. Si dilatamos la esfera mas allá de la cual se debilitan nuestras fuerzas; si al consagrar nuevas instituciones olvidamos el respeto que se debe á las costumbres; si se repiten las asonadas tumultuosas; si la libertad de la imprenta se emplea en desahogos que ofenden la decencia; si finalmente todos los ciudadanos esclarecidos por sus talentos no quitan la esperanza de servirles de apoyo á los genios inquietos, un porvenir de calamidades espantosas nos espera : yo no me atrevo á bosquejar el cuadro de nuestros futuros desastres. Pero si hay cordura en nuestras empresas, economía en la adopcion de nuevas formas, horror á las sediciones, juicio en los escritores públicos, generosidad é interes bien entendido en los primeros hombres de nuestra patria, ella será para nosotros y para nuestros hijos un teatro de grande prosperidad y de grande gloria.

Esta mudanza requiere tiempo.

No es sin embargo de esperar que se haga repentinamente esta mudanza. Cuando pretenden nuestros enemigos insultar nuestra heróica resolucion, exigiendo que les manifestemos las ventajas que hemos adquirido á costa de tantos sacrificios, afectan creer que los grandes cauces se encuentran vecinos á

las fuentes de donde dimanan. Por lo que hace á nosotros, la experiencia ha hecho que seamos ménos impacientes; y de aquel tiempo á esta parte estamos persuadidos que con solo no interrumpir el lento y tranquilo curso de las cosas verémos rebosar en una breve série de años nuestros deseos. Entretanto, bastan para lisonjearlos los progresos que no han dejado de hacerse, luchando siempre contra la corriente alterosa de nuestras habitudes serviles; pero una vez destruidas, como lo están á la altura en que nos hallamos, solo el que tiene poder para aniquilarnos acertará á poner diques al torrente de nuestras dichas. 1819.

Noticias sobre nuevas tentativas de la España.

Aquella gran masa de pueblo que contemplaba sin decidirse la audacia de nuestras resoluciones, y que seguia tímidamente y como de léjos las marchas osadas de sus primeros caudillos, recobrado de su asombro, aun tiene que curarse de aquella especie de temeridad que engendra en los ánimos la vergüenza de haber temido adversarios imbéciles. Vosotros sois testigos, compatriotas, de la fria impresion con que se oyen las nuevas de que surcan veinte mil Españoles el Océano con direccion á nuestras playas; y la pena que causaria el que declinasen de rumbo, llevando á otras costas el prestigio de la opinion de que gozan entre aquellos que no los conocen. La que nosotros tenemos muy fundada en nuestro poder, á que añadirémos las presunciones ordinarias que lo consolidan, responde de la seguridad de nuestro triunfo; y celebraríamos que en este último esfuerzo que hace la ira de nuestros antiguos déspotas, se portasen de modo que diesen que merecer á nuestro valor.

De todos modos el interes que toman en estos grandes armamentos, poniendo en contribucion á todas las naciones, prueba bien lo poco que se fian ya de nuestras discordias domésticas. La estabilidad de una administracion tan combatida, y el crédito que le ha dado el infeliz empeño de infamarla, han hecho entrar á la España en cuidados de otro género; pero nosotros le tendrémos en aumentarle el espanto que le causa nuestra union, mostrándole nuevos pueblos desengañados de las teorías oscuras que nos habian dividido, y nuevos pueblos arrojarse

1819. despechados contra sus opresores, y mostrarles que la tierra que han animado los libres con su sangre no puede soportar las plantas de los tiranos que la comprimen.

Espíritu de la juventud.

Esperaban ellos que la estúpida ignorancia en que hicieron estudio de conservarnos nos impediria hallar los medios de llevar al cabo una empresa que está reservada á los grandes genios; y que ellos mismos, que se preciaban de darnos lecciones, no concibieron, sino para su oprobio, el realizarla en su patria. Por mucho que hayamos hecho los que tales cuales éramos hemos procurado á la nuestra el esplendor con que hiere los ojos de nuestros enemigos, temen mas los Españoles á la generacion que se educa bajo planes ménos oscuros desde luego, y alentada sobre todo con nuestro ejemplo. En vano se dan prisa á sofocar los gérmenes de nuestras alegres esperanzas : un siglo de victorias no extinguiria en el pecho de nuestros jóvenes ese espíritu altivo que la adversidad no enflaquece, ni desalientan los obstáculos cuando se combate la injusticia.

Reserva de brazos para la industria.

Esperarian que, agotados nuestros recursos, faltase el interes por una causa que no halagaba los cálculos de la codicia; pero ellos han visto que en medio de las erogaciones de una guerra tan dispendiosa, ni hemos contraido empeños extraños para sostenerla, ni jamas en el régimen colonial hemos experimentado los hijos del país ménos miserias. ¿Pensaban ellos, por ventura, que el ver arrebatar nuestros tesoros para alimentar el orgullo y la malicia de una metrópoli avara, disminuía la desesperacion de nuestra indigencia? Sentimos en verdad algunas dificultades para organizar el sistema de nuestras rentas, que esa corte amenazadora no puede blasonar haber superado; es ménos la abundancia de lo que prometen para tiempos tranquilos nuestra situacion geográfica, la feracidad de nuestro suelo, y la benigna influencia del clima : pero empleando tantos brazos para hacernos respetar de nuestros enemigos, se han reservado los suficientes para animar los elementos de la prosperidad pública en el arado, el pastoreo, el cálculo y los talleres. Los ensayos que hemos podido hacer en

estos ramos, venciendo tantos inconvenientes, nos anuncian que los especuladores trasatlánticos no tendrán poco interes en frecuentar nuestros mercados; y que nosotros no perderemos en el cambio de nuestras producciones naturales é industriosas. 1819.

Finalmente, una constitucion que deja contento al magistrado de su poder, y al pueblo de su libertad, acaba de persuadir á la España, que ya no tiene artes con que seducir á nuestras provincias. Despues de haber probado de lo que somos capaces sustraidos á la tutela de una madrastra decrépita, mas fuertes, mas ilustrados, mas virtuosos, en una palabra, mas felices, vienen ya demasiado tarde esos ejércitos con que nos amenaza en su cólera. No : esta nacion nueva, pero tan gloriosa como puede serlo, no volverá á ser encadenada. Llegará á los grandes poderes que presiden á los destinos de la Europa, nuestra fama, y no se desdeñarán de presidir á los nuestros. El tiempo de descansar se acerca, compatriotas : dignidad, constancia, órden, y va á ser coronada la obra inmortal de nuestra emancipacion. — Buenos Aires, 9 de agosto de 1819. — JUAN MARTIN DE PUEYRREDON.

Influencia de la constitucion.

El mismo dia que renunció Pueyrredon, fué nombrado el general Rondeau como sustituto. El nuevo director, al asumir el mando, conservó el mismo ministerio é hizo publicar el siguiente bando :

« D. Eustoquio Díaz Vélez, coronel mayor de los ejércitos de la patria, ayudante comandante general del estado mayor general en la comandancia de armas, gobernador intendente interino de esta provincia y delegado de correos, etc., etc. Por cuanto en oficio de ayer me ha comunicado el señor secretario de Estado en el departamento de gobierno el supremo auto del tenor siguiente :

» El supremo director de las Provincias Unidas en Sud-América. — Nuevos riesgos amenazan la existencia de la patria. La venida de una expedicion española á las costas de este rio ya no admite duda. Los agentes del gobierno peninsular derramados por Holanda, Francia é Inglaterra han tomado á flete con-

Bando del general Rondeau.

1819. siderable número de buques para transporte de tropas. Todo anuncia un plan vasto, un proyecto grande para hostilizarnos. Las últimas noticias aseguran que en todo el presente mes, á mas tardar, debe salir de Cádiz la flota tantas veces anunciada. Es verdad que los conflictos pecuniarios del gobierno español son los mas grandes; pero una nacion constituida, que cuando ménos conserva apariencias de grandeza, que tiene con otros potentados conexiones políticas, relaciones estrechas y vínculos de familia, y que no carece de algunas ricas posesiones para consignarlas en indemnizacion á quien le preste auxilios, no debe decirse que absolutamente se halla desprovista de medios para poner en obra lo que sea el objeto de sus vehementes deseos. Una confianza necia es generalmente mas perjudicial que la desconfianza excesiva. La nacion española, sanguinaria por carácter, vengativa por sistema y orgullosa por costumbre, hará, para satisfacer estas pasiones innobles, esfuerzos que no ejecutaria para establecer su dicha sólida.

Tropas españolas que se preparan á salir de Cádiz.

» El número de las tropas que se preparan á invadirnos es aproximadamente el de diez y ocho á veinte mil hombres. Para vencerlos, solo basta, ciudadanos, que querais ejecutarlo. Recordad lo que hicísteis en el año de 1807 con tropas extranjeras, modelo del valor y de la disciplina. El pueblo de Buenos Aires rechazó por sí solo su invasion. Entónces él hacía los primeros ensayos de su genio marcial, y no tenia en aquella lucha ni el interes, ni los móviles morales que todos tenemos ahora en la presente contienda. ¡Qué magnánimos pues no deberán ser los esfuerzos que se hagan por todos los pueblos reunidos en masa, hoy que se hallan tan acostumbrados á la guerra como á la victoria, hoy que contienden por la conservacion de sus derechos mas sagrados, á diferencia de la otra época en que solo se hizo alarde del valor por vana ostentacion, ó para asegurar á un tercero la posesion de su alhaja! Esta reflexion tranquiliza al gobierno. Él tiene por otra parte un conocimiento positivo de todo lo que debe esperar del espíritu público de los habitantes del país.

» En retribucion, ciudadanos, vosotros debéis esperarlo todo

de la energía del gobierno. Cuantas medidas conduzcan á salvar la patria se adoptarán sin restriccion. En proporcion que se vayan adquiriendo noticias mas circunstanciadas, se os trasmitirán religiosamente para que reglen las medidas de internacion ó seguridad que querais adoptar con vuestras familias. Por ahora solo os exijo la primera prueba de vuestra obediencia. Todos los que tengais á vuestro cargo algunos prisioneros españoles de los que con licencia del gobierno os han sido entregados, deberéis restituirlos inmediatamente al jefe del estado mayor general, que se halla encargado de darles el destino que por ahora exige la política. Creo que ninguno habrá tan egoista que prefiera las relaciones del interes particular á lo que reclama con exigencia la causa pública. Si contra mis esperanzas hubiere alguno que religiosamente no cumpla con la entrega, incurrirá en penas y multas arbitrarias que se reserva imponer el gobierno con presencia de las circunstancias. Cualquiera que delate la ocultacion que se hiciere en esta parte, siendo cierta la denuncia, obtendrá para sí la multa que se impusiere al ocultador. Á mas de esto, todo el que sepa de algun otro prisionero que sin licencia ó noticia del gobierno estuviere en cualquiera destino particular, deberá inmediatamente anunciarlo al citado jefe del estado mayor, si se hallase en esta ciudad ó sus arrabales, y al comandante militar del partido si estuviere en la campaña. La entrega de los prisioneros que subsistan en este pueblo ó quintas de él deberá ejecutarse dentro de tres dias, á mas tardar, contados desde la publicacion de este auto, al mismo jefe del estado mayor; pero los que se hallasen en la campaña habrán de ser presentados dentro de seis dias, desde que allí se haga notoria esta resolucion á los comandantes militares de los respectivos partidos, de cuyo cargo será trasladarlos á disposicion del indicado jefe.

1819.

Órden para restituir los Españoles prisioneros.

» Como las circunstancias del dia son extraordinarias, deberán llevarse á efecto todas las disposiciones y bandos que están expedidos para alistamientos generales, sobre cuyo puntual cumplimiento se hace el mas particular encargo al jefe del estado mayor general, gobernador intendente y demas autoridades.

Alistamientos generales.

1819.

Aconseja la union y la sumision á los jefes.

» Ciudadanos de las Provincias Unidas en Sud-América : vendrán los Españoles; pero vendrán al sacrificio. Tal vez no falten entre ellos algunos que conozcan sus verdaderos intereses. Estos serán tratados con toda la consideracion que lo fueron los de la fragata *Trinidad*. Los ataques del enemigo podrán prolongar las calamidades del país, ocupar temporalmente uno ú otro punto, pero jamas triunfar sobre la dulce libertad. El imperio de la tiranía no puede volver á establecerse en estas regiones. El órden de los tiempos, el curso de los sucesos, la naturaleza misma de las cosas, la distancia, esa grande barrera del Océano, la diferencia de intereses, recursos, proporciones y conocimientos, que tienen en esta lid los agresores y los invadidos, todo concurre á darnos ventajas con usura. Para no perderlas, solo son necesarias dos cosas : union cordial entre vosotros, y respetuosa sumision á las autoridades. Llenadlas, y el triunfo será seguro. Á vuestra cabeza yo seré el primero en participar de vuestras fatigas y de vuestras glorias. Juntos andarémos la carrera del honor. El término será *la victoria ó la inmortalidad*. — Publíquese, etc. — Buenos Aires, 16 de junio de 1819. — José Rondeau. — Gregorio Tagle.

» Por tanto, y á fin de que la precedente suprema determinacion llegue á noticia de todos, publíquese por bando, como en ella se ordena y se me ha prevenido, fijándose ejemplares en los parajes acostumbrados. — Buenos Aires, 17 de junio de 1819. — Eustoquio Díaz Vélez. »

Cuadro del número de buques y soldados de que se compone la expedicion española.

Una de las primeras resoluciones que tomó el nuevo director fué la de dar mas amplitud á los corsarios nacionales que hostilizasen el poder marítimo de España; medida tanto mas urgentemente necesaria cuanto que la expedicion que se preparaba en Cádiz para las costas del Rio de la Plata era formidable. La flota española se componia de *seis* navíos de guerra, *ocho* fragatas, *tres* corbetas, *diez* bergantines, *tres* goletas, *veinte y nueve* barcas cañoneras y *ciento veintiun trasportes;* total, 180 buques, conduciendo *veinte mil* hombres de tropa (1).

(1) Hé aquí el detalle de esa expedicion : Navíos de guerra de 74 : 1, *Fer-*

El siguiente decreto manifiesta cuánto se preocupaba el gobierno argentino de esa expedicion : 1819.

« El director supremo de las Provincias Unidas de Sud-América. — Por cuanto es constante el decidido empeño del rey de España en sojuzgar este territorio, á cuyo fin pone en accion cuantos recursos le sugiere su furor con escandalosa transgresion de los derechos de gentes y guerra, como lo comprueban los diversos hechos y providencias de sus mandatarios en diferentes puntos de ambas Américas; por tanto, en continuacion de la justa lid que estas sostienen, y á la que han sido y son provocadas, sin que hayan bastado á contener los excesos del gabinete español la moderada conducta de los Americanos, las respetables interposiciones de autoridades imparciales, las justas y equitativas proposiciones de los gobiernos de América, y ni aun el mismo interes bien entendido de la nacion española,

Nueva reglamentacion sobre corsarios.

nando VII, ruso. 2, *España*, id. 3, *Numancia*, id. 4, *Guerrero*, español. 5. *San Julian*, id. 6, aun no tiene nombre. — Fragatas de guerra : 7, *La Perla*, española. 8, *Diana*, id. 9, *Pronta*, rusa. 10, *Mercurio*, id. 11, *Viva*, id. 12, *Lijera*, id. 13 y 14, no nombradas. — Corbetas de guerra : 15, *Fama*, francesa. 16, *Victoria*, id. 17, no nombrada. — Bergantines de guerra : 18, *Hércules*, frances. 19, *Marte*, id. 20, *Hiena*, id. 21, no nombrado. — Bergantines : 22, *Lijero*. 23, *Jacinto*. 24, *Golondria*. 25, *Flecha*. 26, *Guerrero*. 27, *Abispa*. — Goletas : 28, *Justina*. 29, no nombrada. 30, *Roncalesa*. — Barcas cañoneras : 31, *Castellana*. 32, *Leonesa*. 33, *Aragonesa*. 34, *Navarra*. 35, *Valenciana*. 36, *Gallega*. 37, *Mallorquina*. 38, *Andaluza*. 39, *Murciana*. 40, *Mejicana*. 41, *Limeña*. 42, *Santafesina*. 43, *Caraqueña*. 44, *Habanera*. 45, *Chilena*. 46, *Guatemalteca*. 47, *Campechana*. 48, *Canaria*. 49, *Mahonesa*. 50, *Catalana*. 51, *Vizcaina*. 52, *Montañesa*. 53, *Asturiana*. 54, *Manchega*. 55, *Estremaña*. 56, *Ines*. 57, *Cármen*. 58, *Valiente*. 59, *Actividad*. — Desde el número 60 al 180 son trasportes en el número de 121.

Fuerzas. — *Infantería*. — Batallon de América, Guadalajara, el Príncipe, la Princesa, indultados de embarcarse. La Corona, España. Valencey, nuevos. Sevilla, Valencia, Guias, Cataluña 2º, Astúrias, 2º de Aragon, Soria, Canárias, antiguos. Dos compañías de obreros y zapadores.

Caballería. — Dos escuadrones del general, cuatro de Alcantara, cuatro dragones del Rey, cuatro Farnesio.

Artillería. — Un escuadron volante. Otro de la brigada de á pié. Antiguos.

Fuerza total, 20,000 hombres. (*Gaceta de Buenos Aires*, diciembre 19 de 1819.)

1819. cuyo comercio es paralizado por la fuerza naval, armada al intento, con el fin de consumar su ruina, animando á los armadores por medio de las franquicias y liberales concesiones que están en la esfera de mis facultades, he venido en acordar y sancionar en favor de los que desde esta fecha en adelante armaren corsarios los artículos siguientes.

Exencion de derechos á favor de los buques de guerra y corsarios

» 1° Todo buque de guerra del Estado ó corsario que desde esta fecha en adelante se habilitáre contra la bandera española, será exento en los puertos de la comprension de estas Provincias de todo derecho de anclaje, pilotos, prácticos, y cualesquiera otros de esta especie establecidos, siéndolo igualmente de todo derecho de exportacion sus provisiones y útiles necesarios al corso.

Buques neutrales empleados al servicio de España.

» 2° Los buques de las naciones neutrales empleados en servicio de la corona de España serán considerados fuera de la proteccion de las leyes de este país y de las de sus respectivos Estados, y de consiguiente tratados como pertenecientes á vasallos del rey de España, ya sean encontrados con el menor útil de expedicion y convoy militar, ó ya á su regreso con señales documentadas que acrediten haber tenido este empleo.

Buques destruidos en la mar.

» 3° El gobierno satisfará en acciones de dinero efectivo contra el banco nacional, en donde quedarán aquellas depositadas con derecho al crecido interes del dinero efectivo, la mitad del valor de todo buque y su cargamento, que sea destruido en la mar, sirviendo de transporte de víveres, municiones ó tropa pertenecientes al rey de España; y si los tales transportes fueren conducidos á los puertos de este Estado, serán libres con sus cargamentos de todo derecho de introduccion y de exportacion de sus valores, vendidos que sean.

Prisioneros de guerra.

» 4° En la misma especie y de igual forma se abonarán cincuenta pesos por cada prisionero de guerra tomado en buque transporte español, ya sean destruidos, conducidos á estos puertos, ó entregados en los de los aliados á los respectivos gobiernos.

Cañones españoles, etc.

» 5° Del mismo modo se abonarán por este Estado quinientos pesos por cada cañon de buque de guerra español, y cincuenta

pesos por cada individuo de su guarnicion y tripulacion que sea apresado y conducido á estos puertos; y si las circunstancias obligasen á su incendio ó destruccion, se harán iguales abonos con el aumento del valor de la mitad del buque destruido en favor de los apresadores y accionistas. 1819.

» 6º Para cumplimiento de lo ofertado en los capítulos anteriores, bastará que se presenten los papeles de los buques enemigos conducidos á puertos, ó destruidos, ó las declaraciones de los prisioneros salvados, ante el tribunal de presas que señala el reglamento de corso, quien fallará señalando los goces de estas concesiones especiales.

Documentos que se han de presentar.

» 7º Los cargamentos apresados por los buques de guerra ó corsarios del Estado que sean conducidos á nuestros puertos pagarán por todo derecho en la aduana, establecido ó por establecer, inclusos los ramos ajenos, caja nacional y eslingaje, los siguientes : en los efectos que destinen los agentes al consumo de la plaza un diez por ciento, calculado sobre los precios y valores en que se vendiesen los efectos; y sobre los artículos que dichos agentes vendan ó destinen para exportacion, un cinco p. 0/0, calculado en los propios términos, quedando los buques libres de toda exaccion, y lo serán igualmente la plata y oro sellado ó sin sellar de todo derecho á su introduccion, pero exportados pagarán los establecidos.

Derechos que deberán pagar los buques apresados.

» 8º Como por la conducta que constantemente han observado y observan en tierra los mandatarios españoles relativamente á los prisioneros de guerra á quienes no dispensan las consideraciones que por tales se les deben, son de inferirse los excesos de igual naturaleza y aun mayores, que podrán cometerse por los jefes de los buques españoles ó sus respectivos magistrados en tierra, con nuestros prisioneros que hicieren ó fueren llevados á ella, no siendo bastantes á contener tales atentados las leyes militares que rigen en toda nacion culta, y en la sensible necesidad de poner una barrera á aquellos, adoptando la retaliacion indispensable en tan desesperado caso; vengo en facultar y faculto á todos los jefes y comandantes de los buques armados de este Estado, para que la usen con los prisioneros que hicie-

Medidas de retaliacion.

1819. ren, guardando exacta consonancia con la conducta de los enemigos en esta materia, con sola la calidad de que ántes de proceder en los términos dichos hayan de estar ciertos de aquella, y deberán acreditarlo justificadamente cuando arriben á alguno de nuestros puertos ó aliados en el tribunal ó tribunales competentes.

» Mi secretario de Estado en el despacho de guerra y marina queda encargado del cumplimiento de lo prevenido en los anteriores artículos. Comuníquese al efecto á quienes corresponde, publíquese por bando é insértese en la gaceta de esta capital. — Buenos Aires, agosto 18 de 1819. — RONDEAU. — Matías de Yrigóyen. »

El 23 de agosto el director supremo del Estado dirigió á los patriotas habitantes de las provincias de su mando la siguiente proclama :

Peligros que amenazan á la patria.

« Ciudadanos : á mi elevacion á esta suprema silla os hablé de los peligros que amenazaban á la patria. Ellos consistian en la probabilidad de una invasion próxima por nuestros enemigos exteriores. Léjos de haberse disipado estos riesgos, subsisten aun, y un grado mayor de verosimilitud los agrava cada dia. Desde entónces no ha cesado el gobierno de diligenciar noticias exactas sobre las circunstancias y progresos de la expedicion española. Todas ellas corroboran el primer concepto, que en breve debemos ser atacados por fuerzas considerables. Tal es la sublime idea que habéis merecido por vuestro valor heróico. Las naciones extranjeras lo admiran, y la española en medio de su necio orgullo lo teme ; y para invadiros hace esfuerzos superiores al estrecho círculo de su poder. ¡ Miserables ! ellos probarán la diferencia que média entre los viles mercenarios esclavos de la tiranía y los ilustres defensores de la libertad.

Expedicion española.

Los últimos avisos anuncian que en todo este mes, ó á mas tardar en el siguiente, debe salir del puerto de Cádiz la expedicion armada. Se asegura uniformemente que este Rio es el objeto de la tentativa. En tales circunstancias el gobierno se ha dedicado eficaz y exclusivamente á llenar el mas grande de sus deberes, la defensa del país. Alistamientos generales, ejerci-

cios frecuentes y otras medidas que estáis observando, son el resultado de esta crísis. Pero aun no es esto todo: os falta que ver algo mas cuando el peligro toque mas de cerca. Para entónces se pondrán en movimiento todos los resortes, se aplicarán todos los elementos que están predispuestos para que obren en la defensa de vuestros hogares, de vuestros hijos, de vuestras esposas, de vuestras propiedades de todo género. Esperadlo todo del gobierno, como él lo espera de vosotros: confiad en su zelo y vigilancia, como él confía en vuestro valor y en vuestras virtudes cívicas. 1819.

» Y vosotros, compatriotas habitantes de esta provincia de Buenos Aires, á quienes amenaza mas próximamente la falange ibera, y que de consiguiente tendréis la gloria de ser de los primeros en abatir su audacia, preparáos por lo mismo con mas anticipacion y brevedad para esperar con el desembarazo posible al erguido Español. Tal vez en breve llegará dia que os sea preciso alejar al interior vuestras caras familias. Cuanto mas expedito se halla de cuidados domésticos el defensor de su patria, tanto mas imponente es su actitud militar, tanto mas decidida su resolucion, tanto mayor su fortaleza en defenderse. El gobierno, fiel á sus promesas, os ha manifestado, como prometió, el estado de las cosas, tal cual ha llegado á su noticia Con la misma puntualidad lo continuará; y si llega el caso en que os anuncie que debéis internar vuestras familias, convencéos desde ahora que es necesario internarlas. Con anticipacion os da este aviso, para que con anticipacion os preparéis.

Avisa á Buenos Aires para que se prepare á la lucha.

» Todo está meditado y dispuesto para el caso de la internacion: una comision que intervenga en el asunto, que haga efectiva la medida, pero con órden y método; las tropas que han de escoltar y servir de seguridad á las familias: en una palabra, todo lo que ha de llevar al cabo este proyecto sin confusion y sin tropelías, está resuelto en los consejos de una prudente meditacion.

Disposiciones para internar las familias.

» Despues de lo dicho nada me queda que exponer. Cuando habla la libertad del suelo natal, debe callar todo lo restante. Sacrificios nos esperan, pero sacrificios necesarios, y sacrificios

1819.

gustosos. Internarémos nuestras familias, esperarémos á los Españoles, los vencerémos; los que falleciesen en la empresa, vivirán en la inmortalidad; los demas que sobreviviesen, se indemnizarán de las pasadas angustias, incorporándose victoriosos al seno de sus caras prendas. — Buenos Aires, agosto 23 de 1819. — José Rondeau. »

Segun el artículo 1° de las estipulaciones del armisticio de San Lorenzo, se habia convenido con el gobernador de Santa Fé el nombramiento de comisarios plenamente autorizados por ambas partes para el arreglo final de las diferencias pendientes.

Reunion de comisarios en San Lorenzo.

Los comisarios nombrados por el directorio se reunieron en San Lorenzo, á principio de mayo, con el que representaba á Santa Fé, pero este último pidió un plazo indefinido por la reunion de los que debian concurrir por parte de los otros pueblos disidentes.

Nuevas protestas del gobernador López.

Las protestas de lealtad renovadas por el gobernador López y las seguridades recibidas de que empeñára toda su autoridad para que esta reunion se verificase en breve, decidieron al supremo gobierno á acceder á esa nueva proposicion,

Convenio expreso relativo al armisticio.

conviniéndose expresamente que, en todos los casos, la cesacion del armisticio, así como el principio de las hostilidades, no tendrian lugar sin previo aviso de quince dias de anticipacion.

Se infringen las estipulaciones del armisticio.

Esa situacion duró cinco meses, sin que los diputados de los pueblos disidentes llegasen, miéntras que á la vez que se reiteraban las protestas de amistad por parte del gobernador López, se infringian las estipulaciones del armisticio, de modo que, á pesar de los esfuerzos de los comisarios del directorio para no alterar la armonía, la frecuencia con que se repetian le impuso la obligacion de poner un término por medio del siguiente oficio, dirigido al gobernador D. Estanislao López :

Oficio de los comisarios reclamando el cumplimiento del armisticio.

« En el artículo 1° de los adicionales que estipulamos en San Lorenzo, con fecha de 18 de mayo último, tuvimos una verdadera satisfaccion en dejar encomendado á la buena fe de V. S. el activar la reunion de los comisarios que debian concurrir por parte de esa provincia á la transaccion final de las diferencias subsistentes entre las autoridades de ambos territorios; así lo participamos á nuestro gobierno, dándole esperanzas fundadas

1819.

en las promesas oficiales de V. S. y las reiteradas por su comisario especial á este efecto, de que no se dilataria el plazo de la reunion anunciada. Con fecha de 15 de julio nos avisó V. S. que en *breves dias* se verificaria; posteriormente que ántes de 26 del próximo pasado, ó cuando mas el mismo 26 saldrian de esa sus comisarios. El señor Larrechea con fecha del 31 anuncia confidencialmente á uno de los que suscriben la presente nota, que salia en calidad de tal comisario al dia siguiente. Despues de todo esto hemos sabido que el dia 4 del corriente aun subsistia dicho señor Larrechea en Santa Fé, y por principios consiguientes creemos que continúe esta inaccion.

Avisan la conclusion de su comision

» Nosotros, para no hacernos responsables de ella ante la patria, nos vemos en la precision de avisar á V. S. que el 18 del presente mes de setiembre concluye nuestra comision, y que por consiguiente, si quiere V. S. que tratemos algo de provecho para la nacion, debe ser ántes de dicho dia, ó en el mismo, cuando ménos. De lo contrario, podrán quedar las cosas en el mismo pié que tienen de presente, continuándose en la observancia religiosa de los armisticios celebrados en fechas anteriores y subsistentes hasta hoy. — Dios guarde á V. S. muchos años. — San Nicolas, setiembre 8 de 1819. — IGNACIO ÁLVAREZ. JULIAN ÁLVAREZ. — Señor gobernador D. Estanislao López. — Es copia : Mariano Díaz, secretario. »

El gobernador de Sante Fé, que no tenia otro objeto que ganar tiempo para recibir refuerzo de sus aliados, renovó sus protestas de lealtad por medio de la contestacion siguiente :

Contestacion del gobernador López

« Á la política reconvencion que tengo á la vista en la comunicacion de VV. SS. fecha 8 del presente, satisfago en cumplimiento de mi deber, que no ha estado á mis alcances evitar la inaccion que se me hace presente, en no haberse dirigido á ese destino los diputados que habian de tranzar finalmente las antiguas desavenencias : ello para mí ha sido y es el primer objeto de mi atencion, como tan benéfico á la humanidad y compatible con mi veracidad ; pero las extrañas ocurrencias han impedido totalmente el cumplimiento de aquel pacto, aun cuando espire ya el término prefijado. Pero como *la confianza mutua*

1819.

asegura en todo trance los resultados de aquel principio, vivan VV. SS. persuadidos, que *por mi parte continuarán los armisticios celebrados como hasta lo presente han subsistido*, hasta que las circunstancias permitan el cumplimiento de lo ajustado. — Dios guarde á VV. SS. muchos años.—Santa Fé, setiembre 13 de 1819. — ESTANISLAO LÓPEZ. — SS. comisarios del gobierno de Buenos Aires. »

Comienzan las hostilidades sin previo aviso.

No habia corrido un mes despues de dirigida esta nota, cuando comenzaron las hostilidades, sin previo aviso. Las partidas del ejército de Santa Fé se apoderaron de las tropas de carretas y de las provisiones de vestuarios y armamento enviados por el gobierno nacional para el ejército auxiliar del Perú. Á las reclamaciones que hacian los comisarios al jefe del Rosario, contestó que se habia procedido de acuerdo con las órdenes superiores.

El director supremo se pone á la cabeza de las tropas.

En tan grave situacion, el director supremo decidió ponerse en persona á la cabeza de tropas destinadas á castigar tanta osadía. Previo el consentimiento del congreso, marchó el 2 de noviembre con direccion al pueblo del Lujan, donde debian reunirse las fuerzas que habian salido de la capital. El dia ántes de su marcha, dirigió al pueblo la siguiente proclama :

Su proclama al pueblo.

Proclama del director supremo.

« Compatriotas : Los pueblos disidentes que invocaron la concordia en los momentos críticos en que debieron ser inevitablemente reducidos al órden por el poder de las armas, han faltado del modo mas inesperado á sus promesas, á la fe de los armisticios solemnemente pactados, y á sus juramentos. Los riesgos que amenazaban á la patria con los anuncios de la expedicion española han sido calculados por ellos friamente y han servido de base á su nueva agresion, á que han dado principio con inauditos escándalos. Yo he impartido mis órdenes para que se os instruya de cuanto se ha practicado para obrar una reconciliacion que hiciese honor al Estado, sin perder de vista hasta los intereses personales de todos los discordes; si no se ha hecho ántes de ahora, ha sido por quitar este pretexto á los extravíos de los refractarios, con el ánimo de ganarles con la paciencia y por no dar á las naciones este triste monumento de nues-

tro descrédito. Todo ha sido en vano, y es que el sistema de 1819.
los anarquistas se reduce á destruir para igualarlo todo, y hacer mal para satisfacer ruines venganzas. Cuando mi conviccion ha llegado á este punto, me creeria indigno de vuestra confianza, si dejase de hacer algo para sofocar radicalmente el gérmen de tantas desventuras; por esto es que me he resuelto á emprender personalmente esta campaña, y á participar con el último soldado de todos los riesgos.

»¡Habitantes de Buenos Aires! guardad órden, respetad á la patria en sus desgracias. ¡Habitantes de la campaña! yo no rehuso ni sacrificio ni peligro para salvar vuestras propiedades, vuestro honor y vuestro sosiego: corresponded con vuestro entusiasmo. ¡Pueblos seducidos! salváos, acogiéndoos á los estandartes de los que combaten por la causa de la justicia. ¡Cuerpos militares! haced vuestro deber, mirad por vuestro honor: todos los ojos están fijos sobre vuestra conducta; y yo observaré de bien cerca á los que se distingan por su valor y por su virtud. ¡Ciudadanos de todas las Provincias! todas las fuerzas del Estado van á ser empeñadas en esta campaña: cooperad del modo que os sea permitido á un triunfo en que ya no va á decidirse de vuestra libertad, sino de vuestra existencia. — Buenos Aires, noviembre 1° de 1819. — José Rondeau. »



PROVINCIAS UNIDAS DE SUD-AMÉRICA Y FRANCIA.

AÑO 1819.

VIII.

1819. Mision diplomática del Dr D. José Valentin Gómez á Francia. — Trabajos hechos en el congreso de Aquisgran para poner término á la guerra en la América del Sur. — Luis XVIII, comprendiendo la importancia de los nuevos Estados de América, les aconseja la adopcion de instituciones monárquicas.— Proyecto del baron de Reyneval, comunicado al enviado extraordinario de las Provincias Unidas. — La idea monárquica contaba con partidarios fervorosos en la América del Sur. — Belgrano, San Martin, Pueyrredon, Rodriguez Peña y otros, la sostuvieron desde el principio de la revolucion argentina.—Muchos de los que la combatieron entónces se convirtieron pocos años despues en ardorosos partidarios. — Rivadavia, Gómez, García, Fúnes, Monteagudo y Sarratea tomaron una parte activa en la combinacion de esos proyectos. — La falta de educacion y de elementos republicanos inutilizaron los esfuerzos de los demócratas de 1810. — La montonera y el caudillaje bárbaro desprestigiaron la forma republicana. — La guerra civil y la dictadura la hizo imposible. — La lucha entre los sistemas monárquico y republicano duró desde 1810 á 1829. — El triunfo definitivo de la democracia se consolidó desde entónces. — Comunicacion reservada del director Rondeau al congreso constituyente argentino, acompañando las piezas relativas al proyecto de monarquía del gobierno frances. — Nota del enviado de las Provincias Unidas. —Conferencia que tuvo con el ministro de relaciones exteriores de Luis XVIII. — Proposicion del baron de Reyneval para que el duque de Luca fuese coronado como rey. — Acogida que mereceria esta eleccion por parte de S. M. Católica. — Carácter del príncipe y sus principios políticos. — El enviado argentino declara carecer de instruc-

ciones y manifiesta la duda de que el proyecto sea aceptado. — El baron de Reyneval entra en una serie de consideraciones sobre las ventajas que podian resultar de esa eleccion. — El Dr. D. José Valentin Gómez ofrece pedir instrucciones á su gobierno. — Memorándum del baron de Reyneval. — Disposiciones del gobierno frances. — Circunspeccion con que este se propone obrar. — Sus trabajos para obtener el consentimiento de las cortes europeas. — Los intereses del príncipe de Luca. — Alianza que podria solicitarse. — Medio de obtener que los Estados Unidos de Norte-América no se opusiesen al establecimiento de la monarquía. — Las potencias de la Europa que aprobaron la cesion de las Floridas á los Norte-Americanos, aprobarian tambien la creacion de un trono en Sud-América. — Propone recomendar este proyecto á los Estados de Europa. — Ofrece los auxilios marítimos y militares de la Francia, y se encarga de las negociaciones diplomáticas al efecto. — Combate la idea de una república, y pretende que esta forma de gobierno no conviene á la América del Sur. — Alaba la forma monárquica, y enumera sus ventajas: en lo que consiste la felicidad de las Provincias Unidas. — Combate los proyectos de los Ingleses, y hace ver los males que resultarian para las Provincias, si se adoptasen en ellas. — El gobierno frances pide una resolucion pronta del de Sud-América sobre este proyecto. — Sesiones secretas del congreso argentino. — Impresion que produjo esta grave comunicacion. — Discusion que provocó. — El proyecto es aprobado con algunas enmiendas por una gran mayoría de diputados. — Se dan instrucciones al enviado Gómez, residente en Paris. — Trabajos subversivos de los enemigos del gobierno nacional. — Situacion desgraciada en que se encuentra el país á fines de 1819, amagado de disolucion.

1819.

Resultado de la mision del Dr D. José Valentin Gómez á Europa.

Hemos dicho en el tomo III que el señor D. José Valentin Gómez habia ido á Europa en reemplazo del señor Rivadavia, con la mision de obtener el reconocimiento de la independencia de las Provincias Unidas de Sud-América (1). En este mismo tomo hemos continuado desarrollando la marcha de las negociaciones de las *conferencias de Paris y de Aquisgran*, con motivo de la ocupacion de la Banda Oriental del Uruguay por un ejército portugues (2). Los trabajos, por una parte, del distinguido diplomático argentino acreditado cerca del gobierno de Luis XVIII, y por otra, los esfuerzos de los representantes de las grandes potencias para poner término á la guerra en el continente sud-americano, agravada por la complicacion que habia sur-

(1) Véase el capítulo III, página 212.
(2) Véase el capítulo II, página 34.

1819. gido entre la España y el Portugal á consecuencia de la ocupacion de Montevideo por esta última potencia, y apercibido en fin el gobierno frances de las ventajas reales que resultarian para el comercio de Francia de la preponderancia de su influencia en aquellas regiones, tuvo una inspiracion de buena política, sea sugerida por los diplomáticos portugueses, mas directamente interesados, ó sea por sus propios intereses, proponiendo una combinacion por medio de la cual esperaba llegar á la solucion feliz de las cuestiones pendientes. Esta era sin embargo de no pequeña magnitud, pues que debia dar por resultado el que el duque de Luca, príncipe de la familia de Borbon, despojado por el congreso de Viena de su reino de Etruria, fuese coronado como soberano del que debia formarse en Sud-América, comprendiendo el antiguo vireinato de Buenos Aires y la capitanía general de Chile, para cuyo efecto la Francia se ofrecia á negociar el consentimiento de la España y de las demas grandes potencias. El jóven príncipe, que tenia entónces 19 años, debia contraer matrimonio con una princesa del Brasil, cuya alianza de familia allanaria las resistencias del rey D. Juan VI para la total desocupacion de la Banda Oriental, parte integrante del territorio de la proyectada monarquía.

Política del gobierno frances.

Lo que la Francia ofrecia.

Esta última cláusula explica suficientemente el misterio que para nosotros cubria la conducta seguida por el señor D. Manuel García, comisionado del gobierno argentino en mision cerca de la corte del Brasil, así como las concesiones sucesivamente hechas por los plenipotenciarios de Portugal en las conferencias de Paris y en el congreso de Aquisgran durante este año, de que nos hemos ocupado precedentemente.

Influencia de la idea monárquica.

Participan en ella los grandes patriotas.

De los numerosos documentos que tenemos á la vista, se deduce evidentemente que la idea monárquica tenia en esa época poderosos adherentes, y que si el señor García no obedecia á altas influencias, procedia animado por convicciones profundas. Pero, justo es decirlo, de esas convicciones participaban con pocas excepciones los mas grandes patriotas, los hombres que desde el 25 de mayo de 1810 hasta entónces habian tenido una parte principal en la gloriosa revolucion que dió vida propia á la nacion

argentina. Belgrano, San Martin, Pueyrredon, Rivadavia, Gómez, Alvear, Sarratea, Balcarce, Rondeau, Álvarez Tomas, Herrera, Fúnes, Monteagudo y una gran mayoría de los honorables miembros de los congresos de 1816 en Tucuman, y de 1819 en Buenos Aires, acariciaban con pequeñas modificaciones las convicciones del señor D. Manuel García. 1819.

Conversion de los demócratas de 1810.

Los mas fervorosos demócratas de 1810 habian sido convertidos por la fuerza irresistible de los hechos en 1818; y si el elocuente tribuno de la revolucion, el severo y malogrado Moreno hubiese vivido, se habria al fin doblegado, como Rivadavia, Gómez y tantos otros, al ver su grandiosa obra de emancipacion próxima á desaparecer.

Único sentimiento que abrigaban los patriotas.

Y preguntamos nosotros: ¿habrá un solo historiador imparcial é ilustrado, que en presencia del cuadro lúgubre y desconsolador que ofrecen los pueblos argentinos desde 1810 á 1820, haga de esas convicciones un cargo serio á los padres de la patria argentina? Hoy mismo, despues de haber trascurrido medio siglo de guerras intermitentes, de haber soportado el despotismo de los Artígas, de los Ramírez, de los Quirógas, de los Aldaos, de los Rósas, y con ellos los horrores de la barbarie entronizada en esos infortunados pueblos, hoy mismo, decimos, ¿cuál será el escritor inteligente que no diga con nosotros, que esos ilutres varones jamas abrigaron otra idea ni otro sentimiento que el santo entusiasmo de la independencia sud-americana?

Opinion del historiador.

En nuestra opinion, teniendo presente el estado de educacion en que se encontraban esos pueblos al emanciparse, creemos que lo que hoy sería absolutamente imposible, es decir, el establecimiento de monarquías, como lo está demostrando Méjico, habria sido lógico y posible en 1818. Pero estas apreciaciones nos llevarian muy léjos, si nos propusiésemos dilucidar en todos sus puntos tan importante materia, desviándonos del asunto primordial de este capítulo. Sin embargo, como este es un tópico de grande valor histórico para nuestra América, vamos á consagrarle muchas páginas en el siguiente tomo; en ellas harémos la historia completa de los diferentes proyectos que se han iniciado para

1819

establecer monarquías en la América española, desde el pensamiento del conde de Aranda, en 1783, bajo el gobierno de Cárlos III, hasta el aceptado por el gran Bolívar, el año 1829, por el cual debia formarse de la república de Colombia una monarquía constitucional, cuyos candidatos al trono fueron los príncipes Luis Felipe de Orleans, despues rey de Francia, y Leopoldo Cobourg-Gotha, coronado pocos años despues como rey de Bélgica, y estamos íntimamente persuadidos que probarémos sin esfuerzos la exactitud de nuestros asertos (1).

Su conviccion íntima.

Combinacion del ministro de Luis XVIII.

Volviendo pues á la combinacion del ministro de Luis XVIII, añadirémos lo que es lógico suponer, que para obtener el consentimiento de la España, debia ofrecérsele la cooperacion directa de la nueva monarquía y del Brasil para sofocar la insurreccion de Colombia y de Méjico.

Estado de algunas provincias interiores. Comunicacion del supremo director al congreso.

En medio de un mar de pasiones, entronizado el poder del caudillaje ignorante en alguna de las provincias interiores, y amenazada la nacion de grandes desgracias, recibió el congreso argentino, el 26 de octubre, la comunicacion del supremo director general Rondeau que reproducimos á continuacion :

Referencia á una nota de D. José Valentin Gómez.

« *Reservadísimo.* — Soberano Señor : Hace algunos dias que se recibió la adjunta comunicacion del enviado extraordinario en Francia D. José Valentin Gómez.

Llegada de D. Mariano Gutiérrez Moreno.

» Llegó al propio tiempo el Americano D. Mariano Gutiérrez Moreno, y se anunció que conducia pliegos para el gobierno de Chile de su diputado en aquella corte, D. José Yrizarri, con las mismas proposiciones, y con especial encargo de manifestar á este gobierno el objeto de su comision. Suspendí por esta causa pasar á Vuestra Soberanía la comunicacion del enviado Gómez, para hacerlo con otros conocimientos, segun lo que resultase de la entrevista con Gutiérrez Moreno. Tenida esta el veinte y tres del corriente, es en efecto cierta su comision, y asegura ademas que los diputados Rivadavia y Gómez le han encargado con el mayor encarecimiento haga presente á este gobierno que *no deje escapar una ocasion tan favorable y de tan conocidas ventajas*

(1) Véase el tomo VI. Proyectos de monarquía en la *América española.*

al país. Con estos datos remito á Vuestra Soberanía la nota, recordando para la resolucion *el triste estado en que se hallan las provincias y la suerte que se les depara*, suplicando al mismo tiempo se sirva Vuestra Soberanía tomar en consideracion este asunto con preferencia á cualquier otro, por el grande interes que envuelve, porque hay ocasion próxima de instruir sobre la materia al enviado Gómez, y segun la resolucion que se adopte, podrá suspender en todo la expedicion española proyectada contra esta parte de América; y porque el comisionado Gutiérrez Moreno, para continuar su viaje á Chile, solo espera la decision de Vuestra Soberanía.

1819.

Triste estado de las provincias.

» Dios guarde á Vuestra Soberanía muchos años. — Buenos Aires, 26 de octubre de 1819. — Soberano señor: JOSÉ RONDEAU. — Soberano congreso nacional de las Provincias Unidas en Sud-América. »

El enviado argentino D. José Valentin Gómez, al trasmitir el proyecto frances al secretario de Estado en el departamento de gobierno y relaciones exteriores de las Provincias Unidas de Sud-América, le acompañó de la siguiente comunicacion :

Conferencia con el ministro de relaciones exteriores de Francia.

« En oficio de 15 del pasado avisé á Vuestra Señoría que estaba invitado á una conferencia por Su Excelencia el ministro de los negocios extranjeros. Varios accidentes la retardaron hasta el primero del corriente. Aunque habia reflexionado profundamente sobre el objeto á que podria dirigirse, no pude jamas prever el que tuvo en realidad, y paso á poner en la consideracion de Vuestra Señoría.

» Despues de haberme hecho Su Excelencia un largo razonamiento sobre los grandes deseos del ministerio por el feliz resultado de la gloriosa empresa en que se hallaban empeñadas esas Provincias, al mismo tiempo que sobre los considerables embarazos que le impedian tomar una marcha determinada, activa y manifiesta para protegerlas, pasó á decirme que, ocupado de sus verdaderos intereses, habia llegado á convencerse que estos se encontraban íntimamente ligados con la forma de gobierno que se diesen, bajo cuyo influjo pudiesen gozar tranquilos de los beneficios de la paz, y que él creía no debia ser

1819. otra que la de una monarquía constitucional, fijándose en un príncipe de la Europa, cuyas relaciones añadiesen al Estado una nueva respetabilidad, y facilitasen el reconocimiento de su independencia nacional. Que penetrado de estas ideas habia llegado á ocurrirle un pensamiento que consideraba feliz, é iba á exponérmelo con la mayor sinceridad, proponiéndome un príncipe cuyas particulares circunstancias eran las mas oportunas para que se allanasen todos los obstáculos con que podria tropezar un proyecto semejante, atendidos los diferentes intereses de las principales naciones de la Europa, y la variedad de las miras políticas de sus respectivos gabinetes. Que este era el duque de Luca, antiguo heredero del reino de Etruria, y entroncado por línea materna en la augusta dinastía de los Borbones. Que consideraba que su eleccion no infundiria celos en las cortes principales, ántes bien encontraria la mejor acogida en sus soberanos, principalmente en los emperadores de Austria y de Rusia, abiertamente decididos por su persona, y en mayor grado por los intereses generales del continente. Que la Inglaterra no encontraria un motivo justo y decente para resistirla. Que Su Majestad Católica no miraria con desagrado un sobrino suyo sentado en el trono de unas Provincias que habian sido de su dominacion, y de quien podria esperar algunas consideraciones al comercio de la Península, al ménos las que fuesen compatibles con la independencia absoluta de la nueva nacion y política de su gobierno. Pero que particularmente Su Majestad Cristianísima, cuyos sentimientos le eran conocidos, la miraria con especial complacencia, y emplearia en su obsequio sus altos respetos y su poderoso influjo con los demas soberanos, sin perdonar al mismo tiempo cuantos medios estuviesen á su alcance para protegerla; bien fuese por los auxilios de toda clase que se hicieren necesarios, bien para el arbitrio de convencer á Su Majestad Católica al desistimiento de la guerra en que se hallaba empeñada con esas Provincias.

Propone la eleccion del duque de Luca.

» Su Excelencia se detuvo en varias otras observaciones que sería difícil detallar, pero particularmente en las del carácter personal de Su Alteza el duque de Luca, recomendándome los

Carácter y principios del duque de Luca.

principios de su educacion, análogos á la ilustracion actual de la Europa, y la liberalidad de sus ideas enteramente contrarias á las que dominan el ánimo de Su Majestad Católica, con un extravío bien marcado de la política adoptada por los demas soberanos para el gobierno de los pueblos de su dominacion. 1819.

» Debo confesar sinceramente que yo quedé interiormente sorprendido al escuchar la indicacion de un príncipe sin respetabilidad, sin poder y sin fuerza para presidir los destinos de unos pueblos que se han hecho dignos de la expectacion de la Europa, y que han comprado su libertad al caro precio de tantos y tan extraordinarios sacrificios; pero miéntras Su Excelencia se difundia en sus largas reflexiones, yo me preparaba á una contestacion que sin herir directamente su amor propio, dejase á cubierto sus sagrados intereses, y puesto en puntual ejecucion el artículo 7° de mis instrucciones.

Sorpresa de D. Valentin Gómez.

» Dije, pues, á Su Excelencia, que por desgracia no me hallaba competentemente autorizado para el determinado negocio que acababa de proponerme, y que ademas estaba persuadido que no sería de la aceptacion del gobierno de las Provincias Unidas toda proposicion que envolviese como bases esenciales la cesacion de la guerra con la España, la integridad del territorio del antiguo vireinato, incluyéndose particularmente la Banda Oriental, y si fuese posible, los auxilios necesarios para hacer mas respetable la situacion actual del Estado. Que nada de esto podria prudentemente esperarse de la eleccion de Su Alteza el duque de Luca, quien ademas tenia la desfavorable circunstancia de hallarse soltero y de consiguiente sin sucesion, por cuyo motivo quedarian esas Provincias expuestas á un interregno, siempre peligroso, y regularmente funesto.

Manifestó no hallarse autorizado para ese negocio.

» Yo me lisonjeaba de haber destruido enteramente el proyecto por este medio indirecto, y al favor de unas razones tan respetables por sí mismas, cuya fuerza debia pesar en el juicio del ministro; pero aun no habia acabado mi respuesta, cuando Su Excelencia se apresuró á decirme, que, léjos de haberle yo presentado el menor inconveniente en mis justas reflexiones, habia llamado con ellas su atencion para indicarme

S. E. manifiesta las ventajas de esa eleccion.

1819. mas extensamente sus considerables ventajas. Él añadió que sería del particular cuidado de Su Majestad Cristianísima recabar de Su Majestad Católica la terminacion de la guerra, y el reconocimiento de la independencia de esas Provincias. Que el príncipe de Luca podria contraer su enlace matrimonial con una de las princesas del Brasil, bajo la expresa condicion de evacuar la Banda Oriental, renunciando á toda solicitud de indemnizacion por parte de ese gobierno, por cuyo medio se aseguraria tambien la sucesion á la corona. Que Su Majestad Cristianísima contribuiria con auxilios de toda especie, los mismos que habria proporcionado en igual caso para un príncipe de su sangre, y que sobre todo (*volvió á repetirme*) se emplearian todos los medios posibles para hacer realizable el proyecto, y con él la prosperidad de esos pueblos.

D. V. Gómez ofrece pedir instrucciones.

» Oidas estas nuevas expresiones, creí deber contestar otra vez á Su Excelencia que no me hallaba completamente autorizado para deliberar por mí mismo; y que daria cuenta circunstanciada á mi gobierno, exigiendo las instrucciones necesarias. El ministro se convino fácilmente, repitiéndome que miéntras yo recibia las órdenes convenientes, él giraria la negociacion hasta ponerla en el mejor estado posible, lisonjeándose del mejor resultado con respecto á los gabinetes que debian intervenir en este negocio. Acompaño á V. S. esa memoria, que con alusion al mismo objeto me fué entregada posteriormente por un particular, como que contenia las ideas del baron de Reyneval, considerado en esta corte, como he dicho en otra ocasion á V. S., como el jefe de la diplomacia francesa.

Memoria del baron de Reyneval.

» He referido á V. S. con la prolijidad que me ha sido posible los puntos principales de esta conferencia. No es de mi resorte abrir dictámen sobre las ventajas ó desventajas que puede prometer este proyecto á las Provincias Unidas de Sud-América. Las primeras autoridades encargadas de sus destinos y de su prosperidad lo pesarán con la sabiduría y madurez que caracteriza sus deliberaciones, y cuando estas me sean conocidas, será de mi deber prestarles mi puntual obediencia, y emplear todos los medios que se hallen á mis alcances para

llevarlas á su debida ejecucion. Sin embargo, no dejaré de hacer algunas observaciones sobre la tendencia que pueda tener esta novedad inesperada, y el grado de sinceridad con que pueda haber sido concebida. 1819.

Planes para la conservacion de los tronos.

» Habia dicho á V. S. en mi nota oficial de 28 de abril, que en los planes adoptados en la alianza sagrada para la conservacion de los tronos, entró como una de sus bases la disminucion de los gobiernos republicanos; en cuya virtud habian sido extinguidos en el congreso de Viena los de Holanda, Venecia y Génova, al mismo tiempo que se habia afectado que iban á ser restituidos todos los Estados de la Europa á la condicion que tenian ántes de la revolucion de Francia.

Convencion secreta entre los soberanos del congreso de Aix-la-Chapelle.

» Dije entónces tambien, que me parecia que entre los soberanos del congreso de Aix-la-Chapelle habia una secreta convencion de conducir los pueblos de la América á esa misma deliberacion, para cuando se observase que la España habia tocado ya su desengaño, y renunciado su proyecto de reconquista, y que el rey de Portugal promovia este pensamiento por medio de sus ministros con particular interes.

» Añadí que creía imposible para este caso toda combinacion respecto de un príncipe de las dinastías de las cinco grandes potencias, por la divergencia de sus intereses y celos de sus respectivos poderes, y que temia que viniesen á fijarse en algun otro de las naciones de segundo ó tercer órden, á quien podrian prometer especiales auxilios para hacer efectiva la idea. Así pensaba yo, cuando apénas echaba mis primeras ojeadas sobre los gabinetes de la Europa y comenzaba á observar sus marchas políticas. Me parece que empiezo á ver realizadas aquellas ideas en la actual conducta del ministerio frances, y que su propuesta no es mas que una anticipacion para el momento que se ve acercarse del último triunfo de nuestras Provincias, y desesperacion de la España que en la expedicion que prepara agota todos sus recursos, y debe renunciar hasta la esperanza de otra empresa que pueda ser digna de este nombre.

» El primer ministro me hizo la proposicion que llevo indi-

1819. cada, sin manifestar á mi juicio aquella exigencia que generalmente acompaña á los negocios que se agitan por grandes intereses del momento; y al indicarle que no me hallaba completamente autorizado, prestó una pronta y fácil deferencia para que se esperase, y dejase correr todo el tiempo necesario hasta recibir órdenes sobre el particular, el mismo que dijo Su Excelencia emplearia él lentamente en preparar la negociacion con los demas gabinetes que debian intervenir en ella.

Pasos para preparar la negociacion.

» Parecia natural que alistándose una expedicion en Cádiz contra esas Provincias, fuera el primer paso convencer á Su Majestad Católica á que le diera otra direccion. No dejó de significarme el ministro que se practicaria esta diligencia; pero no se me ha dado hasta el presente la menor idea de su resultado, ni parece fácil que pueda ser convencido el rey Fernando. Ello es que los navíos salieron para el Pacífico, y el apresto de la escuadra continúa con el mismo ardor que de antemano.

Proceder del gobierno frances tocante á esto.

» La marcha que hasta el presente ha seguido el gobierno frances, tampoco parece bien convenida con esos sentimientos por la libertad de las Provincias de Sud-América, que me ha protestado tantas veces Su Excelencia. En Bordeaux se han construido buques de guerra, y fletado transportes para la expedicion, á pesar de las reclamaciones de la cámara de comercio. En el Senegal se halla detenido el valor de una presa con su cargamento de uno de nuestros corsarios, sin que hayan bastado las reclamaciones hechas por el caballero Rivadavia, y repetidas por mí para su entrega. No han sido suficientes cuantos arbitrios se han tocado para determinar al ministerio al nombramiento de un cónsul en esa capital, ó al ménos á la confirmacion oficial del que desempeña provisoriamente las funciones de agente de comercio. Mas de una vez han sido detenidos los conatos de varios miembros de la cámara de diputados que han querido reclamar del ministerio una conducta mas decidida en favor de las Provincias del Rio de la Plata, y mas protectriz del comercio frances.

» Todo esto se procura cohonestar con la posicion delicada de la Francia. Pero ¿qué sabemos si en el rey obran los inte-

reses de familia, y en el gabinete el de una perfecta inteligencia con la España para alejarla de la influencia de la Inglaterra, que es el objeto de los cuidados de todos los gobiernos del continente, y particularmente de la Francia? Sin embargo, cuanto tienen de racionales estas sospechas que recaen sobre el proyecto principal en las presentes circunstancias, tanto tendrá de evidente la sinceridad con que se promoverá cuando comienzen á flaquear las empresas de la España, porque entónces van á obrar de contínuo motivos de la mayor gravedad. Interesa á todos los Estados del continente, que en las Provincias del Rio de la Plata se eleve un trono sobre el cual se siente un monarca independiente de la influencia de la Inglaterra, bien sea para contrapesar con el tiempo su poder colosal en la mar, bien para disminuir en ellas la introduccion de sus efectos por la libre entrada de los de las demas naciones. La Francia particularmente querrá dar esa salida á sus manufacturas, disputando la preferencia á los Ingleses. El rey cristianísimo se lisonjearia de las consideraciones que eran de esperar de un príncipe de su dinastía, elevado al trono por su influencia y al favor de los grandes auxilios que promete. Quizá está en las miras de Su Majestad brindar al emperador Francisco con el Estado de Luca, en que podia ser acomodado el duque Cárlos Francisco, hijo de los ex-emperadores Napoleon y María Luisa. El rey cristianísimo quedaria tranquilo en ese caso al ver fijados los destinos de su rival y comprometido por un tratado el emperador de Austria.

1819.

Se procura cohonestar con la delicada posicion de la Francia.

» La cesion de las Floridas á los Norte-Americanos ha sido de la aceptacion de todos los gobiernos de la Europa, si se exceptúa el de Inglaterra, y quizá negociada por el ministro de Rusia en la corte de Madrid. Por los mismos principios sería de su general aprobacion el entronizamiento en Sud-América de un príncipe de las dinastías del continente. Esta me parece ser la tendencia que tiene el proyecto del primer ministro y que he tenido el honor de detallar á V. S.; y pues que pueden acercarse esos momentos en que se habrá de deliberar mas seriamente sobre la suerte venidera de esos pueblos, se hace indispensable que

Los gobiernos europeos aprobarian el establecimiento de un trono en la América del Sur.

1819. V. S. se sirva anticiparme sus instrucciones. Yo he creido que la propuesta de un príncipe bajo las circunstancias antedichas excepciona de algun modo el artículo siete de las que tengo recibidas; y aunque no he perdido de vista su cumplimiento, he juzgado mas prudente una resistencia indirecta conciliable con las delicadas circunstancias del momento, y con las órdenes de cualesquiera naturaleza que se me puedan comunicar á este respecto. Espero que V. S. se dignará poner en la alta consideracion de Su Excelencia el director supremo mi conducta en esta parte, y significarme si ha sido digna de su aprobacion. — Paris, y junio 18 de 1819. — VALENTIN GÓMEZ. »

Hé aquí la memoria á que se refiere el oficio del enviado, cuya traduccion es hecha del texto frances :

Disposicion del gobierno frances.

« Señor, el gobierno frances toma el interes mas vivo por lo que respecta á la situacion en que se halla el de Buenos Aires, y está dispuesto á obrar de todos los modos posibles para facilitarle los medios de constituirse en monarquía constitucional, por ser esta la única forma de gobierno que puede convenir á sus intereses recíprocos, y asegurarle para lo sucesivo todas las garantías necesarias para con las potencias de Europa, y para con las que están vecinas al Rio de la Plata.

Circunspeccion con que obrará.

» Obligado el gobierno frances, por las circunstancias políticas, á obrar con la mayor circunspeccion para evitar los obstáculos que puedan presentarse, principalmente por parte de Inglaterra, en la marcha de una negociacion tan importante, no manifestará por lo pronto de un modo notable los deseos de relacionarse con el gobierno de Buenos Aires; pero no despreciará proporcion alguna favorable para darle pruebas convincentes del interes con que lo mira.

Propone dar pasos para colocar en el trono al príncipe de Luca.

» En consecuencia, para llegar al término tan deseado por los Americanos del Sud, que es su independencia de la corona de España, y fundar las bases de su constitucion de un modo sólido é invariable, que los ponga en estado de tratar con todas las potencias, propone el gobierno frances dar los pasos necesarios para conseguir de todas las cortes el que consientan en colocar en el trono de la América del Sud al príncipe de Luca y de

Etruria, al que dará el socorro necesario, tanto en fuerza marítima, como en tropas expedicionarias; de modo que no solo pueda hacerse respetar, sino tambien sostenerse en caso necesario contra toda potencia que quiera oponerse á su exaltacion. 1819.

» Este príncipe, de edad de diez y ocho años, es de la familia de los Borbones, y aunque ligado con la de la España, no hay temor de que sus principios sean contrarios á los intereses de los Americanos, cuya causa es indudable que abrazará con entusiasmo. Posee cualidades tan eminentes como pueden desearse, ya en lo moral, ya por lo que respecta á su educacion militar, que ha sido de las mas cuidadas, y puede ofrecer bajo todos respectos la perspectiva mas lisonjera.

Principios y cualidades de este príncipe.

» Para consolidar y asegurar su dinastía, se propone que en el caso que este príncipe convenga á las Provincias Unidas, se le solicitará la alianza de una princesa del Brasil; lo que presentaria ventajas incalculables á los dos gobiernos, que unidos por los vínculos de la sangre, tendrian interes en estrecharlos mas y mas. Otra ventaja, y no de las de menor consideracion, es que la principal condicion de esta alianza sería obligar al Brasil á renunciar á la posesion de la Banda Oriental, sin exigir compensaciones, y formar entre ambos un tratado de alianza ofensiva y defensiva.

Alianza que podria solicitarse para el príncipe.

» Por lo que respecta á los Estados Unidos, como no tienen ellos que temer mas que á Inglaterra, y como está en sus intereses vivir en buena armonía con la América del Sur, es evidente que no serian difíciles de vencer los obstáculos que por parte de ellos pudieran presentarse para el establecimiento de un gobierno monárquico.

Obstáculos que podrian oponer los Estados Unidos.

» El gobierno frances, por otra parte, se encargará de las negociaciones diplomáticas á este respecto, y promete conceder al príncipe de Luca todo el apoyo, socorro y proteccion que otorgaria á un príncipe frances.

El gobierno frances ofrece apoyo, socorro y proteccion.

» Suplico á Vd., Señor, ponga en conocimiento de su gobierno estas proposiciones, que creo le son ventajosas, porque juzgo que ninguna otra forma pueda convenirle mejor. Se asegura

Se someten estas proposiciones á la consideracion del gobierno.

1819. que un partido poderoso desea que las Provincias Unidas se constituyan en república. Suplico á Vd. me permita sobre esto una observacion, que creo no es fuera del caso en las circunstancias. No entraré en detalle alguno sobre la diferencia de posiciones en que se hallan bajo todos aspectos los Estados Unidos y la América del Sur. Vd. lo conoce muy bien, y no me es necesario por consiguiente emplear la lógica en convencerlo. Vd. sabe muy bien que un Estado no puede organizarse en república sino cuando es muy limitada su extension, cuando las costumbres están depuradas, y cuando la civilizacion está generalizada por todo. En lo que consiste la fuerza de una república, y lo que puede constituir su duracion, es la buena armonía que debe reinar en todas las clases, el deseo sincero en cada particular de contribuir al bien general: en una palabra, es preciso tener virtudes que son muy raras en nuestro siglo. Así pues, la América del Sur, es decir, el país de Buenos Aires y Chile, carece de la mayor parte de los elementos necesarios á este efecto: es muy grande la extension de las provincias; la civilizacion es naciente, y léjos de haber tocado el término deseado las pasiones, el espíritu de partido está en lucha contínua: en una palabra, la anarquía ha llegado á su colmo en muchos puntos que deberian estar sujetos á Buenos Aires, testigo la Banda Oriental del Rio de la Plata, que por su posicion no puede estar separada sin ocasionar guerras inextinguibles.

Para la felicidad de la patria no hay otro medio que la monarquía constitucional.

» En este estado de cosas, no veo para la felicidad de la patria, para hacer cesar ese choque de poderes, que paraliza una gran parte de los medios del gobierno, y para reunir y ligar todos los partidos á la misma causa que de nueve años acá ha costado ya tan grandes sacrificios, no veo, digo, otro medio que una monarquía constitucional y liberal, que garantiendo la felicidad del pueblo y sus derechos en general, le hiciera contraer relaciones amistosas con todas las potencias de Europa; cosa que no puede desatenderse en virtud del comercio. Siendo esto así, tendria el país un gobierno bien constituido y reconocido de los otros poderes: la agricultura, de que carece, llegaria á ser uno de los manantiales de su riqueza y abundancia; florecerian las

artes y las ciencias, el residuo de la poblacion europea vendria á aumentar la que ahora es insuficiente para esos países inmensos que están desiertos, y que al ojo del observador y del viajero no presentan mas que esterilidad, y se convertirian en los territorios mas fértiles. Se podria tambien sacar un gran partido de los tesoros que encierran en su seno tantas minas de todo género, y con los que se puede contar algun dia, no solo para incalculables rentas, sino tambien para contribuir á la felicidad de otros muchos pueblos. 1819.

» Pienso que todas estas consideraciones son mas que suficientes para determinar á su gobierno á adoptar el plan propuesto: porque proporcionar á su patria una suerte feliz, es adquirirse derechos á su reconocimiento y á la inmortalidad, títulos los mas gloriosos y los únicos que puede reclamar la ambicion de los hombres virtuosos. Sé tambien que hay en las Provincias Unidas un partido considerable por los Ingleses, y suplico á Vd. me permita algunas reflexiones y suposiciones sobre el particular.

En lo que consiste la felicidad de un pueblo.

» Supongo que la Inglaterra coloque un príncipe de la casa de Brunswick en el trono de la América del Sud, y que por el ascendiente que ha adquirido en la Europa en virtud de largas guerras que siempre ha costeado, y que estaban en sus intereses (para no sucumbir ella misma á los golpes que la amagaban), pueda algun tiempo poner al país al abrigo de nuevas guerras, y darle una fuerza física que cimentase su poder: ¿se cree por esto que el pueblo sería mas dichoso?

» ¿En qué consiste la felicidad de un pueblo, y principalmente de un pueblo como el de las Provincias Unidas, que trabaja tanto tiempo há por conseguir ese estado de independencia que debe formar su gloria, y asegurarle una felicidad á la que tiene derecho de aspirar despues de tan grandes sacrificios?

» 1° En el establecimiento de los derechos que la naturaleza reclama, y no reprueba.

» 2° En el ejercicio libre de la religion que profesa, y cuyas verdades sabe conocer y apreciar.

» 3° En el carácter nacional que constituye el buen espíritu

1819. social que distingue ya á los habitantes de la América del Sud de muchas otras naciones; que aun no ha adquirido ese estado de civilizacion en que consiste la felicidad general de los pueblos.

Nada podria esperarse de la Inglaterra.

» Ahora pues, ¿qué se podria esperar bajo todos estos respectos de la Inglaterra, ó de un príncipe imbuido hasta el fanatismo en los principios de su nacion? Habrá que temer, sino el trastorno de la religion católica, dominante en el país, al ménos su envilecimiento, ó quizá guerras intestinas de religion que causarian la desgracia de los pueblos. Ademas, el carácter nacional, formalmente opuesto al de los Americanos civilizados, induciria á actos contrarios á la felicidad social; y haciéndose odiosos á los hijos del país, irritaria su amor propio, arrebatándolos por venganza, sino á destruir la nacion que la excitaba, al ménos á debilitarla de modo que pudieran manejar las riendas sin obstáculo.

» Por esta pintura, que por desgracia es demasiado cierta, bien ve Vd. que léjos de haber establecido sobre bases sólidas el edificio que se ha empezado tan bien, se destruirian sus fundamentos, y volveria á caer en la esclavitud un pueblo que sin duda merece mejor suerte.

Resúmen.

» En resúmen: creo que si se consulta la felicidad de esos países, no se les debe entregar en manos de quienes no pueden mas que esclavizarlos, y destruir su felicidad naciente comprada con tantos sacrificios. Al contrario, aceptando por soberano al príncipe que la Francia propone, no hay que temer el envilecimiento de la religion; ántes bien se debe estar seguro de hallar en él un apoyo sólido, y al mismo tiempo exento de ese fanatismo tan dañoso á todas las religiones; un espíritu liberal, que repruebe la licencia, tan contrario á todo Estado civilizado; todas las cualidades que pueden asegurar á la América del Sud una felicidad perfecta; y en una palabra, un príncipe que haciéndose Americano, no tendrá, ni podrá tener otro objeto que hacer florecer la agricultura, las artes, las ciencias, el comercio, y atraerse con sus beneficios el amor de sus vasallos.

» Pienso, pues, que en estas circunstancias, es necesaria por parte del gobierno de Vd. una determinacion pronta; á no ser que quiera dejar escapar la ocasion mas favorable que jamas podrá presentarse para su felicidad y el aumento de su comercio (1). »

1819.

Se cree necesaria una pronta resolucion.

(1) Reproducimos el texto frances por la importancia del documento.

Mémoire remis à M. Gomez, plénipotentiaire des Provinces-Unies de Sud-Amérique, à Paris, de la part du ministre secrétaire d'Etat des affaires étrangères de France.

Monsieur, le gouvernement français, qui prend le plus vif intérêt à la situation du gouvernement de Buénos-Ayres, est disposé à faire tous ses efforts et à employer tous ses moyens pour faciliter, dans les Provinces-Unies du Sud-Amérique, l'établissement d'une monarchie constitutionnelle, seule forme de gouvernement qui puisse concilier tous les intérêts et leur donner à l'avenir toutes les garanties nécessaires, soit du côté des puissances qui sont dans leur voisinage, soit de la part des puissances européennes.

Le gouvernement français, forcé, par les circonstances politiques où il se trouve, d'agir avec la plus grande circonspection, afin d'éviter les obstacles qui peuvent se présenter d'eux-mêmes, principalement du côté de la Grande-Bretagne, ne manifestera pas immédiatement le désir de former des relations avec le gouvernement de Buénos-Ayres, mais il ne négligera aucune occasion de lui donner des preuves de l'intérêt qu'il lui porte.

Conformément aux sentiments qu'il exprime ici, et pour arriver au but si vivement désiré par les Américains du Sud, celui de s'affranchir de la domination de la couronne d'Espagne et d'établir leur régime constitutionnel d'une manière forte et durable qui leur permette de traiter avec les diverses puissances, le gouvernement français propose de faire les démarches nécessaires afin d'obtenir le consentement des cours européennes pour placer sur le trône des Provinces du Sud-Amérique le duc de Lucques, auquel il s'engage à donner tous les secours nécessaires en troupes d'expédition, matelots et bâtiments de guerre, pour qu'il puisse se rendre respectable et lutter avec avantage contre les puissances qui voudraient s'opposer à son élévation.

Ce prince, âgé de dix-huit ans, appartient à la maison de Bourbon, et, quoique uni à la branche espagnole, ses principes ne peuvent inspirer aucune crainte aux Sud-Américains, dont il embrassera la cause avec enthousiasme. Ses vertus politiques et privées et l'éducation militaire qu'il a reçue doivent inspirer la plus grande sécurité. Pour consolider l'établissement de sa dynastie, on solliciterait son mariage avec une princesse du Brésil, alliance qui aurait des avantages incalculables pour les deux gouvernements, dont l'union deviendrait encore plus étroite lorsqu'elle serait resserrée par les liens du sang. Un autre avantage non moins important qui en résulterait, c'est que la condition principale de ce mariage serait d'obliger le Brésil à renoncer à la possession de la Bande-Orientale, sans aucun genre d'indemnité, et la

1819. ¿Cuál fué la impresion que esta grave comunicacion produjo en el seno del congreso argentino?

formation entre les deux parties contractantes d'une alliance offensive et défensive. Quant aux Etats-Unis, comme c'est seulement l'Angleterre qu'ils ont à craindre, et qu'il est de leur intérêt de vivre en bonne intelligence avec les Provinces du Sud-Amérique, il est évident qu'il serait facile d'écarter les obstacles qu'ils pourraient opposer à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle dans ces provinces. D'un autre côté, le gouvernement français s'engage à faire toutes les négociations diplomatiques nécessaires, et à accorder au duc de Lucques tous les secours, assistance et protection, qu'il pourrait donner à un prince français.

En conséquence, il vous prie, Monsieur, de soumettre ces diverses propositions à votre gouvernement, propositions qu'il lui est impossible de faire dans une autre forme. Il n'ignore pas qu'un parti puissant désire la consolidation du régime républicain dans les Provinces-Unies. Il ne cherchera point à vous faire remarquer la différence qui existe entre les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et les Provinces du Sud-Amérique. Vous ne devez pas ignorer qu'un Etat ne peut être organisé en république qu'autant que l'étendue de son territoire est bornée, que ses mœurs sont pures et sa civilisation générale. Ce qui constitue la force d'une république et ce qui assure sa durée, c'est l'harmonie de toutes les classes, l'homogénéité de tous les intérêts, et le désir de chacun des individus de contribuer au bien général. En un mot, il est indispensable qu'elle possède des vertus qui sont rares à toutes les époques.

Mais, puisque l'Amérique du Sud, c'est-à-dire Buénos-Ayres et le Chili, sont dépourvus de presque toutes les qualités nécessaires pour un régime républicain; puisque leur étendue est immense, leur civilisation dans l'enfance et bien éloignée des limites qu'elle doit atteindre un jour, puisque les passions et l'esprit de parti en troublent perpétuellement la tranquillité; en un mot, puisque l'anarchie règne en plusieurs provinces qui devraient être soumises à Buénos-Ayres, et surtout dans celle de la Bande-Orientale; dans cet état de choses, je ne vois d'autre moyen pour assurer le bonheur de votre patrie et mettre un terme aux contestations des divers partis, pour les unir tous et les faire concourir au bien commun, que l'établissement d'une monarchie libérale et constitutionnelle, qui assurera le bonheur et tous les droits du peuple, et lui conciliera la bienveillance des diverses cours européennes. De cette manière votre patrie aura un gouvernement bien constitué et reconnu de tous les gouvernements réguliers; l'agriculture fleurira et deviendra promptement une source de richesses pour ses habitants. Les arts et les sciences y prospéreront également. Le superflu de la population européenne accroîtra celle de ces immenses contrées, qui, aujourd'hui, n'offrent aux yeux du voyageur qu'un désert stérile, mais qui bientôt deviendraient fécondes si elles étaient cultivées par des mains industrieuses. Tous les trésors que les mines contiennent seraient explorés et versés dans la circulation, et non-

Fácil es explicarla, si se tiene en cuenta los peligros inminentes que rodeaban á la nacion, amenazada de una formidable 1819.

seulement ils procureraient des avantages incalculables à ceux qui les auraient découverts, mais ils contribueraient également au bonheur et à la prospérité des nations.

Je pense que ces diverses considérations seront plus que suffisantes pour déterminer votre gouvernement à adopter le plan proposé, car procurer à votre patrie une condition plus heureuse, c'est acquérir des titres éternels à sa reconnaissance.

Je n'ignore pas qu'il existe dans les Provinces-Unies un parti qui est favorable aux Anglais. Permettez-moi de vous faire, à cet égard, quelques observations.

Supposez que l'Angleterre place un prince de la maison de Brunswick sur le trône de l'Amérique du Sud, et que, par l'ascendant qu'elle a acquis en Europe par suite des longues guerres qui ont tourné à son profit, elle mette votre patrie à l'abri de nouvelles guerres et lui donne une force physique qui assure son pouvoir : croyez-vous que le peuple en serait plus heureux? En quoi doit consister le bonheur d'un peuple qui, comme celui des Provinces-Unies, a fait de si grands efforts pour obtenir l'indépendance, qui peut seule garantir cette prospérité à laquelle il a droit d'aspirer en compensation de tous ses sacrifices ?

1° Dans le maintien des droits qui sont fondés sur la nature ;

2° Dans le libre exercice de la religion qu'il professe ;

3° Dans le respect de son gouvernement pour ses habitudes et son caractère national.

Or, à ces différents égards, que peut-on attendre de l'Angleterre et d'un prince qui pousserait jusqu'à la bigoterie le respect des opinions de la nation où il est né? Le peuple des Provinces-Unies n'aurait-il pas à craindre la destruction de la religion catholique, ou du moins des guerres civiles qui seraient les résultats des attaques qu'on dirigerait contre elle? La résistance des Américains amènerait nécessairement des luttes déplorables.

Cette peinture, qui malheureusement n'est que trop vraie, doit vous convaincre, Monsieur, que l'avènement d'un prince de cette nation, loin de consolider l'édifice que vos compatriotes ont si bien commencé, en compromettrait l'existence, et qu'un peuple qui est digne des plus brillantes destinées finirait peut-être par tomber dans l'esclavage. En résumé, si votre gouvernement consulte le bonheur des Provinces-Unies, il n'ira pas les livrer aux mains de ceux qui n'auraient d'autre but que de les enchaîner et de détruire cette prospérité naissante qui est le fruit de si grands sacrifices. Au contraire, en recevant pour souverain le prince que la France propose, il n'aura rien à craindre pour sa religion, il peut être assuré en outre de trouver en lui cet esprit libéral, également éloigné de la licence et de la bigoterie ; en un mot, toutes les qualités nécessaires pour assurer à l'Amérique du Sud

1819. invasion exterior, para la cual el rey de España ponia en movimiento todos sus recursos (1), y la perspectiva de disolucion interior que ofrecia la actitud asumida por los gauchos prestigiosos de las Provincias de Santa Fé y Entre Rios, en completa rebelion contra la autoridad nacional. De la discusion que ese proyecto provocó en las sesiones del congreso de los dias 27 y 30 octubre y 3 y 12 de noviembre, resultó por el voto de una gran mayoría, que fuese aprobado el proyecto propuesto, con ciertas restricciones, dando instrucciones al plenipotenciario argentino para continuar la negociacion.

La reproduccion completa que hacemos de las actas de esas cuatro sesiones secretas, dará al lector una idea clara del modo

une prospérité complète, puisque ce prince, en devenant Américain, n'aura et ne pourra avoir d'autre but que de faire fleurir les arts, les sciences, l'agriculture, le commerce, et de cette manière gagner l'affection de ses sujets.

Dans l'état actuel des choses, je crois, Monsieur, qu'il est nécessaire que votre gouvernement prenne une prompte détermination, afin de ne pas laisser échapper une occasion aussi favorable d'assurer le bonheur des Provinces-Unies, et de concourir à l'accroissement de son commerce.

(1) El historiador español Torrente dice á este respecto lo siguiente :

« D. José Valentin Gómez, que por Pueyrredon habia sido enviado cerca de la corte de Francia como representante de aquella república, empezó ya á manejar relaciones diplomáticas en el mes de mayo de 1819 con el ministro de relaciones extranjeras baron de Reyneval, quien, segun los despachos de aquel emisario, habia formado el proyecto de coronar rey de Buenos Aires á S. A. R. Don Cárlos Luis de Borbon, duque de Luca. Prometia aquel ministro obtener el consentimiento de nuestro augusto soberano el señor D. Fernando VII, paralizar la formidable expedicion que se iba preparando en Andalucía, conceder á dicho príncipe toda clase de auxilios para ceñir la corona, y facilitar su enlace con una de las augustas princesas de la casa de Braganza, para obtener por este medio la cesion de la Banda Oriental, y formar un reino unido de todos aquellos inmensos países.

» Si verdaderamente se concibió este proyecto, fué una emanacion de las conferencias de *Aquisgran*, en el que parece trataron seriamente de la revolucion de América los miembros que las componian, y expresaron una casi unánime opinion de la conveniencia de establecer monarquías en la América del Sur. Siendo estas las ideas que regian en los varios gabinetes europeos, no sería de extrañar que aprobasen el proyecto del baron de Reyneval, de que se hace mencion, contando con la sancion del soberano legítimo de aquellos dominios. » (Tomo III, página 6.)

como fué tratado este grave asunto en el congreso nacional argentino. 1819.

En la primera sesion secreta del miércoles 27 de octubre de 1819, dió cuenta el presidente del congreso de la comunicacion del poder ejecutivo relativa al proyecto de monarquía del gobierno frances, así como de la correspondencia seguida con el general San Martin y el gobierno de Chile sobre la expedicion contra Lima.

Nota del supremo director sobre establecimiento de una monarquía constitucional.

« Reunidos los señores diputados en la sala de las sesiones á las diez de la mañana de este dia, y hecha señal por el señor presidente, se abrió y leyó una nota con calidad de reservadísima del supremo director del Estado, fecha del dia anterior, incluyendo una comunicacion dirigida desde Paris por el enviado extraordinario cerca de los poderes europeos D. José Valentin Gómez, datada en diez y ocho de junio último, al secretario de Estado en los departamentos de gobierno y de relaciones exteriores. Concluida la lectura de dicha nota, se procedió á la del expresado diputado. En ella, despues de exponer haber sido invitado á una conferencia por el ministro de los negocios extranjeros de Su Majestad Cristianísima, y tenídola el dia primero del mes en que data su comunicacion, manifiesta la propuesta que se le habia hecho en aquella por dicho ministro, de establecer en estas Provincias una monarquía constitucional, colocando en ella al duque de Luca, antiguo heredero del reino de Etruria, y entroncado por línea materna en la dinastía de los Borbones; contando con que esta eleccion encontraria la mejor acogida en los soberanos de las córtes principales, y particularmente de los emperadores de Austria y de Rusia, abiertamente decididos por la persona del duque, y en mayor grado por los intereses generales de aquel continente; y con que la miraria Su Majestad Cristianísima con especial complacencia, y emplearia en su obsequio sus altos respetos y su poderoso influjo con los demas soberanos, sin perdonar al mismo tiempo cuantos medios estuviesen á su alcance para protegerla, bien fuese por los auxilios de toda clase que se hicieran necesarios, bien por el arbitrio de convencer á Su Majestad

1819. Católica al desistimiento de la guerra en que se hallaba empeñada con estas Provincias. Manifiesta en seguida el reparo que le opuso, de que no se hallaba competentemente autorizado para este negocio, y ademas que no sería de la aceptacion de este gobierno toda proposicion que no envolviese, como bases esenciales, la cesacion de la guerra con España, la integridad del territorio del antiguo vireinato, incluyéndose particularmente la Banda Oriental, y los auxilios necesarios para hacer mas respetable la situacion actual del Estado; lo cual no podria prudentemente esperarse de la eleccion del duque de Luca, quien ademas tenia la desfavorable circunstancia de hallarse soltero, y de consiguiente sin sucesion. Que habiéndole opuesto estos reparos, el ministro añadió que sería del particular cuidado de Su Majestad Cristianísima recabar de Su Majestad Católica la terminacion de la guerra y el reconocimiento de la independencia de estas Provincias; que el príncipe de Luca podria contraer su enlace matrimonial con una de las princesas del Brasil bajo la expresa condicion de evacuarse por este gobierno la Banda Oriental, renunciando por su parte á toda solicitud de indemnizacion, por cuyo medio se aseguraria tambien la sucesion á la corona; que Su Majestad Cristianísima contribuiria con auxilios de toda especie, los mismos que habria proporcionado en igual caso para un príncipe de la sangre; y que sobre todo se emplearian todos los medios posibles para hacer realizable el proyecto, y con él la prosperidad de estos pueblos. Concluye el diputado Gómez con que habiendo oido estas nuevas exposiciones, contestó al ministro por segunda vez, que no se hallaba completamente autorizado para deliberar por sí mismo, y que daria cuenta al gobierno, exigiendo las instrucciones necesarias, con cuya propuesta se habia convenido fácilmente aquel, ofreciendo entretanto girar por su parte esta negociacion hasta ponerla en el mejor estado posible. Hace en seguida algunas observaciones sobre este importante y delicado asunto, y acompaña una memoria en que se apoya el mismo pensamiento, la cual asegura habérsele entregado posteriormente por un particular como que contenia las ideas del baron de Reyneval, consi-

derado en aquella corte como jefe de la diplomacia francesa. 1819.
Concluida la lectura de ambos documentos, y á fin de proporcionarse el tiempo necesario para meditar sobre este delicadísimo negocio, la sala resolvió que se suspendiera su exámen hasta el sábado inmediato, citándose á los señores diputados que no habian concurrido á la presente sesion.

Otra nota del supremo director, acompañando unas comunicaciones.

» En este estado se leyó otra nota reservada del supremo director de igual fecha que la anterior, acompañando bajo los números uno á cuatro las comunicaciones que se le pidieron del general San Martin y del gobierno de Chile, relativas á las causas por que se suspendió la expedicion proyectada contra Lima, y pasaron en comision á los señores diputados Fúnes y Sáenz para que informáran á la sala. Con lo que terminó la sesion. — PEDRO FRANCISCO DE URIARTE, vicepresidente. — Al márgen, señores presidente y vicepresidente. — Gallo. — Sáenz. — Guzman. — Malavia. — Bustamante. — Zudáñez. — Pacheco. — Fúnes. — Carrasco. — Lazcano. — Viamont. — Rivera. — Díaz Vélez. — Chorroarin. — Acevedo. »

En la segunda sesion secreta, que tuvo lugar el miércoles 3 de noviembre de 1819, se discutió la proposicion del gobierno frances, que fué aceptada en general, nombrándose una comision para que redactase y presentase en la siguiente sesion un proyecto de contestacion, segun lo explica el acta que copiamos textualmente :

« Reunidos los señores diputados en la sala de las sesiones á la hora acostumbrada, se volvió á tomar en consideracion el asunto que quedó pendiente en las dos anteriores sobre la propuesta del ministro de relaciones exteriores de la corte de Paris hecha al enviado extraordinario de este gobierno cerca de los poderes europeos el Dr. D. José Valentin Gómez, para el establecimiento de una monarquía constitucional en estas Provincias bajo la direccion del príncipe de Luca, segun se expresó mas largamente en la acta secreta de veintisiete de octubre anterior.

Objeciones al proyecto de monarquía.

Ocupado seriamente el congreso de la gravedad, delicadeza y trascendencia de este negocio, sin olvidar los términos en que lo propone el supremo poder ejecutivo en su nota oficial de

1819. veintiseis del mismo octubre, se presentó desde luego á su consideracion, por una parte, la incompatibilidad que envuelve la propuesta con la forma de la constitucion política del Estado, que está ya sancionada y publicada, aceptada por los pueblos sin contradiccion, y que el congreso y ellos han jurado solemnemente sostener y observar, y por otra la falta de facultades para variarla, no siendo bajo las formas que ella misma establece para consultar mejor á su estabilidad y permanencia.

Modo de resolverlos. » Mas en el concepto de que la expresada propuesta del ministro del Estado de la Francia no sale de la esfera de un simple proyecto de negociacion que seguramente vendrá á ser cruzado por la Gran Bretaña, á quien no puede acomodar que una potencia continental y de primer órden, como la Francia, su antigua rival, cuyos intereses políticos y mercantiles combinados con los de Austria, Prusia y Rusia conspiran de un modo bien perceptible á contrabalancear la preponderancia del poder británico, adquiera un ascendiente decisivo sobre estas Provincias, por el establecimiento de un príncipe que en tanto se presenta, ó se nos da esperanza, de que será sostenido por aquellas potencias, es cuando parece destinado á conciliar, ó mas propiamente á subordinar los intereses de la América al influjo de la política continental europea, no fué difícil reponer, que no tratándose en el dia de aprobar ni ratificar un tratado por el que se varie ni trastorne la constitucion adoptada, sino únicamente de un mero proyecto de negociacion, el interes del país, la política, y las mismas críticas extraordinarias circunstancias de que nos hallamos rodeados, sin recursos para concluir una guerra tan desastrosa y prolongada en medio de estar nuevamente amenazados de las formidables fuerzas que prepara el obstinado é implacable orgullo español, nos imponen el deber de sacar de aquella propuesta el mejor partido posible *á beneficio de la independencia política del país*, ya interesando por este medio á la corte de Paris á que emplee su poderoso influjo con el gabinete de Madrid, á fin de que se suspendan los preparativos de la grande expedicion destinada á la subyugacion de estas Provincias, en que insiste con tenacidad el rey cató-

lico, ya inclinando al ministro de Francia á que por este interes empiece á tratar con nuestro gobierno, se vaya poco á poco acostumbrando á reconocerlo, y acabe por fin de vencer la repugnancia que siempre tienen los ministros de testas coronadas á entrar en relaciones con los enviados de repúblicas nacientes, á quienes por todo favor apénas se les considera como existentes *de hecho,* cuando por su propuesta nos supone ya el ministerio de Paris, al ménos tácitamente, en aptitud y con derecho para disponer de nuestra suerte y la de las Provincias por medio de un tratado, ya pudiendo echar mano del arbitrio de hacer entrever diestra y sigilosamente la propuesta de la Francia al ministro de la Gran Bretaña, á fin de decidirlo por el reconocimiento de nuestra independencia absoluta, y porque nos ayude á sostenerla; y últimamente tomándonos tiempo (al ménos miéntras por medio de la negociacion se logra entretener ó suspender la expedicion ó armada española) para arreglar nuestro interior, preparar nuestra defensa, establecer nuestro crédito exterior, y ponernos en un pié de respetabilidad que nos proporcione mayores ventajas en este ú otro cualesquiera tratado; cuyo resultado en último análisis vendrá siempre á quedar sujeto á la aprobacion del senado con dos tercios de votos, conforme á la constitucion : la cual tampoco puede ser variada en ninguno de sus artículos, y mucho ménos en los que constituyen la forma esencial del gobierno, sino por el consentimiento de las dos cámaras, expresado en el modo y forma que prescribe la misma constitucion; sobre esta y otras sérias y muy detenidas observaciones, dirigidas todas á consultar el bien del país, sostener la constitucion, y dejar ilesas las facultades de la próxima legislatura para que obre en este gravísimo negocio del modo que mas convenga á fijar la suerte de las Provincias, y afianzar su sólida y permanente felicidad, clasificada por de primer órden, se sujetó á votacion la proposicion siguiente: ¿si se admite el proyecto (de que se trata) condicionalmente ó no? Verificada la calificacion, resultó aprobada la afirmativa. Salvaron sus votos los señores Zudáñez y Villégas, ordenando la sala que se pidiesen los suyos á los

1819.

Admision del proyecto, bajo condiciones.

1819. señores Díaz Vélez, Acevedo y Lazcano, que no habian asistido á la sesion.

Nombramiento de una comision.

» En seguida se procedió á nombrar una comision que presente en proyecto las condiciones bajo las cuales se ha de admitir aquel, y designado el número de tres señores diputados para la comision, resultaron electos los doctores Bustamante, Fúnes y Sáenz. Con lo que terminó la sesion. — Al márgen, señores presidente y vicepresidente. — Chorroarin. — Carrasco. — Pacheco. — Uriarte. — Sorilla. — Viamont. — Guzman. — Rivera. — Zudáñez. — Bustamante. — Fúnes. — Sáenz. — Gallo. »

El señor Zudáñez salvó su voto en los términos siguientes :

Voto salvado del diputado D. Jaime de Zudáñez.

« En la sesion de 3 de noviembre del presente año de 1819, en la que se ventiló y decidió la propuesta hecha por el ministerio frances, de admitir por rey de estas Provincias Unidas al príncipe de Luca, mi voto fué el siguiente :

» No estando en mis facultades contrariar la voluntad expresa de mi provincia por el gobierno republicano, manifestada en las instrucciones á sus diputados para la asamblea general constituyente, ni variar en su principio fundamental la constitucion del Estado, me opongo á la propuesta hecha por el ministerio frances de admitir al duque de Luca por rey de las Provincias Unidas. Y sin embargo de estar persuadido que este proyecto, degradante y perjudicial á la felicidad nacional, ha de abortar en el seno mismo de la Francia, considerando las ventajas que puede proporcionarnos su comunicacion con copia de la memoria del baron de Reyneval al gabinete de la Gran Bretaña y á los Estados Unidos de Norte-América, opino, que sin pérdida de momento se les instruya de él, de los motivos en que se funda, y de sus consecuencias. Que los encargados de negocios Gómez y Rivadavia, para ganar tiempo, entretengan al ministerio frances, cuanto sea posible ántes de desengañarlo; pero que estrechados á comunicarle el *ultimátum* del soberano congreso, pasen á Inglaterra (nacion mas formidable para la América que todas las del continente europeo) á poner en movimiento los preciosos resortes que les ha presentado este negocio. Y que el diputado remitido al gobierno de

Chile por su enviado en Paris, con pliegos relativos á este mismo asunto, continúe su viaje sin necesidad de comunicarle lo resuelto. Salvo mi voto, al pié de la letra. » 1819.

En la misma sesion, el señor diputado don Alejo Villégas fundó su voto del modo siguiente : « Sin entrar por ahora en el exámen sobre las ventajas ó inconvenientes del proyecto, soy de sentir, que siendo su admision diametralmente contraria á la constitucion que se acaba de jurar, no hay autoridad en el congreso para adoptarlo, y aun creo que si el proyecto es ventajoso al país, puede abortar por el mero hecho de adoptarse por el actual soberano congreso sin observar las reglas prevenidas por la constitucion en el capítulo que trata de sus reformas, y mucho mas estando tan inmediata la reunion de la legislatura constitucional. Id. del diputado D. Alejo Villégas.

El señor Díaz Vélez dijo en la misma sesion y sobre el mismo asunto : « Mi voto fué : que se admitiese el proyecto condicionalmente bajo las instrucciones que se le den al enviado, siendo mi voto por la afirmativa con absoluta referencia á las condiciones que juzgué por mi parte esencialísimas, las cuales si no resultan aprobadas por la sancion general, estoy por la negativa, y he salvado mi voto. » Id. del diputado señor Díaz Vélez.

La tercera sesion secreta tuvo lugar el viérnes 12 de noviembre de 1819. En ella fué sometido y discutido el proyecto de la comision, el cual fué adoptado con algunas modificaciones por una mayoría del congreso.

« Reunidos los señores diputados en la sala de las sesiones á la hora acostumbrada, los señores diputados encargados en comision de formalizar el proyecto de las condiciones bajo las cuales habia de admitirse la propuesta hecha por el ministro de negocios extranjeros de la corte de Paris para establecer en las Provincias Unidas una monarquía constitucional, cuyo punto habia sido ventilado con la mayor detencion en las tres sesiones anteriores, y resuelto en la última la admision de aquel condicionalmente, hicieron presente á la sala hallarse en estado de dar cuenta de su comision. Leido por tres veces el proyecto que presentaron por escrito, se hicieron en general algunas obser- Lectura del proyecto.

1819 vaciones, y se procedió en seguida á examinar separadamente cada condicion de las nueve que aquel contenia.

Adopcion de la primera condicion.

» Habiéndolo verificado con la primera, que dice: Que Su Majestad Cristianísima toma á su cargo allanar el consentimiento de las cinco altas potencias de la Europa, y aun el de la misma España, fué aprobada con la adicion de que se exigiera especialmente el consentimiento de la Inglaterra. Salvaron sus votos los señores Zudáñez, Díaz Vélez, Rivera y Uriarte, en los términos que consta del libro respectivo.

Pequeña modificacion á la segunda.

» Examinada la segunda condicion, que dice: Que conseguido este allanamiento, sea tambien del cargo del mismo rey cristianísimo facilitar el enlace matrimonial del duque de Luca con una princesa del Brasil, debiendo este enlace tener por resultado la renuncia por parte de Su Majestad Fidelísima de todas sus pretensiones á los territorios que poseía la España conforme á la última demarcacion, y á las indemnizaciones que pudiera tal vez solicitar en razon de los gastos invertidos en su actual empresa contra los habitantes de la Banda Septentrional del Rio de la Plata, fué aprobada, con la calidad de que en lugar de Banda Septentrional, se pusiera Banda Oriental, supriméndose la última parte que dice del Rio de la Plata.

» Se examinaron por su órden la tercera y cuarta condiciones, y fueron aprobadas en los términos siguientes:

Tercera condicion.

» Tercera. — Que la Francia se obligue á prestar al duque de Luca una asistencia entera de cuanto necesite para afianzar la monarquía en estas Provincias, y hacerla respetable: debiendo comprenderse en ella cuando ménos todo el territorio de la antigua demarcacion del vireinato del Rio de la Plata, y quedar por lo mismo dentro de sus límites las Provincias de Montevideo con toda la Banda Oriental, Entre Rios, Corriéntes y Paraguay.

Cuarta condicion.

» Cuarta. — Que estas Provincias reconocerán por su monarca al duque de Luca bajo la constitucion política que tienen jurada, á excepcion de aquellos artículos que no sean adaptables á una forma de gobierno monárquico hereditario: los cuales se reformarán del modo constitucional que ella previene.

» La quinta, que dice : Que estando convenidas las principales potencias de la Europa en la coronacion del duque de Luca, deberá realizarse el proyecto aun cuando la España insista en su empeño de reconquistar estas Provincias, fué igualmente aprobada, salvando su voto el señor diputado Zudáñez. 1819. Quinta condicion.

» Examinada la sexta condicion, que dice : Que en ese caso, ó hará la Francia que se anticipe la venida del duque de Luca, con toda la fuerza que demanda la empresa, ó pondrá á este gobierno en estado de hacer frente á los esfuerzos de la España, auxiliándolo con tropas, armas, buques de guerra, y un préstamo de tres ó cuatro millones de pesos, pagaderos luego que se haya concluido la guerra y tranquilizado el país, fué aprobada con la calidad de que en lugar de tres ó cuatro millones, se pusiera tres ó mas, y salvó su voto el señor diputado Díaz Vélez. Sexta condicion.

» En seguida se examinaron tambien por su órden la séptima, octava y nona condiciones, y fueron aprobadas en los términos siguientes :

» Séptima. — Que de ningun modo tendrá efecto este proyecto siempre que se tema con fundamento que mirando la Inglaterra con inquietud la elevacion del duque de Luca, pueda empeñarse en resistirlo y frustrarlo por la fuerza. Séptima condicion.

» Octava. — Que el tratado que se celebre entre el ministro de relaciones exteriores de la Francia y nuestro enviado en Paris, deberá ser ratificado dentro del término que para ello se señale por Su Majestad Cristianísima y por el supremo director de este Estado, con prévio consentimiento del senado, segun las formas constitucionales. Octava condicion.

» Nona. — Que á este fin se procurará nuestro enviado el tiempo que considere necesario para que pueda volver de aquí despachado este asunto de tan alta importancia, conduciéndolo con toda la circunspeccion, reserva y precaucion que impone su naturaleza delicada, así porque no aborte el proyecto, como para impedir las consecuencias funestas que ocasionarán (si llega á transpirarse prematuramente) las glosas malignas que sabrán darle los enemigos de la felicidad de nuestra patria. Novena condicion.

» Habiéndose requerido los votos de los señores diputados

1819.

Los diputados ausentes salvaron sus votos.

que no asistieron á la anterior sesion sobre la proposicion de si se admitia el proyecto de que se ha tratado, condicionalmente ó no, se manifestaron á la sala, como igualmente que el señor diputado Díaz Vélez habia salvado el suyo. Con lo que terminó la sesion. — Al márgen, señores presidente y vicepresidente. — Gallo. — Fúnes. — Lazcano. — Zudáñez. — Sorilla. — Uriarte. — Pacheco. — Bustamante. — Acevedo. — Guzman. — Carrasco. — Chorroarin. — Rivera. — Díaz Vélez. — Sáenz (1). »

En fin, la resolucion tomada por el congreso de las Provincias Unidas sobre las proposiciones del gobierno frances fué comunicada al poder ejecutivo en los términos siguientes :

Resolucion del congreso.

« El soberano congreso, habiendo examinado en sus sesiones del 27 y 30 del mes pasado, y de 3 y 12 del corriente, el contenido de la comunicacion dirigida con fecha de 18 de junio último por el enviado extraordinario cerca de las potencias europeas D. José Valentin Gómez, á la que V. E. ha agregado una nota confidencial, con fecha 26 del pasado, ha adoptado la siguiente resolucion :

» Que nuestro enviado en Paris pondrá en conocimiento del

(1) Concuerda con las actas secretas que aparecen estampadas á fojas ciento veintiocho y siguientes hasta fojas ciento treinta y cuatro del libro primero de á folio del soberano congreso, forrado en pergamino amarillo, que se hallan en blanco á excepcion de la primera, y aunque á fojas ciento veintinueve hay una enmendatura y entrerenglonacion y textadura á fojas ciento treinta y una, no se notan salvadas á su respectiva conclusion, y quedan todas ellas rubricadas en los lugares de los blancos que no resultan firmadas. Que los tres votos salvos que igualmente van insertos son los mismos que se notan al reverso del folio once y doce del cuaderno forrado en papel pintado con que concluye, y tambien hemos rubricado el que se dice ser del Dr. D. Alejo Villégas por no aparecer firmado. Y en cumplimiento de lo mandado por el señor gobernador de la provincia en auto de catorce del presente mes, lo autorizamos, signamos, y firmamos en Buenos Aires, á 19 de marzo de 1820. — D. José Ramon de Basavilbaso, escribano mayor de gobierno. Hay un signo. — D. Juan José Rocha, escribano público. Hay un signo. — Mariano García de Echaburu, escribano público. Hay un signo. — Tómas José Boiso, escribano público. Hay un signo. — Narciso de Yranzuaga, escribano público.

ministro de relaciones exteriores de S. M. Cristianísima, que el congreso nacional de las Provincias Unidas de Sud-América ha examinado con la mas séria y madura atencion la proposicion del establecimiento en estas Provincias de una monarquía constitucional, para colocar en ella, bajo los auspicios de la Francia, al duque de Luca, contrayendo matrimonio con una princesa del Brasil; que no la ha considerado inconciliable con el objeto principal de nuestra revolucion, la libertad é independencia política, ni con los intereses de estas mismas Provincias; que reconociendo que el primero y mas sagrado de sus deberes es el ocuparse eficazmente de consolidar la felicidad pública, haciendo cesar la efusion de sangre y todas las calamidades de la guerra interior y extranjera, por medio de una paz honrosa y duradera con la España y con las grandes potencias de la Europa, cuya paz deberia estar basada en el reconocimiento de una independencia absoluta, y en relaciones de comercio de una utilidad recíproca, es necesario, para fijar su determinacion, saber si las ventajas que ofrece este proyecto son bien efectivas, pues está decidido á adoptar por jefe de su gobierno al príncipe que reuna mayor número de garantías para asegurar estas ventajas, y para allanar los obstáculos que pudieran presentarse; que adoptando estos principios, la autoridad ejecutiva de este Estado soberano podrá admitir esta proposicion bajo las condiciones cuyo tenor es el siguiente:

1819. Se admiten las proposiciones del gobierno frances bajo condiciones.

» 1ª Que S. M. Cristianísima se encargará de obtener el consentimiento de las cinco grandes potencias europeas, especialmente el de la Inglaterra y el de la España.

1ª condicion.

» 2ª Que despues de haber obtenido este consentimiento, S. M. Cristianísima se encargará igualmente de facilitar la union del príncipe de Luca con una princesa del Brasil; debiendo esta union tener por resultado la renuncia por parte de S. M. Fidelísima de todas sus pretensiones sobre el territorio que poseía la España, segun la última demarcacion, y de las indemnizaciones que podria reclamar en la ulterioridad, en razon de los gastos ocasionados por su empresa actual contra los habitantes de la Banda Oriental.

2ª condicion.

1819.

3ª condicion. » 3ª Que la Francia se obligará á prestar al príncipe de Luca todo el auxilio necesario para establecer una monarquía en estas Provincias, y para hacerla respetar, debiendo esta monarquía comprender cuando ménos todo el territorio de la antigua demarcacion del vireinato del Rio de la Plata, y contener por consecuencia dentro de sus límites la provincia de Montevideo con toda la Banda Oriental situada entre el Rio, Corriéntes y el Paraguay.

4ª condicion. » 4ª Que estas Provincias reconocerán por soberano al duque de Luca, conservando la constitucion que ellas habian jurado, con excepcion de algunos artículos que no podrian adaptarse á la forma de un gobierno monárquico hereditario, los que serán modificados de acuerdo con los principios constitucionales que les han dado orígen.

5ª condicion. » 5ª Que tan pronto como las grandes potencias de la Europa hayan consentido en la elevacion del duque de Luca, este proyecto deberá llevarse á efecto, aunque la España no quiera renunciar á la esperanza de reconquistar estas Provincias.

6ª condicion. » 6ª Que, en este último caso, la Francia procederá de tal suerte que acelere la partida del duque de Luca con todas las fuerzas necesarias para semejante empresa, y que ella la pondrá en estado de rechazar todos los esfuerzos de la España, facilitándole tropas, armas y municiones de guerra, y prestándole tres millones de pesos fuertes pagaderos al fin de la guerra, cuando se haya restablecido la tranquilidad del país.

7ª condicion. » 7ª Que de cualquier manera que se efectúe esta empresa, será necesario considerarla bajo el punto de vista de que la Inglaterra, viendo con inquietud la elevacion del duque de Luca, se opondrá á ella y se esforzará por frustrarla, haciendo uso de la fuerza.

8ª condicion. » 8ª Que el tratado que se celebre entre el ministro de relaciones exteriores de Francia y nuestro enviado, deberá ser ratificado en el plazo que determine S. M. Cristianísima y el director supremo de este Estado, con el consentimiento prévio del senado, segun las formas constitucionales.

9ª condicion. » 9ª Que á este fin nuestro enviado exigirá todo el tiempo ne-

cesario para que un asunto de tan alta importancia pueda terminarse aquí, manejándosele con toda la circunspeccion, reserva y precauciones consiguientes á una posicion tan delicada, tanto para asegurar el buen éxito del proyecto, como para prevenir las consecuencias funestas que sobrevendrian si se llegára á descubrir ántes de tiempo, y las interpretaciones malignas que sabrian darle los enemigos de la felicidad de nuestra patria. — Buenos Aires, noviembre 13 de 1819. » 1819.

Miéntras tenian lugar las sesiones secretas del congreso, no faltaron genios inquietos que en inteligencia con los partidarios de López, Carrera y Artígas (1), hicieron circular la idea de

Los enemigos acusan de traicion al gobierno nacional.

(1) El historiador español Torrente conviene en que existian inteligencias entre Artígas y los Españoles residentes en la Banda Oriental.

« Los Portugueses, dice, habian atacado la Banda Oriental á fines de 1816, sin que el gobierno español hubiera sido consultado para esta agresion; fueron sus miras ostensibles las de proteger al Brasil de las ideas subversivas que reinaban en dicha Banda Oriental, pero como se recelase que la ambicion tenia en ella mas parte que la política, protestó S. M. Católica contra una invasion, tanto ménos esperada cuanto que hácia el mismo tiempo se habia enlazado en matrimonio con una augusta princesa de la casa de Braganza. Las potencias aliadas tomaron parte en esta cuestion diplomática á favor de los derechos de la España, y se vió con la mas agradable satisfaccion la declaracion del gobierno brasileño, que ponia en claro los nobles sentimientos de que estaba animado, y la promesa formal de tener aquellos dominios á la disposicion de Su Majestad, para cuando se hallase en estado de hacer respetar su autoridad en el vireinato de Buenos Aires.

» Cuando los Portugueses se presentaron delante de Montevideo, estaba aquella ciudad ocupada por las tropas de Artígas, de ese jefe bullicioso y emprendedor, que al favor del prestigio que ejercia entre las gentes de la campaña, habia llegado á hacerse temer del gobierno de Buenos Aires, y á arrancarle dicho dominio. Ese indomable revolucionario, batido unas veces y vencedor las mas, sostuvo una guerra activa con los Portugueses hasta el año 1820, en que fué completamente derrotado por el general portugues Villanueva en la orilla izquierda del rio Tacuarembó en 22 de enero, de cuyas resultas cruzó el Uruguay con cinco ó seis de sus mas adictos, y se refugió al Paraguay, en donde espiraron sus gigantescos proyectos.

» Habia sido tan ambigua su conducta en varias circunstancias, que parecia obrar en unas á favor de la independencia y en otras en obsequio del soberano español; pero siempre contra el partido portugues. Mas de una vez se engañaron los mismos Españoles, al ver que á un mismo tiempo hacía la guerra á dichos Portugueses y á los insurgentes de Buenos Aires; esta creen-

1819.

Estado desgraciado en que se encuentra el país.

que el gobierno nacional traicionaba la patria. El espíritu de partido ahogaba todo otro sentimiento noble. La descomposicion social era completa; los hombres ilustrados, como los caudillos, estaban dominados de una sola idea, — apoderarse del mando. Los mas tenaces enemigos del gobierno nacional y del congreso eran precisamente los que pocos años ántes habian sido acusados de traicion por el partido que estaba en el poder; y ciegos de pasion esos hombres inteligentes á quienes tanto debia la independencia del país, se hacian alternativamente instrumentos de los caudillos que debian conducir las Provincias Unidas á su disolucion.

cia dió lugar á una conspiracion concebida por los realistas de Montevideo en 1819, la que habiendo abortado por la falta de concurrencia del incomprensible Artígas, envolvió la ruina de mas de cien individuos, que fueron arrestados, y de otros muchos que fueron tambien arrojados del país por el general Lecor.

» Los verdaderos planes del citado caudillo eran los de no obedecer autoridad alguna en la tierra, y de ejercer un dominio arbitrario y despótico sobre el país. Como estas ideas se hallaban en contradiccion con las de los gobernantes de Buenos Aires, que querian dictar leyes á todas las demas Provincias, se dedicó con infatigable celo y constancia á proteger el sistema de federalismo que debia asegurarle la libre posesion de la Banda Oriental. Tomó con este motivo el título de protector de la federacion, y fué el abrigo de todos los revolucionarios descontentos, y aun de varios jefes de opinion, que habian sido arrojados de sus mandos por nuevas facciones.

» Se hallaban entre estos últimos Carrera, Alvear, Ramírez y otros, que guiados por principios de odio y animosidad contra el director supremo Pueyrredon, entraron gustosos en los proyectos desorganizadores, y lograron finalmente encender la tea de la discordia por toda la extension de dicho vireinato. »

ÍNDICE DEL TOMO QUINTO.

DOCUMENTOS.

FE DE ERRATAS.

Nota. Las explicaciones y aserciones que siguen los documentos relativos al *convenio secreto* celebrado entre el cabildo de Montevideo y el general Lecor, el año 1819, en las página 27, línea 21, y página 28, línea 33, son del señor Lamas, publicadas en la *Biblioteca del comercio del Plata*, de donde hemos tomado los documentos que las preceden.

Página 67, línea 30, *donde dice* (2), *léase* (1), -- capítulo VI, *léase* VII.

Línea 35, *donde dice* cúmpleme, miéntras amplificamos nuestro pensamiento, hacer la siguiente explicacion *en otro lugar*, — *léase* cúmplenos, miéntras amplificamos nuestro pensamiento, *en otro lugar*, hacer la siguiente explicacion.

Página 90, extracto del márgen, *donde dice* prestaban, *léase* pretextaban.

Página 159, segundo extracto del márgen, línea 3, *donde dice* Supo, *léase* Supe.

Página 161, línea 9, *donde dice* su inferioridad numérica, *léase* de nuestra.

Página 190, línea 29, *donde dice* niegaron, *léase* niegan.

Página 215, segundo extracto de la márgen, línea 1ª, *donde dice* alcanza, *léase* alianza.

BESANZON, IMPRENTA DE J. JACQUIN.